



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

MM. Svilanovic et Kharrazi à la Chambre des Députés:

## Balkan et Golfe Persique



M. Kamal Kharrazi signe le Livre d'or de la Chambre des Députés

Les deux ministres des Affaires étrangères en visite officielle à Luxembourg, M. Goran Svilanovic, Ministre des Affaires étrangères de l'Union de Serbie et de Monténégro, et M. Kamal Kharrazi, Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, ont été reçus successivement en fin d'après-midi du 7 mai 2003 à la Chambre des Députés.

Après avoir esquissé brièvement la situation politique dans son pays, notamment suite à l'assassinat du Premier Ministre de Ser-

bie, M. Zoran Djindjic le 12 mars dernier, M. Svilanovic a fait état de la grande euphorie qu'inspirait à ses concitoyens la perspective d'adhérer un jour à l'Union européenne. Le Ministre des Affaires étrangères se félicite certes de l'état d'esprit positif face à l'expectative, mais craint qu'elle ne soit trop nourrie du seul espoir de pouvoir jouir dans un avenir pas trop lointain d'un niveau de vie semblable à celui des Européens.

Le Ministre des Affaires étrangères iranien quant à lui a présen-

té d'emblée aux députés luxembourgeois le modèle démocratique iranien, regrettant les "nombreux préjugés" à l'égard du comportement de son pays en matière de droits de l'homme, et prônant une intensification des contacts politiques afin d'y remédier. "Malgré toutes nos différences culturelles, nous partageons les mêmes valeurs démocratiques" a-t-il dit.

M. Paul Helminger, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, a constaté qu'aux yeux des Européens il était parfois difficile de faire la distinction entre les deux visages d'un Iran, dont l'organisation politique était certes irréprochable, mais dont la réalité religieuse restait peu accessible.

Interrogé sur la situation dans la région suite à la guerre en Irak, M. Kharrazi a qualifié la démocratie de seule garantie pour la paix et la stabilité de cette région si sensible, fournissant quelque 70 % du besoin en énergie mondial.

Les deux ministres ont été accueillis par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. Participaient également aux entrevues MM. les Députés Paul Helminger, Ben Fayot, Laurent Mosar, Claude Wiseler et Jean-Paul Rippinger.



(de gauche à droite) M. Claude Wiseler, M. Jean-Paul Rippinger, M. Paul Helminger, M. Goran Svilanovic, M. Jean Spautz, M. Laurent Mosar et M. Ben Fayot

XXIXème COSAC

## Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. Jean Huss, M. Gast Gibéryen

Du 4 au 6 mai 2003 s'est déroulée à Athènes la XXIXème COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes). La Chambre des Députés était représentée par M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise, et par MM. Ben Fayot, Gast Gibéryen et Jean Huss, membres.

Les représentants des Parlements nationaux de l'Union européenne et des pays candidats ainsi que du Parlement européen ont débattu entre autres sur les sujets suivants: l'évaluation des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, le rôle des Parlements nationaux dans le projet de traité constitutionnel, la concrétisation de la constitution d'un secrétariat pour la COSAC, la politique

d'asile et d'immigration et la gestion des frontières externes de l'Union européenne. Les parlementaires ont profité de la présence de M. Constantinos Simitis, Premier Ministre grec et ensuite de M. George Papandreou, Ministre des Affaires étrangères grec, pour poser des questions concrètes sur les perspectives de la présidence grecque.

La délégation luxembourgeoise a insisté en particulier sur le fait que la proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la Convention, accorde trop d'importance à la méthode intergouvernementale, au détriment de la méthode communautaire et qu'il faudrait délimiter plus clairement les compétences du Conseil européen.

### Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung  
**live an integral**  
mat enger Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un



# NOUVELLES LOIS

## 4924 - Projet de loi

**autorisant la participation de l'Etat à la modernisation, la transformation et l'extension du Château de Heisdorf en centre intégré pour personnes âgées**

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser l'Etat à participer au financement des travaux de modernisation, de transformation et d'extension du Château de Heisdorf en un centre intégré pour personnes âgées.

Il répond aux exigences de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, portant exécution de l'article 99 de la Constitution qui prévoit que tout engagement de l'Etat dépassant le montant de 7,5 millions d'euros doit être autorisé par une loi particulière.

Les modalités et le montant de la participation financière de l'Etat sont détaillés dans une convention qui a été signée le 25 juin 2001 entre l'Etat et le maître de l'ouvrage, la Maredoc.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile que celles favorisant la rénovation et la modernisation des diverses structures d'accueil pour personnes âgées. Le projet sous rubrique prévoit, en effet, la modernisation intégrale avec extension de l'actuel Château de Heisdorf en un centre intégré pour personnes âgées d'une capacité de 40 lits avec création d'un centre psychogériatrique pour les 130 pensionnaires du site, à savoir ceux des centres Château, Marie Consolatrice et Regina Pacis.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 14.03.2002

Rapporteuse: Mme Ferny Nicklaus-Faber

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

16.01.2003 Désignation du rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

01.04.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2003

## 4925 - Projet de loi

**autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes handicapées âgées à Frisange**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'Etat à participer au financement de la construction d'un centre intégré pour personnes handicapées âgées par la Fondation Kräizbiërg sur le site "Schoumansbonger" à Frisange.

Ce projet répond aux exigences de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, portant exécution de l'article 99 de la Constitution qui prévoit que tout engagement de l'Etat dépassant le montant de 7,5 millions d'euros doit être autorisé par une loi particulière.

Les modalités et le montant de la participation financière de l'Etat sont détaillés dans une convention qui a été signée le 11 avril 2000 entre l'Etat et le maître de l'ouvrage, la Fondation Kräizbiërg, respectivement dans un avenant à la convention du 25 juin 2001.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile que celles favorisant l'augmentation substantielle de l'offre en structures d'accueil pour personnes âgées, respectivement la rénovation et la modernisation des diverses structures d'accueil. Ce projet innove et se distingue par rapport aux autres projets qui rentrent dans le cadre du programme national des personnes âgées dans la mesure où il intègre également un aspect "handicap". Le centre intégré pour personnes handicapées âgées de Frisange constitue le premier centre intégré construit pour des personnes handicapées vieillissantes.

Le centre intégré de Frisange est destiné à héberger 56 pensionnaires répartis en 7 groupes de vie de 8 personnes. Ces groupes de vie s'articulent autour des trois types d'usagers du centre. Il y a 4 groupes de vie réservés aux personnes présentant un handicap physique, 2 groupes de vie destinés à recevoir des personnes présentant une double pathologie et finalement une unité de soins pour les personnes souffrant de problèmes respiratoires.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 14.03.2002

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

16.01.2003 Désignation du rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

01.04.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat  
Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2003

## 4975 - Projet de loi

**portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000**

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Le Protocole facultatif vise à limiter l'utilisation d'enfants dans les conflits armés en relevant l'âge minimal pour le recrutement et en limitant la participation effective aux hostilités des personnes âgées de moins de dix-huit ans.

Les Etats parties doivent prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées âgés de moins de dix-huit ans ne participent pas directement aux hostilités. Concernant le recrutement, les Etats veillent à ce que les moins de dix-huit ans ne fassent pas l'objet d'un enrôlement obligatoire dans les forces armées.

Au Luxembourg, la loi du 20 décembre 2002 vient d'adapter la loi militaire aux exigences du Protocole facultatif. Elle permet l'engagement à partir de l'âge de dix-sept ans, en précisant que les volontaires âgés de moins de dix-huit ans accomplis doivent disposer du consentement des parents ou du tuteur légal. De plus, ils ne peuvent pas participer aux missions suivantes: participer, en cas de conflit armé, à la défense du territoire; contribuer à la défense collective dans le cadre des organisations internationales; participer à l'étranger à des missions humanitaires et d'évacuation, à des missions de maintien de la paix, à des missions de force de combat pour la gestion des crises y compris des opérations de rétablissement de la paix.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 01.07.2002

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

03.02.2003 Désignation du rapporteur

24.03.2003 Présentation du projet de loi et analyse de l'avis du Conseil d'Etat  
Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 03.04.2003

## 5024 - Projet de loi modifiant

**1) la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la "Fondation Henri Pensis" et modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et transposition de la directive 2001/38/CE du 5 juin 2001 modifiant la directive prémentionnée**

**3) la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement pu-**

## blic nommé "Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster"

Le projet de loi 5024 modifie les articles 2 à 4 de la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la "Fondation Henri Pensis" et modifie également la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Ce projet de loi remporte par ailleurs quelques modifications d'ordre rédactionnel aux lois susmentionnées du 9 janvier 1998 et du 24 juillet 2001.

Le gouvernement est d'accord avec la proposition du Conseil d'Etat de prévoir un crédit limitatif, mais entend maintenir la forme d'une fondation. Le Ministère a souligné qu'il n'y a aucune répercussion sur la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003, le montant inscrit ne dépassant pas la limite qui sera fixée par le projet de loi sous examen.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 12.09.2002

Rapporteuse: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

13.01.2003 Désignation du rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

24.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 03.04.2003

## 5049 - Projet de loi

**portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République slovaque sur la sécurité sociale, signée à Bratislava, le 23 mai 2002**

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République slovaque sur la sécurité sociale, qui a été signée à Bratislava en date du 23 mai 2002.

Cette convention garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux Etats contractants.

La Convention suit l'aménagement général des dernières conventions bilatérales en la matière et se fonde sur les principes fondamentaux régissant la coordination internationale des régimes de sécurité sociale que sont l'égalité de traitement, l'exportation intégrale des prestations et la totalisation des périodes d'assurance.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18.11.2002

Rapporteur: M. Niki Bettendorf

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

05.03.2003 Désignation du rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

23.04.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2003

## Chamber TV weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz



## Ordre du jour

### Débat sur la politique étrangère

**Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères; MM. Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.**

**(Début de la séance publique à 14.33 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Haut de Mëtteg hu mer als Hauptpunkt um Ordre du jour d'Debatt iwwert d'Aussepolitik, déi gëschter duerch d'Madame Ausseminister Lydie Polfer virgedroe ginn ass. Mir hunn d'Riedezäit festgeluecht nom Modell 2.

Et si bis elo agedroen: déi Häre Wiseler, Fayot, Helminger, Henckes, Bausch an Urbany. Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen, deen domadder direkt d'Wuert kritt.

### Débat sur la politique étrangère

M. Claude Wiseler (CSV).- Här President, wann Der géingt erlaben, da géing den Här Helminger vorschwätzen, well hien nach aner Obligationen huet.

M. le Président.- Kee Problem, ënner Kollege kann een dat auschangéieren. Den Här Helminger huet dann d'Wuert.

M. Paul Helminger (DP).- Här President, ech soen lech an och dem Claude Wiseler villmools merci, datt Dir déi normal Reiefolleg e bëssen op d'Kopp gekéiert hutt. Dat ass doduerch bedéngt, datt am Kader vun der griichescher Présidence de griichesche President vun hirer Kommissioun vun den auslänneschen Affären seng Kollegen aus der Europäescher Unioun op eng Réunion op Athen zesummegeruff huet, déi haut a muer stattfënn, a wann ech zur Zäit do si wëll, da misst ech uschlëssend u meng Interventioun hei de Fliger huelen. Duerfir villmools merci, datt ech ausnahmsweis als Éischten hei schwätzen dærf.

Här President, mir sinn also elo am Krich am Irak. Ech soe bewusst mir sinn, obschonn dat jo e Krich ass, dee mer net wollten, wou eis Regierung mat der vollster Ennerstëtzung vun der Chamber bis zum leschte Moment alles gemaach huet fir en ze verhënneren, an dach si mer dran. Mir sinn dran, well een d'Televisioun jo kaum nach kann opmaachen, ouni datt engem Biller vun deem Krich, oder jiddefalls dat wat d'Zensur vun deenen zwou Säiten eis erlaabt ze gesi vun deem Krich, an eis Stoffen eran dréit.

Mir sinn dran, well mer trauern ëm d'Affër, déi e scho bruecht huet an déi e sécherlech nach wäert bréngen, ob dat elo Zaldoten oder Zivilisten op där enger oder op där anerer Säit sinn, well ech menge ganz wéineg vun hinnen hunn dorop gegamst fir dærfen an dese Krich ze zéien. Mir sinn dran, well mer doriwwer besuergt si wéi en ausgeet. Mir sinn dran, well mer besonnesch besuergt si wéi et duerno soll virgoen a wat fir eng Problemer nach, en attendant datt mer dohinner kommen, lassgetrépelt ginn, ob dat elo de Problem vun de Kurden ass oder de Problem vun de Palästinenser a vun Israel oder de Problem vun deene reliéise Streidereien, déi mer tëschent Schiiten a Sunniten hunn, mat méigleche Ramificatiounen op den Iran.

Ech wëll awer elo net doriwwer spekuléieren, well ech éischters der Meenung sinn, datt d'Madame Minister eis gëschter op eng ganz komplett an objektiv Manéier den Historique vun deem Konflikt nach eng Keier duergeluecht huet an an

engems och kloer gemaach huet wéi iwwerluecht a responsabel d'Haltung vun der Lëtzebuurger Regierung zu deem Konflikt, dee mer wéi gesot vun Ufank un a jiddefalls zu deem Zäitpunkt ofgeleent hunn, war.

Et ass awer kloer, dass mer haut an enger schwéierer internationaler Kris sinn, där hir Implicatiounen mer nach net kënnen an hirem ganzen Émfang ermooßen. Ech wëll och duerfir net iwwert d'Ursachen, d'Émfeld oder den Ausgang vun deem Konflikt spekuléieren. Et ass awer sécher, datt dës grave international Kris d'Affäre vun eiser Welt an och d'Situatioun an Europa nach wäert iwwer eng laang Period dominéieren, well dës Kris huet wéi keng aner a rezenter Zäit déi Europäesch Unioun gespléckt. Net nëmme gespléckt, mä dat och an engem Toun an op eng Manéier, déi sécherlech net vun haut op mar ze heelen ass.

Dat ass eng bedauerlech Entwécklung, émsou méi well d'Länner vun der Unioun mat vill Efforten an iwwer eng laang Zäit dach ëmmer erëm versicht hunn eng Unitéit an hir Positioun ze bréngen an d'Eenheet vun der Unioun ze bewahren. Et kënn a mengen Aen duerfir drop un, datt mer alleguer zesummen aktiv dru schaffe fir déi Divisiounen, déi Europa an deem Moment charakteriséieren, ze iwwerwannen an zu där Unitéit zrëckzefannen, déi d'Stäerkt vun eiser Unioun ausmécht.

Déi Beispiller, déi an der Madame Minister hirer Deklaratioun ugefouert gi sinn an déi de Succès an engem géeeenten Europa illustréieren, wéi zum Beispill den Euro oder eis gemeinsam Handelspolitik, si jo indéniable Beispiller dofir, datt Europa, wann et mat enger Stëmm schwätzt, wierklech kann Afloss op der internationaler Szen hunn an dann och seng Vuen a seng Visiounen mat deem néidegen Nodrock vertrieben an duerschetze kann.

Ech kann duerfir déi Lëtzebuurger Regierung nëmme vun hei aus opfuerechen och weiderhin alles ze maache wat an hire Moyene läit fir dozou bäizedroen, datt nieft där ekonomescher a finanzieller Unioun, déi mer scho realiséiert hunn, och aktiv de Chantier vun der politescher Unioun fir Europa virgedriwwen gëtt.

Dës ass émsou méi wichteg, well an e puer Deeg d'Adhésionsvertrag, déi de Wee opmaachen zu engem vill méi groussen Europa, zu Athen wäerten ënnerschriwwen ginn. Déi méi grouss Unioun muss sech driwwer eens gi wéi eng Roll si an den internationale Beziungens spillen wëllt. Eiser Meenung no soll se d'Roll vun enger Muecht fir de Fridden an d'Entwécklung spillen an net déi vun enger Muecht fir ze dominéieren. Ech sinn iwwerzeegt dovunner, an domat stinn ech och net eleng, datt d'Unioun d'Moyenen huet fir à terme e wichtige an influente Partner an enger multilateraler an doduerch méi equilibréierter, méi gerechter a méi friddlecher Welt ze ginn.

Dës Zil ze errechen ass émsou méi wichteg wéi eng iwwerwältigend Majoritéit vun de Bierger an Europa genee dat do vun der Unioun awer och vun hire Memberlänner an hire Regierungen erwaart hunn. D'Leit dobaussen, mir allegeruecht wëllen, datt de Fridden an der Welt dauerhaft ka gesécher ginn, esou wéi mer en zënter méi wéi 50 Joer an Europa gesécher hunn. Mir wëllen alleguer hei an

Europa equilibréiert a konstruktiv Relatiounen mat deenen aneren Deeler vun der Welt. Relatiounen, déi op géigesäitegem Respekt an op Toleranz an Dialog opbauen, Relatiounen, déi sech och am Kader vun deene multilateralen Institutionen ofspillen, déi eis Welt sech ginn huet als Folleg vun deene grouss Krisen an déi dozou bäidroen sollte fir an Zukunft Konflikter a Kricher ze vermeiden.

Et schéngt mer awer kloer ze sinn, datt mer op sollte si fir dës grouss multilateral Institutionen an awer och déi Europäesch Unioun un d'Gegebenheete vun eiser Zäit unzepassen an hinnen domat d'Moyenen ze gi fir méi effikass där Aufgab, fir déi se geschafte goufen, kënnen nozekommen. Dat ass noutwendeg, well d'Welt sech an deene leschte Jorzéngten enorm verännert huet.

Ech wëll nëmme drun erënneren, datt iwwer laang Joren an an där ganzer Zäit vum kale Krich ee vun de grouss Prinzipien, wann net dee grouss Prinzip, vun de Relatiounen tëschent de Länner dee vun der Non-ingérence dans les affaires intérieures war. Dat war déi Zäit wou d'Welt an zwee Bléck gedeelt war an all Amëschung vu baussen an déi intern Affäre vun engem anere Land d'Gläichgewicht op d'Spill gesat hätt a gläichgesat war mat enger Bedrohung vum Fridden.

Mam Enn vum kale Krich an där figéierter Situatioun op der Welt ass net nëmme Bewegung an eng Rei Gesellschaften komm, déi bis dohin ënnert dem Drock vun totalitärer Regimer an onmenschlechen Diktature gelidden haten, mä d'Relatiounen tëschent de Länner sollten och op eng nei Basis gestallt ginn an d'Kooperatioun tëschent hinne sollt e ganz neie Stellwäert kréien. Entre-temps hat jo och de ganze Prozess, deen duerch d'Konferenz vun Helsinki ugefaangen hat an dee méi Vertrauen an d'Relatiounen tëschent den europäesche Länner bréngen sollt, méi Respekt virun de Mënscherechter an eng méi grouss Ouverture fir d'Gesellschaften aus dem deemolegen Ostblock garantéiere sollt, seng Effeten op den Emgestaltungsprozess an enger ganzer Rei Länner.

D'KSZE stoung dofir fir d'Prinzipie vun dem Respekt vun de Mënscherechter, vun der Fräiheet vun de Bewegung vun de Leit, vun dem Accès zu den Informatiounen tëschent de Länner ze bestätegen.

Déi nei Technologie vum Internet hu sécherlech dozou bäigedroen, dass déi artificiel Barrièren, d'Satelliten an anerer, déi operéiert gi ware fir den Zougang zu deenen Informatiounen ze verhënneren, lues a lues gefall sinn. Dese Progrès huet och d'Erwaardunge vun de Populatiounen verstärkt an esou zu de Changementer bäigedroen, déi bei deenen zwee Bléck an Europa finalement geschitt sinn.

Iwwert déi Hannerdier ass et méiglech ginn an den Dialog tëschent de Länner och déi legitim Froe vun der Verbesserung vun der Situatioun vum Eenzelnen a vu méi Fräiheet a vu méi Gerechtegkeet anzebauen. No an no huet d'Iddi hire Wee gemaach, datt et esou e Recht wéi dat vun der legitimer Ingérence an d'Affäre vun engem anere Land gi misst, wann et drëm geet d'Situatioun vum Mënsch a vun de Mënscherechter, d'Situatioun vun all Eenzelnem dauerhaft ze verbesseren.

An anere Wieder: Déi Weltgemeinschaft, déi mer nom Krich opgeriicht haten, ënner anerem d'UNO mat hire schéine Prinzipien, huet endlech geschéngt Realitéit ze ginn, well d'Welt sech eens war datt mer elo no deene Prinzipien effektiv iwwerall liewe missten. Al-

leguerten d'Länner hätten d'Recht fir legitim Froen opzeweeren vun deene Plazen, wou dat nach net de Fall wär, a matzehëlfen, datt an deene Länner no an no d'Realisatioun an de Respekt virun deene Wäerter sech géing duerschetzen.

An esou war d'Enn vum 20. Jorhonnert effektiv gepräegt vun enger, ech géing bal gäre soen, euphorischer Situatioun, wou mer iwwerzeegt waren, datt duerch d'Ofschafte vum Blockdenken déi Weltcommunautéit, vun där mer virdrun nëmme gewot hunn ze dreemen, sech elo géif realiséieren, an datt all déi Prinzipien, déi mer um Enn vum Zweete Weltkrich an d'Charta vun de Vereenten Natiounen ageschriwwen hunn, sech kënnete realiséieren. Eng Gérance légitime also, mä, an dat ass dat Wichtigst, am Kader vun der internationaler Rechtsuerdnung, esou wéi se vun de Vereenten Natiounen verkierpert gëtt.

Mir sinn awer haut, mir mussen dat feststellen, an enger ganz neier Situatioun. Mir si konfrontéiert mat enger eenzeger Supermuecht, déi siegräich aus dem kale Krich ervirgaangen ass an déi haut an der Situatioun ass fir ganz eleng ze decidéieren, wat an hirem Intérêt ass, wat hir notzt a wéi eng Positioun si vertriebe wëll.

An et ass scho enger Situatioun déi ee ka besuergen, wann den Equiliber vun der Welt esou zu Gonschte vun engem Partner gerëtscht ass, datt zum Beispill seng Militärausgabe méi grouss si wéi déi vun all deenen anere Länner zesummen oder och datt dee Krich, deen elo am Irak gefouert gëtt, Budgetsmoyenen an enger éischer Phas vu 75 Milliarden Dollar zur Verfügung huet, während den Total vun all där Hëllef, déi d'Länner vun deser Welt opbréngen, fir Situatiounen vun deenen Äermsten ze verbesseren, also de Volume vun der weltwäiter Entwécklungshëllef bei knapp 50 Milliarden Dollar steet.

Et ass och besuergneserregend, wann net méi am internationalen Dialog an an der Kooperatioun entschiet gëtt, wat fir eis Welt déi richteg Décisioun sollt sinn, mä wann dat unilateral decidéiert ka ginn, an zwar net nëmme elo fir den Irak, wann e Land kann decidéieren aus engem Vertrag, wéi dem Vertrag vu Kyoto, einfach erauszeklammern, oder der Cour pénale internationale keng Kompetenze wëll zougustoen, oder och d'Regele vun dem Welthandel, sou wéi se bei der WTO definéiert sinn, eesäitig a selektiv jee no senger Interesselag interpretéiert.

D'Antwort op all dës Froen kann nun awer net nëmme si fir hei der amerikanescher Administratioun de Prozess wëllen ze maachen. D'Antwort kann nëmme sinn, datt Europa géent op all dës Erausforderunge reagiert, eng wierklech gemeinsam Positioun definéiert an déi dann och konsequent a mat Nodrock vertritt, an net eréischt da wann et ze spéit ass.

Et kënn also dorop un, datt mer eis all zesummen déi Moyene gi fir eng engagiert an equilibréiert Politik um internationalen Niveau am Intérêt vun eise Länner, bien entendu, am Intérêt vun der Unioun, am Intérêt awer och vun alle Bierger vun deser Welt ze maachen. Et hânt vill dovun of wéi Europa déi Kris, déi mer am Moment erliewen, meeschtere wäert. An et wier op alle Fall falsch elo ze resignéieren an d'Hoffnung op ze ginn. D'Geschicht léiert eis, datt Europa aus all deene Krisen, déi mer duergemaach hunn, eigentlech méi staark ervirgaangen ass a sech ëmmer erëm d'Moyene ginn huet fir duerno besser a méi kohärent kënnen ze reagieren.

Et ass jo och net esou wéi wa mer net ugefaangen hätten eis Méiglechkeete vun enger wierklech gemeinsamer Aussepolitik ze ginn. A

mir wäeren net méi mir selwer, wa mer an der Unioun géifen ophalen op déi Wäerter, déi d'Basis vun Europa duerstellen, ze pochen. Ech denken an Dialog, u Solidaritéit, un déi ethesch Ufuerderungen un d'Politik an un de Primat vum Multilateralismus.

Wann ech soen datt mir Moyenen hu fir mat enger Stëmm an Europa ze agéieren, da verweisen ech lech nëmme op den Artikel 19 vum Vertrag vun Amsterdam, deen hei ganz kloer ass. Hie seet: «Les Etats membres coordonnent leurs actions au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils décident dans ces enceintes les positions communes.» A weider: «Les Etats membres qui sont aussi membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies se concerteront et tiendront les autres membres pleinement informés. Les Etats membres qui sont membre permanent du Conseil de Sécurité veilleront dans l'exercice de leurs fonctions à défendre les positions et les intérêts de l'Union.»

Ech gesti gären an datt dat Bild, wat mer an de leschte Woche ginn hunn, net deem entsprécht zu wat mir eis zu Amsterdam schonn engagiert hunn, a wat jo duerch d'Aarbechte vun der europäescher Konventioun an déi duerno virgesinne Regierungskonferenz nach verstärkt an enger europäescher Verfassung festgeschriwwen soll ginn. Wat ech hei gesot hunn, ass och kee bëllegen Antiamerikanismus. Ech sinn nach ee vun deenen, déi 1944 am September mat kritt hu wéi d'amerikanesch Truppen d'Lonkegerstrooss eropgefuert sinn, dee Schokola ausgedéelt krut a wou se wierklech vu Leit emfaange gi sinn, déi erlichert waren, datt se eis vun deem Joch vum Naziterror befreit hunn.

D'Geschicht léiert eis, datt Europa aus all deene Krisen, déi mer duergemaach hunn, eigentlech, wéi gesot, méi staark ervirgaangen ass a sech ëmmer erëm d'Moyene ginn huet fir duerno besser a méi kohärent ze agéieren.

Et geet also lo net drëm fir den Amerikaner, et geet och iwwerhaupt net ëm d'Amerikaner, et geet ëm déi besuergneserregend Politik vun där heiteger amerikanescher Administratioun, déi jo och am eegene Land, dat muss een och ënnerstréiden, net onëmstréiden ass. Et geet virun allem drëm wat mir an Europa kënnen a musse maachen, fir zu där geféierlecher Politik an aller Frëndschaft mä och an aller Bestëmmtheit eng echt a crédibel Alternativ ze sinn.

Et kënn also drop u fir Europa, mat sengem Handlungsspillraum a mat senger Moyenen, effektiv d'Politik ze gestalten, ze stärken, well datt ass an eisen Aen eng Garantie an och eng Konditioun fir e gutt an effikasst Zesummeschaffen iwwert den Atlantik ewech fir harmonesch euroatlantesch Beziungen anzegeen.

Ech wëll dofir och d'Lëtzebuurger Regierung félicitéieren a se opfuere fir weiderhin hiert Méiglechste ze maachen, datt an deenen dräi wesentleche Chantieren, déi mer müssen an Ugrëff huelen, an déi alleguerten international a multilateral Institutionen betreffen an deene mir Grënnungsmembere sinn, datt also d'Europäesch Unioun, d'NATO an d'Vereenten Natiounen, déi allen dräi Schued gelidden hunn an hirem Fonctionnement an an hirer Crédibilitéit am Zesummenhang mat der Irakris, datt dese Schued esou huerteg wéi méiglech reparéiert gëtt, datt mer zu enger eenheetlecher Haltung zrëckfannen an datt fir d'Zukunft esou Krise kënnen besser gemeschert ginn.

Mir hunn e breet Feld vu Gemeinsamkeiten op dat mir kënnen opbauen. Wat den Irak betrëfft, do si mer eis eeneg, an ech kann hei nëmme der Madame Aussemi-



nister zoustëmmen, datt d'Veereenten Natoune mussen eng zentral Roll iwwerhuele wann et drëm geet d'Suité vun dësem Konflikt ze meeschteren. Mir sinn eis och eens, wann et em de Kampf géint den Terrorismus an d'Proliféatioun vun de Massevernichtungswaffe geet. Mir sinn eis och eens, wann et em de Primat vun der multilateraler Approche an den internationale Relatioune geet. Mir sinn eis och eens, wann et em déi grouss Wichtigkeet geet, déi mer dem transatlantesche strategeschen Zesummeschaffen an dem Partenariat mat Amerika zoumoossen. A mir sinn eis nawell eens, wann et drëm geet an der Welt d'Wuerzele vum Krich, d'Wuerzele vun der Onrou a vum Terrorissem auszerotten, an dat heescht resolut géint Aarmutt, Krankheet an Ongläichheet virzegen.

Ech kann also nëmmen am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung ginn zu där konsequenter Haltung mat där d'Lëtzeburger Regierung, déi viregt esouwuel wéi déi heiteg, derfir gesuergt hunn, datt an dësem globale Kampf Lëtzebuerg e generéisene Deel dozou bäigedroen huet, eng Kontributioun, déi jo och international a bei eise Partner Unerkennung fonnt huet.

Ech kann och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen, wann et heescht eise Rôle als Partner bei deene Missiounen ze bréngen, déi, sief et am Kader vun der UNO, sief et am Kader vun der NATO oder och vun der Unioun, fir méi Sécherheet a Stabilitéit an de Kriseregionne vun dëser Welt bäidroen, sief dat mat eisen Zaldoten am Kosovo oder neierdénge a Mazedonien an am Afghanistan, sief dat mat eise Polizisten am Kader vun hire Missiounen a Bosnien.

Wa mer wierklech wëllen e Beitrag zur Stabilitéit vun dëser Welt leeschten, da mussen mer bereet sinn déi Missiounen, déi d'Unioun am Kader vun de Petersberg-Missiounen kann agoen, generéis ze interpretéieren an och hei eise Beitrag ze leeschten. Sief et fir d'Sécherheet an d'Effikassitéit vun eisen eegenen Zaldoten a Polizisten ze garantéieren, sief et fir e Beitrag ze leeschte wou d'Unioun am schwächsten ass, nämlech der Logistik, si mer jo och prinzipiell bei esou Initiativen derbei wéi déi déi elo rezent wou der Belsch, Frankräich, Däitschland an aneren ausgaange sinn, fir iwwer Rüstungskooperatioun ze schwätzen.

Ech géif awer och trotzdeem hei e Wuert vu Warnung soen. Dat soll net nëmmen Aktivissem sinn. Wann ee bedenkt, datt mer engersäits en Accord hunn iwwert d'Petersberg-Missiounen an enger generéisere Interpretatioun, wa mer bedenken, datt mer zënter enger Rei Joren elo Engagementer hunn am Kader vun den Helsinki Headline Goes, wa mer bedenken, datt mer e militäresche Staff entre-temps an der Europäescher Unioun hunn, wa mer bedenken, datt tëschen der Europäescher Unioun an der NATO eng Kooperatiounskonventioun besteet fir sech géigesäiteg bäizestoen an der Ausübung vu militäreschen Missiounen, dann hu mer e Grondstack vun esouwuel Institutione wéi Konventiounen, Engagementer op déi mer mussen opbauen. Loosst mer also oppassen, datt net nei Saachen, déi mer uginn, do nach weider Divisiounen a weider Streidereien erabrénge.

Finalement e Wuert, Här President, zur Konventioun. D'Konventioun huet an engem vun deene Konsensien, déi se erreicht huet, Konsens, dee vläicht am meeschte spektakulär ass, dass ganz séier e Konsens fonnt ginn ass fir d'Persoun vum Kommissär, vum Member vun der Kommissioun, dee sech em déi auswärtig Bezéiung këmmer, an der Persoun vum dem Haut Représentant vum Conseil fir d'Aussepolitik, also an anere Wieder an dësem Moment den Här Chris Patton an de Javier Solana, fir déi zwou Fonktiounen an en-

ger Persoun ze vereenegen, déi da géing mat dem Titel „Europäeschen Ausseminister“, oder wéi och ëmmer, mat zwee Hitt ausüben.

D'Fro stellt sech just hei, ob mer net d'Struktur virun d'Substanz gesat hunn. D'Äntwert dorop ass kloer: Jo.

Ech géing nëmmen hoffen datt de Fait, datt mer eis eens gi sinn oder schéngen eens ze sinn - d'Regierungskonferenz muss dat jo nach bestätegen -, fir hei um Wee vun de Strukturen, vun där Stëmm mat där Europa no bausse schwätze soll, fir eng Vereinfachung erbäizeféieren, well deen „Europäeschen Ausseminister“ soll jo och dee Conseil vun den Ausseministere, wann hie sech em d'aussepolitesch Froe këmmer, presidéieren, also do och eng gewësse Continuitéit erabrénge, datt elo déi Stëmm, wou mer op deem Punkt do uklänge geloos hunn, dass se an Zukunft bestoe kéint, och weess wat se soe soll.

Dozou gehéiert natierlech nach e ganz kräftege Ruck vu politischem Courage, besonnesch, géing ech soen, bei eise gréissere Mitgliedsstaten, dass se der Tentatioun widerstoen, all Kéier wou se eng Geleeënheet hunn, aus der Rei an ouni sech virdru mat hire Kolleegen ofgeschwat ze hunn, de Mond opzedein.

Ech géif och nach eng Kéier hei wëllen eppes soen, wat ech schonn e puermol d'Geleeënheet hat hei ze soen a wat och ganz einfach de geschichtlechen Tatsachen entsprécht: Et ass ganz einfach net wouer wa gesot gëtt, datt op deem Punkt hei vun den auswärtigen Affären a vun der Sécherheet et déi kleng Länner wäeren, déi mëttel Länner wäeren, déi verhënnere géingen, datt hei wesentlech Fortschreitter gemaach ginn. Au contraire, et ass gewënnlech well eis grouss Partnerfrënn sech net eens gi si wat fir eng politesch Haltung soll ageholl ginn, datt et net méiglech war fir zu enger gemeinsamer Aktioun ze kommen.

Duerfir den Opruff och u si fir aus där Kris hei, déi wierklech eng grave Kris ass, net nëmme well mer net enger Meenung sinn, mä well mer och nach an dësem präzise Fall déi Net-Eenegkeet op eng Manéier ausgedréckt hunn an aller Öffentlechkeet, déi, wéi ech et scho gesot hunn, et net wäert einfach maache fir sech mar erëm un den Dësch ze setze wéi wann nâischt geschitt wär. Also och do en Opruff fir an Zukunft, wou et méiglech ass, déi Saachen ze ënnerloossen an zu deenen Engagementer ze stoen, déi wéi gesot schonn en filligrane jiddefalls an den Traitée vun Amsterdam stungen.

Ech géing an deem Sënn och soen, wann et senger Liewe sech géing erausstellen datt déi Europäesch Konventioun am Moment an esou laang wéi dee Krich do dauert net déi néideg Sérénitéit hätt fir iwwert d'Froer vun der Aussepolitik an der Sécherheet ze diskutéieren, datt et da vläicht net schued wär, wa mer eis fir dee Punkt géingen e bësselche méi Zäit loossen. Ech géing mer jiddefalls wënschen, datt mer déi Eenegkeet erëmfanne géingen, an zwar esou séier wéi méiglech am Intérêt vun all deenen Institutionen op déi just grad kleng State mussen wäert leeë fir eng Rechtsuordnung an der Welt ze hunn, ugefaange bei eisem regionale Kader, eisem kontinentale Kader, der Europäescher Unioun, doriwwer eraus dem transatlantesche Bündnis, also der NATO, an um weltwäite Plang der UNO.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, den Irakkrich bestëmmt d'Aussepolitik grad ewéi d'Europapolitik vun dësem Joer. Et ass eng däischter Zäit mat enger ongewëssener Zukunft. Et ass eng seriö international Kris mat schwéiere Konsequenze fir d'Liewe vun de Leit am Irak, mä och iwwert d'ganz Welt fir den europäesche Projet, fir d'Wirtschaft an och fir déi sozial Lag iwwerall.

D'öffentlech Meenung a besonnesch déi Jonk spiieren, dass hei eppes aussergewöhnlech Schlémmes amgang ass ze geschéien. Duerfir och déi formidabel Mobilisatioun vun der ganzer Gesellschaft a besonnesch vun de jonke Leit an domat en neien Interessi un der Welt dobaussen. D'Biergerinnen an d'Bierger hunn hir Regierung bei der Staang gehalen. Si hu se dozou forcéiert sech kloer an d'äitlech géint de Krich auszedrücken. D'Biergerinnen an d'Bierger vu Lëtzebuerg hu massiv dogéint de 15. Februar an och nach den 22. Mäerz, d'Schüler de 27. Mäerz, manifestéiert.

Och ons Regierung hat am Ufank geduecht zwëschen de Lager kënnen ze surfen. D'Leit dobaussen hunn dat Gezéck net akzeptéiert. Wéi dat nach nowierkt weise rezent Sondagen. Eng Majoritéit vun de Leit zu Lëtzebuerg hunn haut nach d'Impressioun, datt d'Regierung keng kloer Positioun zum Krich huet. Lëtzebuerg, menge mir, soll der Bush-Regierung kloer an d'äitlech soen, dass d'Land an déi politesch a sozial Kräften, grad ewéi d'Kierchen, dese Krich net akzeptéieren, dass dese Krich en Abenteuer ass dat déi ganz Welt schwéier ze stoe komme wäert.

De Krich am Irak huet déi schlémmste Befierchtung confirméiert. En ass elo schonn eng humanitär Katastroph fir d'Mënschen, eng politesch Katastroph fir déi ganz Géigend, eng ökologesch Katastroph, e schwéiere Schlag géint der UNO hir Crédibilitéit an e Stréch ënner déi aussepolitesch Beméiung vun der Europäescher Unioun. Fir den Abléck heescht et déi humanitär Katastroph an engem Land ze maitriséieren, dat zu 60% duerch d'UNO-Hëlfeprogramm erniert ginn ass an duerch e jorelaangen Embargo ausgeblut gouf.

Zugläich mussen mer schounungslos gesi wéi d'Welt wierklech ausgesäit. Déi irakesch Diktatur ass jo keen isoléiert Problem. Et geet em den internationalen Terrorismus. Et geet em d'Proliféatioun vu Massenvernichtungswaffen. Et geet em den Zerfall vu rechtsstaatlecher Uerdnung a ville Länner vun der Welt. Et geet em ethnischen a religiöse Fanatismus. Mä et geet och a besonnesch em d'Verhale vu groussen a manner grouse Länner, wéi d'USA, Russland a China, déi hir Intéréiten oft virun déi vun der Demokratie an der Rechtméissegkeet stellen. Erënnere mer un Tschetschenien, un den Tibet, un déi vill korrupt Regimer, déi aus materiellen Interessen ënnerstëtzt an unerkannt ginn.

Et geet em d'Verhale vun der ganzer internationaler Communautéit, wann et em déi manner demokratesch a wéineg recommandabel Länner an der Welt geet. Esou laang net méi d'äitlech op d'Mënscherechter an op d'Wärter gepocht gëtt a manner op d'Geschäfte, wäert sech net vill änneren.

Mä et geet natierlech elo virrangeg em den Irak an em déi ganz Region. Sécher wäert et laang dauere bis do eng demokratesch Uerdnung entsteet. D'USA a Groussbritannien wäerten et net fäerdeg bréngen eleng eng Neiuordnung vun der Region an d'Wee ze leeden.

Wann d'UNO an d'Europäesch Unioun eng Verantwortung ze droe kréien, da wëllt dat net soen dass se dee Krich approvieren. Et d'äerf keng Resolutioun vun der UNO ginn, déi de Krich legitiméiere wëllt. D'UNO an d'Europäesch Unioun gi gebraucht fir déi Neiuordnung international ze legitiméieren an och fir den Opbau bezuelen ze hëlfe. Wéi kann d'Europäesch Unioun un där Neiuordnung deelhuele?

Sécher ass d'Unioun fir den Abléck duerch de Krich am Irak déif gespléckt. Déi europäesch Aussepolitik, sollt et se da jee gi sinn, ass duerch de Bréif vun den aacht, dann duerch d'Deklaratioun vun den zéng Vilnius-Staten a schliesslech duerch den Antrëtt an de Krich vu Groussbritannien a Spuenien ouni UNO-Mandat um Buedem zerstéiert.

Et geet duerfir net méi d'uer vu Conseil zu Conseil Deklaratiounen ze verofschiede fir eng Eenegkeet virzetäuschen, déi et a Wierklechkeet net méi gëtt. Et wier besser, mengen ech, wann de Conseil sech géif dru setzen eng emfaasend Strategie fir den Irak no dem Saddam weinstens iddieméisseg ze entwéckelen. Wéi kënt zum Beispill esou eng Strategie sinn? En Instrument vun där Strategie kënt zum Beispill eng multinational Task force ënner der Schirmherrschaft vun der UNO zesumme mat irakeschen Acteure sinn.

Dozou gehéiert mat Sécherheet an iwwerhaupt als Haaptbedingung eng gerecht Verdeelung vum Raichtum aus dem Pétröl am Interesse vum Land a vu senger Leit selwer, an net vun den Uekehrmitten aus Texas. Dozou gehéiert eng mittelfristeg Strategie fir déi ganz Region am Interessi vun enger neier a friddelecher Relatioun zwëschen der westlecher Demokratie an den islamesche Länner.

Europa huet jo an de leschte 50 Joer eng Strategie vu regionaler Kooperatioun entwéckelt. Et huet déi déidlech Pulsione vum Nationalismus bei sech iwwerwonnen. Et huet am leschte Jorzéngt a Süd- an an Osteuropa dozou bäigedroen, e Moderniséierungs- an Demokratisierungsprozess an d'Wee ze leeden.

D'Europäesch Unioun huet eng Roll am Mëttelmier ze spillen an am Mëttleren Osten. D'Mëttelen dozou sinn d'Liberaliséierung vum Handel, eng transnational Kommunikatioun a Kooperatioun an eng regional Integratioun op demokratescher Basis. Europa, dat keng Supermucht ass an och net wëllt sinn, ass e Modell fir déi Géigend, grad wéinst sengem Respekt viru reliésien an nationalen Diversitéiten.

Fir dass natierlech iergendeppes an där Region méiglech ass, muss de Konflikt tëschen Israel a Palästina geléist ginn. Déi onertréiglech Gewalt op béide Säite muss ophéieren.

Grad ewéi de Krich am Irak féiert d'Gewalt vun Israel a vu Palästina an eng Sakgaass. D'Europäesch Unioun huet schonns vill gehollef, mä och do gëtt et ouni déi international Stategemeinschaft, ouni d'UNO an ouni d'USA, an Zesummenaarbecht mat de State vun der Region, keen dauerhafte Fridde. Mä natierlech ouni Drockmëttel - dat muss een och gesinn - ass d' Rietsregierung vun Israel net ëmzestëmmen an op dee Wee ze bréngen. An ech hunn et d'lescht Joer scho gesot, e méiglecht Drockmëttel ass dat Wirtschaftlecht, wann Israel zum Beispill net wëllt alenken an an de Friddeprozess erëm zrëckgoen.

Här President, de Krich am Irak ass eng eescht Belaaschtung vun den traditionell gudden Relatiounen zwëschen Europa an Amerika. Ons Oppositioun géint de Krich vum Här Bush huet nâischt mat Anti-Amerikanismus ze dinn. Mä de Krich forcéiert ons déi transatlantesch Relatiounen ze iwwerdenken.

Et soll ee sech engersäits hidden ons Divergenze mat Amerika ze iwwerdreien. Amerika bleift e wichtige Partner mat deem Europa viles kann errechen. Amerika brauch Europa, egal wat déi amerikanesch Isolationisten an déi nationalistesch Extremisten an deem Land mengen.

Den 11. September 2001 huet d'Vulnerabilitéit vun Amerika gewisen. Mä net nëmmen de Massenterrorismus huet d'Visioun vun den USA changéiert. Mam Här Bush als President ass eng Administratioun mat enger neokonservativer Ideologie ugetratt. Et ass e Gemësch vun Affairismus, vu Militarismus a vu Fanatismus, ëmgi mat enger wäer Religiositéit mat deem déi meescht Europäer a ganz vill Amerikaner nâischt ufänke kënnen.

Déi nei amerikanesch Administratioun war vun Ufank un ugetratt, mam Saddam Hussein ofzerechnen. De militäresche Potenzial vun Amerika gëtt esou opgestockt, dass d'USA déi eenzeg Supermucht an der Welt gëtt. Et ass verständlech dass dat an der ganzer Welt beonrouegt.

Da gëtt Europa al, da gëtt schwaarzwäiss Molerei gemaach fir d'Länner opzedeelen, dann entsteet d'Doktrin vun de Preventivschléi, woubäi Nordkorea ongeschuer bleift, den Irak awer net - a wie weess wat nach alles am mëttleren Osten op ons duerkënt.

Här President, dann ass och d'Zäit komm fir sech fundamental Gedanken iwwert d'Sécherheet an d'Verdeedegung vun Europa ze maachen. Sécher ass d'Gefor vun der Sowjetunioun verschwonnen. Et gëtt kee Lager méi, déi eent géint dat anert oprüsten. Mä d'Sécherheet huet net zougeholl, mä éischer ofgehall.

Et ass an de leschten zéng Joer zum Beispill a Bosnien an am Kosovo kloer ginn, dass, ouni géeegeent militäresch Zaldoten fir Kriseprevention a Kriseverhënerung, keng europäesch Aussepolitik méiglech ass.

Den Irakkrich huet och kloer gemaach, dass sech Europa an d'USA net ëmmer an der NATO iwwer alles eens sinn. Sécher wëllt keen op d'NATO verzichten. An och Pazifismus ass keng Léisung. Ouni amerikanesch Zaldoten hätt d'Nazi-Däitschland net kënnen iwwerwonnen ginn. Ouni den amerikanesche Prabbeli hätt West-Europa net kënnen géint déi kommunistesch Diktatur geschützt ginn.

Mä déi transatlantesch Bezéiung kann nëmmen erhale bleiwen, wann d'Partner gläichberechtigt a gläichméisseg staark sinn. Dofir ass d'Diskussioun em eng europäesch Verdeedegungspolitik wichtig.

Här President, Lëtzebuerg huet e vitaalt Interesse drun, dass et eng gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheitspolitik gëtt. Net egal wat fir eng, mä eng déi funktionéiert, dat heescht eng déi Entschéidung kann huelen an no bausse géeeent opriede kann.

Dëst ass fir den Abléck an och fir déi nächst Zukunft zu 25 net méiglech a gëtt et ëmmer manner. Och am Konvent wäert et net méiglech sinn, e Schrëtt weider wéi am Vertrag vu Maastricht an der gemeinsamer Aussen- a Sécherheitspolitik ze goen. Weder Groussbritannien, nach Frankräich si bereet, hire Sëtz am Sécherheitsrot fir d'Europäesch Unioun opzeginn. Souwiso - dat muss mer och gesinn - gëtt et ni eng europäesch Décisioun fir national Zaldoten an de Krich ze schécken. Dëst bleift ëmmer eng national Kompetenz. Mir wäerten also och an Zukunft eng reng intergouvernemental Zesummenaarbecht op deem Plang halen.

Déi eenzeg nei Perspektiv ass eng Aussen- a Sécherheitspolitik vum Kär-Europa, mat der däitsch-franséischer Achs an de Benelux-



Länner, wann dann Holland domat d'accord wär. Weder vun de Baitrëttslänner, nach vun den neutrale Länner, nach vun Dänemark ass ze erwaarden, dass si Stécker vun hirer aussepolitichescher Souverainitéit bereet sinn opzeginn a gemeinsam vun der EU verwalten ze loossen. Dëst ass ëmsou méi erstaunlech wéi jo bekannt ass dass d'Influenz vu mëttlere Mächten, net ze schwätze vu klenge Länner, um internationale Plang ëmmer weider ofhëlt.

Eng europäesch Verdeeedegungs-politik kann nëmmen déi vun enger Avant-garde sinn, zum Beispill ënner der Form vun enger verstärkter Zesummenaarbecht. Natierlech brauch een dofir Länner, déi de politesche Wëllen dofir hunn a bereet sinn déi Mëttelen, déi se elo scho fir hir Verdeeedegung ausginn, zesummen ze leeën an doduerch ze optimiséieren.

Ech weess och, Här President, dass d'Fro vun enger europäescher Verdeeedegung an onsem Land gar iwwerkuckt gëtt. Dat kascht Geld, dat kascht besonnesch Leit, déi mer eigentlech net hunn. A mir sollen dofir, mengen ech, bescheide sinn. Onse Beitrag mussen mer trotzdem leeschten, an dofir begrëssen ech dass Lëtzebuurger Zaldoten um Balkan a Friddensmissionen dobäi waren a sinn, an ech begrëssen dass dat selwecht elo am Afghanistan geschitt.

Här President, de 16. Abrëll 2003 gëtt zu Athen de Baitrëttsvertrag fir déi zéng nei EU-Länner ënnerschriwwen. D'Erweiterung ass also sou gutt wéi op der Schinn.

D'Sondagen zu Lëtzebuerg weisen, dass d'allgemengt Gefill bei de Leit ass, dass d'Europäesch Unioun ze schnell ze vill nei Länner beieneen ophëlt. Ons Bierger sinn net géint d'Erweiterung. Si wëssen awer, dass d'Erweiterung mat zéng nei Länner de politeschen Zesummenhalt vun der Europäescher Unioun a Fro stellt.

Et ass och héich Zäit, dass d'Politik mat de Bierger dodriwwer schwätzt. Ons Regierung, d'Madame Ausseminister, hat iwweregens nach ëmmer keng Informatiounscampagne lancéiert, wéi se dat elo schonns zweemol versprach hat, an ech mengen et wier wierklech un der Zäit dass och zu Lëtzebuerg d'Politik bei d'Leit géif goen, fir mat hinnen iwwert den Elargissement ze schwätzen.

Mir stinn der Erweiterung ouni Alternativ vis-à-vis - muss een och soen. D'Erweiterung ass fir de Fridden an d'Stabilitéit vu ganz Europa noutwendeg. Fir d'Länner vun Ost-Europa ass den Antrëtt an d'Europäesch Unioun eng wichteg Hëllef fir d'Moderniséierung an d'Prospéritéit, souguer wann dat mat schappege finanzielle Mëttelen geschitt.

Anersäits wësse mer, dass mer zu 25 ni méi déi Integratioun fäerdeg bréngen déi mer zu sechs, zu néng, zu zwielef an nach just zu foizéng fäerdeg bruecht hunn. Mir wëssen, dass en Europa vu 25 an der Haaptsaach eng Fräihandelszon gëtt. Mä mir wëssen zugläich, dass esou een Europa weder déi bannenzeg Sécherheet, nach déi baussenzeg Kohesioun weider ausbaue kann. Eng gemeinsam Sécherheetspolitik ass mat deene Länner, déi ganz enk mat den USA zesummenhalen, net méiglech.

An deem Zesammenhang ass et menger Ansicht no och héich Zäit, iwwer eventuell weider Erweiterungen elo direkt politesch ze diskutieren.

Meng Meenung ass et, Här President, dass et mat 27 einstweilen Schluss soll sinn. Mat de verbleiwenden europäesche Länner soll een allméiglech Zesummenaarbecht an Accorden treffen, mä eng nei Vollmemberschaft soll einstweilen ausgeschloss ginn. Europa ka mam Rescht vun Europa a mam Mëttelmeerraum viles zesumme maachen, ouni Länner als Voll-

memberen opzehuelen, déi wäit ewech si vun der Integratiounslösgik, déi um Ufank vun der Europäescher Unioun stoung an zu hirem Succès bäigedroen huet.

Här President, mir haten zwar viru kuerzem hei eng Diskussioun iwwert de Konvent. Ech wëll awer trotzdem nach e puer Punkten ervirsträchen, well d'Situatioun am Konvent jo andauernd evaluéiert a mer lues a lues zum Enn ginn.

Et gëtt eng Diskussioun iwwert de Kalenner. De Konvent huet am Ufank vill Zäit verluer, déi elo fir ons Aarbecht feelt. Den Timing soll menger Ansicht no agehale ginn. Et ass nämlech net virauszugesinn, dass nach weider Woche Konvent dee Konsens erbäi bréngen, deen et a wesentleche Froen elo net gëtt.

Et gëtt kee Konsens iwwer eng gemeinsam Aussepolitik, déi also méi wéi intergouvernemental ass. Et gëtt kee Wëlle fir méi sozial Kompetenzen an Europa zesummen ze leeën. Et gëtt kee Wëlle bei ville fir Justiz an enger Sécherheet zu enger gemeinschaftlecher Politik ze maachen.

Also soll de Konvent Enn Juni säin Text ouni Optiounen a mat dem Konsens virleeën, deen et dann ebe gëtt. Et soll een de Leit dobausse kee Sand an d'Äe streeën. Et soll dann eben dee minimale Konsens erauskommen deen et zu 28 gëtt - well do si mer zu 28 - an et soll zugläich versicht ginn iwwer aner Kanäl d'europäesch Integratioun weider ze bréngen, ze verdéieren.

Wann England, Dänemark, Schweden, wann d'Erweiterungslänner mar net méi europäesch Integratioun wëllen, ka kee se dozou forcieren. Da soll an da muss d'Kär-Europa dat maachen.

Ech mengen de Konvent därer - dat ass nach eng aner Remarque zu deem wat ofleef - och net zu enger neier Aart vu Regierungskonferenz ausaarten. Wa wichteg Ausseministere wéi den Här Fischer oder den Här de Villepin am Konvent untrieden, ass dat vläicht e Plus fir d'Medien, mä et ass net onbedéngt e Plus fir de Konvent, wann déi Leit sech net an d'Logik vun deem Konvent setzen. D'Logik vun dem Konvent ass net an der Plénière eng Ried vun dräi oder fénnef Minuten ze halen an dann ze goen. D'Logik ass an engem Netzwierk de Konsens ze sichen.

Mir wëssen alleguer wéi d'Positiounen vun deenen engen an deenen anere sinn. Ech froe mech duerfir zum Beispill an aller Bescheidenheet wat e Sommet vun de klenge Länner bréngt, ënner deenen et bekanntlech grad esou grouss Ennerscheeder gëtt wéi ënner de grouse Länner. Et bréngt och näischt wann den Här Giscard d'Estaing de 16. Abrëll bei de Conseil européen geet an de Stats- a Regierungschefe Froen iwwert de President vun Europa oder iwwer e Kongress stellt, well wann hie jo vun hinne prezis Äntwerte kréich, da géif dat jo heeschen, dass de Konvent iwwerflësseg wier. Ech hat awer verstanen, dass de Konvent ebe just agesat gouf, well d'Method vun de Regierungskonferenzen échouéiert ass, well d'Stats- a Regierungschefe keen Accord zu Nice fonnt hunn a well eng aner Approche gesicht ginn ass.

Ech gleewen och, dass trotz alle Bréiwer, Artikelen, Deklaratiounen an esou weider nach kee Land genee weess wéi dann d'Institutiounen vun Europa vu mar ausgeginn, an ech gleewen dass mer nëmmen zu engem Kompromiss kommen, wa jiddferen de Kapp op huet, wa jiddfer Land niewent sengen nationalen Interessen och a virun allem Europa am Sënn huet.

Wat ass den nationalen Interessi vu Lëtzebuerg? Dat ass jo ganz kloer déi europäesch Integratioun, méi europäesch Integratioun. Nëmmen duerch Europa si mer staark. Ons Economie, ons gesellschaftlech a

kulturell Ausrichtung, ons Ouverture no bausse geet iwwer Däitschland a Frankräich, grad wéi iwwert de Benelux. Déi Länner duerch d'europäesch Integratioun zesummenzehalen ass fir ons wesentlech.

A propos kleng Länner - just fir op dee Sommet zrëckzuekommen -, an dem Beméie fir e staarkt Europa si sech nach laang net all kleng Länner eens. Iwwerhaapt seet den Ausdrock kleng Länner net vill. Lëtzebuerg ass an enger anerer Situatioun wéi zum Beispill Estland oder Malta. Mir sinn, wat d'europäesch Integratioun ugeet, méi eens mat Däitschland wéi zum Beispill mat Irland. Dat eent war um Sommet vun de klenge Länner, dat anert net. Portugal huet de Bréif vun den aacht ënnerschriwwer fir sech bei den USA unzuebieder. Finnland ass en neutraalt Land wann et ëm eng europäesch Verdeeedegung geet.

D'Lëtzebuurger Regierung mécht sech jo fir d'Rotatioun vun der Présidence staark. Dat seet a sech net vill, wann ee sech net ëm d'Wiesen an de Fonctionnement vun Europäesche Rot a vum Ministerrot bekëmmert. Wann den Europäesche Rot sech mat senger eigentlecher Aufgab zefridde géif ginn, nämlech Impulser a strategesch Ausrichtung festzeleeën, da bräichte mer kee President vun Europa. Da géif e rotierende Sëtzungspräsident duer goen.

Wat de Ministerrot ugeet, geet et an der Haaptsaach ëm Sachverstand, ëm Effikasitéit a Continuitéit. Ech hunn näischt géint eng länger Présidence vun engem Joer, wann zum Beispill den Här Juncker am Ecofin-Conseil ee Joer laang President wier. Ech géif mengen dat géif dem Ecofin zegutt kommen, well den Här Juncker jo eng grouss Kompetenz op deem Gebitt huet, bestëmmt eng méi grouss wéi munch aner Finanzministeren. Déi héich spezialiséiert Conseile kënnen menger Meenung no och vum zoustännege Commissaire presidéiert ginn. Viles ass do méiglech, mä wéi gesot, et muss een de Kapp op hu fir den Interêt vun engem staarken Europa ze gesinn an och an där Logik ze diskutieren.

De Konvent muss dat alles an den nächste Wochen aussortieren. Et ass jo gewosst, dass soulaang net alles um Dësch läit näischt definitiv acquis ass, weder d'Incorporatioun vun der Charte, nach d'Personalitéit juridique, nach d'Ofschafung vun de Piliere, nach de Prinzip vun enger Verfassung, nach d'Zesummeschloer vun den zwee Verträge. Duerfir mäi Wonsch un d'Regierung, un ons Regierung an un d'Regierungen alleguer: Loosst de Konvent schaffen! Probéiert net en ze instrumentalisieren a gitt him eng Chance!

Här President, en aneren Aspekt vun der Europapolitik ass den Engagement fir de Wuesstum an d'Aarbecht an Europa. Douzou gouf et e Sommet, den 20. an den 21. Mäerz zu Bréssel. Et gong do ëm d'Relance vun der Strategie vu Lissabon, dat heescht ëm eng Strategie fir d'Objektiver, déi sech zu Lissabon am Fréijoer 2000 gesat goufen, weider ze bréngen. Esou soll an den nächsten 12 Méint eng europäesch Task force iwwert den Emploi op d'Bee gesat ginn. Dat ass net schwier, well jo ëmmer iergendee fréiere Premierminister disponibel ass fir a senger Pensioun eng Kommissioun ze presidieren, déi dann e schéine Rapport mécht.

Dass dës Initiativ vun Tony Blair a vum Här Barroso aus Portugal kënn, ass net onbedéngt e gutt Zeechen. Firwat? Et geet nämlech weider a Richtung Liberaliséierung wéi zum Beispill bei der Eisebunn, wou ech iwweregens dem Här Mi-

nister Grethen félicitéiere muss fir seng Positioun, déi hien am Conseil vun den Transportministere ageholl huet. Et gëtt awer nach ëmmer keen Accord iwwer eng Rahmenrichtlinn fir d'öffentlech Déngschter ze erhalen an auszebauen.

Et geet vill méi weider a Richtung Opweeche vun den öffentlechen Déngschter, a wann an Europa vu Reforme Rieds geet, da sinn et ëmmer Reforme fir ze liberaliséieren, fir Personal anzespieren, fir d'Konkurrenz opzemaachen, fir ze flexibiliséieren an ze précariséieren.

Wat dréit dat zur wirtschaftlecher Onsécherheet bei? Wat bréngt d'Leit do op d'Strooss? Et ass d'Gefor vum Ofbau vun Aarbechtsplazen, vu Rationaliséierung am Interesse vun enger enger Finanzlogik. An deem, wat um Fréijorssommet gesot gouf, erkennen ech näischt wat déi Logik ëmdréit.

Här President, erlaabt mer och nach e Wuert iwwert d'Justiz an d'Affaires intérieures ze soen, hei am Euro-Jargon de sougenannten drëtte Piliere genannt. Wéi schonns gesot sollt dëst Gebitt zu enger Gemeinschaftspolitik gi bei där mat qualifizierter Majoritéit decidéiert gëtt. Ouni dat komme mer zu 25 kee Schrëtt weider. D'Leit dobausse wëllen, dass Europa déi internationale Kriminalitéit an den Terrorismus engeresch bekämpft. D'Europäesch Unioun huet d'Grenzen opgemaach an dovunner profitieren d'Bierger, mä och déi Kriminell vun allen Zorten.

Et muss en europäesch Stroferecht, besonnesch géint d'Verbrieche géint d'Europäesch Unioun entwéckelt ginn. Minimal Rapprochement ginn do net duer. Och am Zivilrecht gëtt et vill grenziwwergräifend Froen ze léisen a schlusslech mussen d'Mënschen an Europa e Recours créie fir d'Fräiheeten an d'Biergerrechter anzekloen. Et geet och ëm d'Immigratioun an d'Kontroll vun de Baussegrenzen, grad wéi ëm eng gemeinsam Asylprozedur. Alles deit dro hin, dass d'Festung Europa sech an den nächste Joren entwéckele wäert. Wann net zugläich eng aktiv a geregelt Immigrationspolitik entwéckelt gëtt, ass eng restriktiv Asyl- an Awanderungspolitik e weidert Element vun zukünftigen Konflikt zwéschent Europa an dem Rescht vun der Welt.

Ech hunn och mat Interesse gehéiert, dass den Här Frieden um Conseil vun den Innen- a Justizministere zu Veria a Griichenland e Kär-Europa a Froe vu Pass a Visa virgeschloen huet. Dat begrësse mer, well et d'Liewe vun de Leit méi einfach maache kann, mä da mussen d'europäesch Justiz- an Innenministere sech emol froe wéi oft een haut de Pass zücke muss, wann een am Schengen-Raum vun enger Stad an déi aner flitt.

Här President, ech kommen net ëmhin niewent de kruzialen an existenzielle Froen och eng méi Terre-à-terre-Fro opzeweieren, dat ass déi vun der Sëtzipolitik. Mat dem Kompromiss iwwert d'Kommissiounsdéngschter zu Lëtzebuerg kann een zefridde sinn. Et därer een awer net verheemlechen, dass trotzdem wesentlech Stécker vun wichtige Kommissiounsdéngschter no Bréssel transferéiert solle ginn. Et muss een hei och den Asaz vun de Gewerkschafte begrëssen, déi eng ganz entscheidend Roll gespilt hunn an d'Regierung bei hirer Verhandlung ënnerstëtzt hunn.

Wat allerdéngs am europäesche Parlament geschitt mécht mer méi Suergen. Leider héiert een hei weder de Comité du personnel, nach d'Gewerkschafte mat darselwechter Déterminatioun wéi bei der Kommissioun. An deem Zesammenhang hunn ech an dem Här Berns sengen Iwwerleeunge gelies - an ech zitieren just dee Saz - : «J'ai laissé entendre dès l'automne 2000 qu'un abandon du parlement européen pourrait servir nos intérêts de siège au bénéfice d'au-

tres services plus consolidables et d'une politique de siège moins axée sur la quantité de fonctionnaires à Luxembourg.» Esou Saachen hunn ech schonn dorëmmer gehéiert.

Ech wëll awer soen, dass an Europa all Institutioun hir eege Logik huet. Et gëtt kee globalen Deal méi. Wann een eppes verléiert a wat ee verléiert, dat kritt een net duerch eppes anescht erséien. Ech begrëssen duerfir déi decidéiert Haltung vun der Madame Ausseminister, déi gëschter hei erklärt huet, dass si dem Europaparlament op d'Fangere klappe wëllt. Dat ass emol ze gesinn, wat dann eigentlech do geschitt a wat méiglech ass. Ech mengen et wier awer noutwendeg, well no der DG IV als nächst d'Generaldirektioun I déi wäert sinn un där ugefaange gëtt ze rappen.

Ob zum Beispill de Piliere judiciaire muer e Parquet européen no Lëtzebuerg bréngt, ass allerdéngs nach laang net sécher. Vill Länner si géint esou e Parquet. Dass mer Euro-Just schonn zu Laeken opginn hunn, ass menger Ansicht no och bedauernswäert.

Ech fir mäin Deel sinn iwwerzeegt, dass de Siège vun europäeschen Institutiounen Lëtzebuerg vill bréngt, wirtschaftlech a politesch. Mir mussen den Asaz dofir maximal koordinieren. Et darf keen Zigaretteblichchen zwéschent dem Statsministere an dem Ausseministere an där Fro sinn.

Mir hunn och eng Responsabilitéit vis-à-vis vun de Leit, déi säit zéng, zwanzeg, drësseg Joer zu Lëtzebuerg schaffen a wunnen an déi een net einfach esou hin an hier joë ka wéi et e puer héijen Europafonctionnairen oder Commissairen an de Kapp kënn. An ech menge schonn, dass d'Regierung do eng eminent politesch Responsabilitéit huet.

Här President, fir ofzeschleissen, dräi Bemierkungen.

Déi éischt betrëft d'Erklärung vun der Madame Ausseminister. De Resumé iwwert déi rezent Vergaangenheet an der Irakfro ass de Versuch vun enger Rechtfertigung. Et geet dobäi ëm d'Vergaangenheet. Mir gi wuel ni eens iwwert d'Aschätzung vun der Astellung vun der Regierung am Virfeld vun Krich. Fir ons war se laang net kloer, op jidde Fall net bis de 26. Februar. Mir iwwerloossen den Historiker dat ze klären. Ech hätt mer awer erwaart, dass vun der Madame Ausseminister éischt Iddie komm wären, wéi et no dem Irakkonflikt am mëttleren Oste weider geet. Et muss dach am Conseil zu Bréssel, ënner anerem och vum Här Solana, en Iddie geschaff ginn, wéi d'Europäesch Unioun an also och Lëtzebuerg hëlfele a politesch handele kann.

Meng zweet Bemierkung betrëft d'europäesch Verdeeedegungs-politik. Onse Statsminister gëtt op der éischer Säit am Journal zitéiert, hie wär fir eng europäesch Arméi. Den Här Juncker huet dozou am Auslands-Stellung geholl. Wat heescht dat, eng europäesch Arméi? Ass dat eng nei Oplag vun der Communauté européenne de défense vun de 50er Joren? Ass dat en Ausbau vum Eurocorps? Wéi geet dat mat der NATO zesummen? Wat gehéiert dozou? Eng europäesch Rüstungsindustrie? Europäesch Transportkapazitéiten, de Renseignement an esou weider? Ech hunn dozou an der Erklärung vun der Madame Ausseminister näischt fonnt. An dach ass dat eng Diskussioun wäert, besonnesch da wann de Statsminister se ukuerbelt. D'Leit dobausse froen duerno.

Meng drëttes Bemierkung betrëft de Stil vun der Lëtzebuurger Aussepolitik, an ech hunn dat dat lescht Joer scho gesot. Natierlech steet déi Aussepolitik am Schiet vun engem Statsminister, deen um internationale Parkett extrem aktiv ass a ganz forsch oprëtt. Sécher ass déi traditionell Aussepolitik vu Lëtze-



buerg bescheiden, mä d'Bierger fille sech haut responsabel fir d'Welt dobaussen a wëllen hiert zu enger méi gerechter a solidarescher Welt bäidroen. Mir maachen an där Hisiicht vill duerch d'Entwécklungspolitik.

Iwwert déi Politik eraus geet et drëm, sech fir de Respekt vun onse Wäerter an der Welt anzusetzen. Ech denken u vill Leit, déi doranner engagéiert sinn. Un d'Amis du Tibet, un d'Militante vun Amnesty, un d'Friddensinitiativen, u vill anerer. D'Belsch an Norwegen hunn och vill un aussepoliticheschem Engagement gewisen. Ech mengen, Lëtzebuerg soll vermëttelen, soll d'Politik an d'Zivilgesellschaft méi zesumme bréngen an do duerch och en neit Verständnis erbaiféieren. Aussepolitik ass net nëmmen Diplomatie, mä aktiiv Astoe fir ons Wäerter an der Welt.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt iwwert d'Erklärung vun der Madame Ausseminister, grad wéi dës Erklärung selwer, stinn dës Joer eendeiteg am Zeche vum Krich am Irak, vum Krich selwer, mä och vun de Grënn déi dozou gefouert hunn an de Konsequenzen déi e kann hunn.

Obwuel nach ganz villes onkloer ass, obwuel eng immens Zuel vun Hypothesen iwwert d'Auswierkung vun deemem Krich am Raum stinn, ass et elo scho kloer, datt fir déi multilateral Institutionen, och a ganz besonnesch fir d'Europäesch Unioun, d'Zäit nom Irakkrich net méi déiselwecht wäert si wéi déi virduen. Et ass am Kontext vun dëser Atmosphär a vun dëser Realitéit, wou ech meng Iwwerleeungen zur aktueller an zukünftiger Aussepolitik vun eisem Land wëll duerleeën. Dobäi wäert ech awer och eng Rei Theme beréieren, déi fir d'Vertiedung vun eisem Land no baussen nach ëmmer vu Bedeutung waren an déi hir Wichtigkeet an allen Hypothese behalen.

D'Madame Polfer huet an hirer Erklärung d'Entwécklung vun der internationaler Situation bis hin zum Ufank vum Krich géint den Irak, den 20. Mäerz vun deemem Joer, récapituléiert. Si huet och d'Haltung vun der Lëtzebuurger Regierung an dëser Zäit nach eng kéier opgewéckelt, eng Haltung déi jo scho vu verschiddene Säiten als net besonnesch kloer a gruendlech emfonnt ginn ass. Ech selwer a meng Fraktioun och sinn awer där Meenung net. Mir hu fonnt, vum Ufank vun der Irakkris un an och elo no der Deklaratioun vun der Ausseminister, datt eis Regierung eng eendeiteg an der Evolution vum Dossier ugepassten onmësverständnislech Positioun huet an hat. Dës Positioun beseet, datt Lëtzebuerg net der Meenung war an ass, datt den Zäitpunkt fir eng militäresch Interventioun scho komm war. Si beseet och, datt esou eng Interventioun nëmmen als datt allerleschte Mëttel an net als datt nächst beschtt hätt dierfe stattfannen, an datt se hätt sollen, esou oder esou, vun engem neie multilaterale Mandat, an zwar vum Weltsécherheetsrot, ofgedeckt sinn. Si fénnt an eisen Aen zu engem verfréiten Zäitpunkt statt, an dofir bedauert meng Fraktioun dës Interventioun.

Et gétt vill gutt Grënn fir de Regimewissel ze wëllen. Et gétt kee gudden Grund fir den aktuellen irakesche Regime ze ënnerstëtzen. Problematesch ass jo hei net d'Analys vun enger Situatioun an engem Problem, dës Analys gétt vun allen Intervenante vun der UNO, an Europa an op béide Säite vum Atlantik d'selwecht gemaach. Problematesch ass d'Aart a Weis wéi Konklusionen aus dëser Analys gezu ginn, well dës Konklusionen divergéieren, an zwar bis zu deem Punkt wou verschidde State

gemengt hunn, de Moment fir d'Agräife wier komm, well sech multilateral keng Eenegung op hir Konklusioun erginn huet. Dës Approche beinhalt awer grouss Risiken.

Ech wëll net nach eng kéier alles dat duerleeën, wat d'Regierung, d'Parteien an d'Fraktiounen, an deene leschten Deeg a Wochen iwwert de Krich am Irak selwer gesot hunn. An dëser Debatt geet et mir villméi drëm, den Impakt vun der aktueller Lag op eist Land, mä virun allem op d'UNO an d'Europäesch Unioun ze evaluéieren, well egal wéi een d'Légitimitéit an de Sënn vun der militärescher Interventioun, wéi se elo duerchgefouert gétt, aschätzt, eent ass ganz sécher, d'Zäit virum 20. Mäerz 2003 war keng Stärstonn vun den internationalen Organisation, a speziell d'EU huet sech op absolut onglorriich Manéier an dës Kris géierert.

D'Madame Ausseminister huet gesot, an ech deelen hir Opfaassung ouni Ofstrécher, datt mer haut déi multilateral Foren an Entscheidungsgremie méi néideg brauche wéi jee virduen. Dëst ass e Constat, deen am Abléck speziell op eiser Säit vum Atlantik vu ganz ville Säite gemaach gétt an deen och eigentlech net verwonnert.

Tatsaach ass, datt Europa sech zënter dem Zweete Weltkrich dem Multilateralismus verschriwwen huet. Mä et stellt sech an dësen Deeg eraus, datt d'Opfaassung vun deem, wat Multilateralismus ass, och op eisem Kontinent ganz wäit auserneeelen. Tëscht deenen, déi éierlech bedauern, datt d'EU zum Beispill keng gemeinsam Haltung an der Irakkris huet, an do steet Lëtzebuerg ganz wäit vir, well et och aktiv dru geschafft huet, datt esou eng Haltung sollt zustane kommen, an op där anerer Säit deenen, déi Zoufallsallianzen als eng ausreechend Erscheinungsform vu multilaterale Virgoen emfannen, do leien am Moment Welten, an zwar Iwwerzeegungswelten, déi net einfach nei mateneen ze verknäppen an ze verschmelze sinn.

Dofir geet et net esou drëms hei de Kredo vum Multilateralismus ze bieden, mä et geet drëms, datt mer eis eng konkret Ambitioun gi fir déi Organisation an Institutionen, déi mer hunn, ze reforméieren, ze dynamiséieren an endlech gemeinsam handlungsfäeg ze maachen. Deen éischten an dee wichtigste Schrëtt an déi Richtung ass eng entsprechend Entwécklung vun de Mentalitéiten, ouni déi geet näscht. Datt et evident ass, datt et fir Lëtzebuerg méi einfach ass sech a multilaterale Gremien erëm ze fannen, well dat seng eenzeg an déi gréisste Sécherheet ass, schéngt jiddferengem evident. Datt dat fir gréisser Länner, net nëmmen Amerika, aus hirer Evolution eraus net ëmmer esou einfach ass, dat weisen d'Reflexer an de Krisenzäiten, déi mer elo an deene leschte Méint erkannt hunn.

Déi heiansdo virkommend amerikanesch Skepsis géigeniwwer dem Multilateralismus ass verstärkt, doduerch datt Amerika gären handelt. An et handelt och am Moment do wou vill Leit a Länner, a Lëtzebuerg versteet eppes dovun, dankbar si fir hir Interventiounen. Et géif haut vläicht net dat Lëtzebuerg wat mer kennen, et géif et sécher séier wahrscheinlech net, wa mer net an de 40er Jore vun de Vereenegte State befreit gi wären. Fir dës Befreiung waren a si mer dankbar a mussen et och bleiwen. Och aus dëser Dankbarkeet, där vun eis an där vu villen anerer europäesche Länner eraus hu sech déi transatlantesch Relatiounen entwéckelt, déi mer kennen.

Déi amerikanesch Interventioun zum Schluss vum Zweete Weltkrich huet déi sougenannten atlantesch Partnerschaft gegrennt, déi an der NATO Kierper ugeholl huet. Aus dëser Zäit eraus huet sech eng Wäertgemeinschaft op béide Säite vum Atlantik entwéckelt.

Dës Partnerschaft hat fir eis och ëmmer mat der Schutzfunktion vun Amerika géigeniwwer vun Europa ze dinn. Well eleng, Här President, verteidige mer eis net. Gëschter net an haut net. Dëse Constat ass wichtig, fir déi richteg Appréciatioun vun der aktueller Lag ze maachen.

Amerika handelt an huet och d'Moyene fir ze handeln, eleng oder mat anerem. Dat huet an der östlecher Halschent vun eisem Kontinent dozou gefouert, datt an de State vum fréieren Ostblock de Bléck op Washington gericht gétt, wann et ëm Sécherheet a Westorientéierung geet, an net ëmmer op Bréissel. Well déi osteuropäesch Staaten erwaarde sech, datt eng grouss Muecht handlungsfäeg a wëlleg ass, fir hir Wäerter an Idealer ze verteidigen.

Well déi Europäesch Unioun dës Handlungsfäegkeet no baussen awer leider net huet, sichen déi aktuell Baitrëtskandidaten hei zur Europäesch Unioun hire Modell haut oft éischer an de Vereenegte Staaten wéi an der Europäesch Unioun. Enger Unioun nämlech, déi ze dacks gezéckt huet, déi intern net eens ass an déi den Androck heiansdo vermëttelt, allze vill mat sech selwer beschäftigt ze sinn.

Allze vill mat sech selwer beschäftigt, awer total onfäeg, zumindest dës kéier am Irakkonflikt, eng eenheetlech Positioun anzehuelen. Wat ganz besonnesch problematesch ass, dat ass datt am Fong zu kengem Zäitpunkt richteg versicht gouf sou eng Positioun ze fannen, well vum Ufank vum Konflikt un nationalstaatlech Beweegrënn eenzel Memberstater dozou befligelt hunn individuell virzepschen - an déi eng Richtung oder an déi aner. A souguer wann d'Unioun, wa se als Ganzt an eenheetlech, Positioun bezunn hätt, déi amerikanesch Positioun vläicht hätt kënne beaflossen, sou war dat definitiv net méi méiglech, nodeems mer e Réss matten duerch d'Unioun hu misse feststellen, an e weideren tëscht der Unioun an de Baitrëtskandidaten.

Et ass vill Parzelain zerschloe ginn an deene leschte Méint. Tëscht Europa an Amerika, tësche verschiddene Memberstater vun der Unioun, tëscht einzelne Memberstater vun der Unioun an Amerika, tëscht der Unioun an hire Baitrëtskandidaten.

Här President, ech hunn dës Analys gemaach, well ech meng nächst Aussoe wollt an e bestëmte Kader stellen. Et bréngt näscht, vun enger staarkter a verstaarkter Roll vun der UNO ze schwätzen, iwwert déi transatlantesch Relatiounen ze philosophéieren an Europa wëllen aussepolitisch eng Stëmm ze ginn, wann ee sech dës Kaders net bewosst ass. Well hien determinéiert d'Problemstellungen, an en determinéiert d'Méiglecheeten déi sech bidden, fir déi richteg Léieren aus der aktueller internationaler Lag ze zéien. E klengt Land wéi eist kann a muss dat roueg a mat grousser Luciditéit maachen.

An deemem Moment gesäit de gesamte Problemerkader folgendermoossen aus:

- de Weltsécherheetsrot ass senger Roll, e globale Gewaltmonopol auszeüben, sécher an deemem Moment net gerecht ginn;

- déi transatlantesch Partnerschaft huet an deene leschte Méint gelidde, a mir hunn e Vertrauensproblem op béide Säite vum Atlantik;

- d'NATO spillt an där aktueller militärescher Ausernanersetzung bal keng Roll, well déi sougenannte Koalition eng reng Zoufallsallianz ass, déi zum Beispill Australien beinhaltet;

- d'Europäesch Unioun ass sech sou oneens, wéi nach ni virduen op engem aussepoliticheschen Dossier;

- mir si vun enger europäescher gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik wäit ewech;

- d'Baitrëtskandidaten zur Europäesch Unioun hu sech deelweis op d'Säit vun Amerika gestallt, net zulescht well Europa als sollecht am Irakkonflikt och keng eenheetlech Haltung a Meenung hat;

- a schlussendech hu mer d'Vertrauensbasis tëscht den atlantesch Partner erschütterert, an och innerhalb vun der Unioun a vis-à-vis vun de Baitrëtskandidate sinn Emotiounen an Animositéiten op eng séier ongesond Manéier artikuliert ginn.

An deemem Kontext musse mer dann elo de Wee no vir sichen. De Wee zu enger méi staarker Roll vun der UNO an der Zukunft, enger Roll déi vun enger funktionéierender atlantesch Partnerschaft ugedriwe gétt, woubäi dës Partnerschaft nëmme mat engem staarken a géeeenten Europa ka funktionéieren.

Dëse Wee muss an Europa fonnt ginn. E muss aus Europa no bause féieren. Mir brauchen noutwendegerweis eng europäesch Aussen-, Séchertheets- a Verteidigungspolitik. Kréie mer déi net zustanen, da kënne mer eis Ambitiounen definitiv vergiessen. Da bleibt eng kontinental Fräihandelszon iwwreg, déi keng politesch Roll méi spillt, an och d'Ambitioun opgëtt, sou eng Roll ze iwwerhuelen.

D'Aussepolitik, d'Séchertheetspolitik an d'Verteidigungspolitik vun der Unioun sinn déi Elementer, déi si wäerten an der Zukunft charakteriséieren. Gëtt et dës Politiken net, kréie mer se net zesummen definéiert, dann huet d'Unioun sech deelweis iwwerlieft. D'Scheitere vun der europäescher Verteidigungsgemeinschaft am Joer 1954 konnt iwwerstane ginn, well Westeuropa deemools keng Muecht an der Welt war, an d'EG vun deene sechs ganz sécher och net. Mä d'definiivt Scheitere vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik an de Joren 2003 an duerno gétt vill méi schwierig, fir ze packen, well et an deemem Moment eng Fro vum Sënn ass, vun deem wat mer wëllen als Gemeinschaft sinn a ginn.

Et kéint een eigentlech zouverlichtlech sinn, well d'EG an d'EU bis elo nach aus all Kris gestärkt erivange sinn. Mä déi aktuell ass vun enger neier Qualität. Et ass déi éischt, déi eis an d'Noperschaft vun enger zolider Verschiddenheet mat de Vereenegte State gefouert huet, a si erstreckt sech op e Gebitt vun eigentlech 28 Staaten. Wuel ka se gemeeschtert ginn, mä dat verlaangt en Engagement, wat mer eventuell bei verschiddene Staaten an Europa de Moment vermessen. Loosse mer hoffen, datt mer dat Engagement erëmfinden, an zwar bei alle Länner.

Lëtzebuerg spillt an deemem Kontext eng wichteg Roll, well et e klenge Stat ass, an domat, wann ee vun der Klengstatefuersung ausgeet - gétt dat esou genannt -, eng moralesch Muecht ass - wann ech mech esou dierf ausdrécken. Dat si mer op glaubwürdig Manéier, well mer keng „hidden agenda“ vun internationalen, eegene Muechtinteressen hunn, a wierleech reng fir déi gemeinsam europäesch Saach wëlle schaffen. An deemem Sënn ass et logesch, datt Lëtzebuerg sech der Initiativ vun Däitschland, Frankräich an der Belsch uschlësst, fir eng europäesch Arméi op d'Been ze stellen. De Statsminister huet eise Support fir dës Initiativ daitlech gemaach, an hien hält och deemnächst un engem Véierer sommet zu deemem Thema deel. Dës Initiativ kann, wa se an där richteger Atmosphär funktionéiert a Vertraue schafft an nei hierstellt, e wichtege

Bäitrag zu engem Renouveau vun den europäeschen Ambitiounen duerstellen. An ouni effikass Verteidigung, mengen ech, kann ee kaum wierksam Aussepolitik maachen.

Nëmmen e staarkt a géeenegt Europa kann dann dru goen, déi atlantesch Partnerschaft ze erneieren. Amerika wënscht sech jo eigentlech en Europa - hoffen ech - wat mat sech selwer eens gétt a wat sech och selwer kann op sengem Territoire verteidigen. En europäesche Piliere, deen zolidd a breit ass, gétt an der atlantesch Partnerschaft dringend gebraucht. Dat géllt souwuel am Kontext vun der NATO, wéi och op dem konzeptuellen Niveau. Well nëmme wann déi atlantesch Partnerschaft op zwee Been steet kënne mer d'Ambitioun hunn, de globale Multilateralismus ze dynamiséieren.

D'Europäer si Frënn vun den Amerikaner, dat gouf dacks gesot; an et ass a bleibt wouer. Mä wéi an alle Frëndschaften ass et och hei sou, datt mir mat villen Aschätzungen vun den Amerikaner net averstane sinn, a ganz sécher ass eis Meenung iwwert d'Roll vun der UNO heifir dat beschte Beispill. Mir si schonn um eegene Kontinent bewosst a wëllentlech nëmme méi begrenzt national souverän, well mer bewosst a wëllentlech Dealer vun eiser nationaler Souveränitéit gemeinschaftlech am Kader vun der EU ausüben. Dowéinst hu mer kee Problem domat, och innerhalb vun der UNO gemeinsam virzegeen, och wann dat Kompromësser mat sech bréngt.

Amerika huet dat alles net. Eng erneiert atlantesch Partnerschaft mat engem staarken Europa kann dozou bäidroen, datt mer an dëser Saach op déi amerikanesch Iwwerzeegungswelt kënne awierken. Dat musse mer och, well et ass genee dës d'Konditioun vun enger erneierter Landschaft vun handlungsfäeg multilaterale Strukturen mat amerikanescher an europäescher Participatioun.

De Multilateralismus, an domat wëll ech dës Kapitel ofschléissen, nodeems de Krees sech geschloss huet, ass liewenswichtig fir e klengt Land. Et ass am Kader vun de multilateralen Organisation, speziell vun der UNO, wou d'Völkerrecht entsteet a vu wou aus et applizéiert muss ginn.

Här President, déi europäesch Kris ass reell. Grad virum där gréisster Erweiterungsrönn an hirer Geschicht hätt ee sech gewünscht, datt d'Atmosphär an der Unioun méi entspaant wär. Mä mir mussen elo aus der aktueller Situation dat beschtt maachen. D'Erweiterungsreferende sinn amgaangen, zwee sinn der scho mat engem positive Resultat eriwuer, besonnesch Slowenien huet mat 90% Zoustëmmung en erfreenlechen Toun uginn, an op engem Sommet a gutt zwou Woche ginn zu Athen d'Accessionsvertrag ënnerschriwwen. Wa näscht méi um Wee schief geet, da si mer d'nächst Joer zu 25, an deenen d'Membere vun Europa-parlament gewielt ginn.

Virum Hannergrond vun den Dissensionen, déi sech op ville Felder artikuliert hunn, ass den europäesche Konvent elo a seng lescht Aarbechtsphas agetrueden; där vun der Formulatioun vun engem europäesche Verfassungsvortrag. Déi Lëtzebuurger Vertrieder an deem Konvent schaffen aktiv an deem Prozess mat, doduerch datt se Amendementer zu den Textvirschléi vum Presidium formulieren an Interventiounen am Plenum maachen, nodeems se och an den Aarbechtsgruppe schonn eng ganz dynamesch Roll gespilt hunn. De Konvent ass opgrond vu senger Zesummesetzung a senger Funktionsweis zwar net den effikasssten Diskussionsforum op Gottes Erdbuedem, et ass éischer en Deklaratiounsforum. Mä ëmmerhin, op kenger anerer Platz an Europa gétt sou laang a sou déif iwwert d'Gesamtheit vun der Europä-



escher Unioun debattéiert. Dofir, denken ech, ass de Konvent eminent wichtig.

En ass wichteg, well et fir d'éischt ass, datt mat alle Baitrëtskandidaten zesummen iwwert d'Zukunft vun eisem gemeinsamen Europa diskutéiert gëtt. Ni virun hate Kandidaten d'Chance, schonn ier se an der Unioun oder der Gemeinschaft derbäi waren, iwwer hir Politiken, hiren Aflossberäich, hir Strukturen, Institutionen an Décisionsmécanismë matzeschwätzen. Datt dat elo stattfënnt, ass e wichteg Zeeche fir den Émgang mat de Kandidaten. Si ginn esocht geholl an hiren europapolitische Meinungen an Iwwerzeugungen. Allerdéngs gëtt och d'äitlech - wéi net anescht bei sou enger émfänglicher Diskussioun ze erwaarden -, datt mer eis an Europa nach laang net iwwer alles eens sinn.

Et ass schwéier zu 28 gemeinsam Vuen zu allem ze entwéckelen. Wahrscheinlech ass et souguer net méiglech. Wichteg ass bei deem Exercice awer, datt mer mol erausfannen, oni datt direkt muss ofgestëmmt oder mat Veto gedroht ginn, wou d'Beréierungspunkten a wou d'Divergencé queesch iwwert de Kontinent leien. Well nëmme wa mer wëssen, wat mer wierklech all zesumme wëllen, kënnen mer eis déi Unioun konzipéieren, déi fonctionnéiert an no bannen an no baussen handlungsfäeg ass, well de Projet vu jiddferengem gedroe gëtt.

De Konvent soll seng Aarbechte bis Juni d'Joer ofgeschloss hunn. Un deem Kalenner gëtt prinzipiell festgehalten, och wann et Stëmme gëtt, déi eng Verlängerung vu sengem Mandat fir sännvoll géifen halen. Ech mengen et sollt een déi Thematik pragmatéisch gesinn. Wann et just dréms geet fir eppes kënnen an d'Längt ze zéien, wat grad sou guitt kéint ofgeschloss ginn, da bréngt eng Mandatsverlängerung sécherlech näischt.

Här President, am Konvent a ron-derém de Konvent ass d'Thema, wat d'Gemidder am meeschte beweegt, wuel nach ëmmer dat vun den Institutionen. A grad do besteet en zimlech markéierende Ennerscheid tësche verschiddene grouse Staaten an deene meeschte Klengen oder Mëttelgroussen, souwuel bei de Membere wéi och bei de Kandidaten. Dat ass eigentlech fir d'éischt an der europäescher Integrationsgeschichte, datt eng Trennungslinn tëschent den Opfaassung vu Groussen a manner Grouse besteet; üblecherweis sinn d'Allianzen net der Gréisst no organiséiert.

Dat, wouréms et am wesentleche geet, ass eng Fro vun der Gläichberechtigung vun de Memberstaaten. Vill Memberen - oft Klenger a Mëttelgrousser - hunn ëmmer staark op d'Méthode communautaire insistéiert, mat enger staarker Kommissioun als Hiderin vun de Verträge an als eenzeg wierklech europäesch Institution, déi net vun den Interesse vun de Memberstaaten dominéiert gëtt.

Elo wëllen awer verschidde grouse Memberstaaten eng Situatioun erbaiféieren, wou niewent dem Kommissionspräsident eng weider staark Figur soll op d'europäesch Bühn klammen, an zwar e gewielene President vum Europäesche Conseil. Dese President hätt e länger Mandat, wat eventuell kéint fënneg Joer daueren, a wier eng haaptamtlech Figur, déi souguer ausserhalb vum Europäesche Rot kéint gewielt ginn. Domat wier d'Haaptgewicht vun den europäesche Présidencen dann erëm op en intergouvernementalen Niveau verlagert.

Dat ass allerdéngs e Virschlag mat deem déi kleng Membere generell net kënnen liewen. Lëtzebuerg an eis Benelux-Partner selbstverständlech och net, wéi et Enn 2002 an engem Memorandum vun deenen dräi State festgehale gouf.

D'Situatioun huet dohigoend evoluéiert, datt eng Rei Member- a Kandidaten d'lescht Woch e Pabeier am Konvent erabruucht hunn, wou se sënngeméis déiselwecht institutionell Vuen duerleeën, wéi se och de Benelux huet; speziell och déi generell Ofleening vun engem gewielene Conseilspresident. Ma et geet net nëmme em deen. Mat der intergouvernementaler Approche verbonnen ass selbstverständlech de Stellwärt vun der Kommissioun an där hirem President, d'Asetze vun engem europäeschen Ausseminister, déi communautaire legislativ Prozedur a villes méi.

Et ass am Liicht vun deem Dis-sens, datt gëschter e Sommet vu like-minded Memberstate vun der Unioun hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet. An ech hu léiwer deen Term vu like-minded wéi deen Term vu kleng Staaten, well en a sech dat méi hiergëtt, wat et hei wëllt soen, datt et eng momentan Reun-ion ass vu Länner, wou déiselwecht Gedankewelt, déiselwecht Iddien iwwer e präzise Sujet ass, déi och soss an anere Sujeten - an den Här Fayot huet dat richteg gesot - sécherlech enger anerer Meinung kënnen sinn, ma like-minded op deem Sujet sinn. An dofir gefält mer den Term like-minded besser wéi Sommet vun deene Klengen, deen an deem Fall och vun der Press an anerwärts gebraucht gëtt.

#### (Interruption)

Et ass net light-minded. Dat ass richtig. Sou wéi e Journalist e Sommet vun de Light-minded gesot hat.

Et ass am Liicht vun deem Dis-sens, datt gëschter e Sommet vu like-minded Memberstate vun der Unioun hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, doriwwer gouf sech och geäussert, an zwar souwuel positiv wéi negativ. E fréiere sozialistesche Spitzekandidat huet gemengt, et misst ee vun de siwen Zwergen a vum Gulliver-Syndrom schreiwen an de Klengstatesommet duerstellen als eppes Kontraproduktives, well et de Clivage tësche Groussen a Kleng weider schürt.

Ech sinn awer der Meinung, datt dese Mochtgeringulliver - loosse mer et emol esou ausdrécken - vun der Lëtzebuerg Politik mat deser Aschätzung falsch läit.

#### (Interruption)

Neen, neen, et ass och léif gemengt.

Ech mengen net, datt et hei drëm geet fir eng Front vun deene Klengen zesummen ze kréien. Et geet drëm de Länner, déi déiselwecht Meinung an engem präzisen Dossier hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, gemeinsam hir Meinung zum Ausdrock ze bréngen. Dat hu mer jo och scho ganz oft an deene leschte Jore mat de Benelux-State gemaach, wou eng Iddiegemeinschaft stoung, déi sech och zesumme gesat huet an am Kader vun der Benelux hir Meinung virbruecht huet. Hei ass eng Erweiderung vun deem Kontext, fir op deem präzise Punkt weider ze kommen an et ass och wahrscheinlech esou e System vum Zesumme-fannen...

**M. Jean Asselborn (LSAP).** - Här President, ech wollt nach eppes soen. An där Saach hei muss een awer wëssen, datt mir als Lëtzebuerg ëmmer gesot hunn, dass Europa net besteet aus engem Block vu grouse Länner a vu kleng Länner. Dass déi kleng Länner et dacks fäerdeg bruecht hu fir déi Grouse virun ze bréngen, also d'Intérète vun deene grouse Länner net isoléiert dierfe betruucht ginn, a wa mer dat net wëllen, dierfe mer natierlech och net d'Intérète vun deene kleng Länner an de Vierdergrond stellen, fir Europa virun ze bréngen. Heimat soen ech, dass mer kritesch un déi Saach mussen erugeen.

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass och richtig an dofir hunn

ech och léiwer deen Term hei vu like-minded wann een op engem Sujet seng Iddien zesummeleet, well een op deem Sujet darselwechter Meinung ass an déi zum Ausdrock bréngt, fir sech doranner ze expriméieren. Da fannen ech dat eng ganz normal Saach, datt een net soll higen, fir a regelméisseger Form eng Opposition tësche Groussen a Klengen ze maachen. Dat schéngt mer och evident, ass och relativ oft schonn hei esou gesot ginn.

Ma ech muss awer och soen, datt et wahrscheinlech esou e System ass - wou verschidde Länner, wa se sech op engem Punkt eens ginn, fir dann doranner weider ze kommen -, deen an deene leschte Joren an Europa gebraucht ginn ass. Sou ass och den Euro zum Beispill entstanden, wou eng Rei Länner, déi e Schrëtt méi wäit wolle goen, sech zesumme gesat hunn, hir Meinung gebilt hunn an duerno sinn et der méi a méi ginn, an déi Iddi ass iwwerhaapt un d'Rulle komm, well se sou ugefaangen huet. An dofir ass et awer schonn e Prinzip wou ee kann...

**Une voix.** - Hei ass zwar eng Reaktioun op dat, wat Grousser wëllen.

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass richtig.

Bon, dee Sujet ass dann ofgeschloss an ech wëllt dann nach verschidden aner Beräicher kuerz beréieren, déi d'Madame Ausseminister ugeschneidden huet. Do wier natierlech de Sujet vun der Politique du siège, wou ech muss soen, datt ech prinzipiell dat, wat am Accord mat der Kommissioun erreecht gouf, begréissen, awer eng Präzisioun wëllt an d'Zilsetzung vun deser Sätzpolitik abauen.

Sätzpolitik ass wierklech sännvoll wa se sichtbar ass, mengen ech, a sichtbar sinn hauptsächlech Institutionen. Dat bedeit, datt Lëtzebuerg selbstverständlech seng Roll als Capitale judiciaire et compatible vun der Unioun soll a muss ausbauen. E wichtige Schrëtt an des Richtung ass d'Usiddlung zu Lëtzebuerg vun der gemeinschaftlecher Patentjuridiction. Si passt an d'Konzept vun der Gerichtshauptstadt, genee sou - an d'Madame Polfer huet dorop higewisen - wéi den europäesche Parquet an den europäesche Procureur. Hei solle mer drop insistéieren, well déi Institutionen an eng Prioritéitlandschaft passen an dem Image vu Lëtzebuerg entsprechen.

E lescht Element, wat ech nach wëll beréieren, ass eis eegen Ausvertriebung, also de Réseau vun Ambassaden am Ausland. Selbstverständlech ass et wichtig - op d'mannst sou laang wéi déi diplomatesch Vertriebung wäitgehend eng Affaire vun den Nationalstate bleift, an dat ass se jo nach ëmmer -, datt Lëtzebuerg eng gewisse Präsenz an anere Länner weist. Ma och hei wësse mer, datt Lëtzebuerg net alles ka maachen an datt eng gewisse Selectivitéit einfach eng Tatsaach an eng Noutwendegkeet ass. D'Tatsaach ass jo, datt mer eis Méi ginn, an allen EU-Länner direkt present ze sinn, grad sou wéi an enger Partie anere wichtige State mat deene mer op déi eng oder déi aner Manéier verbonne sinn. Alles kënnen mer net, an et géllt déi richteg Prioritéiten ze setzen.

Wichtig ass och a mengen Aen eng Politik vun der geziiltener Kooperatioun mat Länner, déi souwiesou op bestëmmte Plaze present sinn an déi eis do mat vertrieben; wéi dat vun der Belsch a vun Holland jo och gemaach gëtt. Wa mer de Prinzip vun enger europäescher Diplomatie esocht huelen, ass dat jo och normal an ass souguer heiansdo en Zeechen. En Zeechen, wat natierlech duerch ei-

sen zueleméisseg séier bescheidenen diplomatesche Corps matbestëmmt gëtt. Ma en Zeechen och op vill méi prinzipiellem Niveau fir eng gebündelt Operatioun an der Uniounsdiplomatie.

Nodeems mer eng allgemeng Zustännegkeet vun all einzelner Botschaft vun engem EU-Memberstat fir all Uniounsbierger geschaf hunn, kann ee sech jo eigentlech erwaarden, datt villes fir Lëtzebuerg Bierger oder fir déi Net-Lëtzebuerg Bierger, déi mat eisem Land wëllen a Kontakt trieden, méi einfach gëtt. An där Hinsicht hunn ech mer d'Fro gestallt, wéi d'Matvertriebung vu verschiddenen EU-Statene duerch aner Memberstate konkret fonctionnéiert.

Lëtzebuerg huet op deem Plang eng strukturell Kooperatioun mat de Beneluxianer - wann ech se emol esou dierf nennen -, déi scho laang an och gutt fonctionnéiert. Ma wéi leet sech zum Beispill e Lëtzebuerg an engem Stat un, an deem Beneluxianer iwwerhaapt keng Ambassade hunn. Et géng mech prinzipiell einfach interesséieren, wéi déi allgemeng Zustännegkeet vun EU-Botschafte praktesch fonctionnéiert an ech wollt am Fong d'Madame Ausseminister froen, ob mer do schonn Expériences hunn, ob dat klappt, a wéi dat ofleeft.

An da wëllt ech och als fréiere Fonctionnaire, well ech do d'Erfahrung gemaach hunn, a well ech weess wéi vill Aarbecht eis Ministère an grouse Ganzen, eisen Ausseministère am besonneschem, op multilateralem Niveau an de multilateralen Ambassade maachen, ee Wuert doriwwer soen.

Ech ka mech erënneren, wéi ech Fonctionnaire war, dat ass elo schonn e puer Joer hier, datt mer...

**Une voix.** - Dir hutt vill Aarbecht geleescht!

**M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, Dir sot dat elo am Geck, ma ech hiewen dat op, well et a sech effektiv an de Présidencen, an alles wat sech ronderem d'Présidencé gedréit huet, fir déi Lëtzebuerg Beamten, den Ausseministère, déi aner Ministère, ëmmer eng ganz schwierig Aufgabe war. Ech ka mech erënneren, datt op verschiddenen Dossieren anere Länner mat véier, fënneg Beamte vertraude waren a mir als Beamten eleng fënneg Dossieren haten. Dat hat sécherlech Avantagen, well ee méi gesinn huet wat et am grouse Ganze gi war, ma et hat natierlech och eng ganz Rei Désavantagen.

Ganz oft ass et op deene multilateralen Ambassaden, wou Décisiounen geholl ginn, wou villes fir eist Land um Spill steet, och kloer dass mer hei mussen present sinn an ëmmer méi present sinn. D'ailleurs net nëmme den Ausseministère, ma och déi Ministère, wéi zum Beispill den Travail oder d'Justiz oder wéi och ëmmer wou international Froen zu Bréssel verhandelt a gehandelt ginn, déi spezifesch Sujete sinn. A fir e Land wéi Lëtzebuerg, denken ech, ass et wesentlech, datt mer do mussen present sinn, datt mer do mussen eis Roll spillen an datt et net ëmmer evident ass.

An dat bréngt mech och op d'Présidence, well ech denken dass d'Présidence, an hauptsächlech déi nächst, eng Erausforderung gëtt. Mir hunn d'Présidencé bis elo ëmmer gutt gemeeschtert. Mir hatten och ëmmer excellent Resultater - dat ass richtig, ma dat ass nach laang keng Garantie fir 2005. D'Regierung muss sech selbstverständlech fir déi nächst Présidence d'Moyene ginn, déi hir erlaabt fir déi och zu engem richtege Succès ze bréngen. Well et ass a sech do wou mer wäerten an den Ae vun der Welt als Land gemooss ginn, et ass a sech da wou sech zwou Saache wäerten zur Show stellen.

Éischtens, eis europäesch Astellung, well do misst sech dann, ob mer wierklech un Europa wëlle weiderfueren. An ech zweifelen net

dorunner, a mer hunn dat nach ëmmer gemaach, ma do kënnen mer et der ganzer Welt, ganz Europa be weisen.

An zweetens - an dat ass net manner wichtig, dat ass wesentlech fir mech - gëtt do och d'Kompetenz vun eiser Fonction publique a ganz Europa, der ganzer Welt zur Show gestallt, d'Kompetenz vun eiser Diplomatie an och d'Kompetenz vun eiser Politik.

De fait waren déi Lëtzebuerg Presidenten ëmmer positiv. Ma dat huet natierlech och de Problem, well mer ëmmer gutt Presidenten haten, well mer ëmmer gutt Resultater bruecht hunn, och an der Erwaardung vun deenen anere Länner, dass déi Lat wäert relativ héich fir Lëtzebuerg gesat ginn, an dat condemnéiert eis a sech zur Réussite.

Dobäi kënn, datt d'Erweiterung, déi jo da wäert effektiv sinn, och eng ganz Rei Konsequenzen op d'Présidence wäert hunn an domat eng vun deene gréissten Erausforderunge vun eiser Présidence selwer wäert sinn. A wéi ëmmer, denken ech, datt mer och hei als Chamber mussen an där Zäit, wat net ëmmer eng einfach Zäit fir d'Regierung ass, déi noutwendeg Solidaritéit mat der Regierung weisen an och si bei där wichtigerer Aufgab do ënnerstëtzen.

Här President, ech wëllt hei stoe bliewen, well et nach laang géif daueren...

#### (Interruption)

Ech wëllt net hei stoe bliewen. Ech wëllt hei elo ophalen an ech gi mech da setzen, wann ech fäerdeg sinn.

**Une voix.** - Très bien.

#### (Hilarité)

**M. Claude Wiseler (CSV).** - ..., well et nach laang géif daueren, wann ech all aner wichtig aussepolitisch Sujeten och nach géif verdéiwen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt sech an deser Zäit, wéi esou dacks iwwregens, erëm immens Erausforderunge fir d'Lëtzebuerg Aussepolitik stellen. Net, well mer ënner besonneschem Drock vu bause sténgen, ma well sech vill Opportunitéite bidde fir duerch aktiv Aussepolitik d'Roll vun eisem Land baussent eisen nationale Grenzen ze verstärken. Des Opportunitéite solle mer notzen an Europa, am Kontext vun der atlantischer Partnerschaft, an um globale Plang bei de Vereenten Natiounen. A ville Momenter a bei ville Geleeënheiten huet sech gewisen, datt d'Stëmm vu Lëtzebuerg zielt.

De gréissten Challenge fir d'Lëtzebuerg Aussepolitik ass et weiderhin dofir ze suergen, datt den Afloss vun eisem Land an Europa an an der Welt net just proportionnel zu eiser Gréisst ass, och an Zäite wou Säite vun der Geschichte amgaange si sech ze schreiwen a wou, wéi ëmmer an esou Zäiten, d'Rieder méi schnell dréinen an d'Welle méi héich schloen. Deem Challenge mussen mer eis stellen an ech hoffen, datt mer em och gewuess sinn.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Als nächste Rieder ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ëscht war déi virleschte Kéier, datt d'Madame Ausseministerin d'Geleeënheit hat hei virun deser Chamber op d'Erausforderunge vun der Lëtzebuerg Aussepolitik opmierksam ze maachen...

#### (Brouhaha général)



Ech widderhuelen nëmmen hir Wieder, just an enger ëmgekierter Chronologie.

...an ze versichen d'Objektiver an d'Zukunftsvisionen duerzestellen. Dës Debatt soll dozou déngen ons Iwwerleeungen a Positiounen duerzeleeën an och verschidde Präzisiounen vun der Regierung ze verlaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt steet ganz kloer ënnert den Zeeche vun dem Irak-krich, der Zukunft vun Europa, der Politik vum Siège vun den europäeschen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg an der noutwendeger Reorganisatioun vum Ausseministère fir sengen zukünftege Missiounen gerecht kënnen ze ginn.

An der Fro vum Irak huet den ADR sech ganz kloer zum Camp vun Fridde bekannt an ass fir d'Prioritéit vum internationale Recht a fir eng friddlech Entwaffnung vum Irak agebracht. Mir si frou, dass an dëser Fro d'letzebuergesch Regierung den 18. März hei an der Chamber endlech eng kloer Stellung bezunn huet a sech endlech kloer der Meenung vun den Oppositionsparteien ugeschloss huet, souwéi der Meenung vun de Leit, déi dobausse fir de Fridden manifestéiert hunn, Rechnung gedroen huet. Et ass och vun deem Dag un, dass vun der internationaler Press endlech gesot ginn ass, dass Lëtzebuerg sech an de Camp vun Fridden areit.

Ech mengen dat ass positiv ze bemerken. Mir sinn als ADR net midd gi fir op déi negativ Konsequenze vun engem Krich an Irak hinzeweisen an ons Befierchtungen erweise sech ëmmer méi als richtig. D'irakesch Populatioun verteidegt net esou vill de Saddam Hussein, mä si verteidegt sech virun allem géint eng Invasioun vun hirem Land. D'arabesch Welt gesäit et och esou, speziell wann d'Amerikaner alles maache fir dës ze ënnermauern, zum Beispill wa se d'irakesch Fändelen erfro zéien an der durch deen amerikaneschen ersetzen.

Mir haten do viru gewarnt, dass et vill Affer an der Zivilbevölkerung géif ginn, a leider gesi mer ons doranner bestätegt. Mir haten op eng humanitär Katastroph higewisen a si bahnt sech un, well een eenzegt Propagandaschéff mat Liewensmëttel net déi zeg Schéffer ersetze kann, déi néideg wieren an déi viru bestanen hunn.

Mir gesinn, dass ons Befierchtungen vun den Tiesiounen téschent Kurden a Tierke ganz reell sinn an dass Amerika permanent intervenéiere muss, fir datt et do net explodéiert. Mir gesinn och, dass ons Befierchtungen, wat d'Veronsécherung vun der Region am Norichsiraq, well dat wäert et jo nach eng Kéier ginn, ëmmer méi grouss ginn. Syrien huet eng kloer Ennerstëtzung fir de Krichseffort vum Irak gemaach. Den Iran hält sech bis elo neutral, mä et gesäit een, dass 15.000 irakesch Exilzaldote prett stinn un der Frontière fir eventuell kënnen anzegräifen.

D'Regierung vu Jordanien a Saudi-Arabien stinn ënner Drock. Déi arabesch a musulmanesch Welt steet ganz kloer hannert dem Irak a gesäit dee Krich als schlecht un. Mir mussen versichen, dass net Amalgam geschéien téschent dem Okzident, der Relioun a musulmanesche Kulturen. Do muss een drop oppassen, dass keng Verwieslung geschéien, mä leider ass dat awer ee vun de Risiken, deene mer mussen entgéintrieden.

Den ägyptesche President, den Här Mubarak, huet mat Recht drop higewisen, dass duerch den Irak-krich héchstwahrscheinlech eng honnert nei Bin Laden kéinte waakreg geruff ginn. D'Gefor vum Terrorismus gétt also duerch den Irak-krich net méi kleng, mä méi grouss.

Mir setzen ons als ADR fir eng Welt an, déi um internationale Recht opgebaut ass an um internationale

Recht fousst fir Konflikter unzuegoen an ze léisen, an dat op alle Gebieder. Duerfir muss d'Roll vun der UNO gestärkt ginn, respektiv wann et néideg ass reforméiert ginn, fir dass se hirer Missioun méi gerecht gi kann. Duerfir ass et och wichtig, dass d'Accorde vu Kyoto, d'Welthandelsorganisatioun an d'Cour pénale internationale hirer Roll ëmmer méi gerecht ginn. Duerfir triede mer och fir déi Gremien an, well et sinn si, déi Excèsse kënnen verbannen a Krise kënnen ofbauen.

An deem Kontext vun der Cour pénale internationale wëll ech awer och d'Kollegen hei aus der Chamber opfuerderen, déi déi dem internationale Recht Prioritéit wëlle ginn, fir Member ze gi vun der Associatioun vun de Parlamentarier fir eng global Aktioun. Ech mengen et wier richtig, dass bei deenen 110 Länner, déi elo schonn do Member sinn, och Lëtzebuerg mat méi wéi e puer Deputéierte representéiert wier.

### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi ablécklech amerikanesch Administratioun ënnert dem President Bush huet eng aner Visioun vun der Welt. Si hält net vill op dat internationale Recht, sauf wann et hiren Intéréten néizt. Mir gesinn dat bei Kyoto oder bei der Welthandelsorganisatioun. A periodesch, wann et noutwendeg ass, geet Amerika hin a féiert Stoltariffer an, fir nëmmen ee Beispill ze ginn. Mir gesinn och déi negativ Attitude vun Amerika oder wéinstens vun der Regierung Bush géigeniwwer der Cour pénale internationale. Déi amerikanesch Administratioun setzt op en Amerika, dat seng integral Souveränitéit wëll behalen, wann et a sengen Intéréten ass. Dat soll ënnerstëtzt ginn duerch eng staark Arméi an och mat der Arméi duerchgesat ginn, wa si et fir richtig fannen.

Europa muss sech an der Optik vun enger Muechtpolitik déiselwecht Mëttele gi wéi Amerika, souwuel wat d'Arméi ugeet wéi och wat déi rechtlech Mesuren ugin, déi néideg si fir déi wirtschaftlech Intéréte vun de Memberlänner ze verteidegen. Mir sinn der Meenung, dass déi europäesch Länner sech sollen a mussen asetze fir d'Prioritéit vum internationale Recht. Europa dierf net esou naiv si fir ze mengen, dass dat géif vun eleng goen.

Déi europäesch Länner brauchen eng europäesch Aussen- a Verdeedegungspolitik, mä dës Politik muss fousse op enger gemeinsamer Visioun iwwer gemeinsam geopolitesch Ziler an Iwwerleeungen, op enger gemeinsamer politescher Optioun an enger konsequenter Verteidigung vun den Intéréte vun onse Memberlänner. Europa muss natierlech och privilegiéiert Lienen mat Amerika hunn an de konsequenten Dialog mat Amerika sichen, mä wann néideg muss Europa, wéi an der Irakkrise verschidde Länner et virgewisen hunn, och eng eege Linn kënnen goen, wann ons Analys an ons Konklusiounen anescht si wéi déi vun Amerika fir e Konflikt ze léisen.

Fir dat ze realiséiere muss och eng europäesch Sécherheetspolitik bestoen. Fir dat ze realiséiere muss sech Europa och déi néideg militäresch Mëttele ginn. Ech wier frou vun onsem Verdeedegungsminister gewuer ze ginn, wat dann elo um europäesche Plang op deem Niveau geschitt. Mir hunn hei héieren, dass Lëtzebuerg Wëlles huet sech an engem Véirelsschéff ze bedeelegen an en engem Fliger, an datt mer ronn 1% vun onsem Produit intérieur brut fir Militärausgabe sollen ausginn. Iwwerengs och 1% fir d'Kooperatioun.

De Minister vun den 2% muss ons awer och soen, dass et och drëm geet fir aner Mesuren ze huelen, fir d'Sécherheet hei am Land ze gewährleisten, notament um Niveau vum Loftraum. Mir hunn hei ganz vill Defizienzen. Et stelle sech ganz

vill Froen an eleng dës Problem wier eng Debatt hei an der Chamber wäert. Mir sinn haut wäit dovunner ewech fir eng europäesch Sécherheets- an Aussepolitik ze hunn. Leider!

Verschidde Länner, wéi England, Spuenien, Portugal a verschidden nei Länner, wéi Polen, schwätze sech fir eng gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik an Europa aus, mä si verstinn dorënner en totalen Alignment vun Europa op d'Aussen- a Sécherheetspolitik vun Amerika. Den ADR ass der Meenung, dass onst Land net op dee Wee vun totalen Alignment vun Europa op d'amerikanesch Aussen- a Sécherheetspolitik goe soll, mä op de Wee vun enger onofhängeger Aussen- a Sécherheetspolitik an enger Frëndschaft mat Amerika. Hei géllt et fundamental Optiounen an Europa ze huelen. Wann déi europäesch Länner net bereet sinn op dee Wee ze goen, dann ass dat e Beweis dass e federaalt Europa en Hirngespinn ass, war a bleift.

Déi besch europäesch Institutiounen netzen néischt, wa bei entscheidende Punkte vun enger Politik an Europa keng Eeneegung a keng gemeinsam politesch Visioun bestinn. Den europäesche Konvent schéngt, wat d'europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik ugeet, zu darselwechter Konklusioun ze kommen an huet duerfir virgeschloen fir all Referenzen am zukünftegen europäeschen Traité op eng gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik fir fennef Joer auszeklammern. Ech mengen dat ass e kloer Zeechen, dass mer hei un engem fundamentale Problem sinn, dee mer léise mussen, sief et an déi eng oder an déi aner Richtung, an dass mer dann déi néideg Konklusiounen doraus zéien.

Den zweete Volet, deen ech wollt ugoen, ass dee vun der europäescher Politik an den Institutiounen. Kierzlech hate mer hei an der Chamber eng Debatt iwwer d'Zukunft vun Europa a sengen Institutiounen, wéi mer d'Resultater vun europäesche Konvent diskutéiert hunn. Mir hu bei dëser Geleeenheet eis Positiounen kloer gemaach. Duerfir brauch ech net drop zréckkommen.

Ech wëll awer nach eng Kéier kloer rappelléieren a soen, dass den ADR verlaangt, dass dat Resultat, wat bei den zukünftegen Institutiounen an hirem Fonctionnement erauskënn, engem Referendum hei am Land muss ënnerworf ginn. Mir sinn och frou dass Lëtzebuerg an där Debatt, déi elo kierzlech zu Stane komm ass téschent deene like-minded Länner. oder klengen a mëttlere Länner, versicht op verschidde Punkte mat deene Länner, wou et méiglech ass, eng Eeneegung ze fannen. Si begrëssen notament, dass fir d'éischte Kéier Irland do an deem Gremium mat dran ass. Ech hoffen, dass dat zu positive Resultater féiere kann an datt mer ons do mat e puer Punkte kënnen an der europäescher Politik duerchsetzen.

Madame Ausseministerin, Dir hutt gëscht mat Recht op de Referendum vu Malta higewisen, wou d'Bevölkerung gefrot ginn ass fir sech zu Europa ze bekennen. Ech mengen awer, dass et och wichtig wier datt hei zu Lëtzebuerg eng Kéier déi Geleeenheet fir d'Lëtzeburger Bierger géif bestoen. Augenblécklech ass et jo esou, dass all Kéiers déi national an déi europäesch Wahlen zesumme fallen an datt dat dozou féiert, dass nëmmen méi iwwer d'national Politik geschwat gëtt a ganz weineg iwwer d'Europapolitik.

Ech menge bei der Geleeenheet vun dem Schlussresultat vun der Debatt iwwer d'Institutiounen ass a bleift et noutwendeg, dass och Lëtzebuerg eng Kéier mat senger Bierger e reellen Dialog féiert iw-

wert de Wee vum Referendum iwwer d'Zukunft an iwwer d'Roll vun Europa. Ech bedauern duerfir, dass déi Motioun, déi mer bei de leschten Debatten erabruucht hatten, majoritär verworf gouf.

En anere Punkt, Madame Ministerin, deen och an den Debatte vun lech ugeschwat ginn ass, ass dee vun der Adhésioun vun der Tierkei. Ech muss lech éierlech soen, dass mir der Meenung sinn, dass zu dësem Zäitpunkt all Négociatiounen mat der Tierkei kee Sënn maachen an héchstwahrscheinlech och an der Zukunft net vill Sënn wäerte maachen, well dat soss zu ganz ville Problemer wäert féieren. Mir si ganz skeptesch vis-à-vis vun der Iddi op dee Wee ze goen an dat Ganzt nëmme fir den amerikaneschen Alliierten entgéintekommen. Et gesäit een awer och, dass d'Tierken den Ablack net hésitéieren hir eege Weeër ze goen, souguer wann Amerika staark gedréckt huet fir se an Europa eranzubringen.

Hei ass et ganz kloer dass mer ganz ville Schwierigkeete kënnen aus dem Wee goen, wa mer der Tierkei kloer soen, dass si hir Plaz net an Europa huet. Mir sinn der Meenung, dass och verschidde Punkte vun dem europäesche Conseil mussen preziséiert ginn.

Madame Ministerin, Dir hutt, wat de Conseil vun den europäeschen Ausseministere ugeet, verschidden Attituden ageholl, wou ech lech just nëmme biede géing lech kloer auszedecken, ob Der fir eng Opspaltung vun dem augenbléckleche Conseil sidd an e Conseil affaires générales an e Conseil affaires de politique étrangère, relations extérieures, oder ob Der do dergéint sidd. Ech mengen dat wier eng Präzisioun, déi noutwendeg wier.

Drette Punkt: d'Siègepolitik. Madame Ministerin, mir si frou dass Der ons hei konnt annonciéieren, wéi mer et iwwerengs och schonn an der Press liese konnten, dass 3.400 Posten hei zu Lëtzebuerg ofgeséichert sinn. Dir hat ons gesot déi wieren definitiv ofgeséichert. Wann ech awer d'Press liesen, ass et awer nëmmen definitiv bis d'Joer 2010. Dofir stellen ech d'Fro: Wat geschitt duerno? Bleiwe mer do nees erëm enger Inconnue mat dran? Et ass wichtig dass mer ons hei kloer sinn, dass dat Resultat, wat bis elo erreicht ginn ass, gutt a positiv fir onst Land ass, mä datt sech awer nach e puer Froe stellen.

Ech gleewen net, dass d'Presenz hei zu Lëtzebuerg vun den Institutiounen, wéi déi vum europäesche Gericht, dem Eurostat an der Banque européenne d'investissement vill contestéiert gëtt, mä et ass kloer dass en Europaparlament mat dräi verschidde Sätz nach laang zu Diskussiounen féiere wäert. Do muss ee festhalen, dass eng Direktioun elo nees erëm fortgaangen ass. Ech weess net, ob déi Lëtzebuergesch Regierung Wëlles huet do Recours anzerechen. Ech stellen do d'Fro. Ech mengen, Dir hutt lech nach net kloer do ausgeschwat. Egal wéi, et muss ee festhalen, dass se fort sinn.

Deen anere Punkt, deen ee muss festhalen, ass, dass bei deene ganze Servicer a Leit, déi bei der Traductioun schaffen, nach net viles ofgeséichert ass. Si kënnen beispillsweis privatiséiert ginn oder si kënnen ausgelagert ginn a Länner wou et méi bëlleg ass fir se ze beherrbergen, well et jo u sech fir d'Traductioun egal ass a wat fir engem Land se sech befénnt.

Da muss een och op en anere Punkt agoen, wou ech net weess, ob Dir de richtigen Usprechpartner duerfir sidd, mä ech wëll et awer wéinstens mat ugoen, dass de Käschtpunkt vun der Implantation vun den neien Institutiounen. Mir hunn zwee nei Tiern elo baue gelooss, wou mer ons als Land engagéiert hu fir 28 Euro, dat heescht ronn 1.300 Frang de m<sup>2</sup> während Joren ze bezuelen, mä et ass nach keng Rieds gaange vun engem Loyer, dee vun den europäeschen

Institutiounen fir ons Gebailechkeete soll bezuelt ginn, fir emol ze kucke wat ënnert dem Stréch ons dann Europa kascht.

Et wier wichtig, Madame Ministerin, wann Der der Chamber - wann Dir et kënnt oder wann dat an de Kompetenze vun der Baute ministesch ass, da muss Der ons dat soen - kënnt soen, wéi sech déi finanziell Lag fir onst d'Land op deem Gebitt stellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de fréiere Generalsekretär am Ausseministère hat a senger Note op eng etlech Problemer higewisen, wou ech haut frou sinn, Madame Ministerin, dass Der déi Note do awer esou positiv befollegt hutt, wéi Der et elo ugekënnegt hutt. Ech hat an der Eischt geduecht, Dir wäert relativ kritesch vis-à-vis vun där Note, mä wann ech awer hei héieren, dass Der wëllt déi bilateral Beziungen nees weider ausbauen, dass Der wëllt als Service provider fir déi eenzel Ministeren déngen, dass d'Personal fir d'Missiounen muss gehéicht an opgestockt ginn, an dass Der och eng Virbereedung vun der Présidence wëllt endlech a konsequent duerchzéien, da gesäit een, dass dat awer en Deel vun deene Préoccupatiounen waren, déi an der Note opgeworf gi sinn a wou bedauert ginn ass, dass vläicht net dat richtig ze gegebener Zäit gemaach ginn ass. Mä wichtig ass, dass et geschitt. Mä Dir hutt och Problemer selwer an der Organisatioun, respektiv an der Réorganisatioun vun Ärem Ministère. Wat wichtig ass, dass dat wat herno ënnert dem Stréch eraus kënnt, an et ass Är Responsabilitéit bien entendu fir lech esou ze organiséiere wéi Der et fir richtig fannt.

Nach muss ee bedauern, dass an där Debatt, déi mer hei an der Chamber mat lech hatten, ganz kloer zum Ausdruck komm ass, dass eng 4 bis 5% vun der Belegschaft Problemer duerstellen, well se hir Aarbecht net kënnen oder wëlle maachen. Mir sinn hei gewuer ginn, dass zum Beispill ee Beamte wuel eng Pai kritt, mä datt en néischt muss dofir maachen. Do wonnert et een, dass do net den administrative Wee gesicht gëtt, fir esou Leit aus engem Ministère eraus ze huelen. Ech verstinn dat éierlech gesot net. A wa meng Informatiounen richtig sinn, war och esou eng Prozedur agereecht ginn, mä si ass politesch ofgebremst ginn.

### (Interruptions)

Dir kritt jo Geleeenheet fir herno dorobber ze äntworten.

Dat eenzegt, wat awer elo nach feelt, Madame Ministerin, dass d'Festleeë vu Prioritéiten. Mir wësse ganz genau, dass Lëtzebuerg net kann an alle Gremien a bei alle Saachen dobäi sinn. Elo gëtt et d'Méiglechkeet fir dat ze maachen, wat traditionell ëmmer gemaach ginn ass, dass ass fir Pompjeeskommandant ze spillen an, do wou Feier ass, kucke fir ze reagéieren. Mir mengen datt et besser wier fir zesumme mat der Chamber hinzegeen a Prioritéite festzeleeën, wou d'Lëtzeburger Aussepolitik soll hir Aktiounen méi staark an d'Woschuel bréngen. Dat ass eppes wat ablécklech feelt.

Et besteet en Dialog téschent der Chamber an lech, Madame Ministerin, wat déi courant Affären ugeet. Mat anere Ministeren ass deen Dialog um Nullpunkt a mir hoffen, dass bei dësen Debatten, an och bei deenen aneren Debatten, déi mer an der Zukunft iwwer Europa hunn, iwwer méi e grousst Abezée vun den nationale Parlamenten an déi europäesch Politik, dass déi eenzel Ministeren, mä och d'Chamber, sech d'Moyene ginn, fir deenen Eerausforderunge gerecht ze ginn, fir ons Bierger besser kënnen ze verteidegen, doduerch dass mer am Virfeld vun den Décisiounen an op Basis vun kloer Prioritéite kënnen mat schwätzen a mat decidéieren, am Intérêt vun onse Bierger a vun onse Leit.



Madame Ministerin, mir mengen als ADR - am Résumé -, dass Prioritéit muss sinn un internationale Recht, dass Realitéite vun enger multipolarer Welt dozou féieren, dass onst d'Land mat deene Länner, déi et wëllen, fir eng eegestänneg Aussen- a Sécherheetspolitik soll anrieden.

Mir mengen och dass et wichteg ass, dass an den europäeschen Institutiounen Demokratie esou gutt wéi méiglech verankert gëtt an dass mer méi e grousst Matsproocherecht vun den nationale Parlamenten kennen duerchsetzen am Interêt vun onse Bierger.

Mir hoffe mat Iech, dass mer ons national Institutiounen, ons Ministären an ons Administratiounen esou kennen ausstatten, dass mer déi Missiounen, déi ons an Europa entgéint stinn, kennen esou bewerkstellige wéi et vun onse Bierger a vun onse Betriber gefuerdert gëtt.

**M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den nächsten Orateur ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, zënter zwou Wochen ass de Krich am Irak elo amgang an ech muss soen, wann ee kuckt wat um Terrain geschitt bei alle Reservene, déi een natierlech ëmmer dobäi muss hunn, well jo de Gros vun Informatiounen, déi een de Moment kritt, eigentlech gréisser Propagandainformatiounen sinn an een ni esou richtig weess wéi d'Realitéit um Terrain ausgesäit, mä eng Rei Indizië weisen awer ganz däitlech drop hin, dass déi schlëmmste Befierchtungen, déi mer haten, a firwat mer eigentlech och alleguerten heibanne géint dee Krich do waren, antreffen.

Elo scho kann ee mat Sécherheet soen, dass zu diesem Zeitpunkt honnerte vun Zivilisten den Doud fonnt hunn, dass dausende vun onschëllegen Zivilisten schwéier verletzt gi sinn am Irak. Et kann een och elo scho feststellen, dass ganz Stied no deem Krich do riskéieren a Schutt und Asche geluecht ze sinn a kaum nach ee Steen op deem anere steet. Et ass och esou, dass den Asaz vun ëmmer méi onprezisen, an et kann ee roueg entre-temps soe "Massevernichtungswaffen, well verschidde Bomben, déi do agesat ginn, déi hunn d'Sprengkraaft vun enger Massevernichtungswaff, dass déi ëmmer méi wahnsinneg Dégäten ურიichten. Et kommen och entre-temps Waffen zum Asaz, déi eigentlech international misste geächt ginn, wéi zum Beispill déi berühmte Streebommen, déi eendäitegerweis haupsächlech agesat ginn ouni Rücksicht op Verloschter par rapport zur Zivilbevölkerung, haupsächlech par rapport zu de Kanner an alen a méi schwache Leit.

Et ass och esou dass déi am militäresche Sproochgebrauch kollaterale Schied ëmmer méi massiv an ëmmer méi grouss ginn. An deene leschten zwee Deeg stelle mer ëmmer méi Bauré fest déi, kann ee bal soen, op eng relativ zynesche Aart a Weis vun Militärapparat kommentéiert ginn nom Motto: Wann do esou vill Kanner an enger Camionnette erschoss gi sinn, dann ass dat net eis Schold, mä dem Saddam Hussein seng Schold, oder dem Regime seng Schold, an domadder huet d'Saach sech a mir ginn erëm zur Dagesuerdnung iwwer, guer net dovun ze schwätzen, dass déi ganz arabesch Welt de Moment regelrecht kacht, dass Dag fir Dag Manifestatiounen ustinn an dass eigentlech nëmme et ze verdanken ass, dass mer an deene meeschten arabesche State genau esou Despoteregimer hu wéi am Irak selwer, dass et net scho längstens zu Massenopstänn komm ass. Et gëtt eng Rei Länner wou et evident ass, dass d'Bevölkerung nëmme ënner Kontroll gehale gëtt, well eng extreem Repressioun ugewannt gëtt, well Manifestatiounen entweder carrément verbuede ginn, oder

duerch héich militäresch a polizeilech Präsenz ageschüchtert gëtt, an duerch den Asaz vu Gewalt verhënnert gëtt, dass et zu Ausschreidunge kënn.

A wat nach vill méi schlëmm ass bei all deem Misär a bei all deene Risiken an deene Flächebränn, déi mer de Moment schonn hunn, dass déi eigentlech Zilsetzung um Krich iwwerhaupt net méi am Vierdergrond steet. D'Zilsetzung - d'Madame Ausseminister huet se gëschter versicht nach eng Kéier ze beschreiwen op Basis vun den Diskussiounen wéi se an der UNO stattfonnt hu vu September 2002 un - war, wéi all Mënsch weess, déi vermeintlech Massevernichtungswaffe vum Regime vum Saddam Hussein ze eliminéieren. Vun där Zilsetzung schwätzt kaum nach een. Et geet entre-temps ëm ganz aner Saachen.

A wann een déi lescht Deeg a Wochen e bësse méi kritesch Kommentare konnt héieren, mä och esouguer eng Rei méi offen ausgesproche Saache vun der amerikanescher Administratioun, da kommen déi wierklech Ziler vum Irakkrich ëmmer méi zum Virschäin. Dat ass éischters d'Ofsicherung vu wirtschaftlechen Interesse vun de Vereenegte Staten a vun England an där Region. Zweetens, eng Machtdemonstratioun fir geographesch Ziler. Drëtters, an dass ass dat Allerschlämmst géing ech souguer soen, déi direkt Geschäftemacherei vun US Multinationalen, virun allem déi direkt Implikatioun vun héchste Vertrieeder vun der Bush-Administratioun an déi Geschäftemacherei op Käschte vun dausende vu Leit.

D'Spëtz dovunner konnte mer nach gëschter an engem excellenten Reportage beim zweeten däitsche Fernseh kucken, dass ass déi Firma, déi elo ëmmer erëm am Gespräch ass, wou de Vizepräsident vun de Vereenegte Staten nach bis d'Joer 2000 ee vun de führende Leit dovunner war an déi entre-temps wierklech Milliarde Gelder un deem Krich am Irak verdéngt.

Eigentlech ass et relativ dramatesch, dass amplaz no deem schlëmmen Ereignis vum 11. September nogeduecht ginn ass, firwat et zu deenen Terrorischielen do komm ass, dëst Ereignis ausgenutzt ginn ass an nodrëglech instrumentaliséiert ginn ass, fir déi dräi Punkten, déi ech virun opgezählt hunn, an net den Terrorismus eigentlech bekämpft ginn ass.

Et wäert och esou sinn, an dass ass an der Zwëschenzeit relativ kloer, dass, wann dee Krich hei fäerdeg ass, niwient allen Dégäten, déi dat mat sech bréngt, den Terrorismus net manner, mä éischer méi grouss wäert ginn. Alles deit op jiddede Fall dorobber hin.

Wat nach méi dramatesch ass, dass ass dass déi Koalitioun, déi zu Stane konnt bruecht ginn nom 11. September, wou et souguer fäerdeg bruecht gi war de Gros vun den arabesche State mat dran ze kréien, definitiv an de Koup geschoss ass. Op déi brauch een dono net méi ze zielen. Et ass elo schonn ersichtlech, virun allem déi Drënglechkeetssetzung, déi beantragt gi war vun den arabesche State vum Weltsécherheetsrot, huet dat verdäitlecht, dass keen ee Regime, egal wéi repressiv an despotenhaft en nach funktionéiert, souguer an der arabescher Welt, et sech ka leeschten déi dote Koalitioun an Zukunft nach mat ze droen, mat alle Konsequenzen déi dat huet.

E weideren dramateschen Niewenaspekt vun där ganzer Kris hei ass, dass an Israel déi duerch déi lescht Wahlen gestärkten ultrakonservativ Regierung vun Här Sharon dem Palästinakonflikt alles aneschtens wéi eng Chance gëtt geléist ze ginn an deenen nächste Joren. Et ass souguer esou, dass dee Konflikt am Moment ausaart, well déi israelesch Regierung quasi am Schied vum Irakkrich versicht eng Repressioun auszeüben an de

Palästinensergebitter, déi eigentlech hiresgläiche sicht an deene leschte Joren, mat alle Konsequenzen déi dat fir d'zukünftig Entwécklung an der Géigend vun Israel a Palästina hu wäert, respektiv fir d'Behiewung vum Palästinakonflikt.

Ech muss och soen, dass wann d'Madame Ausseminister gëschter hei gesot huet, dass all déi dote Problemfelder tëschent der Europäescher Union an den USA net dovunner dierfen ewechtauschen iwwer déi gemeinsam Wäerter, déi eigentlech déi europäesch Länner an och Lëtzebuerg mat de Vereenegte Staten hätten, een awer ganz staark prezisiere muss ëm wat fir eng Wäerter et sech dobäi handelt.

Op alle Fall ass et fir mech ganz kloer, dass wann et sech drëm dréint fir op d'Wäerter, déi zum Beispill an der amerikanescher Constitutioun stinn, ze verweisen, da kann een domadder nëmme averstane sinn. Oder wann et sech zum Beispill ëm d'Wäerter dréint, déi vun enger erkranter Majoritéit vun der amerikanescher Classe intellectuelle de Moment verteidegt ginn, da kann een och nëmme domadder d'accord sinn.

Wann et sech awer ëm d'Wäerter vun der aktueller Bush-Administratioun handelt, da kann een awer nëmme soen, dass ee sech domat guer net identifizéiere kann. Et ass esou, dass een do eigentlech nëmme kann d'accord si mat de relativ haarde Wierder, déi den amerikanesche Cinéaste Michael Moore kierzlech zu Los Angeles bei der Verleihung vun den Oscaren gebraucht huet wéi hien den Oscar iwwerrecht kritt huet fir säin Dokumentarfilm, wou hien déi aktuell Bush-Administratioun mat enger Junta verglach huet, déi relativ skrupellos just hir eegen Interessen verteidegt an déi och nach an de Kontext setzt vun enger ausserst zweifelhaft reliös ugehauchter Ideologie, enger, kann ee scho bal soen, sektenhafter reliöser Ideologie, déi mat der traditionell chrëschtlicher Relioun rose wéineng ze dinn. Souguer bis zum Poopst huet sech jiddferen dovunner distanzéiert.

Et kann een nëmme hoffen, dass déi Wäerter, déi vun där Administratioun vertruede ginn, a gutt 1,5 bis zwee Joer, wann an de Vereenegte State Wahlen sinn, vun den Amerikaner selwer ofgewielt ginn.

Ech mengen, wann ee sech déi Zitater emol nach eng Kéier zu Gemitt féiert, déi vereenzelt Vertrieeder vun där dote Administratioun an deene leschten zwee Joer a souguer doriwwer eraus - mä ech wëll mech elo limitéieren op déi lescht zwee Joer - zum Beschte ginn hu bei verschidde Geleeenheeten, da kann et engem nëmme äiskal de Réck erof lafen.

Wann een eleng de Sproochgebrauch analyséiert, dee vun deene Leit gebraucht gëtt, da fillt ee sech éischer zréckversat an d'Mëttelalter wéi am 21. Jorhonnert. Et gëtt do geschwat vu Staten, déi ausgeläsch gi mussen, vun engem Kräizzuch géint den Terror. Et gëtt gesot, dass den 11. September e schlëmmen Dag gewiescht wier an der Geschicht vun de Vereenegte Staten, mä dass en elo dozou misst als eng Chance benotzt gi fir Amerika erëm esou staark ze maachen, dass et iwwerall an der Welt agéiere kënn, well et net méi géing zu Protester féiere wann déi éischt Lächeräck géingen heemgefuert ginn. All déi Zitater, déi ech Iech elo hei virlesien, sinn net vu mir erfonden. Dat sinn Originalzitater vun den Här Rumsfeld, Wolfowitz a wéi se alleguerten heeschen.

Et gëtt gesot dass een dat Béist misst an engem monumentale Kampf ugoen an dass een all dat Béist misst killen. Et gëtt souguer

dovunner geschwat, dass een näischt an esou Konflikter dierft ausschléissen, inklusiv den Asaz vun Atomwaffen, en Zitat vum Här Rumsfeld, rezenterweis souguer nach. Ech kéint déi Lescht hei viruféieren. Et gëtt entre-temps, wann ee sech amüséiere wëllt, um Internet regelrecht Siten déi opgestallt gi sinn, wou déi Zitater opgeléicht ginn, déi wierklech relativ schlëmm sinn, wann een déi emol nach eng Kéier alleguerten noliest, mä déi awer gutt ënnersträiche mat wat mer hei konfrontéiert sinn.

Mir sollen eis och duerfir näischt virmaachen: Dee Konflikt Europäesch Union/USA, an entre-temps ass et jo net nëmme eleng e Konflikt Europäesch Union/USA, mä och Russland/Vereenegt Staten an och China/USA, dee geet wäit iwwer d'Irakproblematik eraus. Dat huet net nëmme mat deem Krich ze dinn am Irak, mä dat huet och mat ganz anere Froen ze dinn.

Déi nämleche Divergenzen, Konflikt- a Reibungspunkte fénnen een nämlech erëm, wann een d'Négoziatiounen am Kader vun der OMC kuckt, wou ee gesäit dass do erëm eng Kéier déiselwecht Konflikter erëmkommen. Dat féinnt een erëm, wann diskutéiert gëtt iwwer Klimaschutz an der Welt, Stéchwuert „Kyoto-Protokoll“. Dat féinnt een zréck, wann een diskutéiert iwwer den internationale Strofgerichtshaff, dee mer Gott sei Dank elo endlech zu Den Haag awer installéiere konnten, an dat féinnt een och zréck, wann een iwwer Konventiounen diskutéiert, déi d'Ächtung vun alle Massevernichtungsméttel garantéiere sollen.

Et ass esou dass ee sech, och wann een natierlech versiche muss all diplomatesch Méttelen a Weeër auszeshöpfe fir iwwer den Dialog ze versiche sech do méi nozekommen, näischt virmaache soll, dass déi Reibungspunkten do éischer méi grouss wäerte gi wéi méi kleng an deenen nächste Méint a Joren.

Et ass duerfir scho bal eng Banalität oder eng banale Feststellung, wann een an deem Kontext d'Fro opwërf, ob déi EU-Aussepolitik dann elo endlech muss esou ginn, déi den Numm och verdéngt, an net eng wéi déi, déi mer an deene leschte Wochen a Méint erlieft hunn. Net nëmme eng EU-Aussepolitik, mä och eng dementsprechend Sécherheets- a Verteidigungspolitik.

D'Schwieregkeet, déi sech natierlech stellt bei deene Froen do wéi een zu enger europäescher Aussen-, Sécherheets- a Verteidigungspolitik kënn, leien natierlech am Detail, déi leien an der Aart a Weis wéi een de Kader gesäit fir esou eng gemeinsam Politik. Do ginn d'Meenungen de Moment nach relativ wäit ausernee. A grouse Linnen ass et nach relativ einfach iergendee Schema do ze skizzéieren, mä soubal et dann ëm Detailfroe geet, da gesäit et schonn e bëssen aneschtens aus. Ech wëll vläicht vun eiser Säit aus eng Rei Iwwerleeungen haut erabringe wéi mir mengen, dass esou eng Politik misst ausgesinn.

Éischters ass et eiser Meenung no esou, dass laangfristeg d'Sécherheet vun der Europäescher Union an doriwwer eraus vun der Weltgemeinschaft net primär, kann ee bal soen, duerch eng militäresch Schlagkraft vun der Europäescher Union garantéiert gëtt. Et ass net esou, dass mer elo als alleréisch, eiser Meenung no, mussen nodenke wéi mer genau dat nämleche maache kënn wéi déi Vereenegt Staten, nämlech ons och esou e super militäreschen Apparat opzebauen an dann ze mengen, dass mer duerch esou eng Drohkuliss d'Situatioun op der Welt verännere kënnen.

Et ass éischer esou, dass d'Fäegkeet vun der Europäescher Union muss garantéieren, dass mer et fäerdeg bréngt politesch a wirtschaftlech Stabilitéit net nëmme an de Regione vun der Peripherie vun der Europäescher Union, mä

doriwwer eraus ze garantéieren, dass souzeseen d'Europäescher Union e gewëssene Modellcharakter muss kréien, deen en aneren ass wéi dee vun de Vereenegte Staten, deen nämlech net nëmme opbaut op Dominanz a Stärkt a militäreschen Apparat, mä dee virun allem opbaut op eng Rei Initiativen, déi d'Europäesch Union och an deem Kontext schonn an der Vergaangenheet geholl huet, déi eiser Meenung no de Wee weisen, deen ee muss goen.

Ech wëll der e puer opzielen, fir dat ze skizzéieren. Dozou zielen zum Beispill esou Saache wéi de Code of Conduct fir Waffenexporter, deen an der Europäescher Union an den 90er Joren decidéiert ginn ass. Dozou zielen och déi Campagné géint Anti-Personenminen, déi gemaach gi si vun der Europäescher Union. Et gehéieren esou Saachen derbäi wéi en TACIS-Förderprogramm fir Osteuropa, oder en Ofkommen mat de fréiere GUS-Staten. Et gehéieren och esou Saachen derzou wéi de Stabilitéitspakt fir Süd-Ost-Europa, dee geholl ginn ass, d'Barcelona-Ofkommen fir de Mittelmeerraum, Förderméttel fir regional Kooperatioun mat Afrika, Asien a Latäinamerika, oder och wéi zum Beispill den Hëllefprogramm an den 90er Jore fir Palästina.

Dat ass d'Réckgrat op dat muss opgebaut ginn, fir eng preventiv Friddenspolitik ze kréien. Déi dote Weeër aus der Vergaangenheet vu preventiver Friddenspolitik mussen prioritär ausgebaut ginn an ech mengen och da kënn mer et fäerdeg bréngt fir opzeweisen, dass et en anere Modell gëtt wéi deen dee mer de Moment virdemonstréiert kréien déi aner Säit vum Atlantik.

Mir mussen dofir oppassen, dass déi preventiv Politik, déi ech un Hand vun enger Rei Beispiller aus der Vergaangenheet opgewisen hunn, déi an der Zukunft sollen ausgebaut ginn, dass déi déi néideg finanziell Méttel kritt, fir dass déi ka weider ausgebaut ginn. An dass der vill sinn, dass déi substantiell sinn, dat schéngt mer evident ze sinn, an dofir muss mer virun allem oppassen, dass se net ennergruewe ginn duerch elo nei enorm finanziell Belaaschtungen, déi mer mussen opréngen duerch oniwierluechte militäresch Oprüstungspäng, déi sech eventuell elo kënnen am Äifer des Gefechts och à la lumière vum Irakkonflikt als plausibel no baussen ofzeechnen, mä wann ee se awer am Detail kuckt, sécher awer manner plausibel sinn.

Et ass evident, och mir sinn der Meenung, et brauch ee militäresch Strukturen an der Europäescher Union, mä mir mengen awer net dass déi militäresch Strukturen an der Europäescher Union dee Charakter sollen hunn oder kréien, dee se zum Beispill haut an de Vereenegte Staten hunn.

Den Ausbau oder den Opbau vun enger staarker héich operéierter EU-Arméi ass 100%eg sécher eiser Meenung no net déi éischt Prioritéit, déi een elo muss op d'Dagesuerdnung setzen an deenen nächste Méint a Joren, mä vill méi wichteg ass et fir déi Gelder ze benotze fir Konzepte ze entwéckelen, zum Beispill och fir Rüstungskonversioun ze maachen, eng Rüstungskonversioun déi weltwäit e Modellcharakter kënn hunn, wéi mer et endlech kënn fäerdeg bréngt fir Atom- oder aner Massevernichtungswaffen ganz vun der Äerdfläch ewech ze kréien, fir dass déi ganz ofgeschaaft ginn. Dat géllt iwwerens net nëmme fir déi Länner, déi mer aklasséieren als Despoteregimer, mä dass et géllt och fir déi Länner, déi dat net sinn, wéi zum Beispill d'Vereenegt State selwer oder och awer Frankräich oder Groussbritannien. Et ass esou, wa mer gären hätten dass mer net de Risiko lafen an deenen nächste Joren, zumools och elo nodeem wat geschitt ass am Irakkonflikt, dass e Striwen, eng regelrecht Course entsteet weltwäit fir un esou



Waffen ze kommen, well et jo einfach esou ginn ass entre-temps, an do kann ee jo schon éischt Indicien dovun feststellen, datt jiddferee mengt wann ech där bis hunn, da sinn ech a Sécherheet vun Attacken, par rapport zu egal wem, da kann ech och intern egal wat maachen.

Dofir muss et éischt Zil si fir mam gudden Beispill virzegoen, fir ze soen: D'Zil muss sinn déi dote Waffen insgesamt weltwäit ofzeschaffen an net um europäeschen Niveau eventuell elo nach auszubauen.

Eng gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheitspolitik därff dofir eiser Meenung no op kee Fall op dem nuklearen Ofschreckungsmodell opbauen, mä au contraire, si muss erëm opbauen, dat muss goen deen ofzebauen.

Mir sinn awer der Iwwerzeugung, datt esou eng Politik op dräi Grondprinzipie misst opbauen. Deen éischten ass deen, an dat schéngt mer am Moment emol dee wichtigsten ze sinn, datt mer mussen eng massiv Ofrüstung an d'Wee leede weltwäit oder kréien an och eng massiv Rüstungskontroll kréien, an déi muss sech op e puer Niveauë situéieren. Et ass kloer, datt eng gewandelt europäesch Aussen- a Sécherheitspolitik muss opbauen op eng Reduzéierung vun de groussen Waffenarsenaler insgesamt, a si muss opbauen op eng Emrustung vu bestehenden Truppeneeler, déi dann eben net méi géingen opbauen op esou Massevernichtungspotenzialer, mä éischer op de konventionelle Beräich. Mä dobäi muss een awer och soen, datt et domadder net duer geet, datt och dee konventionelle Rüstungsberäich enger strenger Kontroll richteg muss ënnerworfen ginn. Esou zum Beispill misst et endlech emol fäerdeg bruecht ginn datt ausgemustert Arméibestänn zerstéiert ginn, amplaz datt se ëmmer nach un dréit State weider verkaaft ginn. Do ass keen en Engel de Moment, och net an der Europäescher Unioun. Dat gétt weider mat relativem System vun alle Länner an der Europäescher Unioun gemaach.

Et ass awer och esou datt mer der Meenung sinn, datt dee Verhalenskodex fir d'Waffeliwwerung vum Juni '98 misst en integrale Bestanddeel gi vun enger gemeinsamer Aussen- a Sécherheitspolitik. Dat heescht, dee misst vill méi e verbindleche Charakter kréien, wéi dat bis elo de Fall ass.

Eng zweet grouss Achs, dat wier natierlech d'Preventioun. Bei der Preventiounspolitik muss et virun allem dréms goe sozial an ekologesch Niewewierkung vum sougenannte fräie Welthandel, déi sozial an ekologesch kollateral Schied, déi do de Moment permanent entstinn, versichen ze évitéieren an datt mer haaptsächlech eis mussen asetzen och an deem Kontext fir de Schutz vun de Mänscherechter. Et muss an der Zukunft esou sinn, datt wirtschaftlech Kooperatiouns- an Entwécklungspolitik nëmme nach enger ekologesch a soziale Standarde gemaach gétt an datt effektiv den eegennétzege wirtschaftlechen Interesse an deem Kontext absolut nowerangeg gétt. Et kann een net behaupten, datt een dee guer net méi soll a Gewicht fale loossen, mä op alle Fall muss dat Niewesaach ginn.

Fir datt mer dat awer kréien, ass et och kloer, datt mer eng Reform mussen kréie vun internationalen Institutionen, wéi dem IWF, der Weltbank, oder och der WTO. Dat sinn Institutionen déi haut gréisstendeels funktionéieren ënnert der Dominanz haaptsächlech vun de Vereenegte Staaten, mä net nëmme, a wou haaptsächlech awer am Moment déi Institutione vun deene groussen Industrienatiounen benotzt ginn. Et kann ee quasi soen, fir hir eege Wirtschaftinteressen duerchzusetzen. Dat sinn och Institutionen, déi eigentlech opge-

baut sinn op enger Situatioun vun nom Zweete Weltkrich, a vu que datt mer haut awer eng wäitgehend aner Weltsituatioun hunn, ass et zimlech kloer, mir brauchen esou Institutionen, mä déi mussen staark reforméiert ginn an an engem Sënn reforméiert ginn, wéi ech et virduresot hunn.

An dann e wichtige Punkt: Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Minderheitsrechter mussen zu allgemenge Mänscherechter ginn a si mussen effektiv dozou bäidroen, datt mer eng Stabiliséierung kréie vu krisenafällige Staaten, an et muss fäerdeg bruecht ginn des Rechter iwwerall duerchzusetzen, dat heescht och do duerchzusetzen wou een heiansdo mengt si géingen net onbedéngt deene wirtschaftlechen Interessen entsprechen, déi ee grad fir richteg hält.

Do schwätzen ech haaptsächlech d'Vereenegte Staaten un, déi an deene leschten 30, 40 Joer an der Welt ëmmer iwwerall am Numm vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet an am Endeffekt et net doréms gaangen ass, mä éischer dréms gaangen ass fir just nëmme eege wirtschaftlechen Interessen duerchzusetzen, an dann ass et of esou gewiescht, datt een Despoteregime just duerch en anereren ersat ginn ass. Dat hat allerdéngs näischt ze di mat enger Politik déi d'Mänscherechter gefördert hätt an deementsprechend d'Stabiliséierung vu ganze Staaten oder Regione gefördert hätt.

A vill Konflikter, déi mer haut hunn, sinn der natierlech och nach, déi aus där Zäit hier a vun esou enger Politik hier resultéieren.

En dréite Punkt ass, wann alles dat versot huet, muss ee sech natierlech d'Méiglecheete ginn - mir liewen nun eemol an där Welt wou mer liewen -, fir och iwwer eng Interventioun kënnen ze schwätzen, dat heescht wann all preventiv Moossnamen erschöpft sinn an erwisenermoosse massiv Gewalt géint eng Zivilbevölkerung ausgeübt gétt, da kann et duerchweege sinn datt d'Agräife vun internationaler militärescher Verbänn muss noutwendeg sinn.

Mä et ass awer d'Fro, déi ee sech muss stellen, wéi eng Mécanismen ee sech muss ginn, fir datt dat och eendeitig enger Mandat geschitt vun de Vereenten Natiounen, dat och den Numm verdéngt, datt et op eng korrekt Aart a Weis zustane komm ass. D'Entscheidung vun engem Mandat vun de Vereenten Natiounen, fir eng Interventioun ze maachen, muss geschéien a gréisstméiglecher Onofhängegkeet. Et muss eigentlech gekennzeecht si vun enger Rei Enquêtes, déi gemaach gi si vun onofhängegen Expären am Virfeld, déi bestätegen datt dat do noutwendeg ass. Et muss een och d'ONGen an esou Expertisé mat abezéien, an den Opdrag fir esou eng Interventioun muss geholl ginn an enger Situatioun, déi op alle Fall net esou stattfénnt wéi dat wat mer erlieft hunn an deene leschten dräi Méint an der UNO, am Weltsécherheitsrot, egal wéi et elo ausgaangen ass.

Ech sinn entre-temps frou, dat hat ech hei gesot bei der Debatt, déi mer haten, datt d'UNO net de Krich och nach ënnert deem ganzen Drock do effektiv justifiéiert hätt, well dat hätt menger Meenung no sécherlech zum Enn vun der UNO gefouert, an ech mengen datt mer et op déi do Aart a Weis fäerdeg bruecht hunn d'UNO glécklecherweis ze retten. Mä déi Aart a Weis wéi do virgaange ginn ass fir d'UNO enger Drock ze setzen, fir eenzel Memberpartner enger Drock ze setzen, dat ass jo esou wäit gaangen, datt eenzel carrément esouguer bespéizelt gi sinn. Ech mengen, dat ass sécherlech net d'Aart a Weis wéi mir eis virstellen, wéi enger verschiddene Konditiounen, wann all preventiv Moossnamen erschöpft sinn an d'Zivilbevölkerung massiv a Gefor ass vun engem Land, esou eng In-

terventioun kënnent decidéiert ginn. Da muss et natierlech och d'prioritéiert Zil si vun esou enger militärescher Interventioun fir Mänscheliwwen ze schützen, an op alle Fall muss alles gemaach gi fir datt déi Moossnamen, déi da getraff ginn, eventuell dann eben och militärescher, d'Zivilbevölkerung net zousätzlech duerch esou eng Interventioun nach méi grouss a Gefor bréngen, wéi wa se net géing gemaach ginn.

Och dat ass dat, wat am Irak am Moment amgang ass ze geschéien, a wou mer och der Meenung sinn, datt et ebe franchement näischt ze dinn huet mat esou enger Preventivmoossnam fir d'Zivilbevölkerung ze schützen.

An da kann ee schlussendlech d'Roll vun der UNO jo net drop beschränken, fir e militäreschen Opdrag ze verginn. Mä et ass kloer, datt éischters d'Zil vun der Interventioun muss kloer definéiert sinn, an zweetens muss duerno de Weltsécherheitsrot decidéieren, wéini datt d'Zil erfëllt ass an d'Interventioun fäerdeg ass. An och d'UNO an den UNO-Weltsécherheitsrot muss eng permanent Kontroll iwwer den Oféif vun den Interventiounen a virun allem awer och d'office duerno decidéieren, wéi d'Uerdnung an deem Land oder an där Regione soll hiergestallt ginn. Alles dat si Punkten, déi elo absolut net an deemem Konflikt hei garantéiert sinn.

Et ass natierlech kloer, wann ee sech déi doten Zilsetzung setzt, ass dat eng Herkulesaufgab an dat ass sécherlech déi Zilsetzung, déi een net vun haut op muer erreicht. Mä ech mengen datt et awer derwärt ass sech déi ëmmer kloer virun Aen ze halen, wann een elo, am Kontext virun allem hei och vun dem Irakkrich, Décisionen an deenen nächste Joren hëlt.

Mir sollen eis net vu Kurzschlussreaktiounen oder vu Reaktiounen, déi vläicht oder a priori och nach gutt klängen, a wou mer herno eréischt feststellen, datt déi awer eigentlech net déi Ziler errechen déi mer wëllen, leede loossen. Ech mengen, datt nëmme wa mer déi Grondprinzipien, eis wäitleefeg Ziler déi mer eis setzen, wat déi heite mussen sinn, déi ech opgezielt hunn, ëmmer erëm virun Aen hunn, da bréngt mer et fäerdeg, eiser Meenung no, déi Feeler do ze évitéieren an eng Aussen- a Sécherheitspolitik ze kréien, eng modern ass. Eng vum 21. Jorhonnert, déi net méi dorobber opbaut fir eenzelne Regione hir eegesënnege geopolitichesche Machtstrukturen oder wirtschaftlech Gelüsten ze garantéieren, mä fir wierklech weltwäit ëmmer méi zu enger Friddensuerdung ze kommen, déi op eng sozial an ekologesch Gerechtegkeet opbaut.

Eiser Meenung no ass et och kloer, datt d'Europäesch Unioun muss an deenen nächste Méint a Joren Virreider ginn, fir an déi do Richtung ze argumentéieren. Et gétt eng Rei Texter an Initiativen, déi entre-temps scho geholl gi sinn, eng Rei Denkestéiss, déi lancéiert gi sinn, déi éischer sympathesch fir eis sinn an an déi richteg Richtung ginn. Mir mussen just oppassen, datt mer wéi gesot déi doten Ziler an deem Kontext an deene Situatiounen net aus den Ae verléieren.

Dat dote gétt sécherlech déi zentralsten Debatt an deenen nächste Méint a Joren, déi op internationaler Ebene op eis zoukënn, niewent deenen Aspekter déi gëscherter vun der Madame Ausseministesche hei beschriwwen gi sinn, wat d'Erweiterung vun der Europäescher Unioun ubelaangt, an all den Défien déi och an deem Kontext op Lëtzebuerg zoukommen, enger anerem och am Kader vun där grousser Présidence, déi mer hei zu Lëtzebuerg kréien.

Mä ech wëll op déi Punkten net agoen, well do eigentlech vun eiser Sait aus keng Meenungsverschiddenheeten ze verzeche sinn, an eigentlech do d'Richtung, déi vu Lëtzebuerg an och vun deser Regierung virginn ass, eiser Meenung no déi richteg ass.

Mir mengen awer datt, wat deen heite Punkt ubelaangt, vun der internationaler Friddens- a Sécherheitspolitik an deementsprechend vun enger europäescher Aussenpolitik an esou engem Kontext, dat e Chantier ass, op deem nach vill Aarbecht ze maache bleibt an op deem mer och wäerte wahrscheinlech an deenen nächste Joren nach vill - hoffentlech fruchtbare - Sträit hei ënnert enee kréien. Well ech mengen, wann et mol an den Detail geet, wäerte mer awer feststellen, datt do nach vill Meenungsverschiddenheeten existéieren, net nëmme tëschent Europa an de Vereenegte Staaten, mä och an der Europäescher Unioun selber.

Ech soen lech merci.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Bausch. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt net nëmme mäi Matgefill, mä och mäin Onverständnis, mäin Ohnmachtsgefill a meng Roserei vis-à-vis vun deene villen zivilen, wéi och militäreschen Affer vum géigewäertegem Krich am Irak auszudecken.

Et ass bis elo, kéint ee bal mengen, alles sou agehuet, wéi déi gréisste Kritiker a Skeptiker et virausgesot haten. Massevernichtungswaffe vu grousser Reechwäit a verheerender Wierkung sinn zwar am Asaz, mä net do wou ee mengt. Mir gesinn all Dag hir Auswirkungen op de schreckleche Biller aus Bagdad, Basra oder Nassiria.

Par contre konnt festgestallt ginn, dass am Süde vum Irak keng Aart schiitesch IRA wunnt, mä irakesch Araber, déi ënnert den amerikaneschen an englesche Bombe wuel als allerlescht un en Opstand aus reliéise Grënn géint hir sunnitesch Landsleit denken. Emsou méi, well se dat an der ganzer irakescher Geschicht ni gemaach hunn, an éischer Ursach hätten, wéi iwwerengs och vill sunnitesch Araber a vill Kurden, fir géint deen autoritären an usurpatoresche Baath-Regime virzegoen.

Dat ass awer schwéier, well de Regime zu Bagdad huet eleng duerch deem illegale Krich, dee géint e gefouert gétt, eng nei Legitimitéit an der arabescher Welt - an net nëmme do - kritt. Dat bréngt him am Irak nei Unhänger, dorënner vill deeer, déi hien aus verständlichem Patriotismus ënnerstëtzen a bereet si fir d'Selbstbestimmung vum Irak ze kämpfen. An dat hëlt dee Regime erëm als Virwand, am Inneren nach méi brutal géint seng Géigner virzegoen, do wou en dat nach maache kann.

Gewënner vum Krich ass also elo schonn de reliéise Fanatismus, d'Repressioun, den terroristesche Léisungsversuch, den ondemokratesche Stat - an dat bei allen implizéierte Krichsgéigner. Weltwäit gétt de politesche Klima an der globaliséierter Welt, déi mer haut hunn, doduerch vergéft, an d'Welt gétt méi onsécher, méi onfriddlech a méi ongläich.

Wien d'Methodë vum israelleschen Extremismus nom Irak an nom ganze mëttleren Osten exportéiert, wéi d'USA an England dat de Moment maachen, deen ernt och ganz séier d'Friichte vun där kolonialistescher Politik, dee setzt déi ganz Géigend, och Israel, awer och Europa, groussgefoeren aus.

Och déi wirtschaftlech Logik, déi vun Ufank un hannert dem Irakkrich stoung, huet erstaunlech

séier hir Friichte gedroen. Zu de Krichsgewënner zielen haut scho Carlyle an aner Rüstungskonzerner, déi der Famill Bush no stinn, awer och den Hallyburton-Uelechkonzern vum Vizepräsident Cheney. D'Kontrakter vun der Rekonstruktioun vum Irak ware schonn ënnerschiwwen ier d'Bomme gefall sinn; de Pelz gétt schonn opgedeelt ier d'Déier doud ass.

Dir Dammen an Dir Hären, et fällt schwéier, ënnert dem Androck vun den Ereegnisser, Léieren aus der Situatioun, fir d'Lëtzebuurger Aussenpolitik, ze zéien.

Mir si sécherlech mat der Ausso vun der Madame Ausseministerin d'accord, dass den Unilateralismus, fir net ze soen den archaischen Imperialismus, dee vun der géigewäertegem Bush-Administratioun verkierpert gétt, als politesche Programm ofzeleenen.

Mir sinn och mat hirer Ausso d'accord, dass weiderhin op Fridden an Entwécklung, Dialog an Zesummenaarbecht soll gesat ginn. Mir sinn och d'accord fir iwwerall fir d'Mänscherechter ze kämpfen, déi zivil a politesch mä och déi wirtschaftlech a sozial, a mer sinn och d'accord fir dee blanne mänscheveruechtenden Terrorismus ofzeleenen.

Mä mä Skeptizismus géllt weiderhin dem bisheregen an och virussehbarem Fonctionnement vun den internationale Gremien.

Ech ginn der Madame Polfer och Recht wa se un eng Zukunft fir de Multipolarismus gleeft an och un eng Zukunft fir d'UNO. Mä dat war bis elo e schwache Multilateralismus, dee sech net prinzipiell vun der Logik vum aktuellen Irakkrich ënnerscheet huet.

Och dat massiivt militäresch Agräife géint Jugoslawien, an duerno géint den Afghanistan, iwwerengs och enger Bedeelegung vu Länner vun der aktueller sougenannter Friddensfront, hat keng oder eng zweifelhaft völkerrechtlech Basis.

A béide Fäll hat de Sécherheitsrot démissionéiert, doduerch dass e keen oder en onkloert Mandat erdeelt hat. A béide Fäll war d'Resultat an éischer Linn e brutale Bommeckrich, ënnert deem och deemools d'Zivilbevölkerung ze leiden hat, an a béide Fäll war och d'Fro vun der Proportionalitéit vun deem Krich ganz kloer gestallt.

An engem Artikel am November 2001 an der Revue „Actualité et Droit international“ huet de Professor Robert Charvin - deemools nach ee vun deene weinegen „Op-rechten“ - zum Afghanistan Folgendes geschriwwen: „L'ONU est ignorée et le Conseil de sécurité se transforme en simple chambre d'enregistrement des positions des Etats-Unis, l'absence de tout contrôle de conformité avec la charte des décisions du Conseil de sécurité, permettant à celui-ci de tout accepter par opportunité politique sans considération pour le droit.“

An den Zoustand vum internationale Recht huet deeslewechte Professor deemools scho beschriwwen als eng, ech zitieren: „... affirmation d'un „soft law“, mieux adaptée au processus de mondialisation, précédant de peu la négation pure et simple du droit: désormais ce sont les „impératifs moraux“, proclamés unilatéralement, qui fondent le recours à la force armée et des conceptions aussi régressives que le combat du Bien contre le Mal, identiques à celles justifiant les „guerres justes“ des siècles passés.“

Haut ass déi grouss Majoritéit vun den internationale Juristen der Meenung, dass de Krich géint den Irak völkerrechtswidreg ass, an zwar well e géint den aktuelle Welle vun der Majoritéit am Sécherheitsrot erfollegt ass, mä och well der UNO-Charta no kee Irakkrieg virluch, ënnert kengen Emstänn.



Ech verstinn duerfir och net wéi ee ka soen, wéi zum Beispill den Här Juncker dat viru kuerzem hei gemaach huet, dass déi juristesche Lag net kloer wier. Ech fannen esou eng Ausso hélt dem aktuelle Krich säi Charakter vun Illegalitéit a säi Charakter als Agressionskrich, wéi en an der UNO-Charta ganz kloer definéiert ass. Mat esou enger Ausso awer mécht een déi militäresche Kooperatioun méiglech, déi de Moment jo nach iwwert AWACS, d'WSA oder iwwert d'NAMSA vu Lëtzebuerg Buedem aus méiglech ass mat deene krichsführende Länner, ouni mussen u Sanktiounen zum Beispill ze denken.

Wéi geet et elo weider an där doter Fro? De Moment schléit offensichtlech nach d'Stonn vun den Unilateralisten, vum Rumsfeld a vum Perle, mä mar huele schonn erëm, mengen ech, d'Multilateralisten, de Powell, deen an den nächsten Deeg Europa besicht, d'Heft an d'Hand a versichen d'UNO nom Modell vun den 90er Jore weiderzeféieren an eventuell nach d'Charta dem aktuellen, wéi ech fannen desaströsen, Rechtsemanen unzepassen, dat heescht ze verschlechteren. Et liest een och schonn elo esou Wënsch, gedroe vu virausleidendem Gehorsam, zum Beispill an der däitscher Press: Et misst een d'UNO-Charta upassen un déi aktuell Realitéiten.

Déi UNO, wéi se an deenen 90er Joren entstanden ass, ass awer e Rabattmodell par rapport zu deenen héijen Uspréich, déi d'international Communautéit nom zweete Weltkrich u sech selwer gestallt huet, wéi se op hire Fändel geschriwwen huet: Ni méi Krich!

Et kann duerfir aus menger Siicht net drëm goe fir einfach nëmmen de schwache Multilateralismus ënnert der Féierung an ënnert der Dominanz vun den USA aus den 90er Joren einfach weiderzeféieren, mä et geet drëm fir e staarkt international Recht ze schafe bei deem déi Wäerter vu Fridden a Kooperatioun, déi d'Madame Ausseministesche an hirer Ried genannt huet, all déi aner Wäerter priméieren, och déi enk wirtschaftlech Wäerter wéi se zum Beispill vu globaliséierter Wirtschaftsgruppe vertrat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, um Enn vum Mount kommen zu Bréssel Frankräich, Däitschland, Belsch a Lëtzebuerg zesumme fir Europa militäresch méi staark ze maachen. Ech hat schonn e puermol d'Geleeënheet hei ze soen, datt mir esou eng Orientéierung ofleenen. Mir sinn och net fir den Ausbau vun der NATO a menge generell zu deem Bündnis, dass et seng Bedeutung nom Enn vum Ost-West-Konflikt agebësst huet. De Krich am Irak verlaangt net no méi Oprüstung. De Krich am Irak verlaangt no méi Ofrüstung.

Et geet net drëm fir am weltwäiten Empire Führungspositionen ze iwerhuelen, wéi dat zum Beispill de Robert Kagan, dee bekannten Auteur, dee jo d'Machtpolitik vun Amerika ganz eloquent a senge Bicher rechtfäerdigt, zum Beispill a sengem Buch „Macht und Ohnmacht, Amerika und Europa“ seet. Hie fuerdert, dass Europa an Zukunft vill méi militäresch aktiv gi misst un der Säit vun den USA. Ech fannen, dat wäeren déi falsch Konklusiounen, déi mir aus där heiter Entwécklung zéie géifen, mä ech muss leider feststellen, dass dat Treffen zu Bréssel och e bëssen an déi Richtung geet.

Wat mir haut brauchen, dat ass eng staark UNO, also mat kloeren eegene Kompetenzen, an dat sinn och zum Beispill regional Kooperationsstrukture wéi d'OSZE. National Armée wéi Militärbündnisse iwwerhaupt sollen eiser Meenung no wäitgehend opgeléist ginn an der Kooperationspolitik soll eng ganz net Bedeutung zoukommen.

Virun allem muss d'Zivilgesellschaft, mussen d'Leit a mussen déi gewielte Parlamentarier d'Méiglech-

keet kréien all kruzial national an international Entschuedungen ze beaflossen. Eng aner Mondialiséierung heescht och fir eis eng aner Welthandelspolitik, eng déi net andauernd eiser Kooperatiounspolitik Steng an de Wee leet. Och am Welthandel mussen déi sozial an ekologesch Aspekter, mussen déi Gesondheets- a Bildungsaspekter absolut Prioritéit hunn.

Mir si selbstverständlech fir d'Zesummenaarbecht, och d'wirtschaftlech Zesummenaarbecht, am Kader vun enger erweiterter EU, mä och do net virrangig am Sënn vun engem Marché unique, mä am Sënn vun enger gemeinsamer Wirtschafts- a Sozialpolitik, déi héije Standarde vun enger Entwécklung entsprécht an déi wierklech eng dauerhaft Verbesserung no uewe vun de Liewensbedingungen vun de Leit bréngt.

Et muss een awer gesi wéi schwéier et ass esou Kritären an déi fundamental europäesch an och national Texter eran ze kréien an et muss een och gesi wéi rezessiv a regressiv déi ganz offiziell Politik ass, wou et nëmmen nach drëm geet besser Profitopportunitéiten erauszuschloen fir e Kapital, dat ouni deem schonn an de leschte Joren en ëmmer méi grouss Stéck vum Kuch kritt huet.

Ofschléissend fäerte mer Auswierkung vum europäescher Sécherheitspolitik op d'Demokratie vun eise Länner. Et geet do am wesentleche jo drëm d'Festung Europa duerchlasse fir d'Kapital an impermeabel fir d'Mënschen ze maachen, déi zur Migratioun forcéiert ginn duerch en ongläichen Entwécklungsniveau an der Welt an duerch Kricher, wéi zum Beispill deem a Jugoslawien, un deene mir selwer bedeelegt waren.

Et geet bei der europäescher Sécherheitspolitik och drëm den ze erwaardende Widerstand géint déi neoliberal Politik, deen ouni Zweifel an der nächster Zäit wäert méi staark ginn, ze briechen. Ech schwätzen do zum Beispill - an domat sinn ech direkt fäerdeg, Här President - vun deenen Direktiven a Gesetze, déi ënnert dem Virwand vun der Terrorismusbekämpfung wäit iwwer hiert Zil erausgeschéissen, déi och deelweis scho verfaasst a konzipéiert gi ware virum 11. September 2001 an déi zu engem Aschränke vun der Meinungs- a Manifestationsfräiheet féieren.

Ech schwätzen och zum Beispill vum Ausbau vun der Lëtzebuerg Police, déi leider ëmmer méi zu engem Iwwerwachungs- a Repressionsapparat amgaangen ass sech ze entwéckelen, deen duerfir do ass Personalonnéen ouni konkreten Ulass ze sammelen an och bei Manifestatiounen vu jonke Schülerinnen a Schüler iwwerzeereagéieren, wéi - zum Beispill bei Perquisitiounen - keng Rücksicht méi op Dommages collatéraux ze huelen.

Domat wier ech fäerdeg. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Urbany. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.** - Merci, Här President, erlaabt mer fir d'alleréisch all den Intervenanten hei an dëser Diskussioun merci ze soen, well, ech mengen, mir haten en ongewinnnte grouss Konsens iwwert d'Aschätzung vun der internationaler Situatioun, och vun eise Moyenen a vun deenen Instrumenter, déi mer eis gi missten, fir ze versichen esou effikass wéi méiglech kënnen dorobber anzewierken.

Kee vun ons heibanne wöllt dee Krich am Irak, mä mir konnten en och net verhënnern. Ech si ganz d'accord mat deenen déi soen, datt d'Konsequenze vun deem Krich wäit iwwert de Krich eleng erausginn. Och dat ass eppes,

wou mer eis all heibannen driwwer eens waren. Den Irakkonflikt, wéi et dozou komm ass, wéi e gehandhabt gëtt, huet Grief gemaach zwëschen Amerika an der Europäescher Union, der NATO an och innerhalb vun Europa. Fir Lëtzebuerg an doriwwer eraus fir d'international Communautéit ass dat kee Moment iwwert dee mer eis kënnen freeën, au contraire, dat Ganz ass mat ville Suerge beelaascht.

Mir als Lëtzebuerg, an dat hu mer alleguer hei ënnerstrach, wesse wéi wichteg jo eng vun den Haaptfunktionen vun deenen internationalen Institutiounen ass, déi dozou bägedroen hunn, datt mir an deene leschte 50 Joer onse Wuelstand am Fridden an a Sécherheet opbaue konnten. Dat ass d'UNO, dat ass d'NATO an dat ass d'Europäesch Union. Duerfir mussen mer effektiv alles dru setze fir ze versichen déi Grief, déi gemaach gi sinn, nees mat Brécken zesummenzibréngen.

Gewëss, dat wäert net einfach ginn an där diplomatescher Efforte wäerten der hei ganz vill gefrot ginn. Ech ënnersträchen effektiv diplomatesche Efforten, well eng vun den Ursaache firwat et warscheinlech dohinner komm ass, wou mer net wollten datt et géing kommen, ass, well der Diplomatie net méi genuch Spitt gelooss ginn ass. Wa keng Moderatioun, wa keng Diskretioun, wann net d'Vesteesdemech an d'openeen Agevun deene verschiddene Partner do ass, da gëtt d'Eskalatioun vu géigesäitegen Attituden an Analyse méi liicht an et kënn méi schnell zu deem Eclat, dee mer leider an deene leschte Méint gesinn hunn.

Duerfir wäerte mir als Lëtzebuerg Regierung an natierlech, hoffen ech emol, zesumme mat villen europäesche Partner duerfir suergen an duerfir antrieden, datt mat Moderatioun, mat openeen duer goen a mat Eenegkeet nees dat virherrscht, wat esou wichteg ass a wat mer esou néideg brauchen, fir datt Europa muer, e méi grouss Europa, och nach handlungsfäeg ass. Dat do alles huet op alle Bänken Ennerstëtzung fonnt an ech soen lech och duerfir merci.

Europa, och dat war e Punkt iwwert dee mer eis eens waren, muss Efforte maache fir muer zu 25 eben och nach handlungsfäeg an effikass kënnen virzegoen, an datt déi verschidde Sensibilitéite méi wäit ausernee leien tëschen 25 Partner wéi tëschen sechs, néng, zéng, zwielef oder fofzëng, ech mengen, dat ass eng Evidenz.

Dofir sinn déi Efforte vu sech besser kennelieren, méi matene schwätzen, openeen duergoen, desto méi gefrot an an dee Kontext setzen ech och zum Beispill déi Réunioun, déi gëscht um Niveau vun de Premierer- an den Ausseminister war, mä déi awer scho virdrun eng Kéier um Niveau vun de politesche Beamten aus deene verschiddene Länner hei zu Lëtzebuerg stattfonnt hat, a wou, fir dem Här Fayot drop ze äntwerten, dee gesot huet, firwat war zum Beispill Däitschland net derbäi, wou Däitschland derbäi war, fir déi Réunioun virzereeden. Dat em wat et wierklech gaangen ass war net fir direkt Décisiounen ze huelen, mä et war fir Argumenter zesummen auszetauschen a fir op déi essentiell Punkten, déi fir ons alleguer wichteg sinn an déi mer wëllen iwwert de Konvent eraus erhalen, fir do wa méiglech mat enger géenger Stëmm ze schwätzen. Mä dat kann een awer nëmmen, wann een deem anere seng Argumenter an och seng verschidde Sensibilitéite gewëllt ass ze héieren, an natierlech hofft deen een oder anere kënnen ze iwwerzeegen.

A mir si gëscht owend zu enger Rei Punkte komm, wou mer eis

eens sinn, wou mer eis ganz eens sinn, an dat wat mer och wëllen de 16. Abrëll zu Athen dem Här President Giscard d'Estaing virdroen, dat ass datt mer d'Méthode communautaire wëlle stäerken. Dat ass datt mer den Equilibre institutionnel wëllen erhalen an dat heescht implicite, datt mer net wëllen enger Institutioun, an an dësem Fall dem Conseil européen, eng ganz aner Gewichtung ginn. Dat heescht och den drëtte Prinzip, datt mer d'Egalitéit vun de Memberstaten, wat wierklech jo eng vun den Haaptfunktionen vun der Europäescher Union ass, wëllen erhalen. Mir sinn och fir d'Transparenz an d'Liisibilitéit vun den Décisionsmécanismen vun der Europäescher Union, an do si mer eis ganz eens ginn.

En fait kann een et resümieren, an dat ass net géint een, mä dat ass fir eppes geschafft, mir wëllen effektiv net, datt d'Méthode communautaire, wat wierklech de Fong vun der ganzer Union duerstellt, op eng Aart a Weis konkurrenzéiert gëtt, déi hir Positioun géing schwächen duerch en neie Gremium, an dësem Fall dem Conseil européen, dee méi Visibilitéit kréich an à la rigueur och méi Moyenen, fir eben Europa duerzestellen, an deen awer op intergouvernementaler Methode géing schaffen. Dat wëllen déi, déi gëscht hei waren, net an dat wëllen och déi 16, déi hir Kontributioun an dem Konvent gemaach hunn, net. Mir mussen also déi Meenunge kënnen zesummen duerleeën an dat wäerte mer och maachen.

Fir nach beim Här Fayot sengen Iwwerleungen zu dem Konvent ze bleiwen am Elargissement, Dir hutt gefrot, wéini datt déi Campagne dann elo géing ufänken, endlech, vun där mer jo esou oft geschwat hunn. Ech kann lech do berouegen, déi fänkt den 10. Mee an de Lëtzebuerg Medien un a muer geet och eng éischt Equipe vu Journalisten an déi éischt vun deene Länner aus dem Elargissement. Dat leeft also.

Ee vun deene Punkten, déi natierlech gëscht och net ausdiskutiert gi sinn, mä wou gefrot ginn ass wat den Zweck vun där Initiativ wier, déi vun de Belsch ausgaange wier, wéi mer da wëllen erugeen un déi Belsch Initiativ fir an der Politique extérieure de sécurité et de défense méi enk zesummen ze schaffen, kann ech nëmme soen, datt déi Initiativ ganz kloer sech an d'Aarbechte vum Konvent areit, a kee besser wéi den Här Fayot weess jo, datt eben am Kader vun dem Konvent schonn eng franséisch-däitsch Propositioun genau an deem Sënn virbruecht ginn ass an datt de Groupe de travail, dee sech eben em d'Politique extérieure et de défense këmmert, hei eng ganz Rei Propositioune gemaach huet, déi an déi Richtung ginn, déi mir dann och wäerten den 29. an enger Réunioun, wou déi véier Länner dann elo am Ufank, mä et sinn der awer vläicht bis dohinner nach anerer, déi dozou kommen, wäerten diskutieren, an déi Réunioun ass um Niveau vun de Premier-, den Ausseministern an de Ministres de la Défense, a mir wäerten déi Propositioune, déi bis elo, wéi gesot, scho virgeluecht gi sinn, ganz intensiv kucken, an den Zweck ass ganz evident. Mir wesse jo, an déi Feststellung datéiert elo net nëmme vum Irakkrich, mä scho wäit virdrun, datt an Europa déi verschiddene Efforten um Niveau vun de militäreschen Efforten a vun den Arméien net wierklech gutt koordinéiert sinn, an datt déi Moyenen, déi dragestach ginn, net wierklech esou effikass kënnen ubruecht gi wéi se kënten.

Den Här Henckes huet plädéiert fir méi e groussen Effort um finanzielle Plang a militäreschen Ausgaben. Ech kann nëmme soen, do läit Europa effektiv ganz, ganz wäit vun deenen amerikaneschen Efforten ewech, an an deene leschte fënnf Joer huet de Gruef sech och do enorm ausernee gedinn. Nëmme

ee Chiffer, deen a Milliarden Dollar geet. Amerika huet 2001 284,5 Milliarden Dollar ausgi fir den Effort militaire.

Ganz Europa zesummen, also déi 15, ginn der 126 aus. Dat ass manner wéi d'Halschent. Wann een also géing mengen, et kënn een hei konkurrenzéieren, ech mengen da wier den Effort ganz grouss, deen ee misst maachen, an dorun denkt u sech keen, well dat wier en Effort, deen och eis Opinions publiques net gewëllt wiere matzemaachen. Do sinn ech mat deenen allermeeschte Punkten, déi den Här Bausch hei opgezielt huet, d'accord. Ech mengen, mir gesinn effektiv, an ech hunn dat gëscht kloer hei gesot, Europa huet sech vun der Muechtpolitik lassgemaach, esouwuel an Europa selwer wéi och iwwer Europa eraus.

Mir gesinn eis Aussepolitik net sech nëmmen duerch militäresch Mëttele bestätegen. Gewëss si hunn, a besonnesch an Zäite wou mer wesse wéi eng Gefor Terrorismus heescht, heescht och datt mer mussen Efforte maachen, fir eben zesummen deem Fléau entgéint ze kommen, mä mir wëssen awer och, datt een deem Fléau nëmme kann entgéint kommen, wann een op enger ganzer Rei aneren Achse schafft. Dat ass ganz besonnesch dee vun der Entwécklungshëllef an dat ass dee vun der Ennerstëtzung vun deene Länner, wou de Moment effektiv net Demokratien herrschen, fir deenen ze hëllefen op en anere Wee vu Statsform ze kommen. Dat ass zum Beispill jo dee grouss Friddensmouvement, deen an Europa elo de Moment stattfennt, wou, wann déi zéng Länner derbäi kommen, Länner, déi nach virun zéng Joer a ganz anere Regimer gelieft hunn, déi net demokratesch waren, déi zouen Ekonomie waren, dat ass jo dee positivsten Aspekt vun deem Ganzen. Esou kënnen mir hëllefen an esou stelle mir ons och ons Aussepolitik vir.

Mä dat do si ganz vill Elementer, vun de Petersbergmissiounen guer net ze schwätzen, mä ech mengen, dat sinn Diskussiounen, déi mer mat dem Défenseminister maachen. Ech kann op alle Fall soen, well ech dat och mat dem Défenseminister geschwat hunn, wa mer emol méi weider an deenen Diskussiounen hei komm sinn, well den 29. Abrëll wäerte mer hei méi kloer gesinn an eben och méi konkret Propositioune op den Dësch kommen, da si mir och gäre bereet hei eng Diskussioun ganz prezis doriwwer ze féieren, well et ass villes ze soen, an et si vill Elementer, déi hei derzou bäidroen. Ech kann op alle Fall nëmme soen, datt déi Propositioune, déi vun Däitsch-Franséische virgeluecht gi sinn, eng Rei Elementer bëinhalten, déi natierlech och zum Beispill drop ausgeinge goen, datt een eng Agence européenne de l'armement et de la recherche stratégique géing maachen, datt een dat Material, wat een akeeft, zesumme géing akafen. Dofir muss et net méi deier ginn, au contraire, mä et kann awer méi effikass sinn. Dat sinn déi Elementer op déi mir déi do Politik wäerten opbauen, an ech mengen och do hat ech d'Gefill wéi wann dat hei, ausser elo den Här Urbany, op eng grouss Ennerstëtzung géing stoussen.

Den Här Henckes huet mech gefrot, wat dann elo meng Meenung wier iwwert de CAG, ob dee sollt gespléckt ginn oder net, ob et soll engersäits iwwert de CAG, Conseil Affaires Générales, dee sech em déi horizontal Dossiere soll këmmern an deen aneren, dee sech em d'Politique extérieure géing këmmern. Ech muss em do soen, datt hu mer elo schonn. Dat ass elo schonn eng vun de Konklusiounen vun dem Conseil vu Sevilla, mä et gëtt awer nach ëmmer vun deenen nämlechte Leit gemaach, et ass just am Agenda, moies gëtt dat eent gemaach an nomëttes dat anert, oder ëmgekeiert.



Ech muss och soen, an ech maache keen Heel doraus, datt ech déi Opdeelung am Fong ni, d'Opdeelung am Agenda schonn, vun de Missiounen net wierklech konnt novollzéien. Dat war och ëmmer d'Lëtzebuerger Positioun, mä mir kënnen awer net anere Länner, déi nach vläicht ganz aner Aufgaben a Kompetenzberäicher hu wéi mir, virschreiw wéi e Minister si elo dohinner schécken.

Op alle Fall, déi puer Méint wou mer dat elo hei exercéieren, muss ech zwar och soen, datt et net onbedéngt duerch eng terribel Effektivitéit gekennzeechent ass, well mir hunn zum Beispill an eise Conseil och Développementsfroen. Da kommen d'Développementsministèren och dohinner. Wéi do, wéi hei gétt den Timing net ëmmer ganz genau agehalen, an dann ass oft stonnelaangt Waarden no Verschiebungen. Also ech mengen, hei ass nach villes ze iwwerleeën, mä meng Meenung war nach ëmmer, an dat ass net nëmme meng, mä dat ass och déi vun der Lëtzebuerger Regierung, datt een dat do soll esou am Fong zesumme-loossen. Et soll een dat zesumme-loosse wat zesumme gehéiert, mä mir verschléissen eis do awer net organisationellen Neierungen, déi anere vläicht méi favorabel sinn a méi entgéint kommen.

Ee vun deene Punkten heibannen, wou och déi meescht Stellung driwwer geholl hunn, a wou ech och do ka mat Satisfactioun feststellen, datt mer eis am Fong eens sinn an der Analys, dat ass dee vun dem Siège. Ech konnt just feststellen, datt dat, elo wou mer den Accord mat der Kommissioun konnten ofstëmme, am Fong ganz schnell iwwert d'Bühn gaangen ass. Ech ka mech just hei erënnere, datt ech x-mol hei op der Tribün stoung a mech wierklech hu misse verteidegen, datt net géingen honnerte vu Plazen ofgezu ginn. An elo wou mer et faerdeg bruecht hunn, datt honnerte vu Plazen dobäi géinge kommen, elo ass et mat engem Saz faerdeg. Mä ech sinn awer d'accord, wann et ënnert dem Stréch gutt geet, da loosse mer dat.

■ Une voix.- Dat ass d'Lous!

#### (Interruptions)

■ Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Dat ass esou. Ech wëllt dann awer nëmme nach

eng Kéier ënnersträichen, datt mer et net nëmme faerdeg bruecht hunn, datt mer honnerte Plazen ofgeséichert hunn an datt mer der honnerte bäikréien, mä datt et och iwwer 2004 déi 3.400 sinn - an net nëmme déi, do kënnt den normalen Zouwuess vun Elargissement nach derbäi. Also et sinn net nëmme déi 3.400, et sinn all déi Servicer, déi souwiesou hei zu Lëtzebuerg sinn an déi duerch den Elargissement zouhuelen, an déi si mol net an deenen doten derbäi, dat dote sinn nëmme déi vun deene Servicer, wou mer speziell driwwer diskutéiert hunn.

Mir hunn net nëmme derbäi kritt, mä mir hu virun allem - an dat muss ech awer hei soen - en ofwäerts Trend, eng Erosioun vun Lëtzebuerger Site gestoppt; an dee war an deene leschten zéng Joer ganz grave. Ech ginn lech nëmme zwou Zuelen. Hei zu Lëtzebuerg waren am Joer 1991 2.407 Beamte vun der Kommissioun - ech schwätzen elo nëmme Kommissioun - an zu Bréissel waren et der 9.598, dat ass grosso modo ee Véirel. 2000 war déi Proportioun awer op ee Fünftel ofgesackt, dat heescht mir haten der nach 2.699 an entre-temps waren et der zu Bréissel awer 12.521. Dat heescht an zéng Joer hat et sech hei net nëmme net stabiliséiert, mä et war wierklech eng konsequent Erosioun. Mir hunn dat also gestoppt an, wéi gesot, och nach drop opgebaut. Ech si frou, datt dat ënnert dem Stréch begréisst gétt an ech wäert och an deenen Efforten, déi mer bis elo do ënnerholl hunn, weider maachen.

#### (Interruption)

Neen, ech wëll et wierklech bei de Realitéite loosse. Mä et muss ee se ebe sou huele wéi se sinn, vun alle Säiten. Dofir muss ech och d'Realitéit vun Europaparlament unerkennen, datt mer déi Décisioun, déi do geholl ginn ass, fir d'Direction IV ofzéien, net kënnen einfach esou hinhuelen. An ech mengen a mengem Text war ech engersäits kloer an diplomatesch genuch fir ze soen, datt mer de Moment analyséiere wat déi richteg Äntwert op esou eng Décisioun ass, déi mer awer net kënnen esou hinhuelen.

Ech wëll och hei nach eng Kéier dat kloer soen, wat ech an der Kommissioun schonn x-mol gesot hunn. Ech kann déi Argumenter, fir ze soen, ma da loosse mer d'Euro-

parlament dach, kënnen mer dann net dorop verzichten a meng mer géifen eppes Comparables am plaz kréien, net novollzéien, well et näischt Comparables gétt.

Ech mengen mir wëssen, datt mir hei zu Lëtzebuerg incomparablement méi Europafonctionnairen hu wéi all déi aner Länner aus der Europäescher Unioun. A wa mer do mengen - well dee Moment kéime mer jo op Décisiounen, déi misste vun deenen anere Staten och gutt geheescht ginn - mir géinge vun deenen eng Kompensatioun kréien, ëm 1.500 oder 1.600, wéi et elo ass, déi vergläichbar wier, da kann ech déi Dreem net novollzéien, well ech gesinn net, wou mer déi kënnete kréien, mä ech gesinn awer ganz kloer, datt mer eis nach oft wäerte mat där Situatioun hei ausenaner setzen. Ech kann lech just garantéieren, datt mer dat net op d'licht Schéller huelen an datt mer all Efforte wäerte maache fir dat esou ze suivéiere wéi mer eben och déi aner Dossiere suivéiert hunn.

Wat elo de Käschtepunkt ubelaangt, mengen ech, ass dat effektiv eng Fro déi besser an enger Kommissioun ze stellen ass, oder soss eng Kéier wou een Zäit huet sech virzebereeden. Ech wëll just hei soen, dass et jo net sou ass wéi wann déi fir näischt géingen zur Verfügung gestallt ginn. Do gi Locatiounspräisser bezuelt an déi Locatiounspräisser gi vun deem Comité de coordination ausgehandelt a sinn och vu Plaz zu Plaz verschidden. Ech kann lech a ce stade effektiv onméiglech soe wat e m<sup>2</sup> op där enger Plaz kascht oder op där anerer Plaz, mä do ass awer näischt ze verstopen. Op alle Fall, wann een eng Kéier ënnert dem Stréch géing rechnen, da muss een awer nach ganz villes mat arechnen, wat déi Presenz vun eben Europa fir d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg an der Welt duerstellt.

An dann ee Punkt nach. D'Présidence, wou ech och heibannen eng grouss Ënnerstützung fir den Ausseministère gespiert hunn. Mä ech mengen, dat ass esou evident, an ech kann nëmme den Appel nach eng Kéier maachen, dat, wat op ons duerkënnt - a wann ech soen ons, da mengen ech net nëmme den Ausseministère, da mengen ech all d'Lëtzebuerger Verwaltungen an och all d'politisch Responsabilitéitsträger - ass ganz grouss.

Den Här Wiseler huet gefrot, wéi dat géing zesummen harmonéieren. Dat harmonéiert. Dat gétt zesummen organiséiert an där nächster, sou wéi et an deene leschte war. Net méi spéit wéi muer de Mëtten hu mer nees eng Réunioun, wat mer nenne "Correspondants européens", dat sinn déi Leit déi an all Ministère sech eben ëm europäesch Dossiere këmmere, fir genau kënnen opzeziele wat op ons duerkënnt, wat bei deenen engen a wat bei deenen aneren d'Prioritéit huet.

An da muss mer all zesumme kucken, wou mer d'Leit hier kréie fir déi verschidde Comitéen ze présidéieren. Well dat geet net mat zéng oder zwanzeg duer, dat geet an d'Honnerte vu Comitéen déi do mussen présidéiert ginn, an do ass wierklech jiddferengem seng Mathëllef - dee se ka leeschten an dee se wëll leeschten - wëllkomm, a bis elo kann ech och nëmme feststellen, datt d'Bewosstsinn op alle Säite besteet, datt hei eppes Grouses op ons duerkënnt.

Wat d'Prioritéiten ubelaangt, déi stelle mer zesumme mat all de Ministèreen op, déi ginn net vun Ausseministère eleng décidéiert, déi gi vun de Ministèreen decidéiert. Wann international Konferenzen op ons duerkommen, da mussen d'Ministèren, déi à la rigueur dovou betraff wäeren, eis soen, ob si dat kënnen maachen oder net, ob si et wëlle maachen an ob si d'Leit hunn. A wa jo, da kënnen mer et zesummen ugoen, a wann net, dann ass et onméiglech fir den Ausseministère, dat eleng ze maachen.

Dofir ass d'Kollaboratioun do ganz enk a ganz kloer. Déi Préparatioun leeft och wéi gesot zesummen, an déi leeft och schonn zënter zwee Joer, besonnesch wat zum Beispill d'Informatik ubelaangt, do hu mer net op haut gewaart, dat leeft schonn zënter zwee Joer. Dat eenzeg wat ech bedauern, datt awer nees versicht gétt, ad ominem hei Argumenter virzebréngen.

Et gétt net ee Beamten dee bezuelt gétt fir näischt ze maachen. Ee Beamten deen net do ass, deen ass net do well e krank ass a well e krankgeschriwwen ass. Datt dat sech erauszitt, datt dat onglécklech ass, datt mir déi alleréischtsinn, déi dat bedauern, dat ass evident, well e Mann deen iwwer zwee Joer net do ass, dee kann iwwer zwee Joer net eng Aarbecht maachen.

Awer wat eben och schlëmm ass, dee Posten ass awer besat, dat heescht e kann och net vun engem aneren iwwerholl ginn. Mir hunn alles bis elo gemaach, an ech hoffen, datt mer och mat de Gerichter - well do si mir net méi eleng, do sinn d'Gerichter, déi si mat där Matière befaasst - dohi kommen. Mä, wéi gesot, dat huet seng Plaz net hei an dat ass, wéi gesot, ee Punkt erausgeholl.

Néierens, a kengem Ministère ginn et genetesch perfekt Mënschen, ech kann nëmme soe mat deene wou ech muss schaffen a wou ech gäre schaffen, kann ech wierklech an engem ganz grouse Mooss en Asaz an en Engagement feststellen, deen ech nëmme kann extrem beluewendend ervirsträichen, an ech wënschen datt mer deen och hunn.

An ech géing elo am Fong schonn hei gären deen Opruff maachen deen, wann Dir lech gutt erënnert, bei der leschter Présidence vun der Opposition gemaach gi war, an ech kennen déi Leit par hasard, déi déi leschte Kéier, wéi mer d'Présidence haten - d'Opposition -, gesot haten, datt se während deene sechs Méint wou d'Présidence wier géinge mathëllef fir de Beamten, déi de gréissten Deel vun deem Effort maachen, net onnéideg nach méi Aarbecht opzeleeschten a sech géingen zréckhalen.

#### (Interruptions diverses)

An egal wien an der Opposition ass, wat déi Présidence ugeet, kann ech nëmme un d'Häerz leeën, sech un deem Opruff vun 1997 e Beispill ze huelen.

Ech soen lech merci am Virus fir Är Ënnerstützung.

■ M. le Président.- Merci, Madame Polfer. Domadder ass eisen Débat iwwert d'Aussepolitik faerdeg.

Déi nächst Sitzung hu mer muer de Mueren ëm néng Auer. Do geet et dann ëm de Projet de loi 5024 mam Rapporteur, der Madame Nelly Stein.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Bis muer de Mueren. Merci.

(Fin de la séance publique à 17.29 heures)

JEUDI, 3 AVRIL 2003

47<sup>E</sup> SÉANCEPrésidence: M. Jean Spautz, Président  
M. Nico Loes, Vice-Président

## Ordre du jour

- 5024 - Projet de loi modifiant
  - la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la "Fondation Henri Pensis" et modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
  - la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et transposition de la directive 2001/38/CE du 5 juin 2001 modifiant la directive prémentionnée
  - la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé "Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster"
 

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
- 4949 - Projet de loi relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg

- 4857 - Projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1999

(Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

- Ordre du jour
- 4966A - Projet de loi portant approbation
  - du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997;
  - de l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987

4966B - Projet de loi sur le transfèrement des personnes (Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Luc Frieden et Charles Goerens, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung nach eng Kommunikatioun ze maachen?

#### (Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo zur Diskussioun vun dem Projet de loi 5024 iwwert déi finanziell Bedeelegung un der Fondation Henri Pensis an um Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn geschriwwen: déi Häre Fayot, Krieps, Greisen a Garcia. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein.

1. 5024 - Projet de loi modifiant

1) la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la



„Fondation Henri Pensis“ et modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et transposition de la directive 2001/38/CE du 5 juin 2001 modifiant la directive prémentionnée;

3) la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“

#### Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice. - Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, Madame Minister, Kenner vun der classescher Musek zu Lëtzebuerg wëssen, datt den Orchestre philharmonique du Luxembourg, kuerz OPL genannt, ouni Zweifel e kulturellt Aushängeschild vun eisem Land ass. Et ass en Orchester dee sech schonn zënter 1933 um internationale Plang en Numm erspillt huet. Dat duerch grandios Interpretatiounen vu Wierker vu grousser classeschen an zäitgenossege Komponisten a Komponistinnen. Fir mir mech ass et ëmmer nach esou, dass ech ënner Komponisten alles drënner verstinn.

#### (Hilarité)

Et steet duerfir ausser Zweifel, datt Dirigente wéi den Henri Pensis, Carl Melles, Louis de Froment, Leopold Hager an David Shallon den OPL zu deem geformt hunn, wat en haut ass.

Säit September 2002 ass de britesche Chef Bramwell Tovey neie Chefdirigent a féiert d'Traditioun vun de groussen Dirigente vum OPL weider. D'Saison 2002/2003 ass säit September amgaangen an dauert bis de Juli 2003. Vun Oktober 2003 un ass den OPL och erëm an der Enceinte vum neie Stater Theater ze fannen.

Duerch Tourneen a Concerten am noe wéi och am wäiten Ausland huet sech den OPL zur Spëtzt vum Lëtzebuurger Kulturlieden entwéckelt. Och fir d'Joer 2003 sinn Tourneen programméiert, déi den OPL ënnert anerem an Europa an an dat fernt Asien féiert, mat de Statiounen China, Macao a Korea. Last but not least huet den OPL duerch seng Opnahme vu Wierker vum Iannis Xenakis, Arthur Honegger, Francis Poulenc oder Ernest Bloch och Anzuch fonnt an d'Lëtzebuurger Hifi-Anlagen. Et sinn Enregistréierte Revuë gutt Kriticke kréien a wou den OPL schonn op eng stattlech Zuel vun Auszeechnunge kënn.

Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, well et sech an der Haaptsaach ëm déi finanziell Participatioun vum Stat an der Fondation Henri Pensis handelt, wëll ech de finanzielle Kontext vun deem Projet nach eng kéier unhand vun e puer Zuele méi daitlech maachen. D'Dépensé fir 2003 belafte sech fir den OPL op e globale Montant vun 12,2 Milliounen Euro. D'Joer 2003 ass virun allem duerch den Ausbau vun der Presenz um internationale Plang gepräegt. Duerch Tourneen ënnert anerem an Eisträich, an dat besonnesch zu Wien, Italien an Däitschland, esou wéi am asiatische Raum, ginn d'Käschte fir den OPL an d'Luucht.

De Stat participéiert géigewäerteg mat engem Betrag vun 10 Milliounen Euro. Nëmmen ongeféier 20% vun den Dépensé ginn duerch eege Recetten, dat heescht virun allem duerch de Verkauf vun Entreesbilljeeën an Abonnemente ofgedeckt. De Loyer an der Villa Louvigny beleefte sech jährléich op 500.000 Euro ouni Chargen. Déi 50 Concerten, déi an eisem Land, bei eis also, stattfannen, bedeiten e Käschtepunkt, dee sech op 1,4 Milliounen Euro beleefte. Déi 23 Concerten, déi am Ausland programméiert sinn, belafte sech op 2 Milliounen Euro. Dobäi kommen déi fix Käschten, déi sech am Ablack op 8,2 Milliounen Euro belafen, esou wéi d'Fonctionnementskäschten, wéi beispillsweis d'Chefs d'orchestre, d'Solisten oder d'Déplacementer, déi sech op 4 Milliounen Euro belafen.

Wat d'Recetten iwwert de Sponsoring ubelaangt, esou ass festzhalen, datt d'Kontrakter mat der SES a mat der BGL op en Enn gaange sinn. Am Ablack ass den OPL amgaang mat neie Partnere Konventionen auszehandelen, Konventionen déi awer nach net sprochräif sinn.

Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, den OPL huet der Kommissioun matgedeelt, datt en Taux d'autofinancement vun 30% erreicht gi kann. Am gläichen Otemzuch huet hien awer och ze verstoe ginn, datt, wann et eleng ëm d'Kritäre vun der Rentabilitéit goe soll, d'Präisser vun den Entreesbilljeeën substanzuell missten an d'Luucht goen. Et ass virun allem de Verkauf vu Lizenze fir Disquen, esou wéi de Verkauf vun den Disqueselwer, dëst iwwerwiegend am asiatische Raum, wat an der Haaptsaach zur Image de marque vum Orchester bäidréit.

D'Performancé vum OPL esou wéi déi finanziell Situatioun vum Orchester sinn de Kontext an dee sech diesen Text integréiert. De virleierende Gesetzestext ännert d'Artikelen 2, 3 a 4 vum Gesetz vum 19. Abrëll 1996 iwwert déi staatech finanziell Participatioun an der Fondation Henri Pensis, wou de Stat jo och Grënnungsmitglied ass.

Déi staatech Participatioun an der Fondatioun gëtt no den neien Dispositionen op 11 Milliounen Euro fixéiert. Domadder gëtt och d'Gesetz vum 4 Dezember 1967 iwwert d'Lounsteier ofgeännert. Zu gudder lescht ginn e puer Ännerunge redaktioneller Natur an de Gesetzestexten vum 9. Januar 1998 a 24. Juli 2001 virgeholl, op déi ech awer net méi wëll an och net méi brauch zréckzekommen, vu dass d'Kommissioun an de Statsrot alles souwisou guttgeheescht hunn.

#### (Interruption)

De Rescht. Dat ass jo nëmme e ganz klengen Detail, Hâr Fayot.

De virleierende Gesetzestext ass den 12. September 2002 vun der Ministerin fir Kultur, Héichschoulen a Fuerschung, der Madame Erna Hennicot-Schoepges, an der Chamber deponéiert ginn. An der Sëtzung vum 13. Januar 2003 huet d'Kommissioun den Text an dem Statsrot säin Avis vum 10. Dezember 2002 ënnert d'Lupp geholl. De schréffleche Rapport ass an der Kommissioun de 24. März presentéiert, analyséiert an adoptéiert ginn.

Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, am Januar 1996 ass déi privat Fondatioun Henri Pensis an d'Liewe geruff ginn, fir d'Gestioun an d'Promotioun vum OPL ze assurieren. Laut dem Gesetz vum 19. Abrëll 1996 ass déi initial staatech Hëllef op e Montant vun 10 Milliounen Frang festgesat ginn. Déi jährléich Hëllef aus dem Statsbudget ass op e Montant vun 225 Milliounen fixéiert ginn, wou nach eng complémentäre Hëllef vu 75 Milliounen eiser aler Frang dobäi komm ass. Déi global Hëllef errechent sech also aus diesen Zuelen a beleefte sech op ronn 8,07 Milliounen Euro. De Betrag, deen am

Budget fir 2003 agedroen ass, beleefte sech op 10,55 Milliounen Euro, dat heescht ëm bal en Drëttel méi héich wéi déi global Zomm, déi am 96er Gesetz virgesinn ass, wat géint déi gesetzlech Basis verstooss huet.

Doriwwer eraus ass de Kredit, deen am Budget virgesinn ass, en net limitative Kredit. De Statsrot huet an deem Kontext säi Befrieden iwwert de Raisonement vum Législateur ausgedréckt, deen am Exposé des motifs de Rapprochement vum Stat mat den Etablissements publics ervirgehuewen huet. Während beim 96er Gesetz d'Regierung sech géint d'Schafung vun engem Etablissement public déciéiert hat, deemno och géint dee vum Statsrot.

An deem Kontext huet de Statsrot duerfir och den Artikel 99 vun der Verfassung invoquéiert, wou geschriwwen steet: „Aucune charge gravant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale.“ De Statsrot ass der Meinung gewiescht, dass dës Dispositionen och bei dëser Gesetzesvirlag spille muss an net duerch e Renvoi am Artikel 2 op en net limitative Kredit am Budget 2003 iwwergaange ka ginn.

Déi héich Kierperschaft huet dofir eng formell Opposition ugekënnegt an deem Fall wou d'Proposition fir eng Textännerung, wéi se vum Statsrot proposéiert ginn ass, net zréck behale géif ginn.

D'Regierung huet sech bereet erkläert fir e limitéierte Kredit am Text ze verankeren, dee sech no den neien Dispositionen op 11 Milliounen Euro beleefte. Dee Kredit huet keng Répercussioune op de Budget 2003, well deen ageschriwwene Kredit déi gesetzlech fixéiert Limite net iwwerschrëtt, par contre hält d'Regierung un enger privater Fondatioun fest.

Ech wëll nach e puer Wierder iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun verléieren, déi, wéi et sech fir eng parlamentaresch Kulturkommissioun gehéiert, an engem gudde a kolleegiale Klima iwwert d'Bühn gaange sinn. Merci de Beamten aus dem Ministère. Och merci de Leit aus dem OPL, déi eis déi néideg Informatiounen ginn hunn. D'Madame Hennicot huet an der Kommissioun nach eng kéier preziséiert, datt d'Regierung un enger privater Fondatioun festgehalten huet, fir ze verhënnern datt den OPL zu engem Satorchester géif ginn. Eng privat Struktur erméiglecht doriwwer eraus och een Deel vun de Käschten iwwer Sponsoren ofzedecken. Wat de Sponsoring en tant que tel ubelaangt, sou erhofft sech d'Kommissioun, datt et zu engem neien Elan kënn, wann de Concertsall Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ageweit gëtt. D'Kommissioun huet doriwwer eraus d'Hoffnung zum Ausdrock bruecht, datt d'Etüd iwwert de Mécénat geschwënn ofgeschloss gëtt, fir Kloerheet an deem wichtige Dossier fir déi Lëtzebuurger Kulturzeen ze kréien.

Mam Appel fir diesen Text an där Form ze stëmmen, wéi mer en elo virleien hunn, a mam Accord vu menger Fraktioun, schléissen ech mäi mëndleche Rapport a soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Hâr Ben Fayot agedroen. Den Hâr Fayot huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP). - Hâr President, den Appel vun onser Presidentin vun der Kulturkommissioun wäerte mer selbstverständlech héieren a mir soen hir och merci fir déi ausféierlech Duerleeung vun deem Projet. Mir wäerten déi Finanzsprëtz fir den OPL

iwwert d'Fondation Henri Pensis matstëmmen. Dir erlaabt mer awer trotzdem eng Partie Remarken.

Déi éischt Remarque hunn ech schonn an der Kommissioun gemaach, ech wëll se awer hei nach eng kéier soen. Dëst ass eigentlech vun der Form hier e komescht Gesetz, well dräi ganz verschidde Saachen dra sinn. Engersäits natierlech déi Finanzsprëtz fir d'Fondation Henri Pensis, dann eng Korrektur vun engem anere Gesetz an en plus nach d'Transpositioun vun enger Direktiv.

Ech muss lech soen, et huet mech eigentlech gewonnen dass de Statsrot, dee jo awer oft Kommaë réckelt, fir esou formal Saachen eigentlech keng Remarque iwwreg hat. Ech muss och soen, dass den Titel vum Gesetz relativ komesch ass, wann een do liest, dass mer hei e Projet de loi hunn „modifiant 1) la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle...“ Dat ass als Formulatioun net ganz glécklech an ech mengeschon, dass mer an der legislativer Aarbecht vläicht e bësse méi opmierksam sollen an Zukunft sinn.

Hâr President, de Radiosorchester, wéi e fréier genannt ginn ass, ass jo eng privat Affär gewiescht, well d'CLT fréier Musik gebraucht huet fir iwwer Antenne ze spillen. Dee Radiosorchester ass duerch d'Evolution vun de Medien an engem gewëssene Sënn iwwerflësseg ginn, a wéi dat sech an enger gudder privater Gesellschaft gehéiert: Wat zu näischt méi nézt, dat muss dann entweder ewech rationaliséiert ginn oder mer musse kucken, dass mer et op eng aner Manéier récupéieren. Dat ass jo 1995/1996 geschitt, doduerch dass de Stat eigentlech deen Orchester iwwerholl huet.

Et ass jo, wéi d'Madame Presidentin elo just gesot huet, deemools d'Fro gewiescht: Mir wëlle keng Statskultur, mir wëlle kee Satorchester, wat solle mer maachen? Et sollten d'Vertuë vun der Privatinitiativ profitéiert ginn an d'Dier sollt opgemaach ginn an enger Zäit vu grousser wirtschaftlecher Expansioun a vu grousser finanzieller Aisance fir Sponsoren an och d'Eraspille vu Recetten. Dëst huet sech jo awer bekanntlech als Trugschluss erweisen an den Eclat vun dem Hâr Statsminister iwwert de Sponsoring an deem Zesammenhang ass jo nach an der Erënnerung vun ons alleguerten.

Finalement hu mer elo mat deem Gesetz am Fong eng nei Form vu Gesellschaft geholl. Mir hunn eng privat Stéftung mat enger gesetzlech festgeluechter Budgetdotatioun. Wann een dee prezise Fall hei kuckt, ass dat ze akzeptéieren, well et huet sech erausgestallt, dass déi Leit, déi an där Stéftung sinn, gutt a seriö Aarbecht maachen an och eng strikt Finanzéierung flegen. Do ass eigentlech näischt drun ze soen. Et ass trotzdem, mengen ech, eng Iwwerleeung wäert, Hâr President, an ech wär frou wann d'Madame Minister kënn e Wuert dozou soen, wéi an Zukunft déi net voll staatech, respektiv privat Strukture par rapport zum Stat fonctionnéieren, respektiv kontrolléiert ginn.

Mir hu jo an der Kultur och eng Partie Etablissements publics. Hei hu mer eng Fondatioun, also eng privat Stéftung mat öffentleche Gelder. Dat gëtt e bësse vill mat der Zäit an e bësse vill Duercherneen, an ech wär wierklech frou wa mer do kënten ons mol eng kéier, och an der Kulturkommissioun, driwwer ënnerhalen. Hâr President, dat wier eng gutt Aufgab fir mol eng kéier sachlech an der Kulturkommissioun iwwert d'Strukture vun dem Kulturschaffen an dem Kulturförder ze schwätzen, fir ze gesi wéi mer et fäerdeg bréngen, do wou de Stat awer de gréissten Deel vun de Fräen dréit an déi meescht Suen eragëtt, wéi mer also de staateche Subventionnement mat

der Öffnung op d'Zivilgesellschaft, op d'Privatinitiativ kënnen verbanne a Kloerheet schafen.

Dat waren, Hâr President, déi puer Remarken, déi ech zu deem Gesetz hei wollt maachen. Wéi gesot, mir stëmmen dese Projet, well mer och iwwerzeegt sinn, dass den OPL e wichtige Kulturträger an onsem Land ass, dass e gutt Aarbecht leescht an dass mer an deem Orchester wierklech eng formidable Visitékaart, net nëmme fir d'Land heibannen, mä och fir baussen hunn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Hâr Alexandre Krieps agedroen. Den Hâr Krieps huet d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (DP). - Hâr President, ech wollt fir d'éischt am Numm vu menger Fraktioun der Madame Stein merci soe fir hire gudden Rapport, dee mëndlechen an dee schréfflechen.

Ech schwätzen net zu de Punkten zwee an dräi vun deem Gesetz, wat am Fong nëmme en Toilettagge de Texte ass. Zum Historique vun dëser Gesetzesvirlag wollt ech e puer Wuert soen.

De Statsrot huet am Joer 1995 zum Projet 4095 beim Iwwerhuele vun dem sougenannten RTL-Orchester den Etablissement public als Gestions- an haaptsächlech als Finanzéierungsmodus virgeschloen. Déi deemoleg Regierung hat fir eng Fondatioun optéiert. Ech verweisen op déi bal konstitutionell Debatt vum Dezember 1995 an Abrëll 1996, nodeem dass de Statsrot dem Projet 4095 d'Dispens vum zweete Vote refuséiert hat. Deemools huet d'Demokratesch Partei duerch de Mond vun hirem mandatéierte Spriecher Carlo Meintz de Standpunkt vertrueden, dass den Etablissement public virzezéie wär.

Och ons gréng Kolleegen, duerch de Mond vum honorabelen Hâr Garcia, hunn am Dezember 1995 déck Geschëtz géint d'Regierung agesat a sech enthalte bei deem Vote. Ech erënneren un e puer Wierder, déi gefall sinn: Manner fir d'klassesch Musek. Dat Wuert manner koum zweemol vir, Hâr Garcia. Ech hunn Är Ried bis op déi lescht Zeil gelies. D'Wuert Kulturbudsch koum op. Ouder de Kulturbudget ass e Bluff. Dat sinn e puer erausgepickte Wierder, déi deemools gebraucht si ginn, fir haaptsächlech awer déi 30% Ausgabe fir den Orchester an d'Liicht ze réckele vum allgemenge Kulturbudget deemools.

M. Lucien Weiler (CSV). - Dann hat den Hâr Garcia e schlechten Dag deemools.

Une voix. - Awer haut nach méi e schlechten.

M. Alexandre Krieps (DP). - Beim zweete Vote, muss ech zwar soen, hunn déi Gréng an den Hâr Garcia fir dat Gesetz gestëmmt, an dat am Abrëll 1996. Souguer den distinguéierte philosophesche Philolog Robert Garcia huet sech deemools net méi gescheit, fir déi philharmonesch Philanthropie vum Stat ze ënnerstëtzen. Dat gëtt e bëssen ze vill där Philo, fannt Dir net och?

Mä ech mengen, no dem zweete Vote vum deemolege Projet stoung eppes fest, dat war dat wat all Partee wollten, dass deen Orchester iwwerliewe sollt an enger éischter Phas. An déi philharmonesch Philanthropie vum Stat sollt och ergängt ginn duerch privat Sponsoren. Déi Rechnung an déi Hoffnung sinn awer aus ganz ville Grënn net opgaangen. An den Hâr Fayot huet et scho gesot, mir erënneren un déi Sortie vum Statsminister am Hierscht. Ech gleewen nawell, dass seng Wierder méi wäit gaange sinn, aus senger Enttäuschung eraus, wéi seng Gedanken. Also wier et normal gewiescht...

(Interruption)



Wat mengt Der? Neen, dem Här Staatsminister seng Wieder, wou en haaptsächlech géint d'Banke gezunn ass, awer net géint seng favorite Entreprise, d'SES. En ass jo haaptsächlech géint d'Banke gaangen. Do huet e senger Enttäuschung Loft gemaach.

#### (Interruption)

Ech weisen awer drop hin, dass am schréffleche Kommissiounsbericht vun där Kommissioun am Februar och just d'SES als Bénéfacteur do zitéiert gëtt an net d'Banque Générale, déi och vill Mérite un deem Orchester bruecht huet. Ech hunn d'Lëscht vun de Sponsoren op den Dag vum 2. Abrëll, dat ass gëschter, a menger Mapp do, an den Annexen. Ech si gutt informéiert, Här Weiler, wéi esou oft. Mä et wier also normal gewiescht an deemem Gesetz, an dat ass fir ons normal, dass eben d'Participatioun vum Stat déplafonéiert gëtt. Et geet jo doréms.

D'demokratesch Fraktioun huet och an der Kulturkommissioun dofir plädéiert fir d'Fondatioun virubestoen ze looszen. Mir begrëssen, dass d'Madame Ministerin Hennicot déi Notioun vum Crédit non-limitatif fale gelooss huet, wat de Statsrot souwisou net akzeptéiert hätt.

D'Opstelle vun engem rigurösen, prävisionellen, jährelche Budget an eng rigurös Finanzkontroll wäerten d'Gestioun vun deem Orchester iwwer all Kritik ewechsetzen. A mat 92 Museker, a geschwéint 98, kritt deen Ensemble och e gewëssene Volume. Opfalerweis ass d'Qualitéit vun deem Ensemble an de leschte Jore mierkbar an d'Luucht gaangen.

E puer Wuert muss een och zu de Museker soen. D'Kommissioun war ganz erstaunt wéi d'Madame Ministerin Hennicot gesot huet, dass awer während bal zéng Joer deenen hir Konditiounen net verbessert gi waren, an ech erënneren dorunner och am Kontext vun anere Berufsgruppen, déi vill éischer do sougenannt mobiliséiert hätten.

Gesot gëtt och, dass an deem Orchester nëmmen 10% Lëtzebuurger sinn. Dir wësst jo säit gëschter moien, dass um allgemengen Aarbechtsmaart nëmme 35% Lëtzebuurger sinn, a vun deene 65.000 leschten Aarbechtsplaze säit 1995 nëmme 7,9% Lëtzebuurger sinn. A wann nach e puer Joer ëmginn, sinn am Orchester prozentual méi Lëtzebuurger wéi um allgemengen Aarbechtsmaart.

Souguer dat Argument vun der Léift vum Lëtzebuurger fir eng Gemengen- oder Statsplaz, entweder am Conservatoire oder an enger Schoul, géllt hei net. Hei gesäit een also net déi traditionell Wiel tëschent Fräiheet a Sécherheet.

D'Demokratesch Partei bleift fir eng talent- a leeschtungsgebonden Aarbechtsplaz, och an der Musek. Mir plädéieren, wann Nout un der Fra oder um Mann wier an deem Orchester, fir och Net-EU-Bierger den Zougank ze looszen zu deem Orchester, wat natierlech d'Permis de travail regele mussen, genau wéi an der Recherche, Här Fayot. Mir hate jo schon Osteuropäer virun 30 Joer an deem Orchester. Ech erënneren un no dem August 1968 an der Tschechoslowakei.

D'demokratesch Fraktioun wier natierlech frou wa mir dee leschte Finanzbericht iwwert den Orchester, deen de leschte Freideg am Conseil approuvéiert gi war, zougestallt krite. Ech kruz dee gëschter owend néierens um „Etat.lu“ erausgezunn. Dës rigurös Gestioun virausgesat, ass d'demokratesch Fraktioun, ënnert dem Virsätz vum Jean-Paul Rippinger, mat sech eens, deemem Projet de loi hir Zoustëmmung ze bréngen.

Ech soen lech merci.

#### (Hilarité)

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Grei-

sen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

■ M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt m' Merci un all déi Leit, déi un deemem Projet matgeschafft hunn. Zum Projet selwer, dee schon hei virgestallt ginn ass, just dat hei.

Am Artikel 1 geet et ëm d'Ännerung vum Gesetz vum 19. Abrëll 1996, wat et deemools der Regierung erlaabt huet de fréieren RTL-Orchester ze iwwerhuelen andeem se als Grënnungsmember un der Stéftung Henri Pensis matmécht an all Joer eng finanziell Hëllef fir dës Stéftung gëtt.

An deenen zwee aneren Artikelen gi just Korrekture vum Gesetz oder Direktiv iwwerholl, also Feeler verbessert, op déi ech net nach weider wëll agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, et geet also ëm d'Finanze vum OPL, dem philharmoneschen Orchester hei zu Lëtzebuerg. De staatleche Beitrag fir dësen Orchester gëtt op 11 Milliounen Euro, also ronn 450 Millioune Frang pro Joer festgeluecht. Op d'Ursaache vun der noutwendiger Erhéijung, dem Ausbleiwe vum Sponsoren zum Beispill, grad sou wéi op de Wäert vun esou engem Orchester fir Lëtzebuerg, fir säin Image am Ausland a säi kulturell Liewen, ...

#### (Interruption)

...brauch ech hei och näischt méi weider bäizeflecken. Dozou steet genuch am Rapport vun der Kulturkommissioun an dozou sinn och hei scho genuch Wieder gefall.

E puer Froen awer wëll ech hei opwerfen. Dir Dammen an Dir Hären, ass dat alles eis esou vill Sue wäert? Kënne mir eis e Statsorchester leeschten? An hu mir eis mat Prestigeprojeten am Beräich Kultur net iwwerholl? Fir et daitlech ze soen, den ADR ass selbstverständlech och der Meenung an trëtt dofir an, dass de Stat an d'Kultur investéiere muss. Den ADR huet 1996 dofir och dësse Projet matgestëmmt gehat, am Contraire zu anere Parteien, d'DP an déi Gréng zum Beispill.

Ech wëll awer drun erënneren, dass d'Land sech deemools an enger excellenter wirtschaftlecher Situatioun befond huet an dass déi optimistesche Previsiounen vun der Regierung e groussen Undeel vum private Sponsore versprach hunn. Den ADR huet deemools scho virun deemem obengrënnenten Optimismus gewarnt. Ech war dobäi net deen Eenzegen, deen hei op der Tribün 1996 daitlech gemaach huet, dass villes bei deemem Projet vun der Regierung iwwert de Knéi gebrach war. D'Regierung huet eis deemools net d'Wourécht gesot a si huet och deemools net all Käschten op den Dësch geluecht, an haut och nach net. Mir mussen erëm drop hiweisen, dass nach net alles op der Rechnung steet. Ech brauch zum Beispill nëmmen un de Bau vun der Konzertsaal um Kierchberg ze verweisen, wou dësen Orchester ënnerbruecht gëtt. Ofgesinn, dass elo schon de Präis vum Bau a vun den Equipementer all Grenze sprengt, ass weder den Ennerhalt vum Bëtt fir den OPL nach aner Konsumkäschten dobäi. Ech kann do nëmmen un meng Aussoe vum Joer 2000 erënneren, wéi den ADR seng Bedenken zu deemem Bau scho genannt huet. An dorop wäerte mer sécher nach eng Kéier zrëckkomme mussen.

Et besteet och net déi geréngste Garantie, dass déi allze vill optimistesche Zuele vum Concerten an Nolauschterer iwwerhaupt zesumme komme kënnen. Mir fäerten, dat Ganzt hei ass ee Faass ouni Buedem.

Dir Dammen an Dir Hären, 1996 hunn ech hei an der Chamber drop higewisen, dass den ADR léiwer gesinn hätt wann dem Orchester seng Roll méi daitlech preziséiert gi wär, besonnesch seng Aufgab,

d'Jugend a jonk Musikanten aus dem Land erun ze zéien an hinnen déi néideg Erfahrung praktesch an engem Orchester ze bidden. D'Realitéit weist eis, dass d'Regierung dorunner net interesséiert ass, mä éischer op elitär, klassesch Opféierunge mat internationalen Artisten hält.

Den ADR ass och der Meenung, dass ee gewëssenen Undeel vum Budget, iwwert deen ee ka streiden, soll a muss an d'Kultur investéiert ginn. Wann et gutt geet, ka vill investéiert ginn. Wann net, dann ebe weiniger. Mä virun allem muss et richteg geschéien, dat heescht an d'kulturell d'Liewen, net an eidel Hüllen oder protzeg Bauten. Mir hu grouss Bedenken, dass de Stat sech iwwerholl huet mat Musée Pei, Coque, philharmoneschem Bau, Kierchberg, Rockhal an esou weider. Also musse Prioritéite gesat ginn, an dat besonnesch an Zäite wou de Stat aner Investitiounen bremst a schleefen deet a wou de Stat d'Gemengen zwéngt datselwecht ze maachen, fir dass net herno aner wichteg Investitiounen mussen zrëckgesat ginn.

Et géif eis Leed doen, wann d'Bestoe vum deemem wonnerbaren Orchester duerch déi oniwierluechten a falsch Ausgabepolitik vun der Regierung géif a Gefor kommen. Den ADR ass awer der Meenung, dass den heitegen OPL eng staatlech Ennerstëtzung verdéngt a verlaangt dofir, dass d'Regierung all Efforten ënnerhëlt déi méiglech sinn, d'Käschten ze drosselen a weider Recetten opzedreiwen. E gudd Rendement muss net onbedéngt an de Finanze leien. Méi wichteg ass de Rendement am kulturellen an edukative Gebitt.

Den ADR wäert sech aus deene genannte Grënn bei der Ofstëmmung enthalten.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

■ M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu engem vu menge Virriedner brauch ech hei keng kabarettistesche Nummer virzeleeë fir kënnen eng 180°-Wendung anzeleeë. Ech brauch och keng falsch Zitate aus dem Zesummenhang ze rappe fir dëselwecht Meenung ze vertrie- de wéi viru siwe Joer.

Här President, virun e puer Wochen hu mer hei de Projet vun der Rockhal gestëmmt an huet d'Ministerin hirem Virgänger an deem Dossier virgeworf, dass deemools eng ganz grouss Ennerschätzung vun den Dépense vum den Infrastrukture vun der Rockhal getäteg wär ginn. Wat muss een natierlech dann haut soen, well ech erënnere mech, dass den initiale Budget fir de Fonctionnement vum philharmoneschen Orchester op 225 Millioune Lëtzebuurger Frang plus eng Rallonge vu 75 Milliounen, déi u sech awer nëmme provisoersch sollt sinn, ugeluucht war ginn, an haut si mer bei 11 Milliounen Euro, wat eigentlech eng Steigerung vu bal 100%, méi exakt 96% par rapport zum initiale Budget bedeit. Wat muss een dee Moment da soen, wann een hei e Faass ouni Buedem wittert, dat ëmsou méi wou et awer esou ass, dass déi Sallairen, déi an deem philharmoneschen Orchester bezuelt ginn, dach net esou bombastesch sinn, an een net kéint ofwarde bis dass et erëm eng Kéier besser geet, mä dass een do kann esouguer nach eng Rallonge erwaarden?

Mir sinn am Dossier vun dem philharmoneschen Orchester eiser Meenung nach ëmmer trei bliw- wen. Mir hunn deen Orchester vu

virera considéiert als e multikulturelle Statsorchester, dee ganz representativ ass fir d'Lëtzebuurger Aarbechtsmaartpolitik. Do hat den Här Krieps schon e bësse Recht. Mir hu genuch Suen, „retombées financières“, fir eis kënnen an alle Beräicher grouss Spezialisten aus dem Ausland ze leeschten, an dann ass et natierlech och net verwonnerlech, dass mer wëllen e Lëtzebuurger Prestigeorchester opbaue mat haaptsächlech Know-how aus dem Ausland.

Ech hunn och näischt dergéint, wann nëmme sechs oder siwe Lëtzebuurger Museker oder Musekerinnen an deem Orchester sinn, well mir wëlle jo hei eisem multikulturellen Terrain gerecht ginn. Mir haten awer deemools plädéiert fir éischer an d'Richtung ze goen, fir ze versichen e regionalen oder interregionalen Orchester opzubaue mat Museker aus der Groussregioun, fir dass dee Rayonnement och representativ wär fir déi Aarbecht, déi um Terrain vun der Musek an der Regioun vir sech geet.

Well mir och dofir sinn éischer an d'Mënschen ze investéiere wéi an de Beton, ass et natierlech fir eis elo e bësse schwierig fir géint d'Erhéijung vun deem Budget ze stëmmen, wou mer jo wëssen, dass awer en Deel vun där an d'Aarbechtskonditiounen vun deene betraffene Leit geet. Dofir wäerte mir eis dann ouni Heulen awer mat Zähneknirschen bei deemem Projet enthalten.

Loosst mech awer trotzdem erkläre firwat dass mir „états d'âme“ hunn, wa mir gesi wéi de Kulturbudget ëmmer méi an d'Richtung vun enger Verstaatlechung vun der Kultur geet. Mir erënneren drun - et ass och virdu gesot ginn -, dass d'Ministerin beim hirem Amtsantritt widderhuelte drun insistéiert huet, a si huet eis Ennerstëtzung och do fonnt, si wëilt net an d'Richtung goe fir d'Kultur hei zu Lëtzebuerg ze verstaatlechen, mä fir haaptsächlech de privaten an associatiiven Incentive ze förderen.

Wann ech elo de Budget ordinaire vun der Kultur vun deemem Joer 2003 kucken, da si mer op 61,8 Milliounen Euro. Dovunner sinn déi traditionell Instituts culturels, also déi staatlech Kulturinstituter mat 26,6 Milliounen dotéiert. Dat si 40% vun deem Budget ordinaire. Wann ech elo all déi nei Kulturinstituter, déi meeschtens ënnert der Form vun engem Etablissement public mä awer och, wéi an deemem Fall, vun enger Fondatioun fonctionnéieren, dobäi rechnen, da sinn ech op engem Montant vu 45,5 Milliounen Euro. Dat mécht scho 75% vun dem Kulturbudget aus. Wann ech da kucken de Poste vun de Konventiounen mat den Associations socio-culturelles plus d'Konventiounen mat aneren Instituter, da sinn ech op engem Montant vun 23,7 Milliounen Euro.

Wann ech elo déi Iwwerschneidungen ewech rechnen, well jo och de Moment potenziell Kulturinstituter provisoersch nach iwwer Konventiounen lafen, déi spéider an en normale Statsbudget lafen, da bleiwe mer fir dee konventionéierte Secteur nach 5,4 Milliounen Euro. Dat mécht 8,7% vum ordinaire Budget aus. Wann ech dovunner ofrechne quasi parastaatlech Institutiounen wéi de Casino Forum d'Arts contemporains oder den Théâtre national, da bleiwen nach 3,3 Milliounen Euro vu konventionéierten Initiativen. Wann ech vun deenen erëm eng Kéier ofzéien déi, déi kommunaler, interregionaler oder regionaler Natur sinn, wéi zum Beispill de Kulturhuuf Gréiwemaacher, de Centre d'Arts pluriels zu Ettelbréck, d'ALAC, den Institut vun den Itinéraires interculturels, d'Sentiers culturels vum Conseil de l'Europe, da bleiwen nach 2,5 Milliounen Euro am Statsbudget vu konventionéierte sozio-kulturellen Associatiounen. Dat mécht ganz genau 4,04% vum Budget ordinaire aus.

Wann ech elo do ofrechnen erëm eng Kéier déi, déi eng reng Distri-

butiouns- oder Diffusionsfonctioun hunn, an ech loosse just déi, déi haaptsächlech hir Aktivitéits- schwéierpunkten op de sozio-kulturelle Volet leeën, da bleiwen nach ganz genau 0,168 Milliounen Euro. Dat mécht 0,27% vum Kulturbudget. Also 0,27% vum Kulturbudget ginn u privat sozio-kulturell Associatiounen, déi hiert Schwéiergewicht op de „sozio“ geluecht hunn. Et ass also net verwonnerlech, dass ganz vill Associatiounen, déi an deem sozio-kulturelle Beräich aktiv sinn, déi awer ganz vill kulturell Aktivitéite maachen, versichen an anere Ministeren Kompensatiounen oder Ennerstëtzung ze kréien. Zum Beispill den Info-Video-Center, deen eng eege Galerie mécht, ganz vill kulturell Aktivitéite mécht, dee gëtt iwwert de Familljeministère konventionéiert. De Cid-femmes, dee ganz vill kulturell Manifestatiounen mécht an och zum Beispill am Beräich vun der klassischer Musek wesentlech dozou bägedroen huet, fir verscholle Lëtzebuurger an auslännesch Komponistinnen erëm salonfäeg ze maachen, dee gëtt zum allgeréissten Deel iwwert de Ministère de la Promotion féminine konventionéiert an nëmme mat 2.500 Euro vum Kulturministère.

Aner Initiativen, déi reng kulturell schaffen, wéi zum Beispill d'A.s.b.l. ChanSong, de Folk-Clupp oder nach aner Initiativen, déi ginn da bei d'Déppe vum Fonds culturel a si versichen do regelméisseg Einkünften ze kréien. Dat ass natierlech eng Situatioun, déi ech elo net wëll plakativ kritiséieren, well mir hu schon oft hei versicht een Débat ze lancéieren, wéi mer sollen eens gi mat deem Fait, dass mer engersäits e Fonds culturel hunn, deen haaptsächlech dotéiert gëtt vum Stat, deen en Deel vun deene kulturellen Aktivitéite covréiert, an anersäits e Statsbudget, deen ëmmer méi grouss gëtt an deen eigentlech just am Endeffekt dofir do ass, fir haaptsächlech grouss staatlech oder parastaatlech Institutiounen ze finanzéieren.

D'Ministerin huet och schonn e puermol hir Bereitschaft erklärt fir de Fonds culturel ze reforméieren, fir dass mer do an eng aner Situatioun kéimen, ënner anerem och fir méi Transparenz eran ze kréien.

En attendant hunn ech scho beim Budget 2001 eng Kéier ausge-rechent wéi et, ech hat deemools 2005 uginn, mä vu dass déi meescht Institutiounen ëmmer erëm verzögert ginn duerch baulech an aner Verzögerungen, géif ech also soen am Joer 2007 kéint sinn. Mer kënnen eng Augmentatioun vu schätzungsweis - hat ech deemools gesot - 38 Milliounen Euro Frais de fonctionnement bei deenen neie sozio-kulturellen Institutiounen envisagéieren. Dat kann an der Zwëschenzeit schonn iwwer 40 Milliounen goen. Ech hat deemools ausgerechent, dass bei dem aktuelle Stand vun 2002 ongeféier ronn 89% vum ordinaire Statsbudget entweder a staatlech oder kommunal Institutiounen gaange sinn. A mat deem zousätzlechen Apport vun deenen neie Kulturinstitutiounen kéint dee Beitrag am Joer 2005 oder 2007 op 93,6 bis 95% eropgoen, an et soll kee mir méi soen, mir hätte keng Verstaatlechung vun der Kultur.

Ech wëll dat och net kritiséieren, well ech fannen de Stat, dee soll seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, besonnesch wann ee wéi bei deem Orchester hei gesäit, dass de Privatsektor sech gréisstendeels deene Verpflichtungen entziit an esouguer éischer an eege Galerien oder an Egeninitiativen investéiert wéi an déi Initiative vum Stat.

Ech wëll awer trotzdem nach eng Kéier soen, dass mir déi Evolutioun als awer relativ bedenklech gesinn an hoffen, dass an deenen nächste Joren do e puer Kurskorrekturen kommen, sief et iwwer eng Reform vum Fonds culturel, sief et iwwer eng méi, wéi soll ech soen, thematesch Ventilatioun vun de



Subsidien a vun de Konventionen zugonschte vu sozio-kulturellen Associatiounen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn natierlech frou, well aus deem wat aus der Debatt erausgeet, schéngt et jo wéi wann awer eng grouss Majoritéit vun der Chamber dës Augmentatioun fir de Budget vum OPL géif stëmmen. Ech soen der Madame Stein merci fir d'Aart a Weis wéi si an der Kommissioun dës Aarbechte virbereet huet an och dofir gesuergt huet, dat mer elo virun der Elaboratioun vum dem Budget 2004 eng kloer Situatioun hunn an och wësse wou mer dru sinn.

Ech wëll op verschidde Kriticken dann zrëckkommen. Déi Zousätz, déi lertëmmer, déi hei en engem Gesetz korigéiert ginn an anere Gesetzer, Här Fayot, dat ass eng Saach déi natierlech mat eiser Procédure législative ze dinn huet. An ech wëll dat vläicht och e bëssen aus menger Erfahrung als fréier Chamberpresidentin soen, wou mer munchmol de Frust haten, dat een net ëmmer sécher war, wann den Text zu Enn élaboréiert war, dat och alles dra war an alles gestëmmt huet, an dat mer et bis elo och nach net esou richtig hie-kritt hu fir eng Instanz ze schafen, déi dann déi lescht Sécherheet géif ginn. Ech weiss och net, wou se misst geschaaft ginn. Mä op jiddede Fall huet de Législateur, mat Recht natierlech, net gär wann u sengen Texter Saache falsch sinn, déi herno iwwer Gesetzestexte nees musse korigéiert ginn. Ech verstinn duerch déi Kritik. Mir hate keen anere Wee fir dat do riicht ze béie wéi deen heiten. Ech soen dofir och merci, dat dat konnt mat ënnerbruecht ginn.

Zum RTL- fréieren an heitegen OPL-Orchester. Fir d'alleréisch déi prinzipiell Diskussioun Etablissement public oder Fondatioun. Ech sinn nach ëmmer der Meinung, dat d'Formule vun der Fondatioun déi besser ass, wann ee wëllt e Sponsoring kréien a wann een net wëllt vu vireran an Aussicht stellen, dat de Stat hei alles dréit. Ech mengen, dofir ass de Virwurf, mir hätten hei net alles gesot, mir géifen hei Verstoppches spillen, et géif een net wëssen, wat nach op eis duerkéim, deen ass an där doter Relatioun ze gesinn. Ech mengen, wa gewosst ass, de Stat deen iwwerhëlt dat dote souwiesou, da kritt ee jo selbstverständlech ëmmer manner Privatsponsore beweegt fir dorunner deelzehuelen, an dofir muss e gewëssenen Drock bleiwen, et muss eng gewëss Insécurité sinn. Passt op, wann eng Kéier d'Zäite méi schlecht ginn, da kann de Statsbudget net ad eternum ausgeweit ginn, an ech géif mech dofir ausdrécklech asetzen, dat et net esou soll sinn, datt hei automatesch de Statsbudget alles iwwerhëlt wat u Käschten ufällt.

An deem Sënn huet jo och d'Direktioun vum OPL an de vergaangene Joren immens Efforté gemaach. A wann ech lech d'Sponsoren opzelen, déi mëttlerweil beim OPL derbäi sinn - dat wier vläicht aus dem Bericht vum Joer 2002 ervirgang, deen der Chamber dann och selbstverständlech ausgedeelet gëtt -, do hunn d'SES, d'Banque Générale, d'Post, d'CEGEDEL, d'Banque de Luxembourg, Paul Würth, Arcelor, CARGOLUX, ISP, PricewaterhouseCoopers an d'HSPC-Bank gesponsort. Dat heescht et si Privatsponsoren, déi hei mat ugetratt sinn. Et sinn der vill méi wéi et der virdru waren. Et ass eng Augmentatioun vu 14% am Budget vum 2002 u Gelder, déi duerch private Sponsoring konnten erwirtschaft ginn. D'Stad Lëtzebuerg ass och zu de Sponsoren ze

rechnen. Dankbarerweis kënne mer eis drop verloossen, dat all Kéiers déi Zouwendunge kommen, déi si als Membre fondateur bäisteieren.

An deem Sënn ass et schon net esou, datt och den Opruff vum Statsminister ouni Echo bliwwer wier. Et muss en awer dann natierlech dozou soen, datt déi Aart a Weis, wéi den OPL haut mat senger Gelder haushalt, den absolute Luf verdingt. Dat geet jo och aus den Debattebeiträg ervir. Ech soen dem Här Krieps merci, datt hien dorop higewisen huet, datt wierkelech d'Musiker net mat Saucisse ugestréckt sinn, wann een dat esou e bësse populär ka soen, well wann een déi gréisst Kategorie vun de Musiker kuckt - dat ass d'Kategorie 3 vun de Gehälter -, da gesäit een datt d'Gehälter an der Gréis-senuerdnung leie vun deem wat d'Endgehalt vun engem Huisier beim Stat ass, an do muss ee soen, dat ass net iwwerdrüwen. Dat si keng Supergehälter. Déi Musiker sinn net esou bezuelt, datt ee kënnt soen, do gëtt iwwer d'Sträng geschloen an do gëtt iwwerdrüwen. Et ass natierlech och remarquabel, datt deen Orchester nimools Problemer gemaach huet, datt et nimools zu Aktiounen komm ass, déi de Betrib perturbéiert hätten, au contraire, et war ëmmer eng grouss Bereitschaft, e groussen Idealismus do fir do ze sinn, wann et geheescht huet fir eben deen Ambassadeur culturel ze si fir eist Lëtzebuurger Land, dee mer brauchen.

A wann ech do kucken, wéi mer eis munchmol ploer fir eisen Image de marque no baussen ze verbesseren, a wéi mer Broschüren drécken, déi heiandsdo a ville Kellere stockéiert sinn an net ausgedeelet ginn, a wéi mer künstlech wëllen eis en aneren Image ginn, wéi ëmmer nëmmer deen vun der Bankeplaz mat deem mer meeschens an negativ Schlagzeile gerdend, dann ass den OPL en excellent Beispill.

Elong duerch d'Iwwerdroung an duerch d'Zesummenaarbecht mat der UER, Union européenne de radiodiffusion, an och domat dem sozio-kulturelle Radio hei zu Lëtzebuerg, kënne Concerten a vill Länner iwwerdroe ginn. Zum Beispill ass de Concert vum 24. 25. November a 14 Länner iwwerdroe ginn. Wa mer eis dann emol e Bild maache wéi vill Milliounen Auditeure mer domat errechen, wéi vill mol do de Numm Lëtzebuerg fällt am Zesummenhang mat excellenter Musik, dann, mengen ech, hu mer hei Ausgaben déi, an deem Kontext gekuckt, sech duerch ausjustifiéiere loosse.

Ech wëll zum Schluss awer nach e puer Wuert zu deene Virwërf soen an zu deenen Awänn, déi hei mengen, mir hätten eis iwwerschat oder mir hätten eis op e Wee be-gang, wou mer op eemol mat de Finanzen an der Kultur net méi duerkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn all Kéiers esou betraff, wann ech gesi wéi bei der Kultur hei d'Hoer gespléckt ginn, woubäi an anere Beräicher déi dote Froen net gestallt gi sinn. Zum Beispill hu mer de Fënnfjoresplang am Sport ouni Weideres gestëmmt. Den aachten ass et. Et si ganz gewëss gutt Investitiounen, an och do gëtt et Folgekäschten, an do ass kee Mënsch dee sech d'Fro stellt, ass dat do net ze vill, hu mer eis do net iwwerschat. Et ass och kee Mënsch deen d'Fro opwerft, wéi et ass mat dem Finanzement vun deenen Institutionen, déi eis jo sollen op anere Gebidder vertrie-den, déi net ëmmer eis qualitativ esou gutt Leeschtunge bréngen - dovun net geschwat -, mä déi awer och eppes kaschten. Nu gëtt nun eemol Verschiddenes finanzéiert iwwer Lotto. Dat ass eng Kéier décidéiert ginn. Ech géif mer wënschen, datt een och esou eng Formule fir d'Kultur géif gesinn als Zousatzfinanzement. Ech géif awer hei och wëlle virun enger Panikma-che warnen.

Mir hunn emol éischtens an dëser Phas zënter 1995 en Nohuelbedarf. Jiddereen ka sech nach erënnere wéi mer 1995 d'Kulturjoer hatten, wat fir een Aarmutt datt dat war, datt mer keng Infrastrukturen haten, an datt mer eis do hu misse mat Zelter aushëllef fir einermoose kënne kulturell Aktivitéiten hei oflafen ze loosse.

Wa mer eis vergläiche mat Stied wéi Metz, Tréier, Saarbrécken, muss mer dach soen: Si mer e Land oder si mer kee Land? An da brauche mer e Concertsall. Mir brauche ganz einfach Infrastrukturen, déi och engem Land würdeg sinn. Wann ech dat a Relatioun setze mat der Evolutioun vun dem ordinaire Budget vun den Ausgabe vun der Kultur, da gi mer zur Zäit 1,19% insgesamt vun eiem Statsbudget fir Kultur aus. Ech géif soen, wann do och nach e puer Punkten hannert dem Komma derbäi géife komme fir all déi grouss Equipementer, déi elo op eis duerkommen an déi mat der Finanzinspektioun, mam Budgetminister all Kéiers an hirer Evolutioun duerchgeschwat sinn a sech selbstständig mussen no der Budgetnorm ausrichten, da si mer an enger Situatioun déi duerch aus ze vertrie-den ass, déi eist Land op den Niveau vun aneren Nopeschlänner emol setzt, ouni datt mer déi iwwerscheiden.

Dat gesot, ass natierlech déi Relatioun fir ze soen, Dir investéiert an déi staatlech Kultur an Dir loosst déi sozio-kulturell Associatiounen op der Säit, eng falsch Rechnung, well alles wat hei gemaach gëtt, esouwuel de Concertsall wéi d'Rockhal wéi de Centre culturel Neimünster, vun deenen Infrastrukturen profitéieren dach leschten Enns och all déi doten Organisateuren, déi iwwer de Wee vun der Bereetstellung vun Infrastrukturen oder vu logistescher Hëllef, déi do hir Aktivitéite kënne maachen. Et ass also net nëmmer dat wat a Form vu Subsidien erausgeet, et ass och eng Aide en nature, déi een hei a Rechnung muss stellen.

Ech sinn dofir der Meinung, datt mer wuel eis sollen iwwerleee wéi mer kënnen eng Reform vum Fonds culturel ustriewen, fir och do déi ekonomesch Notiounen emol dran ze kréien. Net all Kultur ass defizitär. Do gëtt et Organisiounen mat deene Geld verdéngt ka ginn. Wann do iergend ee Veräin e gudde Concert mécht, wou e ganz vill Spectateuren huet, da kann en duerch aus seng Rentréee eraspillen. Da loosst mer eis dat emol aus de Käpp eraushuele loosse, datt et do ëmmer nëmmer drëm geet fir de Grapp opzehalen, datt d'Kultur am Fong geholl e Faass ouni Buedem ass, wéi hei gesot ginn ass. Dat ass net méi richtig.

Esou wéi haut de Kulturbetrib funktionéiert, ass dat en Investissement an Aarbechtsplazen. All Suen, déi hei ausgi ginn, do sinn der ganz vill déi gläichbedeitend si mat Aarbechtsplazen, an deen Zousaz, deen haut gestëmmt gëtt hei vun der Chamber, dat ass fir e Betrib vun 100 Aarbechtsplazen ofzeséieren.

An deem Sënn sinn dat och Leit déi Steiere bezuelen, déi erëm eng Kéier Recetté fir de Stat bréngen, déi hei Sue verziere, déi hei en ekonomeschen Apport bréngen, an dofir loosse mer eis dach lassmaachen, well wa Vertrieeder vun der Kulturkommissioun vun der Chamber mat dem Gedanke ronderëm ginn, datt d'Kultur e Faass ouni Buedem ass an ëmmer nëmmer muss de Grapp ophalen, dann hëlt se jo der Kultur dat wat hiert eegent ass, hir Dignitéit. Et geet hei drëm fir Kultur ze maachen an enger Atmosphär vu Würde, fir déi Aktivitéiten op deeselwechten Niveau ze setzen. Si stinn a menger Appréciatioun iwwer dem Niveau

vun aneren Aktivitéiten, well se eben dat Geeschteg usprieche am Mënsch, an ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, méi wéi jee hu mer dat haut néideg.

**M. le Président.**- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mer kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwer de virleien-de Projet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass mat 45 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen ugeholl.

**Ont voté oui:** M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf (par M. Ady Jung), Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;**

**MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Georges Wohlfart), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Lucien Lux), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer (par M. Jean Asselborn) et Georges Wohlfart;**

**M. Serge Urbany.**

**Se sont abstenus:** MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

**MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).**

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, kënnt Der net eng Kéier no deene Maschinen do kucken?

**M. Jean Asselborn (LSAP).**- D'Procuratioun geet einfach net!

**M. le Président.**- Wat geet dann net? Mat Ausnahm vun aacht Stéck, déi net besat sinn, funktionéiert et dach.

**M. Jean Asselborn (LSAP).**- Jo wéi dann? Mir konnte keen drécken. D'Procuratioun ass net gangen. Mir konnten net fir ee stëmmen.

**M. le Président.**- Ass bei lech och d'Procuratioun net gaangen?

**Des voix.**- Dach.

**M. le Président.**- Dir musst op déi richtig Knäppercher drécken.

Gëtt d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4949 iwwer d'Festung vun der Stad Lëtzebuerg.

Et si schon ageschriwwen: déi Häre Fayot, Schroell, Greisen a Garcia.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Claude Wiseler.

**2. 4949 - Projet de loi relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg**

**Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture**

**M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet am Projet 4949 ëm d'Extensioun vum Itinéraire culturel Vauban, ëm den Aménagement vun dem Musée de la Forteresse an dem Neipbau vum Fort Obergrünwald an zousätzlech Aarbechte ronderëm d'Forteresse an hei och en Zousatzbudget, fir déi Aarbechten ze maachen.

Et sinn a sech Aarbechten, wou méi wéi eng Kéier, wéi dru geschaff ginn ass, d'Fro gestallt ginn ass: Mussen déi Aarbechten elo sinn? Solle mer dat maachen? An eng Fro op déi ee sech muss, wann een esou de Gesetzestext stëmmt, och eng Äntwert ginn, a fir déi Äntwert muss ee sech nach eng Rei aner Froe stellen. Firwat maache mer dat hei? Firwat maache mer déi Aarbechten? An am allgemengen: Wéi gi mer u esou historesch archeologesch Aarbechten erun a mat wat fir enge Kritäre gi mer dorun?

Ech wëll do eng Rei Froestellungen, déi och an der Kommissioun opkomm sinn, vläicht probéieren hei ze resüméieren. Déi éischt Froestellung an deem Kontext ass déi vum Émgank, deen ee selwer mat senger eegener Geschicht huet. Ech si keen, dee mengt, datt all Haus hei zu Lëtzebuerg, dat méi wéi 50 Joer huet, erhaltenswürdig ass, eleng duerch de Prinzip datt et e gewëssenen Alter huet an datt ee kënnt soen, datt et sech domat an iergendeng Geschicht aschreift. Ech mengen awer, datt et wichtig ass, datt een dat wat een als Zeie vun enger preziser Geschicht erausschiele kann, da wann et e Symbol vun eppes ass, da wann et eng besonnesch Plaz an der Lëtzebuurger Geschicht huet, da wann et en Deel vun eiser Identitéit huet, datt et da scho wesentlich ass, datt mer esou Zeie vun eiser Geschicht probéieren ze erhale fir eis selwer, schon an enger éischter Etapp, well si weisen eis u wou mer kommen, si weisen eis u engem Deel och wie mer sinn a ginn zumindest en Deel vun enger Explicatioun vun der Lëtzebuurger Identitéit, zu der Lëtzebuurger Geschicht an hëllef eis vläicht och domat ganz e wéineg verstoe wou mer higinn.

Déi zweet Froestellung, déi ee sech an deem Kontext muss stellen, dat ass déi: Wat bréngt et eis um ekonomeschen, wat bréngt et eis um touristeschen Niveau? Kann et eng Attraktioun sinn? Kann et an deem Effort, dee mer säit laange Jore maache fir eis Stad, fir eist Land ze weisen, zousätzlech eppes bréngen? Wat dréit et zum Bild vun eiem Land, vun eiser Stad bäi? An esou Aarbechte mussen e Surplus sinn, mussen en zousätzlech Bild vun eiser Geschicht sinn a mussen zu engem Deel weisen d'Wichtigkeet vun der Stad Lëtzebuerg an dem europäesche Kontext, an der europäescher Geschicht, a mussen eis hëllef eist Bild an Europa, an der Welt ze bekräftegen, mat där Identitéit déi mer hunn a mat där laangjäreger Geschicht déi eis ass.

Déi drëtt Froestellung an deem Kontext ass: Wat bréngt et fir de Quartier vun der Stad Lëtzebuerg, wou et sech aschreift? Well et huet jo ëmmer eng geographesch Im-



plantatioun. Verschéinert et de Quartier? Ass et eng zousätzlech Attraktioun? Bréngt et zousätzlech Liewensqualitéit an engem Quartier?

An ech denken datt déi Aarbechten, déi hei virgestallt sinn, déi Extenssioun vum Circuit Vauban engersäits, an och dem Musée de la Forteresse, op déi dräi Frostellungen kënnen eng positiv Äntwert ginn.

De Circuit Vauban, well en zousätzlech zum Circuit Wenzel sécherlech en touristeschen Attraktiounswäert huet an a sech och eng ganz Rei Méiglechkeete gëtt fir kulturell a majeur Attraktiounen duerch d'Lëtzebuurger Stad ze weisen. E féiert duerch déi historesch Quartiere vun der Stad, weist déi wichtegst Punkten, déi strategesch Punkte vun der Stad, e weist de militäresche Passé vun der Stad Lëtzebuerg, e weist och zu engem Deel de Charme vun de Faubourgen, de Charme vum Pafendall an e gëtt d'Méiglechkeet fir eng ganz Rei Vuen iwwert d'ganz Stad ze kréien.

De Musée de la Forteresse senger-säits, well en d'Alentoure vum Fort Thüngen presentéiert, well en och d'Muséographie verstärkt a well déi Projeten, déi elo hei virgesi sinn, eis erlaben einfach déi technesch Nécessitéite vun esou engem Musée, wéi zum Beispill d'Sorties de secours oder d'technesch Lokaler, einfach esou hinze-kréien, wéi ee se muss hikréien, wann een e moderne Musée mécht.

An de Fort Thüngen, d'Forteresse an haaptsächlech de Fort Obergrünwald, dee frësch opgebaut gëtt, si wichteg, well et d'Méiglechkeet gëtt domat en Ensemble ze presentéieren a sech an déi ugefaangen Aarbechte fäerdeg ze maachen.

Wat d'Fro natierlech hei ass vun deem Projet, dat ass ëmmer bei esou Aarbechte wéi déi hei, wat archeologesch Aarbechte sinn, datt et net ëmmer einfach ass am Ufank d'Extenssioun vun esou Aarbechten anzuschätzen, well een net ëmmer weess wat een ënnert dem Buedem fënnt, an duerch dee Grond, well een hei an dem stater Buedem heiansdo méi fonnt huet wéi ee sech am Ufank erwaart huet, ass och eng Extenssioun vun der Enveloppe noutwendeg gewiescht.

Et muss ee wëssen, datt déi 14 Milliounen Euro, déi elo hei zousätzlech gestëmmt ginn an deemem Projet, dovunner ronn 5,2 Milliounen fir den Neipbau vun dem Fort Obergrünwald sinn an 3,2 fir d'Muséographie vun dem Musée de la Forteresse.

Et ass awer och ganz kloer, datt et net d'Zilsetzung ass fir déi ganz Forteresse erëm auszegruewen a frësch opzebauen. Dat kann et net sinn, dat d'äerf et net sinn an dat bréngt mer jo och net ronn. Wat awer ganz kloer ass, dat ass datt dese Fort erëm soll opgebaut ginn an och e Klingen Deel vun der Forteresse am Allgemengen, ronn 2,17%. Dese begrenzten Opbau erlaabt et trotzdem e gutt Bild ofzegi wat déi Forteresse fréier war an domat e gudden Abléck an eis Geschicht ze ginn.

Ee vun de Punkten, deem d'Kommissioun an der Diskussioun opgeworf huet, war d'Gestioun vun dem Musée de la Forteresse. Do hate mer eng laang Diskussioun driwwer an de Kulturministère huet eis informéiert, datt hien déi Gestioun esou maache wëllt, datt se am Kader vum Artikel dräi vum Gesetz vum 28. Dezember 1988 iwwert d'Reorganisatioun vun den Instituts culturels duerch e Règlement grand-ducal géing eng Sektioon vum Service des sites et monuments ginn, an datt se och kéint, wat déi wëssenschaftlech Expertise ugeet, vun engem Comité d'experts begleet ginn. Dat ass eng Aart a Weis fir dee Musée ze géréieren, deem a sech der Kommissioun positiv agelicht huet.

Da wëll ech nach soen, datt mer an deene leschten Deeg och eng Fiche financière, déi vum Conseil d'Etat a vun der Kommissioun gefrot war, zur Verfügung gestallt kruten op Basis vum Artikel 79 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat, esou datt sech elo jiddferee kann e Bild maachen, wat d'Nofolgekäschte vun deem heiten Text sinn.

Voilà, ech wëll domadder soen, datt de Conseil d'Etat den Accord zum Text gëtt an datt d'Majoritéit vun der Kommissioun och der Chamber réit diesen Text ze stëmmen. Ech soen lech domat merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

#### Discussion générale

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wëll fir d'éischt am Numm vun onser Fraktioun e puer Wuert soen. Meng Fraktioun wäert dese Projet stëmmen. Et ass an der Continuatioun vun enger Entreprise, déi 1993 ugaangen ass, wéi mer an deser Chamber e Gesetz gestëmmt hunn, wat 270 Milliounen fir d'Restauratioun vun der Forteresse virgesinn hat. Dunn ass d'Gesetz vum 1997 komm iwwert de Musée vun der Forteresse fir 665 Milliounen an elo dat heite Gesetz 4949 vun engem Montant vu 566 Milliounen al Lëtzebuurger Frangen iwwert de Finissage vum Sentier Vauban an och d'Muséographie vun dem Musée de la Forteresse. Insgesamt sinn also 1? Milliard al Lëtzebuurger Frange fir déi Entreprise vun deser Chamber gestëmmt ginn.

Et kann een duerfir eng Partie Argumenten fannen. Den Här Rapporteur huet dat jo mat grousser Präzisioun gemaach. Hien huet et och net un engem gewësse Lyrismus feele gelooss, wann ech a sengem Rapport liesen iwwert de Circuit Vauban, wou hie seet: „Il passe par de vieilles portes de ville, traverse de sombres casemates, franchit d'élégants ponts fortifiés et visite plusieurs ponts et bastions.“ Dat ass jo bal eng dithyrambesch Beschreibung vun deem Sentier, deem do opgebaut gëtt. Am Exposé des motifs gëtt jo och ganz staark drop higewisen op déi touristesch Attraktioun, déi dat da fir déi Leit ausmécht, déi op Lëtzebuerg komme sollen, ugezu vun deemem Sentier Vauban.

Mir wëssen och, dass deem déckste Batz vun deem Projet, dee mer elo hei ze stëmmen hunn, den Erëmopbau vum Fort Obergrünwald ass, dat heescht e grouesse Fort, den Dräi Echele virgelagert, an den Aménagement vun deem ganze Ronderëm. Wéi gesot, meng Fraktioun stëmmt dese Projet. Ech wollt awer och am perséinlechen Numm e puer Remarken dozou maachen, déi vläicht e bësse méi kritesch sinn. Ech hunn déi Projekte virdrun net matgestëmmt, well ech zu där Zäit net d'Éier hat an der Lëtzebuurger Chamber gewiescht ze sinn. Ech hunn also do vläicht eng gewësse Fräiheet vis-à-vis vun der Entreprise, déi do gemaach ginn ass.

Éischten emol muss ech soen, dass ech e bëssen erstaunt sinn, dass am Projet, deem elo virläit, am Musée de la Forteresse nei Dépense dobäikomme fir zum Beispill eng Sortie de secours op eng aner Plaz ze maache wéi se virdu virgesi war, an dass d'Salle de spectacle huet misse réamagéiert ginn, well d'Maquette vun der Festung vun der Stad Lëtzebuerg dobäikënn. Ech hätt mer geduecht, dass een dat awer hätt kënnen virdu plangen. Iwwerens muss ech och soen, dass mer an der Kommissioun ganz staark kritiséiert hunn, dass dee Musée vun enger A.s.b.l. sollt géréiert ginn. Verstännegerweis huet d'Regierung jo do agelenkt a gesot dat géif

e Service ginn, dee rattachéiert wier un de Service des sites et monuments, wat mir natierlech begrëssen.

(**M. Nico Loes prend la Présidence**)

Meng Kritik ass awer an der Haaptsaach déi ganz wäitgehend Restauratioun vu Festungselementer. Fir mech ass den Opbau vun deem Fort Obergrünwald wierklech iwwerdriwwen. Ech fanne wierklech, dass een net muss esou wäit goe fir d'Festung interessant ze maachen. Ech menge souguer, dass dee Wiederopbau vun dem Fort Obergrünwald d'Silhouette vun der Stad Lëtzebuerg ännert. Ech sinn déi lescht Wochen öfters am Pafendall circuléiert, dat écraséiert richteg de Pafendall. Ech muss och éierlech soen, dass ech dat Argument vun der Revalorisatioun vum Pafendall duerch dee Sentier Vauban net esou gesinn. Fir de Pafendall a sech ass domat net ganz vill erreecht.

Ech muss éierlech soen, dass deem Erëmopbau elo ophéiere muss. D'Madame Minister huet jo och an der Kommissioun gesot, dass dat heiten dat lescht wär wat mer erëm opbaue géifen. Ech si frou, dass déi Deklaratioun vun der Madame Minister komm ass. Mir haken esou eng Phas och fir d'Festung en valeur ze stellen um Enn vum 19. Jorhonnert wéi den Huelen Zant opgebaut ginn ass, nodeem dass d'Festung geschlaff ginn ass. Bon, elo maache mer och, ech wëll net soen eng Partie huel Zänn dorëmmer, mä trotzdem geet et e bëssen an déiselwech Richtung. Ech erënneren och drun, dass dat d'Zäit war wéi den Hochkönigsburg opgebaut ginn ass oder wéi Neuschwanstein gebaut ginn ass. Dat ass also eng Manéier fir un eng Stad erun ze goen, déi ech net esou apprécieieren. Duerfir wäert ech mech bei deemem Projet enthalten.

Här President, wéi gesot, dat soll deem net Ofbroch dinn, dass trotzdem hei eng interessant touristesch Attraktioun gemaach gëtt, mä ech mengen et muss een oppassen, dass een net iwwerdreift mat der touristescher Attraktioun. D'Forteresse, d'Alstad ass keen Disneyland. Et ass eng Stad déi liewe soll, déi hir Silhouette, hir Geschicht behale soll an ech menge mir sollen, well mer eben och esou vill Suen haken an och nach ëmmer hunn, net iwwerdreife fir ze vill domat ze maachen, dat ze vill ze exploitéieren.

Heiansdo ass et gutt, wann een eng Stad sech natierlech entwéckle léisst. Ech sinn och vill op Dräi Echele gaang a vill an de Pafendall spazéiere gaang, éier dat heien alles gebaut ginn ass. Ech muss lech soen: Et hat ganz vill Charme.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Schroell ageschriwwen. Här Schroell, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marco Schroell (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech am Ufank vu menger Interventioun dem Här Wiseler merci soe fir säin detailléierte Rapport zu deemem feelerfräie Gesetzesprojet. Et handelt sech hei ëm eng weider Restauratioun a Valorisatioun vun eiser Festung. Dës Restauratioun ass schonns virun zéng Joer hei decidéiert ginn a mat Erfolleg um Terrain an Ugrëff geholl ginn. Weider Dealer vun deemem imposanten architektonesche Komplex sollen elo vun esou enger Opwärtung profitéieren.

Eis Festung ass ouni Zweifel d'Markenzeche vun der Stad Lëtzebuerg a prägt d'Landschaftsbild op eng impressionnant Aart a

Weis. Bidden eis haut déi al Festungsmauern e wonnerschéint Postkaartemotiv, esou muss mer eis awer bewusst bleiwen, datt keng esthetesch Kritären dese Bau diktéiert hunn. Neen, et ware militäresch a strategesch Suergen, déi iwwer Jorhonnerten d'Form vun der Festung bestëmmt hunn.

Här President, d'Festung ass enk mat eiser Geschicht verbonden. Ouni wëllen eng historesch Ausféierung op deser Plaz ze maachen, wou ech op all eenzel Contributiounen vun deene verschiddene Besatzungsmuechte beim Entstoe vun der Festung kéint agoen, kann een awer ganz generell soen, datt d'Festung esou ze soen d'Opfer vun hirem eegene Succès war.

Konnt si wuel der stater Bevölkerung méi wéi eng Keier Schutz bidden, sou war se dach dank hirer excellenter geographescher a strategescher Lag, an dat ass déi aner Säit vun der Medail, alle Convoitsen ausgelievert. Attacken a Belagerungen sinn net ausbliewen zum Leed vun der lokaler Bevölkerung. Lëtzebuerg gouf duerch seng renommiert Festung zur „pomme de discorde“ an zum Spillball vun deene groussen Natiounen.

Dës Situatioun huet ugedauert bis 1867, nodeems et bal zu engem Krich fir de Besëtz vun eisem Land tëschent eisen zwee groussen Nopere koum. Fir deem Gestreits iwwert d'Festungsstad en Enn ze setzen, hunn déi grouss europäesch Natiounen um Londoner Kongress decidéiert, Lëtzebuerg wesentlech manner interessant ze maachen, ganz einfach andeems den Atout par excellence sollt verschwannen. Deemno gouf d'Festung geschlaff an et war eriwuer mam Gibraltar vum Norden.

Et soll een awer net nostalgesch doriwwer sinn, vill méi war d'Schläife vun de Festungsmauern eng Chance fir eist Land, well et effektiv laang Joren a Rou gelooss gouf. Et war och eng Chance fir d'Stad selwer, déi sech konnt ausbreeden, sou ze soen aus sech eraus goen. Do wou déi imposant Festungsmauere stonge si Parken entstanen. Nei Wunnquartiere sinn déi aner Säit entstanen, wéi de Belair an de Lampertsberg, an och a Richtung Gare konnt d'Stad sech entwéckelen.

Glécklecherweis blouf eis awer ee groussen Deel vum Festungskomplex, deem am Fong just entschäerft gouf, erhalen, sou datt haut nach weider dem Vauban seng Aménagerer d'Silhouette vun der Stad prägen. Während laange Joren ass awer deem eenzegaartege Patrimoine sech selwer iwwerlooss gewiescht, oder et ass sporadisch an oft op eng onwëssenschaftlech Aart a Weis rafistoléiert ginn, wéi mäi Virriedner dat elo un Hand vun Huelen Zant erwänt huet.

Zënter den 80er Jore konnt dunn d'Revalorisatioun vun der Festung mat Konzept an Ugrëff geholl ginn. Dës Astandsetzung huet och Fouillen an deemno nei Erkenntnisser mat sech bruecht. D'Zil vun där Restauratioun war a bleift net einfach nëmmen déi visibel Struktur méi uschaulesch ze gestalten. Verschiddenes ass an deenen zéng leschte Joren och erëm opgebaut ginn an dat am Respekt vun deenen internationale Charté vu Malta a Venedig. Dat heescht, Ales an Neies muss kënnen vunen ennerscheet ginn. Och den Avis vun der UNESCO, deem d'Festung an déi al Quartieren 1994 als Weltkulturgutpatrimoine klasséiert huet, gëtt enk befollegt. Och ass et net d'Zil, esou vill wéi méiglech erëm opzerichten. Bei deem heitege Projet de loi sinn insgesamt 2,7% vun der gesamer Festung concernéiert. De Fort Obergrünwald soll representativ fir déi aner Forten erëm opgebaut ginn, an e konkret Beispill vun esou engem Bau duerstellen.

D'Festung an d'Alstad ginn als Lieu de rencontre verstanen an net nëmmen als stomm Maueren. De

Circuit Wenzel an de Circuit Vauban bewisen, datt een op eng interessant a pedagogesch Manéier de Leit d'Festung ka méi no bréngen. D'est ass och de Sënn vum Festungsmusée op den Dräi Eechelen, deem deemem Projet no soll ausgebaut ginn. D'Extenssioun vum Circuit Vauban erméiglecht zugläich eng Revalorisatioun vum Pafendall. Hei befanne sech effektiv déi meescht Iwwerreschter, déi mat deemem Projet solle restauréiert ginn. Dësen traditionelle stater Quartier kéint deemno zu neiem Liewen erwächen.

Här President, an deene leschte Joren huet sech eis Festung als Publikumsmaagnéit, souwuel fir d'Leit déi hei lieue wéi och fir d'Touristen etabléiert. Dat bewisen déi héich Visiteurszuele vu méi wéi 120.000 Leit pro Joer. D'Festung ass deemno e Fer de lance vum stater an nationalen Tourismus. Mir wëssen all wéi eng Wichtigkeet den Tourismus mat sengem ekonomeschen Aspekt fir eis Geschäftswelt huet. D'Festung ass sou ze soen eng vun eise beschte Visitékaarten iwwerhaapt.

De Sënn vun der Festung huet sech also radikal geännert. Hat se eng militäresch a strategesch Funktioun à l'origine, sou huet se elo eng kulturell. War et an der Vergaangenheet den Zweck vun der Forteresse, Friemer dobaussen ze loosse an ofzeschrecken, also defensiv, sou gesi mer se haut als Unzëlungspunkt, als attraktiv Invitationskaart, déi d'Leit solle bewege bei eis ze kommen. Här President, dofir wäert meng Fraktioun och hiren Accord zu deemem Projet de loi ginn.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schroell. Als nächste Riedner ass den Här Greisen ageschriwwen. Här Greisen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Greisen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un all déi Leit, déi un deemem Projet matgeschafft hunn. Ech wëll net och nach esou wéi d'Riedner vun de Majoritéitspartei mat groussaartege Wieder weider Argumenter iwwerire fir an eng touristesch Broschür iwwert d'Festung Lëtzebuerg, an dofir zum Projet just dat hei.

Et ginn eng Rei Aarbechten erméiglecht fir d'Erhalen an den Ausbau vu wichtige Zeien aus eiser Vergaangenheet, mat ënnert ane rem de Festungswierker Berlaumont, Nieder- an Obergrünwald an Thüngen, an nach den Ausbau vum Circuit Vauban.

Mat am Projet sinn awer och Ausgaben enthalen, déi et erméiglechen eng Ausstellung an d'Arriichtung am Festungsmusée Dräi Eechelen ze maachen. Déi virgesinne Käschte sollen eppes 14 Milliounen Euro net iwwerscheiden. D'Aarbechten, déi iwwer fënnf Joer lafen, sollen also ronn 565 Milliounen Lëtzebuurger Frang kaschten. Den Émfang an d'Dauer vun deesen Aarbechte loosse et zou, dass Lëtzebuurger Entreprene hei während fënnf Joer weider eng Beschäftegung fir hir Leit fanne wäerten, eppes wat grad an deesen Zäiten net ze ënnerschatzen ass.

En éischt Gesetz aus dem Joer 1993 huet deemools ronn 270 Milliounen virgesinn, fir iwwer sechs Joer verschidden Iwwerreschter vun de Festungsbauten erëm opzerichten. D'Aarbechte sinn zur allgemenger Zefriddenheet ausgefoert ginn. Et muss een awer dat Ganzt kucken, andeem een och d'Gesetz vum 17. Februar 1997 mat abezitt, wat ronn 670 Milliounen fir de Festungsmusée virgesäit.

An deem Zesammenhang wëll ech un d'Positioun vum ADR erënneren, wou ech gesot hunn: De Projet vum Festungsmusée geet net wäit genuch, hien ass net komplett. De Projet restauréiert nëmmen e klingen Deel vun enger eenzeg nach zesammenhängender Festungsanlage. Schonn deemools huet den



ADR virgeschloen, dass nieft dem Klasséieren och d'Opwäerten an d'Schütze vum ganze Plateau mat de Festungswierker gemaach misst ginn, mam Erhalten a Verbesserung vum natierlechen Émfeld vum Plateau mat senge Bëscher, Parkanlagen als Erhuelungsgebitt. Wéi ëmmer huet d'Regierung och hei d'Ausgaben ënnerschätzt, well jo mat dësem neie Projet och Gelder virgesi gi fir d'Austellung an d'Ärriichtung am Festungsmusée selwer.

Schonn am Joer 1997 huet de Statsrot déi feelend Berechnung vun de Betrübskäschte bemängelt. Haut si mer 2003, an net méi spéit wéi gëschter krute mer e Blat vun der Regierung mat e puer Zeilen iwwer geschätzte Käschten a méiglechst Akommes. En Investitionsprojet vun enger halwer Milliard mat esou engem Pabeier ze begrënnen, dat féiert an der Privatwirtschaft an d'Faillite. Mat esou engem Pabeier no sechs Joer Zäit beweist d'Regierung, dass se dese Projet net anstänneg virbereet hat an d'Chamber och net eescht hëlt.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass en décke Batz u Steiersuen déi de Stat ausgëtt fir eis Geschicht an eis Kultur iwwert d'Festungsstad ze erhalten a weider ze vermëttelen. Den ADR ka mat den Ausgabe vun dem Projet averstane sinn. D'Grënn an d'Motivatioun, déi ausféierlech an de virleienden Texter opgezielt sinn, kënnen et net besser hei virbréngen. Et gesäit een, dass hei engagiert Leit um Wierk waren. Dese Leit aus dem Service des Sites et Monuments, aus dem Veräin vun de Festungsfrënn an och nach anerer, déi sech fir d'Opwäertung vun eiser Geschicht a Kultur asetzen, gehéiert do éischter eise Merci wéi der Regierung.

Den ADR wäert dese Projet matstëmmen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Greisen. Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Här Garcia, Dir hutt d'Wuert.

**M. Robert Garcia (DÉI GRËNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vorab eng kleng Remarque, déi ech inspiréiert krut duerch e Virriedner, dee gesot huet, dass fréier d'Festung Lëtzebuerg geholl ginn ass fir d'Ausländer oder déi extern Leit eraus ze huelen an haut huelle mer se fir Leit eran ze kréien. Et muss een natierlech soen, dass mer nach weider eng Festung hu fir aner Leit eraus ze halen. Déi ass natierlech net méi an der Stad Lëtzebuerg, mä op Schengen an op d'Grenze vun Europa verschobe ginn.

Eng weider preliminär Remarque. Am Géigesaz zu aneren Deputéierten hei, wéll ech net, wann ech mech eng Kéier géiert hunn, da Slalom féiere fir dat riichtzebéien, mä ech wéll mech hei dann eng Kéier korrigéieren iwwer eng falsch Ausso, déi ech bei der Diskussioun iwwert d'Rockhal hei gemaach hunn, déi och an deen heite Projet gehéiert. Ech hunn nämlech deemools gesot, dass beim Vote iwwert de Projet Neimünster wär e Projet déposéiert gi mat 115 grammatikaleschen an orthographe-sche Feeler. Dat war natierlech falsch, well éischters war et dee Projet vun der Festung, deen am gläichen Owend wéi deemools dee vun Neimünster hei evakuéiert ginn ass an et huet sech net ëm 115 mä 102 grammatikalesch an orthographe-sche Feeler gehandelt, wat natierlech nach ëmmer ze vill war. Mä ech hunn déi Remarque misste maachen, well zwee Virriedner hei gesot hunn, et hätt sech beim Här Wiseler sengem Rapport an och beim Projet ëm e feelerfräien Text gehandelt. Elo weess ech net ob déi Leit schon deemools dobäi waren. Wa se dobäi waren, dann hätt dat kënnen eng ironesch Konnotation hunn. Dat bestätegt, dass déi Fuerderung, déi mir ëmmer säit 15 Joer gesot hunn, dass de Kulturministère misst personell

opgestockt ginn, dass dat elo agetraitt ass an dofir d'Gefor vun esou kleng Panne méi geréng ginn ass an dass déi Texter, déi haut aus dem Kulturministère kommen, der Perfektioun bedrohlech nokommen.

Ech kommen dann zu dem Projet selwer. Et ass zumindest een Aspekt vun deem heite Projet géint deen ech net ka vill soen, well de Musée de la Forteresse ass u sech eng Initiativ, déi vun eiser Fraktioun ausgegangen ass, souguer vu mir selwer. Ech hunn nämlech deemools bei den Debatten zum dem Pei-Musée eng Proposition de loi déposéiert fir net nëmme deen Deel, deen haut als Festungsmusée virgesinn ass, mä dee ganze Fort Thüngen als e Musée de la Forteresse ëmzebauen. Dat war natierlech engersäits fir e Géigegewicht géint d'Verschanderung vun dem Fort Thüngen duerch de Pei-Musée ze maachen. Mir hate jo deemools eng Proposition alternative um Site vun de Rotonden an dat war awer och anerersäits d'Bestriewe fir dat lescht Zeugnis vun der Festungskultur zu Lëtzebuerg, déi eigentlech ganz intakt bliwwer war oder zumindest visibel bliwwer war, integral ze schützen.

Deemools krut ech och gehollef beim Konzept vun där Proposition de loi vun eminenten Denkmalschützer, an ech muss mer elo nach haut de Virwurf heiansdo gefale loossen, ech hätt mat där Initiativ d'Szen vun de kriteschen Denkmalschützer gespléckt, well een Deel huet sech du vum Kulturministère fänke gelooss a sinn dee Kompromëss agaange fir en Deel vun dem Fort Thüngen fir de Pei-Musée ze opferen an als Centre-partie quasi d'Dräi Eechelen an dat Gebai hannendrun ze kréie fir e Festungsmusée.

Ech stinn awer nach ëmmer zu där Initiativ, well ech fannen, quitte dass ech déi Reserven nach ëmmer zum Pei-Musée hunn, dass ech déi Initiativ, fir de Fort Thüngen zu engem Festungsmusée ëmzebauen, nach ëmmer richtig fannen, an ech muss och soen dass dee Concept muséologique, deen den Här Calteux an eiser Kommissioun presentéiert huet, eigentlech zimlech iwwerzeegend geklongen huet. Iwwert d'Fonctionnements- a Gestionskritäre kann een natierlech streiden, mä dat ass jo och net den Objet vun deem Projet de loi.

Wou ech natierlech e bësse méi Schwierigkeeten hunn, a mir allgemeng, ass e bëssen déi Hierarchie vun der Conservatioun. Et gëtt ëmmer gesot, mir missten nach zwee Komma esou vill Prozent vun der Festung erhalten, déi iwwerhaupt nach visibel wär. Da muss een awer kucken, dass et an der Politik eng gewëssen Hierarchie gëtt. Op der ieweschter Pyramid vun der Hierarchie sti representativ Gebaier vun der Regierung, sief et e Musée d'Art moderne, sief et eng Cité judiciaire, fir déi dann awer och wäertvoll Bausubstanz geopfert gëtt.

Als zweet an der Hierarchie stinn d'Parkplazen, well ech wéll drun erënneren, dass eigentlech nach keen op d'Iddi komm ass fir en Deel vun der Festung, deen am Stadpark Lëtzebuerg ass, fräizeeleen an dem Publikum zougängeg ze maachen, mä et war awer séier bal jidderee bereet fir deen Deel fir e Parking ze opferen, quitte dass an deem Parking dann nach e puer Fënstere sinn, wou ee kann en Deel vun där aler Substanz bewonneren.

An un drëtter Stell vun der Hierarchie sinn dann eben déi lescht Deeler vun der Festung, déi dann ausgebuddelt ginn an déi ginn natierlech och oft op d'Käschte vun der véierter Schicht vun der Kategorie, nämlech déi vun der Natur. Well ech wéll drun erënneren, an den Här Fayot huet dat och scho mat engem gewëssen Nostalgiegehalt gesot, dass et awer op dem Site vun den Dräi Eechelen zu

importanten Agréffer an deen natierleche Bestand komm ass, an och dee sougenannte Park, deen do fir deier Suen investéiert gëtt an dee mer jo och d'lescht Joer jo hei gestëmmt hunn, verdrängt awer net gewësse Wermutstréinen, déi jiddferen, deen dee Site do widerhuel besicht huet, an ech hunn dat och a menger verflossener Jugend ganz oft gemaach. Dofir hu mer awer trotzdeem nach ëmmer Etats d'âme, wa mer elo hei déi Transformatioun am grouse Stil vun deem Site gesinn.

Mir kënnen awer trotzdeem akzeptéieren, dass an engem behutsame Mooss verschidden Elementer vun der Festung fräigeluecht ginn. Wou mer allerdéngs net domat averstane sinn, dat ass wierklech déi, wéi den Här Fayot och scho gesot huet, iwwerdrifwe Fräisetzung vun Erënnerungen a Form vun enger zimlech plomper Rekonstruktioun. Dat erënnert een natierlech indirekt u Carcassone, quitte dass de Vergläich e bësse gewot ass, well Carcassone jo wierklech eng Fiktioun war, während hei eigentlech opgrond vu Pläng en zimlech naturgetreie Wiederaufbau ass.

Mir sinn awer grondsätzlech éischter dofir fir eeler Festungselementer zwar ze konsolidéieren, mä an hirem historesche Verfall ze dokumentéieren an net eppes Kënschtleches erëm opzerlichten. Dat ass natierlech eppes wou een, wann een dat streng verfolgegt, dann dierf hei an der Stad scho bal iwwerhaupt keen Haus méi verteidegen, well déi meescht Haiser, déi hei ronderëm sinn, et fänkt bei der Chamber un an et hält bei normale Geschäftshaiser an der Groussaass op, sinn eigentlech vun engem totale Fassadismus infizéiert, wou just nach d'Fassad stoe bleibt an hannendrun eigentlech iwwerhaupt näischt méi vun där historescher Bausubstanz vorhanden ass.

Wat eis och e bësse stéiert, dat ass dass d'Festung Lëtzebuerg eigentlech dat eenzegt Denkmal kulturhistorescher Natur ass wat Lëtzebuerg e bëssen aus dem Rumpf vun der Mediocritéit steige léisst. Well all déi aner Monumenter, esouguer eis berühmte Buerger, sinn am Vergläich zu deenen, déi et a Frankräich, Italien oder Spuenien gëtt, nach ëmmer relativ bescheiden. Ech mengen, mir waren ëmmer en Département des forêts, an dat Eenzege wat hei vun Envergnure gebaut ginn ass waren effektiv déi militäresch Infrastrukturen, déi ebe vu verschiddene Besatzungsmächten hei opgebaut gi sinn.

Dofir si mir natierlech grondsätzlech dofir, dass ee soll d'Festung als essentiellen Attraktionspunkt ausbauen an erëm eng Kéier revaloriséieren. Allerdéngs si mir och géint esou eng Disney- oder Vauban-Disney-Konzeptioun, wéi et hei dréit auszearten, an ech hoffen dass trotzdeem herno, wann de Circuit bis fäerdeg ass, eng gewësse Vernunft nach herrscht.

Ech wéll awer zum Schluss op zwee Punkten agoen, déi nach en suspens bleiwen an dem Rapport vun der Kommissiounssetzung vum 23. Januar. Dat sinn also 2<sup>1/2</sup> Méint hier. Hei liesen ech: „Suite à une question de Monsieur Garcia, Madame la Ministre propose de faire calculer le montant total investi pour la conservation des vestiges de la forteresse“. Ech wier nawell frou ze héiere wéi dann do dee Montant total wär. Ech mengen esou lues sinn d'Rechemaschinen am Ministère jo och net.

Dat zweet Zitat wat ech aus der Sitzung vum 23. Januar zréckbehalen hunn ass folgend: „Sur une question de Monsieur Garcia Madame Hennicot-Schoepges répond que la fiche financière concernant le fonctionnement du musée de la

forteresse sera mise à la disposition de la commission“. Et huet also och bal iwwer zéng Woche gedauert bis déi Fiche financière a leschter Minutt komm ass. Ech war e bëssen irritéiert, dass mer virun e puer Deeg, dat war den 1. Abrëll, ech hu geduecht et wier vläicht e Witz, mer amplaz enger Fiche financière e Bréif krute wou de Budgetsminister Luc Frieden seet, dass hie keng Observatioun hätt iwwert déi Fiche financière. An eréischt den Dag duerno, eigentlech gëschter just virun der Sitzung, kënn dann déi Fiche financière. Ech hunn dat e bëssen eng komesch Prozedur fonnt. An ech hunn awer dunn emol eng Kéier d'Kontabilitéitsgesetz vum 1999 nogekuckt, an do liesen ech dann am Artikel 79-1 vun deem Gesetz vum 8. Juni 1999: „Lorsque des projets ou propositions de loi, des projets d'amendements d'initiative parlementaire ou ministérielle ainsi que des projets de règlement comportent des dispositions dont l'application est susceptible de greffer le budget, ils sont obligatoirement accompagnés d'un exposé des recettes et des dépenses nouvelles ou des modifications de recettes et de dépenses à prévoir au budget. Cet exposé comprend une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. La fiche financière doit comporter tous les renseignements permettant d'identifier la nature et la durée des dépenses proposées et leur impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel.“ An ech ginn dovunner aus, dass, wann dat am Budgetgesetz steet, dat net dofir do ass, dass déi Fiche financière just fir d'Regierung oder fir de Budgetsminister bestëmmt ass, mä dass déi och der Chamber virleie soll.

Bon, elo hu mer zwou Méiglechkeeten. Entweder hunn déi Dépenses direkt mam Projet ze dinn, zum Beispill Bautendépenses, da mécht et Partie intégrante vum Projet. Wann et awer esou ass, dass mer zum Beispill e Bauprojet hu wou et kloer ass, dass déi Bauten net gemaach ginn, fir dass se just do an der Natur stinn, mä dass se herno mat Liewen erfëllt ginn an dass se herno Fonctionnements- a Gestionskäschte beinhalten, da gräift dat heite wat am Budgetgesetz steet, nämlech déi Dépenses, déi susceptible si fir de Budget de l'Etat ze grevéieren. An da fanne mir et awer ganz normal oder scho bal banal, dass beim Dépôt vun esou engem Projet schon esou eng Fiche financière misst dobäi sinn oder spéitstens wann d'Kommissioun, déi zoustänneg ass, ufänkt un deem Projet ze schaffen.

Aus deem Grond wéll ech hei eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung opfuertert an Zukunft dat ze maache wat eigentlech am Budgetgesetz steet, also quasi sech un d'Budgetgesetz ze halen.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que des projets de loi portant sur des investissements publics dans des infrastructures culturelles sont susceptibles d'entraîner, au-delà des frais d'investissement faisant partie du projet de loi, des frais d'entretien, de gestion et de fonctionnement ultérieurs qui risquent de grever le budget de l'Etat;*

- *consciente du fait que ces frais de gestion et de fonctionnement ultérieurs ne peuvent être chiffrés avec exactitude, mais que pour le moins les députées et députés devraient disposer des mêmes estimations que celles fournies au ministre du trésor et du budget;*

- *considérant que l'article 79.(1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat préconise que*

*« lorsque des projets ou propositions de loi, des projets d'amendement d'initiative parlementaire ou ministérielle ainsi que des projets de règlement comportent des dis-*

*positions dont l'application est susceptible de grever le budget, ils sont obligatoirement accompagnés d'un exposé des recettes et des dépenses nouvelles ou des modifications de recettes et de dépenses à prévoir au budget. Cet exposé comprend une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. La fiche financière doit comporter tous les renseignements permettant d'identifier la nature et la durée des dépenses proposées, leur impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel. »;*

- *considérant que dans ces conditions l'information du législateur ne peut pas se limiter à une information de la part du ministre du trésor et du budget, mais que la fiche financière citée doit obligatoirement accompagner le projet de loi à être traité par la commission parlementaire compétente;*

*invite le Gouvernement*

- *à joindre à tout projet de loi susceptible de grever le budget de l'Etat une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme, suivant les dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, et à veiller que cette fiche financière soit à la disposition des députées et députés dès le dépôt du projet à la Chambre.*

(s.) Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Sur ces bonnes et nobles pensées soen ech lech merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. le Président.** - Merci, Här Garcia. D'Wuert huet dann elo d'Regierung an ech ginn d'Wuert dann un d'Madame Ministesch Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Här President, ech soen dem Rapporteur Claude Wiseler merci an der Presidentin vun der Kommissioun och, well et ass wichtig dass mer dese Projet nach kënnen haut evakuéieren, esou wéi ech dann och allen Deputéierte merci soe fir hir Zoustëmmung. Et ass nämlech um Enn vun eise Kreditter net méi méiglech nach weider ze schaffen, wa mer net vun der Chamber de Feu vert kréien. Ech wéll duerfir och e Wuert soen zu där ganzer Restauratiounspolitik.

Mir hunn zu Recht, wéi de Rapporteur et opgeworf huet, e puer Etappen. Mir hunn déi Soinen, déi mer gi fir al Haiser. 90 Joer sinn et fir wann ee wéll Subside kréien dofir an et ass eng ganz Politik doraus entstanden. Wann déi Politik Succès hat, dann ass dat haaptsächlech engem Mann ze verdanken, deen ech och haut wéll ernimmen an him merci soe wéi bei alle Geleeënheiten, wou ech dat kann, de Georges Calteux, dee mam Pilgerstab duerch d'Land gang ass an deen d'Leit iwwerzeegt kritt huet, dass se hir Haiser net ofrappe sollen, net moderniséieren an net mat Plastikfassaden ëmgi sollen, mä am ale Stil erëm an d'Rei setzen.

Dat huet dozou gefouert, dass mer d'lescht Joer dat zéngdausendst Haus konnte priméieren, dass et also eng Boule de neige ginn ass, dass vill Privatleit investéiert hunn. Dat war eng Politik, déi duerch minimal Subside vum Stat awer der Economie ganz vill bréngen konnt, well grad duerch déi dote Politik vu Restauratioun hu vill Lëtzeburger Betriber Aarbecht kritt, an dat ass och bei deem Projet erëm eng Kéier eng Begleiterscheinung.

Wa mir hei restauréieren ginn, da sinn dat Gelder, déi an d'Lëtzeburger Betriber erafléissen, grad besonnesch an dee Secteur vum Bau, dee sech fir de Moment e bësse Surge mécht ëm seng Opdrägg fir dës Joer. Dës Gelder kënnen déi Betriber berouegen andeems se hinnen erëm eng Kéier



Aarbecht ginn. Et ass also eng Politik, déi à la fois der Ekonomie zuegutt kënn, déi eise Betriber zegutt kënn an déi dann eis Bausubstanz, wou een zu Recht muss soen, datt mer keng formidabel Bausubstanz hunn, datt se net vergläichbar ass mam Ausland, datt et wéineg Haiser gëtt, déi richtig prestigieus sinn, mä datt au contraire dee Charakter, deen éischer e ländlechen ass, e bescheidenen, dee vum Bauerenhaus, datt deen awer och derwärt ass fir erhalen ze gi fir ze dokumentéieren wéi eis Geschicht gewuess ass.

Déi Politik ass net esou einfach duerchzusetzen. Wat mer méi eis elo em d'Urbanisatioun vun eise Stied an Dierfer Gedanke maachen, an och dat vum architektonische Standpunkt a vum urbanistische Standpunkt hier kucken, wat et mer och méi noutwendeg schéngt do méi prinzipiell nei Grondsätz opzustellen, well mir kënnen net ëmmer weiderfueren mat dem Klassement vun eenzelnen Objeten an der Erstellung vun engem Périmètre de protection an da soen, elo muss mer kucke wat sech dorauer ergëtt, an da gesi mer datt mer der Zäit ëmmer handendru wäerte lafen. D'Entwécklung geet nämlech méi séier viru wéi mir vum Kulturministère a vum Service vu sites et monuments déi dote Politik kënnen richteg ëmsetzen.

Et ass also do eng Reflexioun erfuert. Ech hoffen, datt déi Reflexioun am Kader vum Projet vum Aménagement du territoire kënn, an der Erstellung vun neien Aktivitéitszonen a vun iwwerhaapt enger neier urbanistescher Gestaltung vun eise Stied an Dierfer, an datt mer an deem Fall als Kultur net vergiess ginn, mä mat dobäi sinn.

Eng aner wichteg Politik ass déi vun der Dokumentatioun vun eiser Geschicht, an do ass ganz sécher eis Festung eent vun de wichtige Elementer. A wann ech op de Fort Thüngen méi spezifesch därëf zréckkommen, dann ass d'Geschicht vun deem Festungsmusée déi, déi jo aus enger Contestatioun vun engem anere Projet entstanen ass, well alleguerten déi, déi sech un de grouse Projet Pei erënnere, deen Ufanks den 90er Joren hei an der Diskussioun war, déi erënnere sech drun, datt mat deem Projet de ganze Beräich vun den Dräi Eechelen, vun deem wat nach do stung, an de Musée d'art contemporain, wéi en deemools geheescht huet, integréiert gi wier.

An deem Sënn ass déi Zweedeelegung op där doter Plaz och eng Symbolik vun héijem Wäert. Dat huet emol éischters zur Folleg, datt mer dat Aalt an dat Neit matenee verbannen, datt mer eis mat der UNESCO eis déi dote guttheescht, dann ass et ganz bestëmmt net Walt Disney an hiren Aen, well soss hätte mer net den Accord fir dat doten esou ze maache wéi mer dat maachen. Dat ass also alles fachgerecht hannerleucht an och gepréift.

Mir hunn et also fäerdeg bruecht, an et ass erëm eng Kéier eng Politik, déi iwwer laang Zäit an iwwer vill Contestatiounen huet missen duerchgesat ginn, fir al an nei matenee ze verbannen, fir doriwwer eraus awer och dat Stéck Geschicht wat eiser Festung zu Gronn läit kënnen noweisen a selbstverständlech hu sech do Konfliktpunkten erginn. Et ass hei opgeworf ginn, firwat dass mer elo an deemem Projet d'Sortie de secours hu missen änneren. Et war nun emol esou, datt mat den Aarbechten aner Sortien entdeckt gi sinn, datt och d'Zusammewuesse vun deenen zwoe Projete stänneg tëschent den Architekten diskutéiert ginn ass, an datt sech da leschten Enns d'ITM, déi als Instanz fir d'Sortie de secours d'Zoustännegkeet huet, duerchgesat huet a gesot huet: „Dir musst déi dote Sortie

de secours an deem Sënn änneren wéi se elo hei am Projet virgesinn ass“.

### (Coups de cloche de la Présidence)

D'Erstellung vun de Besoine fir d'Festung ze restauréieren konnt eréischt au fur et à mesure gemaach gi wéi d'Aarbechte vun den Ausgruewunge virugaange sinn. Dat heescht, datt ee bei all Restauratiounsprojete vun deser Envergure natierlech net vun Ufank u soe ka wéi héich déi genee Berechnung vun de Käschten ass. Dat ass jo net méiglech bái eppes wat ënner dem Buedem läit. Éischters wësse mir jo emol net wat ënner dem Buedem läit a mir wëssen och net wat fir eng Envergure dat kritt bis mer et ausgegruewen hunn. Esou datt dat am Fong eng Politik an Etappen ass.

Wa mer nach an eisem ale Kontabilitéitssystem gewiescht wieren, dann hätte mer hei iwwerhaapt kee Projet de loi brächte virzeleeën. Dann hätte mer dat Ganz iwwer e Fong vun der Restauratioun vun dem Monument historique finanziéieren kënnen. Mir hätten dat au fur et à mesure gemaach wéi mer Gelder an deem Fong gehat hätten a mir hätten domadder déi Restauratiounsarbechte maache kënnen.

D'Restauratiounsarbechte vun der Festung hunn 1991 ugefaangen a gi weider bis 2007. Mir wäerten 2007 insgesamt 1,2 Milliarde Lëtzebuerger Frang an d'Restauratioun vun der Festung eragestach hunn. Dat ass kee kleng Montant an dat misst menger Opfaassung no an deem Moment fir 2,17% vun der Festung, déi mer restauréiert hunn, och duer goen. Mir hunn domat eisen Dü geleescht.

Ech weisen awer drop hin, dass 2,17% net vill ass. Dat ass beileiwen net déi ganz Festung. Dat ass net d'Envergure. Dat ass emol net dat wat ee sech ënner enger Festung vum Vauban jo bildlech virstelle muss. An déi déi an der Konferenz vum Architekt Vasconi waren, deen all d'Vaubansfestunge belicht huet, déi kënnen sech nach drun erënnere, datt do Lëtzebuerg schäbeng ausgesinn huet mat deem bësse wat et ze weisen huet.

### (Coups de cloche de la Présidence)

Mä ech mengen et geet duer. Et soll net méi sinn an domat hu mer eiser Geschicht Genüge gedoen. Mir hunn domadder et fäerdeg bruecht déi historesh Bedeitung vun der Festung an hirem ganzen Ausmooss opzeweisen, well et geet jo och drëm fir nozeweise wéi d'Leit gelieft hunn, wéi déi Zaldoten, déi an der Festung waren, hiert Liewen do hu misse verbréngen, wéi déi hiert deeglecht Liewe verbruecht hunn. Et geet net drëm fir hei e militäreschen Exkurs ze maachen an eng Geschicht, déi mer besser vergiess wéi datt mer se zelebréieren.

An deem Sënn gëtt hei net iwwert d'Streng geschoss. Entschëllegt, Här President, ech soen dem Här Fayot, datt e vergiess huet ee wichtige Projet ze nennen, dee ganz an eiser Noperschaft hei viru kuerzem restauréiert ginn ass. Dat ass d'Schlass vu Malbrouk. Dat ass vun der franséischer Regierung mat ganz ville Gelder, mat europäesche Gelder esouguer hei an der Noperschaft opgebaut ginn, an dat am Joer 1996. Also et ass net esou, wéi wa mir hei aus dem Kader vun der europäescher Denkmalschutzpolitik géifen erausfalen. Et huet dofir vläicht net grad déi Envergure, déi een hei elo wëllt iwwerbewäerten, well 2,17% vun engem ganze Bauwierk, wat d'Stad Lëtzebuerg duerchzitt, dat ass leschten Enns nach net terribel.

### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ganz sécher ass de Vaubanswee, deen d'Weiderféierung vun Wenzelswee ass, ee Mëttel fir Touristen an d'Stad ze kréien. Et ass och ee

Mëttel fir de Lëtzebuerger de Spadséiergank duerch dës Quartiere vun der Alstad méi agréabel ze maachen a se dohinner ze lackelen. Et huet also och ee Wäert fir d'Fräizäitbeschäftegung vu ville Leit, an dee Succès, dee mer jo mat de Visité vun dem Wenzelswee haten, wäert ganz sécher fir de Vaubanswee och net ausbleiwen.

Ech kommen dann zu de Problemer, déi opgeworf gi si wat d'Gestioun vum Musée ugeet an ech hunn do e bëssen e Problem, Här President. Ech hunn de Parlamentsminister gefrot, ob dat dann esou wier, datt een ewell bei all Projet misst eng Fiche financière hannerleeën. An den Här Biltgen huet mer gesot, hien hätt awer do nach ni esou eppes gefrot kritt.

### (Interruptions diverses)

Mä de Problem, dat ass jo net deen datt mer net déi Fiche financière do hätte kënnen éischer ginn. Mir hu se jo och gi leschten Enns. Mä ech muss ëmmer nëmme feststellen, datt et mer schéngt wéi datt bei der Kultur méi streng Regeln applizéiert géife gi wéi bei aneren.

### (Interruptions diverses)

Ech kucken dat no, well beim CITA hu mer nach guer net iwwert d'Gestioun decidéiert an der Regierung. Do kann ech se beim beschte Wëllen net ginn, well do hu mer nach net driwwer decidéiert. Also mir hunn an deem heite Gesetz vun Ufank u jo gewosst, dat war schon 1997, datt dat ënner der Federführung vun dem Service des sites et monuments gemaach géif ginn. Datt dat do begleet ginn ass, datt dat do och géréiert géif ginn, dat war natierlech kloer. Mir hunn dat an enger Diskussioun der Chamberkommissioun e bëssen op eng net grad ganz glécklech Aart a Weis mat enger Gestioun iwwer A.s.b.l.en do verméscht gehat, well et aner Beispiller vu Gestioun vu Schlässer iwwer A.s.b.l.e gëtt.

Mä ech mengen, wa mer och elo eng Fiche financière hannerleucht hunn, wou de Budgetminister geschriwwen huet, hie wier d'accord, esouwäit wéi all déi dote Moossname géife vun der Regierung approuvéiert ginn. Wat heescht dat dann? Mir hu gesot, mir stellen hei zwoe Universitäre a fénnef Portieren an, an esou weider an esou virun. Jiddferen dee weess wéi den Numerus clausus gehandhaabt gëtt, dee weess datt mir net dat nächst Joer déi fénnef Portiere kréien an och net déi zwoe Universitäre. Datt mer do wäerte schéi mussen iwwert den Numerus clausus fueren, esou datt eng Fiche financière och an deem Sënn nëmme relativ ass, esou datt d'Chamber de toute façon iwwert de Statsbudget an iwwert den Numerus clausus, dee se all Joer do virgeleucht kritt, d'Iwwersicht huet an datt domadder déi Froe wat d'Gestioun ugeet jo dierfte kloer sinn. Et kann een ëmmer alles viru gesinn. Ech si leider net bei deenen déi Hellseher sinn. Ech maache mäi Beschit fir au jour le jour déi Saachen ze géréieren, déi mer hunn. Mir hu mat wéinege Leit viles ze géréieren an ech wëll och hei ausdrécklech de Leit aus dem Kulturministère merci soen, déi ganz sécher net ëmmer wësse wou se fir d'éischt sollen ufänken.

Se sont abstenus: M. Ben Fayot;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zu der Motioun.

### Motion

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, kann ech dozou eppes soen?

M. le Président.- Jo.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann der erlaabt, Här President. Mir stëmme déi Motioun hei, et ass ganz evident, well si ass net superfétatoire. Hei gëtt sech beruff op d'Gesetz an et soll einfach d'Gesetz agehale ginn, a wann et net agehale gëtt, mengen ech, da solle mer der Regierung dat soen. Et ass ganz einfach den Extrait aus dem Gesetz wat ech hei viru mer hunn an ech muss soen, et handelt sech, Madame Minister, net ëm eng Proposition de loi. Bei der Cour des Comptes war et eng Proposition de loi. Hei war e Projet de loi aus enger Regierung, wou Dir och selwer present waart, an esou ginn ech dovun aus, dass all Minister dat do muss wëssen. Dir sidd allerdéngs net déi Eenzeg, déi heiansdo dat do vergësst, an et ass och net iwwerflësseg. Mir ginn hei konfrontéiert mat Voten, wou Gebaier gestëmmt ginn. Et geet jo net drëm eleng en Invest ze bezue-

le vun engem Gebai, sondern et heescht och duerno de Fonctionnement ze assuréieren. An déi Fiche financière soll näischt anescht maache wéi ebe just dokumentéieren, wat sinn d'Käschten déi dat Gebai oder deen Invest do fir déi nächst Joren op de Budget bréngt.

Merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zu der Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4949 a stëmme driwwer of.

### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an uegholl.

Mir stëmme dann elo iwwert dat virleied Gesetz of.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthal sech.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme a 6 Abstentiounen uegholl.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jean Asselborn), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: M. Ben Fayot;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zu der Motioun.

### Motion

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, kann ech dozou eppes soen?

M. le Président.- Jo.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann der erlaabt, Här President. Mir stëmme déi Motioun hei, et ass ganz evident, well si ass net superfétatoire. Hei gëtt sech beruff op d'Gesetz an et soll einfach d'Gesetz agehale ginn, a wann et net agehale gëtt, mengen ech, da solle mer der Regierung dat soen. Et ass ganz einfach den Extrait aus dem Gesetz wat ech hei viru mer hunn an ech muss soen, et handelt sech, Madame Minister, net ëm eng Proposition de loi. Bei der Cour des Comptes war et eng Proposition de loi. Hei war e Projet de loi aus enger Regierung, wou Dir

och selwer present waart, an esou ginn ech dovun aus, dass all Minister dat do muss wëssen. Dir sidd allerdéngs net déi Eenzeg, déi heiansdo dat do vergësst, an et ass och net iwwerflësseg. Mir ginn hei konfrontéiert mat Voten, wou Gebaier gestëmmt ginn. Et geet jo net drëm eleng en Invest ze bezue-

le vun engem Gebai, sondern et heescht och duerno de Fonctionnement ze assuréieren. An déi Fiche financière soll näischt anescht maache wéi ebe just dokumentéieren, wat sinn d'Käschten déi dat Gebai oder deen Invest do fir déi nächst Joren op de Budget bréngt.

An ech mengen, et ass eng legitim Fuerderung vun der Chamber, datt net nëmme d'Gesetz agehale gëtt, mä datt och beim Vote vun esou engem Gebai dat dote virläit, och wann et heiansdo vläicht méi schwéier ass et opzustellen. Da soll een et trotzdeem maachen.

Ech muss och soen, dat Gesetz, wat mer elo just gestëmmt hunn, war jo och fir deen zoustännegen Mann am Ministère eng schrecklech Corvée. Dee war jorelaang gewinnt sech net un déi Prozedur hei ze halen. Du koom dat Kontabilitéitsgesetz an elo zum Schluss vum senger Carrière muss hie sech op eemol u Prozeduren halen. Ech hunn et begréisst, dass en dat gemaach huet, nodeem dass en nach eng Kéier en Exkurs probéiert hat, mä och hien huet dann elo zum Schluss vum senger Carrière, wou e vill Mériter huet, et dann och fäerdegbruecht sech total un d'Prozeduren ze halen. An da solle mer et och hei, wat de Minister ubelaangt, maachen.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot an dann den Här Weiler.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech wëll nach drop hiweisen, dat hu mer an der Motioun net nach eng Kéier widderholl. Mir hätten dat och kënnen maachen, datt de Budgetsrapporteur an den 90er Joren, den Här Frieden, deen haut Budgetminister ass, relativ vill heiriwwer geschriwwen hat, an effektiv, dat war am Virfeld vun der Verofschiedung vum Kontabilitéitsgesetz, sech an déi do Richtung ëmmer ganz staark gemaach huet, datt dat heite misst passéieren, an ech mengen och, dat ass ee weidert Argument, datt déi Motioun hei absolut berechtigt ass, datt mer déi solle stëmme, fir datt an Zukunft ee fir allemol jidderee sech dorunner hält.

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler an dann den Här Rippinger.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, meng Fraktioun huet och kee Problem mat där Motioun hei, och wa mer se nach op een oder zwoe Punkte géifen ëmänneren. En fait gëtt jo hei nëmme dat gefrot wat am Gesetz dra steet an et soll een och net maache wéi wann elo d'Regierung hei systematesch keng Fiches financiéieren géif bei de Projete virleeën. Duerch d'Bank sinn déi Fiches financiéieren do. Si sinn och bei deemem Projet do.

### (Interruptions)

Et ass richtig, datt net all Fiche financière esou einfach opstellen ass. Bei deem enge Projet si keng Problemer do. Do weess een am Virfeld wat eppes kascht. Bei deem heiten huet d'Madame Hennicot eis elo just gesot, dass mer hei kënnen eng Fiche financière kréien, dass déi awer nach nëmme an der Theorie war an an der Praxis wäert eng ganz aner sinn.

An et sinn och Ministeren, déi ëmmer gesot hunn, mir stellen eng Fiche financière op. Herno geet et doriwwer eraus an da gi mer direkt bei den Här Krecké an d'Kommissioun vum Contrôle budgétaire zitéiert, fir dann ze soen, wéi esou datt dann elo de Käschtpunkt iwwert déi Fiche financière erausgeet.

Dofir sinn ech frou, datt den Här Garcia hei an déi Motiounen eppes dra gesat huet, datt dat Ganz soll indikativ sinn. D'Chamber soll wëssen, wa mer e Projet hei stëmme, a wéi enger Gréissenerdnung plus au moins déi Käschten evaluéiert ginn. Deementspriedend hu mer kee Problem.



Ech géif awer bieden, Här Garcia, dass Der géift uewen d'Motioun 4949 Vauban-Disney strächen, an dee leschte Considérant ass a mengen Aen och superfétatoire. Dir hutt alles gesot andeems dass Der dat Gesetz zitëiert hutt, andeems dass Der d'Regierung biet déi Fiche financière virzeleëen.

Dir sot am allerleschte bout de phrase, datt déi Fiche financière dès le dépôt vum Projet de loi derbäi ass. Et ass selbstverständlech wünschenswäert, datt déi Fiche esou schnell wéi méiglech soll do sinn. Wann awer elo eng Kéier net direkt beim Dépôt, mä wa se dans la suite net muer, mä eréischt wa mer de Projet solle stëmmen, mä en temps utile déi Fiche déposiert gëtt, da mengen ech, dass mir als Chamber och domadder kënnen d'accord sinn.

■ Une voix.- Virum Rapport?

■ M. le Président.- Jo.

Här Rippinger, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, et ass jo selbstverständlech, dass mer eis un d'Gesetz halen, mä...

(Hilarité)

... ech muss awer soen, dass ech keng Motioun stëmmen, wou uewen driwwer Vauban-Disney steet, dat muss ech eierlech soen. A wann déi gréng Fraktioun dat net zrëckzitt, da stëmme mir d'Motioun net. Dat ass ganz einfach de Spunnes gemaach mat där ganzer Saach.

(Interruption)

An ech muss lech weider soen, wann Der eis Gesetzter esou op huet an Der maacht esou Motiounen, mech interesséiert dat dann net. Wann Der dat net ewech huet an och dee leschte Saz: «...à veiller que cette fiche financière soit à la disposition des députés dès le dépôt». Dat ass jo net méiglech beim Dépôt, well och bei den Diskussiounen an de Kommissiounen kënnen jo Ännerungen, Amendementen kommen.

Dofir géif ech lech proposéieren, dat do ewech ze loossen, a Gesetzestext ze huelen, uewen Disney ewech an da stëmme mer lech et.

■ Des voix.- Ah!

■ M. le Président.- Här Bausch.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, mir sinn d'accord mat deenen Ännerungen.

«Vauban-Disney» hu mer dra gesat, well mir wollten emol eng Kéier den Här Krieps vun der Demokratescher Partei am Cabaretsstil e bëssen iwwertreffen.

(Hilarité)

Et ass net esou einfach, dat ze maachen, mä ech mengen heimat ass et eis gelongen, wéi Är Reaktiounen beweisen.

■ M. le Président.- Här Weiler.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech géif den Här Garcia biede bei deem leschte Bout de phrase ze soen, datt d'Fiches financières sollten esou déposiert ginn, wéi den Här Krecké dat proposéiert huet: "... au plus tard avant l'adoption du rapport". D'accord?

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Et ass gutt esou.

■ M. le Président.- Wéi ech d'Saach gesinn, kënnen mer par main levée ofstëmmen.

**Motion 1 modifiée**

La Chambre des Députés,

- considérant que des projets de loi portant sur des investissements publics dans des infrastructures culturelles sont susceptibles d'entraîner, au-delà des frais d'investissement faisant partie du projet de loi, des frais d'entretien, de gestion et de fonctionnement ultérieurs qui risquent de grever le budget de l'Etat;

- consciente du fait que ces frais de gestion et de fonctionnement ultérieurs ne peuvent être chiffrés avec exactitude, mais que pour le moins les députés et députées devraient disposer des mêmes estimations que celles fournies au ministre du trésor et du budget;

- considérant que l'article 79.(1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat préconise que

« lorsque des projets ou propositions de loi, des projets d'amendement d'initiative parlementaire ou ministérielle ainsi que des projets de règlement comportent des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget, ils sont obligatoirement accompagnés d'un exposé des recettes et des dépenses nouvelles ou des modifications de recettes et de dépenses à prévoir au budget. Cet exposé comprend une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. La fiche financière doit comporter tous les renseignements permettant d'identifier la nature et la durée des dépenses proposées, leur impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel. »;

invite le Gouvernement

- à joindre à tout projet de loi susceptible de grever le budget de l'Etat une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme, suivant les dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, et à veiller que cette fiche financière soit à la disposition des députés et députées au plus tard avant l'adoption du rapport.

**Vote**

Wie fir d'Motion 1 modifiée ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

D'Motion 1 modifiée ass eestëmmeg ugeholl.

Mer fuere weider mat eistem Ordre du jour a kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4857 iwwert d'Statskonte vum Joer 1999. Et si schonn agedroen: déi Häre Krieps, Mehlen a Bausch. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jeannot Krecké.

### 3. 4857 - Projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1999

**Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**

■ M. Jeannot Krecké (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Exkurs an déi kulturell Landschaft ass wahrscheinlech d'Zuelematerial, wat hei virläit, manner interessant. Ech probéieren lech net ze nerve mat Zuelen, mä op e puer Punkten einfach opmierksam ze maachen, déi ech als Rapporteur vun där Kommissioun wëllt un lech bréngen.

Dat éischt: Mir stëmmen elo d'Konte vum 1999 an dat wäert fir d'lescht si wou mer esou wäit hannendra sinn, well, wéi Dir wësst, hu mir 1999 jo en neit Kontabilitéitsgesetz eis ginn, wat eng ganz Rei Prozedur virgesäit an notament och Datumen an Délaie wéini d'Regierung muss d'Konte virleeën, wéini d'Cour des Comptes muss hire Rapport virleeën, esou dass ee kann dovun ausgoen, dass dat hei an Zukunft wesentlech besser gëtt.

Ech muss soen, elo nach iwwert d'Konte vum 1999 am Detail ze schwätzen, ass bestëmmt keng ganz spannend Geschicht, d'autant plus mer scho Geleëenheet haten iwwert deen u sech ganz politeschen an doduerch méi spannenden Deel vun de Comptes bloqués, deen am Avis vun der Cour des Comptes stoung, am November 2001 ze schwätzen.

Mir sinn dorops hin an de Plenum komm an hunn deen u sech ganz kontroverséierte Punkt am Detail diskutéiert an eng Motioun verabschiedet, an zwar unanimement, wou runner den Avis vum Conseil d'Etat, menger Meenung no, och näischt méi ännert, Conseil d'Etat dee scheinbar net ganz eiser Meenung war, mä mir si bei eiser Meenung bliwwen an ech gesinn net an, firwat dass mer elo sollen higoen an dat nach eng Kéier alles opwullen.

Mir hunn deemools festgestallt, dass dat net geschitt war, wat 1998 an enger Motioun vun der Chamber gefrot gi war, an hunn dorops hin d'Regierung opgefuerdert Explicatiounen ze ginn an dofir ze suergen, dass dat géing an d'Rei gemaach ginn. Dat ass an d'Rei gemaach ginn, esou wéi d'Chamber dat gär gehat hätt, an et ass Rapport vun der Cour des Comptes gemaach ginn den 29. Abrëll vum Joer 2002. Mir hunn Akt dovunner geholl an hunn d'Prozedur akzeptéiert, esou wéi d'Regierung se schlussendlech duerchgezunn huet. Dat zum méi politesch wichtigen Deel.

Zu deenen anere Punkten, mengen ech, huet et kee Wäert, dass ech lech an Erënnerung ruffen, dass mer hei an enger Period waren, wou mer d'Chance hate Plus-valuen ze hunn a mer doriwwer diskutéiere konnten. Mëttlerweil gesäit dat jo e bësse méi schlecht aus.

Hei hu mer u sech Recetté gehat am Ordinaire de l'ordre de grandeur vun 11% méi, 20 Milliarden eiser aler Frang. D'Opzielung eriwregt sech. Den Detail dovun fannt Der an den Texter. En ass schonn diskutéiert gi wéi mer d'Affektatioun vun deene Plus-valuen iwwer e Gesetz gemaach hunn. Et bleift awer nach ëmmer e bëssen de Problem, wéi mer an de Prozeduren eistem Kontabilitéitsgesetz gerecht ginn, well u sech misst all Operatioun, an och d'Affektatioun vun de Plus-valüen vun engem Joer an deem Joer geschéien, oder an deem Délai comptable vun deem Joer, wat bei eis natierlech nach ëmmer net de Fall ass, vu dass d'Affektatioun vun de Plus-valuen hannert deen Délai fällt, wou u sech d'Konte clôturéiert ginn. Fir dat propper ze maachen, waarde mer nach ëmmer drop, dass de Budgetminister Reaktioun weist op déi Propositionen, déi eenzel Leit an där doter Fro gemaach hunn, fir ze kucke wéi mer déi Prozedur vun den Affektatiounen vun de Plus-valüen géinge conforme zum Gesetz fäerdig bréngen, well hei maache mer et zou an iergendwann maache mer et erëm op, eppes wat am Gesetz an där Form net virgesinn ass. Och wann dat politesch net ganz spannend ass, ass et awer vläicht gutt, wa mer eis do kënnen eenegen, dass mer eng Prozedur hätten, déi conforme zum Gesetz vun 1999 wär, oder mer missten d'Gesetz op deem Punkt emännere.

Dat gëllt och fir de Punkt 4 iwwert d'Agents de l'Etat, wou mer en Différent säit laangem hunn. Bis elo ass et esou, dass par avance bezuelt ginn ass, Salairen an Traitement beim Stat. Do sinn awer eng ganz Rei Contestatiounen gewiescht. Eng ganz Rei vun deenen Traitementen sinn a Fro gestallt ginn. Et huet sech heiansdo bei mettons 100.000 Frang ëm 2.000 Frang gehandelt, mä doduerch ass de gesamte Montant u sech net regulariséiert ginn, wat mat sech bruecht huet, dass den Ordre de grandeur vu 5 Milliarden aler Frang nach Traitementen a Salairé sinn. Wuel net alleguer elo an där Form. An et ass och net, dass déi elo net scho virgesi sinn am Budget, et ass just e Wee ze fanne fir dat ze regulariséieren.

Mir fuerderen och do d'Regierung als Kommissioun op dat ze maachen, besonnesch well de Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative eis de 5. November 2001 gesot huet, et wier elo Schluss mat där Praxis vun der Avance. Et war gesot ginn, den 1. Januar 2002 wier dat eriwwer. Mir stellen awer fest, opgrond vun enger ganzer Rei vun Informatiounen, dass dat net geschitt ass an dass mer och elo nach déi Situatioun hunn. Mir wëllen, dass d'Regierung, an doriwwer eraus hire Statssekretär, soll emol kucken, dass dat do endlech Wierklechkeet gëtt, dat heescht, dass mer net méi par avance fueren, fir dass mer déi Situatioun do net méi hunn, a mer eis dann eventuell mam Budgetminister kënten eens gi wéi mer dat solle regulariséieren. Mir mussen jo déi Milliarden nach eng Kéier verschaffen, quitte dass mer wëssen, dass dat am Fong geholl nënnen eng Opération comptable ass, déi eigentlech Operatiounen si scho vollzunn, esou dass och dat kee schrecklech spannende Moment ass, mä effektiv awer muss et iergendwa regulariséiert ginn, fir dass mir an der Rei sinn.

D'Transferté vun den Articles budgétaires si gemenger Hand bei eis an der Kommissioun an och all Kéiers bei der Cour des Comptes ugeprangert ginn, well nach wie vor nach ëmmer déi Remarques sommaires beim engem Transfert sinn. Dir wësst, ab 1. November kann ee vun engem Budgetartikel am Ënnere vun enger Sektioon eriwwer an eng aner Suen transféréieren. Et stellt een och ëmmer erëm fest, dass heiansdo ganz Kreditter oder 90% vun engem Kredit eriwwerkommen an en aneren, dat heescht dass dee Kredit, dee mir hei gestëmmt hunn, iwwerhaupt net virgesi war, oder iwwerhaupt net gebraucht ginn ass, a schlussendlech fir aner Saache gebraucht ginn ass. Ech weess, dass e Budget net 100% esou duerchgezéien ass, mä et mierkt een, dass eenzelner vun de Ministeschkolleegen awer sech et do einfach maachen an net gewëllt sinn hir schlecht Gewunnechten op deem Punkt ze änneren.

Mir haten eis virgeholl, Här Minister, bei de Budgetdebatten fir d'Joer 2004, dat heescht am Dezember, nach eng Kéier drop zrëckzekommen, well mer net wëllen, dass déi Situatioun esou weider geet. Mir wieren also frou, wann Der Are Kolleegen diesbezüglich eis Meenung géingt dës à présent matdeelen, dass mer op alle Fall bei de Budgetdebatten wëllen drop zrëckkommen.

En anere Punkt ass dee vun de Comptables extraordinaires. Dir wësst et sinn eng ganz Rei Leit, déi u sech iwwer Budgeté verfügen. Dat ass haaptsächlech de Fall um Niveau vun den Affaires étrangères. Et ass offensichtlech, dass e Gesandten, e Botschafter e Budget huet an dass en natierlech muss en temps utile Konte virleeën. Dat ass an deene leschte Jore katastrophen verlauf. Dat heescht, mat grouss Retarden. Eenzel Leit hu sech wierklech laang geziert fir esou eppes ofzeginn. Wann ech soe laang, dann huet et sech net ëm Méint, mä ëm Jore gehandelt. Dat ass an eisen Aen inakzeptabel. Eng Chamber kann dat net zouloossen. Et ass eis gesot ginn, dass dat och materiell heiansdo net ze bewältege wier. Ech sinn der Meenung, dass et materiell an Zäite vu Fax scho méiglech gewiescht wier.

Mir hunn am Kader vun de Budgetdebatten, zumindest um Niveau vun der Finanzkommissioun, kënnen feststellen, dass beim Budget fir d'Joer e ganze Koup Sue virgesi si fir dat Ganz ze informatiséieren an domat och méi schnell ze maachen. Hoffe mer, dass déi eenzel Leit, déi manifestement do à la traine waren, a wou ech iwwerzeegt sinn, dass et net nënnen eng Fro vun Informatik war, mä och eng Fro vu guddem Wëllen a vun

Ëmsetzung vun deem, wat d'Chamber gär hätt, dass déi Leit sech da conforméieren un d'Gesetz, well soss mussen mer leider nach eng Kéier dorop zrëckkommen. Fir de Moment hu mer de gudde Wëlle vun deene Leit net a Fro gestallt, mä mir wäerte se jugéieren à l'acte.

Mir wäerte se jugéieren à l'acte.

E Wuert zu de Marchés publics. D'Marchés-publics-Gesetz gëtt elo reforméiert. Ech weess zwar net, ob dat, wat mer do reforméieren, eppes Wesentlech un der Praxis ännert, enger Praxis déi säit Jorzéngte grasséiert a wou Circulaire vum '89 ennersträiche wéi déi Marchés publics misste vollzunn ginn, haaptsächlech da wa Marchés de gré à gré ex post geschéien. Et stellt ee fest am Joer '99, an ech hunn d'Impressioun, datt dat och elo nach net vill besser ginn ass, dass ëmmer erëm d'Kollege sech net drun halen an ex post Marchéé regulariséiere wëllen.

Mir haten ee Beispill geholl, dat vun der Assistance technique um Niveau vun de Ponts et Chaussées, fir ze weisen an och nach eng Kéier ze ennersträchen an där Administratioun och matzedeelen, dass d'Chamber domat net kënt d'accord sinn, well e Gesetz virgesäit, dass et net iwwer dräi Exercices eraus kënnen Accorde gi wat d'Assistance technique ubelaangt. Dat huet dann och net ze passéieren!

Doriwwer eraus, Här Minister, stellt ee fest, dass et eng dréchen Opzielung vun Zuelen ass, einfach wat d'Plus-valuen ubelaangt. D'Chamber huet lech '96 eng Kéier opgefuerdert beim Budgetsrapport, deen ech nach selwer gemaach hunn, Dir wësst, d'Geschicht hëlt een heiansdo an, och lech huet se a geholl elo grad nach beim Gesetz wat mer évoquéiert hunn iwwert d'Loi de la comptabilité, wou d'Fiche financière an Ärem Budgetsrapport a bei Ärem Bericht ëmmer e grouss Uleies war, esou ass et och hei bei mir gewiescht.

Déi Analyse économique ass awer nu wierklech dürfteg, fir net ze soen net do. Ech si mer bewosst, datt et sennlos ass 50 Säiten ze schwärzen iwwert déi Problematik. Et wier awer net schlecht, wann een trotzdeem drop hiweist, wou eenzel Plus-valuen hir Explicatioun fannen. De Stater huet eis fir 1999 4,2% PIB viraugesot, d'Kommissioun 4,7% an da kommen der 9,9% eraus, do geet et jo dann awer net duer, egal bai wellecher Regierung, einfach hinzegoen an ze soen: Okay, dat ass nun eben anescht gelaf wéi mer geduecht hunn. Den Ënnerschied ass einfach ze vill grouss. Et misst een awer e puer Wuert Explicatioun ginn an duerfir misst een awer eng gewëssen Analyse économique, och wa se succincte a kuerz ass, dobäi leien.

Dat gesot, Här President, wollt ech nach drop hiweisen, wou mer elo dru sinn. Mir sinn dann haut domat konfrontéiert d'99er Konten ze stëmmen. D'Konte vum 2000 sinn am Abrëll 2002 deponéiert ginn, wann ech mech gutt erënneren. D'Cour des Comptes huet den 19. November hire Rapport ofginn. Deen hu mer. Mir waarden nach ëmmer mat Schmäerzen a mat vill Freed op den Avis vum Conseil d'Etat, dee säit dem Abrëll, an elo ass et geschwënn e Joer hier, iwwert d'Konten nach näischt ofgeliewert huet.

Mir wiere frou, wann d'Kollege vum Conseil d'Etat eis géingen dobäi hëllefen, fir dass déi Diskussiounen, déi hei verlafen, net duerch déi grouss Vergaangeneheet oder den Délai zumindest no hannen op eemol keng Aktualitéit méi duerstellen. Duerfir den Appel un d'Kollege vum Conseil d'Etat dat ze maachen.

D'Konte vum 2001 sinn am Juni deposéiert ginn, während virgesinn ass, an de Minister weess dat, dat



den 31. Mee ze maachen. Ech hunn am Prinzip kee Problem domat. Ech soen et nach eng Kéier: Wann Dir oder Är Administratioun net à même sidd dat en temps utile virzeleeeën a fir et dann em e Mount no hannen ze réckelen, dann hunn ech kee Problem domat. Dir wésst den 13. Juni waren déi Chifferen, déi mer kritt hunn, plus que sommaires. Dat ware véier Säiten. Ech mengen, wann een dat wierklech als seriö betruecht, da misst een en Document complet hunn. Mir sollten eis eens ginn doriwier wéi den Délai sollt sinn, mä toujours est-il, dass mer déi lescht Chifferen am Oktober/November nogeliwert kruten.

D'Cour des Comptes ass doduerch natierlech och a Verzug komm. Déi sollt am Prinzip den 30. September hiren Avis ofginn. Hire Rapport konnt awer net disponibel sinn, vu dass mer esou e Retard kritt haten. Mir schaffen also elo mat der Cour des Comptes op hirem Rapport, an zwar elo Enn Abréll. Mir hoffen dann, dass am Joer 2002, wat déi Konten ubelaangt, de Minister eis vläicht seet wéi hie gedenkt mat den Délai virzegoen.

Fir de Rescht, wéi gesot, kann ech der Chamber recommandéieren déi Konten hei ze approvouieren, esou wéi d'Kommissioun se duerchgekuckt huet a wéi se vun der Regierung virgeluecht gi sinn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konte vum Exercice '99 reflektéieren eng Zäit, déi net nëmmen, wéi den Här Krecké gesot huet, e puer Joer zrëckläit, mä déi nach e bëssen anescht war wéi déi an där mer eis haut erëmmeren. 1999 gouf nämlech nach mam Frang bezuelt an et ass engem haut schonn e bësse komesch, 15 Méint nodeem den Euro agefuert ginn ass, dass mer eis nach mat engem Dokument mussen ofginn, wat a Frange verfaasst ass.

1999 hate mer och e Wirtschaftswuesstum vu praktesch 10%.

#### (Interruptions)

Dat Joer drop waren et der nach néng. Déi Zäit hunn och nach verschidde Leit gemengt, d'Beem géingen awer an den Himmel wuessen, ...

#### (Interruption)

...déi haut enges Bessere beléiert gi sinn a gesinn, dass et awer net grad esou ass.

#### (Interruption)

Et muss een dat e bësselche méi nuancéiert gesinn.

Zu den Zuele vun de Konte selwer ass a sech net vill méi ze soe wéi dat wat den Här Krecké a sengem mëndlechen, notament awer och a sengem schrëffleche Rapport festgehalten huet. Ech wëll him och fir déi excellent Aarbecht merci soen.

Une voix.- Ah!

M. Jeannot Krecké (LSAP), rapporteur.- Dir misst méi oft ee vun der Opposition Rapporteur maachen.

M. Lucien Clement (CSV).- Dir schwätzt jo nach wéi wann Der net an der Opposition wäert.

#### (Hilarité)

M. Jeannot Krecké (LSAP), rapporteur.- Beim Rapport vun 1999 war et mir och schwéier gefall aneschters ze schwätzen.

M. Lucien Clement (CSV).- Ech wëllt duerfir kuerz op méi inhaltlech Kapitelen, déi awer och schonn ugeschnidde gi sinn, vun deem Rapport agoen, déi awer

och den Avis vum Statsrot an de Rapport vun der Cour des Comptes markéiert hunn.

Am Fréjoer 1998 huet d'Spezialkommissioun iwwert d'Dysfunktionnement am Gesundheitsministerium hir Aarbechten ofgeschloss an d'Chamber huet an enger Resoloutioun hir Exigenz formuliert, dass all sougenannte Comptes bloqués opgeléist misste ginn. Gelder, déi nach op dese Konte waren, sollten an deen nei geschafene Spidolsfong transféréiert ginn. 1999 hätt dat u sech misse geschéien. Et ass awer net geschitt an et ass och net 2000 geschitt. Eréischt Enn 2001 hu mer endlech erreecht, wéi den Här Krecké et scho gesot huet, iwwer eng neierelech Décisioun vun der Budgetskontrollkommissioun, dass des Konten, déi de Gesundheitsministère awer nach ëmmer hat, effektiv och ofgeschafft gi sinn. Dat war op den 1. Januar 2002.

Mir erënnere kuerz un d'Ëmstänn vun deenen Diskussiounen Enn 2001 während deenen de Gesundheitsminister gemengt huet, seng Interpretatioun vun engem bestëmmten Artikel aus dem Budgetgesetz wier ganz einfach eng aner wéi déi vun der Majoritéit vun der Budgetskontrollkommissioun. Et gung em deen Artikel, deen Transferte vun de blockéierte Konten an de Spidolsfong erlaabt huet.

De Minister huet deen esou interpretéiert, dass hei just eng Facultéit geschaf gi wier, awer keng Obligatioun. D'Konten, déi hien a sech nach hat, hätten also senger Interpretatioun no net direkt missen opgeléist ginn. Déi majoritaire Meinung an der COMEXBU war awer, an ass och déi eenzeg, géif ech soen, méiglech richteg Liesart vun deem Artikel, dass deen Artikel agefügt gouf fir déi noutwendeg a gefuerdert Opléisung vun de Konten technesch och méiglech ze maachen. Normalerweis kann e Fong just vun där Plaz aus Gelder kréien, déi an dem Gesetz, dat de Fong asetzt, virgesinn ass. Am Fall vum Spidolsfong ass dat ausschliesslech de Statsbudget gewiescht.

Fir also ze erlaben, dass Gelder, déi nach op de Fongkonten stungen, an de Fong fléisse konnten, huet misse eng gesetzlech Dispositioun geschaf ginn, déi eng zousätzlech Alimentatiounsquell vum Spidolsfong zouléisst. Hei gung et also em e rengen Droit budgétaire et comptable, mä d'Noutwendegkeet vun der Opléisung vun de blockéierte Konte war scho méi laang virgesinn an och etabliert. Et huet awer wéi gesot bis 2002 gedauert bis mer dese Problem geléist haten, mä haut ass et esou: Et existéiere keng affektéiert Konte méi, a kengem Ministère.

Ech wëll mech nach kuerz mat den Transferte vun de Budgetskreditte befaassen. D'Cour des Comptes huet an den 99er Konten ugemahnt, dass ze vill Transferte vu Kreditte am Budget stattfannen, an dass et eng ze héich Zuel vu Kreditte gëtt, déi systematesch ënnerschat an aner zu 50, 70 oder souguer zu 100% einfach transféréiert ginn, well se ze héich ugesat gi sinn oder well se guer net gebraucht gi sinn. Ech menge kënnen ze soen, och als fréiere Budgetsrapporteur, dass deenen Zustand sech awer am Laf vun de Jore verbessert huet an ech ginn och dovun aus, dass dat och weiderhin de Fall wäert sinn.

Fairerweis muss een awer och zugestoen, dass et bei verschiddene Kreditte immens schwéier ass fir e ganz Joer laang prezis virauszese wéi héich se si mussen a se prezis anzuschätzen. Duerfir gëtt et jo awer och d'Crédits non limitatifs als Instrument fir do eng gréisser Flexibilitéit an der Gestiou vun de Staatsausgaben ze erlaben, wou een einfach net am Dezember vum Joer x genee aschätze ka wéi vill Geld op engem bestëmmte Poste bis zum Dezember am Joer x+1 gebraucht gëtt.

Mä de Rapport beinhalt d'Opfuerderung awer och am Kontext vun den Aarbechten am Statsbudget fir 2004, d'Problematik vun den Transferts de crédit an der Zuel an dem Volume vun de Crédits non-limitatifs ze behandelen. Ech halen dat am Prinzip fir eng gutt Iddi, speziell am Kader vum nächste Budgetsrapport, wou mer kënn versichen eng parlamentaresch Appréciatioun vun deser Thematik ze definéieren.

Här President, e weidere Problem, deen de Rapport opwerft, ass d'Regulariséierung vun de Marchés de gré à gré ex post, also nodeem se ofgeschloss an d'Gelder schonn engagéiert sinn. Ech deelen do d'Meenung, dass des Method sécherlech net déi allerbescht ass. D'Marchés de gré à gré, déi verschidde Ministère ofschléissen, brauchen u sech eng Genehmegung vun der Regierung, an dat am Virus, mä och hei, wéi esou dacks an der Budgetexécution, si Saachen heiansdo an der Praxis net grad esou ze bewerkstelligen, wéi ee se an der Theorie virgëtt.

Et muss een och heiansdo ganz séier an och ganz flexibel reagéiere kënnen. 7,93% vun de Marchés de gré à gré hunn eng Approbatioun ex post gehat. Bleift awer festzhalen, well dese Problem an deene leschte Joren an alle Rapporten iwwert d'Konten opgetaucht ass, dass vu '97 bis '99 d'Zuel vun de Marchés de gré à gré trotz allem awer em 7,4% zrëckgaangen ass. De gudd Wëlle géing ech soen an d'Intentioun vun der Regierung losse sech hei sécherlech erkennen. Bleift awer festzhalen, dass nach ëmmer 56,75% vun alle Marchéen iwwert des Aart a Weis ofgewéckelt ginn. Wou des Aart a Weis awer éischer sollt d'Ausnahm vun der Regel sinn, ass se hei praktesch zur Regel gemaach ginn.

Alle Jahre wieder, kann een och soen, ass de Problem, dee mer hu mat de Konte vun de Comptes extraordinaires, déi net am Délai hir Dekonten erareeche oder déi se dacks guer net erareeche. Dass et e Problem hei gëtt, dat hu mer an der Kommissioun erkläert kritt. Mir hunn och dee Problem zur Kenntnis geholl. Et sinn zum Deel heiansdo och juristesche Problemer do, firwat déi Dekonten do net kënnen ofgeschloss ginn, wéi zum Beispill, wann an engem frieme Land Sécurité sociale Problemer bestinn, an et kritt een déi do net geregelt, kann den Dekont net gemaach ginn. Dat versti mer och, mä et bleibt awer ze hoffen, dass mat deenen neie Kommunikationsmëttelen den Hin an Hier vun de Pièces méi séier kann ofgewéckelt ginn, dass och d'Signature électronique hei vläicht agesat ka ginn. Dofir denken ech awer, dass mer an deenen nächste Jore manner Problemer heimadder wäerten hunn an déi Dekonten rechtzäiteg oder weinestens era kënnen kréien, wann deen administrativen Opwand net méi grad esou grouss ass, dass ëmmer déi original Pièce muss heih geschéckt an ofgestempelt ginn an erëm zrëckgeschéckt ginn, jee wéi dat dann ass.

Ofschléissend wëll ech awer nach e puer Wuert zur ekonomescher Analys vun de Konte soen. De Jeannot Krecké ass och schonn dorop agaangen. Ech géif soen de Projet de loi, deen d'Regierung zu de Konte vun all Joer deponéiert, begräift allerdéngs trotz laangjähregen entsprecheuden Ureegungen, och vum Statsrot a vun der Chamber, nach ëmmer keng ekonomesch Analys, eng Analys déi, wa mer se hätten, allerdéngs séier wichteg wär an déi och géing d'Aarbechte vun der Kommissioun méi einfach maachen. Et wär och méi Transparenz an deene ganzen Dokumenter

dran, wann een de Firwat an de Woufir e bësselche méi prezis do explizéiert kritt.

Dat gesot, Här President, wäert ech awer sécherlech kee Geheimnis verroden, dass d'CSV des Konte stëmme wäert.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (DP).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wouss de Moien net, dass den Här Garcia esou epidermesch Reaktiounen hätt, wéi ech him den Exercice virgemaach hunn, deen hien der DP während dräi Joer hei am Haus virgemaach huet, dat heescht virgelies, dat wat mir fréier gesot hunn.

#### (Interruption)

Neen, ech wëll lech just nëmme soen, do war keng béis Ennerstellung vu mir, mä en ass an d'Luucht gesprongen an dat geet och duer, da weess en dat an Zukunft, dass Der all Kéiers dat virgelies kritt, wat der fréier gesot hutt.

#### (Interruption)

Ech net. Erlaabt mir elo fir d'éischt zu deemem Gesetzesprojet dem Rapporteur an dem President vun der Budgetskontrollkommissioun, dem Här Krecké, merci ze soe fir sai schrëfflechen a mëndleche Bericht. D'demokratesch Fraktioun war '98, wéi den '99er Statsbudget ausgeschafft ginn ass, an der politescher Opposition. Dowéinst war si net bei der Ausschaffung vun deem Projet associéiert. Genau wéi bei deene Konte vun deene véier Joer virdrun, déi schonn elo an deser Legislatur duerch déi hei Chamber gaange sinn.

Mä am contraire zu de Jore virun '99, ware mir '99 fénnef Méint an der Regierung bei der Exécutioun vun dem 99er Budget bedeelegt, firwat mir och dat heite Gesetz mat droe wäerten. Ech ginn net an den Detail vun deene Konten an. Meng Virriedner hunn dat ganz gutt gemaach an och de Rapporteur.

Déi grouss Fro war jo deemools d'Fortbestoe vun de Comptes bloqués, haaptsächlech am Gesundheitsministerium, awer net nëmmen do. Trotz der Resoloutioun vun der Chamber am Abréll '98, den 99er Budget, deen am Dezember '98 vun der deemoleger Majoritéit festgestëmmt gi war, huet schonn deemools am November '98 de Statsrot drop higewisen, dass am Artikel 48 vum Budgetsprojete de Gesundheitsministère anescht géif behandelt gi wéi am Artikel 50 de Familjeministère. Ech ginn net an déi do Appréciatioun an, dass ass laang kloer gemaach ginn.

Am Joer 2001, wéi meng Virriedner gesot hunn, huet d'Cour des Comptes op des Mësstänn higewisen. Et war hir éischer net méiglech, well se eréischt den 1. Januar 2000 a Kraaft getrueden ass, an déi Situatioun ass duerno an deene beschtméiglechen Délaié regulariséiert ginn.

De Conseil d'Etat, den Här Krecké huet et schonn ervirgehuewen an deem Avis zu deemem Gesetz, huet déi ënnerschiddlech Meinung nach eng Kéier verdeelt, déi divergéiert vun där vun der Cour des Comptes a vun der Kontrollkommissioun. D'demokratesch Fraktioun huet de Rapport vum Här Krecké an der Kontrollkommissioun ugeholl an ass och frou, dass déi Situatioun vun deene Comptes bloqués regulariséiert ginn ass. Mir hunn ons effektiv och deemools d'Fro gestallt, firwat déi vergaange Regierung téschent dem Abréll '98 an dem August '99 esou gezéckt huet fir des Comptes bloqués opzeléisen. Mä dat gesot, an aus all deenen Explicatiounen eraus, bréngt d'demokratesch Fraktioun hir Zoustëmmung zu deser Gesetzesvirlag.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun iwwer Konten ass eng Diskussioun, déi kee vun de Still rappt. Et kann ee soen, et ass moutarde après dîner. Ech géif trotzdem mengen, et wär e wichtigen Exercice, och wann et vläicht politesch keen interessanten Exercice ass.

Et ass drop higewise ginn, dass '99 nach en anere Wand hei am Land geblosen huet, an dat gesäit een och, dass d'Recetten em 11,5% d'Budgetsschätzungen iwwerstiegen hunn, d'Dépenses em 9%, woubäi een awer muss hiweisen, dass 14,5 Milliarde Frang deemools an d'Fonge gaange sinn. Et ass also e guut Joer gewiescht a ganz besonnesch, an dat geet jo och aus dem Rapport ervir, ass et dorop zrëckzeféieren, dass mer deemools nach eng Croissance vum PIB hate vu bal 10%. Ech mengen, Här Minister, dass Joer kënn mer eis armmen an et iergendwou hinhänken, well dat do wäerte mer esoubal net méi erlieven.

Den Här Rapporteur huet schonn op eng ganz Partie Punkten higewisen. Ech wëll dofir net op alles agoen, awer e puer Punkten erausgräifen, déi mer um Häerz leien. Dat éischt ass déi Fro vun den Transferten. Bei allem Respekt, dass dat néideg ass, fannen ech, mir kréien dat jo och ëmmer communiquéiert, dass et awer wierklech noutwendeg wär, a mir hu schonn dorop higewisen, dass déi Motivatioun an d'Erklärung, em wat et geet a woufir dat geschitt, soll direkt richteg matgeléiert ginn. Et huet absolut keen Zweck, dass mer déi Informatiounen kréien, an da misst een eigentlech de Budget erbaühuelen an den Artikel nosichen, fir erauszefannen em wat et sech dann handelt a wat dann do am Spill ass. Wann d'Regierung deen Exercice scho mécht, da soll se direkt d'Explicatiounen matliwweren. Da géing se eis d'Aarbecht, fir dat ze apprécieieren, e bësselche méi lücht maachen.

Dat zweet ass de Punkt, deen onendleche Punkt vun deene Gehälter, déi zwar ausbezuelt sinn, awer net regulariséiert sinn, well iwwert d'Héich vun deene Gehälter Onkloerheet oder e Litige besteet, well d'Statsadministratioun anerer Meinung ass wéi d'Kontrollinstanz. Dat war virdrun d'Chambre des Comptes. Dat geet jo, wann ech mech gutt erënnere, op 1988 zrëck. Deemools ass eis ëmmer gesot ginn d'Regierung, a si wär déi eenzeg, déi de Moyen hätt fir de Litige bei d'Juridiction administrative, deemools bei de Conseil d'Etat ze droen, hätt dat einfach net gemaach an d'Affär schleefe gelooss.

Insofern muss een all Regierungen zënter 1988 e schwéiere Reproche an där Bezeiung maachen, well déi zwou Säiten hätte jo all Intérêt gehat fir déi Froen esou séier wéi méiglech definitiv ze klären an dann ze regulariséieren. D'Konklusioun, déi sech doraus ergëtt, ass déi, dass mir zwar all Kéiers konnten hei stëmme, mä dass déi Konten net richteg sinn, dass d'Trésorerie net en concordance ass mat deem wat eigentlech an de Konten ausgewise gëtt. Am Laf vun der Zäit, den Här Krecké huet dat scho gesot, beleeft dee Chiffer sech iwwer 5 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Bien entendu net de Montant, deen en jeu ass, mä dee vun deene Gehälter insgesamt, déi net regulariséiert sinn. Dass ass eng Situatioun, ech hu scho viru Joren hei gesot, wann iergendee Gesangveräin oder e Pompjesveräin do bausse seng Keess esou géing féieren, da géing et warscheinlech an der Generalversammlung décke Buttek ginn.

Mir schlécken dat regelméisseg. Et ass nach ëmmer net regulariséiert,



et weess och leschten Enns - mir hunn d'lescht an der Kommissioun driwwer geschwat - keen esou richteg wéi een dat dann technesch soll ofwéckelen. Nach eng Kéier: Meng Konklusioun ass, dass och dës Kéier déi Konten, déi mer hei stëmmen, eigentlech net der Realitéit entsprechen, well och där Fall nach eng Partie dra sinn.

Mir liesen am Rapport vun der Cour des Comptes, datt 1999 eng Progressioun vun 32% zu 1998 an deene Fäll feststellen ass. Dat ass och eppes wat een eigentlech net begräife kann. Här Minister, mir hoffen awer instänneg, datt esou séier wéi méiglech do eng réckwierkend Klärung erfollegt, wéi se dann och ëmmer bewerkstelt gëtt, an datt Prozedur fonnt ginn, datt déi Fäll, déi ëmstridde sinn, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, do schéngen d'Gesetzer net ëmmer kloer ze sinn. Ech mengen déi Ursach muss een och emol eng Kéier évoquéieren, datt awer, wann esou Fäll sech presentéieren, se esou séier wéi méiglech definitiv gekläert a bezuelt ginn. Well et stellt sech jo och d'Fro hannendrun, wann do jorelaang Gehälter bezuelt si ginn, wou sech am nachhinein erausstellt datt se ze héich waren, wat dann do geschitt. Ech geséich emol gären dee Minister, deen dann higeet an dat, wat do ze vill bezuelt ginn ass, erëm zréck verlaange geet. Ech weess och net wéi d'Gerichtsbarkeit iwwer esou eng Démarche géing jugéieren.

Den nächste Punkt ass dee vun de Marchés publics, wou eng Partie ganz béis Kritike vu Säite vun der Cour des Comptes, virdrun och schonn der Chambre des Comptes, ëmmer erëm ugemierkt si ginn. Wa mer an de Rapport vun der Cour des Comptes kucke ginn, ech zitëiere ganz kuerz, den Artikel 3 vum Règlement vom 2. Januar '89, dee seet: „La soumission publique est la règle“. Dat llicht engem jo och an, et géing ee jo mengen an engem öffentleche System misst dat esou sinn, et steet jo och dann esou am Règlement grand-ducal. Da soe se: „L'adjudication restreinte et le marché de gré à gré constituent tous les deux des modes de conclusion exceptionnels, dont l'utilisation demeure limitée à une série de cas limitativement énumérés par la loi“. Et muss een dat och esou liese wéi et do steet. Dat soll wierklech nëmme d'Exception sinn an et muss och an deene Formen oflaffe wéi d'Gesetz et virgesäit.

Wa mer dann e bësse méi wäit hannendru kucken, an et liest een d'Appréciation vun der Cour des Comptes an deene Fäll, do seet d'Cour des Comptes d'autre part: „La Cour des Comptes tient à rappeler que les hypothèses où il pourrait être procédé par un marché de gré à gré, doit faire l'objet d'une interprétation stricte. La charge de la preuve que des circonstances exceptionnelles existent effectivement au pouvoir adjudicateur. Si dans certains cas la conclusion d'un marché de gré à gré s'est justifiée au regard des exceptions prévues à l'article 36.2, tel n'a par contre pas été le cas pour d'autres. En effet“, an ech fannen dat ganz schlëmm, „un examen systématique des motifs invoqués pour l'application de la procédure d'exception fait ressortir qu'ils manquent de précision et sont le plus souvent peu convaincants. Dès lors un grand nombre de marchés aurait du être attribué suite à une mise en concurrence préalable“.

Op gutt Lëtzebuergesch gesot, do sinn eng ganz Partie Marchés de gré à gré ofgeschloss ginn, déi laut den Terme vum Gesetz a vum Règlement net hätten daerfen ofgeschloss ginn. A wann een da kuckt wat fir eng Marchéën datt dat sinn, do sinn d'Ministère jo alleguer schéin der Rei no opgezielt. Et ass evident datt d'Travaux publics natierlech de Löwenundeel vun deene Marchéën hunn, da gesäit een

datt d'Travaux publics am ganze 627 Marchéën ofgeschloss hunn 1999, dovunner sinn der 276, dat si ronn 44%, de gré à gré an e ganz klengen Deel, zéng Stéck, Soumission restreinte. Wann een dat dann opdeelt op d'Ponts et Chaussées, déi hu vun 233 der 88 de gré à gré gemaach, dat sinn 38%, an d' Bâtiments publics vun 394 der 188, dat si bal 50%, ronn 48% de gré à gré. A wann een dat dann erëm an de Verglach setzt mat deem wat d'Gesetz seet, datt et wierklech nëmme d'Exception d'faer sinn an datt d'Adjudication publique misst d'Regel sinn, da muss ech soen, Här Minister, bei allem Verständnis a bei all deem wat eis ëmmer erëm als Ursachen opgefouert gëtt, woufir datt dat esou wär, versteet een awer net, entweder mer änneren d'Gesetz, do ass jo munches amgang, et géing mer awer Leed doe wann déi Regel, datt d'Adjudication publique sollt d'Normalitéit duerstellen, géing ofgeännert ginn, well et an der Praxis eben anescht leeft.

Ech mengen, et soll een awer kucken, an hei schwätze mer iwwer '99, datt awer dat wat d'Gesetz vorschreiw respéktéiert gëtt. An da kënnt dat, wat jo nach vill méi schlëmm ass, dat sinn d'Marchés de gré à gré ex post.

Fir all déi Leit, déi net wësse wat dat heescht, dat sinn déi Händelcher oder déi Aarbechten, déi gemaach ginn a wou dann, wa se faerdeg sinn, driwwer verhandelt gëtt wat et da soll kaschten.

#### (Interruption)

Ah, den Här Strotz kënnt jo hannendrun, deen erkläert lech et anescht. D'Marchés de gré à gré gi jo net öffentlech ausgeschriwwen. Dofir heescht dat jo esou. Dat heescht, et gëtt verhandelt an ex post, ech hunn zwar kee Latäin gemaach, mä ech mengen awer, ech hätt esou vill matkritt, datt et awer am nachhinein op Däitsch iwwersat heescht, et kann een et dann ausdäitsche wéi ee wëllt, mä et ass jiddefalls esou wéi et gemaach gëtt net an der Rei.

D'Cour des Comptes, an déi ass jo iwwer all Zweifel erhaben, déi ass jo onpolitesch, rappeléiert hei: „Dans ses rapports antérieurs, la Chambre des Comptes a désapprouvé la pratique très préhensible de la régularisation ex post de certains marchés de gré à gré. Une délibération motivée du Conseil de Gouvernement devant constater l'impossibilité de recourir à une adjudication publique a fait défaut“, déi Prozedur ass schonn net respéktéiert ginn, „une régularisation ex post n'est intervenue dans ces marchés que pour la forme“.

Och dat si Saachen, déi kann een net schaarf genuch uprangeren. Här President, wann een dat alles liest a wann ee gesäit wéi eng ganz Partie Saachen oflaffen, da muss ech soen datt een d'Impressioun huet, datt mir an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg zwar onheemlech vill investéiert hunn, datt vill geschafft ginn ass, mä datt eis Administratiounen, déi concernéiert sinn, net capabel sinn, dat heescht regelrecht iwwerfuert sinn, méiglecherweis aus personelle Grënn, fir dat alles esou ofzeweckele wéi et eigentlech misst ofgewéckelt ginn.

Ech konnt mech dars Gefill nu guer net erwieren, wéi ech den Dossier vum Pei-Musée emol e bësse méi am Detail studéiert a suivéiert hunn. Dofir menge mir, et wär gutt wann d'Cour des Comptes déi néideg Mëttele krit, fir net nëmme eng Kontroll vun den Ofleef ze maachen, mä datt se och eng Kontroll en profondeur op de Chantiers kënnt maachen.

Dann e weidere Punkt. Dat ass dee vun den Décomptes finaux vun de groussen Objeten, déi realiséiert ginn, an zwar seet d'Budgetgesetz, datt dat all Objete betrëfft déi méi wéi 124 Milliounen Frang kaschten. Do fanne mer och am Rapport vun der Cour des Comptes e

groussen Tableau wou déi Objeten alleguer opgezielt sinn, déi nach ëmmer net definitiv ofgerechent sinn. Och do muss ee soen, wann dat vläicht e schwierigen Exercice ass, mer kréien dat ëmmer erzielt vun der Bauteministesch, da soll een entweder d'Gesetzer esou maache wéi et machbar ass oder et soll een d'Verwaltung an d'Lag setzen, fir d'Gesetzer ze respéktéieren. Mir mengen dat zweet wär déi richteg Démarche. Et steet nach eng Onmass Dekonten op, och wa mer elo amgang sinn dat lues a lues ofzeweckelen.

Ech muss soen aus menger praktescher Erfahrung als Member vun der Kontrollkommissioun, deen och selwer e puer esou Dossiere mat gekuckt huet, huet een awer wierklech d'Impressioun, datt dat och nach esou en Exercice pour la pure forme ass. Do sti Saachen dran, déi een einfach net méi im Nachhinein verifizéiert kritt, wou ee muss d'Kräiz dann driwwer maachen a soe mäi Gott et ass eriwuer. Et ass well 10, 15 oder 20 Joer hier, wat solle mer dann elo nach siche goen, da seene mer et alt of an dann ass et faerdeg. Dat fannen ech net gutt. Déi Dekonten, déi mussen direkt kommen, an ech mengen, mir waren eis esouguer deelweis eens datt sollten, wa Saache sech ze laang hinzeien, Zwéschendekonten kommen, datt ee wierklech um Ball bleift an datt een och kann am Detail novollzéie wat geschitt ass. Och hei stelle mer fest, datt et gutt wär wann d'Cour des Comptes outilléiert wär fir déi Kontrolle vläicht e bësse méi en profondeur ze maachen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Meng Konklusioun ass déi, datt éischtens d'Konten an de Chifferen net korrekt kënne si wéint deem Problem, deen ech virdrun ugesprach hunn, nämlech deem vun de Gehälter. An dat zweet ass, ech widderehuelen et nach eng Kéier, datt d'Cour des Comptes all Moyene muss kréien, ganz besonnesch bei Chantiers déi amgang sinn exécutéiert ze ginn, fir déi kënnen am Detail ze kontrolléieren, well dat ass eis leider an där Prozedur wéi et elo leeft net méiglech.

Ech hu probéiert aus dem Gesetz iwwer d'Organisation vun der Cour des Comptes erauszuliese wéi wäit datt hier Fräiheete gi fir ze kontrolléieren. Et missten onbedéngt méi Efforte gemaach ginn a Richtung Kontroll vun deenen dräi EEEën, wéi an der Zäit ëmmer gesot ginn ass, an dat ass bei den Dépenses d'Economicitéit, d'Effektivitéit an d'Effizienz. Et geet jo net duer, datt mer kucken, ob alles korrekt ofgerechent ginn ass. Menger Meenung no wär et vill méi wichteg, wa mer vill méi am Detail géinge kucken, ob dann ëmmer déi ekonomesch, effikas an effizient Léisunge gewielt si ginn, och wann ech weess, datt ee sech do op e schwierigen Terrain begëtt, wou net ëmmer d'Fro vun der Effektivitéit an der Effizienz ganz kloer vun där vun der Politik ze trennen ass. Ech hunn awer esou vill Konfienz an d'Cour des Comptes, datt se capabel wär, fir schonns ze gesi wou d'Grenze sinn, an datt se ganz sécher net do géif vum hire Pouvoir abuséieren.

Dat gesot, Här President, muss ech soen, mir kënne jo net méi vill un deem ännerer wat geschitt ass. Un a fir sech passéiert och nach näischt, wann een hei géif den Accord refuséieren. Mir wëllen awer eise Protest vis-à-vis vun enger Partie Saachen zum Ausdruck bréngen, doduerch datt mer eis beim Vote vun deem Gesetz enthalen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als leschten Diskussionsriedner ass den Här François Bausch agedroen.

■ M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).- Här President, et gëtt näischt méi Schrecklech heibanne wéi Widderehuelungen, a vu que datt de Jeannot Krecké als Rapporteur alles gesot huet wat ze soen ass zu deem Projet, wëll ech näischt méi dozou bäifügen.

Dir verstëtt awer, datt mer eis natierlech beim Vote vum Projet enthalen, net well mer de Rapport net gutt fannen oder dat wat am Rapport steet net gutt fannen, mä mir enthalen eis, well mer net d'accord ware mat dem Inhalt vun 1999, wat déi Zäit iwwer de Budget vun der leschter an och nach zum Deel vun dieser Regierung décidéiert ginn ass.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Budgetminister Luc Frieden.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Konte vum Joer 1999 sinn effektiv d'Konten vun engem Joer, mä déi zwou Legislaturperiode beinhalten. Déi éischt Halschent vum Joer war et déi eng Regierung an déi zweet Halschent vum Joer war et déi aner Regierung. Vu datt ech awer an dem Joer 1999 souwuel an där enger wéi an där anerer Regierung Budgetminister war, fällt et mir méi licht wéi verschidden anere Kollegen heibannen doriwwer ze schwätzen.

Fir mech ass dese Projet de loi den eendäitegen objektive Bewäis vun enger gudder Finanzgestioun, well mer op en Neits faerdeg bruecht hunn, Konten ze presentéieren déi am Equilibre sinn, voire am Iwwerschoss, contrairement zu de Budgeten, och aus deem gudden Joer 1999 a villen anere Länner an Europa. Dofir mengen ech, datt een dat Wesentlech bei deem Projet de loi net vun enger ganzer Rei vun Detailobservatiounen, déi de Moien ausschliesslech hei gemaach gi sinn, soll ewech wëschelen. Dat Wesentlech ass, datt dës Resultat beweist, datt souwuel op der Dépense- wéi op der Recettesäit eng uerdentlech Finanzgestioun gemaach ginn ass.

Ech wëll zu e puer Detailobservatiounen awer Stellung huelen, fir datt d'Chamber do och d'Meenung vun der Regierung kennt.

Fir d'éischt déi Observatioun, déi den Här Krecké gemaach huet betreffend d'Affektatiounen vun de Plus-valuen. Et ass selbstverständlech, datt mer hei nach ënner deem ale Kontabilitéitsgesetz geschafft hunn, an datt ënner deem neie Kontabilitéitsgesetz déi Regeln natierlech aner sinn. Et steet och iergendwou am Rapport, datt dat hei net conforme wär mam neie Kontabilitéitsgesetz, mä dat neit Kontabilitéitsgesetz vun 1999 huet sech net heiprop applizéiert.

Bei de Konten vum Joer 2001, do si mer schonn op en neie Wee gaangen, well mir hunn d'Konten déposéiert, an dee Moment wou dee Projet de loi gestëmmt gëtt iwwer d'Affektatiounen vun de Plus-valuen, mussen mer de Kont definitiv unhuelen, well de Kont muss d'Affektatioun vun de Plus-valuen als Dépense selbstverständlech beinhalten. An dofir mengen ech, datt mer an Zukunft do op e bessere Wee komme wéi datt nach virun e puer Joer de Fall war.

De Kont vum Joer 2002, do huet Àre Rapporteur mech gefrot, wéini ech denken deen ze déposéieren. Ech hu ferm wëlles, esou bal mer den 31. Mee 2003 dee Kont faerdeg hunn, d'Resultat vum Kont selbstverständlech der Chamber matzedeelen.

#### (Interruptions)

D'Ordonnancementer sinn elo faerdeg, mä Payementer kënnen nach gemaach ginn. Also kann ech op deem Datum net genee soe wéi d'Resultat ass. Soubal den Délai ass, wou ech e muss ofginn, den 31. Mee, kritt d'Chamber en. Ech weess net, ob sämtlech Annexen da faerdeg sinn. Meng Beamte soe

mer, datt dat net dra wier. Mä ech mengen, wann een d'Resultat huet, da kritt d'Chamber dat selbstverständlech matgedeelt. Dat maachen ech direkt nom 31. Mee 2003, sou wéi dat am Gesetz virgesinn ass.

Eng zweet Observatioun wollt ech maachen zu der Remarque iwwer d'Comptes extraordinaires. Ech hunn opgrond vun deem neien Informatikprogramm, dee mer ageféiert hu mam neie Kontabilitéitsgesetz, d'Zuel vun de Comptes extraordinaires drasteg gesenkt. Ech denken och un d'Problemer déi opkomm sinn, zum Beispill am Beräich vun den Ambassaden, ob een do net kann op de Wee goen vun dem System vun der Gestion séparée. Mir sinn amgang ze kucken, ob dat technesch geet, datt mer also och do kéinten dann en neit Instrument gebrauche wat conforme wär mam neie Kontabilitéitsgesetz.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP), *rapporteur*.- Här Minister, d'Payementer si faerdeg. D'Payementer gi bis den 31. Mäerz. Den Ordonnancement bis Enn Februar. Dat mécht nach zwee Méint fir u sech de Rapport ze maachen. D'Payementer misste faerdeg sinn. Wann Der elo nach Payementer autoriséiert, si mer en dehors.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Ech autoriséiere keng Payementer. Dat muss d'Trésorerie maachen. Meng Erënnerung war, datt den Ordonnancement den 31. Mäerz war.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP), *rapporteur*.- Ech hunn et hei. Den 31. Mäerz sinn d'Payementer faerdeg.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- D'accord. Den 31. Mee ass den Datum, wou ech muss déposéieren. Also den 31. Mee kommen ech mat deene Konten an d'Chamber.

Déi Annexen, Här Krecké, ech schreiwen déi net selwer. Ech soen all Dag de Beamten, datt se wann ech gelift sech sollen intensiv domadder ofginn. Si schaffen enorm vill. Dat si brillant Leit an der Trésorerie. Wa se et faerdeg bréngen, bréngen ech se mat. De Kont stellen ech lech vir, an et gëtt nach ganz flott wa mer kënnen iwwer déi Konte schwätzen, well ech gären dann noliesen, wat mer alles d'lescht Joer zu deene Konte gesot hunn. Mä ech wëll eréischt d'Kont kommentéieren, wann ech se definitiv do leien hunn.

Wat d'Paieren ubelaangt an déi Imputation vun deene Paieren, do wëll ech der Chamber soen, datt mengen Informatiounen no déi Problematik nëmme nach besteet fir d'Jore bis 1999 nach mat. Fir d'Joer 2000, d'Joer 2001 an d'Joer 2002 stellt sech déi Problematik net méi. Fir d'Joer 2000 waren d'Problemer alleguer geléist. Déi hu mer um Exercice 2002 ofgewéckelt, esou datt mer also hei nëmme vu Problemer schwätze vun 1999 an antérieur. Zënter 2001 ginn och d'Paieren zentraliséiert iwwer de Ministère vun der Fonction publique ofgewéckelt. Deen neien Informatiksystem SAP erlaabt et, d'Imputatiounen vun de Rémunératiounen en temps réel quasi ze maachen. Mir hunn nach de System vun den Avancen. Och do wëllt d'Fonction publique dovun wech kommen. D'Problemer vun der Imputation, déi hei opgeworf gi sinn, sinn, eise Servicer no, nëmme antérieur op d'Joer 2000. Den Exercice 2000 ass schonn duerch e Groupe de travail, deen d'Regierung agesat huet, ofgewéckelt ginn. Mir schwätzen also hei vun ale Problemer.

Derbäi kënnt, datt contrairement zu deem, wat den Här Mehlen virdru gesot huet, datt d'Trésorerie falsch wier wann am Club d'Keess net géing klappen. Dat wier ganz schlëmm. D'Keess klappt, well déi Sue si jo ausbezuelt ginn a selbstverständlech an der Trésorerie och als solch ausgewisen. Dat heescht



also, datt do net Suen en dehors vun iergendenger Keess zirkuléieren. Den Direkter vum Trésor, deen ënnert menger Verantwortung schafft, dee weess ganz genee wat ass bezuelt ginn ass. Et ass d'Imputation budgétaire vun de Joren 1999 et antérieur, vun 1986 bis 1999, wou individuell Fall nach am Konflikt sinn. Déi mussen tranchéiert ginn no deenen ale Regeln, déi deemools bestanen hunn, als Konsequenz datt mer all déi Konte vun deene Jore retroaktiv missten adaptéieren oder richtig stellen.

■ **Une voix.** - Et weess jo awer kee wat fir een Exercice datt do soll erfollege fir dat eng Kéier aus der Welt ze schafen.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här Mehlen, ech wëll lech nach eng Kéier soen, datt fir d'Joer 2000 de Groupe de travail zu enger Konkursion komm ass, an datt mer dat um Exercice 2002 ofgewéckelt hunn. Wat déi Imputatioun vu virdrun ubelaangt, do soll de Groupe de travail mat Propositionen kommen, déi ech de Moment och mat der Chamber diskutéieren, iwwer eng technesch Modalitéit, wéi mer dat kënne maachen. Mä wéi gesot, dat betrëfft al Exercicen an do muss mer zesumme kucken wat fir eng praktesch Solutioun mer do hunn. Et ass eng Fro, déi och bei de Budgetstechniker ënnerschiddlech diskutéiert gëtt an dofir huet och d'Regierung fir déi al Exercicen nach keng adequat Propositionen virleien. Mä d'Fonction publique an aner Servicer vum Stat schaffen dorunner.

E leschte Punkt wollt ech maachen iwwert d'Revendicatioun déi hei komm ass, eng Analyse économique vum Kont ze maachen. Also ech muss lech soen, dat ass eng gutt Demande. Mä ech mengen, déi Analyse économique kann awer och d'Chamber selwer maachen an ech kann lech se och selwer hei maachen. Et brauch een nëmme de Rapport d'analyse vum Statec vun engem gewëssene Joer ze kucken, déi a posteriori gemaach ginn ass, et leet een d'Konten derniewent, et kuckt ee wéi verschidde Steieren évoluéiert hunn, dann huet een d'Analyse économique, déi ee brauch.

Mir kënnen lech och d'nächst Joer nach fénnef Sätz derbäi schreiwen, mä ech mengen datt wierklech d'Leit, déi sech hei an der Chamber ëm déi Konte bekëmmen a virun allem d'Budgetschrëttkommissioun à même sinn, opgrond vun deenen Dokumenter déi se hunn, och wann dat net an deemem Projet de loi steet, d'Analyse économique vun deene Konten do ze maachen.

Et war e Joer wou mer eng staark Croissance hatten, wou verschidde Steierkategorien vill méi Recetten erabruucht hunn. Dofir mengen ech ass d'Analyse économique och liicht gemaach, mä ech si gär d'accord lech d'nächst Joer déi puer Sätz derbäi ze schreiwen, mä ech mengen wierklech, jiddereen heibannen ass à même déi Analyse économique selwer, opgrond vun deene Chifferen, déi mir virleien, am Kont ze maachen.

Wéi gesot, de Kont reflektéiert eng gesond Finanzsituatioun, an dofir sinn ech frou datt d'Chamber se stëmmt, an ech wëll och dem honorabelen Här Krecké an deenen anere Kolleegen, déi heizou intervenéiert sinn, fir hir Interventiounen merci soen.

■ **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de virleierende Gesetzesprojekt.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

**Ont voté oui:** M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Nico Loes), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;**

**MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké).**

**Se sont abstenus:** MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

**MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira);**

**M. Serge Urbany.**

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

## **4. Ordre du jour**

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, géng ech lech proposéieren, well den Här Minister Frieden elo hei ass a wëll e berufshalwer de Mëtteg net kann hei sinn, dann hätte mer elo nach Zäit fir d'Projet 4966A a 4966B ze huelen, an de Mëtteg géife mer da mat deenen anere weiderfuere.

Sidd Der domat d'accord?

### **(Assentiment)**

Mir kommen dann zur Diskussioun vun de Projets de loi 4966A a 4966B.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, well de Minister Goerens och hei ass, fir datt et elo ganz kloer ass, also mir huelen elo dee Projet do, wat dem Här Frieden säin ass, well et ass jo och de Moie Regierungsrat, an da géinge mer deen anere plus d'Naturalisatiounen de Mëtteg huelen. Awer dann no der Interpellatioun, dass den Här Minister och ka seng Zäit andeefe fir de Mëtteg. Kënne mer dat dann esou decidéieren, dass de Mëtteg d'Interpellatioun vum Här Weiler kënnt, dann de Projet de loi wou den Här Calmes Rapporteur ass an dann d'Naturalisatiounen? Geet dat esou? Maache mer dat esou?

### **(Interruptions diverses)**

■ **M. le Président.** - Mir maachen dann déi Projeten. Da wäert et véirel op sinn, dann hale mer op an de Mëtteg fuere mer mat den Interpellatiounen virun an dann de Rescht vum Projet. D'Wuert huet elo den Här Ady Jung.

## **5. 4966A - Projet de loi portant approbation**

1. du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997;

2. de l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987

4966B - Projet de loi sur le transfèrement des personnes condamnées

### **Rapport de la Commission juridique**

■ **M. Ady Jung (CSV), rapporteur.** - Här President, honorabel Kolleegen, beim Projet de loi 4966 handelt et sech global gesinn ëm d'Iwwerféierung vu veruerteelte Persounen vum engem Land an en anert.

Am éischte Projet 4966, wéi en am Regierungstext virgeschloe war, waren déi Bestëmmungen, iwwert déi mer haut hei befannen, an engem eenzege Projet de loi zesumme gefaasst. Fir d'Saach awer méi iwwersichtlech ze maachen an net mutwëlles ze verkomplizéieren, gouf en an zwee opgedeelt, also an de Projet A an an de Projet B.

De Statsrot hat a sengem Avis, dee positiv war wat de Fong ubelaangt, mä deen d'Form contestéiert huet, esou e Splitting virgeschloen an d'Kommissioun huet sech där Meenung ugeschloss.

Duerch de Projet 4966A, esou wéi en haut hei zur Ofstëmmung virleit, gëtt engersäits den Zousazprotokoll iwwert d'Konventioun vum 18. Dezember 1997, wat d'Iwwerféierung vu Veruerteelten ubelaangt, approvüiert.

Anerersäits gëtt den Accord tëschent de State vun der EU an d'Konventioun vum Conseil de l'Europe vum 25. Mee 1987 iwwert d'Iwwerféierung vu Veruerteelten ugeholl.

Beim Projet de loi 4966B handelt et sech ëm d'Ofännerung vum Gesetz vum 31. Juli 1987, woumat d'Konventioun vum 21. März 1983 iwwert d'Iwwerféierung vu Veruerteelten an Inhaftéierten am Ausland approvüiert a geregelt gi war. Méi einfach verständlech ausgedréckt kann ee soen, datt et sech beim Projet B ëm eng Regruppéierung vun de gesetzleche Bestëmmungen iwwert d'Iwwerféierung vu veruerteelte Persounen handelt déi scho bestinn, mat gewëssen Ännerungen vun deene Bestëmmungen.

Fir d'éischt also zum Projet de loi 4966A. Den Zousazprotokoll zur europäescher Konventioun an den Accord zur Konventioun vum Conseil de l'Europe, esou wéi se am Intitulé zitéiert sinn, ginn an den Artikelen 1 an 2 approvüiert.

Am Artikel 2 ass weiderhi festgehalten:

1. datt d'Lëtzebuenger Regierung drop verzicht, déi Dispositiounen ze applizéieren, déi dem Stat, deen d'Stof ze exécutéieren huet, et erlaabt d'Stofmooss ze erhéien opgrond vu Sanctiounen, déi a senger Gesetzgebung zousätzlech virgesi waren;

2. datt déi entsprecheend Ufroen a Begleitedokumenter fir Iwwerféierungen och op franséisch oder däitsch iwwersat musse sinn; an

3. d'Lëtzebuenger Regierung deklaréiert hiren Engagement zu deem Accord vis-à-vis vun all deene

Staten, déi deeselwechten Accord ratifizéiert hunn.

Am Artikel 3 assimiléiert de Lëtzebuenger Stat all Awunner aus der Europäescher Unioun mat regelméissegem a festem Wunnsätz op sengem Territoire, wou eng Iwwerféierung am Interessi vun där betreffender Persoun ubruucht schéngt.

Da komme mer zum Projet de loi 4966B.

Am Regierungstext waren déi viséiert Bestëmmungen virgesinn ënnert dem Titel „modification de la loi du 31 juillet 1987 portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et réglant le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger“.

Et handelt sech hei, wéi scho virdu bemierkt, ëm eng Zesummefaassung mat liichten Ännerungen vu gesetzleche Bestëmmungen, déi am Kontext vun der Iwwerféierung vu veruerteelte Persounen duerch d'Gesetz vum 31. Juli 1987 schon an eiser Gesetzgebung bestinn. D'Kommissioun huet sech dofir dem Virschlag vum Statsrot ugeschloss an dee vereinfachten Intitulé zréckbehalen, esou wéi e vun der héijer Kierperschaft virgeschloe gouf: „Projet de loi sur le transfèrement des personnes condamnées“.

Erlaabt mer, Här President, op déi eenzel Artikele kuerz anzegoen.

Ënner Artikel 1 ass festgehalten, datt wann e Lëtzebuenger, deen definitiv am Ausland veruerteelt war, sech där Strof duerch eng Flucht zréck hei op Lëtzebuerg entzitt, de Lëtzebuenger Stat op Ufro vum Stat, dee veruerteelt hat, dést Urteil kann ausféieren.

Wann dogéint en Ausländer, deen vum enger Lëtzebuenger Jurisdiction veruerteelt ass, sech a säin Heemechtsland ofsetzt, da kann de Lëtzebuenger Stat d'Ausféierung vum Uerteel an deem betreffende Land ufroen.

An deenen zwee Fäll kann et sech ëm Veruerteelter handeln, déi fortgelaft sinn. Et muss sech awer och ëm Persounen handeln, déi hir Strof schon zum Deel ofgesiess hunn an no engem Hafturlaub net méi fräiwëlleg zréckgaange sinn, oder sech net un d'Konditiounen vun enger sougenannter Semi-liberté gehal hunn.

Et muss sech awer och ëm Persounen handeln, déi hir Strof schon zum Deel ofgesiess hunn an no engem Hafturlaub net méi fräiwëlleg zréckgaange sinn, oder sech net un d'Konditiounen vun enger sougenannter Semi-liberté gehal hunn.

Op Ufro vum deem Stat, wou dat definitiv Uerteel gesprach gouf, kann de Procureur général déi betreffend Persoun inhaftéiere bis eng definitiv Décisioun geholl ginn ass. Déi entsprecheend Internéierung gëtt op d'Gesamtstrof ugerechent. D'Iwwerféierung vum Veruerteelten an d'Vollstrecke vum Uerteel ënnerläit net dem Averteesdemech vun där veruerteelter Persoun.

Den Artikel 2 hält fest, datt déi Lëtzebuenger Autoritéiten eng Persoun, déi hire regelméissegem a feste Wunnsätz hei a Lëtzebuerg huet an déi definitiv am Ausland veruerteelt gouf, op Ufro vum deem Stat ausweise kënnen. Datselwech géllt wuelverstanen och ëmgedréint fir eng Persoun, déi hei a Lëtzebuerg definitiv veruerteelt ass. An deem Fall kann de Lëtzebuenger Stat eng Iwwerféierung beantragen.

Den Artikel 3 betrëfft déi Persounen, déi hir Strof op där enger oder anerer Plaz nach net ganz ofgesiess hunn.

Den Artikel 4 seet, datt wann e Veruerteelten op Lëtzebuenger Territoire ukënnst respektiv inhaftéiert ass, hie kuerzfristeg dem Procureur général oder sengem Vertreter virgefouert gëtt, deen dann déi néideg Schrëtt ënnerhëlt.

D'Artikele 5 bis 6 behandle weider Detailer vun de virgenannte Prozeduren.

Laut dem Artikel 7 gëtt de Strofvollzuch laut Lëtzebuenger Recht vollzunn.

Am Artikel 8 ass festgehalten, datt keng weider Strofverfolgung am Ausland ka gemaach gi fir en Delikt fir datt e Veruerteelten hei a Lëtzebuerg seng Strof ofsetzt.

Den Artikel 9 leet fest, datt eise Justizminister déi kompetent Autoritéit ass fir d'Ufroen, wat d'Iwwerféierung vun Veruerteelten, déi mat deemem Gesetz viséiert sinn, ubelaangt.

Den Artikel 10 abrogéiert d'Artikelen 2 bis 8 vum Gesetz vum 31. Juli 1987, déi d'Konventioun vum 21. März 1983 iwwert d'Iwwerféierungsprozedure vu veruerteelte Persounen ratifizéiert huet.

Här President, esou wäit also zu den Texter vun de Gesetz 4966A a 4966B wéi mer se an der Kommissioun ausféierlech diskutéiert an eestëmmege zréckbehalen hunn.

Erlaabt mer e spezielle Merci un de Justizminister Luc Frieden a seng Mataarbechter ze riichten, un d'Mataarbechter vun der Chamber, un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Commission juridique wéi och un de Statsrot fir säi konstruktiven Avis.

### **(Brouhaha général)**

Ofschlëssend bieden ech lech, Här President, honorabel Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Commission juridique des Gesetzer ze stëmmen esou wéi se haut hei virleien.

Ech soen lech merci fir d'No-lauchteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

### **(Interruption)**

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

### **Discussion générale**

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll am Numm vu menger Fraktioun dem Här Ady Jung merci soen. Wéi mir dat vun him gewinnt sinn, huet hien en excellenten schréfftlechen a mündlechen Rapport erëm ofgeléiert. Hie war haut awer ganz besonnesch komplett, esou datt mir iwwerhaapt näischt méi derbäizéifügen hunn an ech mech eigentlech drop limitéiere kann, just den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

### **(Hilarité)**

■ **M. le Président.** - Den Här Jean-Pierre Klein huet d'Wuert.

■ **Plusieurs voix.** - Ah!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dir kommt jo net an de Statsrot, Här Klein!

### **(Hilarité)**

■ **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Nach net.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Nach net.

### **(Hilarité)**

■ **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Ech muss mäi Stage nach maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur fir seng gutt an däitlech Aarbecht, fir de gudden Rapport. Wéi de Rapporteur schon erkläert huet, geet et an deemem Projet ëm d'Approbatioun vun zwee internationalen Instrumenter: dem Protocole additionnel an dem Accord tëschent den EU-Memberstaaten, deen d'Konventioun vum 25. Mee 1987 iwwert d'Iwwerféierung vu veruerteelte Leit ergänzt.

Duerch d'Approbatioun vun deenen zwee internationalen Instrumenter muss ausserdeem eist Gesetz vum 31. Juli 1987 geännert an



adaptéiert ginn. Dëst Gesetz regelt d'Prozeduren, déi applicabel sinn am Beräich vum Transfèrement vu veruerteelte Leit. Ech wëll weider net op den Objet an de Contenu vun dësem Projet de loi agoen. De Rapporteur huet alles gesot an ech hunn deem näischt méi bäizefügen.

Par contre wëll ech d'Geleeënheet notze fir mech engersäits méi mat der Matière u sech a mat deenen dorun uegebundene Schwierigkeiten ze befaassen an anerersäits drop anzegoen wat fir eng Efforten um internationale Plang gemaach ginn, notamentum um Niveau vum Conseil de l'Europe, fir d'Uwendung vun der Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert den Transfèrement vu veruerteelte Leit ze vereinfachen.

Dës Konventioun, déi bal vun alle Memberstaaten vum Conseil de l'Europe ratifizéiert ginn ass, erméiglecht et am Ausland veruerteelte Leit erëm an hirt Heemechtsland oder an dat Land, wou se hir Résidence habituelle et régulière hunn, ze rapatriéieren. Dat heescht op kee Fall, dass se dann op fréie Fouss kënne gesat ginn. Si mussen dann an hirem Land de Rescht vun hiner Prisonsstraf, zu där se am Ausland veruerteelt gi sinn, ofsätzen.

Vun do un, wou dës Konventioun a Kraaft getrueden ass, konnten honnerte vu Prisonnéier op Basis vun der Konventioun an hirt Heemechtsland transféréiert ginn. Mengen Informatiounen no sinn der nach net vill zréck op Lëtzebuerg komm. Et sinn der nach net vill heihinner transféréiert ginn.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Dës Méiglechkeet vun den Transfèrementer ass natierlech eng positiv Saach fir déi betraffe Prisonnéier, well se hir Réadaptatioun an hir sozial Réinsertioun méi einfach mécht an esou de Risque vu Récidivité reduzéiert gëtt. Et ass jo effektiv esou, dass e Prisonnéier, deem am Ausland seng Straf ofsätze muss, net esou einfach an oft ka Besuch vu senger Famill kréien oder net esou einfach kann eppes an Empfang huelen.

Fir lech eng Iddi ze gi wat d'Unzuel vun Auslänner an de Prisongen ausmécht, wëll ech e puer Zuelen ugin. An der Schwäiz si 54% vun de Prisonnéier Auslänner. An Däitschland sinn et der 40%. Zu Lëtzebuerg sinn et souguer 16,2%. Wann déi Détenuen also an hirt Land kënne rapatriéiert ginn, da fördert dat hir sozial Réinsertioun.

All Mënsch, dee sech an der Matière auskennt, ass d'accord fir ze soen, dass dës Konventioun e wichtegt a preziesent Instrument vun internationaler Kooperatioun en matière pénale duerstelt.

#### (Interruptions)

Leider muss ee feststellen, dass d'Konventioun an der Praxis net esou gutt funktionéiert wéi ee sech dat géing wënschen. Effektiv ass de prozedurale Kader vum Transfèrement, deem d'Konventioun opstellt, net kamoud an net emmer kloer.

#### (Interruption)

Ech hätt léiwer den Här Jung géint dat soen. Hien ass de Kontrollor vun deem wat ech hei soen. Hie kennt eppes dovunner, Här Di Bartolomeo.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Awer net méi laang.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ausserdeem stellt d'Konventioun eng Rei...

#### (Interruptions)

...vu Konditiounen, déi mussen erfüllt sinn, fir dass en Transfèrement ka stattfannen. Fir dës Konditiounen ze iwwerpréife mussen déi zwee concernéiert Länner sech géigesäiteg eng grouss Quantitéit vun administrativen Dokumenter zoukomme loossen. D'Prozedur

ass also mat enger grousser Bürokratie verbonnen, esou dass et kann 12 bis 18 Méint dauere bis d'Prozedur ofgeschloss ass. Nieft deene juristeschen an administrative Problemer kënnt och eng gewësse Méfiance vu verschiddene Länner derbäi, well se fäerten d'Straf géing net integral nom Transfèrement exécutéiert ginn.

Nodeems déi Problemer, déi ech elo grad ernimmt hunn, festgestallt goufen, huet am Joer 2000 de Conseil de l'Europe d'Initiativ geholl fir eng detailléiert a kritesch Analys vum Fonctionnement vun der Konventioun ze maachen. Am Juni 2001 huet d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe e Rapport dozou diskutéiert an huet dann och d'Recommandatioun 1527 iwwert de Fonctionnement de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées (analyse critique et recommandation) ugeholl.

An deem Text huet d'Assemblée parlementaire eng ganz Rei vu Verbesserungsvorschläi u de Comité des ministres gemaach, déi als Zil hunn d'Konventioun an hirt praktescher Uwendung ze vereinfachen. Doropshin an op Basis vun der Recommandatioun 1527 huet de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe en anert Organ vum Conseil de l'Europe saisiéiert, an zwar de Comité des experts sur le fonctionnement des conventions européennes dans le domaine pénal, fir en Avis iwwert d'Problématique ze froen. Net méi spéit wéi am Januar 2003 huet dann de Comité des ministres a senger Äntwert un d'Assemblée parlementaire déi Recommandatioun 1527 positiv ugeholl an de virdu genannenen Avis presentéiert. D'Propositiounen, déi an dësem Avis dra sinn, mussen elo nach vum Comité des ministres analyséiert ginn a sollen dann a seng zukünfteg Aarbecht afléissen.

Während mer haut mat dësem Projet de loi en Accord vun 1987 an e Protocole additionnel vun 1997 zu där Konventioun vum Conseil de l'Europe approuvéieren, war de Conseil de l'Europe schon erëm während drai Joer fläisseg an dëser Matière, mam Zil d'Konventioun iwwert den Transfèrement nach méi einfach an hirt praktescher Uwendung ze maachen, esou dass d'Länner nach méi intensiv an där Matière kooperéieren sollen a kënnen.

Unhand vu mengen Ausféierunge gesäit een, dass de Conseil de l'Europe wierklech beméit ass fir en optimale Fonctionnement vun där Konventioun iwwert den Transfèrement ze errechen.

#### (Interruptions)

An deem Sënn ass och deem heite Projet de loi, dee mer ofstëmmen, ze gesinn, an duerfir wäert meng Fraktioun en och stëmmen.

Ech soen lech merci.

#### (Interruptions)

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Bettel virgesinn. Oh, deem ass bestëmmt domat d'accord, well hien ass net do.

#### (Hilarité générale)

■ M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Ech géif dann, wann dat iwwerhaupt méiglech ass, Här Präsident, am Numm vum Här Bettel den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Dem Virriedner wëll ech just soen: Et ass emol viru Jorzéngten en excellente Riichter ginn, dee gesot huet: « Petite plaidoirie, petite peine. Grande plaidoirie, grande peine. » Dat kënnt een hei och e bëssen uwenden, mä ech géif awer am Numm vum eiser Fraktioun ganz besonnesch dem Här Rapporteur Jung e ganze grouse Merci soen, well hie mat esou enger grousser Iwwerzeugung dës juristesche Projet ausernaner geluecht huet.

#### (Interruption)

Ech fäerten, dass do, wou hien elo hikéint, hien net esou gelueft gëtt wéi hien hei gelueft ginn ass.

#### (Hilarité)

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Henckes age droen.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech wëll am Numm vun der ADR-Fraktioun dem Här Rapporteur félicitéieren fir säin excellente Bericht, deem hie mat ganz vill Dynamismus och hei an der Chamber virgedroen huet a mat ganz vill Kompetenz.

Wat de Projet de loi selwer ugeet, do wëll ech bien entendu den Accord vun onser Fraktioun ginn, well et zu enger staarker Vereinfachung kënnt bei dem Transfèrement vu Prisonnieren. Ech géing just den Här Justizminister drëm bidden, wann hie mat senger Kollegeen zesammen ass, eng Kéier déi praktesch Auswierkungen, wou Transferte komme vun engem Land zum aneren, analyséieren ze loossen. Et wäert dann héchstwahrscheinlech zu enger neier Konventioun kommen, well ee gesi wäert, dass déi Transfèrementer sech haaptsächlech vu verschiddene Länner no anere Länner maachen, wou et wéinst de Conditions de détention an och wéinst der Exécution des peines e groussen Interêt gëtt.

Dat gesot, ginn ech nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här François Bausch.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, et ass net meng Gewunnecht fir emmer erëm de Saz ze soen, dass ech dem Rapporteur wëll félicitéieren fir säi gudden Rapport, mä hei maachen och eng Exceptioun, well et dem Här Jung säi leschte Rapport ass, deem hien dësem Parlament wäert maachen, duerfir wëll ech him félicitéieren fir säi gudden Rapport a soen, dass mer dee Projet hei wäerte stëmmen.

■ M. le Président.- Den Här Urbany freet nach d'Wuert.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, contrairement zu deem wat meng Virriedner gesot hunn, wëll ech awer hei ukënnegen, dass ech mech bei dësem Projet enthalte wäert, an zwar aus enger ganz einfacher Ursach, well en de Problem opwerft vun der double Peine.

Dat betrëfft déi Leit, déi hei condamnéiert ginn an déi dann zousätzlech nach expulséiert ginn. Dat kënne Leit sinn, déi hei scho ganz laang wunnen, an dat kënne souguer Leit sinn, déi hei gebuere sinn. Zum Beispill kënnt et bái engem portugisesche Matbierger, deem hei condamnéiert gëtt, vir, dass deem zousätzlech nach gesot kritt hie géif expulséiert ginn a Portugal, och wann hie guer keng Attache familiale méi a Portugal huet a wa seng ganz Famill hei wunnt.

Do gëtt elo gesot, dass hien direkt kann transféréiert ginn a säin Heemechtsland, och ouni säin Accord. Hie kann zwar säin Avis ginn, mä hie muss net säi Consentement ginn. Dat heescht hie muss seng Peine dann direkt schon exécutéieren an deem Land, wou hien absolut keng Attachen huet. Hie ka keng Visité kréien zum Beispill vu senger Famill. Déi Méiglechkeet hätt hien awer hei am Prisong, wann hien hei emprisonnéiert wier.

Duerfir fannen ech, dass dee Problem do ganz schlecht geregelt gëtt. Och wann d'Konventioun dat esou virgesäit, dass nëmmer en Avis gefrot ass an net e Consentement, fannen ech, dass een hei awer iwwert de gesetzleche Wee dat hätt ganz anescht regele kënnen an zum Beispill zur Regel maachen, dass d'Leit och hire Consentement gi mussen ier se dann direkt expulséiert gi fir hir Peine an engem anere Land ze purgéieren.

Duerfir wäert ech mech bei deem heite Projet enthalen.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, no deenen excellenten Explicatiounen vum honorabelen Här Ady Jung brauch een net méi op den Detail vun dësen zwee Projeten anzegoen, sauf fir drop hinzeweisen, dass dat hei e wichtegt Instrument ass fir verschidde condemnéiert Détenue méi einfach an dat Land, wou se oft hierkommen, hinze kréien, wat och ka sinn am Interêt vun enger spéiderer Resozialisierung vun deenen Détenuen.

Ech muss an der Praxis soen, dass opgrond vun deenen Texter, déi mer elo hunn, dat ganz oft net funktionéiert, grad well den Détenue säin Accord gi muss, e Punkt op deenen den Här Urbany elo grad agaangen ass. Ech hätt näischt zu dësem Projet ze soe gehat, wann den Här Urbany net elo grad seng Interventioun gemaach hätt. Ech muss nämlech soen, dass ech et als Justizminister richtig fannen, wann een deen aus engem Net-EU-Stat kënnt an zu Lëtzebuerg eng Infractioun gemaach huet an déi Infractioun eng gewësse Gravitéit huet, dass deen duerno d'Land verloosse muss an hei keng Openthaltsgenehmigung méi duerno kritt.

Mir maachen dat iwwregens opgrond vun deenen Décisiounen, déi geholl ginn, wann d'Leit fréizäitig entlooss ginn aus dem Prisong a si hunn hei virdu keng Openthaltsgenehmigung gehat, da kréie se gesot: Dir gitt elo fräigelooos ernert der Konditioun, dass Der ni méi op Lëtzebuerg erëmkommt. Bei deenen, déi virdu hei zu Lëtzebuerg eng Openthaltsgenehmigung haten, kucke mer selbstverständlech wou se sech an deene Jore virdu opgehalen hunn. Mir kucken d'Gravitéit vun der Infractioun a mir kucke wéi grouss d'Gefor fir d'öffentlech Sécherheet ass. Do ginn also eng ganz Rei vu Kritäre gekuckt an, wéi gesot, virun allem wéi laang se virdu zu Lëtzebuerg waren. Dat géllt fir déi, déi zu Lëtzebuerg eng Openthaltsgenehmigung haten, eier se hir Infractioun gemaach hunn. Do gëtt et och an deem Kontext nach eng konsultativ Kommissioun, déi an enger Rei vun deene Fäll gefrot gëtt, eier de Justizminister do seng Entscheidung hëllt.

Déi Konventioun hei ass e gudden Forschrëtt, fir eng Rei vu Condamnéierten an en anert Land ze transféréieren. An der Praxis scheitert et haut awer och nach ganz oft drun, dass déi Länner, wou mer d'Demande maachen, ganz lues si fir eis iwwerhaupt eng Äntwert ze ginn. Si tomme sech oft net fir déi heiten Zort Clienten transféréiert ze kréien. Dobäi kënnt och, dass et eng ganz Rei Länner ginn, déi déi Konventioun hei nach net ratifizéiert oder approuvéiert hunn, an duerfir muss een dat hei an der Zäitachs gesinn, mä ech mengen et erlaabt awer héchstwahrscheinlech an Zukunft eng Rei Transferte méi einfach iwwert d'Bühn ze kréien.

Duerfir soen ech all deene merci, déi dës Projet stëmmen wëllen. Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech froen nach eng Kéier Parole après ministre, Här President.

Ganz kuerz, ech hat eng Question parlementaire gestallt iwwert déi Praxis do. Ech hat d'Statistike gefrot iwwert déi Pratique administrative wéi se an deenen dote Fäll, déi den Här Minister elo erkläert huet, erfollegt. Ech waarden dann op déi Äntwert an ech appréciéieren wéi et

an der Praxis dann ausgesäit an deene Fäll.

■ M. le Président.- Här Minister Frieden.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Ech wëll dem honorabelen Här Urbany soen, dass déi Äntwert, déi hie mir geschéckt huet de 17. März...

■ Plusieurs voix.- Déi Fro.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Pardon, d'Fro, déi den Här Urbany mer geschéckt huet, vum 17. März, dass ech déi geschéckt beäntwert hunn. Ech konnt se ganz séier beäntwerten, well genau déi nämlech Fro hat de 7. November 2002 den honorabelen Här Mosar mer gestallt, esou dass ech den Här Urbany drop hiweisen, dass hien d'Question parlementaire 1890 liese soll. D'Äntwert op seng Fro misst hien also haut vum Greffe vun der Chamber matgedeelt kréien.

■ M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mer kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4966A a mir stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen of iwwert de Projet 4966A.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4966A ass unanime mat 56 Stëmmen an enger Ent- halung ugeholl.

*Ont voté oui:* M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Nico Loes), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

*Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jean Asselborn), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).*

*S'est abstenu:* M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Lecture vum Projet de loi 4966B.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 10 si gelies an ugeholl.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel



Déi fir de Projet de loi 4966B si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass unanime mat 54 Stëmmen an enger Enthaltung uegoholl.

*Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Nico Loes), Ady Jung, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme*

*Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Théo Stendebach), Alexandre*

*Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Claude Meisch) et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jeannot Krecké), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot (par M. Jos Scheuer), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Jos Scheuer et Georges Wohlfart;*

*MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).*

*S'est abstenu: M. Serge Urbany.* Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn? **(Assentiment)**

Et ass esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg um halwer dräi a fänkt u mat der Interpellatioun iwwert d'Héichwaasser. Duerno maache mer de Rescht vum Ordre du jour vun de moien, déi Punkten, déi mer net erleedegt kritt hunn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 12.22 heures)**

## Ordre du jour

### 1. Interpellation de M. Lucien Weiler sur les crues et inondations

*(Discussion générale)*

### 2. 4975 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000

*(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

### 3. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Michel Wolter, Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

■ M. le Président.- D'Sitzung ass.

Esou wäit ech gesinn huet d'Regierung der Chamber näischt matzedeen.

**(Assentiment)**

Dann huele mer direkt den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour an Ugrëff, dat ass d'Interpellatioun vum Här Lucien Weiler iwwert d'Héichwaasser an d'Iwwerschwemmungen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo agedroen: déi Häre Scheuer, Clement, Belling, Mehlen, Gira, Strotz a Graas. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorablen Här Lucien Weiler.

### 1. Interpellation de M. Lucien Weiler sur les crues et inondations

■ M. Lucien Weiler (CSV), *interpellateur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt d'Kollege vun der lénker Säit hei net mat engem Problem vun Héichwaasser haut de Mëtteg ze kämpfen hunn.

**(Interruptions)**

Ech wollt soen, Här President, dass ech am Oktober vum leschte Joer eng Aktualitéitsdebatt hei an der Chamber uegfrot hat iwwert d'Problematik vum Héichwaasser. Meng Demande...

**(Interruptions)**

Jo dach, zanterhier huet et ganz vill gereent, ech wëll lech dat soen, an déi Leit, déi domat ze doen haten, déi waren net amüséiert - fir déi Leit, déi heibanne menge si missten elo scho mat Zwëscheremarken hei fueren.

Ech wëll soen datt dunn, wéi ech déi Aktualitéitsdebatt uegfrot hat, eng Rei Leit hei aus dem Parlament, och Leit aus der Regierung déi Demande zimlech amüséiert opgeholl haten a si se relativ iroesch kommentéiert hunn an deem Sënn: Iwwer wéi een Héichwaasser

wëllt hien dann elo op eemol hei am Hierscht schwätzen?

Abee, ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, déi Leit, déi den 3. Januar dëst Joer mat Hab a mat Gut am Héichwaasser gestanen hunn, déi ware guer net amüséiert. Deementspriedend denken ech, dass et gutt wär, wa mer eis Gedanke maachen iwwert dat wat sech an deene leschten zéng Joer an där ganzer Fro vum Héichwaasser gedoen huet.

Naturkatastrophen, Här President, dat si Phenomeener déi et weltwäit ginn, och an Europa. Mir hunn et de leschte Summer erlieft an Däitschland. Hei zu Lëtzebuerg kënne mer soen, dass mer u sech kënne frou sinn, dass mer „nëmmen“ mam Problem vum Héichwaasser gehäit sinn. Mir haten es 1993 zweemol. Mir haten es 1995 a mir haten es am Januar 2003.

**(Interruption)**

Jo, mir haten dertëscht nach déi eng oder déi aner Kéier Héichwaasser, mä et war awer net, dass es an deenen dramateschen Ausmoosse war wéi zu deene Kéieren, déi ech elo just genannt hunn.

1993 ware mer voll iwwerrascht ginn. 2003 si mer och iwwerrascht ginn, mä mir ware besser preparéiert wéi virun zéng Joer. Dat heescht mir hate geléiert aus deene leschten zéng Joer. Net nëmme mir, dat heescht d'Regierung, d'Gemengen, mä och d'Bierger, jiddereen hat Zäit fir sech anzustellen. Mir ware besser preparéiert, wat awer net heesche wëllt, dass mer optimal preparéiert waren. Mir waren op verschidde Plaze gutt preparéiert, op anere Plaze ware mer manner gutt preparéiert. Duerfir denken ech sollt een emol versichen e bëssen de Bilan ze maachen an ze kucke wou mer virukomm sinn a wou et gehappert huet.

Ech wëll, Här President, keng Analys méi maache vun den Ursache fir déi massiv Iwwerschwemmungen. Et ass an deene leschten zéng Joer dack a vill driwwer dis-

kutéiert ginn. Vun de Klimaverännerunge bis zum Wieder, iwwert d'Zersiddelung, d'Zoubetonéierung, iwwert déi landwirtschaftlech Bewirtschaftung, villes sinn Ursachen. Et gëtt net nëmme eng Ursach, déi heirunner Schold ass, mä et ass wahrscheinlech am Zesummespill vun enger ganzer Rei vun Ursachen. Dat awer soll haut net den Objet vu menger Demande sinn, grad wéi et net drëm geet fir Schëlleger ze fannen.

Wéi mer 1993 fir d'éischt hei debatéiert hunn, hu verschidde Regierungsmembere gesot, a si hate Recht domat, et ass net d'Regierung, et sinn net d'Schäffen an d'Gemengeréit, et sinn net déi Responsabel an et sinn net d'Autoritéiten, déi Schold sinn. Schold ass virun allem dat, wat ech virdu gesot hunn, un alleréischter Stell d'Wieder.

Et geet och net, Här President, fir erauszefanne wat mer da sollt maachen a wat mer misste maachen, fir dass ni méi e Mënsch en naasse Fouss kritt, wann et vill reent a wann et Héichwaasser gëtt. Den Innenminister huet z'lescht nach an engem Interview gesot: Absolute Schutz gëtt et an där heiter Fro net. Dee gëtt et net. Dee kann et net ginn. Dee gëtt et net am Ausland an dee gëtt et och hei bei eis net.

Wat awer net wëllt heeschen, Här President, dass mer eis net musse Gedanke maachen: Wat ass an deene leschten zéng Joer, zanter datt mer dat éischt grousst Héichwaasser haten - mir haten es an deene leschten honnert Joer méi oft, mä dat wat, wou mer interpelléiert gi sinn -, geschitt? Wat ass vun 1993 u geschitt? Wat huet nach ze geschéien? Wéi eng Approchen hu mer gewielt fir der Problematik entgéint ze trieden? Wéi eng konkret Mesur si geholl ginn? Wéi war d'Zesummenarbecht tëscht dem Stat, de Gemengen an den Administratiounen? Wéi steet et mat dem finanziellen Impakt vun deene ganze Mesuren? An ech wëll och, Här President, ee Wuert soen iwwert d'Roll vum Stauséi.

D'Héichwaasser 1993 an 1995 hunn eis opgeschreckt, ech hunn et virdu gesot. D'Regierung, d'Gemengen a mir goufen all gemeinsam forcéiert, fir eis Gedanken ze maachen, fir Strategien ze entwéckelen, fir esou wäit wéi et ebe méiglech ass dem Héichwaasser kënnen entgéint ze trieden. Et si global Strategien, et si regional a lokal Strategien an et sinn och punktuell Mesuren, déi an d'A gefaasst konnte ginn an déi och an d'A gefaasst gi sinn.

Et kënn een net derlaanscht, wann een de Bilan mécht an e bëssen zrëckkuckt op déi lescht zéng Joer, feststellen, dass villes geschitt ass, mä d'Héichwaasser vun deem Joer huet bewisen, datt och nach villes ze maache bleift. Den

Innenminister huet viru kuerzem eng Kéier gesot, dass Héichwaasserschutzpolitik en net kuerzfristegen Aktionismus comportéiert, mä dass esou eng Politik op Ausdauer an op Beharrlechkeet grënt.

Här President, ech deelen dës Meenung, mä ech deele se awer och nëmme zum Deel. Et gi selbsterständlech eng Rei vu Moosnamen, déi an enger Héichwaasserschutzpolitik mussen ergraff ginn, déi selbsterständlech nëmme kënnen à moyen an heiansdo souguer à long terme ugeluecht ginn a konzepéiert ginn an och ausgefouert ginn: Moosname fir Flossbetter ze erweideren, Renaturéierungsmaosnamen, Réckhaltebecken, d'Zesummenarbecht och, déi ganz oft sech komplizéiert uléisst, tëscht Stat, Gemengen a Verwaltungen, d'Interaktioun an den Aktiounen tëscht deenen eenzelne Gemengen, tëscht deen eenzelne Verwaltungen. Ech komme gläich dorop zrëck.

Dat sinn Domäner oder Terrainen, déi kritt een net vun haut op mar beackert. Do muss ee wierklech e laangen Otem hunn. Do muss ee beharrlech virgoen. Vill Leit musse kënne matdiskutéieren. Vill Leit muss mateneen eens ginn, fir dass een en fin de compte zu konkrete Léisunge kënn.

Mä et ginn op där anerer Säit awer och, Här President, Moosnamen, déi guer net esou vill Zäit verlaangen, déi a méi kuerzfristegen Zäitram emgesat gi kënnen. Wann een duerch d'Land fiert, an ech fänken hei zu Walfer un, ech fueren iwwer Miersch, Eitelbréck bis op Reisduerf dorower an ech kucke mer u wat a villen Dierfer a Stied an deene leschten zéng Joer gemaach ginn ass u punktuell Moosnamen, da gesäit een, datt hei ganz vill geschitt ass, datt hei och an enger Rei vu Gemenge wierklech de politesche Wëllen do war, opgrond vun deene Katastrophen, déi se erlieft hunn, fir eppes ze ënnerhuelen. Bei deenen engen ass méi geschitt. Bei aneren ass manner geschitt.

**(Interruption)**

Gliff?

**(Interruption)**

Ech wëll haut hei keng prezis Beispiller opziele wéi deen een a wéi deen aneren agéiert huet. Ech wëll keen hei au pilori stellen. Ech wëll awer zum Beispill soen, datt eng kleng Gemeng wéi Ierpeldeng, déi net vill finanziell Moyenen huet, hei virbildhaft virgaangen ass a villes zrëckgestallt huet un deem wat se hatt kënne maachen u positiven Aktiounen fir hir Bierger, wat aner Buergermeeschteren a Schäfferéit gäre maachen. Déi Ierpeldenger hunn alles dat zrëckgestallt, well de Problem bei hinnen am Akutste war, fir hei Mesuren ze ergräifen. D'Bierger vun Ierpeldeng a virun allem vun Angelduerf konnten am Januar 2003 déi éischt Benefisser aus esou enger Politik zéien.

Ech hu gesot: De politesche Wëlle selbsterständlech vu lokale Responsabelen, mä awer och d'Fro vun de Finanzen. Ech wäert e bësse méi spéit op déi Fro zrëckkommen.

Ech hu gesot, Här President, et gouf munches gemaach an et soll een dat net ënnerschätzen. Et gouf munches gemaach vu Säite vun der Regierung. Wann ech eleng de finanziellen Appui kucken, deen de Stat, d'Regierung bei deenen eenzelne Projekte gëtt, dann ass dat net négligeabel. Dat ass substanzuell. Dat ass vill.

De Stat huet hei seng Responsabilitéit iwwerholl, a wa mer spéiderhin nach eng Kéier op d'Fro vun de Finanzen zrëckkommen, da wäert ech lech soen dass ech denken, dass mat deene bis zu 50%, praktesch a ville Fäll e méi héije Prozentsatz, de Stat do esou wäit gaang ass wéi ech mengen dass hien huet misse goen. Ob hie méi wäit muss goen, do kann een driwwer diskutéieren. Ech géif mengen net. D'Fro vun de Finanzen muss op engem aneren Niveau méi am Detail gekuckt ginn.

Ech hu gesot, dass d'Regierung substanzuell Efforte gemaach huet an de Finanzen. Si huet dat um reglementareschen Niveau gemaach an dat war nach laang net ëmmer esou einfach fir d'Iwwerschwemmungsgebäuer an 30 Gemengen auszuweisen, wat vill Misär gemaach huet, wou vill Leit net frou driwwer waren a wat och politesche Courage benéidegt huet fir déi Iwwerschwemmungsgebäuer auszuweisen, well d'Leit, déi op eemol hiren Terrain net méi an enger Bauzon leien hunn, déi sinn net frou. Ech hoffe just, dass d'Regierung a virun allem den Innenminister dem Drock, deen nach ëmmer ausgeübt gëtt, fir dach erëm hei an do Terrainen aus deenen Zonen eraus ze huelen, net no gëtt, mä dass se dra bleiwen, well déi Zonen, déi ausgewise sinn, dat si sensibel Zonen, geféierlech Zonen, a mir sollen net higoen an an esou Zone weider bauen.

Um System vun der Préalerte ass geschafft ginn. Et ass villes gemaach ginn. Et ass villes investéiert ginn. Ech weess net, Här President, an dat ass eng Fro un den Innenminister, ob dee System dëst Joer beim Héichwaasser zefriddestellend geklappt huet. Leit, déi concernéiert waren, déi hu mer gesot, dass op jidde Fall um lokale Plang d'Informatioun net ëmmer esou geklappt huet wéi se hatt misse klappen. Et missten an deenen eenzelne Gemengen Hotliné bestoen, wou d'Leit kéinten op der Gemeng uruffen, fir zu all Moment gewuer ze ginn a sech Rot kënnen ze huelen. Et schéngt net iwwerall esou e System ze funktionnéieren.

Ech hu gesot vum Stat ass ass villes geschitt um kommunale Plang. Ech hu Beispiller genannt laanscht d'Uelzecht, laanscht d'Sauer. Bei der Musel ass de Problem e wéineg anescht - a meng Kollege wäerten dorobber agoen, den Här Clement an den Här Strotz -, well



d'Musel eng Region ass, déi scho méi laang mat där ganzer Fro konfrontéiert ass an de Problem sech do vläicht e wéineg anescht stellt wéi an deene Regionnen, déi virun allem laanscht d'Uelzecht a laanscht d'Sauer leien.

Et bleift awer, Här President, dass ech d'Impressioun hunn, dass bei deene ville Mesuren, déi vu staatlécher a kommunaler Säit an deene leschten zéng Joer op de Wee bruecht gi sinn - an ech kenne praktesch kee Beispill wat sech net justifiéiert hätt, an éischt substanzéiell Resultater hu mer jo och gesi beim Héichwaasser vun dësem Januar -, et net awer heiansdo un enger globaler Strategie an deem Ganze feelt, an dass ech net gesinn ob, wat esou schéi genannt gëtt eng multisektorieell Konzeption, also d'Interaktioun tëschent eenzelne Politiken an eenzelne Beräicher ëmmer an iwwerall klappt.

D'Regierung hat virun e puer Joer en Dokument ausgeschafft, wat vum Conseil de Gouvernement ugeholl ginn ass, wat geheescht huet «Stratégie globale en matière de zones inondables», wou geschwat ginn ass vun enger «conception multisectorielle qui définit des principes visant une cohérence accrue des politiques sectorielles». Ech weess net, an et ass och dat u sech bësse meng Fro un den Innenminister, a wéi wäit déi Interaktioun an dat vernetzt Denken a Schaffen tëscht Stat, Gemengen a eenzelne Verwaltungen, wéi dat ëmmer an iwwerall klappt. Ech ginn lech e Beispill. Jidderee vun eis weess, an ech hunn an engem Interview vum Innenminister dat och gelies, et soll een alles ënnerloossen, fir den Zoufluss vu Waasser a gefährdete Géigenden net nach ze förderen. Or, wa mer zum Beispill feststellen an enger Ausschreiwung vun den Travaux publics, wou et geet ëm Terrasementsaarbechten tëscht Schieren a Steeën, wou nees 4.000 Meter Drainage gemaach ginn!

Ech gesinn de Moment vill Plazen am Land, wou d'Bauverwaltung amgang ass laanscht d'Stroosse Grief opzemaachen, Réier anzeleeën, Drainagen ze maachen, wou d'Waasser selbstverständlech vill méi schnell an déi méi déif geleedé Géigende bruecht gëtt, amplat dass hei natierlech Ofleef an d'Wiese gemaach ginn, wou d'Waasser kéint versickeren. Dat gesäit terribel gutt aus. Ech hu mer dat op e puer Plazen ugekuckt. Et gëtt awer just eng Formidabel propper an anstänneg Aarbecht gemaach, mä ech stelle mer awer d'Fro, ob se net kontraproduktiv ass, well do gi wierklech grouss Waassermassen a méi déif geleedé Géigenden drainéiert, déi souwiso scho mam Problem ze doen hunn. Wat hëllef also, wann en Duerf, eng Stad, wann déi allméglech Mesuren huele géint d'Héichwaasser an op där anerer Säit hu mer eng Handhabung vun enger Verwaltung, déi drop ziilt fir d'Waasser méi schnell op déi Regionnen zouzekéieren? Ech denken, dass dat net ka sinn.

#### (Interruptions)

M. le Président.- Ech géif em e bësse méi Opmierksamkeit bieden.

M. Lucien Weiler (CSV), *interpellateur*.- Et ass wierklech schwieereg ze schwätzen, wann ee seng eege Stëmm bal net héiert, well ze vill Gespréich am Sall ass.

#### (Interruptions)

Här Mehlen, mir wësse wéi spannend dass et heiansdo ka sinn, wann Dir hei op der Tribün sidd. Ech wëll ville Kolleegen dat heibannen erspueren.

Ech wollt also d'Fro stellen un den Innenminister, wéi et hei ass mat der Interaktioun, mat der Zesummenaarbecht tëscht eenzelne Verwaltungen, wann et ëm d'Konzeption vu Politike geet, déi vun deenen eenzelne Verwaltungen gemaach ginn, a wéi wäit hei d'Zesummenaarbecht funktionéiert.

Wou ass d'Stëmm vun dem Héichwaasser an deenen eenzelne Beräicher, an deenen eenzelnen Domänen, wou verschidde Politiken dévoppéiert ginn?

Här President, d'Zesummenaarbecht tëscht Stat a Gemengen, Aktionismus, laangen Otem, alles dat ass gesot ginn, mä virun allem stellt sech an där ganzer Problematik och d'Fro vun der Gemengenautonomie. Den Innenminister huet de Gemengen e Katalog zoukomme gelooss am Joer 2000, mat ronn 30 Mesuren déi kéinten ergraff ginn a kéinten utile sinn an eenzelne Situatiounen fir Schutz ze bidde géint Héichwaasser. Ech stelle mer awer d'Fro, an ech wëll do kengem vun de Lokalpolitiker ze no trieden, ob net allze vill Gemengenautonomie grad just an dësem Beräich net kann eng Brems sinn, wann ee kuckt an der Praxis wéi et funktionéiert. Déi eng Gemenge gi virun, hunn eppes opzeweisen, hu geschafft. Anerer si vill méi lues virgaangen, aus Grënn wat hir eege sinn, beim politesche Wëllen ugefaang iwwer d'Finanzméttelen eraus. Et si Gemengen, déi finanziell gutt gestallt sinn, déi hu bis elo ganz wéineg ënnerholl. Et si Gemengen déi finanziell net esou gutt dru sinn, déi hu ganz vill investéiert heiraner.

An ech muss lech soen, dass hei eng gewëssen Ongerechtegkeet ass och par rapport zu de Bierger. Selbstverständlech huet jidder Bierger dee Schaffen- a Gemengerot, deen e sech dohinner gewielt huet, mä déi, déi d'Chance hunn an enger Gemeng ze wien, wou bësse Gas gi gëtt, wou Courage an oft vill politesche Courage gebraucht gëtt, wéi zum Beispill an der Gemeng Ierpeldeng. Do war et net och ëmmer einfach fir de Schäfferot fir déi Mesuren, déi se geholl hunn, duerchzesetzen, mä si hu se duerchgesat a si hunn haut Resultater. An anere Gemenge kënnen d'Bierger haut net profitéieren vun deem Service. Verschidde Gemenge sinn ebe méi aktiv, ganz oft well se méi Geld hunn a méi Méiglechkeete fir eppes ze maachen. Et kënnt hei eng fundamentale Ongerechtegkeet eraus, déi eng par rapport zu deenen aneren.

Vun deene Leit, déi 1993 am Héichwaasser mat Hab a mat Gutt ënnergaange sinn, gëtt et der ganz vill déi am Joer 2003 duerch punktuell Mesur vum hire Schaffen- a Gemengerot an der Zesummenaarbecht mam Stat keen Héichwaasser méi haten. Anerer, ob schonns se, net duerch laangotmég Mesuren mä duerch punktuell Mesuren, op eenzelne Plazen hätte kënnen verschout bliwen am Joer 2003, hunn awer no zéng Joer Erfahrung erëm dëst Joer am Héichwaasser gestanen. Do fannen ech, Här President, ass de Punkt ukomm, wou mer eis müssen iwwerleeën, ob mer esou kënnen weider fueren. Zéng Joer hu mer elo geschafft. Op eenzelne Plaze gutt, op anere Plaze manner gutt, aus Grënn, déi ech genannt hunn. Déi eng kéier déi eng Grënn, déi aner kéier déi aner Grënn: politesche Wëllen, finanziell Méttelen, an an an.

Ech stelle mer d'Fro: Dauert et nach eng kéier zéng Joer op enger Rei vu Plaze bis dass déi punktuell Moosname geholl ginn - ech schwätzen elo mol nëmme vun deene punktuellen, net vun deene laangfristigen déi e laangen Otem brauchen -, déi villen eenzelne Bierger a ville Regionnen hëllef kennen? Musse mer eis do net en anere Wee an eng aner Strategie iwwerleeën? Ech weess, dass den Innenminister och an där heiler Fro mat vill Respekt vis-à-vis vun der Gemengenautonomie virgaangen ass. Ech sinn iwwerzeegt, dass vill Gemenge bereet wären hei op en Deel Autonomie ze verzichten, wa se incitéiert géifen a gehollef kriterien, virun allem wann de finanziellen Aspekt géif besser klappen, an dat féiert mech zu der Fro vun de Finanzen. Ech hat se virun ugeschnidden.

De Stat leet 50% an enge Fäll bai a 60 bis zu 80% bei de Pilotprojeten. Do fannen ech, dass de Stat e substanzuellen Effort mécht. Et bleift awer, dass am Héichwaasserschutz alles, awer och alles wat ee mécht, fuerchtbar deier gëtt. A wann een emol higeet an et kuckt een déi Gemengen, déi effektiv Efforten hei gemaach hu fir eppes op de Wee ze bréngen, da gesäit een dass do Gemengen higinn, déi bis zu engem Fénneftel vun den Excédents vun hire Recettes ordinaires op Dépenses ordinaires hienginn. En fin de compte ass interessant fir eng Gemeng, dat wat iwwreg bleift, wann een déi normal Einnahmen an normal Ausgaben kuckt. Et ass jo dat woumadder Politik gemaach gëtt. Wann ee gesäit, dass Gemengen higinn an iwwer en Zäitraum vun zéng Joer bis zu engem Fénneftel investéieren eleng a Mesures anticrue fir Héichwaasserschutz ze maachen, dat ass enorm vill. Awer Gemenge brauchen dat net ze maachen. Awer Gemengen, déi net concernéiert si vum Problem, an anerer déi et net wëlle maachen, investéieren a positiv Aktiounen, a Servicer, déi se hire Bierger offréeieren.

Hei ass och e Service. D'Leit si frou wa se keen Héichwaasser méi hunn. Mä et ass awer net déi Politik, déi virun allem e Buergermeeschter an e Schäfferot emol interesséiert, déi jo awer Intérêt drun hu fir hire Bierger e positive Service, wou de Bierger kann dovunner profitéieren, ze leeschten. Hei si Gemengen, déi während iwwer zéng Joer e groussen Deel vun hiren normale Recetté müssen zrëckstellen an ouni de Bierger nei Servicer, nei Infrastrukturen ze leeschten, mussen se higoen an de Problem vum Héichwaasser léisen.

An deementspreechend fannen ech, Här President, well mer et hei mat enger Fro ze dinn hu wat eng national Fro ass. Dat hei ass keng regional Fro. D'Waasser, ech wëll nëmme ee Beispill erausgräifen, wat vun deem zoubetonéierte Kierchbiérg ofleef an d'Uelzecht an duerno an der Sauer lant, Här President, ...

#### (Interruption)

Här Gira, Dir kritt jo elo gläich d'Wuert. Da kënnt Dir hei Är Strategie entwéckelen.

#### (Interruption)

Neen, ech ka vu menger Fraktioun Zäit eriwuer huelen. Dat ass kee Problem. Mir halen eis un d'Reglement.

Ech wëll lech just soen, Här President, dass wann ee gesäit wéi eenzel Regionne müssen d'Waasser vun anere Regionnen entgéint huelen, déi, déi méi déif leien an déi an de gefährdete Gebidder sinn, müssen d'Waasser selbstverständlech vun do hierhuele wou et kënnt, esou datt ech soen, dat hei ass eng national Fro. Et ass eng national Responsabilitéit, déi spilt. Et si selbstverständlech Gemengen, déi concernéiert sinn, déi selwer Feeler gemaach hunn. Där ginn et, déi net opgepasst hunn an déi an Iwwerschwemmungsgebitter gebaut hunn. Déi mussen selbstverständlech och en Deel vun där Responsabilitéit droen, mä et kann awer net sinn, datt déi Gemengen déi ganz Responsabilitéit an de ganze finanziellen Impakt müssen droen.

De Stat dréit säin Deel. An ech fannen do dernieft sollen déi eenzel Gemengen, déi am schlëmmste concernéiert sinn, selbstverständlech, och well se Feeler zum Deel gemaach hunn, e Pourcentage droen. Mä da bleift awer och en anere Prozentsaz. Deen, fannen ech, misst vun de Gemengen am Kader vun enger Solidaritéitsaktioun kënnen gedroe ginn. Et kann net sinn, datt déi Gemengen, déi en fin de compte müssen d'Waasser

entgéint huelen, dat kënnt jo net nëmme vun hiren an et kënnt net nëmme vun hire Feeler, mä et kënnt vun iwwerall am Land hier, dat mer hei missten e bësse méi solidaresch ënnert de Gemenge virgoen. Ech géif mer wënschen, de President vum SYVICOL ass leider net hei, datt en emol géif am SYVICOL eng Diskussioun ustoussen, fir iwwer déi Fro vum Finanzeement ze diskutéieren.

Ech hu gëschter hei ganz genee nogelauschert wéi iwwer d'Fro vum Enseignement musical an dem Finanzeement dovunner diskutéiert ginn ass a wou d'Fro komm ass, ob Obligatioun oder fakultativ. Mission facultative, mission obligatoire. Ech soen lech hei, d'Fro vum Héichwaasser ass weder eng Mission facultative nach eng Mission obligatoire, mä et ass eng Mission facultative-obligatoire. Dir gitt net forcéiert vum Stat fir eppes ze maachen, mä Dir sidd awer forcéiert opgrond vun de Besoinen an den Noutwendegkeeten an deem wat den Intérêt vum Bierger ass fir eppes ze ënnerhuelen. A well mer et hei ze doen hu mat Obligatiounen, déi zwar net de Gemenge vum Stat imposéiert ginn, mä déi sech par la force des choses, fir dem Bierger de Service ze maachen, datt en net mat Hab a Gutt am Waasser steet, fannen ech datt et eng Fro ass, wou de Stat säin Deel vum Finanzeement an engem anstännege Moos iwwerhëlt, mä datt deen aneren Deel vum Finanzeement net eleng kann op deene Gemenge leien, déi nun eben emol concernéiert sinn.

Vill aner Gemengen hei am Land si jo net mam Problem vum Héichwaasser betraff, déi awer duerch de Fait eleng vun der Topographie a vun dem Agencement wéi se leien awer och dozou bäidroen, datt aner Gemenge mussen mat där Fro eens ginn. Dofir fannen ech, datt de SYVICOL sollt hei an enger Solidaritéitsaktioun versichen an enger Diskussioun zesummen, an ech géif den Innenminister bieden de SYVICOL ze encouragéieren esou eng Approche ze wien, well wann hei Gemengen iwwer zéng Joer esou Efforte mussen maachen an aner Gemenge brauchen dat net ze maachen, dann ass et eng Fro vun elementaarster Gerechtegkeet an et kann een déi heite Fro vun dësem Finanzeement net vergläiche mat anere Froen.

#### (Interruption)

Neen, et kann ee se net vergläichen. Ech hunn d'Beispill vum Enseignement musical geholl. Dat si jo och zum Deel fakultativ Missiounen, déi eng Gemeng sech nun eben emol operleet. Wa se dat wëllt maachen, da muss se och kucke wéi se eens ginn.

Bei den obligatoresche Missiounen ass et um Stat. Selbstverständlech wann en de Gemengen obligatoresch nei Missiounen gëtt, muss de Stat och kucken, an Diskussiounen mat de Gemengen, wéi d'Finanzéierung dovunner ka garantéiert sinn.

Mä wéi gesot, well et hei eng Missioun ass, déi e bësse aus dem Ordinaire erausgeet, fannen ech einfach, datt d'Solidaritéit ënnert de Gemengen hei kënnt viles maachen an eng Diskussioun am Kader vum SYVICOL, an ech wäert dem President vum SYVICOL, wann e kënnt, soen, datt ech mer géif virstellen, datt een esou am SYVICOL dat dote soll approachéieren, fir e bësse méi Solidaritéit hei ze kréien.

Här President, ech gesinn, ech kréien awer Schwieeregkeete mat der Zäit. Dofir wëll ech just nach zwou Froen uschnidden.

#### (Interruptions diverses)

M. le Président.- Ënnerloosst dach déi Bemierkungen. Dat ass d'Saach nëmmen an d'Längt gezunn. Et kënnt jo näischt dobäi eraus.

M. Lucien Weiler (CSV), *interpellateur*.- Här President, ech

froen datt déi Zäit net ugerechent gëtt. Ech wëll lech just soen, Här Gira, meng Fraktioun huet, mengen ech, 49 Minutten Zäit. Wa meng Fraktioun mir déi 49 Minutte gëtt, dann hunn ech déi. Mä dann haalt Dir lech, Här Gira, emol eraus aus der interner Organisatioun vun der CSV a vun eiser Zäit.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, ech géif em Är Opmierksamkeit bieden. Kolleegen, dat bréngt jo näischt fir dauernd een ze ënnerbrächen. Eischtens ass et net héiflech dem Riedner vis-à-vis. Wann Dir selwer eng Ried haalt, dann ass jidderee frou wann déi aner nolauschteren, an zweetens, mengen ech, gëtt et och en Duercherneen. Et gëtt jo kee Mënsch méi klug draus, em wat et iwwerhaupt geet wann dauernd ënnerbrach gëtt. Déi Leit, déi nokucken, hunn d'Gefill datt se heiansdo engem Kindergarten géifen nokucken. Ech mengen, eng Chamber, déi Gesetzer soll maachen an déi wichteg Problemer vum Land diskutéieren, déi soll e gewëssene Sérieux un den Dag leeën.

Ech géif lech wierklech bieden, Kolleegen a Kolleginnen, nozelauschteren, de Riedner fäerdeg schwätzen ze loosse, a jiddereen, deen agedroen ass, kritt jo d'Méiglechkeet dat wat hien ze soen huet och ze soen.

M. Lucien Weiler (CSV), *interpellateur*.- Här President, ech wëll uschlëssend un dat wat Der gesot hutt soen, datt déi dausende Leit, déi am Januar dëst Joer mam Problem vum Héichwaasser konfrontéiert waren, sech d'Debatt hei ukucken, wéi duerchernee geschwat gëtt an e Riedner hei op der Tribün net normal kann entwéckele wat en als Iddien huet. Jidderee ka jo hei eropkommen a seng Meenung soen. Déi Leit wëssen dat net ze apprécieieren an déi wäerten och gesinn op wéi engen Ecker hei déi sinn, déi permanent ënnerbrächen an net erlaben, datt een hei seng Iddie kann normal duerstellen. Ech fannen et einfach net an der Rei.

Hei geet et ëm en extrem grave Problem, wou Leit mat Hab a mat Gutt konfrontéiert sinn, an da gëtt ee permanent a senger Ried hei ënnerbrach mat dommen Zwëschbemierkungen. Här President, ech erlabe mer deen Term, well där si vun dëser Säit komm. Ech wëll hei meng Ried kënnen a Rou an anstänneg zu Enn féieren, an ech géif bieden datt ech déi Zäit, wou ech elo déi ganzen Zäit hei ënnerbrach gi sinn, zegutt geschriwwen kréien.

M. le Président.- Also, Dir kritt se, awer fuert elo wieder, an déi aner sollen nolauschteren.

M. Lucien Weiler (CSV), *interpellateur*.- Här President, ech hunn also hei en Appel gemaach wat d'Finanzéierung ubelaangt, well dat eng wichteg an eng seriö Fro ass, an déi Gemengen déi concernéiert sinn an déi während zéng Joer ganz grouss Efforte gemaach hunn, vill Projeten an Infrastrukturen zrëckgestallt hunn, well se forcéiert ware fir hei ganz substanzéiell Efforten ze maachen, datt et hei bei der Finanzéierung fro e bësse méi Solidaritéit misst ginn an och kënnt ginn, an ech sinn och iwwerzeegt, wann am SYVICOL esou eng Fro ënnert der Tutelle vun Innenminister géif richteg abordéiert ginn, datt een hei kënnt Léisunge fannen. Et bräicht net enorm vill ze sinn. Wann een aus dem Fonds de dotation communal e klenge Prozentsaz géif erausbrächen, dee kenger Gemeng u sech ënnert dem Stréch géif en fin de compte wéi doen, woumadder ee kënnt deene Gemengen hëllef, déi am schlëmmste betraff sinn an an deene sensibelste Regionne leien, dann, mengen ech, hätte mer eppes Konkretes fäerdeg bruecht.



Ech wollt, Här President, nach zum Schluss zwou Froe stelle wat de Staudamm vun Esch-Sauer ubelaangt. Mir kenne seng Missiounen, d'Drénkwaasserversuergung, d'Regulatioun vum Waasserstand an d'Stroumproduktioun. Just wat d'Regulatioun ubelaangt. Mir wëssen, datt mer 1993 Problemer hatten. Esou wäit wéi ech weess sinn duerno bei deenen Héichwaasser, déi mer haten, ni méi Problemer opgetaucht. Ech géif awer gär wëssen, Här President, vum zoustänneg Minister, no wéi enge Virschrëften an no wéi enge Regeln haut bei der Staumauer verfuert gëtt. Wien assuréiert d'Gestioun do? Wie kuckt wéi héich zu wéi engem Moment den Niveau vum dem Waasser am Stau ass, fir datt mer, wann e Problem sech stellt a mir missten d'Capacitéite fir Waasser zréckzehalen hunn, wien ass zoustänneg? Wéi fonctionnéiert dat? Gëtt dat all Joer a vu Saison zu Saison nei gekuckt?

Ech wëll och wëssen: Wien ass zoustänneg fir d'Sécherheet bei der Staumauer? Ech mengen, et sinn eppes méi wéi zéng Joer hier wou mer déi Stabiliséierungsaarbechten un der Staumauer gemaach hunn. Gëtt déi periodesch kontrolléiert? Gëtt déi iwwerwaacht? Ech denken net, datt e Problem vum engem Accident géif bestoen. Ech sinn zimlech sécher, datt dat ganz improbable ass, mä et muss een awer hei permanent de Contrôle maachen an et ass fir d'Leit och gutt ze wëssen, datt dee Contrôle vun der Sécherheet vum dem Stau fonctionnéiert.

Ee Wuert nach wat d'Stroumproduktioun ubelaangt. Am Kader vum der Privatisatioun vum deenen hydroelektreschen Zentralen ass jo déi Stroumproduktioun, déi zu Esch-Sauer gemaach gëtt an déi jo ganz minimal ass - dat si ronn 0,5% vum der Consommatioun vum eise Besoinen, déi do hiergestallt ginn -, a Privathänn iwwergaangen. Deementsprechend a wann ee weess, datt de Waasserstand am Stau op der enger Säit jo e gewëssen Niveau muss hunn, fir datt hie seng Régulatiounsfunktioun ka maachen, an op der anerer Säit awer och e gewëssen Niveau muss hu weinst der Stroumproduktioun, da stellen ech mer d'Fro, ob et net ka sinn dass hei en Interessekonflikt kéint, wa mer elo eng privat Exploitatioun hei hunn, déi Intérêt huet dass fir d'Stroumproduktioun den Niveau vum Waasser op engem gewëssen Niveau ass, wärenddeems d'Régulatiounsfunktioun vum Stau awer géif gegebenfalls en aneren Niveau commandéieren.

Duerfir speziell d'Fro, well ech mengen, dass an där ganzer Exploitatioun och der Stroumexploitatioun kee Kommodo besteet: No wéi enge Kritäre funktionéiert dat doten? Wien huet do d'Soe wéi den Niveau vum Stau ass? Sinn et staatlech Stellen, déi no der Régulatiounsfunktioun kucke fir dass den Niveau gehale gëtt oder spillen och hei déi privat Intérète vum deem deen haut de Bedreier ass vum der Exploitatioun mat eran?

Här President, dat waren zum Schluss zwou, dräi konkret Froen, déi ech un den Innenminister stelle wollt. Ech wëll just ofschléissend soen, dass ech ënnert dem Stréch fannen, dass an zéng Joer vill geschitt ass, dass de Stat, d'Regierung an eenzel Gemengen extrem vill opzeweisen hunn, dass awer e ganze Koup Saachen ze maache bleiwen, an datt virun allem e ganze Koup punktuell Mesuren, déi keng zéng Joer brauchen, kënnen op d'Schinn bruecht ginn, an dass et net méi nach eng Kéier zéng Joer dauert bis och op anere Plaze vum Land, esou wéi et schonn op ville Plazen de Moment fonctionnéiert a gutt fonctionnéiert, d'Bierger dovunner profitéiere kënnen.

Ech géif den Innenminister bidden hei eng Kéier eng concertéiert Aktioun och mat deene Gemengen, wou mer nach Problemer hunn a

wou mer déi gréisste Problemer hunn, ze ënnerhuelen, fir dass mer dat wat mer am Joer 2003 erlieft hunn net am Joer 2013 nach eng Kéier erliewe mussen. Mir sollen eis nach ee Moment Zäit ginn, mä mir sollen awer och Gas gi wat déi punktuell Mesuren ubelaangt. Wat déi méi laangtmeg Mesuren ubelaangt, do géif ech d'Regierung bidden zesumme mat de Gemengen op deem Wee, dee beschratt ass an deen och gutt leeft, wann ee gesäit wat alles geschitt ass, weiderzefueren. Mä, wéi gesot, an deene punktuell Mesuren hätt ech gären a wär ech frou, wann des Diskussioun kennt dozou bäidroen, dass mer do e bësselche méi schnell weiderkéimen.

Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

#### Discussion générale

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Katastroph ass mediewierksam. D'Héichwaasser ass eng Katastroph an et gëtt kaum eng Katastroph, déi méi mediewierksam ass wéi d'Héichwaasser. Wann een op der Musel wunnt a wann een op der Sauer wunnt op bestëmmte Plazen, da stellt ee fest, datt regelrecht Pilgerzich vu Leit sech a Richtung Sauer a Musel entwéckelen, fir ze kucke wéi grouss dass d'Waasser ass a bis wouhinnet et dann an den einzelnen Haiser an Uertschafte steet. Dat mécht vill Leit ganz béis.

D'Wourecht, d'Wierklechkeet ass, datt all Héichwaasser Schued a vill Misär urricht. Ech hunn emol e puer Punkten opgezielt. Éischstens kascht all Héichwaasser Geld a wat et méi héich kënn, wat et méi deier kascht fir d'Schied ze reparéieren. Haiser muss frësch gemaach ginn a Miwwel mussen nei kauft ginn. Ech hu beim leschten Héichwaasser emol mat engem Geschäftsmann de Bilan gemaach. 1993 hat hien e Schued vu sechs Milliounen, deen hien huet missen an d'Rei bréngen, an des Kéier hat hien nees en héije Schued, zwar vum e puer Milliounen manner, mä trotzdem. Dat dote war elo bei engem Haus, net ze schwätze vum all deenen anere Leit, vum deene ville Privatleit, déi och am Waasser geiess hunn.

Zweetens hannerléisst d'Héichwaasser an enger Wunneng ëmmer fiicht a ganz ongesond Raimlechkeeten a schiedegt ganz oft op laang Zäit d'Liewensqualität vum de Leit, déi dra wunne mussen, déi keng Alternativen hunn. Do ginn et Kanner, déi einfach krank ginn a krank bleiwe während enger ganzer Zäit, well se mussen an där Wunneng bleiwen.

Drëtens huet eng Entreprise, e Geschäft, e Restaurant oder en Handwerksbetrieb duerch d'Héichwaasser ëmmer Aboussen am Revenu an an de Recetten an duerno och Aboussen an der Produktioun. Dat gëllt fir vill Handwerksbetreiber.

Véiertens, an dat gëtt ëmmer vergiess, ass eng Iwwerschwemmung ëmmer eng psychesch Belaaschtung fir déi Betraffen. Dat gëtt wierklech ënnerschat, wa Leit do setzen an engem Haus a si gesinn d'Waasser kommen a si wëssen net wou et ophält. Si wësse just eent, et kënn, an doduerch datt et kënn geet mäin Haus zu engem gudden Deel futti. An deem doten Emfeld muss een och vum der psychescher a vum der physescher Belaaschtung fir d'Servicer vum Stat a vum de Gemenge schwätzen wéi fir d'Servicer vum den Hëlleforganisatiounen, vum der Protection civile a vum de Pompjeeën, déi bei esou Geleehtheete bis un d'Grenze vum hirer Leeschtungsfaegkeet gedréckt ginn.

Ech muss hei och onbedéngt de Wäert vum Volontariat ënnersträichen an e Merci un déi vill Fräiwël-

leg riichten, déi dat emol ganz oft net esou unerkannt kréien, weder vum de Gemengen, nach vum Stat, nach souguer vum deene Leit, deene se hëllef. An zwee Deeg hate mir zu lechternach méi wéi honnert Leit, déi ronderëm d'Auer geschafft hunn. D'Solidaritéit war grouss. An deem Kontext muss een och d'Fro stelle wéi et mam gudden Equipement vum deene Servicer steet. Och deen Equipement kascht ganz vill Geld an e muss do sinn, och wann en eventuell nëmmen all zéng Joer oder vläicht nëmmen emol an honnert Joer erëm agesat gi sollt oder muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1993 hate mer en Héichwaasser, dat war e Jorhonnert-héichwaasser. Mir hunn eis referéiert op 1918 bei der Sauer an 1947 hate mer dat lescht grousst Héichwaasser un der Musel. Dat Jorhonnert-héichwaasser ass e Joer méi spéit nees komm, bal an derselwechter Héicht, an 2003 war et méi héich wéi 1993. Et ginn do derfëscht nach eenzel Perioden, eenzel Joren, wou et op bestëmmte Plaze méi...

#### (Interruption)

Dat stëmmt. Dir hutt Är Perspektiv.

#### (Interruptions diverses)

■ **M. le Président.** - Fuert virun, Här Scheuer, an Dir sollt den Här Scheuer net ënnerbriechen. All déi, déi hei ënnerbriechen, si jo agedroen. Dir kënn jo dat soe wat Dir ze soen hutt, wann Dir beim Pult stitt.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Just do, wou mir hierkommen, Här Clement, op der Musel, ass d'Héichwaasser e bëssen als eng Fatalitéit opgeholl ginn. Mir hunn drop gewaart, datt et kéim. Jidderee wosst, datt et kéim, a jidderee wosst wat hien ze maachen hätt, wann et géif kommen. Als Musterbeispill kann ee Réimech zitieren, wou d'Leit sech bis haut dorop exemplaresch agestallt hunn.

No 1993 huet de Stat reagiert, d'Gemengen hu reagiert an déi betraffe Leit hu reagiert. An zwar ass reagiert ginn op dräi Niveaue. Éischstens um Niveau vum Héichwaasserschutz. Zweetens um Niveau vum de finanziellen Hëllef, déi de Stat verdeelt huet un d'Gemengen, un d'Privatleit an och un d'Betreiber. Den drëtten Niveau ass den Niveau vum der Préalerte. Mir hu reagiert. Mir hu munches gemaach an ech wëll och emol e bëssen zitieren aus deem Bilan, dee gezu ginn ass, vum der Protection civile, dem Innenministère also.

Vun 1993 u bis haut, mengen ech, si ronn 30 Milliounen Euro investéiert ginn. Dat ass enorm! Déi 30 Milliounen Euro sinn investéiert gi fir Feeler ze reparéieren, déi gemaach gi sinn, awer net nëmmen. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck. Mir hunn zum Beispill e Fréwarnsystem geschaf fir 1,5 Milliounen Euro. Um Niveau vum Aménagement du territoire sinn Héichwaasserzone geschaf ginn, sougenannt Zones inondables, déi d'Gemengen an hir PAGen agedroen hunn. Dat ass eng gutt Saach an ech ginn dovunner aus, datt d'Gemengen dat och alleguerter respekéieren, an datt an d'Partie écrite vum deenen neie PAGen déi Contrainten dann agebaut ginn, déi zum Beispill besti wann ee Baulücken zoubaut, well dat muss jo och geschéien.

Ech weess awer och, datt d'Gemenge konfrontéiert si mat deem Problem vum der Indemniséierung, doduerch datt Terrainen einfach entwärt gi sinn. Ech weess net, ob Prozesser gefouert gi sinn. Si Prozesser gefouert ginn?

#### (Interruption)

Jo, mä mir haten ze doe mat enger ganz klorer Dévaloriséierung vum Terrainen. Den 18. November 2002 hunn dann den Innenminister Michel Wolter an d'Émweltministesch vu Rheinland-Pfalz e gemeinsame Projet am Beräich vum der Musel virgestallt. Och dat ass eng gutt Saach an am Joer 2002 ass dann - et ass en herrlechen Numm - en interaktiven Atlas virgestallt ginn.

Ech hunn dat net richtig verstanen, mä dat ass e Gefahrenatlas oder e Gefährdungsatlas, dee sech op néng Flëss a Baache bezieht, an zwar sinn dat d'Anzugsgebiete vum der Musel, vum der Saar a vum der Sauer. Do läit och bezeichnenderweis d'Uelzecht an d'Atert dran, d'Musel, d'Our, d'Sauer an zum Beispill och d'Prüm, déi eng wesentlech Roll spillt wat d'Crue vum der Sauer ugeet, an d'Our natierlech och. Dat Ganzt kascht 2 Milliounen Euro. Dat ass eng gutt Saach.

Déi Interaktivitéit muss permanent iwwerpréift ginn. No engem Héichwaasser wéi deem heiten ass se anescht wéi se virdru war. Dat heescht et misst een am Fong eng permanent Mise à jour vum deem interaktiven Atlas an d'Wee leeden an ech hoffen an ech mengen och, datt dat geschitt.

Parallell dozou sinn dann Aarbechten um Terrain gemaach ginn am Uelzecht, dat ass bekannt, och am Sauerdall um Lëtzeburger Terrain. Bezeichnenderweis ass just um Lëtzeburger Terrain vill geschitt, well et méi einfach war, well och bei verschiddene Gemengen d'Bereitschaft do war an den Drock och vu baussen, fir eppes ze maachen. Dat géllt fir Walfer-Steessel, fir Eitelbréck, an dat géllt och fir den Dikrecher Raum. Deen Drock war esou grouss an d'Moyene waren och do fir et ze maachen. D'Technik war och gi fir anzegräifen an direkt effikass ze ginn.

Ech soen lech dann de finanziellen Impakt op eng Stad wéi lechternach vum deem Catalogue anticiue, deen opgestallt ginn ass am Joer 1998. Deen ass 1998 fir 500 Milliounen entworfen ginn. Deemools ass gesot ginn, d'lechternacher Gemeng misst 100 Milliounen bäileeën. Kuckt wat dat fir een Impakt op d'Gemengefinanzen huet, wann een dann och nach muss de Prefinanzement maachen. Dat kënn jo nach dobäi. Et ass net fir ze soen, dat géif een esou aus den Äerm rësele finanziell, ofgesinn nach vum deene villen technesche Problemer déi et opwerft a vum der Betreuung déi eng Gemeng esou engem Projet muss zoukomme loosse. Do ass munches gemaach ginn, wat x-mol beschriwwen ginn ass: Mauer, Damm, Renaturéierung. Déi Aarbechten hunn eppes bruecht a si ginn och weider gefouert no Pläng.

Den Här Weiler huet eng Interpellatioun ugekënnegt an eng Interpellatioun gemaach. Ech war komplett iwwerrascht. Ech hunn och net de richtige Sënn vum dem Term „Interpellatioun“ aus sengen Ausféierung kennen héieren. Fir mech ass eng Interpellatioun ëmmer eng Kritik un der Regierung. Eng Interpellatioun ass ëmmer den Ausdrock vu Mësstrauen, Mësstraue vis-à-vis vum enger Regierung. Wann dat Mësstraue vis-à-vis vum der Regierung esou grouss ass beim Här Weiler, dann ass den Här Innenminister elo wahrscheinlech frou, well ech sinn net fäerdeg gi fir en ze luwen. Do hu mer also d'Rolle getosch, wat awer net heescht, datt ech seng Interpellatioun vu geschter appréciéieren. Ech sinn awer absolut fair genuch fir dat unzëerkennen, wat gemaach ginn ass. Mir setzen am selwechte Waasser zesummen. Et huet och funktionéiert.

Den Här Weiler huet wahrscheinlech...

#### (Brouhaha général)

...preventiv eng Interpellatioun aus engem Acte de complaisance gemaach. Hien hätt et och kënnen Débat d'orientation nennen, mä en

huet als President vum der gréisster Fraktioun awer, mengen ech, zu deem rabiatste parlamentaresche Mëttel gegräff, wat et gëtt, an en huet doraus awer e Fréijoeswand gemaach, deen de Minister bestëmmt.

■ **M. le Président.** - Kee rabiat, mä en demokratescht Mëttel.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - E rabiat demokratescht Mëttel. Jo.

■ **M. le Président.** - All Deputéierten huet d'Recht hei seng Meenung ze soen iwwer e Sujet, deen e mengt, dee wichteg wier.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Et geet jo drëm, wéi ee seng Meenung seet. Ech hu fonnt den Här Weiler hätt den Toun vum der Interpellatioun net fonnt.

Ech ginn dem Här Weiler Recht, vill Froe sinn net geléist. Munnech Froe bleiwen ze léisen an eent steet fest, an dat huet den Här Weiler richteg gesot an et gëtt ëmmer nees betout, den absolute Schutz gëtt et net. A wann am Joer 2003 d'Sauer zéng Zentimeter méi héich gewiescht wär, da wär zu Angelduerf d'Waasser eragelaf an da wier alles fir d'Kaz gewiescht. A wann d'Waasser zéng Zentimeter zu lechternach méi héich gewiescht wär, da wär e ganze Quartier regelrecht ersoff an dat mat enger Héicht vun 30, 40 Zentimeter méi héich wéi dat am Joer 1993 de Fall war. Ergo, d'Jorhonnert-héichwaasser vun 1993 hat e Plus. Dat war eng Kant vun 30 Zentimeter, an déi ka bei deem nächste Waasser schonn net méi duergoen.

1995 huet d'Regierung Prinzipie festgehale wat d'Investissemeter betrëfft. Déi Prinzipie stinn enger Deklaratioun, déi d'Regierung eraus ginn huet. Do steet dran: „Les mesures techniques de protection contre les crues ne sont pas bon marché. La sécurité supplémentaire ainsi obtenue doit justifier les sommes investies. Le bénéfice pour la collectivité nationale doit être maximisé.“ Dozou muss ee stoen, datt ass e gudder Prinzip. Et investéiert een net fir ze investéieren, mä et investéiert ee fir e Rendement ze hunn. Duerch déi Investissemeter muss eng Plus-value fir d'Leit eraus kommen a souguer eng Plus-value économique. Dee Prinzip ass bäibehale ginn an dee gëtt och esou vum Minister exécutéiert, an och vum de Gemengen.

Den zweete Prinzip vum 1995 heescht: „Ralentir et atténuer l'écoulement“. Dat ass e Punkt, wou ech mech wëll e bëssen dobäi ophalen. Preventiounsaarbecht leeschten duerch Agräffer an déi bestehend Landschaft. Do gëtt et vill Méiglechkeeten: Verbreedung vu Flossbetten, Schafe vu Wanterbetter, d'Versigelung vu Buedem verhënnern, ënnerbannen, Uplanze vum de Flosslandschaften, wat zu enger ekologescher Beräicherung vum der Fauna a Flora féiert. Do touchéiere mer dann de Beräich vum der Landesplanung. Heizou wëll ech e puer Froen opwerfen. Et sinn och schonn Zones de rétention ugeluecht ginn. An eng Zone de rétention uleeën, dat heescht fir d'éischt Terrainen kafen, zweetens Terrainen ausbaggeren, drëtens Terrainen aménagéieren, réaménagéieren, véiertens Buedem verschaffen oder Buedem verkafen, oder en iergendwou ënner Daach bréngen, mä dat si meeschtens enorm Quantitéiten.

Meng Fro: Wien ass zoustänneg fir déi Terrainen opzefafen? Äntwert: D'Gemengen. Ganz bestëmmt. Et ass kee Problem fir e Buergermeeschter oder eng Gemeng op hirem Territoire Terrainen opzefafen, mä de Problem geet un, wann ee muss ausserhalb vum de Limité vum der Gemeng opkafen, an zwar Terrainen, déi fir déi aner Gemeng, déi vläicht och Héichwaasser huet, näscht bréngen. Wat huet d'Gemenge lechternach dovun, wa mir ënnerhalb vum lechternach eppes ausbaggeren, wourop déi Rousporter awer ugewise sinn? Oder



wat huet d'Gemeng Bäerdréf do-  
vun, wann do ausgebagert gëtt fir  
dass d'Gemeng lechternach dovun  
profitéiert. An anere Wierder, hei  
ass eng Denkaarbecht gefuerdert.  
Beispill Walfer-Steessel. Déi zwou  
Gemengen hater déiselwecht In-  
téréten. An ech wëll et elo e bësse  
méi komplizéiert maachen. Dat  
gëllt fir de Musel- a fir de Sauerdall,  
wou Condominium besteet. Musel  
a Sauer gi géréiert vu Rheinland-  
Pfalz a vu Lëtzebuerg. lechternach  
wäer wär zum Beispill gehollef, wann  
op der däitscher Säit Retentionsvolu-  
me geschafte géif ginn, a praktesch  
nëmme op der däitscher Säit.

Et ass Denkaarbecht verlaangt,  
Décisioun si verlaangt. Waasserbëlleg  
als Beispill, Waasserbëlleg  
wat jo ëmmer Schwierigkeeten  
huet. Op der däitscher Säit gëtt elo  
gebaut, an déi Waasserbëlleger  
waarden drop, datt si d'Waasser  
méi héich kréien. Mä ech kann  
awer och soen, Waasserbëlleg wär  
geschützt, wann uewerhalb vu  
Waasserbëlleg eng aner Gemeng,  
Mompech zum Beispill, Terrain  
géing zur Verfügung stellen an déi  
Bëlleger Gemeng missten déi da  
kafen. Problematesch, äusserst  
problematesch, an et soll een net  
de Kapp an de Sand strecken a  
maache wéi wann de Problem net  
géif bestoen. Et ass eng regional  
Problematik.

An dann eppes anescht, fir ze  
weise wéi vernetzt ee kucke muss.  
De Buedem, dee vun den Uwenner  
geholl gëtt, dee keen Dreck ass mä  
héichwärtig ass, och do muss ee  
sech intelligent Léisungen afale  
loosse fir déi Millioun Kubikmeter,  
déi ufalen, wann een et gutt mécht,  
fir déi ze verschaffen an net ze ver-  
schaffen. Dat ee Wuert mat zwee ff  
an dat aner Wuert mat engem f.  
Buedem ass en Element mat deem  
Eiser Här Aménagement du terri-  
toire gemaach huet.

Zweet Remarque an deem Kontext:  
All Katastroph muss e Plang dé-  
clenchéieren. D'Koordination vun  
deem Krisepiang gëtt vun der  
Protection civile gemaach. Dee  
Krisepiang huet dann och eng  
national Envergure. Mä de  
Krisemanagement um regionale  
Plang ass net opgestallt. Och dat  
hu mer esou no 1993, 1994 komme  
gelooss. Et ass eng Viraarbecht  
amgaang bei de Pompjeeën.  
Jidderfere kuckt do, fir seng  
Zopp ze kafen, esou wéi se op  
sengem Feier am beschte waarm  
gëtt a wéi ee se och am beschten  
iesse kann herno. Ech froen eng  
Systematisierung vun deene  
Krisepiang an ech froen eng  
Autorité de tutelle, ob dat d'  
Pompjefederatioun ass, déi dann de  
Kanton patronéiert a chaperonéiert,  
oder ob dat op enger anerer  
Plaz am Innenministère geschitt,  
oder d'Protection civile, fir dass  
eng Kohärenz tëschent deene  
Krisepiang entsteet.

Ech froen no enger Systematisierung  
an no enger Harmonisierung  
vun deene Pläng. Dozou gehéiert  
natierlech och d'Préalerte. Préalerte  
gëtt ëmmer falsch verstanen.  
Préalerte heescht net de Knäppchen  
drécken an da geet eng Sireen.  
Dat ass falsch. Préalerte an  
dësem Kontext heescht Prévisioun  
vun deem wat komme kann, an do  
si mer nach ganz schwach op der  
Broscht. De System, deen en  
place gesat gëtt, deen huet en  
herrlichen Numm: de System ELVIS.

Et ass den ELVIS. Do gëtt  
geschafft, et ass vill ze  
verbesseren, mä jidderfere  
weess datt d'Prognose  
schwierig sinn, an eréischt  
wann dat klappt, dann huet  
een och d'Leit sécuriséiert,  
da sinn d'Leit och bereet op  
aner Weeër matzegoen.

Da kommen nach e puer  
punktuelle Problemer an  
dann halen ech op. Ech  
kënn nach stonnelaang  
schwätzen. Dat ass de  
leidege Problem vun  
Ausbaggere vun der  
Sauer. Wa bis eng  
Kéier an enger Etüd  
drasteet, datt duerch  
d'regelméisseg  
ausbaggere vun engem  
Floss eng Crue  
ëm 20 cm géif  
méi niddereg  
ginn, dann ass  
dat geschriwwen.  
Da kritt een de  
Konflikt

tëschent Ekologie an  
Ekonomie an  
wäitste Sënn  
vum Wuert an  
dann ass d'  
Fuerderung  
do vun de  
Leit, mä  
baggert dach  
aus, gitt dach  
hannert déi,  
déi soss  
ëmmer  
ausgebaggert  
hunn. Wann  
dat näischt  
bréngt, da  
muss klipp a  
kloer dat  
gesot ginn  
an da mussen  
déi Büroen,  
déi dat  
geschriwwen  
hunn, bewise  
kréien, datt  
se sech  
géiert  
hunn. Esou  
laang bleift  
déi Demande  
bestoen,  
an esou  
laang wäerten  
d'Gemengen,  
déi betraff  
sinn, dat  
och  
verlaangen.

Punktuell dann nach ee  
Problem:  
Rouspert-Barrage.  
Net méi  
spéit wéi  
gëschter  
huet de  
President e  
Pabeier  
entgéint  
geholl  
vun der  
Bierger  
initiative  
vu Rouspert,  
an dat  
ass e  
Pabeier,  
deen  
ass  
technesch  
aussergewéinlech  
gutt  
opgebaut,  
excellent  
Raisonnement  
dran,  
an et  
ass  
bewisen,  
soe  
si, datt  
d'Ausbaggere  
vum  
deem  
Stau zu  
Rouspert,  
fir  
Rouspert  
a fir  
Steenem  
vill  
géif  
bréngen,  
an  
datt  
et  
géif  
vill  
verhënnere.

#### (Interruptions)

Natierlech  
hunn  
ech  
et  
gelies,  
Här  
Minister.  
Ech  
ech  
liesen  
lech  
dat  
vir.  
Dir  
gitt  
mer  
jo  
Zäit.  
Dir  
wäert  
jo  
intervenieren  
hei  
uewen.  
Wann  
do  
Zentimeter  
dra  
sinn,  
soen  
ech  
lech  
se.  
Dat  
ass  
och  
net  
esou  
wichtig.  
Vill  
ass  
ëmmer  
dat,  
wat  
de  
Leit  
e  
bëssche  
méi  
Schutz  
gëtt.  
Bei  
deem  
engen  
ass  
et  
anescht  
wéi  
bei  
deem  
aneren.  
Fait  
ass,  
datt  
1968  
dee  
Stau  
gemaach  
ginn  
ass,  
Fait  
ass,  
datt  
43  
Joer  
duerno,  
nodeem  
e  
vollgelaf  
ass,  
nach  
ëmmer  
net  
déi  
Mesures  
d'entretien  
geholl  
gi  
sinn,  
a  
Fait  
ass,  
datt  
dee  
Stau  
zou  
ass.  
Deen  
ass  
verlandet,  
versendet  
an  
de  
Waasseroflaf  
ass  
bäi  
wäitem  
net  
méi  
deen,  
deen  
e  
soll  
sinn.  
A  
si  
bieden,  
an  
dowéinst  
ass  
déi  
Petitioun  
erakomm,  
den  
héichste  
Mann  
an  
der  
Chamber,  
de  
Chambres-  
president,  
datt  
e  
sech  
asetzt  
fir  
dräi  
Milliounen  
Euro  
an  
de  
Budget  
ze  
setzen,  
respektiv  
vieler  
Milliounen  
Euro  
als  
Sécherheet,  
fir  
dann  
dee  
Schutz  
vun  
deenen  
dräi  
Uertschaften  
Rouspert,  
Steenem  
an  
lechternach  
ze  
maachen.

Also,  
do  
steet  
eng  
Schold  
op.  
Dat  
interdisziplinäres  
Denken  
huet  
net  
geklappt  
an  
deem  
dote  
Fall.  
Do  
ass  
ee  
Ministère  
zoustänneg,  
deen  
dat  
net  
gemaach  
huet.

Da  
kommen  
ech  
op  
eng  
Demande  
zréck,  
wou  
wahrscheinlech  
de  
Minister  
sech  
schuddert,  
mä  
éi  
taucht  
ëmmer  
nees  
op.  
Dat  
ass  
d'  
Demande  
fir  
e  
Krisefong  
ze  
maachen,  
en  
Héichwasserfong  
ze  
schafe  
fir  
d'Leit  
ze  
indemniséieren.  
Dat  
ass  
eppes  
anescht  
wéi  
dat  
wat  
den  
Här  
Weiler  
gefrot  
huet.  
Dat  
ass  
ouni  
Zweifel  
problematesch,  
mä  
wichtig  
ass,  
an  
ech  
schléisse  
mech  
där  
Iddi  
un,  
datt  
eng  
Solidaritéit  
um  
Niveau  
vun  
de  
Finanze  
geschafft  
gëtt.  
A  
wann  
elo  
een  
erausgeet  
hei  
an  
dee  
seet,  
mä  
d'  
Gemenge  
si  
selwer  
Schold  
datt  
esou  
vill  
Wunnengen  
iwwerschwemmt  
waren,  
well  
se  
falsch  
Baugenehmungen  
erausginn  
hunn,  
dann  
ass  
dat  
an  
esou  
ville  
Fäll  
falsch.

Laanscht  
d'Sauer  
erof,  
laanscht  
d'Musel  
erof  
ass  
et  
falsch.  
Ech  
weess  
net  
wéi  
et  
am  
Beräich  
vun  
der  
Uelzech  
ausgesäit,  
mä  
ech  
hunn  
eng  
Kaart  
matbruecht  
vun  
lechternach,  
an  
ech  
wäert  
dem  
President  
se  
ginn,  
fir  
lech  
ze  
weise  
wat  
fir  
e  
Beräich  
vun  
lechternach,  
vun  
der  
aler  
Stad,  
wou  
keen  
Haus  
bäigebaut  
ginn  
ass,  
wat  
net  
bestanen  
huet,  
iwwerschwemmt  
ass.  
Dat  
ass  
d'  
Halschent  
vun  
der  
aler  
Stad,  
déi  
am  
Rez-de-chaussée  
iwwerschwemmt  
ass,  
vun  
de  
Kellere  
net  
ze  
schwätzen.

Do  
ass  
kee  
Feeler  
geschitt  
an  
do  
huet  
dee  
Begrëff  
Solidaritéit  
nationale  
e  
Sënn,  
well  
dat  
just  
ebe  
keng  
hausmaacher  
Katastroph  
ass,  
déi  
iergendeen  
aus  
deem  
Raum  
verschelt  
hätt.

Dat  
féiert  
mech  
dann  
zréck  
op  
Rouspert  
nees,  
wou  
och  
déi  
Solidaritéit  
onbedéngt  
spille  
muss,  
am  
Intérêt  
vun  
deene  
ville  
Leit  
déi  
de  
Misär  
haten.

Voilà,  
dat  
war  
dat  
Wichtigst,  
dat  
ech  
soe  
wollt.  
Ech  
soen  
lech  
merci  
fir  
d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste  
Riedner ass den Här Lucien  
Clement agedroen. Den Här  
Clement huet d'Wuert.

M. Lucien Clement (CSV).-  
Här President, Dir Dammen an  
Dir Hären, mäi Fraktiounschef,  
de Lucien Weiler, deen och  
Interpellant ass an deem  
ech wëllt op jidde Fall  
merci soe fir déi Initiative,  
déi en hei geholl huet,  
huet sech, an ech fan-  
nen dat ass normal,  
e bësse méi mam  
Héichwaasser vun der  
Sauer beschäftegt.

Mä, wann een dat  
esou kuckt,  
Héichwaasser  
betréift a sech  
all Flëss,  
déi mer hei  
am Land  
hunn, ergo  
betréift et  
och all  
Regionen,  
déi mer  
hunn, jid-  
defalls déi  
Regionne  
wou e  
Flossbett  
do ass,  
egal op  
et e  
Grousst  
oder e  
Klengt  
ass. Och  
wann  
d'Héich-  
waasser  
op der  
Musel  
aner  
Kritären  
ënnerläit  
wéi zum  
Beispill  
d'Héich-  
waasser  
op der  
Sauer,  
oder op  
der Our,  
oder  
vun der  
Uelzech,  
esou  
muss  
een  
dach  
awer  
feststellen,  
datt  
de  
Schued,  
deen  
op  
där  
enger  
Plaz  
hannerlooss  
gëtt,  
genau  
esou  
schlëmm  
an  
genau  
esou  
tra-  
gesch  
ass  
fir  
déi  
Familljen,  
wéi  
op  
der  
anerer  
Plaz.

Mat anere  
Kritäre  
wëll  
ech  
soen,  
datt  
d'Héich-  
waasser  
op der  
Musel  
eischter  
mat  
Annonce  
kënn.  
Dat  
kann  
een  
net  
esou  
bewäerte  
wéi  
Héich-  
waasser  
op der  
Sauer.  
No  
Schné-  
schmelzen  
an  
de  
Vogesen,  
no  
undauerndem  
Reen  
ass  
ganz  
séier  
an  
och  
ganz  
direkt  
Héich-  
waasser  
ugesot.  
Mä  
op  
der  
Musel  
ass  
et  
net  
esou  
wéi  
bei  
anere  
Flëss,  
datt  
d'  
Musel  
iwwe  
Nuecht  
kënn,  
datt  
een  
owes  
schlofe  
geet  
a  
mueres  
steet  
d'  
Musel  
am  
Haus,  
esou  
fonctionnéiert  
dat  
net.  
Mir  
hunn  
do  
schonn  
e  
ganz  
performanten  
Infor-  
mationssystem,  
deen  
och  
als  
relativ  
fiabel  
unzëgesinn  
ass.  
Déi  
Prognose  
si  
scho  
ganz  
gutt,  
déi  
mer  
do  
op  
der  
Musel  
hunn.

Bei der Sauer,  
Uelzech  
oder  
anere  
klenge  
Flëss,  
do  
kann  
et  
schonn  
derzou  
kommen,  
datt  
een  
owes  
schlofe  
geet  
a  
moies  
huet  
een  
de  
Keller  
oder  
d'  
Garage  
vollstoen,  
ouni  
datt  
een  
direkt  
owes  
doru  
geduecht  
huet.  
Dat  
ännert  
awer  
näischt  
un  
der  
Tatsaach,  
datt  
d'  
Musel  
trotz  
allem  
Schéine  
wat  
se  
mat  
sech  
bréngt,  
ech  
denken  
do  
un  
den  
Tourismus,  
awer  
och  
scho  
ganz  
vill  
negativ  
Spuren  
hannerlooss  
huet.

Dofir  
ass  
et,  
sinn  
ech  
der  
Mee-  
nung,  
un  
der  
Zäit,  
datt  
d'  
Politik  
sech  
serio  
mat  
dësem  
Problem  
beschäftegt.  
All  
Héich-  
waasser  
ass  
oder  
muss  
een  
als  
nationale  
Problem  
ugesinn,  
egal  
ob  
dat  
op  
der  
Sauer,  
op  
der  
Musel  
oder  
op  
der  
Our  
oder  
Uelzech  
ass.

#### (Interruptions)

Jo,  
Här  
Gira,  
ech  
kann  
lech  
d'  
ganz  
Lëtzebu-  
erger  
Land  
opzielen,  
wann  
dat  
lech  
interesséiert.

M. Camille Gira (DÉI  
GRÉNG).- Mir  
hunn  
och  
un  
der  
Atert  
gréisser  
Problemer.

M. Lucien Clement (CSV).-  
lech schéngt dat jo  
awer net ze in-  
teresséieren,  
soss géingt  
der net  
dauernd  
de  
Riedner  
ënnerbrieche  
mat  
Ären  
Zwëscheriff.

M. le Président.- Mir  
schwätze  
jo  
elo  
iwwert  
d'  
Musel  
an  
den  
Här  
Gira  
ass  
och  
agedroen.  
Hie  
schwätzt  
dann  
iwwert  
d'Atert.

M. Lucien Clement (CSV).-  
Här President, ech  
wëll lech drop  
opmierksam  
maachen,  
datt  
ech  
net  
nëmme  
iwwert  
d'  
Musel  
schwätzen,  
ech  
hunn  
elo  
just  
d'  
Our  
an  
d'  
Uelzech  
an  
aner  
Flëss  
gesot.

M. Mars Di Bartolomeo  
(LSAP).- Dir  
sollt lech  
net  
esou  
licht  
ënnerbrieche  
loossen,  
Här  
Clement.

#### (Interruptions diverses)

M. Lucien Clement (CSV).-  
Här President, wann  
den Här Gira  
an den Här  
Di Bartolomeo  
fäerdeg  
sinn,  
da  
fuere  
ech  
virun.

M. le Président.- Här  
Clement,  
schwätzt  
weider,  
Dir  
sollt  
keng  
esou  
laang  
Pause  
maachen,  
dann  
hu  
se  
keng  
Zäit  
fir  
ëmmer  
dertëschent  
ze  
funken.

#### (Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo  
(LSAP).- Här  
President,  
Dir  
hutt  
ganz  
Recht!

M. le Président.- Fuert  
roueg  
virun  
a  
lauschert  
net  
wat  
se  
soen.

M. Lucien Clement (CSV).-  
Also de Reen,  
dee fällt an  
deene  
meeschte  
Fäll,  
muss  
een  
als  
Deel-  
ursaach  
ugesinn,  
an  
e  
fällt  
och  
am  
ganze  
Land,  
an  
der  
ganzer  
Re-  
gioun  
an  
net  
nëmme  
do  
wou  
et  
zoufäl-  
legerweis  
e  
Floss  
gëtt.  
Déi  
aner  
Deelursaach  
ass  
mat  
Sécher-  
heet  
duerch  
de  
Mensch  
selwer  
er-  
bäigefuert  
ginn.  
Ech  
denken  
elei  
un  
d'  
Versigelung  
vum  
Buedem,  
un  
d'  
Kanal-  
netzer,  
déi  
d'  
Waasser  
relativ  
schnell,  
fir  
net  
ze  
soen  
ze  
schnell  
deenen  
eenzelne  
Flëss  
zouféieren.  
Net  
dacks  
genuch  
gëtt  
hei,  
wa  
gréisser  
Bauprojeten  
ustinn,  
dru  
geduecht  
fir  
Iwwer-  
flächewaasser  
a  
Rétenti-  
ons-  
becken  
ofzeféieren.  
Derbäi  
kënn  
nach,  
datt  
op  
ville  
Plazen  
am  
Land  
an  
der  
Zäit  
och  
op  
de  
falsche  
Pla-  
ze  
gebaut  
gouf.  
Ech  
mengen,  
dat  
ass  
och  
schonn  
ugeschwat  
ginn.

Mä  
eréischt,  
muss  
een  
awer  
soen,  
d'  
Kopplung  
vun  
all  
dëse  
Mesuren,  
ech  
soen  
de  
Reen,  
a  
falsch  
Baum-  
moosnamen,  
Versigelung  
féiert  
derzou,  
datt  
mer  
Héich-  
waasser  
kréien  
zu  
engem  
bestëmte  
Mo-  
ment  
an  
ergo  
och  
Héich-  
waasser-  
schied  
entstinn.

Well  
awer  
iwwe  
all  
am  
Land  
dees  
vu  
Mensch-  
hand  
er-  
virgeruffe  
Feeler  
gemaach  
goufen  
a  
well  
de  
Reen  
och  
am  
ganze  
Land  
fällt,  
duerfir  
geet  
d'  
Héich-  
waasser-  
problematik  
eis  
och  
alleguer-  
ten  
eppes  
un  
an  
duerfir  
musse  
mer  
och  
alle-  
guer  
zesummen  
no  
Léisunge  
sich-  
en.  
Alleguer,  
dat  
heescht  
fir  
mech  
de  
Stat,  
d'  
Gemengen,  
mä  
virun  
allem  
gesinn  
ech  
awer  
Respon-  
sabilitéite  
bei  
all  
Eenzelen.

Här  
President,  
et  
gëtt  
Léisungen,  
zwar  
keng  
100%eg  
Léisungen,  
mä  
et  
gëtt  
der.  
D'  
Méiglechkeeten  
dem  
Héich-  
waasser  
mat  
Mensch-  
hand  
entgéint  
ze  
wierke  
sinn  
zwar  
begrenzt,  
mä  
dat  
dierf  
duerfir  
net  
he-  
schen,  
datt  
ee  
se  
net  
notze  
sollt.  
Ech  
wëll  
net  
am  
Detail  
op  
déi  
ver-  
schidde  
Méiglechkeeten  
agoen.  
Dat  
iwwe-  
loossen  
ech  
gär  
de  
Spe-  
zialisten  
oder  
deene  
Leit,  
déi  
d'  
Etüd  
iwwert  
d'  
Héich-  
waasser-  
problematik  
op  
der  
Musel  
ausschaf-  
fen.  
Dës  
Etüd  
huet  
de  
Michel  
Wolter  
an  
Optrag  
ginn  
an  
ech  
soen  
him  
vun  
dëser  
Plaz  
aus  
dofir  
ausdréck-  
lech  
merci.

Ech  
sinn  
awer  
och  
gespaant  
op  
d'  
Resultat  
vun  
dëser  
Etüd.  
Zesum-  
me  
mat  
der  
Etüd  
iwwert  
d'  
Sauer,  
wou  
schonn  
eng  
Etüd  
virläit,  
mus-  
sen  
hei  
op  
jidde  
Fall,  
wat  
déi  
zwee  
Flëss  
ubelaangt,  
déi  
richteg  
Kon-  
klusioone  
gezu  
ginn.

Ech  
hu  
gesot:  
Héich-  
waasser-  
schutz,  
sief  
et  
doduerch  
well  
Maue-  
re  
gebaut  
gi  
sinn  
oder  
mobil  
sinn,  
weinst  
Dächer  
oder  
Rétenti-  
ons-  
becken,  
ass  
ni  
en  
100%ege  
Schutz.  
Dat  
soll  
een  
de  
Leit  
soen  
an  
et  
soll  
een  
hinne  
och  
kee  
Gefill  
vun  
absoluter  
Sécherheet  
hannert  
dëse  
Mauere  
verméttelen.  
Ech  
mengen,  
dat  
wier  
eng  
falsch  
Ap-  
proche.

Ech  
war  
selwer  
dräimol  
an  
Däitsch-  
land  
op  
deene  
verschiddenste  
Pla-  
zen,  
fir  
mech  
do  
ze  
renseignieren  
a  
fir  
mech  
och  
ze  
informieren,  
wat  
an  
dësem  
Domän  
alles  
machbar  
ass.  
De  
Minister  
Michel  
Wolter  
war  
eng  
Kéier  
mat,  
fir  
sech  
d'  
Héich-  
waasser-  
schutzmoosnamen  
an  
Däitschland  
unzekucken.  
Ech  
mengen,  
och  
hie  
muss  
nädlos  
zougstoen,  
datt  
se  
an  
deem  
Domän  
op  
jidde  
Fall  
eis  
e  
ganz  
Koup  
Jore  
viraus  
sinn.

De  
Viraussosystem  
zu  
Tréier  
ass  
séier  
performant  
an  
do  
funk-  
tionéiert,  
géif  
ech  
soen,  
d'  
Zesum-  
menaarbecht  
mat  
Lëtzebuerg  
schonn  
iwwe  
Joren  
eraus  
ganz  
zefriddestellend.  
Op  
all  
Detail  
an-  
zegoe  
géif  
hei  
ze  
wäit  
féieren,  
mä  
et  
ass  
mat  
Sécherheet  
kengem  
heibanne  
verbuede  
sech  
emol  
eng  
Kéier  
an  
Däitschland  
déi  
verschieden  
Héich-  
waasser-  
schutzmoosna-  
men,  
déi  
bestinn,  
unzekucken.

Natierlech  
Héich-  
waasser-  
schutz  
wéi  
e  
Rétenti-  
ons-  
becken  
ass  
jid-  
defalls  
wat  
d'  
Musel  
ugeet  
nëmme  
grenziwwer-  
schreidend  
machbar,  
aus  
deem  
einfache  
Grond  
well  
Lët-  
zebuerg  
weineg  
Flaachland  
op  
senger  
Säit  
laanscht  
d'  
Musel  
opze-  
weisen  
huet.  
Souwisou  
sinn  
ech  
perséinlech  
der  
Meenung,  
datt  
op  
der  
Musel  
eng  
aner  
Zort  
vu  
Schutz  
muss  
opgebaut  
gi  
wéi  
onbedéngt  
Rétenti-  
ons-  
becken.  
Dat  
ass  
alles  
schéin  
a  
gutt,  
mä  
wann  
een  
d'  
Musel  
kennt,  
da  
weess  
een  
datt  
dat  
e  
bësse  
méi  
Waasser  
ass  
wéi  
bei  
dësse  
méi  
klenge  
Flëss.  
Bei  
der  
Sauer  
oder  
bei  
der  
Uelzech  
wäerten  
d'  
Rétenti-  
ons-  
becken  
sécher  
méi  
richteg  
si  
wéi  
op  
der  
Musel.

Op  
der  
Musel  
schéngt  
et  
mer  
wéi  
wann  
e  
mobilen  
oder  
technesch  
Héich-  
waasser-  
schutz,  
esou  
wéi  
en  
an  
Däitschland  
och  
laanscht  
d'  
Musel  
gebaut  
gëtt,  
méi  
effikass  
wier  
wéi  
Rétenti-  
ons-  
becken.  
Laut  
Etüden  
hat  
d'  
Musel  
bei  
deene  
jeeweilegen  
Héich-  
waasser-  
ren '93 a '95  
e  
Surplus  
u  
Waasser  
vun  
3.000  
Mil-  
lioune  
Kubikmeter.  
Et  
muss  
ee  
sech  
datt  
emol  
eng  
Kéier  
virstelle  
wéi  
vill  
dat  
ass.  
A  
wann  
nees  
eng  
Kéier  
esou  
en  
Héich-  
waasser  
ass,  
dann  
invitéieren  
ech  
jiddfere  
sech  
zu  
Réimech  
op  
d'  
Bréck  
ze  
stellen  
an  
da  
kann  
hie  
sech  
dat  
eng  
Kéier  
ukucke  
wat  
do  
u  
Waasser-  
masse  
kënn.  
Da  
weess  
ee  
ganz  
séier,  
datt  
et  
do  
net  
duer  
geet  
wann  
ee  
Plazen  
ausbaggert,  
a  
wann  
ee  
se  
och  
nach  
50  
Meter  
déif  
ausbag-  
gert  
an  
100  
Meter  
breet  
an  
100  
Me-  
ter  
laang  
mécht,  
da  
geet  
dat  
eng  
Kéier  
„blubb“  
an  
dann  
ass  
dat  
voll  
an  
dann  
ass  
d'  
Musel  
nach  
net  
een  
Zentimeter  
méi  
niddreg  
ginn  
do-  
duerch.

Et  
ass  
duerfir  
wichtig,  
datt  
déi  
een-  
zel  
Etüden...

#### (Interruption)

Gliff?

M. Michel Wolter, *Ministre  
de l'Intérieur*.- De  
Stausee  
huet  
eng  
Rétenti-  
onsméiglechkeet  
vun  
9  
Millioun  
m<sup>3</sup>  
an  
dat  
anert  
sinn  
3.000  
Millioun  
m<sup>3</sup>,  
fir  
dass  
ee  
weess  
iw-  
wer  
wat  
datt  
ee  
schwätzt.

M. Lucien Clement (CSV).-  
Jo,  
ech  
kann  
lech  
et  
weisen,  
Här  
Minister.  
Ech  
hunn  
et  
an  
der  
Etüd  
gelies.

Et  
ass  
duerfir  
wichtig,  
dass  
déi  
eenzel  
Etüden  
ofgewart  
ginn.  
Me-  
suren,  
déi  
da  
getraff  
ginn,  
mussen  
deenen  
eenzelne  
Situatioune  
Rechnung  
droen.  
Héich-  
waasser-  
schutzmoosname  
si  
mat  
Sécher-  
heet  
ze  
begrëissen,  
mä  
dat  
ver-  
hënnert  
awer  
net,  
datt  
d'Aart  
a  
Weis  
fir  
hannert  
engem  
Schutz  
ze  
bauen  
ëmmer  
nach  
méiglechen  
Héich-  
waasser  
muss  
Rechnung  
droen.  
Et  
dierf  
net  
sinn,  
datt  
han-  
nert  
engem  
Wall,  
hannert  
engem  
Schutz  
kostspilleg  
Installatioune  
gebaut  
ginn,  
déi  
ëmmer  
nach  
Gefor-  
laf  
en  
iergendwann  
eng  
Kéier  
iwwerschwemmt  
ze  
ginn.

Mir  
hu  
gesinn,  
datt  
Mauere  
oder  
natierlech  
Wäll,  
déi  
eng  
Ortschaft  
schütze  
sollen,  
sech  
relativ  
gutt  
an  
d'  
Bild  
vun  
der  
Landschaft  
integ-  
rieren,  
mä  
et  
ass  
net  
nëmme  
dat  
wat  
ee  
vum  
Wall  
gesäit,  
wat  
vill  
Sue  
kascht,  
de  
Gros  
vum  
Käschte-  
punkt  
läit  
nämelech  
am  
Buedem  
selwer.  
Dat  
si  
Palplanchen,  
déi  
an  
de  
Buedem  
musse  
gerammt  
gi  
fir  
dat  
natierlech  
Grondwaasser  
vum  
Floss  
ze  
eliminieren.  
De  
ganze  
Kanal-  
réseau  
muss  
mat  
Drockklap-  
pen  
ausgestatt  
gi  
fir  
den  
Offloss  
ze  
garantieren  
an  
de  
Réckfloss  
ze  
verhënnere.

Dat  
alles,  
Här  
President,  
kascht  
Geld,  
dat  
kascht  
souguer  
ganz  
vill  
Geld  
an  
déi  
eenzel  
Gemeng,  
déi



vun dem Héichwaasser betraff ass, kann dat onméiglech eleng opbréngen. Duerfir ass et wichtig, datt een, ier een iwwer Héichwaasserschutzmoosnamen diskutéiert, e ganz zolide Finanzplang mat enger Prioritéiteléischtpostell.

Duerfir ënnerstëtzen ech ganz ausdrécklech dat wat den Här Weiler iwwer de Finanzement gesot huet. Hei wäert sech da ganz sécher, wa mer doriwwer eng Kéier dierfen oder kënnen diskutéieren, eraustelle wéi grouss d'Solidaritéit ënner deenen eenzelne Gemengen ass. Ech denken - de President vum SYVICOL ass elo hei - et ass sécherlech eng interessant Aufgab fir de SYVICOL an de Conseil supérieur des finances communales fir eng Kéier doriwwer ze diskutéieren.

Ech perséinlech sinn op jidde Fall der Meenung, datt et op kee Fall, egal wéi de Modell ausgesäit, esou si kann, datt déi concernéiert Gemeng méi wéi 10% vun deem ganzen Héichwaasserschutz do droe kann. Den Här Scheuer huet gesot: 100 Milliounen, dat ass fir eng Gemeng wéi lechternach net machbar. Ech wëll him soen, datt déi Réimecher Gemeng eng wesentlech méi kleng Gemeng ass, an datt mer einfach iwwer den Daum gepéilt eis emol eng Kéier soe gelooss hu wat den Héichwaasserschutz zu Réimech kascht ouni Rétentionsbecken, an da komme mer op eng hallef Milliard. Och dat ass en décke Pak. Wann een da seet 20% dovunner muss d'Gemeng droen, da sinn dat och 100 Milliounen zu Réimech a mir si vill méi eng kleng Gemeng wéi lechternach.

Ech wëll lech nëmme soen: Ech weess, datt dat de Budget grevéiert.

#### (Interruption)

Et grevéiert Ären an et grevéiert och eisen. Ech mengen, dat schéngt mer ganz normal ze sinn.

Wichtig schéngt mer awer och ze sinn, datt eng Kostennutzungsrechnung opgestallt gëtt. D'Fro muss heeschen, an dat ass ganz wichtig: Wat kann ech mat wéi vill Geld schützen? Et ass sénnlos en eenzelt Haus vun enger Ortschaft wëllen ze schützen an d'Schutzmoosname kaschten dräimol méi wéi d'Haus selwer wäert ass. Bei dëser Diskussioun Kostennutzungsrechnung muss de Faktor minimum 1:1 sinn, dat heescht wann ech zéng Milliounen Euro investéieren, da muss minimum zéng Milliounen Bausubstanz geschützt ginn.

Et brauch een, Här President, net wäit ze fuere fir sech en effikassen Héichwaasserschutz unzucken. Hei vir an Däitschland zu Saarbuerg kann een dat gesinn. De Buergermeeschter vu Saarbuerg huet eis gewise wat fir e Liewen sech hannert esou engem Héichwaasserschutz entwéckelt an erëm méiglech ass. Dir gesitt do ganz kleng pittoresk Gaassen, déi renovéiert gi sinn, wou viru siwen, aacht Joer all Joer dräi-, véiermol Héichwaasser stung. Nei Aktivitéiten hu sech do entwéckelt an et ass haut ee vun deene schéinste Quartiere vun der Stad Saarbuerg.

Hei si Moosname getraff ginn, déi d'Liewensqualitéit an den Image vun där Stad zolidd augmentéiert hunn. Et ass sech hei, wat d'Héicht vum Héichwaasserschutz ugeet, op e 50-jährig Héichwaasser baséiert ginn, mä e 50-jährig Héichwaasser, Här President, dat kann och zweemol a fénnef Joer kommen an da vläicht honnert Joer net méi kommen. Nach emol: Et gëtt keen 100%ege Schutz, egal wéi héich de Wall, egal wéi héich den Héichwaasserschutz ass.

Als Konklusioun wëll ech dann dozou soen: Et muss am Virfeld eng Verbesserung vun allen Ziler a vun allen Handlungen erbaigefouert ginn. Ech denken do un d'Bauen, un d'Versigelung, un d'Retentionsbecken an un d'Kanalnetzer. Ech hat uganks gesot mir sinn all

concernéiert, an do schéngt et mer och wichtig ze sinn, wann d'öffentlech Hand Terrain brauchen fir Rétentionsbecken, datt et och net kann dorunner scheitern, datt Propriétaires dat Land do net wëllen zur Verfügung stellen.

Här President, all dës Moosnamen daerfen net nëmme fir d'Anzugsgebidd vum de Flëss gellen, si mussen iwwerall am Land duerchgesat ginn. No der Devise „alles soll besser ginn, mä näischt daerf sech änneren“ ännere mir och näischt um Héichwaasserschutz a mir änneren och näischt um Héichwaasser.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Belling agedroen. Den Här Belling huet d'Wuert.

**M. Jeannot Belling (DP).** - Här President, ech entschëllege mech direkt viru menger Interventioun, wann ech elo sollt e bësse méi iwwer d'Musel an net iwwer d'Atert an d'Ganer, a wéi se allequerten heeschen, schwätzen. Ech fille mech einfach vill méi wuel, wann ech iwwer eppes schwätze wouvun ech eppes verstinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Héichwaasser an Iwwerschwemmung sinn an deene leschte Joren ëmmer méi zu engem grouse Problem ginn. Ass d'Héichwaasser an der Zäit éischer als en natierlech Phenomeen betruucht ginn, mat deem ee sech offanne konnt oder einfach huet missen, sou muss een dat haut éischer als Naturkatastroph aklasséieren. Wéi ass dat ze erklären?

Héichwaasser ass zu enger Plo ginn, well d'Frequenz an d'Regelméissegkeet mat där mer domat konfrontéiert sinn op eng inquitant Manéier an deene leschte Jorzéngten zougeholl hunn a well et sech ëmmer méi oft ëm schwéier Iwwerschwemmungen handelt. Dobäi kënn, dass de materielle Schued, ouni d'Geforen ze vergiessen, deenen de Mënsch kann ausgesat ginn, dacks enorm ass. Ech brauch nëmme un d'Katastrophen op der Musel vun 1983, mä och un déi méi rezent Iwwerschwemmungen ufanks dësem Joer zu lechternach, Rouspert oder Dikrech ze denken.

Hautdésdags kann een d'Héichwaasser och net als een einfacht Naturphenomeen hinuelen. De Mënsch ass net onschëlleg un dëser negativer Entwécklung, bei wäitem net, an dat ass jo hei och scho gesot ginn. Déi accentuéiert Versigelung ass sécherlech eng vun den Ursachen, ouni elo wëllen hei op d'Problematik vum Klimawandel anzegoen. Héichwaasser an Iwwerschwemmung sinn deemno keng Fatalitéit.

Här President, wann an Zukunft muss un der Quell sou ze soen, wat d'Ursache betrëfft, agéiert ginn, sou muss mer dach och oder souguer virun allem un Terrain besser reagéieren kënnen. Ech wëll hei elo net op déi ekologesch Aménagement, wéi Renaturéierung vu Flëss a Baachen agoen, déi och dozou bäidroen kéinten, dass den Héichwaasserproblem entschäert géif ginn. Mäi Fraktiounskolleeg an héichgeschätzte Komerod Gusty Graas wäert spéider méi am Detail op déi Aspekter agoen.

Ech hu gesot, mir mussen kënnen reagéieren, wa mer mam Problem Iwwerschwemmung konfrontéiert sinn. Hei ass eng kuerz Reaktionszäit vu wesentlecher Bedeutung, well den Iwwerschwemmungseffekt soll esou minim wéi méiglech sinn. Et ass kloer, dass d'Awunner vun deem sougenannten Iwwerschwemmungsgebitt mussen mam Thema Héichwaasser sensibiliséiert ginn, wa se et net schonn duerch Erfahrung um eegene Leif sinn.

Wéi gesot, fir op eng effikass Aart a Weis ze reagéieren, mussen kënnen reagéiert ginn, deemno muss d'Informatioun am Mëttelpunkt

stoen. Eng Mass vun Donnéeën iwwer d'Verhale vun eise Baachen a Flëss muss gesammelt a wëssenschaftlech verschafft ginn. Nëmme eng héichwäerteg Informatioun erlaabt eng effikass Preventioun a Reaktioun. E performant Informatiounssystem ass also äusserst wichtig.

Esou een Informatiounssystem soll am Idealfall zentraliséiert geféiert ginn an op enger flächendeckender Vernetzung baséieren. Dee System bréngt awer nëmme eppes, wann en op eng einfach Manéier vu jidderengem 24 Stonnen op 24 zougängelech ass. Ech denken do un en Ofliese vun den elektronische Pegelmiesser via Internet. Do soll sech, wa meng Informatioun richteg sinn, deemnächst eppes doen. Oder einfach eng permanent Telefonslinn mat direkten Uspriechpartner. Ech insistéieren op dat Wuert permanent, well och um dräi Auer an der Nuecht muss et méiglech sinn dee leschte Informatiounsstand gewuer ze ginn. E Floss an eng Baach si leider Gottes och nuets aktiv. Och wann op der Musel dank den Efforten vu villen eenzelne Gemenge gutt Usätz ze verzeche sinn, sou missten nach virun allem eis Schleise mat performantem informatiounesche Material équipéiert ginn, sou dass se iwwer Internet mat all méiglechen Administratiounen am noen Ausland a selbstverständlech och am Inland vernetzt sinn. Et daerf een net vergiessen, dass d'Beamte vun de Schleise ronderëm d'Auer am Déngsch sinn an doduerch een ideale Uspriechpartner sinn.

Ech wëll vun dëser Tribün profitéieren, fir de Schleisebeamten e grouse Luef auszeprieche fir d'Versteedemach, dat se de Leit entgéint bréngen, déi sech an hirer Nout Dag an Nuecht u se wënnen, fir eppes iwwer de Verlaf vum Waasser gewuer ze ginn. Leider feelt et hinne ganz oft un deenen néidegen Informatiounen fir de Leit effikass hëlfele ze kënnen. An deem Kontext géif ech mengen, dass et opportun wier, fir dee sougenannte Preventioun - a Fréwarnsystem, wéi e scho säit 1993 vun der Protection civile op d'Bee bruecht ginn ass, auszubauen.

Et schéngt mer evident, dass am Beräich Héichwaasser eng enk Zesummenaarbecht op allen Niveaue enorm wichtig ass. Den Informatiounsaustausch tëscht de Länner muss klappen. Ech denken hei zum Beispill un den Accord relatif à l'annonce des crues dans le bassin de la Moselle vun 1987.

Ech si mer och bewusst, dass d'Virausgesi vun den Iwwerschwemmungen op der Musel vill méi einfach ass wéi op der Sauer, ganz einfach well mer kënnen am Virus gewuer ginn, wat sech e puer Kilometer oder honnert Kilometer méi wäit am Frankräich doet. Et kann een also d'Problematik Héichwaasser net pauschaliséieren.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech hunn hei vill vun Aktiounen, Informatiounen, Preventioun a Reaktioun geschwat. Traditionell denkt een un éischer Stell awer u Schutz, wann ee sech mat Héichwaasser an Iwwerschwemmung befaasst. Dësen Aspekt soll och net an Zukunft vernoléisseg ginn, trotz alle preventive Mesuren. Et muss eng adequat Protektioun garantéiert sinn. Natierlech kann een net kilometerlaang Betonsmauere laanscht eis Gewässer bauen. Eng Partie Aménagement an Infrastrukture sinn awer noutwenneg. Hei soll den ästheteschen Aspekt drop hiweist, datt déi allgemeng Erwärmung vun der Atmosphär muss befäerte loosene, datt mer mat deene Phenomener do, wéi gesot, vill méi dack konfrontéiert ginn.

Et sinn natierlech aner Ursachen, déi mat dozou bäidroen. Ech wëll der nach dräi hei opzielen, déi och meng Virriedner opgezielt hunn. Et ass engersäits déi zounehmend Versigelung an awer op

Héichwaasserschutz kombinéiert mat Verschéinerung ass menger Meenung no keng Utopie. Do kënn ech mer zum Beispill eng intelligent ugeluechte Renovatioun vun der Réimecher Esplanade virstellen, déi zugläich den Iwwerschwemmungsrisiko ëm 80% reduzéiere kënn. Dës verschidden Aménagementen mussen selbstverständlech no engem Gesamtkonzept geplangt ginn. Et kann net sinn, dass op enger Plaz eng Mauer gebaut gëtt an dass méi wäit an enger anerer Uertschaft de Problem vum Héichwaasser doduerch an d'Luucht geet. Solidaritéit ass deemno ugesot. Et mussen am Kader vum Aménagement du territoire Pläng ausgeschafft ginn allgemeng, wou d'Waasserwirtschaftsamt oder d'Administration de la gestion de l'eau d'Missioun hätten, d'Héichwaasserproblematik landeswäit an de Grëff ze kréien. Dat ass keng einfach Aufgab. Och op internationaler Basis ass weider Zesummenaarbecht gefrot. Dës Wonsch war och Deel vun deene verschiddene Ministeren aus Frankräich, Däitschland, Holland, der Belsch a Lëtzebuerg am Kader vun der Déclaration de Strasbourg am Joer 1995. Hei ass eng enk Kooperatioun ugepeilt ginn.

All Effort, deen am Sënn vum Héichwaasserschutz ënnerholl gëtt, ass ze begréissen. Et muss een allerdéngs oppassen, dass d'Leit sech bewusst blieden, dass en Héichwaasserrisiko ëmmer wäert bestoen, och wa mer erreeche géingen, dass en op ee Minimum reduzéiert gëtt. Et ass hei schonn e puermol gesot ginn, all Efforten a Mesurë kënnen nimools en totale Schutz garantéieren. Et dierf op kee Fall zu engem iwwerdriwwene Sécherheitsgefill virun Iwwerschwemmung kommen. Dat muss een de Leit kloer vermëttelen, op Héichwaasser muss een ëmmer gefaasst sinn.

Ofschléissend soen ech dem Här Minister Wolter villmools merci fir déi Efforten, déi bis elo ënnerholl gi sinn, a géif en am Numm vun allen Héichwaassergeschiedegte biede mat senger gudden Usätz weider ze fueren. Wann dat de Fall ass, da si mer um richtege Wee.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren an dem Här Gira merci, dass hie mech net ënnerbrach huet.

**M. le Président.** - Merci, Här Belling. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, wann ee kuckt wéi an deene leschte Joren d'Problematik vum Héichwaasser zougeholl huet, muss een einleitend soen, Gott sei Dank ware mir d'lescht Joer iergendwou am rouegen Zentrum, am Mëttelpunkt vum Orkan, wann ech mech esou kann ausdrécken, well wann ee gekuckt huet, wat sech a ganz Europa ofgespillt huet, ugefaange bei Portugal iwwer Spuenien, Italien, Eisträich, Däitschland, da muss ee soen, mir haten onwahrscheinlech Chance. An dat bréngt mech a mengen Iwwerleeungen zu der éischerer Ursach, woufir mer an Zukunft, ech géif net soe méiglecherweis, mä wahrscheinlech nach méi wéi eng Kéier mat groussen Iwwerschwemmungskatastrophe konfrontéiert ginn. Dat ass de Klimachangement.

D'Wëssenschaftler, déi seriö ze huele sinn, hunn opgrond vun Daten, déi exakt erfaasst sinn, e Scénario entworfen, dee ganz kloer drop hiweist, datt déi allgemeng Erwärmung vun der Atmosphär muss befäerte loosene, datt mer mat deene Phenomener do, wéi gesot, vill méi dack konfrontéiert ginn.

Et sinn natierlech aner Ursachen, déi mat dozou bäidroen. Ech wëll der nach dräi hei opzielen, déi och meng Virriedner opgezielt hunn. Et ass engersäits déi zounehmend Versigelung an awer op

där anerer Säit och déi zounehmend Kanalisatioun, dat heescht den Drang fir d'Waasser esou séier wéi méiglech an op, ech wëll net soen, déi elegantst Aart a Weis, awer op eng Aart a Weis wou et da méiglechst séier geet, kënnen lass ze ginn. Eng weider ass d'landwirtschaftlech Ursach duerch déi schwéier Maschinnen, déi haut agesat ginn, d'Verdichtung vun de Biedem, déi net méi fäeg sinn esou vill Waasser opzehuelen a versickeren ze loosene, wéinegstens esou séier versickeren ze loosene wéi dat an der Zäit de Fall war, an dann natierlech do wou de Mënsch 100%eg selwer Schold ass, dat ass do wou mer an Iwwerschwemmungszonen era gebaut hunn.

Dofir stelle sech virun allem d'Froer vun enger effikasser Preventioun. Dat ass déi, a wou ech weess, datt dat eng laangfristeg Strategie ass, déi am Ufank näischt bréngt, datt mer mussen Klimaschutz bedriewen. Dat wat sech de Moment am Irak do ënnen ofspilt, wat jo wéinegstens deelweis schéngt d'Ursach ze si fir méiglechst u villen a bëllegen Uelech ze kommen, ass ganz sécher net déi richteg Démarche fir Klimaschutz ze bedriewen. Ech wëll mech selbstverständlech haut net dobäi ophalen.

Et ass falsch, hunn ech gesot, fir d'Waasser esou séier wéi méiglech lass ze ginn. Dat ass leider eng Tendenz. Iwwerall do wou d'Leit direkt mam Phenomeen konfrontéiert sinn, fir ze soen, mir hätten nach gären hei an do e bëssen ausgebagert an d'Baach méi riicht oder de Floss méi riicht gemaach, datt et méi séier fortleeft, da steigt et bei eis 20 oder 30 oder 40 Zentimeter manner. Et ass awer, Här President, just de Contraire.

Ech hat an enger Interpellatioun am November 1995 schonn hei als eng vun deene wiertschaftsamoosname verlaangt, datt ee landeswäit op allen Terrainen, déi sech dozou ubidden - ech schwätze wuelverstane vu landwirtschaftlechen Terrainen -, Lëtzebuerg huet bal 60% Gréngland, Wisen a Weeden, déi meeschtens a flaaachen Zone leien, déi sech ganz gutt dozou eegene fir groussflächeg, an dat géifen enorm Quantitéite Waasser ginn, zréckzuehalen mat klenger Mesuren. Ech denken, Här Minister, net u Betongsbarragen an ech weess net wat fir eng grouss Installatiounen, déi an der Landschaft géinge steieren, mä u verstänneg Barragen, einfach aus Buedem deenen opgekippert ass an deenen ugeplazt ass, deen awer capabel ass, well dat gëtt jo kee grouse Waasserdrock, et ass jo keng Héicht do, mä et ass méi an der Breet, a wou een dann d'Waasser reguléiert kënn oflase loosene.

Mir kréien de Problem jo regelméisseg da wa banne 24 Stonnen, ech soen elo emol 80, 100, 120 Liter fallen, och nach vläicht eng Kéier méi, a wa gläichzäiteg de Buedem scho voll Waasser ass, wéi dat meeschtens de Fall ass, wann esou eppes virkënn. De Buedem ass net capabel, sief et well e gefruer ass, sief et well e voll Waasser ass, nach zousätzlech opzehuelen, an da leeft alles direkt of. Wa mer et géife fäerdeg bréngen, mat esou enger Strategie, ech soen awer ganz kloer, am Accord mat de Propriétaires, virun allem mat de Baueren, esou eng Preventioun ze maachen, déi net esou schrecklech vill géif kaschten, wou een de Leit dann awer och, wann herno muss gebotzt ginn, well mer wësse wéi dat geet wa Waasser do steet an et leeft herno lues of, da läit den Dreck an de Piergen, datt dann awer och dofir gesuergt gëtt datt dat, sief et entschiedegt gëtt, sief et datt Leit, déi fir öffentlech Aarbechten zur Verfügung stinn, dann do agesat gi fir Botzaarbecht ze maachen.

Natierlech a Gott sei Dank gëtt dat haut praktesch systematesch gemaach. Et mussen Réckhaltebecken gebaut ginn do wou gréisser Projete realiséiert ginn, besonnesch Stroossebauprojeten. Ech mengen



mech erënneren ze kënnen, datt bei der Nordstrooss esou Réckhaltebecke virgesi sinn, well déi Fläch, déi do regelrecht versigelt ass, natierlech relativ vill Waasser séier offléisse léisst.

Mir hunn och bei der Diskussioun iwwert den Aménagement du territoire heiriwwer geschwat, datt manner soll versigelt ginn. Ech ka bis elo nach keng Strategie erkenne wou konsequent do géing higeschafft ginn. Mir maachen nach ëmmer Parkingen total an d'Breet, einfach op de Buedem, well dat anert gétt jo vill méi deier, wa mer an de Buedem ginn, mat zwee, dräi oder véier Stäck oder och aus dem Buedem eraus. Mir bauen nach ëmmer Supermarchéen, oder wat et och ëmmer ass, ebenäerdeg, wou dat anert vill Fläch géing spueren, awer natierlech deementsprechend am Baue méi deier géif ginn. Datselwecht kann een an engem gewësse Mooss och vum Wunnengsbau soen, woubäi do natierlech den Aspekt vun der Liebensqualität mat eraspillt, deen een och net ganz ka vernoléissegend dodran.

Ech muss awer och soen, datt der Baupolitik, no där grousser Katastroph vun 1993, wou jo dann Hearinge waren a wou Dokumenter ausgeschafft gi sinn, nach weider Sënne geschitt sinn, wou ee wierklech sech awer muss froen: Wat ass do lass gewiescht? Ech denken un Hesper, wou ongenéiert do an dat Gebitt eragebaut ginn ass, nodeem...

#### (Interruption)

Da kënnt dann déi aner Diskussioun, déi hei ugeschnidde ginn ass, datt d'Solidaritéit tëschent de Gemenge misst spillen. Do verstinn ech awer ganz gutt, och als Net-Kommunalpolitiker, wa verschidde Leit soen, also iergendwou huet d'Solidaritéit awer och Grenzen, ganz besonnesch da wann et selwer verschelt ass.

Ech hunn duerno och festgestallt datt zu Réimech nach Haiser gebaut si ginn, ënnen um Niveau vun der Muselstrooss, do wou regelmeisseg d'Waasser erausgeet. Ech hunn am Ufank gemengt, ënnendra wiere Garagen, déi sech llicht herno géinge botze loosse mam Hochdruckreiniger. Ech hunn awer herno festgestallt, wann een owes do laanscht fiert, datt ënnen um Rez-de-chaussée Leit wunnen, datt dat regelrecht Wunnenge sinn.

■ M. Lucien Clement (CSV).- Här Mehlen, dat ass net richtig!

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Da gi mer eng Kéier zesummen dohinner kucken, Här Clement. Ech hunn dat awer mat eegenen Ae gesinn an ech mengen, ech kënnt deenen nach trauen.

Dann de Problem vun der Landwirtschaft. Ech weess net wou, wat...

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Also, mat Ären Aen, zum Beispill hut der eng Kéier um Mierscherbiërg Walisse gesinn, déi et net gi sinn!

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Här Wolter, ech sinn lech dankbar, datt der d'Stéchwuert ginn hut, well ech hunn e schéint Gedicht hei vun engem Lëtzebuurger Dichter. Ech hat net wëlles et ganz virzeliesen, mä elo liesen ech et ganz vir.

#### (Interruption)

Ech behalen Zäit, maacht lech keng Suergen. Ech hunn d'Auer am A.

Här President, en aneren Aspekt ass d'Landwirtschaftspolitik. Et ass ganz kloer, ech hunn dat d'éinescht gesot, datt déi Verdichtungen, déi geschéien duerch déi schwéier Maschinnen, awer dat ass d'Saach vun der Konzentratioun a wou ëmmer verlaangt gétt, den eenzelne Betrieb misst nach ëmmer méi bewirtschaften, wat natierlech bedéngt, datt ëmmer méi schwéier Maschinnen kommen an

dann ass de Buedem net méi capabel vill Waasser opzehuelen.

Datselwecht betrëfft d'Diskussioun iwwert d'Drainagen, wou gemengt gétt, Drainagé géingen dozou bäidroen, datt d'Waasser méi séier géif oflafen. Et ass just de Contraire. E gutt drainéierte Buedem wierkt wéi e Schwamm, hélt, wann d'Waasser séier kënnt, d'Waasser op a léisst et lues a lues duerch d'Drainagen iwwer eng länger Zäit, ob dat elo Deeg oder Woche sinn, erëm oflafen.

Ech kéim dann zu deene méi direkte Schutzmoosnamen. Dat sinn d'Schutzmaueren, déi sech jo wéi et schéngt dës Kéier zu Angelduerf bewährt hunn. Ech deelen awer absolut d'Opfaassung, datt mer net kënne sämtlech Uertschaften, déi vum Héichwaasser potenziell bedréit sinn, mat Mauerer zoubauen. Ech hu gesi wat déi Däitsch déi aner Säit gemaach hunn, do wou d'Sauer an d'Musel erastéist, dat gesäit sech net schrecklech schéin un. Ech deelen dat wat den Här Belling hei gesot huet, den ästheteschen Aspekt muss och iergendwou matspillen. Et gétt allerdéngs och mobil Méiglechkeeten, do wou d'Waasser net ze héich klëmmt, déi een, wann ee laang genuch virdrun alertéiert ass, da kann asetzen. Mä och do wou Schutzmauerer sinn, muss een, Här Scheuer, ech hu gemengt, ech hätt an der Zeitung gelies, muss een drun denken, datt et d'Kanalisation gétt iwwert déi d'Waasser kann zréckstoussen a wann ee schonn dicht mécht, da muss een alles dicht maachen, soss huet et kee Wäert. Ech denken, datt och do aus de Feeler oder den Ennerloosunge geléiert ginn ass.

Dann de Problem, deen den Här Scheuer och hei ugesprach huet, ausbaggeren zu Steenem. Ech deelen absolut d'Suerge vun deene Leit, a wann een dat liest, wat jo an deem Dokument do steet, da muss ee soen, wa scho virgesinn ass esou Barragen, déi zwangsleefeg versanden a verlanden, all 25 Joer op d'mannst eng Kéier eidel ze maachen, an hei schéngt et jo awer, datt sech onheemlech vill ugesammelt huet, da soll dat dach em Gottes Wëlle gemaach ginn. Ech muss soen, mat e bësse gesondem Mënscheverstand verstinn ech net wat dat leschtens Enns mat Environnement oder mat Schutz vum Environnement ze doen huet, wann déi natierlech Topographie virdrun ausgewisen huet, datt et souwisou méi déif war. Ob et a leschter Konsequenz esou vill bréngt, wéi déi Leit sech dovunner versprächen, dat trauen ech mer net ze beuerteelen.

Normalerweis géif ee jo mengen, wann eng Staumauer do ass, da wier et den Niveau vun der Staumauer, dee leschtens Enns déeterminant wier vun der Héicht vum Waasser an Ofhängegkeet vun deem wat do u Waasser ufält. Mä wann hei Etüde virleien, sinn ech mam Här Scheuer d'accord, soll een dat vérifiéieren, an op jidde Fall geschitt hei menger Meinung no der Natur näischt, wann een dee ganze Buedem do eng Kéier eraushélt, well iergendwann eng Kéier ass jo och déi ganz Staukapazität do épuiséiert.

Ganz besonnesch do, wann een dat liest, wou d'Prüm erastéist, datt sech do eng ganz Partie ugesammelt huet. Anscheinend gétt et jo och nach e Problem mat enger Bréck, wou d'Piliere ënnen esou breet sinn, dass och d'Waasser do just op där Plaz dann esou zréckstaut, datt dat Duerf ebe méi Waasser eragedréckt kritt wéi dat onbedéngt si misst.

Ee Wuert nach zur Staumauer, déi jo soll als Régulateur déngen. Dat war déi leschte Kéier och en Thema. Ech hu mer vun engem Lëtzebuurger Geolog, deen zu Ooche léiert, soe gelooss, datt dat mat der geologescher Sécherheet, ech schwätzen elo vun der Geologie, net esou ganz grouss wier, an datt ee scho sollt oppassen, wann eng

Kéier eppes géif geschéien - ech wëll der Däiwel net un d'Wand molen -, datt dann awer wierklech en effikasse Systèm d'alerte sollt bestoen. Ech hunn deemools en Szenario virgemoolt kritt, dee fir déi Uertschaften ënnen drun net ganz schéin ausgesinn huet.

E Wuert nach zu den Hëllefkräften. Et ass ganz kloer, datt een deene Leit all Equipementer muss zur Verfügung stellen. Ech war, Här Strotz, zu lechnach op der Versammlung vun de Pompjeeën, an do ass awer Kritik geübt ginn, datt et mat der Koordination net esou gewiescht wier wéi et hätt kënne sinn. Ech soen dat elo ganz fein. Ech ginn et esou weider wéi et do gesot ginn ass. Wahrscheinlech ass do nach e bësselchen eppes ze maachen.

D'Konklusioun, Här President: Mir muss laangfristeg denken. Dat ass de Klimaschutz. Mir muss systematesch preventiv denken. Dat ass de Systèm - an dat schéngt fir mech hei de wichtigste Punkt ze sinn - de rétention. A leschten Enns muss mer probéieren d'Versigelung do opzehiewe wou se kann évitéiert ginn a wou een och Verséckerungsfläche maache kann, a jiddefalls ze verhënnere, datt se nach weider gedriwwen gétt.

Dann, Här Minister, wëll ech lech awer net virun deem schéine Gedicht hei verschounen, wat e Lëtzebuurger Poet geschriwwen huet, dee leider net méi leeft. Ech ginn et einfach esou hei weider wéi de Mann et geschriwwen huet 1995: „Wou d'Uelzrecht durecht d'Wisen zitt an d'Kellere voller Waasser stinn, do seet esou muncher Hypocrite hien hätt mam Waasser näischt ze dinn. All Supp, all Dëmpel gouf verbaut. Et gouf spekuléiert a bestach. Déiselwecht Leit, déi soen haut: Mäi Gott, mir hunn dach näischt verbrach. Si hu geraibert a geráf. Si kruten einfach net genuch. Vill dichteg Leit, bekannt a brav, déi kruten och e Stéck vum Kuch. E Stéck fir mech, e Stéck fir dech, da geet déi Saach bestëmmt an d'Rei. Da bleift nach eppes iwwereg, an dat ass da fir meng Partei. Wou d'Uelzrecht durecht d'Wisen zitt a villes schonn zum Himmel sténgt, do huet esou muncher Hypocrite sech dacks eng gëllen Nues verdéngt.“

Et ass net vu mir. Ech soen lech villmoos merci fir d'Nolauschteren.

#### (Brouhaha général)

■ M. le Président.- Här Gira, et ass un lech wann ech glift.

#### (Brouhaha général)

Hutt Dir och nach ee Gedicht?

#### (Interruption)

Dann ass et gutt.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Keng Angscht, ech hu kee Gedicht.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Här President, vläicht just puer Bemierkungen zu deem klengen Incident vun éinescht.

Ech sinn absolut mam Här Weiler d'accord, dass dat heiten en immens wichteg Thema ass a vu mir aus hätte mer kënne bis den Owend oder mar de Moien driwwer schwätzen, mä da verstinn ech zum Beispill net firwat hien net de Modell 2 gefrot huet, well dann hätten hien a mir vill méi Zäit gehat fir a Rou iwwert dat ganz Thema ze diskutéieren.

Zweetens sinn ech bestëmmt dee leschten, deen hei mat der Stoppauer setzt, wann een eng Minutt iw-

wert d'Zäit ass. Ech schwätze méi dacks iwwert d'Zäit, wéi dass ech meng Zäit anhalen, mä ech muss awer feststellen, Här President, dass ech awer insgesamt dat Gefill net lassginn, dass hei, wann ee vun der Opposition um Pult ass, d'Réglementatioun awer e bësse méi streng gehandhabt gétt wéi wann een aus der Majoritéit oder vun der Regierung hei schwätzt. Ech hunn nach selten erlieft, dass e Minister hei geschellt kritt huet.

■ M. le Président.- Ech mengen, Här Gira, dat stëmmt net. Mir fuere heider der Rei no a mir fuere richtig.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- De President huet jo elo gewiesselt. Et ass elo de Vizepräsident do.

■ M. le Président.- Mir fuere der Zäit no wéi se festgeluecht ass.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Drëtens war ech iwwerrascht, Här President, dass den Här Weiler nom éischten Tëscheruff e bësse wéi eng beleidegt Lieberwurscht reagiert huet.

#### (Interruption)

Ech mengen, hien ass jo och net grad bekannt heibannen, dass hien en onschëllegt Schof wier. Hie sëtzt jo och net ëmmer ganz roueg do hannen am Eck a mécht net emol déi eng oder aner Kéier en Tëscheruff.

Ech weess net wat méi langweilig fir d'Leit dobaussen ass, ob een nom aneren heihi kënnt a just seng Ried erofliest an duerno keen Austausch ass. Ech war des lescht am Benelux-Parlament an der Belsch an do schéngt et souguer Usus ze sinn, dass tëschent Ministeren an Deputéierten en intensiven Dialog iwwert d'Riednerpult ewech geschéie kann. Ech hunn dat vill méi flott fonnt wéi wa mer soen, hei kënnt nach just jiddferen heihinner, hie seet dat wat hien ze soen huet, an da kënnt deen nächsten. Ech mengen da ginn et och net méi vill Leit, déi nolauschtere wäerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Härën, wéi '93 a '95 Lëtzebuerg vun deene bekannten Héichwaasserkatastrophen heemgesicht ginn ass, dunn ass gesot ginn: Dat doten ass en aussergewéinleche Phenomeen. Dat doten ass e Jorhonnert Héichwaasser gewiescht. Leider si mer eppes Bessere beleiert ginn, an ech erënneren net nëmmen un dat vum 2. Januar oder vum 1. Januar, deemno wou ee gewunnt huet, mä am Oktober 1998 hate mer och eng Katastroph, vläicht e bëssen an anere Regioune vum Land. Et war sécher en Héichwaasser wat aner Ursachen hat wéi déi lescht, mä du gouf et och en Héichwaasser. An nach ëmmer, Här President, kann een haut Leit erliwien, déi mengen dat wier näischt Aussergewéinleches, dat hätt et schonn ëmmer ginn a virun honnert Joer hätten och schonn Haiser hei am Land ënner Waasser gestanen.

Déi Gréng gehéieren net zu deenen, déi dat mengen. Déi Gréng sinn der Meinung, dass dat, wat mer hei elo ze spiere kréien, wierklech déi éischt Auswierkung vum Klimawandel sinn. Ech maache mer et awer net grad esou einfach, wéi den Här Weiler dat vläicht gemaach huet, fir dat einfach emol op der Säit ze loossen. Wann ee wëllt mëttel- a laangfristeg Politik maachen, da geet et net duer mat punktueller kuerzfristeger Moosnamen. Da muss een och iwwert d'Ursache vun deem Phenomeen do schwätzen, op jidde Fall vun der Schwäierung vun deem Phenomeen.

Wat wichteg ass, wann een haut kuckt wat eis hei a Mëtteleuropa geschitt, dann ass dat identesch mat deem, wat d'Klimafuerscher virun zéng, fofzéng an zwanzeg Joer vun Szenarien eis gesot hunn. Et ass net esou, dass et am Duerchschnitt méi reent iwwert d'Joer, mä et reent vill méi konzentréiert an der Wanterperiod an et kënnt awer

och zu enger Rei méi extremen Evénementer. Ech perséinlech si leider iwwerzeegt, dass déi Phenomeener an der nächster Zäit nach dramatesch zouhuele wäerten.

Leider muss ee feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg och dës Kéier am Januar erëm ganz vill, a leider och haut, muss ech feststellen, iwwer technesch Schutzmoosnamen geschwat ginn ass, awer relativ wéineg iwwert d'Ursache vun Héichwaasser.

Sécherlech ass et richtig, dass déi éischt Ursach déi ass, dass et vill, ze vill reent, mä et huet zum Beispill keen drop opmierksam gemaach, dass et awer och méi waarm ass am Wanter. A wie weess, wa mer nach vläicht en normaal „Klima“ gehat hätten, da wier dat wat Enn Dezember erofgaangen ass a Form vu Schnéi erofkomm, vläicht 15 Zentimeter Schnéi, an dann hätt dee Schnéi zwee Méint Zäit gehat ofzegoen an dann hätte mir den 2. an 3. Januar net schonn eng Katastroph gehat. Dat als Niewewirkung zum Beispill och vun enger Temperatur, déi einfach elo schonn e puer Grad méi héich ass wéi nach vläicht viru 50 oder 60 Joer.

Iwwert d'Buedemversigelung ass hei geschwat ginn, iwwer all déi Stroossen, déi mer gebaut hunn, all déi Zones industrielles. Ech wëll awer nach eppes hei opwerfen, wat een awer och eng Kéier thematiséiere muss. De Roby Mehlen huet een Deel dovun schonn opgeworf mat de Versigelunge vun de landwirtschaftleche Stécker.

Wann ee sech emol am Oktober, November eng Kéier e Maisstéck ukucke geet, wou grad eragefuer ginn ass, dat ass bal esou dicht wéi Bëton, mä ech wëll awer nach eng aner Problematik am Kontext Landwirtschaft opwerfen. Dat ass einfach dat ëmmer méi Feele vu Strukturelementer an der Landschaft. Ech hunn auslännesch Etüde gelies. Ech hunn awer och eng Etüd aus Lëtzebuerg, aus der Nopeschgemeng gelies, déi och zur Konklusioun kënnt, dass dat awer net en onwesentlechen Deel vum Phenomeen ass, dass d'Waasser esou séier ofleef. Wann op engem ganze Bann queesch zu den Héichte guer keng Strukturelementer méi sinn, dann ass dat kloer.

Gitt emol eng Kéier wann et esou reent op e Feldwee kucken, do komme ganz Baachen de Feldwee erof, wat ee sécherlech virun 30 a 40 Joer, wéi mer eis Landschaft nach besser strukturéiert haten, nach net an där Form erlieft huet. Och do muss een eng Kéier driwwer schwätzen, Konzepter entwerfen an natierlech deene Leit hëllef, déi concernéiert sinn, déi an deem Beräich Stécker leien hunn, mat Geld, mä awer nach vill méi mat Iddien.

Et ass richtig wat hei gesot ginn ass, et gétt eng Multitude vun Ursachen, déi da ganz oft nach vernetzt sinn a sech och nach verstärken, an duerfir ass et och net einfach Léisungen ze fannen. An da si mer mam Phenomeen konfrontéiert, dass de Mënsch awer am léifste vun haut op mar gären eng Léisung hätt an net d'Gedold huet fir drop ze waarden a vläicht méi laangfristeg dorunner mussen ze schaffen.

Mä eigentlech geet et jo drëm fir ze bewäerte wat zu Lëtzebuerg zënter der Métt vun den 90er Jore geschitt ass. Och déi Gréng soen, dass net näischt geschitt ass, mä dat wat geschitt ass ass éischer onkoordinéiert vir sech gaangen. Et huet ee wierklech net dat Gefill, dass dat wat déi viereg an dës heiteg Regierung gemaach huet Bestanddeel vun engem kohärentem Konzept wier, fir mat dem Phenomeen énzegoen. Den Här Weiler huet et och selwer betount, et ass punktuell reagiert ginn, mä mir missten awer endlech zu enger kohärenter Virgehensweis kommen.



An hei ass och ee Beräich, Dir Dammen an Dir Hären, wou ee ganz kloer d'Feele schonn zënter Jorzéngte vun engem Waasserwirtschaftsamt feststellt, wat hätt kënnen, wéi den dote Phenomeen opgetrueden ass, wierklech eng integréiert Bewirtschaftung vun deenen eenzelne Bassins versant an d'Wee leeden, wat och hätt kënnen dofir suergen innerhalb vun enger Administratioun, déi dach deelweis ënnerschiddlech Interéiten, déi en cause sinn, mateneen ze verbannen an da mat kohärenten Léisungen nobaussen ze goen.

Ech fäerten dass, wéi elo déi ganz Konstruktioon vun deem Waasserwirtschaftsamt amgaang ass gebaut ze ginn, dat leider net wäert vill besser goen. Ech stellen nach déiselwecht Konflikter um Terrain fest, well, mengen ech, et ëmmer méi kloer gëtt, dass dat Waasserwirtschaftsamt an deem falsche Ministère ugesidelt ass, well och de Beräich Naturschutz elo awer nach ëmmer ausgesidelt ass, an dann huet sech eigentlech net vill geännert dobaussen, ausser dass déi Leit, déi virun eng Kap vun der ASTA un haten, déi hunn haut eng vun der Gestion des Eaux un, mä soss stellen ech dobaussen nach keng grouss Ennerscheeder fest. Ech mengen, dass bei där nächster Regierung awer nach eng Kéier muss nogeluecht ginn, fir dass mer e Waasserwirtschaftsamt kréie wat deen Numm verdéngt. Och haut stellt een nach fest, dass intern bei de Projete mä och no baussen nach ëmmer ganz ënnerschiddlech Interéite gehandelt ginn.

Eppes wat positiv ass, wat och mir begrëssen, war d'Ausweisung vun den Héichwasserschutzzonen. Ech wëll dat als positivt Beispill soen, well wéi esou oft déi lescht Zäit kréien d'Gemenge jo bal an allen Dossieren de schwaarze Péiter, wann et heescht, si géinge just hir perséinlech Interéite kucken a wären net bereet zesummen ze schaffen. Emmerhi war et awer do méiglech mat ganz ville Gemengen zu enger Léisung ze kommen, obwuel et jo awer och net einfach war fir déi Gemengen, fir déi Terrainen erauszehuelen. Déi hunn och den Drock vun hire Leit, déi do Terrainen leien hunn.

Wann een als Regierung awer mat engem kloere Konzept, mat Transparenz, wou och d'Gemengen d'Gefill hunn hei wier näischt Arbitraires am Spill, mä hei géing et wierklech ëm den Interéit général national goen, mengen ech, fënn een och bei deene meeschte Gemengeresponsabelen en oppent Ouer, an da kann een och, wann een zesumme virgeet, Léisunge fannen. Ech wollt just froen: Wéi wäit si mer bei där ganzer Ausweisung vun den Iwwerschwemmungszonen? Ass dat landeswäit ofgeschloss? Maache mer och eng Evaluatioun vun deenen Zonen, well ee Phenomeen, dee mer jo muss feststellen, ass dee Phenomeen deen eis vläicht am meeschte Schwieregkeete mécht, dass all Héichwasser en anert ass.

Soss war ee gewinnt, effektiv, dass Héichwasser praktesch nëmme op der Musel war, an do woussten d'Leit wéi se missten domat ëmgoen. Uganks 1990 si mer iwwerrascht ginn, et hat haauptsächlech d'Ennersauer erwëscht. An, Här Clement, wann ech d'ënescht gesot hunn un der Atert och, dat war keng Kritik, mä da wollt ech drop opmierksam maachen, dass anscheinend - an dat hunn ech haut an där Diskussioun hei gemierkt - och zu Lëtzebuerg eppes nëmme existéiert, wat duerch Biller festgehalten ass. Et ware keng Kameraen am Réidener Kanton, den 2. oder 3. Januar dëst Joer. Mä ech wëll lech awer soen, eleng a menger Gemeng stoungen zwee Dierfer ënner Waasser. De ganzen Zentrum vun Nærden stoung 40 bis 50 cm ënner Waasser, an dat fir lech drop opmierksam ze maachen, dass an der Tëschenzäit, well mer aner Héichwasserproblemer hu

wéi an de 50er a 60er Joren, et haut e Phenomeen ass deen d'office all Gemeng concernéiert.

Et ass net esou wéi den Här Weiler dat hei wëllt gleewen dinn, dass nëmme eng hallef Dosé Gemengen un der Ennersauer, un der Musel vum Phenomeen concernéiert sinn an déi nëmme Käschten hätten. Och ech kéint lech aus eisem Budget vun deene leschten zéng Joer e ganze Koup Milliounen weisen, wou mir preventiv Moosname geholl hunn, wou mer Etüden an Optrag ginn hunn. Déi Leit, déi an eisen Dierfer de ganze Keller voll haten, déi hate grad esou vill Problemer wéi déi Leit entzouscht anescht.

Ech hu just dat Gefill, dass och dat nach net esou richtig an d'Käpp eropkomm ass, well dat vläicht manner spektakulär ass, et éischerter dat eent oder aner Duerf ass, an dass et natierlech méi konzentriert a méi gewaltig ass op der Ennersauer wéi op der Musel, mä och an anere Géigende vum Land hu Gemenge sech scho Käschte gemaach a sinn och ganz konkret dermat konfrontéiert. Dofir meng Fro: Ginn déi Héichwasseriwwerschwemmungsgebieder regelmäsig ugepasst opgrond vun ëmmer neie Phenomeener, déi mer hunn? Ech mengen, dat vun 1998 war nach méi spezifesch. Do war praktesch nëmme de ganze Waste concernéiert, mä dat war éischerter opgrond vun engem Wieder wat komm war.

Da si jo och, wéi gesot ginn ass, eng Rei vu punktuellen Schutzmoosname geholl ginn an eng Rei Renaturéierungen an d'Wee geleet ginn. Leider, muss ee soen, war dat awer oft d'Initiativ vun de Gemengen. Ierpeldeng ass ernimmt ginn, och anerer, a mir ginn dat Gefill net lass, dass déi eenzel Moosnamen net Bestanddeel si vun engem kohärentem Konzept, an da kommen och Diskussiounen op. Da kënt et vir, dass Leit vu Rouspert a vun lechternach mengen, si hätten elo drënner ze leiden, dass ebe grad zu Angelduerf eng Rei positiv Moosname geholl gi sinn, dass do eng Mauer gebaut ginn ass an esou weider. Och dat huet domat ze dinn, dass net e kohärent Konzept iwwert de Bassin versant gemaach gëtt, net mat alle Gemengen diskutéiert gëtt an och no baussen der Populatioun et net bekannt gëtt.

Wou hu mer da Konzepter fir d'ganz Ennersauer? Wéi ass et mat der Musel? Wéi ass et mat der Finanzéierung? Ech perséinlech sinn der Meinung, dass ee misst déi Moosname wierklech zu 90% bezuelen. Wa mer Ofwaasserkollektoren, wat eigentlech eng initial Mengenaufgab ass, kënnen zu 90% finanzéieren, da plädéieren ech awer derfir, dass mer déi ganz Héichwasserschutzmoosnamen, déi jo wierklech awer zumindest eng regional wa keng national Incidence hunn, dass déi wierklech zu 90% iwwert den Émwelfong finanzéiert ginn. Et liicht mer net an, firwat dass een do soll eng Differenz maachen.

Ech vermessen an deenen eenzelne Projeten eng kloer Linn. Et ass jo awer och e bëssen d'Ursach, mengen ech, vun där feelender Linn, dass all eenzelne Projet ëm total undiskutéiert gëtt. All Renaturéierung suergt ëmmer ëmmer fir Schlagzeilen an där jeeweileger Gemeng, an de landwirtschaftlichen Zeitunge freides. Dat huet och domat ze dinn. Mir missten eng Kéier no bausse soen, wat dat generell Konzept ass. Déi eng si fir ausbaggeren, déi aner si fir d'Erhéijung vun Flossbett. Déi eng si fir kënschtlech Réckhaltebecken, déi aner si fir natierlech Réckhaltebecken. Ech mengen et gëtt Zäit dass d'Regierung sech och vläicht eng Kommunikatiounsstrategie zurecht leet an ee fir allemol mat all hire Ministère a Verwaltungen, déi concernéiert sinn, bei d'Gemenge geet, bei gewësse Berufsgruppen a seet: Voilà, dat hei ass eist Konzept fir mam Phenomeen Héich-

waasser lokal, regional, national ëmzeogen. Wann dat bis eemol kloer ass a wann net d'Gefill opkënn, dat wier iergendeng Iddi vun iergendengem héijergestellte Beamten, deen elo wëllt do säin Hobby maachen a Renaturéierungen duerch d'ganz Lëtzebuurger Land verkafe goen, da mengen ech ass et och an Zukunft sécherlech méi einfach fir dat do bei de Leit duerchzebréngen. Ech fäerte soss riskéiere mer wierklech, dass all Projet scho bal zeried ass, ier en um Dësch ass.

An dem Kontext vu Renaturéierung muss een awer och d'Fro stellen, ob dës Regierung bereet ass, wann all déi aner Konzepter net méi gräifen, all Gespréich net méi gutt ass, fir eventuell awer Enteeengungen ze maachen, oder si mer der Meinung, dass een nach ëmmer nëmme kann enteeeng fir Stroossen ze bauen, awer net wann den Interéit national fir aner Saachen un der Rei ass.

Bei der Fréiwarnung schéngt jo Verbesserungen ze sinn. Och do huet een nach Kriticken héieren. Ass dat Fréiwarnsystem deemnächst fir d'ganz Land operationell, oder beschränke mer et nach ëmmer nëmme op d'Musel an d'Sauer?

E Wuert, ier ech zu de Konklusivne kommen, zu den Hëllefkräften. Hei muss een zwou Saachen ënnerscheeden. Ech mengen, et geet net drëm déi honnerten, déi dausende vu Leit ze kritiséieren, déi all déi Nuechten an deeglaang ënnerwee sinn, mä wann ee selwer, wéi ech dann och, mat um Terrain war, da muss een awer feststellen, dass mer e Problem vun de Strukturen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei enger nationaler Katastroph wéi déi do ass de System mam 112, wou op enger Plaz e puer Leit sëtzen, déi dausende vun Telefone mussen entgéint huelen, net méi zäitgeméis. Dat kann net funktionéieren. Wéi soll deen um 112 wëssen, wéi ee Pompjee e soll wou zu Nærden, zu Kolpech oder zu Réiden hi schécken. Do brauche mer hallefprofessionell...

**M. le Président.** - Här Gira, wann ech gelift, ech wollt lech just eng Bemierkung maachen. Dir hutt 15 Minutten Zäit. Fir unzefänken hutt Der zwou Minutte polemiséiert ier Der ugefaangen hutt mat schwätzen. Elo sidd Der e bëssche kuerz. Ech géif lech bieden, lech fäerdig ze maachen.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Et steet dem President vun der Chamber net zou, hei ze jugéieren, wat deen een oder deen aneren op der Tribün seet.

**M. le Président.** - Här Bausch, Dir hutt 15 Minutten an déi 15 Minutte sinn eriwuer.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Déi do Interventioun vum President freet mech. Et confirméiert genau dat, wat ech am Ufank gesot hunn. Bei gewësse Leit gëtt hei mat der Stoppauer geemooss, ënner anerem bei mir an haauptsächlech wa mir eppes ze soen hunn. Bei anere Leit huet kee Mënsch eppes gesot. Och aner Leit waren haut schonn, Här President, iwwert d'Zäit. Do ass näischt gesot ginn. Entweder mer schelle bei jiddferengem, wa seng Zäit ëm ass, oder mer schelle bei kengem. Ech stelle fest, ech sinn ëmmer derbäi. Et ass genau dat, wat ech wollt soen. Dir confirméiert mech.

Ech sinn der Meinung, - ech hunn nach fir annerhallef Minutt -, dass et zu enger Professionaliséierung vun eisem Service d'urgence muss kommen. Ech hunn dofir plädéiert wéi de Projet de loi an d'Kommissioun komm ass, fir nach eng Kéier méi substanzuell nozedenken an eis ze iwwerleeën, ob mer net um

Terrain längst léns iwwerholl gi si vun de Realitéite bei dem Projet de loi iwwert d'Pompjeeën an iwwert d'Protection civile.

Den Asaz den 2., 3. Januar huet mech erëm confirméiert doran, dass mer awer vläicht net méi zäitgeméis organiséiert sinn. A wa mer wëlle preventiven Héichwasserschutz maachen an dofir suergen dass esou mann wéi méiglech Schued entsteet, da mengen ech muss mer nach eng Kéier ganz seriö doriwwer nodenken. Ech wollt och froen, wou mer mat deem Gesetz dru sinn a wat d'Majoritéit an deem Beräich wëll maachen.

Schlussendlech zur Versigelung, wa mer déi wëlle méi kleng maachen, meng Froen: Wéi ass et mam Buedenschutzgesetz? Wéi ass et mat engem rationellen Émgang vum Buedem? Wéi ass et mat enger Reform vun der Grondsteuer? Och déi gehéiert an deen heite Kontext. A schlussendlech: Si mer bereet och eng Versigelungssteuer anzeféieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer regelméisseg, vill méi dacks wéi mer alleguerte wëllen, mat deem Phenomeen hei wäerte konfrontéiert ginn. Riseg Schied wäerten ugeriicht ginn, wann et hei net zu engem fundamentalen Émdenke kënt. Déi punktuell Moosnamen, déi bis elo geschitt sinn, gi sécherlech net duer, an et ass ëmmer erëm erstaunlech feststellen, dass mer bereet si riseg Zommen an techneschen Héichwasserschutz ze investéieren, awer net bereet sinn nëmme en Deel dovun an d'Émsetzung vun enger anerer Mobilitéit a vun enger anerer Energiepolitik ze maachen, obwuel mer domat méttelfristeg méi géingen errechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Gréng ass Klimaschutz méttel- a laangfristeg dee besseren Héichwasserschutz. Et geet net duer Mauere laanscht eis Flëss opzeriichten, mä méi wichtig ass et un d'Ofraffe vun de Maueren an eise Käpp erunzeogen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Här Strotz, wann ech gelift.

**M. Nicolas Strotz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Héichwasser, wat Naturévénement sinn, déi zur Katastroph ausufere kënnen, komme méi oft, méi schnell a méi heftig. Dat ass eng Feststellung, déi eis ze denke muss ginn an dat mir eis domadder ausernee mussen setzen. Dofir ass och dem Här Weiler seng Interpellatioun hei ze begrëssen. Wann ech d'Wuert ergräifen, da well ech mengen, dat ech weess vu wat ech schwätzen, well ech sëtzen nämlech all Kéiers maten am Héichwasser perséinlech dran.

Mir mussen eis also mat der Problematik befaassen, net nëmme just esou laang bis d'Wunnengen, déi dovun betraff sinn, erëm dréche sinn, an dann nees alles vergiesse bis dat nächsten Héichwasser kënt. Neen, et gëllt elo Neel mat Käpp ze maachen an alles ze ënnerhuelen, fir déi verheerend Auswierkungen, déi Katastrophenhéichwasser ëmmer hannerléisst, ze verhënnern, respektiv esou kleng wéi méiglech ze halen.

D'Héichwasser kënt méi oft a méi heftig. Schold doru sinn déi perturbéiert klimatesch Wiederverhältnissen, mat hiren enorme Reennidderschléi, déi ëmmer méi heftig optrieden. Wat fir Émstänn déi Klima- respektiv Wiederverännerungen och ëmmer beaflossen, doriwwer streide sech d'Fachleit. Et schéngt awer bewisen ze sinn, dass den CO<sub>2</sub>-Ausstouss säint dozou bäidréit, dass d'Klimaverännerungen op d'mannst méi séier virgingen.

De Programm vun der Regierung am Interesse vun alternativen, erneierbaren Energië léisst hoffen,

dass mer eis Engagementer, déi mer zu Kyoto agaange sinn, och an hale kënnen. Gewosst awer, dass doduerch de Weltklima nëmme ausserst minimal, fir net ze soe quasi guer net beaflosst gëtt, mer awer trotzdem mussen an där Problematik mam gudden Beispill virgoen.

Hei muss also festgestallt ginn, dass wat d'Heefegkeet an d'Envergure vun den Héichwasserkatastrophen, d'Leit déi un de Flëss wunnen a vum Héichwasser betraff sinn, net schëlleg un hirem Misär sinn, mä dass et en allgemenge Phenomeen ass, an deem mer an iergendenger Form all mat dru schëlleg sinn, an dofir misst och d'Allgemengheet hëllefden de Problem an de Grëff ze kréien.

D'Héichwasser kënt méi schnell. Duerch Mënschenhand geschafte Verännerunge vun de Flosslandschaften, duerch d'Bauen an Iwwerschwemmungszonen, duerch d'Versigelung an d'Zoubetonniere vu risege Flächen, esouwuel vu Stat, Gemengen a privater Hand, ouni Schafung vun néidege Rétiounsraim an esou weider, hunn dozou gefouert, dass d'Héichwasserflut sech méi schnell fortbeweegt an de Leit, déi no beim Floss wunnen, besonnesch bei deene méi klenge Flëss, quasi keng Chance léisst fir sech virum Héichwasser, mat all sengen negative Konsequenzen, ze schützen.

Dësen negativen Auswierkunge gëllt et also entgéint ze trieden. Och hei muss ech soen, dass et also net nëmme déi sinn, déi un de Flëss wunnen, déi fir de Phenomeen zoustänneg sinn, mä dass och hei d'Allgemengheet, déi jo landeswäit, jo regioneweis, an och iwwert d'Grenzen eraus eis Landschaft versigelt huet, e groussen Undeel um Misär dréit a folglech och mat responsabiliséiert misst ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit 1983 ass op der Musel, wat d'Héichwassermeldungen ueget, munches verbessert ginn. Villes bleift awer nach ze maachen, besonnesch och wat den Héichwasserschutz ueget. Dem Här Innenminister seng rezent Beméiungen an deem Dossier sinn ze begrëssen a loossen hoffen. Ech huelen un dat den Här Minister dorop wäert agoen.

**M. le Président.** - Här Strotz, erlaabt mer, ech hunn dem Här Gira et misse soen, dass en iwwerzunn hätt, ech muss och soen, dass d'CSV elo hir Zäit erschöpft huet, mä den Här Gira hat dräi Minutte méi. Dir kënt also och nach dräi Minutte schwätzen.

**(Interruption)**

Här Clement.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Här President. Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dat den Här Gira den Här Weiler minimum zwou bis dräi Minutten ënnerbrach huet, an ech wëll lech och drop opmierksam maachen, dat während menger Ried, wou den Här President Spautz nach do war, den Här Di Bartolomeo, dee just dräi Minutten heibanne war, dräi Minutte geschwat huet mam Här Gira, wou ech net geschwat hunn. Och déi Zäit misst den Här Strotz bäikréien, well si ass der CSV uegerechent ginn.

**M. le Président.** - Wann Der lech e President gitt, deen ass do fir derfir ze suergen, dass ee wéi deen anere behandelt gëtt. Dat ass alles wat ech wëll soen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. Nicolas Strotz (CSV).** - Säit den Héichwasserkatastrophe vun '93 an '95, vun deene besonnesch d'Leit am Énnere vum Land, als och laanscht d'Atert a laanscht d'Sauer betraff waren, ass an deene Géigenden och munches geschitt, dat esouwuel um Niveau vun Analysen an Etüde wéi och um Niveau vum Erstellen a Realisatioune



vu Projeten. Déi Mesuren hu schonn op eenzelne Plazen zu konkrete Verbesserungen um Terrain gefouert, an och do huelen ech hunn datt den Här Minister wäert drop agoen.

Mä et bleift awer nach villes ze maachen. Dat geet u bei der Schaffung vun zousätzleche Réentionsraim. Hei ass all Gemeng aus dem ganze Land gefuerdert. D'Waasser muss iwwerall a landeswäit esou laang wéi méiglech zréckgehalen ginn, fir et da lues an d'Baachen oder d'Flëss oflafen ze loosse. D'Héichwaasservirussoe muss verbessert ginn. Dat hänt enk mat de Wiedervirussoen zesummen, déi leider nach ëmmer zimlech ongenau sinn. Sechs Stone Virwarnung ass awer ze kuerz fir kënnen all Schutzvirkéierungen ze treffen. Zousätzlech Pegele mussen agebaut gi fir kënnen den Afloss vun de klengen Zouflëss besser ënnert der Kontroll ze hunn an domat méi genau Virussoe kënnen ze maachen.

Als Beispill wëll ech de Pegel vu Bollendorf ernimmen, dee beim leschten Héichwaasser deen enormen Zoufluss vun der Prüm iwwerhaapt net enregistriert konnt, well en oberhalb vun der Saueremündung vun der Prüm läit.

Déi baulech Propositionen aus den erstellten Etüde mussen konsequent weidergefouert ginn, an dat bei Grenzflëss och grenziwwerschreidend. Dozou gehéieren déi néideg Kompensatiouns- a Réentionsraim laanscht Flëss a Baachen. Dozou gehéiert d'Oflagerung an d'Erweiterung vun den Uferen, ouni de Fong vun de Flëss an de Baachen an d'Luucht ze hiewen. Dat schéngt mer kontraproduktiv ze sinn. Dozou gehéiert en deelweist Ausbaggere vum Flossbett, an zwar do wou sech ze vill Sedimentatiounen a Geröll ofgelagert hunn. Dozou gehéiert och d'Ausbaggere vum Staumauer virun der Staumauer zu Rouspert. Hei muss déi ursprénglech Ofafcapacitéit vun 1.180 m<sup>3</sup>/Sekonn erm hiergestallt ginn. De Stau huet sech am Laf vun den 43 Joer zu engem Dréttel mat Sedimenter opgefëllt. Och déi säitlech Réentionsraim si mat Sedimenter opgefëllt ginn, esou dass elo quasi nëmme méi 650 m<sup>3</sup>/Sekonn offlëssen. Hei huet de Stat eng direkt Verflüchtung.

Hien huet engersäits e Bauwierk an d'Sauer gesat fir Stroum ze produzieren, ass awer anerersäits laut Statsvertrag vom 25. Abrëll 1950 d'Verflüchtung agaangen dofir ze suergen, dass den Urainer op béide Säite vum Floss duoderch kee Schued entsteet. Et geet net duer, fir elo just esouvill auszebaggeren, dass genuch Waasser op d'Turbin leeft fir Stroum ze maachen. Neen, de ganze Stau muss, an dat op Käschte vum Statsbudget, eidel gemaach gi fir den Ofaf ze garantieren.

D'Verflaachung vu Bëschungen an d'Ausbaggeren dierf net u Genehmegung säitens der Umweltverwaltung scheitern an och net derzou féieren, dass d'Dossieré méintelaang verschleift ginn. Hei muss mateneen Hand an Hand am Interesse vum Héichwaassergeschiedegten agéiert ginn. En Timing muss opgestallt gi fir an eenzelnen Uertschaften, dass nees do wou et net anescht méiglech ass, Däicher, Réentionsmauern, verbonne mat den néidege Waasserpompelstatiounen, ze aménagéieren. Déi zwou Saache gehéieren zesummen. Mauere bauen ouni Pompelstatiounen bréngt näscht. Dat hu mer zu lechternach beim leschten Héichwaasser konnte feststellen. Dofir géllt et déi esou séier wéi méiglech nozebauen. Bei alle Mesuren, déi scho geholl si ginn an nach muss geholl ginn, muss ee wëssen, dass egal op wéi eng Referenzhéicht ee sech ofschert, zum Beispill um 50-jähregen Héichwaasser, ëmmer e Reschtrisiko bestoe bleift, deen ni ënnerschätzt duerf ginn an ëmmer akalkuléiert muss bleiwen, wann een net wëllt onangenehm Iwwerra-

schungen erliwen. Dëst muss ëmmer am Hannerkapp vun de Leit, déi vum Héichwaasser traff kënnen ginn, present bleiwen.

Och muss, ier et zur Realisatioun vun Däiche an Réentionsmauern kënn, eng Käschtentutzungsanalyse gemaach ginn. Dofir muss an engem Gesamtkonzept gesi ginn. Et kann net sinn op där enger Plaz sech ze schützen an doduerch deem aneren d'Waasser méi héich dohinner ze kéieren.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wichtig bei enger Héichwaasserkatastroph ass d'Kommunikatioun tëschent de Verantwortleche vu Stat a Gemengen an der Bevölkerung. Villes huet sech an deene leschte Jore verbessert an dach bleiwen nach Mängel ze behiewen. D'Leit, déi concernéiert sinn, dierfen a kengem Moment an der Ongewëssheet par rapport zur Evolusioun vum Héichwaasser bleiwen. Dat bedeit, datt nieft de bekannte Kommunikatiounsmittelen och eng regional an esouger wann néideg eng kommunal Asazstell agericht muss ginn, wou d'Bevölkerung kann Hëllef ufroen, permanent, Dag an Nuecht, an och Informatiounen ofruffen.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt elo zum Schluss. Dir hutt d'Zäit scho laang iwwerschritt.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech hat fënnf Minutte bäikritt, Här President.

#### (Hilarité)

Hëllefkräfte vir Uert kennen aus Erfahrung d'Situatioun am beschten an et muss een hinnen e grouse Merci aussprieche fir hiren Asaz bei den Héichwaasserkatastrophen, si, déi onentgeltlech an oft deeglaang an der Bresch si fir de Sinistriererten ze hëllefen. Dass net ëmmer alles reibungslos ofleef, ech mengen d'äers si mer eis bewosst. Déi Leit si jo och net dagdeeglech mat esou Katastrophe konfrontéiert, a wat se méi laang auserne leien, déi Eenzel, déi net schonn emol eng Kéier mat derbäi waren, net ageschafft sinn.

Wann awer den Här Gira mengt, mir sollen op hallefprofessionell oder eventuell professionell Hëllefkräfte goen, näscht verhënnert hien als Buergermeeschter, och mat anere Gemengen zesummen, laut dem Gemengegesetz, e professionelle Corps a senger Gemeng anzerichten, an da soll en emol kucke wat dat da géng kaschten.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Dat do ass Polemik!

M. Nicolas Strotz (CSV).- Dat ass keng Polemik. Dat steet am Gemengegesetz klipp a kloer esou dran.

Op de finanzielle Volet ass den Interpellant, de Kolleg Lucien Weiler, agaangen. Ech hoffen uganks vu menger Interventioun kloer gemaach ze hunn, dass d'Héichwaasserkatastroph net vun den Urainer an de Urainergemenge verschëlt ass an dass dofir bei der Bewältigung vun där Problematik, besonnesch och der domadder verbonnener finanzieller Problematik, et zu engem Emdenke muss kommen. Hei muss eng national, wann net zumindest eng deelnational partizipativ Solidaritéit zum Droo kommen. D'Privatleit an d'Gemengen duerfen net am Stach gelooss ginn an eng Léisung wéi an Däitschland wier ustriewenswäert. Dat heescht, do ginn 90% vum Stat iwwerholl.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Strotz (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Beitrag zu dëser Debatt war a kengem Fall geduecht fir als Kritik un iergendengem jëtzege

Responsable vu Regierung, Gemengen a Verwaltungen unzege-sinn.

#### (Interruptions diverses)

Dofir ass an der leschter Zäit ze vill geschitt um Gebitt vun der Héichwaasserproblematik, a besonnesch de jëtzege Minister huet sech ganz vill Mériter an där Problematik ugéegent. Et sollte just e puer praktesch Ureegung sinn, déi mat derzou bäidroen solle fir esou schnell an esou gutt wéi méiglech eng net einfache Problematik an de Grëff ze kréien.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- De leschten Diskussionsriedner ass den Här Gusty Graas. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, regelméisseg kritt de Mensch jo vun der Natur seng Grenzen opgezeechent. Et gétt Naturgewalte géint déi mer eis schwéier wiere kënnen, an dozou gehéiert ouni Zweifel och d'Héichwaasser. Zënter Jorhonnerten ass d'Menschheet dëser Problematik ausgesat an honnertausende vu Leit hu jo leider schonn hiert Liewen esou verluer. Virun allem an de Länner vun der Drëtter Welt sinn esou Katastrophe vill méi regelméisseg. Dat ass och doduerch bedéngt, well d'Leit do a vill méi einfache Konditiounen liewen an dee Moment eben déi räissend Flute vun deene Flëss alles mat ewechdrécken.

Mä och hei zu Lëtzebuerg gi mer leider net vun dem Phenomeen vun den Iwwerschwemmung verschont. Milliounen Euro Schued gouf et och schonn ouni Zweifel an deene leschte Jorzéngten an dem Land. Ech wëll nëmmen un déi zwou grouss Katastrophe vun 1993 respektiv 1995 erënneren. Do dernieft ware leider och nach eng Rei aner Katastrophen ze verzechnen. Och Ufanks Januar vun dem Joer war eemol méi d'Land op ville Plaz vum Héichwaasser heemgesicht ginn, obwuel d'Awunner laanscht eis Haaptflëss, an ech denken hei un éischer Linn natierlech un d'Musel, quasi gewinnt si mat dem Phenomeen Héichwaasser emzegeen. Et fält awer dach op, datt a ville Regione vum Land, wou méi kleng Gewässer sinn, sech lues a lues och méi Héichwaasserkatastrophen an deene leschte Joren agestallt hunn.

An da muss een awer zumindest zwou Froe stellen. Déi éischt ass déi, ob ee kann eng Relatioun hierzeien zwëschen der zousätzlecher Versigelung vun eisem Land an de permanenten oder méi regelméisseg Héichwaasserkatastrophen, an zweetens ob dëse Phenomeen a Relatioun ze setzen ass mat de Klimaverännerungen.

Ech menge béid Froe kann een oder muss ee mat engem Jo beantwerten. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vu ganz villen Expären an et gi jo eng Rei vu Statistiken, déi dat kloer beweisen. Och wa mir als klengt Land selbstverständlech eise Bäitrag zu dem Klimaschutz bäidroen mussen, esou si mer awer esou realistesch, datt mir dee planetaresche Problem jiddefalls vun hei aus net an de Grëff kréie kënnen.

Ech mengen awer hei ënnersträichen ze mussen, datt mer virun allem um preventive Plang awer gewësse Moosname kënnen an d'Wee leeden, an dowéinst ass et och wichtig dass een e Gesamtkonzept entwéckelt, wéi een hei zu Lëtzebuerg ka méi preventiv géint d'Héichwaasserkatastrophe virgoen. Et muss ee ganz éierlech sinn, an deene leschte Jorzéngte si jo awer eng Rei vu gravé Bautefehler gemaach ginn, well zimlech

hemmungslos jo awer queesch duerch d'Land an eng ganz Rei vun Iwwerschwemmungszonen gebaut ginn ass an doduerch dann och déi natierlech Morphologie vun de Gewässerleef zu engem guden Deel zerstéiert ginn ass. Natierlich Uferbegradigung si virgeholl ginn. Et gesäit een dat queesch duerch d'Land, wou Ufer stabiliséiert goufe mat Palplanchen, mat Steng a mat Bëtonsmauern.

Dann, wéi gesot, sinn awer och vill Iwwerschwemmungszonen zu engem Deel verbaut ginn. Ech wëll op ee Beispill hiweisen, wat zwar elo aus dem Ausland ass, mä wat awer illustriert wéi duerch déi permanent Zersiedelung awer natierlech Réentionsraim zerstéiert goufen, an zwar ass dat e Beispill vum Rhain. Esou sinn tëschent Kembs a Karlsruhe am Laf vun 200 Joer iwwer 85% vun den Iwwerschwemmungszonen verluer gaang. Mä, wéi gesot, och bei eis huet sech leider e bëssen esou eng Entwécklung agesat.

Dat huet natierlech och eng negativ Konsequenz op d'Gewässerstruktur gehat an d'Waasser kann eben op ville Plazen duerfir net méi op eng natierlech Aart a Weis an de Buedem asikeren. Dowéinst kennt dann och vill Iwwerflächewaasser a leider oft och Ofwaasser direkt an d'Flëss, wat zu deene Konsequenzen da féiert. Dat erklärt ënner anerem eben och déi kuerz awer heftig Iwwerschwemmungen, déi mer an deene leschte Jore kennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kann een also dann elo ausser deene méi technesche Moosnamen, vun deenen elo jo vill hei geschwat ginn ass, awer nach maache fir méi preventiv géint d'Héichwaasser virzegeen? Un éischer Linn mussen natierlech eis Gewässerleef, an dat géllt awer och fir déi klengste Baach, dat wëll ech hei emol ënnersträichen, esou wäit wéi méiglech renaturéiert ginn. D'Méandré mussen erm hiergestallt ginn a virun allem, wéi gesot, déi naturfern Uferbegradigungen och esou wäit wéi méiglech erm écartéiert ginn.

Dës Moosname géingen natierlech awer och zu enger verstärker, zu enger erhéichter Selbstreinigungskraft vun engem Floss bäidroen, wat sech jo awer dee Moment och positiv op d'Qualitéit vun engem Gewässer kann auswirken. Dat hätt, wéi gesot, dann och e positiven Impact op déi gesamt Waasserfauna. Prioritär misst also versicht ginn op Basis vun engem Répertoire sämtlech Gewässerleef hei zu Lëtzebuerg, an dat géllt souguer fir déi klengste Bächelchen, opzelëschten, wou ee ka Renaturierungsmoosnamen an d'Wee leeden.

Ech si mer natierlech bewosst, datt dat net op alle Plaze méiglech ass, datt et och eng Illusioun ass sech virstellen et kennt een elo queesch duerch d'Land iwwerall Renaturierungsmoosname maachen. Leider ass dat ebe wéi gesot op ville Plazen, besonnesch an Agglomeratiounen net méi esou méiglech, well eben do am Laf vun de Jorzéngten ze vill no un d'Baachen an un d'Flëss gebaut gouf.

Op verschidde Plaze wierkt natierlech awer och d'Renaturierung e bëssleche wéi e rout Duch. An d'Panneauen, Här Strotz, - da kann ech lech och direkt eng Äntwert ginn - am Réiserbann schwätze jo och hir eege Sprooch. An dach, mengen ech awer, datt ee verstärker misst e politesche Courage opbréngt fir déi Schied, déi mer laanscht eis Gewässerleef gemaach hunn, esou wäit wéi méiglech awer och erm ze behiewen.

D'Urainer vun de Flossleef mussen natierlech fréizäitig awer an dee Prozess mat integréiert ginn an ech denken hei ganz kloer un éischer Linn un d'Landwirtschaft, well wa si gegebenenfalls Terrain verléiert laanscht d'Gewässerleef, well Renaturierungsmoosnamen an d'Wee geleet ginn, da mengen ech

awer wier et selbstverständlech, datt iwwer Kompensatiounsmoosname muss nogeduecht ginn, sief dat iwwer de Wee vun Echangé vun Terrainen oder sief dat iwwer finanziell Entschiedegungen. Mä eppes ass ganz kloer, well et sech awer hei ëm eng national Problematik handelt, dierfe jiddefalls partikular Interessen net am Vierdergrond stoen.

Et muss een awer och fairerweis hei ënnersträichen, datt jo an deene leschte Joren eng Rei vun Efforte gemaach goufen an och deelweis en Emdenken ze erkennen ass. Ech wëll hei op e puer gutt Beispiller hiweisen, zum Beispill d'Renaturierung vun der Uelzecht am Raum Steesel, Walfer oder och am Süden am Raum Schëffleng. Och d'Verbredung vun der Sauer am Raum Angelduerf huet net nëmme positiv Effekte op d'Héichwaasser mat sech bruecht, mä huet awer och mat Sécherheet eng Verbesserung vun der Qualitéit vun dem Waasser no sech gezunn.

Allerdéings, wa mer e bësslechen duerch d'Land ginn, da gesi mer, datt nach ze vill Baachen a Flëss tëschent Bëtonsmauern erdréckt ginn. Ech ginn dovun aus an hoffen op jidde Fall, wann d'Waasserwirtschaftsamt bis definitiv steet, an dat wäert jo och net méi eng Eiwegkeet daueren, datt mer dann zumindest e bessert Instrument hu fir kënnen méi eng geziilte Renaturierungspolitik an d'Wee ze leeden.

An de leschte Jore si jo dernieft eng Rei vun Iwwerschwemmungszonen ausgewise ginn an am Ganze goufe jo, mengen ech, eng 23 groussherzoglech Reglementer geholl, wat ouni Zweifel an luewenswäert Initiative sinn. Dat ass natierlech eng Politik, déi an Zukunft nach méi konsequent muss weiderverfollegt ginn, an hei soll och en Appel un eis Gemenge goen, fir besonnesch an hirem PAG där ganzer Problematik do Rechnung ze droen a se och deementsprechend unzepassen.

Op der anerer Säit schéngt et mer awer och evident ze sinn, datt u kenger Baach a wéi gesot net un deem klengste Gewässerlaf Regularisierungsmoosname méi dierfe virgeholl ginn, déi iergendwéi eng negativ Inzidenz op den ekologesche System vun deem Gewässerlaf hätten. Da si mer natierlech och ganz séier beim Thema Ausbaggeren, dat ass hei vun e puer Kollege scho virdrun ugeschniddene ginn.

Ech soe ganz éierlech, datt ech do vill méi reservéiert vis-à-vis vun deene Moosname sinn, woubäi een allerdéings net ausschléisse soll, datt punktuell gegebenenfalls kéinte gewëssen Ausbaggerungsarbechte virgeholl ginn, mä ech warnen awer virdrun, fir eis Baggen elo an d'Flëssleef ze schécken an dann aus de Flëssleef Kanaler ze maachen, datt mer d'Sedimenter vun deene Gewässerleef zerstieren, wat ökologesche ganz negativ Konsequenze géng mat sech zéien.

E weidere Problem besteet natierlech awer och dodran, datt no staarke Reefäll eis Kanalisations-systemer oft hoffnungslos iwwerlaascht sinn, an datt dann déi sougenannten Déversoiren opsprangen an dann d'Waasser an enger konzentréierter Form an déi éischtbesch Gewässerleef gefouert gétt, mat deene Konsequenzen déi mer kennen. Dat bréngt natierlech net nëmme vum ekologesche Standpunkt hier ganz grave Konsequenze mat sech.

Ech erënneren zum Beispill drun, datt et am leschte Summer am Raum Alzeng/Hesper zu engem gréisseren Fëschstierwe komm war, eleng bedéngt duerch deen doten Phenomeen, well eben no engem gréisseren Wieder d'Waasser net méi konnt duerch de Kanalisations-system offlëssen. D'Déversoire sinn opgesprongen a well et Woche virdrun net gereent hat, ass natierlech de ganze Schmorri mat



an d'Gewässer komm, mat der Konsequenz, wéi gesot, datt ganz vill Fësch do futti gaange sinn.

Dowéinst missten an Zukunft eben nach verstärkt Reenréckhaltebecken aménagéiert ginn. Mir hunn der, mengen ech, eng ronn 60 hei am Land. Et ass jo virgesinn, an hei beruffen ech mech op eng Question parlementaire, déi ech dem Minister de 6. September 2002 gestallt hat, dat war d'Question parlementaire 1815, an do huet de Minister ugekënnegt, datt nach eng ronn 100 Réckhaltebecken dann hei am Land sollen aménagéiert ginn, esou datt praktesch all gréisser Ofwässerréseue vun de gréisseren Agglomeratioune géingen dee Moment couvréiert ginn.

Och mengen ech nach eng Kéier ennersträchen ze missen, wat ech schonn eng Kéier gesot hunn, datt an Zukunft, wann en neit Lotissement décidéiert gëtt, am Virfeld awer och misst eng Etüd gemaach ginn, wat fir en Impakt dat huet op déi ganz Ofwässerproblematik a virun allem awer och op d'Héichwaasser.

Aner mënschlech Aktivitéite wierke sech natierlech och negativ op d'Gewässerstrukturen aus an droen ouni Zweifel zu Héichwaasser bäi. Ech denken hei zum Beispill un déi nach wie vor ze erkennend Buedemverdichtung, déi natierlech duerch den Asaz vu schwéiere Maschinnen um Niveau vun der Landwirtschaft entsteet. E Grond méi u sech fir där méi extensiver Landwirtschaft an Zukunft gréisser Verstärkung zoukommen ze loosse. Mä och de Kahlschlag an de Bëscher, an ech mengen dat ass hei nach net ugeschwat ginn, huet awer och en negativen Impakt op d'Héichwaasserproblematik. Och d'Émwendung vu Gréngland an Aackerland dréit ouni Zweifel dozou bäi, datt natierlech Rétiounsraum lues a lues verluer ginn, wat sech dann och negativ auswierkt.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, ech wollt den Här Graas froen, ob him bekannt ass, datt hei zu Lëtzebuerg den Undeel Gréngland par rapport zum Aackerland an deene leschte Jore konstant geklommen ass.

**M. Gusty Graas (DP).** - Ech hunn hei u sech méi allgemeng Iddien opgeléicht, wéi ee ka global géint Héichwaasser virgoen. Wéi gesot, dat ass keen nationale Problem, dat ass een internationale Problem. Ech si ganz éierlech, ech kann lech net dee prozentualen Undeel soen, ech soe just datt dat awer och ee vu ville Facteuren ass, deen dozou bäidréit datt, wann d'Buedemversigelung méi grouss gëtt, d'Waasser dee Moment net kann op eng natierlech Aart a Weis ofsickeren. Do sidd Der jo mat mer d'accord?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann ofschléissend nëmmen hoffen, datt mer am Beräich vun der Gewässeraménagéierung aus enger Rei vu Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen, awer och elo geléiert hunn. Sécher si mer ni géint Héichwaasser an enger Rei vu sensibelen Zonen hei am Land gewappnet. Dat ass och scho viru richtegerweis gesot ginn. Mä ech sinn awer och op där anerer Säit iwwerzeugt, wa mer weiderhin eng gezielte Renaturéierungspolitik maachen, datt mer a verschiddene Géigende wäerten errechen, datt d'Awunner manner Problemer mat dem Héichwaasser wäerte kréien. Och wann et natierlech net déi allerleschte Léisung ass, ass et awer eng Politik, déi ouni Zweifel muss konsequent weider gefouert ginn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - DWuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt

dem honorabelen Deputéierte Weiler merci soe fir déi Initiativ, déi e geholl huet in tempo non suspecto, nämlech virun deene leschten Héichwaasserphenomeener, déi mer kann hunn, dës Interpellatioun unzefroen. Dat ass also net eng Reaktioun op e Phenomeen, dee komm ass, mä d'Suerg vun deem wat mer amgaange sinn ze maachen, nämlech sécher stellen, dass mer eng laangfristeg Politik bedriewen, déi wuel de Phenomeen vum Héichwaasser net ka bekämpfen, well esou wäit si mer net, mä wou mer d'Konsequenze vum Héichwaasser op enger ganzer Rei vu Punkte besser aschätze léieren, d'Leit besser virwarne kënnen, an domadder d'Konsequenze fir Hab a Gutt a fir d'Leit och aneschtens kënnen ugoe wéi dat virdru war.

Ech wéll net ze vill drop agoen, wéi awer betounen, dass Héichwaasser kee Lëtzebuurger Phenomeen ass. Eng Rei Virriedner hu gesot, dass et eppes ass, wat en internationale Phenomeen ass, an dass an deem Moment, wou mir dee Phenomeen zu Lëtzebuerg kann hunn, hallef Europa déiselwech Phenomeener kann huet. A wann ech gekuckt hunn a gesinn hunn an de Berichterstattunge wéi d'Ausland mam Phenomeen émgangen ass, da sinn ech absolut net der Meenung, dass mir méi schlecht do ofschneiden en règle générale, an dat op allen Niveaue, wéi mer dat an anere Géigende gesinn hunn.

Et ass och falsch fir duerzestellen, wéi wann d'Héichwaasser en neie Phenomeen wier. Eleng wat den Här Belling mer gesot huet, dass op der Musel de Pegel zu Réimech 6 m war, iwwer 1,5 m a Réimech, an dat säit dem Krich an de Joren 1947, 1957, 1983, 1991, 1995, 2001, dat heescht et gesäit een, dass et net nëmme ka mat enger ganzer Rei vun Agréff ze dinn hunn, déi sécher Konsequenzen hunn, mä dass d'Natur an engem Op an Of Cyclen huet wou et méi reent an och méi konzentréiert reent a Cyclen huet wou dat manner de Fall ass.

D'Leit vum Centre de Recherche public Gabriel Lippmann, déi sech ganz intensiv mat de Phenomeener vum Waasser beschäftegen, an déi mer och als Expär dobäi hunn, wann et drëm geet eis Héichwasserschutzmesuren auszeschaffen, sinn der Meenung, dass de wesentlechen Ennerscheid hei zu Lëtzebuerg duerch eng verännert Klimasituatioun am Atlantik hiergefuert gëtt, déi méi a méi oft Waassermassen op de Kontinent bréngt wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, ouni dass awer och si kënnen definitiv erkläere wat de Grond dovunner ass, Waassermassen déi da bei deenen éischten Erhiewungen, déi se op hirem Wee fannen, fir eis sinn dat d'Ardennen, d'Waasser ofschëdden a mir dofir zu engem gewëssenen Deel méi oft mam Phenomeen beaffri si wéi mer dat an der Vergaangenheet haten.

Ech wéll warne virun der Meenung, déi ech d'Impressioun hat bei deem engen oder deem aneren hei ze héieren, déi déi ass, dass all Héichwaasser déiselwech Phenomeener hätt. Au contraire. Bei der Analys vun den Héichwaassere vum 1993, 1995 an 2003 stelle mer fest, dass den Ursprung an d'Auswierkungen op déi eenzel Landesdeeler ganz verschidde sinn. Am Joer 2003 ware mer konfrontéiert mat enger ganz laanger Reeperiod vu Mëtt Oktober 2002 un. Mir hunn um Findel vum 15. Oktober bis den 31. Dezember 350 mm Nidderschlag gemooss. Dat huet mat sech bruecht, dass d'Biedem extrem gesättigt waren, well d'Héichwaasser ass jo haaptsächlech e Phenomeen, dass d'Biedem gesättigt sinn an net méi kënnen am Fong hir natierlech Rétiounen spillen, well d'Biedem si jo déi natierlech Rétiounspotenzialer par excellence, da leeft d'Waasser aneschtens of, méi séier a méi konzentréiert wéi dat virdru de Fall war.

Duerno koum ganz staarke Reen, wat komplett verschidde war zu den Héichwaassere vum 1993, 1995. Mir hate Spëtzen zu Käerch, am Westen, mat 92 mm an 48 Stonnen, wat statistesch all 64 Joer de Fall ass. Zu Klierf, am Norden, 74 mm an 48 Stonnen, dat ass all 19 Joer. Zu Altréier, am Osten, hate mer 65 mm, dat kënnt all 9 Joer do vir. An zu Schëffleng, am Süden, hate mer 45 mm, dat kënnt statistesch all 2 Joer vir.

Et war also eng Konzentratioun am Weste vum Land an der Géigend vu Käerch, haaptsächlech, an am Norde vu Land, dës Kéier am Éislek, respektiv am Raum Bitburg-Prüm, déi mat sech bruecht huet, dass d'Héichwaasser dës Kéier aneschtens komm ass wéi dat vum 1993 a vum 1995. Dat huet dann och mat sech bruecht, dass d'Konsequenze sech aneschtens gewisen hunn. Notamment kann ee keng Konklusiounen zéien op d'Héichwaassermesuren, déi zu Walfer an zu Steesel geholl si ginn, well duerch de Fait, dass verhältnisméisseg wéineg Waasser am Süde gefall ass, konnte mer nach keng verlässlech Konsequenzen a Konklusiounen aus den Héichwaassermesurë bis op Miersch praktesch zéien. D'Waasser ass haaptsächlech iwwer d'Atert dës Kéier komm, huet also mat sech bruecht, dass mer vu Miersch un de Phenomeen kann hunn. Et ass net aus der Belsch komm, also kee Phenomeen Staausee a Sauer. Iwwer den Norde vum Land, Kehl, Prüm, der Our ass de Reen no an no komm, wat mat sech bruecht huet, dass mer ganz héicht Héichwaasser am Raum lechternach an an den Uertschaften énnendrenner haten, dat méi héich war wéi dat, wat mer 1993 an 1995 kann hunn.

Et gëtt also, an dat wéll ech dem Interpellant soen, keng uniform Äntwerten op d'Héichwaasser. Mä all Héichwaasser ass aneschtens, an och sécherlech dat nächst Héichwaasser, wat mer kréien, wäert nees geographesch aneschtens gelagert sinn. Opgrond vun eiser klenger territorialer Envergure an opgrond vum Fait, dass eis Gewässer praktesch alleguerten nationalen Ursprung hunn, mat Ausnahme vun der Musel, déi ee separat muss kucken, muss mer kucken, ob net d'Méiglechkeet besteet eis engem méi grouss Verbund unzeschléissen, deen eis et géing erméigleche Mesuren ze huelen, déi relativ kuerzer Dauer wäeren, och d'Virfaldzeit déi mer kënnen hunn hei am Land.

Wichtig ass et, an dat soll den Haaptdeel vu menger Interventioun sinn, drop opmierksam ze maachen, wat mer an deene leschten zéng Joer gemaach hunn. Ech soe bewosst an deene leschten zéng Joer, well d'Regierung huet 1993 a besonnesch 1995 ganz einschneidend Mesurë geholl, fir ze kucken an enger längerfristeger Perspektiv dem Phenomeen vum Héichwaasser Rechnung ze droen.

Mäi Virgänger, den Här Bodry, deen huet géint massivste Widderstand an de Joren 1995 an 1996 d'Iwwerschwemmungsgebieder an net manner wéi 30 Gemenge probéiert auszeweisen. Dat war 1995 an 1996 trotz Widderstand méiglech, woubäi och hie ganz wéineg Kooperatioun bei de Gemengen deemoos fonnt huet, well vun deenen 30 Gemengen, déi reglementaresch hätte misse festgeluecht sinn, ware ganz genau sechs Gemenge bereet et selbststänneg an hire PAG anzeféieren. Net manner wéi 23 Gemengen hu missen iwwer Règlement grand-ducal praktesch gezwonge gi fir d'Héichwaasserzonen auszeweisen. An enger Gemeng, d'Gemeng Réiser, ass et iwwer d'Naturschutzreglement Réiserbann geregelt ginn.

Dat war eng ganz wichteg an eng éischt Mesure, déi d'Regierung also vum 1995 u geholl huet. Et huet bis zum Joer 2000 gedauert bis déi ofgeschloss war, well mer dat a Phasen hu misste maachen, nämlech déi fir ze kucken, wa mer schonn de Problem net kënnen léisen, mä fir ze verhënneren, dass mer nach weider an Iwwerschwemmungsgebieder bauen. Dat war eng ganz wichteg reglementaresch Mesure. Ech wéll awer och soen, dass dat bis d'Joer 1998/1999 relativ gutt akzeptéiert ginn ass, mä dass ech awer festgestallt hu vum Joer 2000 un, dat huet am Joer 2001 an am Joer 2002 ganz staark ugehewen, dass Particulieren higaange si bei d'Verwaltungsgericht, fir géint déi Décisiounen do ze kloen. Dat ass also ee Phenomeen an dee géif ech bieden, dass mer dee mierken. Jee méi laang dat lescht Héichwaasser eriwuer ass, fir méi d'Bereitschaft fir eppes ze änneren a fir eng laangfristeg Politik ze maachen, jee méi déi Bereitschaft ofhëlt, net nëmme an de Gemengen, mä virun allem och bei de Leit. Elo nom Januar sinn nees ganz vill Leit zimlech excitéiert.

Am Joer 2001 an am Joer 2002 hate mer virun allem mat Leit ze kämpfen, déi der Meenung waren dass, obschonn hiren Terrain an d'Héichwaasserzon klasséiert gi wier, et dach net kënnt sinn, dass si net awer an déiselwech Héichwaasserzon kënnen bauen.

Mir sinn op engem zweete Plang aktiv ginn no 1993, nämlech deen, dass bei der Protection civile e Systeme de préalerte agefuert ginn ass. Am Prinzip hu mer zwee Systeme de préalerte: e Systeme de préalerte fir d'Anzugsgebitt vun der Sauer, dee bei der Protection civile ass, an ee fir d'Musel, deen iwwer de Service de Navigation, Ministère des Transports geregelt gëtt fir d'Problemer vun der Musel.

Ech hu virdru scho gesot, et kann een d'Sauer an d'Musel net matenee vergläichen, wann ech d'Sauer huelen als Zoufluss vun allen anere Baachen a Gewässer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Op der Sauer ass wéi gesot 1994 ugefaange ginn dee System opzebauen. Bis haut huet dat 1,5 Milliounen Euro, dat heescht 60 Milliounen aler Lëtzebuurger Frange kascht. Dat ass net oneträglich, wat de Stat finanziert huet. D'Virwarnzeit, déi dee System mat sech bréngt, ass awer maximal sechs Stonnen. Ech hunn och mat de Leit vum Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann geschwat, well mer aus dem Héichwaasser vum 2003 nees eng Rei Erkenntnisser hunn. Mir wäerten och op där enger oder anerer Plaz nach zousätzlech Moosstatioune bäisetzen, wou mer vläicht deen een oder deen anere Vide hunn, mä si hunn awer vun Ufank u gesot, Dir dierft net dovunner ausgeen, dass dat mat sech bréngt, dass Der elo doduerch d'Virwarnzeit kënnt an d'Luucht setzen. Et gëtt eis éischer d'Méiglechkeet fir eng Rei vu Phenomener ze kucken.

Ech war zu lechternach an enger Versammlung, wou och d'Biergerinitiativ vun lechternach, déi sech konstituéiert huet, dozou geschwat huet. D'ailleurs war dat eng Versammlung wou ech fonnt hunn, dass déi Leit ganz verstänneg op de Problem agaange sinn a wou awer och d'Fro, firwat dass dann d'Leit, wa se gewart ginn, net direkt reagéieren, well et kann ee soen, sechs Stonnen ass net vill a sechs Stonnen ass awer vill, wann ee schonn am Virfeld eng Rei vu Mesuren individuell geholl huet, ass d'Äntwert déi, dass d'Leit ëmmer soen, mä mir hoffen awer ëmmer nach dass näischt passéiert. Mir hoffe bis zum Schluss, dass dann awer déi Prévisioun, déi och regelméisseg iwwer de Radio kënnt, déi mer um Internet hunn, net antrëtt, an dann iergendwann eng Kéier kënnt d'Situatioun wou d'Waasser dann awer kënnt an dann ass et ganz oft ze spéit. Ech kommen zum Schluss nach dorober zrëck.

D'Musel ass ganz aneschtens ze gesinn. D'Musel ass e Kanal säit 1964. D'Virwarnzeit ass vill méi grouss. Mir wëssen do vill méi genau wéi et kënnt a mir hunn d'Méiglechkeet mindestens 12 Stonnen, an deenen eenzelne Fäll praktesch bis zu 24 Stonnen am Virfeld ze wëssen. Ech hunn och festgestallt, dass d'Leit op der Musel extrem genau wësse wa gesot gëtt, de Pegel do an do ass elo esou an esou. Da wëssen déi relativ genau wat d'Konsequenz op si innerhalb vun deenen nächste Stonnen ass. Wéi een och feststellt, dass d'Leit vun der Musel, well se scho vill méi laang mat deem Phenomeen a méi regelméisseg domadder konfrontéiert sinn, och individuell an hiren Haiser ganz aner Dispositiounen hunn.

Wat wëlle mer verbessern oder nach maachen, net en conclusion vum Héichwaasser vun elo, mä allgemeng si mer amgaangen, zesumme mam Ministère des Transports, d'Kompetenz vun deenen zwee Systemer beieneen ze féieren an déi an der Administration de la Gestion de l'Eau unzesidelen. Mir si säit enger ganzer Rei vun Zäit an Diskussioun mat der Hochwassermeldezentral Tréier, déi e ganz performante System huet a mat deene mer ganz enk elo schonn zesumme schaffen an och den Échange vun Donnéeë maachen, a mir wëllen eise System nach méi no an hire System erubringen, fir nach besser Prévisiounen kënnen unzebidden.

Ech hu gesot, mir wëllen nei Miessstatiounen, besonnesch am Anzugsgebitt vun der Sauer, maachen, fir méi prezis op gewësse Lokalitéite bei der Sauer kënnen anzegoen, ouni dass mer, dat muss ech nach eng Kéier soen, doduerch d'Virwarnzeit erheblech kënnen verbessern. A mir si virun allem amgaangen un engem System ze schaffen, fir d'Informatioun vun der Bevölkerung nach ze verbessern. Duerch d'Informatioun am Radio, déi awer leeft, muss ech soen: Mir stelle fest, dass ganz oft d'Leit mat de Pegelen nach net, besonnesch am Anzugsgebitt vun der Sauer, alles kënnen domadder ufänken an dass mer do musse kucke besser Sécherheeten ze schafen. Dorunner si meng Leit amgaangen ze schaffen.

Mir sinn amgaangen eng Internetsäit, déi elo relativ séier misst fäerdeg gestallt sinn, op d'Been ze setzen, fir d'Pegelstänn kënnen drop ze setzen en permanence, dass praktesch de System automatisch d'Pegelstänn op d'Internetsäit gëtt, fir dass d'Leit d'Informatioun hunn. Ech hunn och meng Leit gesot dass ech gären hätt, dass eng Broschür géif ausgeschafft ginn zum Thema Bewältigung vum Héichwaasser, besonnesch dat am Kontext mam eenzelne Bierger, well mer festgestallt hunn, och dës Kéier nach zu lechternach an op anere Plazen, dass, trotzdem 1993, 1995 scho laang hier ass, dass nach net alles geschitt ass, och um Niveau vun deenen Einzelnen, wann et drëm geet déi Mesuren, déi net ëmmer ganz deier sinn, auszenotzen, déi all Einzelnen huet fir och beim him d'Situatioun kënnen ze verbessere.

Mir hunn e System an all Gemeng, wou d'Leit wësse wa se am Héichwaasser sinn, well mer d'Héichwaasserzone jo hunn, ob hiert Haus am Héichwaasser ass. Et ass also un der Gemeng, um Stat fir eng Rei Mesuren ze maachen, mä mir sinn der Meenung, dass mer och deen Einzelne mussen driwer informéieren an och sensibiliséieren, dass hien nach eng Rei vu Saache kann zousätzlech maachen.

Et ass och d'Zesummespill vun deene verschiddenen Hëllefskräften ugeschwat ginn an hir Relatioun mat de Gemengen. Ech wéll mech deenen uneschléissen, well ech dat 1995 gesinn hunn, wéi ech Minister gi sinn, an och hei all deene Fräiwëllegen déi um Niveau vun



de Pompjeeën an der Protection civile sech an den Déngscht vun deenen anere Leit setzen. Dat ass keng Selbstverständlechkeet. Déi Leit maachen dat, awer dat sinn honnerte vu Leit déi do am Asaz sinn, ouni, wéi och deen een oder deen anere scho gesot huet, dass dat ëmmer esou honoréiert gëtt, och vun deene Betraffenen, déi net ëmmer esou reagiere wéi dat mist de Fall sinn.

Mä mir hu festgestallt, dass mer eng Rei vu Problemer haten, dass kee System géif bestoen. An der Protection civile ass an der Folleg vun 1993 eng ganz detailléiert Mise en place vun engem System am Fall vun Héichwaasser ausgeschafft ginn. Et geet vun enger Phase d'observation iwwer eng Phase de vigilance, Phase d'alerte, Compositioun vun enger Cellule de crise, d'Mission vun der Cellule de crise, de post-operationnelle Local, dee gefrot gëtt, dee virgesinn ass, d'Information au public, déi misst gemaach ginn, haapt-sächlech och um Niveau vun de Gemengen als weideren Träger niewent der Protection civile an niewent de Medien. Dat alles ass ausgeschafft ginn.

Mir hunn awer festgestallt, an dat huet héchstwahrscheinlech eppes domadder ze dinn dass, wann ee Phenomeener huet, déi net regelméisseg erëmkommen, datt déi relativ séier a Vergiessenheet geroen. Dat heescht, d'Gemenge si vun deenen dote Saachen informéiert ginn an der Zäit, och déi lokal Pompjeescorpsen, déi lokal Protection civile-Corpsé sinn informéiert ginn. Et huet een awer, dat hu mer net nëmme an deem heite Fall, dat hu mer och bei anere Katastrophe rezent gemierkt, festgestallt, wann et dann esocht gëtt, dass am Fong den automatesche Reflex, deen doranner misst bestoen dann dat Referenzdokument erauszehuelen a sech dorunner ze halen, am Regelfall net gemaach gëtt. Entweder et ass de Changelement du personnel oder de Changelement vun de Politiker, déi Leit, déi sech eng Kéier domadder befaasst hunn, sech net méi domadder befaassen oder si erënnere sech einfach net méi drun, dass et esou eppes gëtt.

Ech wëll dat um Beispill vun lechternach, well déi jo ganz staark an de Medie stoungen, soen. Et ass Mëttwochs den 1. Januar ëm 23.00 Auer bei enger Cote vun 3,23 Meter de Poste opérationnel zu lechternach zesumme komm, an deem d'Gemeng, de Service d'Incendie, d'Protection civile stoungen, fir de Point vun der Situatioun ze maachen a fir de Poste opérationnel en place ze setzen, deen d'ailleurs während där ganzer Zäit bei der Protection civile bestanen huet. Donneschdeg den 2. Januar ëm 15.00 Auer, Cote 5,22 Meter, ass de Buergermeeschter perséinlech informéiert ginn driwwer, dass d'Cote vun 1993 héchstwahrscheinlech géif dépasséiert ginn.

Deeselwechten Dag um 14.30 Auer bei der Cote 5,20 Meter an um 17.30 Auer bei der Cote 5,26 Meter ass de lokale Poste opérationnel, dee bestanen huet, informéiert ginn, dass wann hien e Renfort en personnel brauch, wann hien e Renfort u Matériel bräicht, dass en iwwert de Kontakt mam 112 déi kéint ufroe mat Zäit, fir dass d'Protection civile sech kéint organisieren um Niveau national, régional fir dat ze organisieren.

Deeselwechten Dag um fënnf Auer huet d'Gemeng och Sandsäck op der Base nationale vu Lëntgen ewechgeholl, an zwar an där Quantitéit wéi si gemengt hunn, dass et utile wier, fir et ze maachen. Ech hu schon op de Pressekonferenz gesot, dass mer vill méi Sandsäck zu Lëntgen leien hate wéi d'Gemengen der ugefrot hatten, fir géint d'Héichwaasser ze kämpfen.

Freides den 3. Januar géint aacht Auer hunn déi responsabel Gemengepolitiker direkt telefonéiert

op Hesper, op Esch, op Diddeleng an op Péiteng fir Renforten ze kréien, ouni dass awer do de Passage iwwert den 112 gemaach ginn ass, deen also net informéiert war iwwert déi doten Aktivitéit.

#### (Interruption)

Ja?

#### (Interruption)

Ah bon. Also hei ass en offiziell Dokument, wat ech vun der Direktion vun der Protection civile hunn.

■ M. Jos Scheuer (LSAP). - Duerch datt iwwert de Radio gesot ginn ass zu lechternach wär Héichwaasser gefort, et wär ganz héich, hunn déi Corpsé sech direkt zu lechternach gemellt. Esou war et. Also do ass d'Protection civile court-circuitéiert ginn, wat net gutt war. Dee Feed-back huet net geklappt, mä dat war d'Generositéit vun deene Leit, déi...

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*. - Ouni am Fong elo engem eng Schold wëllen ze ginn, wollt ech einfach mam Beispill hei weisen, dass et net nëmme duer geet, dass ee Pläng huet, an dass et net nëmme duer geet, dass een déi Pläng eng Kéier matdeelt, mä dass et wichteg ass, dass déi Pläng dann och regelméisseg duerchexerziert ginn. Duerfir hunn ech den Direkter vun der Protection civile gebieden, als eng vun de Konklusiounen, déi mer hei gezunn hunn, fir net nëmme e Plan d'intervention ze maachen, mä fir aus deem Plan d'intervention e Plan de crise „inondation“ ze maachen.

Esou wéi mer ee fir Cattenom hunn an esou wéi mer ee fir grousse Geschichten hunn, hätt ech och gären dass mer e landeswäite Pläng hunn am Kader vun den Inondatiounen, wou kloer determinéiert ass wat geschitt a wat fir enger Situatioun. Am Fong muss ee just dee Pläng, dee mer haut hunn, ëmschreiben, awer och duerfir suergen, dass e regelméisseg an deene Gemengen an an deene Regiounen, déi concernéiert sinn, dann duerchexerziert gëtt, fir sécherstellen dans la mesure du possible dass dat Zesummespill Protection civile, Pompjeeën a Gemenge fonctionnéiert. Dat ass fir mech extrem wichteg.

Eng drëtt Mesure déi gemaach ginn ass säit 1995, dat ass dass opwändeg Mesurë geholl gi sinn un de Gewässer an un de Schutzbauten. Ech wëll do soen: Net nëmme un de Schutzbauten, och un de Gewässer! Et ass ganz vill geschafft ginn un de Gewässer. Bassins de rétention sinn notament op ganz ville Plaze geschafte ginn an eng Gemeng kritt och am Intérieur, am Wasserwirtschaftsamt, nëmme d'Autorisatioun fir Waasserschutzmesuren, dat heescht d'Autorisatioun fir Baumossnamen duerchzuführen, wa se duerch Etudes préalables gewisen huet, datt duerch aner Mesures compensatoires dat, wat duerch déi reell Schutzmoossname gemaach gëtt, op enger anerer Plaz kompenséiert gëtt.

Dat ass geschitt. Dat hu mer och säit dem Januar iwwert de Centre de recherche public Gabriel Lippmann kontrolléiere gelooss a mir wësse ganz genau, dass duerch déi Moossnamen, déi op ganz ville Plaze geholl si ginn, keen Héichwaasser op d'Gemengen hannerdrun transportéiert ginn ass. Dat ass ganz kloer. Et si ganz vill Suen investéiert ginn, 30 Milliounen Euro.

An da komme mer zu deem Phenomeen, wou mer eng Kéier mussen driwwer diskutieren, ech hu kee Problem domadder, dat ass dass de Ministère e Rôle incitateur huet. Deen hu mer vun 1996/1997 un. Mir hu Kataloge vu Mesuren de Gemenge ginn, vun 30 verschidde Mesuren, déi applizéiert kënnen ginn. Et ass domat ugefaange ginn an der viregter Regierung an et gëtt elo weidergefuert, andeems

mat deenen eenzelne Gemengen gekuckt gëtt wat een u Mesuren iwwerhaupt raisonnablement maache kann an et ginn Zäittraim ausgeschafft fir ze kucke wéini déi Mesuren dann duerchgefouert kënnen ginn.

Am Regelfall ginn d'Mesuren net zu 50% subventionéiert, mä zu zwee Drëttel subventionéiert. Dat duerch dass e gudden Deel vun de Mesuren, déi mussen duerchgefouert ginn, um Kanalisatiounsnetz duerchgefouert ginn. Dat sinn net nëmme Hochwasserschutzmesuren. Déi ginn zu engem méi héijen Taux subventionéiert, esou dass mer festgestallt hunn, dass am Regelfall de Stat praktesch zwee Drëttel vun den Ausgaben, déi vun der Gemengesäit aus getétegt ginn, dann och subventionéiert.

De Fait, dass awer eng ganz Rei Mesuren, net nëmme wat esou klassischer wéi de Bau vu Maueren oder vu Schutzmoossnamen ubelaangt, mä dass ganz opwändeg Mesuren um Niveau vun der Kanalisatioun mat spille mussen, bedingt dass d'Gemengen awer och ganz genau hiert ganzt Kanalisatiounsnetz, hire ganze System iwwerdenke mussen. Do kann ech nees um Beispill vun lechternach soen, datt do eng enorm Aarbecht gemaach ginn ass an all deene Jore fir dat ze maachen, mä dass et awer enger Gemeng onméiglech ass, och mam allerbeschte Wëllen, fir dat an engem Exercice oder an zwee Exercicer duerchzuführen.

Wann Dir praktesch duerch Är ganz Gemeng Mesurë musst un de Kanalisatiounssystemer virhuelen, da musst Dir dat a) en fonction vun de Moyens budgétaires maachen, mä zweetens och en fonction vun de Méiglechkeete maachen, wou d'Circulatioun nach oprechterhale ka ginn. Dir kënnt jo net ufänken an enger Stad wéi lechternach, wat eng enk rasteresch Stad ass, op eemol sechs, siwen, aacht, néng Stroosse mateneen opzemaachen. Souguer wann Der d'Suen hätt fir et ze maachen, da geet dat net, well lech dann de Verkéier komplett géif zesummebréchen an da wäeren d'Leit och net zefriden.

Et muss een also am Kader vun enger Gesamtstrategie, an dat gëtt an enger ganzer Rei Uertschaften awer gemaach, probéiere fir deem Phenomeen kënnen Rechnung ze droen. Dat huet dann notament zu lechternach zur Konsequenz gehat, dass als eng vun den éischte Mesuren, soe mer emol esou, eng Mauer gebaut ginn ass, wat awer fälschlecherweis zur Konklusioun gefouert huet, dass gesot ginn ass: Mir maachen nëmme eng Mauer an domadder ass d'Saach gehalen.

De Buergermeeschter, mengen ech, huet och glaubhaft de Leit konnt op där Biergerversammlung explizéieren, dass dat e ganz breeden a vasté Chantier ass, deen tëschent aacht an zéng Joer dauert. Hien huet jo och de Montant gesot, 500 Milliounen, déi do sollen investéiert ginn. Dat sinn extrem vill Suen an déi kritt een net an engem Joer hin.

Mä et ass awer, Dir Dammen an Dir Hären, un de Gemenge fir ze décidieren a wat fir engem Rhythmus an a wat fir enger Mesure si déi Héichwaassermesuren duerchhuelen. Mir probéieren, dat mécht d'Wasserwirtschaftsamt entretemps, déi Mesuren net lokal, mä se regional ze gesinn. Et ass awer en fin de compte un deem eenzelne Gemengerot awer ze decidieren, a wat fir engem Rhythmus dass d'Investissementer en dernière instance gemaach ginn.

Do muss ech soen, dass mer ganz ënnerschiddlech Situatiounen hunn. Zum Beispill hu mer d'Gemeng Ierpeldeng, ech soen et ëmmer, do ass den Här Rassel Buer-

germeeschter, dat ass e Mann, do kann ech den Hutt nëmme véierzengmol ofdoen, wann ech kucke wéi dee sech an déi Problematik an deene leschten zéng Joer eragesteigert huet a wéi hien et fäerdeg bruecht huet, dass och budgetär seng Gemeng déi Mesuren an engem Rhythmus duerchgefouert huet, wat fir eng ganz kleng Gemeng, well Ierpeldeng ass eng kleng Gemeng, en enormen Deel vu sengem extraordinairé Budget uitgemaach huet.

Par rapport dozou ginn et dann aner Buergermeeschteren, déi nom Prinzip fueren: „Ma d'Waasser kënnt jo net vun eis, et ass jo en nationale Problem, also hu mir näischt domadder ze dinn.“ Bis elo zum Héichwaasser 2003 waren déi Buergermeeschtere kaum bereet iwwerhaupt emol eng Etüd iwwer hir Gemeng an Opdrag ze ginn. Mir hunn do also eng grousse Diskrepanz tëschent de Mesuren, déi déi eng an déi aner bereet sinn ze maachen.

D'ailleurs kënnt nach e Phenomeen dobäi. Mir schwätze jo ganz oft iwwert d'Ausbaggeren. D'Ausbaggere bréngt e bëssen eppes. Dat ass gutt fir d'Leit eppes gleewen ze dinn, mä en fin de compte bréngt et laangfristeg ganz wéineg. Virdrun hunn ech an engem Tëscheruff gesot, dass de Stauséi eng Capacité de rétention vun 9 Milliounen m<sup>3</sup> huet tëschent dem Waasserstand 317 an 320 iwwert déi ganz Fläch vum Stausee, an déi ass jo beträchtlech. Dat wat d'Musel erfökent, dat sinn 3.000 Milliounen m<sup>3</sup>. Da kann ee sech jo virstelle wat fir eng Incidence dat huet, wann een an enger Baach oder an engem Floss en halwe Meter oder e Meter ausbaggert, wat dat bréngt, sachant pertinemment dass d'Ausbaggere fir e Joer oder zwee gutt ass an da fänkt een nees vu vir un, fir et ze maachen.

Mir sinn der Meinung, dass dat punktuell bei Brécken an anere Plaze soll gemaach ginn, dass een do effektiv de Problem muss an de Grëff huelen. Mäi Virgänger huet d'ailleurs, wat Rousperrt ubelaangt, an dat ass haut e puermol ugeschwat ginn, eng Etüd am Joer 1998 maache gelooss. Déi Etüd seet, dass wa mer zu Rousperrt ausbaggere géifen, dat zu Steenem dann notament eng Incidence hätt vun aacht Zentimeter. Aacht Zentimeter, kann ee soen, sinn aacht Zentimeter, wann een awer weess, dass den Zentrum vu Steenem mat annerhalwem Meter am Waasser stoung, da kann ee soen, et wär dann aacht Zentimeter manner, mä dat spillt sech haapt-sächlech méi wäit of an et hëlleft deene Leit, déi wierklech konfrontéiert si mam Problem, net allze vill.

Ech wiere mech awer net dergéint och mat där Gemeng elo eng Kéier sur leur demande zesummenzkommen, fir nach eng Kéier mat de Spezialisten ze kucken am Kader vun deenen Aarbechten, déi souwisou bei der Rousperrt Staumauer elo gemaach ginn, fir do eng Mesure ze maachen, mä et dierf een net d'Leit gleewen dinn, dass dat d'Léisung vun de Problemer wär.

D'Gemenge stousse sech awer, an dat muss een och soen, ganz oft, wa se déi Mesurë maache wëllen déi méi bréngen, nämlech fir d'Ufer méi breet ze fueren, och un de Propriétaires. Ech sinn x-mol Buergermeeschtere begéint, déi mer gesot hunn: Mir wollten op d'esser oder där Plaz eng Mesure maachen, mä de Propriétaire huet eis den Terrain net zur Verfügung gestallt aus allméigleche Grënn. Mir konnt en net kafen oder d'Leit hu carrément gesot: Nee, mir sinn net interesséiert fir esou eng Mesure ze maachen.

Duerfir soen ech och, do muss een, wéi bei ville Saachen, driwwer nodenken: Si mer mat deem System zefriden? An da si mer nees an der Utilité publique, da si mer nees an der Fro vum Eigentums-

recht. An där Situatioun, an där mir haut sinn, si mer op de good will vun de Leit ugewisen. Wann de good will net besteet, dann ass ee mat ganz ville Mesuren um Enn, ier ee mat de Mesuren ufänke kann.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, dann och op der Musel ugefaangen en Héichwaasserschutzkonzept ze erstellen, nodeem ech mam Här Clement an anere mer an Däitschland ukucke war, wat déi gemaach hunn. Effektiv si se an Däitschland eis op deem Niveau eng ganz Rei vu Jore viraus. Allerdéngs, an dat huet mech och impressionéiert wéi ech mat deene Buergermeeschtere geschwat hunn, soten déi: Macht ee Feeler net, dat ass d'Leit gleewen ze dinn, dass wann Der e Konzept hutt an Der fänkt u Moossnamen ze bauen, et si jo haapt-sächlech Palplanchen, déi an de Buedem gerammt ginn, an amovibel Maueren, déi gebaut ginn, dass domadder de Problem vum Héichwaasser geléist wier, well och all amovibel Mauer ëmmer nëmme en gewëssenen Niveau hale kann.

Ech ginn e Beispill: Dës Kéier war Angelduerf net befaasst, mä et war no bäi. Et war net befaasst, well weder Waasser aus dem Süde koom nach Waasser vun der Sauer. Wa mer eng Situatioun gehat hätten, wou mer eng Reeperiod gehat hätte wéi 1995, dass och nach Waasser vun der Sauer komm wier, obscho mer Réentionsméiglechkeeten op der Héicht Sauer hunn, wier dann d'Waasser héchstwahrscheinlech iwwert d'Mauer gaangen, idem zu lechternach. Do war et och eng Afär vun e puer Zentimeter, da wär, obschonn déi Mauer do gebaut ginn ass, d'Waasser driwwer gaangen.

Datselwecht soen ech elo schon de Leit op der Musel, dass wa mer an e puer Joer an d'Situatioun kommen, dass mer soe mir maachen e Konzept, mir maachen eng Rei vu Solutiounen, dass dat bis op e gewëssenen Niveau hëlleft, mä et gëtt net den absolute Schutz. An Däitschland hu se mer gesot: Et ass näischt méi schlëmm wéi wa Leit, déi mat engem reelle Problem konfrontéiert sinn, laang net mat deem Problem konfrontéiert sinn, well da verléiere se de Reflex zu deem Problem. Dat heescht net, dass een näischt maache soll, mä et muss ee sech allerdéngs bewosst sinn, dass wann ee verschidde Saache mécht, een net dierf vergiessen d'Leit ëmmer an ëmmer nees drop hinzeweisen, dass et den absolute Schutz net gëtt.

Schlussendlech wëll ech nach soen, dass mer un der Sauer amgaange si fir zesumme mat Rheinland-Pfalz ze kooperieren. Et ass e Workshop an deenen nächste Woche geplangt. Dat huet sech natierlech elo opgrond vum leschten Héichwaasser e bëssen accélériert. Op dee Workshop sollen, mengen Informatiounen no, och Gemengen invitéiert ginn, fir ze kucke wéi een op d'esser an där anerer Säit vun der Sauer hei zu Lëtzebuerg an an Däitschland eng Rei vu Mesurë maache kann, notament duerch d'Widderherstellung vun Auegebitter, woubäi een allerdéngs och do ëmmer nees muss soen: Et bréngt net alles.

Déi technesch Héichwaassermesuren, den Här Clement huet dat gesot, mussen allerdéngs eng Rei vu Bedingunge erfëllen. Dat soen ech och elo scho prophylaktesch, wa mer op der Musel am Hierscht mam Resultat kommen. Si mussen kostewierksam sinn. Et kann also net sinn, dass d'Moossnam méi deier gëtt wéi d'Valeur vum Objet, dee geschützt gëtt. Do muss eng Relatioun spillen. Dat ass d'ailleurs an Däitschland och e wesentleche Punkt, deen do gemaach gëtt.

Zweetens dierf keng Verschlechterung fir eng Gemeng kommen, déi en aval ass. Dat muss ëmmer gekuckt ginn. Dat ass eng Mesure, déi op enger gewëssener Plaz ge-



kuckt gëtt. Wohl wissend, dat soen ech bei der Musel, dass mer do ganz weéng Méiglechkeeten fir Rétiensflächen ze schafen, wéll ech nach eng Kéier widderhuelen, dass et e Kanal ass an dass mer do net ganz vill Méiglechkeeten hunn. Wa mer also a gewëssen Uertschaften eppes maachen, da muss mer ganz genau kucke wat mer maachen a wéi wäit dass mer kënnen goen, fir net dann deem hannendrun, entweder op der Lëtzebuurger Säit oder op der däitscher Säit, de Problem dohinner ze schleisen.

Schlussendlech sinn ech der Meinung, dass d'Héichwaassermessur sech net nëmmen op déi direkt anliegenden Gemengen däreft limitéieren, déi mam Problem konfrontéiert sinn, mä dass mer e System missten dévelloppéieren, deem am Fong schonn do ufänkt, wou d'Waasser erfouert. Mir stellen awer an der Realitéit fest, jee weider mer vun där Plaz sinn, wou de Problem optaucht, jee weider si mer och vun der Akzeptatioun ewech fir ze hëllefen.

Ech gesinn awer mat ganz vill Satisfactioun, dass déi meescht Gemengen entre-temps ufänken an hire Bebauungspläng an an de Révisioun vum hire Kanalsystemer och do Rétiensfläche virzege sinn, mä dat ass och eng Mesur déi een net vun haut op mar ka maachen, an duerfir hu mir jo och e Programm vun honnert esou Installatiounen virgesinn iwwert d'Land, fir esou dozou bäizetroen, dass manner Waasser zu engem Moment dann an d'Sauer- an an d'Muselgebitt kënnt.

D'Gemengen hu sech och entre-temps nach eng Kéier engagéiert an deenen nächste fënnf Joer Projeten ze maache fir 30 Milliounen Euro. Dat beweist och d'Continuitéit vum Effort. Villes wat 1995 ugefaange ginn ass ze plangen ass 1998, 1999, 2000 ugefaange ginn ze realiséieren an et dauert bis 2005, 2006, 2007, heiansdo bis 2010 bis mer fäerdig si mat den Investissementen.

Zum Schluss, Här President, wollt ech nach op d'Staumauer agoen. Den Här Weiler huet mech méi prezis doriwier gefrot. No den Héichwaasser vun 1993 an 1995 ass folgend Regel agefouert ginn. De Waasserstand virum Wanter gëtt op 317 Meter erofgelooss. Dat ass e Punkt, méi déif däreft, soll een oder kann een net goen. Dat huet souwuel mat Stabilitéitsfroe vun der Mauer ze dinn, wéi och mat Froe vum Drénkwaasser. An der Diskussioun iwwert d'Staumauer gëtt vill iwwer Elektrizitéit geschwat an och iwwert de Bassin de rétention. Et däreft een net vergiessen, dass de Stausee och eis wichtegst Waasserreserv ass wat d'Uewerfläche-waasser ubelaangt.

Da gëtt eng systematesch Politik bedriwwen, dass den Ausfluss op der Staumauer gläich ass dem Alaf vum Stauséi, esou laang den Afloss de Grenzwaert vu 95 m<sup>3</sup> pro Sekund net iwwersteigt. 95 m<sup>3</sup> pro Sekund, dat ass deen Niveau, wou zu Esch-Sauer d'Iwwerschwemmungen uginn. Dat heescht au fur et à mesure wéi se gesinn dass Waasser bäikënnt, gëtt iwwer e System, dee vir ass, wou ee gesäit wat erakënnt, hannen oplafe gelooss, a wann dann den Alaf méi grouss ass wéi 95 m<sup>3</sup>, da muss ee selbstverständlech an eng eischer Phas d'Retentionsfläche komme loossen an da muss een opmaachen, woubäi mer maximal bis 320 Meter kënnen komme loossen. Et gëtt awer meeschtens scho virdrun ugefaangen an da muss et mat vollem Karacho erausgoen. Ech soen nach eng Kéier: D'Retention vum Stausee läit bei 9 Milliounen m<sup>3</sup> oder 9 Milliarde Liter, fir dass ee weess wat do machbar ass.

Bei Héichwaassergefor um Stauséi gëtt et e Groupe d'alerte, dee sech aus deene folgenden eenzelnen Intervenanten zesummesetzt: dem Intérieur, de Ponts et Chaussées, der Police, der Protection civile,

dem Service d'incendie, der Arméi, der SEBES an de Bedriwer vun der Staumauer, déi jo elo an aner Hänn iwwergeet. Si kennen d'Regelen, mä si hunn allerdéngs jee no Eenzelfall a wann et géif kritesch ginn d'Méiglechkeet fir eng adaptéiert Äntwert ze ginn. Dee System do huet sech d'ailleurs des Kéier net bewisen, well et net noutwendeg war. 1995 hate mer nämlech d'Situatioun op der Uewersauer, dass mer eng eischt Phas haten, wou de Stau voll gelaf ass. Dunn huet et 24 Stonnen net gereent, mengen ech, oder 12 Stonnen net gereent an dann ass eng zweet Phas nokomm, an et war déi déi en fin de compte mat sech bruecht huet, dass der Staumauer hir Capacité de rétention net méi spille konnt.

Also ass d'Staumauer e Rétiensbecke wéi all aner Rétiensbecken, wéi och dat vu Welschent. Et leeft voll, an an engem Moment ass et voll an dann ass et och do eriwier. Et däreft ee sech also och do keng Wonner erwaarden. Wann dat honnertjäregt Héichwaasser kënnt, dann ass och do net alles machbar. Et sinn allerdéngs säit 1995 eng ganz Rei vu Mesur geholl ginn, fir der Staumauer och eng Fonctioun de rétention ze ginn, déi méiglech ass.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat war wéi üblech méi laang wéi ech en fin de compte d'Wuert hat. Ech hunn awer probéiert esou schnell wéi méiglech an esou konkret wéi méiglech op déi eenzel Aspekter vun all Intervenat heizugehen.

Ech wéll nach eng Kéier soen, dass déi Politik an deem heiten Domän eng Politique de longue haleine ass. Et ass keng Politik mat A-coupen, esou dass ech mengen, dass déi viereg Regierung an déi jëtze Regierung alles gemaach hu wat an hire Moyene stung fir déi eenzel Aspekter vum Phänomeen opzeschaffen. Mir wëllen an engem permanenten Effort déi Mesuren, déi mer hunn, weider schreien a verbesseren.

Et ass schued fir et ze soen, mä all Héichwaasser gëtt engem nees nei Indicatoune, wat een en fin de compte nach ka besser maachen, mä d'Responsabilitéit däreft net nëmme bei der öffentlecher Hand leien. Responsabilitéit läit beim Stat, Responsabilitéit läit bei de Gemengen, mä Responsabilitéit a Méiglechkeete fir Aktiounen ze huelle leien och bei deenen eenzelne Leit, déi méi, mengen ech, wéi an der Vergaangenheet och dorober muss sensibiliséiert ginn, dass et och an hirem Intéret ass d'Saach net kommen ze loossen, mä sech mat Preventiounsnaamen esou wäit wéi méiglech géint Héichwaasser ze schützen. Dat Ganzt wohl wissend, dass mer d'Héichwaasser net opfänken, also net ophale kënnen, mä dass mer just d'Informatioun kënnen, esou wäit et geet, ëmmer nach verbesseren an dass mer duerch eng Rei vu Moosnamen verschidden Effeten ewech kréien.

Wann awer d'Pegelstänn an d'Luucht ginn an ëmmer weider an d'Luucht ginn, da kënt bei all Mesur, déi een trifft, iergendwann eng Kéier de Punkt wou d'Waasser iwwerleef a wou mer do stinn, wou mer stinn. Duerfir wéll ech do virdu warnen ze mengen, dass et den absolute Schutz gëtt. An der Héichwaasserproblematik gëtt et den absolute Schutz net.

Ech sinn dankbar fir all Suggestiounen, déi kommen. Ech sinn dankbar och an Zukunft, a meng Leit am Wasserwirtschaftsamt och, fir all Suggestiounen, déi vun de Gemenge kommen. Meng Beamten a meng Servicer stinn och jiddferengem zur Verfügung, wann et drëm geet Pläng an aner Saachen auszeschaffen, Informatiounen auszeschaffen fir de Leit déi Informatiounen an déi Mesuren an déi Méttelen an de Grapp ze drécken, déi noutwendeg si fir deem Problem heizugehen esou gutt wéi méiglech, wann e kënt, Här ze ginn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Domadder wier dese Punkt ofgeschloss a mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4975 iwwert d'Konvention vum de Kannerrechter. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Fayot, Ripinger, Henckes a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Calmes.

## 2. 4975 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000

### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

**M. Emile Calmes (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Gesetz handelt et sech ëm en Zousazprotokoll zu der Kannerrechtskonvention a méi speziell ëm d'Implicatioun vun deene Kanner a bewaffnet Konflikter. Dee Protokoll ass de 25. Mee 2000 zu New York ënnerschriwwen ginn. Zu Lëtzebuerg ass en den 1. Juli vum leschte Joer als Gesetzesprojekt déposiert ginn. Den Avis vum Statsrot koum den 28. Januar, nodeem en de 4. Juni ëm en Avis gefrot gi war. Et sief bemierkt, dass an der Zwëschenzäit dee Protokoll den 12. Februar 2002 a Kraaft getrueden ass. Hien ass nämlech a Kraaft getrueden nodeem 10 Länner e ratifizéiert haten, an dat war schonn am November 2001.

Wat sinn déi aktuell Bestëmmungen iwwert d'Implicatioun vun de Kanner a Krichsgescheien? Déi Kannerrechtskonvention vum 1989, déi 1990 a Kraaft getrueden ass an déi Lëtzebuerg 1994 ëmgesat huet, definéiert am Artikel 1 als Kand all Mënsch ënner 18 Joer, ausser dass déi national Gesetzgebung eppes aneschtens géif virgesinn. Do dernieft gesäit des Konvention am Artikel 38 vir, dass d'Staten all Moosnamen huelen an dofir suergen, dass Leit ënner 15 Joer net direkt u bewaffnet Konflikter deelhuele a se virun allem och nëmme déi Eelst an der Kategorie vun 15 bis 18 Joer an hir Arméi rekrutéieren. Wéi gesot, des Bestëmmung vum Artikel 38 si keng Obligatioun fir d'Länner.

Fir desen Alter dann awer elo vu 15 op 18 Joer eropzesetzen, huet d'Mënscherechtskommissioun 1994 en Aarbechtsgrupp agesat, fir en Zousazprotokoll zu deser Konvention auszeschaffen, dee sech da méi speziell ëm d'Situatioun vun de Kanner an de bewaffnete Konflikter befaasst. Firwat huet d'Kommissioun dat gemaach? Mä si huet erausfonnt, dass weltwäit nach op d'mannst iwwer 300 Kanner ënner 18 Joer u bewaffnete Konflikter deelhuele. A wann een d'Lescht mol kucke geet, wou déi Kanner haaptsächlech a bewaffnete Konflikter implizéiert sinn, da fënt een eraus, dass dat haaptsächlech an afrikanesche Länner ass.

Déi Kanner, déi an national Arméien oder Regierungsarméien - mä dat mussen net ëmmer Regierungsarméie sinn, dat kënnen och Privatarméie sinn - rekrutéiert ginn, ginn dat oft géint hire Wëllen. Déi Kanner ginn oft bedroht. Si ginn entfouert oder anere Gewalttaten ausgesat. Datt dat och schlëmm Konsequenze fir des Kanner huet, souwuel physescher wéi psychescher Natur läit op der Hand, an doduerch dass déi Kanner kierperlech manner staark an och

keng Experienz hunn, ass et dann och esou, dass si proportional de Gros vun den Doudegen an de Blesséierten duerstellen. Wann dat och jiddferengem vun eis alicht, da war dat awer net esou einfach bei deene Verhandlungen, déi 1994 ugefaangen hunn, an deem Sënn dass déi éreischt no sechs Joer, dat heescht am Joer 2000 zu engem Enn konnte gefouert ginn. Et ware virun allem d'Amerikaner an d'Engländer, déi sech dergéint gewierft hunn, dass Kanner u bewaffnete Konflikter scho mat 17 Joer kéinten deelhuele. Dat huet et dann och mat sech bruecht, dass dese Protokoll u sech kee contraignant Charakter no sech zitt a just d'Regierungen invitéiert Mesuren ze huelen, Mesuren am Artikel 1, dass si keng Arméimemberen ënner 18 Joer u Kampfhandlungen deelhuele loossen. Virdu war dat am Artikel 38 op 15 Joer definéiert. Dat ass elo op 18 Joer erop gesat ginn.

Lëtzebuerg huet sech deser Situatioun à même gesat mam Gesetz vum 20. Dezember 2002, wou dra steet dass keng mannerjäreg fräiwëlleg Zaldoten däreft en egal wat fir enger Zort vu bewaffneten Operatiounen deelhuele. Dat gëllt och fir Opérations de défense mat deene mir net befaasst sinn. Et gëllt awer och op där anerer Säit fir Missions de maintien de la paix, de sogenannte Petersberg Missiounen. Et muss een awer preziséieren, dass fir d'Petersberg Missiounen dat scho virdu gegoll huet, well mam Gesetz vum 2. August 1997 festgeluecht ginn ass, dass d'Bedeegung u Fridensmissiounen nëmme op fräiwëlleger Basis geschitt.

Déi Konvention invitéiert dann och nach am Artikel 2 d'Regierungen, déi dat hei ënnerschreien, dofir ze suergen, dass fir Leit ënner 18 Joer den Arméidéngscht net méi obligatoresch ass. Dat ass eng Dispositioun déi Lëtzebuerg u sech absolut net betrëfft, well mir zanter 1967 schonn den obligatoresche Militärdéngscht ofgeschaaft hunn an zanter bal 50 Joer nëmme méi op fräiwëlleger Basis rekrutéieren.

Den Artikel 3, dee seet dann de Regierungen, dass se och Mesurë sollen huelle fir den Alter fir de fräiwëllege Rekrutement eropzesetzen. Ech erënneren drun, dass am Artikel 38 desen Alter bei 15 Joer long. Am Artikel steet, dass d'Länner Mesurë sollen huelle fir esou no wéi méiglech un déi 18 Joer kënnen erun ze kommen. A fir dat ze kontrolléieren, muss dann all Land, wann et seng Ratifikatiounsdokumenten hannerleert, eng contraignant Deklaratioun mat déposéieren an där den Alter dra steet. Weider muss an där Deklaratioun dra stoen, dass dese Rekrutement wierklech op fräiwëlleger Basis geschitt.

D'Länner ginn dann nach invitéiert, de Consentement vun den Elteren ze froen op där enger Säit, op där anerer Säit awer och déi Leit, déi se rekrutéieren, pleinement ze informéieren iwwert dat wat se bei der Arméi erwaart. D'Prof muss och erbruecht sinn, dass effektiv déi Leit deen Alter dann erreecht hunn.

Fir Lëtzebuerg gëllen d'Bestëmmungen an deem Sënn, dass Meedercher a Jonge mat 17 Joer fräiwëlleg an d'Arméi kënnen goen, selbstverständlech mam Consentement vun den Elteren. Dat huet domat ze dinn, dass déi Leit eng Formatioun vu 17 bis 18 Joer kënnen maachen, ier se an d'Arméi kënnen integréiert ginn. Et muss een och d'Wichtigkeet vun deser Mesur vum deene 17 Joer ënnersträichen, well d'Halschent vun deene Kandidaten, déi sech bei der Arméi mellen, där si vu 17 Joer. D'Leit ginn dohinner, well se do eng Formatioun kënnen kréien an eng Plaz fir herno an Aussicht gestallt kréien. Wéi gesot, des Dispositioun ass och keng nei Dispositioun. Se besteet zanter dem 22. September 1967, wou an engem Reglement iwwert de fräiwëllege Statut festgehale ginn ass, dass dës 17 Joer ass an duerch d'Gesetz vum 20. De-

zember vum leschte Joer ass et dann och Gesetzeskraaft ginn, dass nëmme Kanner iwwer 17 Joer an d'Arméi däreft goen.

Dann ass nach eng weider Bestëmmung am Artikel 4, déi seet dass déi Bestëmmungen hei net nëmme fir déi national Arméi oder Regierungsarméie gëllen, mä fir och all aner bewaffnet Gruppen. Dat ass eppes, wat fir Lëtzebuerg net brauch ze sinn, well mir där bewaffnet Gruppe keng hei hunn, mä fir déi afrikanesche Länner gëllt dat awer sécher.

De Rescht vun den Artikelen vun deem Protokoll beschäftegt sech haaptsächlech mat den Applikatiounsmodalitéiten. Op déi wéll ech am Detail elo net agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass nëmme ze hoffen, dass d'Dispositiounen vun deser Konvention wierklech zum Droe kommen, an dass virun allem déi Länner dee Protokoll hei ratifizéieren, déi och domat viséiert ginn, awer net nëmme ratifizéieren, mä virun allem och sech un déi Dispositiounen halen ze deene se sech dann hei engagéieren. Datt se méi wéi néideg sinn, beweist déi aktuell Situatioun, well iwwerdeems wou mir hei iwwert d'Implicatioun vu Kanner a Krichsgescheien diskutéieren, geet de Krich am Irak virun, an d'Billen déi eis all Dag gewise gi beweisen eis dann och, dass Kanner absolut net mussen an de Krich goe fir ënnert dem Krich ze leiden. Et si si och déi déi am meeschten als Zivilpersounen ënnert dem Krich leiden.

An deem Sënn, mengen ech, ass et méi wéi jee wichtig, dass d'Dispositiounen vun desem Protokoll vun de meeschte Länner iwwerholl ginn a virun allem och respektéiert ginn, an ech invitéieren lech dofir desem Gesetz Ären Accord ze ginn.

Merci.

**M. le Président.** - Als eischen Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat den Inhalt ugeet vun deem heiten Zousazprotokoll zu der internationaler Konvention iwwert d'Rechter vun de Kanner ass net méi vill ze soen, nodeem de Rapporteur op eng ganz komplett Aart a Weis alles Wichtige schonn ervirgehuewen huet.

Wat ee bedauere muss, dass ass datt déi international Konvention iwwert d'Rechter vun de Kanner vun 1989 leider net direkt am Nationalrecht iwwerholl ginn ass, an deem Sënn dass eis Gerichter décidéiert hunn, an déi Jurisprudenz ass leider ferm établiert - entgéint Jurisprudenzen an eenzelnen Nopeschlänner -, dass déi Obligatiounen an déi Rechter, déi an där Konvention stinn, net duerch d'Ratiofiatioun vun der Konvention direkt individuell aklobar Rechter fir deen Eenzelne mat sech bréngen. Si mussen praktesch, fir kënnen ze gräifen, an der Wierklechkeet iwwer e Gesetz am Detail ëmgesat ginn, respektiv och à la rigueur iwwert deen heite Wee, wou en internationale Protokoll probéiert eng Dispositioun, déi an där Konvention steet, den Artikel 38, ze prezisieren an esou prezis ze maachen, dass en och eng direkt Umwendung an den nationale Législatiounen ka fannen.

Wéi gesot, et ass ze bedauern dass eis Gerichter net dee Courage haten, deen déi belsch Gerichter zum Beispill haten an eenzelne Beräicher, wou se vun deemselwechten Text vun der Konvention ofgeleet hunn, dass ee kënt direkt seng Rechter akloen opgrond vum Text vun der internationaler Konvention. Dat ass zu Lëtzebuerg bis dato net méiglech, mä e Revirement vun der Jurisprudenz ass jo ëmmer denkbar. Dat war sécher am Sënn vun de Rechter vun dem Kand, wann et géif ze esou engem



Revirement an der Lëtzebuurger Rechtssprechung kommen.

Et sief dass mer also begrëssen, dass Lëtzebuerg deen heite Protokoll signéiert huet an dass en elo der Chamber zum Vote virläit. En ass praktesch schonn ëngesat duerch dat Gesetz wat mer am Dezember 2002 hei an der Chamber gestëmmt hunn. An der Praxis hunn och virdru sech d'Regierung, respektiv d'Arméi un deen heiten Text gehalen, dat heescht et si keng Mannerjähreger, och wa se 17 Joer haten, engagéiert gewiescht an iergendwellechen arméierte Konflikter. Dat war also och, ier deen heiten Text bestanen huet, hei zu Lëtzebuerg net de Fall.

Mä, domadder wëll ech schlëssen, et soll ee sech awer näischt viraachen, wat am Eeschtfall d'Valeur vun esou enger Konventioun, engem Protokoll ass. Dat kréie mer jo op eng dramatesch Aart a Weis fir de Moment virgefouert am Irak, wou dagdeeglech vun där enger Krichspartei méi wéi vun där aner, mä et ass awer keen helleg an där doter Fro, international Konventiounen, wéi zum Beispill déi iwwert d'Krichsgefaangener, permanent violéiert ginn. Dat sinn och Gesetzestexte, déi Länner guttheescht hunn, déi Parlamentar votéiert hunn, a wann et wierklech zu enger regelrechter Krichssituatioun kënn, muss ee wëssen, dass leider déi Texter net vill méi Wäert hu wéi de Pabeier op deem se stinn. Dat gesot, wäert eis Fraktioun selbsterständlech deen heite Protokoll guttheeschen.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Jean-Paul Rippinger.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Fraktioun begrësst och, dass Lëtzebuerg dee Protokoll do ënnerschiwwen huet. Et wäert jo ni a Fro kommen, dass mir hei zu Lëtzebuerg géint déi Konventioun do verstoussen, a well de Rapporteur, den Emile Calmes, esouwuel en ausféierleche schréftleche wéi och mëndleche Rapport gemaach huet, brauch ech net méi an d'Detailer anzegoen an lech einfach nëmmen ze soen, dass eis Fraktioun bien entendu deen Text do stëmmt.

**M. le Président.** - Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wëll och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Projet de loi ginn. Et ass wichteg, dass mir op dee Wee mat anere Länner ginn, mä et muss een awer och ervirsträichen, datt just déi Länner, déi missten esou eppes ënnerschiwwen, ni un esou Konventiounen deelhuelen.

Ech wëll och d'Wierder vum Rapporteur ënnerschiwwen, datt en higewisen huet op d'Situatioun vun de Kanner a Krichsgebitter, déi ganz vill dorënner leiden, ech géing esouguer soen prioritär drënner leide wa Krichssituatiounen sinn an notamment wa Bombes a fragmentation gepucht ginn.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Projet de loi.

**M. le Président.** - Den Här François Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wollt soen, datt mir als gréng Fraktioun eis enthalte wäerte bei deemem Projet. Et ass natierlech esou, datt déi Konventioun hei versicht e bësse méi en humanen Aspekt an déi ganz Problematik ze bréngen, gewëssemoossen d'Situatioun besser ze regelen. Mä eis stellt dat alles net zefridden. Mir sinn der Meinung, datt generell gesi keen dierft iwwerhaapt an d'Arméi antrieden ier e groussjähreg ass. Ech muss och éierlech soen, vu mengem Gefill hier, aus dem Bauch eraus, datt een esouguer nach misst méi al sinn, fir iwwerhaapt an eng Arméi ze goen.

Et muss ee sech bewusst sinn, e Jugendleche vun 18 Joer, deen an d'Arméi geet, ass eiser Meinung no net räif genuch fir alles ze duerchkucken, wat en do enseignéiert kriit, wat en do mécht, an dofir si mir eigentlech der Meinung, datt den Alter misst generell eropgehewe gi fir iwwerhaapt an d'Arméi anzutrieden.

Bon, dat hei ass natierlech eng Verbesserung par rapport zur Situatioun wéi se existéiert, mä et geet eis net wäit genuch. Mir sinn der Meinung, datt dat keng gutt Situatioun ass, datt een elo schonn awer ënner 18 Joer an d'Arméi rekrutéiert ka ginn, an dofir wäerte mir eis enthalte bei deemem Projet.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Nico Loes.

**M. Nico Loes (CSV).** - Här President, ech géif dem Här Rapporteur och merci soe fir seng Aarbecht, an trotz der Skepsis vu menge Virriedner géinge mir awer mengen, datt dat hei e gudder Projet wier, an dofir bréngen ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

**M. le Président.** - Den Här Serge Urbany huet d'Wuert.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll an eng ähnlech Richtung argumentéiere wéi viru mir den Här Bausch.

#### (Interruptions diverses)

Selbsterständlech fannen ech et och net gutt, dass een zu Lëtzebuerg schonn an d'Arméi kann agezu gi mat 17 Joer. Ech mengen, an esou enger Konventioun misst dat och festgehale ginn. Et misst och zum Beispill festgehale ginn, Här Minister, dass et verbueden ass fir offensiv Reklamm ze maache fir an d'Arméi anzutrieden an de Lycéien iwwerall am Land, mat enger moderner publizitärer Campagne, wou duergestallt gëtt wéi flott dat ass wann een an d'Arméi geet, bei Schüler déi nach vill méi jonk si wéi 17 Joer. Dat misst och an esou enger Konventioun festgehale sinn.

Trotzdem mengen ech awer déi Konventioun hei stëmme ze kënnen, well jo näischt dra steet wat elo net ze akzeptéiere wier.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Arméiminister Charles Goerens.

**M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.** - Här President, ech wollt dem Rapporteur Emile Calmes merci soe fir säi Bericht, hien huet am Fong alles gesot, an och deene successive konstruktive Beiträg.

Dee Protokoll hei ass effektiv, wann e fir Lëtzebuerg och näischt ännert, awer e Fortschritt fir d'international Communautéit. Et muss ee kucke wat ursprüngelech an der Konventioun vun de Kannerrechter stoung. Do huet een net dierften ënner 15 Joer rekrutéieren. Mir sinn awer elo op 17 Joer. Et ass e Riskenënnerscheid tëschent 15 a 17 Joer.

An der Praxis, den Här Bodry huet elo grad drun erënnert, ass et hei am Land esou, datt een och bis elo schonn nëmme jonk Leit rekrutéiert huet déi mindestens 17 Joer al waren. Dat ass och entërinéiert ginn duerch dat Gesetz dat mer den Dezember gestëmmt hunn an et ass och riichtduerch esou praktizéiert ginn.

Ech wëll och drun erënnere, wat d'Participatioun un Hostilitéiten ubelaangt, datt dat fir Lëtzebuerg ëmmer op fräiwëlleger Basis geschitt. Éischters muss ee groussjähreg sinn, et muss een 18 Joer al sinn, zweetens geschitt dat op volontärer Basis, an net nëmme fir defensiv Missiounen, mä och fir Opérations de maintien de la paix. Mir sinn de Moment amgang de Rekrutement ze maachen, oder d'Interessenten ze froen, déi elo an d'ISAF3 an den Afghanistan ginn. Do kommen der selbsterständ-

lech nëmmen a Fro, déi mindestens 18 Joer al sinn, an déi kréien dann och nach eng ganz sec Formatioun, bis se op deem Niveau sinn.

Dat ass och an der Vergaangenheet ëmmer esou praktizéiert ginn, an esouguer wéi dat do nach kee Gesetz war, kann ech mech erënnere, datt mer d'Leit net toleréiert hu fir ënner 18 Joer an déi Missiounen ze goen, esouguer wann den Accord vun den Elteren do louch.

Dat hei ass elo am Fong eppes wat näischt an der Praxis ännert, mä et ass awer wichteg fir déi Länner, déi méi e larken Émgank hate mat där doter Praxis, op deem Niveau ze bréngen.

Ech soen och alle merci, déi dat dote stëmme. Ech mengen, den Här Bausch, wéi den Här Urbany gesot huet, kënn sech och iwwerwannen an dat hei matdroen, well mir hu wierklech keng fundamental Differenzen.

Ech hätt och léiwer, si kënnen alleguer 21 Joer al sinn. Dir musst awer och verstoen, datt mer wéineg Méiglechkeeten hätte fir den internationale Missiounen nozokommen, wa mer de Rekrutementsalter nach géingen erhéijen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4975 a mir stëmme driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmme elo of iwwert dee virleiende Projet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4975 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmme a 5 Abstentiuonen.

*Ont voté oui: M. Lucien Clement (par M. Nico Loes), Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Marco Schroell), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jos Scheuer), MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*M. Serge Urbany.*

*Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 3. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdning hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausschwätzen.

De Huis clos ass ausgesprach.

\*\*\*

Mir huelen déi öffentlech Sitzung erëm op.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 43 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete constitutionnellé Vote ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat enger Ännerung vum Numm averstanen erkläert.

#### Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 3 avril 2003

- ALEXANDRESCU Dorin Mihai, né le 20 septembre 1956 à Iasi (Roumanie), demeurant à Luxembourg
- VASILESCU Anamaria, née le 5 novembre 1956 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg
- AMIRNIA Mohit, né le 11 novembre 1953 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
- NIKDOUST FARROUKH Gity, née le 3 octobre 1959 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
- BUMB Nicolas Alfred Hermann, né le 5 décembre 1980 à Trier (Allemagne), demeurant à Uebersyren
- CIKOTIC Alma, née le 23 mai 1977 à Berane (Yougoslavie), demeurant à Rumelange
- DIAS JANECO Joao Carlos, né le 5 mars 1977 à Bucelas/Loures (Portugal), demeurant à Koerich
- DIMITROVA Dimitrina, née le 11 décembre 1957 à Haskovo (Bulgarie), demeurant à Belvaux
- DUKOVSKI Marjan, né le 4 août 1971 à Skopje (Macédoine), demeurant à Bissen
- GATTULLO Nicole, née le 3 décembre 1946 à Audun-le-Tiche (France), demeurant à Esch-sur-Alzette
- GHANAD ZADEH Akbar, né le 21 mars 1957 à Bojnourd (Iran), demeurant à Luxembourg
- MANSOUR Lida, née le 1er janvier 1957 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
- GONÇALVES DA SILVA Rui Manuel, né le 11 août 1970 à Oliveira do Douro/Vila Nova de Gaia (Portugal), demeurant à Wiltz
- KÖHNKOW Lothar, né le 21 avril 1970 à Echternach, demeurant à Schlindermanderscheid
- M'PUTU Awakola, né le 5 octobre 1968 à Kananga (République démocratique du Congo), demeurant à Dudelange
- MONTANARO Giuseppe, né le 2 novembre 1971 à Ettelbruck, demeurant à Pratz
- POPESCU Doru Viorel, né le 26 février 1955 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Steinsel
- TUDOR Cornelia, née le 1er juillet 1961 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Steinsel
- RADUCU Constantin, né le 7 novembre 1955 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Dahlem

20. SORESCU Aurora, née le 18 mars 1959 à Malureni (Roumanie), demeurant à Dahlem

21. RAMOS PRIETO Ismael, né le 28 juin 1963 à Sancti Spiritus (Cuba), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de RAMOS Ismael.

22. RENTMEISTER Reinhold Jakob, né le 15 septembre 1963 à St-Vith (Belgique), demeurant à Hobscheid

23. ROCHA SOUSA Manuel, né le 2 juillet 1967 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap Vert), demeurant à Ettelbruck

24. MONTEIRO DOS SANTOS Maria, née le 15 décembre 1970 à Santo André/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Ettelbruck

25. RODRIGUEZ DEL RIEGO Luis Enrique, né le 4 janvier 1970 à Luxembourg, demeurant à Bettendorf

26. SAKOVIC Emira, née le 8 novembre 1966 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

27. SAUERWEIN Matthias Otto Amandus, né le 19 juin 1927 à Hamburg (Allemagne), demeurant à Oberkorn

28. SAVCHIK Inessa, née le 5 janvier 1960 à Minsk (Biélorussie), demeurant à Luxembourg

29. SILVA ROBALO Maria dos Anjos, née le 25 décembre 1969 à Santa Catarina (Cap Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

30. SMAJIC Sefik, né le 18 août 1948 à Prnjavor/Kalesija (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

31. MEHIC Hava, née le 12 novembre 1946 à Vuckovci/Gradacac (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

32. SOFRA Luigi Eliseo Fabio, né le 15 juin 1972 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Differdange

33. SOMO SHAMANA Farid, né le 10 avril 1978 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg

34. SOMO SHAMANA Ferial, née le 8 septembre 1980 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg

35. SOMO SHAMANA Munir, né le 5 octobre 1974 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg

36. SOMO SHAMANA Siranosh, née le 10 novembre 1973 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg

37. SOSTAKOVA Dana, née le 17 février 1965 à Kosice (Slovaquie), demeurant à Esch-sur-Alzette

38. TANG Wing Sui, né le 24 mai 1958 à Hong Kong (Chine), demeurant à Grevenmacher

39. LIU Jianping, née le 16 octobre 1958 à Shanghai (Chine), demeurant à Grevenmacher

40. TUNG Chi Leung, né le 14 septembre 1965 à Guangdong (Chine), demeurant à Dudelange

41. YAU Yuk Fung, née le 20 novembre 1966 à Hong Kong (Chine), demeurant à Dudelange

42. WANG Guangwei, née le 7 février 1982 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

43. WURTH Joëlle Marie Ghislaine, née le 11 août 1961 à Arlon (Belgique), demeurant à Beckerich

\*\*\*

Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 29. an den 30. Abrëll. Den Ordre du jour gëtt lech zoukomme gelooss.

Domat wier d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.54 heures)



## Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure de questions au Gouvernement:
  - Question N° 283 du 29 avril 2003 de Madame la Députée Nelly Stein au sujet des seuils d'intervention en matière de contamination de dioxines et autres substances nocives, adressée au Ministre de la Santé
  - Question N° 284 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet de la peste aviaire et des mesures de prévention visant à éviter la contamination à l'homme, adressée au Ministre de la Santé
  - Question N° 285 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet des travaux en cours au ministère de l'éducation nationale en vue de conférer un statut plus stable à certaines catégories de chargés d'éducation de l'enseignement postprimaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
  - Question N° 294 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Jean Colombero au sujet des mesures préventives prises afin d'éviter la survenance et la propagation de l'épidémie du SARS au Grand-Duché, adressée au Ministre de la Santé
  - Question N° 295 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de l'indexation des salaires au coût de la vie, adressée au Ministre de l'Economie
4. 4924 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la modernisation, la transformation et l'extension du Château de Heisdorf en centre intégré pour personnes âgées (*Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)
5. 4925 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes handicapées âgées à Frisange (*Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)
6. 5049 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République slovaque sur la sécurité sociale, signée à Bratislava, le 23 mai 2002 (*Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Anne Brasseur, MM. Henri Grethen et Carlo Wagner, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

### (Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

### (Négation)

Dat ass net de Fall.

## 1. Communications

Ech hunn awer der Chamber Kommunikatiounen ze maachen:

1) Par lettre du 4 avril 2003 le Ministre aux Relations avec le Parlement a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du Conseiller d'Etat Marcel Sauber, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

L'article 7 de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat stipule que

„Lorsqu'il s'agit de pourvoir à la vacance d'un siège, le remplacement se fait alternativement et dans l'ordre suivant:

a) par nomination directe du Grand-Duc;

b) par nomination d'un des trois candidats présentés par la Chambre des Députés;

c) par nomination d'un des trois candidats présentés par le Conseil d'Etat”.

La dernière nomination de Conseiller d'Etat ayant été faite directement par le Grand-Duc, la Chambre des Députés est ainsi appelée à établir une liste de 3 candidats en vue de la nomination du nouveau Conseiller d'Etat.

La procédure pour l'établissement de cette liste est prévue par les articles 116 à 131 du Règlement de la Chambre.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 4 avril 2003,

- le projet de loi 5115 portant approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, signé à Bruxelles, le 20 juin 2002, et

- le projet de loi 5116 d'exécution du Protocole additionnel sur le renforcement de la non-prolifération

des armes nucléaires, destiné à détecter les activités nucléaires clandestines et approuvé par la loi du 1er août 2001.

A la demande du Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et de la Défense, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé en date du 8 avril 2003 le projet de règlement grand-ducal 5117 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies.

A la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, il a déposé en date du 15 avril 2003 le projet de règlement grand-ducal 5118 concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE aux élections présidentielles en Arménie.

A la demande du Ministre des Transports il a déposé le même jour le projet de règlement grand-ducal 5119 complétant le règlement grand-ducal du 3 février 1998 portant exécution de Directives C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues.

Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a déposé en date du 23 avril 2003 le projet de loi 5120 modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur.

Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé le même jour le projet de loi 5121 relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13ème reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement

- à la 3ème reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial

- à la 6ème reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole.

Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, a déposé en date du 24 avril 2003 le projet de loi 5122 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

4) En date du 2 avril 2003 le Président de la Chambre s'est vu remettre la pétition 248 «Hochwasser und Hochwasserschäden in Steinheim».

5) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu la deuxième partie de sa session ordinaire de 2003 du 31 mars au 4 avril 2003 à Strasbourg.

Etaient présents à cette session: M. Marcel Glesener, Vice-Président de la délégation, et Mme Lydie Err, représentants, M. Norbert Hauptert et Mme Mady Delvaux-Stehres, suppléants.

M. Hasan Mutarovic a été élu Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Bosnie-Herzégovine.

L'Assemblée a écouté les discours de:

- M. Dragoljub Micunovic, Président du Parlement de Serbie-Monténégro;

- M. Joseph Borg, Ministre des Affaires étrangères de Malte et Président en exercice du Comité des Ministres; et

- M. Siméon de Saxe-Cobourg Gotha, Premier Ministre de Bulgarie.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,

- budgets du Conseil de l'Europe pour 2004,

- dépenses de l'Assemblée parlementaire pour l'exercice 2004,

- projet de convention révisée sur la protection des animaux en transport international – demande d'avis du Comité des Ministres,

- 50 ans d'existence pour la CEMT (Conférence européenne des Ministres du Transport): des politiques du transport pour la Grande Europe,

- protection des langues des signes dans les Etats membres du Conseil de l'Europe,

- défis d'une nouvelle politique agricole,

- situation culturelle dans le Caucase du sud,

- élection de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Suède,

- la situation des droits de l'homme en République Tchétchène,

- l'Europe et le développement des ressources énergétiques dans la région de la Mer Caspienne,

- amélioration du sort des enfants abandonnés en institutions,

- immunités des membres de l'Assemblée parlementaire,

- les crimes dits d'honneur et

- les femmes et les micro-crédits.

Un débat d'urgence figurait également à l'ordre du jour, débat d'urgence qui avait pour sujet: L'Europe et la crise en Irak.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

6) Par lettre du 3 avril 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 10 au 13 mars 2003:

- position sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1260/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels

- résolution sur al réforme de la procédure budgétaire : options possibles dans la perspective de la révision des traités

- résolution sur le Livre vert de la Commission sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial

- résolution sur la situation de l'économie européenne - rapport préparatoire à la recommandation de la Commission sur les grandes orientations des politiques économiques

- résolution sur l'évaluation annuelle de la mise en œuvre des programmes de convergence et de stabilité

- résolution sur le rapport de la Commission : Rapport de convergence 2002 - Suède

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur les finances publiques dans l'UEM - 2002

- position sur la recommandation de la Banque centrale européenne concernant une décision du Conseil relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

- résolution sur l'opération menée dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine

- résolution sur la transmission des données personnelles par les compagnies aériennes lors de vols transatlantiques

- résolution sur la protection des intérêts financiers des Communautés et la lutte contre la fraude - Rapport annuel 2001

- résolution sur la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions: Stratégie pour la politique des consommateurs 2002 - 2006

- résolution sur les implications du Livre vert sur la protection des consommateurs dans l'Union européenne pour le futur de la politique européenne des consommateurs

- résolution sur les perspectives de protection juridique du consommateur à la lumière du Livre vert sur la protection des consommateurs dans l'Union européenne

- résolution sur les fermetures d'entreprises ayant bénéficié d'une aide financière de l'Union européenne.

Par lettre du 8 avril 2003 il a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 26 au 27 mars 2003:

- résolution sur les progrès réalisés en 2002 en vue de la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (articles 2 et 39 du traité UE)

- résolution sur les résultats du Conseil européen (Bruxelles, 20 et 21 mars 2003) au sujet de la stratégie de Lisbonne.

## 2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentkonferenz Folgendes virgeschloen:

Fir haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung.

D'Aktualitéitsstonn iwwert d'Délaie bei de Prozesser gëtt op e spéiden Zäitpunkt verluecht, well den zoustännege Minister weinst auslännesche Verpflichtungen haut de Mëtte verhënnert ass hei ze sinn.

No der Froestonn hu mer dann:

- de Projet de loi 4924 iwwert d'Moderneierung vum Altersheim am Heeschdréfer Schlass,

- de Projet de loi 4925 iwwert de Bau vun engem Zentrum fir eeler handicapéiert Leit zu Fréiseng,

- de Projet de loi 5049, en Ofkommen tëschent Lëtzebuerg an der Slowakei iwwert déi sozial Sécherheet.

Mar um halwer dräi hu mer de Projet de loi 4891 iwwert d'Statsbeamtestatut an uschlëssend Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Pardon, Här President, wéi mir dat dote fixéiert hu ware mer der Meinung, mir hätte fir eng Stonn wat d'Froen ubelaangt. Dat ass net de Fall, et si fënnef Froen. Dann ass nach eng Heure d'actualité virgesinn. Deemo si mer de Mëtteg ganz fréi fäerdeg a fir muer hu mer e Modell 3 ugesot, wat mat sech bréngt, dass et muer den Owend spéit gëtt.

Eng ganz Rei Leit heibannen hu Buergermeeschterfunktiounen a sinn an den 1. Mee Virfeieren engagéiert. Dofir géing ech proposéieren - ech sinn net concernéiert, dofir kann ech dat ganz fehn hei soen -, vu dass mer haut de Mëtteg fréi fäerdeg sinn, dass mer solle weiderfuere mat deem anere Projet an da si mer muer den Owend éischer fäerdeg a riskéieren net an déi Situatioun ze kommen, wou mir soss riskéieren eran



ze kommen, nämlech dass eng ganz Rei Leit, déi Obligatiounen hunn, musse fortgoen.

Ech géing also déi Kollege bidden, déi ech informéiert hat, esou wäit ech se elo just begéint hunn, där dote Saach zouzestëmmen.

**M. le Président.** - Här Lucien Weiler.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, dem honorabelen Här Krecké seng Demande erstaunt mech e bëssen, well den Här Krecké jo gewéinlech heibannen ee grouse Verfechter ass vun der Prévisibilitéit vun eisen Aarbechten. Déi Leit, déi sech drop agestallt hu mar de Mëtten de Statut vun Fonctionnaire ze diskutéieren, déi wëllen dat net onbedéngt haut maachen.

An der Vergaangenheet hu mer och versicht esou oft wéi nëmme méiglech bei deem Ordre du jour ze bleiwen, esou wéi mir en arrétéiert haten, an dofir mengen ech schonn dass mer sollten derbäi bleiwe fir dee Projet mar ze huelen, och wa mer e Modell 3 ugesot hunn. Als Zäit wäert et ganz sécher esou sinn, dass dee Projet mar net déi Zäit brauch, déi den Här Krecké elo befäert, dass et spéit kënn ginn.

Well et esou eng wichteg Fro ass, a well d'Kollege vun der Demokratescher Partei an deem Dossier federführend sinn, wëll ech meng definitiv Haltung ofhängeg maache vun deem wat den honorabelen Här Rippinger eis proposéiert.

**M. le Président.** - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, ech kann natierlech dat novollzéien, wat den Här Weiler hei gesot huet. Mir hu scho säit Wochen a Méint den Datum vum 30. Abrëll fixéiert fir d'Modificatioun vum Statsbeamtestatut. Mir hunn dat ofgemaach an der Conférence des Présidents. Mir hunn dat ofgemaach mat dem Rapporteur an och mat der Regierung, a ganz besonnesch mat der Madame Ausseminister, déi jo och d'Fonction publique huet, déi awer de Mëtteg net kann hei sinn, an dofir sinn ech der Meenung, mir sollen, esou wéi mir dat ofgemaach hunn, eisen Ordre du jour bäibehalen.

Ech kann natierlech den Här Krecké verstoen. Vun eis geet keen op eng 1. Mee Feier, awer bei hinne fällt dat schonn éischter an d'Woschuel, mä ech mengen awer mir géingen eis alleguerten net déi Zäit ginn an net déi Zäit brauchen, déi de Modell 3 verlaangt.

Firwat hu mir de Modell 3 gefrot, Här President? Mä dass de Rapporteur an esou engem relativ komplexen a komplizéierte Projet, an och laange Projet, ka sai Rapport an där halwer Stonn maachen, déi him duerch Reglement zousteet. Dat war d'Ursach firwat dass mer am Reglement de Modell 3 geholl hunn. Vun eis brauch keen, an ech mengen och kee vun deenen aneren Orateuren esou laang Zäit, dass mir dee Projet muer net kënnen an enger ganz normaler Zäit evakuéieren. Dofir sinn ech mam Här Weiler d'accord, dass mer den Ordre du jour esou solle loosse, wéi mir e virgesinn hunn.

Ech kann eis Kollege vun der LSAP berouegen, wa se net allze vill polemisch ginn, da wäerte mir dat kënnen an engem ganz normalen Délaï ofwéckelen.

**M. le Président.** - Ech kann also unhuelen, dass d'Chamber mat der Proposition vun der Presidentkonferenz fir den Ordre du jour averstanen ass.

#### (Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Mir kommen zur Froestonn un d'Regierung, déi wéi üblech ofleeft. Als éischt hu mer d'Fro 283 vun der Madame Nelly Stein un de Gesondheitsminister iwwert d'Dioxin-

verseuchung. D'Madame Stein huet d'Wuert.

### 3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 283 du 29 avril 2003 de Madame la Députée Nelly Stein au sujet des seuils d'intervention en matière de contamination de dioxines et autres substances nocives, adressée au Ministre de la Santé

**Mme Nelly Stein (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem Hierscht 1998, also scho bal säit méi wéi fënnf Joer mécht d'Gemeng Schëffleng Emmissiounsanalyse mat Geméis als Bioindicateur, Analysen déi d'Gemeng pro Joer tëschent 15.000 an 20.000 Euro kaschten. Dës Analyse gi parallel zu de Schuedstoffanalyse vun der Umweltverwaltung gemaach an hëllefen op eng méi rapid Manéier wéi bei der Verwaltung, d'Belaaschtung un Dioxinen a Bläi am Geméis ze bestëmmen.

Déi gemosse Wäerter gi verglach mat de Grenzwäerter, déi duerch Direktiven a Recommendationen vun der Europäescher Union festgeluecht sinn. Fir Nahrungsmittel gëllt d'Recommandatioun 2002/201 vun der EU, déi en Interventionswäert vun 0,4 Nanogramm pro Kilo frëscht Geméis festleest. Bei Iwwerschreide vun deem Interventionswäert schléit d'EU vir eng Enquête ze maachen, fir de Verursacher erauszefannen an d'Quell vun der Belaaschtung ofzestellen.

Wat de Bläi ugeet, do gëllt dat europäesch Reglement 466/2001, wat e Wäert vu 0,3 mg pro Kilo frëscht Geméis festschreift. Fir Fuddermittel gëllen d'Wäerter vun 0,75 Nanogramm pro Kilo fir d'Dioxinen an 10 mg pro Kilo fir Bläi op Basis vun der Direktiv 2001/102.

D'Situatioun zu Schëffleng, awer net nëmme zu Schëffleng, och wann eng Zäit ëmmer nëmme vu Schëffleng geschwat gouf, mä och an all deenen anere Gemenge vun Süden, déi no bei der Stolindustrie leien, ass déi, datt besonnesch an de Wantergeméiser dës Wäerter regelméisseg iwwerschritt ginn. Fir déi betraffe Bierger gëllt deemno, datt si enger chronischer Belaaschtung ausgesetzt sinn, an et stellt sech wierklech d'Fro vum gesondheetleche Risiko fir dës Leit.

Deemno wëll ech vum Här Minister wëssen:

- Firwat ginn déi europäesch Direktiven a Reglementer net vum Ministère applizéiert?

- Firwat geet de Ministère net hin a léisst eng déifgräifend Etüd maachen iwwert d'Belaaschtung vun de Geméiser an de Produkter fir kléng Déieren am Émfeld vun Industrien?

Analysen op Héngereer hu jo bewisen, datt dës belaascht sinn. An ech muss soen an der leschter Entrevue, wou ech nach verantwortlech war an der Schëfflenger Gemeng, do ware Vertrieeder vum Santéministère, an do gouf festgehale, datt Eeër wierklech belaascht waren, well e Kuelenuewen am Stall stong. De Kuelenuewen ass eraus geholl ginn, mä d'Belaaschtung ass nach eemol wéi d'anert déiselwech. Et ass och keng kloer Ausso un d'Leit gemaach ginn, datt se dës Produiten net méi sollten iessen, a scho guer net méi verkafen.

Wär et net richtig fir de Verzier vun dese Liewensmittel a fir de Gebrauch vu Geméiser als Fudder fir kléng Déieren ze verbidden?

Ech soen lech, Här Minister vun der Santé, am Viraus merci fir Är Antwerten op meng Froen.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do ass eng Fro, déi scho bal, géif ech soen, an den technesche Beräich erageet, an zwar, dass se en fait net géif an d'Heure de questions erafalen.

Déi zweet Saach wou ech wëll soen, dat ass wat d'Emissiounen vun Dioxinen ubelaangt, et en fait net de Minister vun der Santé ass, deen d'Kompetenzen huet, mä de Minister vum Environnement.

Vu dass déi zwee Kollege vum Environnement net hei sinn, wëll ech awer trotzdem Stellung dozou huelen.

Madame Stein, mir an der Santé hu keng Connaissance vun europäeschen Direktiven oder vun europäesche Reglementer. Et ass éischter esou, dass en fait all Land seng Wäerter opgestallt huet. Wann ech beispillsweis, wa mer schwätze vun Dioxinen a vu Furane, de Conseil supérieur français de Santé publique huelen, deen huet verschidde Wäerter opgestallt. Et sinn och Däitschland an aner Länner, déi der opgestallt hunn, mä eenheetlech Wäerter an Europa ginn et, esouwäit wéi mir renseignéiert sinn, net. D'Kollege vum Environnement këmme mech kaum doranner verbessern.

Wat elo d'Wäerter ubelaangt vun den Dioxinen, wéi gesot, déi gi regelméisseg vum Environnement suivéiert. Mir wëssen, dass am Januar e Problem zu Schëffleng war, an zwar bei der Firma ARES. Do ass awer direkt intervenéiert ginn. Do hu se erausfonnt, dass effektivement un der Anlag an technesche Feeler virlooch, an zwar bei engem Doseur vun der Installatioun. Deen ass direkt behuewe ginn. Duerno sinn nees eng Keier Kontrolle gemaach ginn. Et huet sech erausgestallt, dass d'Wäerter nach liicht ze héich wäeren, an déi Firma huet, mengen ech, bis Enn Mee kritt, fir och déi néideg Amélioratiounen ze maachen.

Et ass falsch ze soen, dass de Ministère de la Santé trotzdem absolut keng Etüd gemaach hätt. Mir hunn am Joer 2000 an am Joer 2001 eng Etüd gemaach, dat a Kollaboratioun mat Stop Dioxin, mat dem Mouvement écologique, Initiativ Liewensufank a Biomonitor, an do sinn am ganze Land, esouguer a fënnf Regiounen, well de Weste mat derbäi geholl ginn ass, Vergläicher opgestallt ginn. Do hu mer, beispillsweis wat d'Kouméllech ubelaangt, am Ganzen 23 Wäerter an Land opgeholl, dovunner eelef am Süden. Am Süde waren d'Wäerter net méi héich wéi soss am Land.

Wat d'Eeër ubelaangt, si 16 Wäerter opgeholl ginn, dovunner der eelef am Süde vum Land, an do waren an engem Fall effektivement d'Wäerter ze héich. Dat ass warscheinlech dee Fall, wou Dir gesot hutt, wou e Four war an der Installatioun, do wou d'Hénger waren. Dee Mann ass awer somméiert ginn, éischten emol net méi ze consomméieren, zweetens och néischt op de Maart ze setzen.

Wat d'Viande de lapin ubelaangt, sinn eelef Etüd gemaach ginn, dovunner der siwen am Süden. Och do war am Süden eng eenzeg méi héich, dat war komescherweis bei deemselwechte Produzent.

Wat d'Mamméllech ubelaangt, sinn 22 Prouwe geholl ginn duerch d'ganz Land, 16 am Süden, an do louchen d'Duerchschnëttswäerter, ech weess net wouduerch dass et kënn, esouguer ënnert dem Rescht vum Land, wat also net op Dioxinschied géif hischlësse loosse.

Am Résumé muss ee soen, dass op alle Fall d'Charge vun den Dioxinen a vun de Furane bei de Produkter, och bei de Produits alimentaires am Süde vum Land, eisen Erkenntnisser no net méi héich ass wéi am Rescht vum Land.

Merci.

**M. le Président.** - Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 284 vum Här Georges Wohlfart un de Gesondheitsminister iwwert d'Héngerpescht. D'Wuert huet de Kolleg Georges Wohlfart.

- Question N° 284 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet de la peste aviaire et des mesures de prévention visant à éviter la contamination à l'homme, adressée au Ministre de la Santé

**M. Georges Wohlfart (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zanter elo zwee Méint ass eng nei Epidemie ausgebrach, déi an Holland, an der Belsch an och an den Nopeschlänner fir vill Opreegung an deenen interesséierte Millieuë suert. An enger relativ detaillierter Antwort op eng parlamentaresch Ufro vum Kolleg Nico Loes huet gëscht, wann ech gutt am Bild sinn, den zoustännege Landwirtschaftsminister op eng Rei Mesuren higewisen, déi op europäeschem Niveau getraff gi sinn an zesummenaarbecht mat deene concernéierte Länner, fir dës Pescht-epidemie Meeschter ze ginn.

Et ass dat och net, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wëll ech direkt soen, en Oubli vu menger Fro, mä ech sinn hellhöreg ginn, wéi virun eppes méi wéi zwou Wochen en hollännesche Vétérinaire un deem Virus gestuerwen ass, e Virus dee bis dato als relativ inoffensiv fir d'Leit gegollen huet. An och wann een haut kann dovun ausgoen, dass de Konsument vu Fleesch oder Eeër keng gréisser Risikoë leeft, esou ass dat ganz anescht fir déi Leit, déi am Secteur schaffen, respektiv eng Iwwerwachungsfunctioun mussen ausüben.

Ech sinn dann och gewuer ginn, och wa bis elo keng Transporter no Lëtzebuerg bekannt sinn, ons Noperen aus Nord-Rhein-Westfalen, déi jo och nach kee Fall vun Héngerpescht hate bis elo, awer decidéiert hunn, fir deene concernéierte Leit, déi am Secteur schaffen, respektiv de Veterinärsinspekteren, déi sech mussen mat de Kontrollen ofginn, ze rode sech enger Impfung ze ënnerwerfen, preventiver Natur.

Ech wollt wëssen, well ech gëscht owend nach héieren hunn, dass och, trotzdem an der Belsch eng Rei vu Zones de protection et de surveillance ageriicht gi sinn, an de leschten Deeg weider Fall vun Héngerpescht opgetraut sinn, esou dass een net ka mat Sécherheet soe wéi dat weidergeet, ob d'Lëtzebuurger Regierung oder de Gesondheitsminister eventuell och dru geduecht huet fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg, et sinn der vill manner wéi am Ausland, dat weess ech, mä ëmmerhin, et si jo Leit involvéiert vun der Douane bei Kontrollen oder och vum Service vun de Veterinärsinspekteren, ob déi sollte sech impfe loosse, fir esou preventiv virun engem ganz virulente Virus senge Folge kënnen geschützt ginn.

Dat Zweet ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz, mir hate virun zwee Joer e groussen Hearing hei mat enger öffentlicher Debätt duerno an der Chamber, iwwer alles dat wat mer ënnert der Sécurité alimentaire verstinn.

A wann ech elo kucken, wéi oft dass mer hei zesummen an de leschte Joren öffentlech Debatte gefouert hunn iwwert d'Problematik

vum BSE, iwwert d'Problematik vun der Maul- und Klauenseuche, oder och nach iwwert d'Schwéngspescht an elo deen heite Fall, da muss ech awer soen dass ech net ka verstoen, dass mer déi Proposition, déi mä Frënd Ben Fayot deemools op den Dësch geluecht huet vun der Lëtzebuurger Agence de la sécurité alimentaire, nach eng Kéier eeschthaf, och um Niveau vun der Regierung, méttelfristeg an d'A ze faassen. Ech mengen, dat wier eng Agence déi net nëmme den Know-how hätt, fir kënnen esou eng Situatioun am allgemengen op eng neutral an objektiv Aart a Weis ze beuerteelen, mä déi sécherlech vu grousser Wichtigkeet wier, esouwuel fir de Secteur vun de Produzente wéi och fir de Konsument op där anerer Säit.

Ech soen lech merci fir d'Antwort, Här Minister.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo effektivement esou, dass déi Peste aviaire vun Holland iwwert d'Belsch agedroe ginn ass, sech hei zu Lëtzebuerg nach effektiv a Gott sei Dank net manifestéiert huet.

Wat elo d'Fall ubelaangt, esou ass eis bekannt, dass an Holland 82 Fäll vun Infektiounen waren. Dat heescht, dat waren op där enger Säit Conjonctiviten, op där anerer Säit e lichte Syndrome grippl, also néischt Geféierleches. Dee Vétérinaire, dee gestuerwen ass, dat stëmmt, dat war de 17. Abrëll, en hollänneschen Vétérinaire vu 57 Joer, do muss een awer soen, huet d'OMS als Konklusioon gezunn, dass dat e Fall isolé wär an dass dee Mann op alle Fall kee Virus weider gedroen huet, wat trotzdem relativ rassurant ass.

Et ass sous-entendu, dass d'Inspection sanitaire mat den Homologen aus deenen anere Länner zesummen ass an dass och eng Réunion de concertation um Niveau européen ugefrot ginn ass.

Wat d'Mesures de prévention spécifiques ubelaangt, ass et richtig dass et e prophylaktescht Medikament gëtt, dat och haaptsächlech an deene Géigenden ugewannt gëtt, wou d'Pescht sech scho manifestéiert huet. Allgemeng sinn d'Spezialisten awer éischter der Meenung, dass een, esou laang wéi néischt ausgebrach ass, mat deenen Dénger net sollt ufänken.

Ech wëllt ofschléissend soen, dass d'OMS awer och amgaang ass fir e Kit de dépistage ze entwerfen, dass deen ongeféier wäert an dräi Woche fäerdig sinn an dass och actuellement dru geschaff gëtt fir e Vaccin ze fannen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Mir kommen elo zur Fro 285 vum Här Robert Garcia un d'Erzéiungsminister iwwert d'Chargés d'éducation. Den Här Garcia huet d'Wuert.

- Question N° 285 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet des travaux en cours au ministère de l'éducation nationale en vue de conférer un statut plus stable à certaines catégories de chargés d'éducation de l'enseignement postprimaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports



M. Robert Garcia (*DÉI GRÉNG*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an deene leschte puer Joer hei relativ intensiv an heftig iwwert d'Problematik vun de Chargés de cours aus dem Primaire diskutéiert.

Mir wëssen awer alleguerten, dass et och Chargés de cours oder Chargés d'éducation am Postprimaire gëtt. Déi lescht Diskussioun a Régularisatioun doriwier war, mengen ech, scho viru 15 oder 20 Joer an trotzdeem schaffen an deem Secteur eng ganz Partie Leit deelweis scho säit Joren, et hänt natierlech och vun de Fächer of inwiefern d'Situatioun vun deene Leit méi oder manner gesécher ass. Dir hut Fächer, wou déi Leit kënne sécher sinn, dass se hire Kontrakt all Joer verlängert kréien, an darselwechter Schoul eventuell, an aner Fächer, wou et méi prekär ka sinn.

Onofhängeg vu gewerkschaftlechen Angschten, déi ëmmer faerter do géif en Zweeklassesystem geschafe ginn, mengen ech, kann ee kaum widderleeën, datt et ëmmer wäert am Postprimaire Chargés de cours oder Chargés d'éducation ginn an et wäert sécher iergendwann eng Kéier den Zäitpunkt kommen, wou déi Leit, déi jo laang schonn aktiv sinn an déi sech och bewäert hunn, missten iergendeng Form vu Statut kréien.

Ech hu mir och soe gelooss, dass am Ministère Efforte géife gemaach gi fir eventuell en Avantprojet de loi auszuschaffen, e Spezial-Statut fir eng gewësse Kategorie vun deene Leit opzebauen. Ech wollt duerfir der Madame Ministerin e puer Froe stellen:

1. Wéi wäit sinn déi Aarbechte geziehen?

2. Wéi eng Resistenze sinn an deem Prozess do amgaangen opgebaut ze ginn?

3. An dat ass vläicht dat Wichtigst fir déi Leit, déi betraff sinn: Ass an dëser Legislaturperiod nach mat enger Initiativ vun der Regierung an déi Richtung ze rechnen?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Erziehungsmi- nister Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*.- Merci, Här President.

Dir Dammen, Dir Hären, den Här Garcia huet ganz richteg gesot, dass schonn am Ministère de l'Education nationale un engem Text geschafft gëtt fir d'Problematik vun de Chargés d'éducation am Postprimaire ze léisen, eppes wat ech och schonn hei op dëser Tribün annoncéiert hunn, well et ass ganz kloer, dass mer an deenen zwee Ordres d'enseignement ëmmer wäerte Personnel de remplacement brauchen. Dat, wann ee vum Besoin vum Stat ausgeet.

Op där anerer Säit muss een och d'Situation personnelle vun deene Leit kucken. An enger Zäit, wou mir probéieren am privaten Aarbechtsrecht jiddferengem seng Situatioun ofzesécheren, mengen ech, geet et net, dass mer beim Stat mat zweeërlee Moossen a Gewächter kënne virgoen. Dat war jo och d'Motivatioun, firwat ech der Meinung war, datt mer am Primaire missten d'Affär vun de Chargés de cours regelen.

Ähnlech wéi am Primaire si mer amgaang en Text fir d'Chargés de cours am Secondaire ze maachen, déi dann net méi géingen un e Gebai affectéiert ginn. Dat ass nämlech méi schwierig am postprimaire Beräich, well een do Spezialitéiten huet a verschidde Fächer, an et do méi schwierig ass eng Pénurie oder eng Pléthore feststellen ze kënnen. Se géingen dann do an en nationale Pool affectéiert ginn a jee no Besoin an e Gebai geschéckt ginn.

Dat ass fir déi Leit net onbedéngt en Avantage, mä ech wëll dee Pool dann och opmaache fir Leit, déi de Concours gepackt hunn, déi all Qualifikatiounen erreecht hunn, mä net gläich kënnen eng Nominatioun an e Gebai kréien, ähnlech wéi am Primaire, esou datt och qualifizéiert Personal, wann et dann eng Kéier Pléthore gëtt, kann iwwert dee Pool goen. Mir sinn also amgaang do un engem Projet ze schaffen.

Den Här Garcia huet gefrot wellech Resistenzen do wäeren. Dee Projet ass nach net an der Consultatioun, esou dass keng Resistenzen nach bis elo wéinstens u mech eruge- droe gi sinn. Et ass ganz kloer, datt mer och do mat Resistenze rechnen, mä ech mengen et muss een dat esou regele wéi am Primaire, mat gesondem Mënscheverstand am Intérêt vum Schoulbetrieb enger- säits, dat heescht am Intérêt vun de Kanner, mä och am Intérêt vun deene Betreffene selwer.

Den Här Garcia huet als drëtt Fro da gestallt, ob ech géing domat rechnen, dass dee Projet nach géing finaliséiert ginn am Laf vun dëser Legislaturperiod. Do kann ech lech nëmme soen, Här President, dass ech hoffen, dass dat geléngt. Ech hoffen, dass ech am Hierscht dee Projet hei déposéiere kann, wat méi en technesche Projet ass, wat d'Texter ubelaangt, a wou ech hoffen, datt e kann am Intérêt vum System, am Intérêt vum Enseignement an am Intérêt vun deene betraffene Leit a raisonnablen Délaien hei gestëmmt ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 294, virgedroen duerch den Här Aly Jaerling, un de Gesundheitsminister, iwwert déi nei Longekrankheet SARS. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

- Question 294 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Jean Colom- bera au sujet des mesu- res préventives prises afin d'éviter la sur- venance et la propaga- tion de l'épidémie du SARS au Grand-Duché, adressée au Ministre de la Santé

M. Aly Jaerling (*ADR*), *en remplacement de M. Jean Colom- bera*.- Här President, dës Fro wollt eigentlech mäi Frënd, de Colom- bera's Jang, stellen, mä als Fräiberuf- fler ass et him net méiglech haut hei ze sinn, well säi Wartesall iwerfëllt ass.

(*Hilarité générale*)

Et ass nun eben eemol esou, dass d'Fräiberuffler leider net déi Méig- lechkeeten...

(*Interruption*)

SARS kritt jo net jiddferen, well och all Bazillus huet säi Stolz.

Et ass nun eemol esou, dass Fräiberuffler net déi Méiglechkeeten an der Politik hu wéi Leit aus anere méi favoriséierte Secteuren.

(*Interruption*)

D'Fro, déi ech hei stellen...

Dir wësst jo, datt ech net méi am NGL sinn.

(*Hilarité*)

D'Fro, déi ech hei stelle geet ëm d'SARS-Epidemie, déi d'Weltges- ondheetsorganisatioun als déi éischt global Epidemie vum 21. Jorhonnert bezeechent an déi sech och an deene leschten Deeg an ëmmer méi Länner verbreet huet.

Fir d'éischt ass déi Longekränk- t China opgetratt a gouf SARS (se- vere acute respiratory syndrome) gedeef, op Lëtzebuergesch schwéier akut Otemweesproble- mer mat déidleche Folgen. Dës po- tenziell déidlech Longenentzün- dung gëtt vun engem Virus verur- sacht. E Medikament dergéint gëtt et anscheinend nach net.

An de betraffene Länner hu misse massiv Preventivmoosname ge- holl ginn. Et ginn zum Beispill Scanneren agesat, déi d'Tempera- tur vun de Passagéier moossen. Ass se méi héich wéi normal, da ginn dës Persoune méi genau ën- nersicht. Bei eisen däitschen No- peren goufen d'Mataarbechter vun de Fluggesellschaften ugewise, d'Passagéier scho beim An- checken op Symptomer wéi Féiwer a geréit Aen ze kontrolléieren. Falls während dem Fluch e Fall optrëtt, da gëtt de Verdachtsfall direkt isoléiert an de Flughafen verstan- degt. Bei der Landung kënn direkt e Medeziner u Bord fir de Ver- dachtsfall ze ënnersichen.

(*Coups de cloche de la Prési- dence*)

Ugesiichts vum Charakter vun en- ger weltwäiter Epidemie vun dëser neier Kränk stellt sech déi drin- gend Fro, wéi mer hei zu Lëtze- buerg preventiv tätég gi sinn oder nach zousätzlech musse ginn. Duerfir meng Froen un den Här Mi- nister.

1. Wat fir eng Sécherheetsbestëm- munge sinn um Findel ergraff ginn?
2. Kënnen infizéiert Passagéier erausgefiltert ginn?
3. Gi Flich, déi aus besonnesch be- traffene Länner kommen, systema- tesch iwwerpréift?
4. Wellech preventiv Mesurë sinn a Kooperatioun mat de Fluggesell- schaften, déi um Findel landen, ën- nerholl ginn?
5. Sinn oder gi Reesaschränkungen eventuell ausgesprach oder recommandéiert?
6. Wann op engem Fluch, deen hei lant, eng gréisser Zuel vu Ver- dachtsfäll wieren, hu mir Moyene genuch fir se kënnen a Quarantai- ne ze setzen?

Ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Minister mir genau esou konkret op déi Froe wäert äntwerte wéi hien dem Här Colombero ëmmer änt- wert.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gesundheitsmi- nister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité socia- le*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et géif mir jo nimmols an de Kapp komme fir dem Här Jaerling manner prezis ze äntwerte wéi ech dat beim Här Colombero gemaach hätt.

Mä zur Fro selwer muss ech soen, dass Lëtzebuerg ganz fréi schonn Informatiounen erausginn huet. Déi éischt Informatiounen un de Public, déi mir erausginn hunn, dat war den 11. Abrëll. Pardon, de 7. Mäerz war dat schonn. Mir hunn entre-temps véier Communiquéen erausginn. Déi lescht Kéier war dat de 24. Abrëll. Dat war iwwerregens och deen Dag, wou ech eng Ques- tion écrite vum honorablen Här Gusty Graas beäntwert hunn a wou alleguerten déi Äntwerten an der Partie écrite stinn op déi Froen, déi haut nach eng Kéier oralement vir- gedroe gi sinn.

Duerfir vläicht am Résumé: Jo, Lët- zebuerg huet effectivement Re- commandatiounen un d'Voyageur- en erausginn, dat heescht esou wéi d'OMS et recommandéiert, huet d'Länner an zwou Kategorien agedeelt. Dat eent, dat sinn déi Reesen, déi fortement déconseillé sinn. Dat si Saachen, déi awer all Dag ännere kënnen. Dee leschte Stand ass deen, datt ënnert de Reeslänner, déi fortement décon- seillé ginn, Peking, Toronto an d'Provënz Shanxi a China stinn. Et gëtt eng zweet Lëscht, dat ass déi wou mir de Leit recommandéiere fir hir Rees ze différieren, dat heescht eng Zäitcheen ze waarden. Et dréint sech do haaptsächlech ëm Taiwan, Hanoi a Singapur.

Wat d'Mesuren um Flughafen ube- laangt, esou muss ech soen, dass mer do a ganz enker Kollabora- tioun mat sämtleche Responsablé souwuel vun der Luxair, wéi och vun der Cargolux schaffe konnten. Wat d'Luxair ubelaangt, esou wéi Dir et éinescht gesot hutt, dass op den auslänneschen Aéroporten d'Leit schonn alleguerte kontrol- léiert ginn, beispillsweis wéi hir Kierpertemperatur ass an esou vi- run. Et misst een also dovun aus- goen, wa Leit aus gefärdete Län- ner kommen, dass déi scho viru souwisou op engem aneren Aéro- port gecheckt gi sinn.

Dovunner ofgesinn ass awer och d'Personal vun der Luxair ge- schoult ginn, fir bei deene mannste Syndromer, wann zum Beispill ee vill houscht oder vill néitscht an engem Avion, fir direkt dann awer scho preventiv Mesuren ze huelen. Dat gëtt direkt gemellt hei zu Lëtze- buerg, an zwar dass dee Moment iwwert den 112 direkt eng speziell Ambulanz um Flughafen steet. D'Leit gi vun do aus an de Centre hospitalier gefouert, wou an dem Département vun de Maladies in- fectueuses den Dokter Hemmer en charge ass. Mir wëssen, dass den Dokter Hemmer e grouse Spezia- list an deem Domän ass an dass also hei zu Lëtzebuerg och all Mënsch ka grad esou gutt gehollef kréie wéi am Ausland.

Wat d'Cargolux ubelaangt, esou muss ech soen, dass d'Cargolux och ganz strikt Instruktiounen kritt huet vun der Direktioun vun der Santé, an dat net méi spéit wéi de 17. Mäerz schonn, an dass och re- gelméisseg Kontrolle si vun der In- spection Sanitaire, esou dass och do d'Saach ganz seriö traitéiert gëtt an dass ech confiant sinn, dass mer kënnen mat deene Mesu- ren, wou „strictes applications préventives“ si vun der OMS, a wou mer näischt op der Säit ge- looss hunn, dass dat op alle Fall wäert derzou bäidroen, dass mer hei zu Lëtzebuerg kënnen där Saach relativ confiant entgéint kucken.

Ech wëll allgemeng awer och soen, dass et net ass fir grouss Panik ze maachen, quitte dass et eng ganz seriö Ugeleeënheet ass. D'OMS geet dovunner aus, leschten Infor- matiounen no, dass hei an Europa de Pic erreecht gi wär, wat awer nach net de Fall wär a verschidde- nen asiatesche Länner, esou dass ee virun allem muss mat de Ree- sen nach ganz gutt oppassen, esou dass ech all Mënsch hei am Land géing rode fir esou Reesen de Moment net ze ënnerehuelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kom- men zur leschter Fro, der Fro 295 vum Här Serge Urbany un den Här Wirtschaftsminister iwwert den In- dex. D'Wuert huet den Här Urbany.

- Question N° 295 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de l'indexation des salaires au coût de la vie, adressée au Mi- nistre de l'Economie

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Här President, Ulass fir meng Fro haut de Mëtte sinn d'De- klaratioun vum neie Statec-Direk- ter Serge Allegrezza op der Televi- sioun, e Sonnden den 20. Abrëll, wou hien daitlech seng Präferenz fir d'Indexofschafung ausgedréckt huet. Hien ass och agetrait fir d'Er- setze vum gesetzlechen automa- tischen Indexmechanismus duerch e Mechanismus vu Kollektivver- tragsverhandlungen.

Ech si mer bewusst, dass den Här Minister de Mëtten hei wäert de- klaréieren, e gutt Joer virun de Wahlen, dass dës Regierung net beabsichtigt den Index ofzescha- fen, trotzdeem meng Fro:

Wéi ass et méiglech, dass en héije Beamten aus dem Ministère vum

Här Grethen widderhuet - dat war schonn de Fall a senger fréierer Funktioun als ee vun den Haupt- wirtschaftsberoder vum Här Grethen - öffentlech den Indexme- chanismus a Fro stelle kann, an dat grad zu deem Zäitpunkt nach eng Kéier symbolesch widderhëlt, wou hien als neie Statec-Direkter jo ge- wëssermooose Gardien vun deem Index soll ginn?

Ech mengen, dass déi Aussoen net méi kënnen als Ausrutscher oder als legitim perséinlech Mee- nungsausserung vun engem Be- amten ugeholl ginn, mä et schéngt mer éischer esou ze sinn, dass si dévoiléieren, wann net grad d'offi- ziell Politik, dann awer d'Preferen- zen an Sympathië vu méi breede Kreeser an deem Ministère an an der Regierung.

A wouhin dee Beamten tendéiert, geet och nach aus enger anerer Ausso ervir, déi hien dee Mëtte ge- maach huet, andeem e gesot huet, de Chômage wier viru kuerzem nach esou niddereg gewiescht, dass et him Angscht gi wier.

Mir kennen déi Rezepter, déi op en héije Chômage setze fir d'Inflatioun ze bremsen. Si ginn an déiselwech Richtung wéi déi, den Index ofze- schafen.

Ech hätt dofir gären eng prinzipiell kloer Ausso, dass den Index och längerfristeg e wichteg sozialpoli- tesch Instrument bleift an dass Lëtzebuerg sech géintwärtig vun allen, esouwuel nationale wéi in- ternationale Bestriewunge wäert wie- ren en op d'Dauer ofzeschaffen.

Den Index ass wéi de Mindestloun de Kollektivvertrag vun deenen, déi kee Kollektivvertrag hunn, an dofir hätt ech och gären eng Zou- so, dass et net beabsichtigt ass den aktuelle legalen Indexsystem längerfristeg ze ersetzen duerch e System vu Kollektivvertraglechen Upassung vum de Léin un d'Dei- recht, weder sektoriell nach natio- nal, well ech mengen an esou en- ger Hypothees wier et d'Patronat wat géif um laangen Hiewel sézen, an en Deel vun der Bevölkerung, an zwar grad deen Deel mat deene kengste Léin, géif ganz oder deel- weis vun der Upassung vun de Léin un d'Deirecht ausgeschloss ginn.

Ech soen lech merci.

M. Lucien Weiler (*CSV*).- Dës Stonn hei ass fir Froen ze stel- len an net fir Ennerstellungen ze maachen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsmi- nister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem ho- norablen Här Serge Urbany ass sécher bewusst, dass den aktuelle Wirtschaftsminister Member vun der Demokratescher Partei ass, eng Partei där hir Grondphiloso- phie déi vum Liberalissem ass.

Mir hunn net zur Gewunnecht anere Leit, egal wem an egal wou e schafft, e Maulkuerf unzedinn. An dat géllt fir dës ganz Regierung, och fir déi, déi net an der Demokra- tescher Partei sinn. E Fonction- naire, och wann et en héije Fonc- tionnaire ass, ass och do dernie- vent eng Privatpersoun, an déi Aussoen, déi den Här Allegrezza gemaach huet, huet e weder als Direkter vum Statec gemaach nach als fréiere Conseiller am Wirt- schaftsministère.

Ech wëll, Här President, och wann dat net üblech ass, formell soen, dass den Här Allegrezza net Mem- ber an darselwechter Partei ass wéi ech. A wann dem Här Urbany säin Informatiounsdeingscht fonc- tionnéiert, da weess en dass den Här Allegrezza eng Sensibilitéit huet, déi eng aner ass wéi meng, déi ech awer absolut respektee- ren. An déi Nominatiounen déi ech dem Conseil de Gouvernement vir- geschloen hu weise jo och, dass seng politesch Aktivitéit a seng philosophesch Astellung mech net



drun hënnere fir him déi Verantwor- tungen ze iwwerdroen, déi hie kritt huet.

Den Här Allegrezza huet déi Aus- soen, déi hie gemaach huet, a sen- gem private Numm gemaach am Kader vun enger Televisiounsémis- sion, wou en eigentlech invitéiert war, ënner anerem well e Coauteur ass vun engem ganz interessante Buch wat erauskomm ass am Ka- der vum Institut d'Etudes euro- péennes et internationales du Lu- xembourg iwwer: L'histoire, le pré- sent et l'avenir du modèle luxem- bourgeois. An deem Kontext war den Här Allegrezza invitéiert. Ech géif och allen Deputéierten dat in- teressant Wierk zur Lecture recom- mandéieren.

#### (Interruption)

Et ass keng Publicité payée, wéi den Här Fayot elo mech gefrot huet, Här President, mä et ass awer, mengen ech, gutt gesot, well de Stat huet jo och iwwer de Bud- get kräfteg geholfen fir deem Insti- tut dat do ze erméiglechen. Iwwert déi Ennerstëtzung fir dat Institut hunn ech privat och eng Meenung.

Ech wollt, Här President, fir dass den honorabelen Här Urbany de Schlof net verléiert, him awer rap- peléieren, dass des Koalitioun an hirem Koalitiounsaccord Folgendes geschriwwen huet, an dobäi bleift et fir des ganz Legislaturpe- riode. Des Regierung ka sech na- tierlech nëmme fir des Legislatur- periode engagéieren. Do steet, an dat hunn déi zwee Partner esou of- gemaach: „Les niveaux d'inflation très bas, que l'Europe et le Luxem- bourg connaissent depuis quel- ques années, réconfortent le Gou- vernement dans sa volonté de ne pas modifier la politique en matière d'indexation automatique des sa- laires, traitements, rentes et pen- sions.“ Dat war am August 1999 esou ofgemaach. Dobäi bleift et bis un d'Enn vun deser Koalitioun.

■ M. le Président.- Domadder wier d'Froestonn ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt, d'Dis- kussioun vum Projet de loi 4924 iwwert d'Moderniséierung vum Altersheim vum Heeschdréfer Schlass.

Et si bis elo agedroen: déi Häre Klein, Bettel, Henckes an d'Mada- me Wagener. D'Wuert huet de Rap- porteur vum Projet de loi, déi hon- orabel Madame Ferny Nicklaus- Faber.

#### 4. 4924 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la modernisation, la transformation et l'extension du Château de Heisdorf en centre intégré pour personnes âgées

##### Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Här Presi- dent, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet 4924, deen de Stat autoriséiert d'Modernisatioun, d'Emstrukturéierung an den Aus- bau vum Heeschdréfer Schlass an e Centre intégré pour personnes âgées zu 80% ze finanzéieren, ass e weidere Projet, dee sech an de Kader vum nationale Programm fir eeler Leit integréiert an esou der demographescher Evolutioun vun eiser Gesellschaft Rechnung dréit.

Eng Politik fir den Drëtten Alter, déi sech weise léisst, ass eng Politik, déi sech fir d'Rechter vun eisen ee- lere Bierger asetzt an op hir spe- ziell Problemer a Besoinen ageet. Ee vun deene Problemer ass dee vun Logement.

Wann déi allermeeschte Leit sech wënschen esou laang et geet do- heem ze bleiwen, stellt sech awer fir vill eeler Leit vun engem gewë- se Moment un d'Fro, wou se hire Liewensowend wäerte verbréngen. Net jiddereen huet d'Méiglechkeet

oder och de Wonsch bei der Familj ze liewen. Op där anerer Säit kën- ne si awer och net méi eleng an hi- rem Haus wunne bleiwen, an dëst trotz de villen ënnerstëtzen- de Moosnamen, déi an déi Richtung ginn.

Et ass also wichteg Opfangstruktu- re fir eeler Leit virzugesinn an aus- räichender Zuel, och an héich- wäerteger Qualitéit. De virleiende Projet de loi dréit zum intensiven Ausbau vun deene Moosname bäi, déi de Besoin vun den eelere Leit Rechnung droen. E gesäit eng integral Moderniséierung mat Aus- bau vum aktuellen Heeschdréfer Schlass, deen an e Centre intégré pour personnes âgées emstruk- turéiert soll ginn. Mat deem Projet gi 40 nei infrastrukturell Méiglech- keete geschafen, wéi och e psy- cho-geriatresche Centre fir déi 130 Pensionäre vum Site. Et gétt bei deem Projet vill Wäert op d'Funk- tionalitéit vum Centre intégré ge- luecht. Dese Wëlle spigelt sech ganz gutt an der Décisioun erëm, déi verschidde Gebaier vum Site mateneen ze verbannen, an e ge- meinsame psycho-geriatreschen Zenter ze schafen.

Bei der Rationaliséierung vun den Opfangstrukture soll et awer net bleiwen. D'Patiente sollen och en adequaten individuellen Encadre- ment genéissen, wat den Norme vun haut entsprécht. De Centre in- tégré wäert net nëmme eeler valid Leit ophuelen, mä awer och lücht bis mëttelschwéier Fleegefall. Schwéier Fleegefall kënnen awer och weider am Centre betreit ginn. D'Infrastruktur ass esou konzi- péiert, dass si sech deene ver- schiddene Validitéitsgrade vu Pen- sionären upasst.

Dese Projet leet och Wäert op d'Konzeptioun vun de gemeinsa- me Raimlechkeeten, déi esou age- richtet ginn, fir dass si d'Pensionäre vun der Vue vum Park kënnen profitéiere loosson. Et ass ganz vill mat Glas oder anerem transparente Material geplangt ginn. Fir d'Detai- ler verweisen ech op de Projet de loi.

Wat elo d'Finanzéierung vum Cen- tre intégré ugeet, do dréit de Stat 80% vun de Käschten, déi sech op 12.407.000 Euro bezéien. Onge- féier 8 Milliounen Euro si fir de Vo- let Centre intégré virgesinn, de Rescht ass fir de Centre psycho- geriatrique geduecht. Well dese Projet engem urgenten nationale Besoin un Infrastrukture fir eeler Leit entsprécht, huet de Regie- rungsrot decidéiert op Basis vum Artikel 13 vum ASFT-Gesetz vun 1998 eng 80%eg staatlech Finan- zéierung ze erlaben. Nom initialen Text vun der Regierung dierft déi finan- ziell Verflechtung vum Stat net iwwer 9.926.000 Euro erausgoen, an dat ënner dem Virbehalt vun enger legaler Erhéijung vum Kon- struktionspräis bis zum Ofschloss vun den Aarbechten.

Wat d'Upassung vun de Käschten ugeet, huet sech d'Familljekom- missioun entscheet enger Propos vun der Commission de Contrôle de l'exécution budgétaire, déi mat dem Accord vun der Cour des Comptes an dem Trésorminister élaboréiert ginn ass, nozokommen. De virleiende Gesetzestext gesäit vir, datt d'Käschten dem Indice semestriel des prix à la construction sollen ugepasst ginn, an net méi dem duerchschnëttleche Joresin- dex, wéi dat am initialen Text virge- si war. Des Approche soll zu enger Harmoniséierung vun de Käschte bäidroen, d'Méthodologie un déi sech all d'Ministèren an Zukunft ha- le sollten. Eng harmoniséiert Mé- thodologie wäert och zu engem verbesserte Suivi vun de groussen Investitiounsprojete bäidroen. D'Emsetzung vun deser Méthodo- logie dréit dozou bäi, datt d'Kom- missioun am Kader vum virleiende Projet déi finanziell Participatioun vum Stat nei berechent huet. Des Participatioun bedréit 10.673.000 Euro, wat enger Valeur vu 569,61 vun Indice semestriel des prix de construction op den 1. Oktober 2002 entsprécht.

Ech wëll hei kuerz bemierken, datt am Rapport vun der Commissioun um Niveau vum Text coordonné vum Artikel 2 e kleng Feeler ën- nerlaf ass, eng sougenannten Er- reur matériel. D'Valeur 569,61 vum Index entsprécht der Valeur op den 1. Oktober 2002 an net op den 1. Abrëll 2002, wéi dat am Text coordonné steet. Et schéngt iergendwéi keen dat gemierkt ze hunn.

De Statsrot weist sech mat deser Aart a Weis déi staatlech Participati- on festzehalen averstanen. De Statsrot ass awer net mat där Dis- positioun averstanen, déi virgesäit, datt de Stat d'Zënsen am Kader vun engem Prefinanzement iwwer- huele soll. D'Familljekommissioun war awer der Meenung, wéi dat scho bei anere Projeten de Fall war, datt de Stat senger Verflechtun- gen nozokommen huet.

D'Konventioun, déi téschent dem Stat an dem Maitre d'ouvrage de 25. Juni 2001 ënnerschriwwen gouf, gesäit eng staatlech Prise en charge vun desen Zënsen vir. Des Ver- flichtung ass generell, a gesäit keng zäitlech Limite vir. D'Famillje- kommissioun deelt awer dem Statsrot seng Recommendation, an Zukunft d'Konventiounen esou ze libelléieren, datt all finanziell Verflechtung, där de Maitre d'ouvrage virun der Ofstëmmung vum Ge- setz zougestëmmt huet, ënner deem seng eege Verantwortung fält. D'Konventiounen sollen no engem vernünftegen Délai vum Lé- gislateur gestëmmt ginn. De Stats- rot an d'Familljekommissioun schlo- en vir an Zukunft en Délai ma- ximal an de Konventiounen virzege- sinn, an dëst téschent der Enner- schreift an der Ofstëmmung an der Chamber. Wann desen Délai net agehale gétt, gétt d'Konventioun hifälleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuel vun de Leit, déi iwwer 65 Joer sinn, huet sech an engem Jorhonnert vervéierfacht a wäert an Zukunft weider zohuelen. Des demographesch Evolu- tioun stellt eng grouss Erausfu- erung fir eis Gesellschaft duer. De virleiende Projet de loi dréit dozou bäi, deser Erausfuering stand- zehalen. Esou wäit zum Rapport.

Erlaabt mer awer nach eng zousätzlech Iwwerleeung. D'Scha- fung vu Centres intégrés fir eeler Leit ass a mengen Aen nëmme an Deel vun enger aktiver Politik fir den drëtten Alter. D'Fro vun engem qualifizéierte Personal wäert sech an Zukunft nach méi aktuell stelle wéi bis elo, notament beim Fon- ctionnement vun all deenen neie Fleegehaiser. Hei bleift nach mun- ches ze planifiéieren an och ze iwwerdenken, virun allem och wat d'Motivatioun fir jonk Leit ugeet, sech an dese Fleegeberuffer ze engagéieren.

Am Numm vun der Familljekom- missioun géif ech lech bieden dese Projet eestëmmege unzuehuelen. Ech ginn heimat och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. E gétt awer ersat, well e gesondheetlech verhénnert ass, duerch d'Madame Mady Del- vaux-Stehres.

D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

#### Discussion générale

■ Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP), en remplacement de M. Jean-Pierre Klein.- Här Presi- dent, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir wësst ass de Jempi Klein aus gesondheetlechen Ursaachen haut net an der Chamber, an de Projet vum Heeschdréfer Schlass läit him awer a senger anerer Qua- litéit als Buergermeeschter ganz grouss um Häerz, an dofir soen ech lech elo am Numm vum Här

Klein wat hie gesot hätt wann en hei wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi war laang an der Prozedur. En ass 2002 am Mäerz déposéiert ginn an ass dunn e puer Modificatiounen ënnerworf ginn, déi allerdéngs am finanziellen Intérêt vum Maitre de l'ouvrage, der Gesellschaft MAREDOC, sinn. Dat ass, datt de Plaffong vun der finan- zieller Participatioun vum Stat gehéicht ginn ass engersäits, an anerersäits iwwerhëlt de Stat d'Zënsen integral vum Prefinanzement vum Maitre de l'ouvrage vun Ufank bis zur Fäerdegstellung vun den Aarbechten.

Et gétt Zäit, datt elo mat deenen ambitiësen Aarbechte kann uge- faange ginn, fir datt d'Pensionären esou schnell wéi méiglech kënnen an dat neit Gebai, de Centre intégré, anzéien. Während den Transformationsaarbechte sinn d'Schwësteren aus dem Haus a provisoiresche Pavillonen ënner- bruecht ginn, Pavillonen déi aller- déngs ganz komfortabel agericht sinn, ëmmerhin awer nëmme e Provisorium duerstellen, dee soll während dräi Joer déngen.

Dat neit Gebai hëlt d'Leit vun den Haiser vum ganze Site op, ausser déi vum Tricentenaire, dem Foyer vun den Handicapéierten, deen och an der Enceinte vum Park vun Heeschdréfer ugesiedelt ass. Mir mengen, datt awer dofir soll ge- suergt ginn, datt d'Bewunner vum Tricentenaire och misse kënnen vun deenen neie gemeinsamen Infra- strukture profitéieren.

Fir d'Exécutioun vun deem Projet méiglech ze maachen, huet de Steeseler Gemengerot de Bebau- ungsplang, de Plan d'aménage- ment général emgeännert an deem Sënn dass d'Gréngzon geschnid- de ginn ass. D'Restauratiounsaar- bechten integréiere sech gutt an deen ale Bau, an d'Klouschter, dat zum Patrimoine architectural vun der Steeseler Gemeng gehéiert, ee Patrimoine deen eng räichhalteg historesch Vergaangenheet huet, seet den Här Klein. Duerfir ass dee ganze Projet ausgeschafft ginn ën- nert der Kontroll vum Service des sites et monuments nationaux, deen och säin Aval ginn huet.

Der Energieaspierung ass bei der Planung och weitgehendst Rech- nung gedroe ginn duerch eng Iso- lationsfassade, duerch duebel Fënsterverglasung, duerch d'Isola- tioun vum Daach, duerch Solarkol- lekteren an duerch Ventilatioun mat Hëtzeremgewannung. Dat ass e komplizéiert Wuert. D'Steeseler Gemeng huet et och méiglech ge- maach, fir dass de ganze Centre kann un d'Erdgasnetz ugeschloss ginn. Dat ass e grouse Virdeel fir d'CO<sub>2</sub>-Emissioun vun deene ville Gebaier ze reduzéieren. Dat Ganzt ass an engem wonnerbare Park geleeën, deen eng Fläch vu ronn 12 Hektar huet an an deem d'Pen- sionäre Rou an enger schéiner Ëmwelt genéisse kënnen.

#### (Brouhaha général)

Mir hoffen, dass den Ufank vun den Aarbechten net retardéiert gétt duerch de Kommodo, well des Pro- zedur ass an der Steeseler Ge- meng gelaf, an zwar uni Reklama- tiounen. De Schäfferot huet dozou en Avis favorable gemaach an ech, den Här Klein, maachen den Appel un den Ëmweltminister fir der Kom- modo-Autorisatioun eng Dréng- lechkeet anzeraumen, fir datt de Chantier kann ugoen, well de Buer- germeeschter huet scho laang seng Autorisatioun dozou ginn.

#### (Interruptions diverses)

Wat d'Aarbechten eischer uginn, wat se eischer fäerdeg sinn an d'Leit eischer vun dese modernen Infrastrukture profitéiere kënnen. An deem Sënn wëll ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ Une voix.- Très bien, Här Klein.

#### (Hilarité)

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virops wëll ech der Rappor- trice, der Madame Ferny Nicklaus, merci soe fir hiren excellente Rap- port.

#### (Interruption)

Et ass kee Geschmalz, Här Di Bar- tolomeo. Et ass éierlech gemengt.

#### (Hilarité)

Am nationale Programm fir déi ee- lere Leit läit den Haaptaccent op der Entwécklung vun alle Moosna- men, déi et den eelere Leit erlaben doheem an hirem gewinnete Kader ze bleiwen. Dispositiounen, wéi d'Aide à domicile, de Repas sur roues, den Téléalarme an d'Dages- foyere si gutt Moosnamen a mir begréissen hiren Ausbau aus- drécklech. Allerdéngs muss mer feststellen, datt de Maintien à do- micile seng Grenzen huet.

Et ass ganz oft net méiglech all déi Hëllef an Soenen enger eelerer Person doheem ze ginn. Aner Leit zéien et vir, och wa se nach méi oder weiniger valide sinn, an e Centre intégré wunnen ze goen, well se fäerten dass se eleng do- heem sozial isoléiert sinn. Et ass jo ëmmer manner de Fall, dass eeler Leit bei hire Famillje wunne kënnen an do och versuergt ginn. Och wann dat ze bedauern ass, ass dat eng Tatsaach wéi och d'Gefor vun der sozialer Isoléierung eng Tatsaach ass. D'Konzept vum Cen- tre intégré erméiglecht et dëst ze verhënnere, well et eng Struktur ass, déi déi sozial Kontakter erméiglecht a fördert, mä gläichzäi- teg och den eeleren Awunner déi néideg Privatsphär an Autonomie garantéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Moderniséierung an den Ausbau vum Heeschdréfer Schlass an e Centre intégré pour person- nes âgées an d'Schafe vun engem Centre psycho-geriatrique op deem Site reie sech an d'Efforten an, déi am Koalitiounsprogramm vun 1999 préconiséiert goufen an déi an deene leschte Jore ge- maach gi si fir eisen eelere Mat- bierger de Liewensowend esou schéi wéi méiglech ze gestalten.

Aus dem Rapport annuel vum Fa- milljeministère liesen ech eraus, datt am Joer 2002 net manner wéi 22 Projekte suivéiert gi sinn, déi nei Konstruktiounen, Transformatiou- nen oder Mises en conformité vu Centres intégrés, Pflegeheemer, Centres psycho-geriatriques a Clubs Senior waren. Iwwer 34 Mil- liounen Euro sinn eleng 2002 investéiert ginn.

D'Unzuel vu Pflegebetter wäert à terme vun eppes ëm déi 4.530 am Abrëll 2002 op praktesch 5.700 wuessen, wann all déi Projeten, déi en cours sinn an déi mer hei nach diskutéiere wäerten, realiséiert sinn. Vill vun deenen Aarbechte wäerten dëst Joer nach ofge- schloss ginn. Demographesch Ent- wécklung bedeit, datt de Besoin fir esou Infrastrukture wäert bestoe bleiwen. Doran ze investéieren ass also eng Investitioun an d'Zukunft. An deem Sënn bréngen ech d'Zou- stëmmung vu menger Partei fir dese Gesetzesprojekt.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, ganz kuerz nëmme fir der Madame Rappor- trice merci ze soe fir hire méndle- chen a schrëftleche Bericht. E puer Bemierkungen zum Projet selwer.

Dat eent ass, dass ech bedauern muss, datt mer d'Autorisatioun vum Kommodo an Inkommodo net vir-



läit, wat meeschtens mat sech zitt, datt herno de Risiko besteet, wa verschidden nei Konditiounen an där Autorisatioun leien, datt dann den Devis an d'Luucht geet a mer deen Ablack nees eng méi héich Dépense virleien hunn. Et wier besser, wann an der Zukunft ëmmer vun der Regierung dofir géng gesuert ginn, datt all d'Autorisatiounen virleie géingen, ier datt d'Projete an d'Chamber kommen.

Den zweete Punkt, deen ech d'Madame Ministerin froe wollt, dat ass, étant donné datt hei ronn 80% vun den Dépenses duerch e Subsid finanzéiert ginn, ob do virgesinn ass, esou wéi et misst sinn, datt och déi Aarbechten öffentlech ausgeschriwwen ginn, well sech de Stat jo méi wéi 50% un den Dépenses bäi deem Bau hei bedeelegt.

Dat gesot, mengen ech, ass et wichteg, datt mer ëmmer weider Better an esou Infrastrukture schaffen, an duerfir bréngen ech och den Accord vun der ADR-Fraktioun zum Projet.

**M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wäert net weider spezifesch op dese Projet agoen, dee mir als grénge Grupp natierlech kënne mat ënnerstëtzen.

Ech wollt just e puer allgemeng Wierder soen zur Thematik vun de Konventiounen, ech hat dat och d'lescht Kéier scho kuerz ugeschneidden, dass déi an deenen allermeeschte Fäll eigentlech deene Projets de loi, déi mir virgeluecht kréien, net bäileien. Dobäi wär et awer menger Meenung no ganz interessant emol méi genau ze wëssen, wat dann an deene Konventionstexter steet, a vläicht och schonn op engem Niveau kënne mat ze diskutieren oder zumindest kënne eranzekucken, wa vläicht nach net alles décidéiert ass.

Ech denken zum Beispill un d'Thematik vun der ekologescher Bauweis, un d'Energiefro, déi ech hei schonn öfters opgeworf hunn, mä awer och un d'Konzept vun der Gérance oder un d'Angebot, wat an deene jeeweilige Centres soll gemaach ginn un d'Leit. Dat sinn alles Punkten, wou mir am Fong just nach après coup, wann iwwerhaupt, driwwer informéiert ginn, well mir jo just hei nach e Budget débloquent. Ech denken, datt et awer wichteg wier, och fir d'Chamber, wann een och net ëmmer an all Detail ka goen, fir sech do besser ze informieren.

En anere Volet, dee schonn ugeschneide ginn ass, datt ass dee vun der Zäit, dass déi Konventiounen oft schonn zënter Méint oder zënter Joren ënnerschriwwen sinn, wann dee Projet de loi hei an d'Chamber kënnt.

Doriwwer eraus kann ee sech awer och d'Fro stellen, wéi sech déi eenzel Projete, vun deene mer jo an der lescht eng ganz Rei elo erëm gestëmmt hunn, sech an en nationaal Konzept vun engem Angebot vun Altersheimer a Pfléegestrukturen areien. Ech denken, dass och déi privat Centren, déi jo vum Stat ganz staark finanziell ënnerstëtzt ginn, en Deel vun deem globale Konzept sinn. Och do wär et interessant eben ze wëssen, ob do einfach Pilotage à vue gemaach gëtt oder ob et duerch ëmmer e ganz präzise Sënn ergëtt, wann ee Centre an engem gewässer Gégend e gewëssten Angebot huet oder wéi dat ofleef.

Et schéngt mer och esou ze sinn, dass et ganz ënnerschiddlech Bedürfnisser gëtt a puncto Altersstrukturen. Ech weess net, ob mir hei zu Lëtzebuerg schonn esou wäit si wéi an anere Länner, wou vläicht méi diversifizéiert nach gëtt an deem Beräich. Mir hu wahrscheinlech materiell ganz vill unzebidden an eisen Altersheimer.

D'Fro stellt sech awer, ob dat ëmmer déi allerbeschte Léisung ass.

Ech hu mer soe geloost, datt zum Beispill an Holland duerch esou erëm eng Kéier Angeboter gemaach gi vun Altersheimer, déi ganz sober sinn, wou ee just e Minimum vun Dénsgschleeschtungen an Angeboter gemaach kritt als eelere Mensch, well et eigentlech dréms geet, dass ee weiderhin déi Strukturen an déi Servicer an Usproch hält wéi een dat virdrun och scho gemaach huet.

Dat heescht, datt een am Fong en Deel vun der Gemeinschaft bleift an där een ëmmer dra war an datt een net als eelere Mensch op eemol op engem Ofstellgleis ass, wou een duerch vläicht da materiell versuert ass, mä wou ee kee Kontakt méi mat deenen normale Servicer huet vun der Gemeng oder vum Stat. Dat sinn also Froen, déi ee sech och zu Lëtzebuerg, mengen ech, sollt stellen, ob een net zumindest misst méi e gefächert Angebot an deem Beräich offréieren.

En anere Punkt ass dee vun der Gréisst. Dat hat ech och schonn hei opgeworf an ech krut vun der Ministesch geäntwert, dass dat oft eng Fro vun der Rentabilitéit wär, datt mer zu Lëtzebuerg relativ gross Strukturen hunn. Trotzdem wéilt ech déi Fro awer nach eng Kéier opwerfen, well och do hunn ech d'Gefill, datt ee vläicht misst ufänken e bëssen aner Weeër ze goen.

Am Ausland ginn do vill méi Experimenten nach gemaach, wéi dat vläicht hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Ech denken do zum Beispill un Alterswunngemeinschaften. Och do kéint een als Stat oder Gemengen, andeems ee Privatträger subventionéiert, vläicht méi aktiv ginn. Och dat kéinten interessant Projete sinn, wou d'Leit an hirer Gemeng, an hirer Stad weiderhi kéinten an enger vertrauter Umwelt wunne bleiwen, quitta datt dat natierlech vläicht méi deier gëtt, wéi wa mer gross Strukturen hu mat 40 Zëmmeren oder méi.

En aneren Aspekt. Ech stelle fest, dass mer an der Lescht haapt-sächlich Projete déposéiert kritt hunn, déi éischer an ländleche Raum situéiert sinn. Do ass d'Fro, ob een domat déi eeler Leit esou glécklech mécht. Virdrun ass gesot ginn, et wär ganz schéi fir am Gréngen ze sinn an enger idyllischer Landschaft, mä op där anerer Säit stellt d'Fro sech awer, ob een déi eeler Leit glécklech mécht, andeems een hinnen Offere mécht, déi oft ganz wäit vun den Zentren ewech sinn a wou et zumindest méi schwierig ass fir um Alldag vun deenen anere Leit deelzehuelen.

Voilà, Här President, dat war eng Rei vu méi allgemenge Feststellungen, wou ech denken, dass ee vläicht sech nach méi am Detail kéint driwwer ënnerhalen. Wéi gesot, deen heite Projet kënne mir natierlech mat stëmmen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Freed fir hei an d'Chamber ze kommen, wann ee mat esou Projete kënnt, wou dat ëmmer esou an der Unanimiteit erofgeet. Et ass net bei de Projeten alleguer esou, mä generell fir den drëten an de véierten Alter ass d'Chamber ëmmer ganz generéis.

Ech géif der Madame Ferny Nicklaus villmools merci soe fir hire Rapport, selbstverständlech alle Riednerinnen a Riedner. Och géing ech mir wënschen, datt den Här Klein erëm geschwënn an der Fassung ass, a vläicht kënnt e jo och fir Rekonvaleszenz bei d'Schwëstere an d'Haus goen. Do géif he bestëmmt gutt versuert ginn. Et war him effektiv eng gross Suerg,

datt dat esou séier wéi méiglech géing ugoen, an ech schlësse mech selbstverständlech deene Wënsch un, datt méiglechst séier déi aner Genehmigungen do sinn, datt dat och ka gebaut ginn.

Et geet besonnesch bei enger Partie vun deene Projete, déi mer déi lescht Zäit hei haten, em Modernisatioun an em Extensioen, mä virun allem emol em d'Modernisatioun, well mer eng ganz Partie vun Haiser hunn, déi al sinn, déi ganz dacks Zëmmeren hu mat zwee Better, wou nach keng Dusch dran ass, wou keng Toilette dran ass, a wou mer awer mengen datt et wichteg a richtig wier, datt déi eeler Leit och vun deem Confort kënnte profitieren, dee mer haut generell iwwerall an den Haiser hunn.

Ganz dacks kascht eis den Émbau an den Ausbau méi deier, wéi wa mer nei géinge bauen, an dat wäert Der an där nächster Zäit erlieden, wann aner Projete bis sproochräif si fir hei an d'Chamber ze kommen, datt et meeschtens méi avantagéis ass, wann ee ganz nei ka bauen.

Ech géing just wëlle soen, datt et net ëmmer esou evident ass an och net ëmmer un deene Leit läit, ob dat Gemenge sinn oder Privat-träger, déi een Haus bauen, well vun der Konventioun u bis zu deem Moment wou et e Gesetz gëtt dauert et eng Zäitchen, an déi Leit kënne jo eréischt nodeems se d'Konventioun hunn ufänke Plangen auszeschaffen. Oft gëtt et dann och nach op deem Terrain Schwierigkeiten, aner Contrainté sinn do, an dat féiert dann erëm derzou, datt et nach eng weider Zäit dauert, Zäit déi net am Viraus anzecalculéiere war. Dofir mengen ech, datt et net sénnvoll ass fir sech fest Datume virzehuelen, wou ee sech meeschtens net kann drun halen.

Ech sinn och frou, datt mer an deem heite Projet der Madame Wagener kënne Satisfactioun ginn, well et ass am Rapport festgehalten, datt och dem ekologesche Standpunkt Rechnung gedroe gëtt, besonnesch gouf gekuckt datt dat energiesméisseg esou gerecht an esou korrekt sollt si wéi nëmme méiglech. Op engem Site, deen esou gross ass wéi dat hei, ass dat selbstverständlech och méi lüch ze maachen, wéi wann dat nëmme en eenzelt Haus wier.

Zu Recht ass hei drop higewise ginn, datt mer an deene leschte Joren enorm vill Sue geplangt a verplangt hunn. Wat all déi Infrastrukture fir den drëten Alter ubelaangt, sinn nach ongeféier 1.300 Zëmmeren an der Planung. Wann een déi zu 8,5 Milliounen där aler Frange rechnet, da kënnt Dir lech ausrechnen, wat eleng un Infrastrukture fir den drëten Alter zur Verfügung gestallt gëtt. Mir maachen do keen Énnerscheid, ob dat Gemenge sinn oder ob dat Privat-träger sinn, déi déi Aufgab op sech huelen. Wa se sech un d'Konditiounen halen, dann ass et kloer datt se vun deene selwechten Hëllef kënne profitieren, mat der Ausnahm wann et sech géing em kommerziell Organisatiounen handelen, wou mer dat net maachen.

Mir hoffen also och, datt mat deem heite Projet enger ganzer Partie vu Modernisatiounen ka Rechnung gedroe ginn. Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint nach méi dacks Geleeenheet hu fir weider Projete hei ze presentéieren, an do mengen ech wierklech datt et eng Kéier sénnvoll wier, fir ze verhënnen datt bei all neie Projet ëmmer erëm déiselwecht Froe gestallt an déiselwecht Antworte gi ginn, et gutt wier méi generell, an der Familljekommissioun oder op deser Plaz, Opschluss driwwer ze ginn, wat mer alles an deene leschte Jore gemaach hunn.

Mir gesinn, datt et ëmmer méi Demandé gëtt, net unbedingt well d'Leit net doheem wëlle bleiwen, oder net doheem gehale ginn, mä well d'Leit ëmmer méi schwéier fleegebedürftig ginn, well se ëmmer méi al ginn, an et dann och fir d'Familljen an d'Kanner, déi nach ëmmer d'Kanner bleiwen awer längstens keng Kanner méi sinn, déi dann dacks selwer 70 Joer al sinn a méi, an dofir net méi kënne selwer hir eeler Leit versuergen.

Ech sinn och frou datt mer an der Familljekommissioun en Datum fixéiert hu wou mer wäerten iwwert den Accueil gérontologique schwätzen, en anert wichtegt Element, a vläicht ass dat och de Kader dee sech bitt, fir méi generell iwwert déi verschidde Moossnamen, déi mer an deem Kader gemaach hunn, ze diskutieren an ze gesinn, wat fir eng Hëllef - de Gesondheitsminister a Minister vun der Sécurité sociale ass hei - iwwert d'Fleegerversicherung bezuelt ginn, wat iwwert de Pensionspräis bezuelt gëtt, alles dat wat an deem Beräich gemaach gëtt. Ech denken datt Der iwwerrascht wäert sinn, wat dat fir Zommen ausmécht, mat deene mer probéieren deene berechtigten Erwaardungen vun eiser Bevölkerung nozekommen.

E wichtige Grupp an eiser Gesellschaft, wou mer och gesinn, datt en ëmmer méi grouss gëtt, dat sinn déi Leit déi dement sinn a wou mer muss kucken, datt mer an Zukunft dofir suergen, datt och Institutiounen do si wou si kënne dra kommen, well déi Leit awer zu engem Deel aner Besoinen hunn a wou mat anere Konzepter haut geschafft gëtt wéi dat fréier de Fall wor. Och fir déi Pensionären, déi nach soss an deenen Haiser sinn, ass et net ëmmer lüch fir 365 Deeg am Joer mat schwéier demente Leit zesummen ze sinn. Dofir muss ee kucken, datt een och fir déi Leit déi Infrastrukture mat deene Konzepter kritt, déi se brauchen.

Ech soen, Här President, der Chamber merci fir d'Unanimiteit vum Vote vun deemem Projet.

**M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4924 a stëmmen doriwver of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4924.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 58 Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Nico Loes), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Théo Stendebach), John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Jos Scheuer), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Del-*

*vaux-Stehres), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener.*

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Et ass esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4925 iwwert de Bau vun engem Zentrum fir eeler handicapéiert Leit zu Fréiseng.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madame Nagel, den Här Gibéryen an d'Madame Wagener. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf.

**5. 4925 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes handicapées âgées à Frisange**

**Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse**

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4925 iwwert d'Konstruktioun vun engem Centre fir handicapéiert Persounen zu Fréiseng huet, wat d'Procédure législative ugeet, mengen ech, gutt fonctionnéiert. Dese Projet gouf de 14. März 2002 déposéiert, an de Rapport gouf schonn adoptéiert den 1. Abréll, an haut hu mer de Vote an der Chamber. Dobäi waren zwee Avisé vum Statsrot, een eng Kéier de 26. November 2002, an deen zweeten Avis complémentaire de 25. März 2003, wat also weist, dass mer hei wierklech schnell geschafft hunn, an déi negativ Téin, déi ee beim Projet vu virdrun héieren huet, kann een hei net onbedéngt gëlle loossen.

Datselwecht zielt och fir d'Konventioun. Déi Konventioun gouf ënnerschriwwen den 11. Abréll 2000, an den Avenant, deen am Fong geholl de Projet als solche richtig finaliséiert huet, gouf de 25. Juni 2001 gemaach, esou dass mer 22 Méint gebraucht hu bis mer e Vote kritt hunn, wat, géif ech mengen, eng schnell Prozedur wär.

Et geet jo drëm fir dat Heem fir eeler Handicapéierten, dat vun der Fondatioun Kräizbiere als Maître d'oeuvre gebaut gëtt um Schoumansbongert zu Fréiseng, ze finaliséieren. Mir baséieren eis hei wéi bei ville Projete op den Artikel 80 vun der Loi modifiée vum 8. Juni 1999. Wa mer e Projet hunn dee méi wéi 7,5 Milliounen Euro kascht, muss e Gesetz gemaach ginn. Dat maache mer dann haut an hei. Mir beweegen eis hei am Kader vum Programme national fir Personnes âgées, wou jo op där enger Säit de Maintien à domicile héich gehale gëtt, op där anerer Säit gëtt och versicht duerch Renovatioun, Modernisatioun, an Neibau vun Infrastrukturen der Problematik an deem Beräich gerecht ze ginn.

Dese Projet huet eppes Neies, wat mir bis elo nach net haten, an zwar den Aspect handicap. Et ass den éischte Centre intégré vu Personnes handicapées vieillissantes, an et ass gewosst dass ee grouse Bedarf vun Opfaangstrukture fir Handicapéierter do ass, an et ass och gewosst dass eis Gesellschaft ëmmer méi e groust Bewusstsein par rapport zum Handicap kritt. Dëst Joer hu mer d'Joer vum Han-



dicap. Et ass e weidert Element dat dozou féiert, dass ëmmer méi versicht gëtt, déi Handicapéiert besser ze integréieren.

Et ass och gewosst dass, do d'uerch dass d'Liewenskontitiounen an d'Liewenserwaardung an d'Luucht ginn, déi handicapéiert Leit, och déi polyhandicapéiert, méi al ginn. A gewosst ass och dass dee psycheschen Handicap, besonnesch no 40 Joer d'Leit ganz oft méi ofhängeg ginn, an do muss da gehandelt ginn. Dofir geet et och drëm dës Strukturen esou ze konzipéieren, dass d'Capacitéite vun deem Eenzelne stimuléiert ginn an dass dee sozio-educativen Encadrement adaptéiert ass.

Et ass gewosst, dass dës Leit ganz oft keng Familljenugehéiereng méi hunn, oder och oft Leit ëm sech hunn déi eeler sinn an déi net onbedéngt méi kennen an der Fleg hëllef. Dofir muss och do esou gehandelt ginn, dass dës Leit sech kennen eleng beweegen, an et ass och gewosst dass déi psychesch Handicapéiert ganz oft net méi wëllen an hirer Famill bleiwen an hei dann en Heem fannen, en Heem fir hiert Liewen. Ganz oft och kennen dës Leit net méi hire professionellen Aktivitéiten nooen, esou dass dës Leit da musse wierklech als definitiv Struktur dës Gebailechkeeten ugesinn.

Si sinn also esou konzipéiert ginn, dass e puer Aspekter do beienee kommen. Een Aspekt ass deen dass, wéi ech et och scho gesot hunn, ganz oft fir dës Leit d'Dépendance an d'Luucht geet. Da misse se Intensivfleg kréien, Intensivfleg déi hei méiglech gëtt, an et brauch keen Transfert gemaach ze ginn an eng Klinik. Dat ass eppes Flottes, mä op där anerer Säit werft et Froen op, well wa mer dat soen, da bewege mer eis hei an enger Structure extra-hospitalière, an da bewege mer eis an enger Logik déi net esou einfach ass, well op där enger Säit hu mer de Familljeminister, deen do d'Kompetenz huet, a wann et ëm d'Santé geet de Gesondheitsminister, wann et extra-hospitalière ass. Dofir stellen ech mer och hei d'Fro, wéi dann dese Service oder dës Unitéit soll fonctionnéieren, wéi hei de Finanzement garantéiert ass. Et huet een Avantage, dass, wéi gesot, déi Leit hei à charge kënne geholl ginn. Et huet den Avantage, dass d'Leit zum Beispill kënnen opgeholl ginn, déi eng Ootmunginsuffizienz hunn. Si brauche keng Hospitalisatioun méi déi wierklech akut ass a kënnen hei da behandelt ginn. An och dat Element, dass d'Leit vum Centre Hospitalier neuro-psychiatrique vun Ettelbréck hei kennen am Kader vun der Dezentralisatioun ënnerkommen, Leit déi eng duebel Pathologie hunn, ass e weidert Element a weist weider wéi komplex dës Gebailechkeeten a wéi gutt déi musse gebaut sinn, fir alle Gegebenheete gerecht ze ginn. Ech géif mengen, dat wär réusséiert, esou dass déi 56 Pensionären, déi a siwe Gruppen opgedeelt si vun aacht Leit, sech hei wuelfille wäerten.

Mir hu véier Gruppe vu Leit, déi e psycheschen Handicap hunn. Mir hunn zwou Gruppe vu Leit, déi duebel Pathologie hunn, déi also am Kader vun der Dezentralisatioun vum CHNAP dohinner kommen, an ee Grupp vu Leit, déi Ootmungsproblemer hunn.

D'Konzeptioun vum Centre ass esou, dass déi sozial Integratioun garantéiert gëtt an dass déi Pavillonen esou aménagéiert sinn, dass d'Vie communautaire optimal gëtt. Et ass dru geduecht ginn, wat och e flott Element ass, dass och eng aktiv Participatioun vun dem Sozialliewe vun der Gemeng Fréiseng ka stattfannen. Doduerch sinn d'Raimlechkeeten, de Wantergaart an och déi polyvalent Säll esou konzipéiert ginn, datt och d'Populatioun kann dohinner kommen. Am Regierungsprojekt steet, dass et muss esou gemaach ginn, dass dee Centre interessant gëtt fir d'Bevölkerung dohinner ze kom-

men, fir eng Integratioun ze garantéieren. Dat ass e wichteg Element. Grad esou wichtig ass awer och dass d'Qualitéit vum Logement esou ass, dass éischtens d'Autonomie vun deem Eenzelne stabiliséiert gëtt, an dass all Raimlechkeeten accessibel sinn, an dass d'Begëinung téschent deenen eenzele Leit, déi do wunnen, téschent hire Familljen an hire Frënn, optimiséiert gëtt.

Sécherlech muss och dru geduecht ginn, an dat ass och gemaach ginn, dass individuell Kummere do sinn, Zëmmere fir d'Leit, fir dass se eng Privatsphär behalen an deem grouse Komplex. Weider Detailler kann een am Regierungstext noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konventioun ass den 11. Abrëll 2000 signéiert ginn, nodeems de Regierungrot den 31. März datselwecht Joer eng Autorisatioun ginn hat fir 80% Participatioun, an d'ASFT-Gesetz ass hei materugezu ginn, well e Besoin do ass am regionalen an am nationalen Kontext. Den Avenant ass de 25. Juni 2001 ënnerschriwwen ginn, an do ass et esou dass de Stat 100%eg participéiert, an e mécht och nach eng weider 80%eg Participatioun am Kader vum Compactage vum Terrain.

Am Projet vun der Regierung stongen 10.568.188 Euro, beim Bauindex vu 552,23. Dese Bauindex ass eng Joresmoyenne vum Joer 2001. Dat war am Regierungstext. D'Kommissioun ass och des Kéier, wéi elo schon e puermol, der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire hiren Iddi gefollegt, déi och den Accord huet vun der Cour des Comptes, an och vum Budgetminister, fir keng Referenz méi ze maachen op e Moyenneindex, mä éischer de leschte Wäert ze huele vum semestrielle Bauindex. Dat erlaabt effektiv eng Harmoniséierung an deem Secteur. Doduerch gëtt et eng besser Kontroll an e bessere Suivi vun deene grouse Projekte wat den Invest ugeet.

Dofir stinn dann an deem Projet 10.900.794,17 mat enger Valeur vum Index vu 569,61. Dat ass déi vum Oktober d'lescht Joer, an net déi vum Abrëll, well de Projet eben haut eréischt fäerdeg ginn ass am Abrëll d'est Joer.

D'Regierung hat och, wat normal ass, sech engagéiert d'Débiteurszënsen am Pefinanzement à charge ze huelen. Do huet de Statsrot gemengt, an Zukunft sollt gekuckt ginn, dass e rasonnabelen Délai kënnt téschent deem Datum wou d'Konventioun ënnerschriwwen gëtt vum Stat a vum Maître d'ouvrage, an ier et dann hei an d'Chamber kënnt, fir dann d'Approbatoun ze kréien. An deem Fall waren dat jo gutt 22 Méint. Dat ass e ganz guden Zäitraum. Dat soll och an Zukunft esou sinn. Dat ass och d'Meenung vun der Kommissioun, déi d'Recommandatioun vum Statsrot unhëlt, esou dass zu deenen dräi Artikele vum Projet folgendes ze soen ass, par rapport zu deem wat de Statsrot festgehalten huet.

Wat den Intitulé ubelaangt hu mer eis un de Statsrot gehalen.

Am Artikel 1 hu mer eis och un de Statsrot gehalen, wat d'Definitioun vum Invest ugeet, an d'Modalitéite wéi de Stat finanziell intervenéiert.

Am Artikel 2 hu mer eis, wéi ech lech gesot hunn, un d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gehalen. Dofir also de semestrielle Bauindex. Do steet awer och dran, dass de Pefinanzement garantéiert ass.

Am Artikel 3 ass nach dobäi komm, dass de Statsrot gemengt huet, wat och richtig ass, et soll een e Fonds budgétaire nominatif opféiere wou d'Suen hierkommen. Dat ass an deem Fall de Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales.

Et ass also evident, dese Projet huet den Accord unanime fonnt an der Kommissioun, an ech sinn iw-

werzeegt, e fënnt en och an der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och den Accord vu menger Partei bréngen zu deem Projet, an ech géif lech merci soe fir Är Opmierksamkeit.

**M. le Président.** - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt Fuert bekennen domat, dass ech ukënnegen, dass eis Fraktioun deen heite Projet selbstverstandlech wäert stëmmen, well et e gudder Projet ass, deen noutwendeg ass, an deen en originelle Projet ass, doduerch dass et deen éischte Projet fir de Bau vun engem Heem fir kierperbehënnert eeler Leit soll sinn. D'Prioritéit läit bei de Leit déi eng kierperlech Behënnertung hunn, mä wéi de Rapporteur, deem ech merci soe fir sän excellenten Rapport, ënnerstrach huet, huet de Projet eng Rei vun anere Vokatiounen, ënner anem am Beräich Dezentraliséierung vum Centre neuropsychiatrique, wou zwee Pavillone reservéiert sinn am Beräich vun deenen eelere Leit déi Problemer hu mat der Ootmung.

De Bauhär ass d'Fondatioun Kräizbiere, déi mat deem Projet séichert, dass hire Konzept, en integrative Projet ass, deen eng Prise en charge continuée garantéiert. Si hunn eng global Approche an der Prise en charge vun deene behënnerte Leit, an dat ass och ganz gutt esou.

De Projet entsteet aus enger Noutwendegkeet um Terrain. Déi verschidde Structure vun der Fondatioun si mat der Problematik konfrontéiert, dass wa Strukturen eng Vociatioun hunn, wéi zum Beispill d'Foyere fir jonk Leit am Brill, an déi Populatioun wüsst aus deem jugendlechen Alter eraus, da muss ee sécher stellen, dass déi Populatioun och adaptéiert an Empfang geholl gëtt. Deen heite Projet wäert also fir déi eeler Leit déi adaptéiert Structure schafen a bestoend Foyeren a Strukturen entlaaschten.

De Projet gëtt, wéi gesot, zu 80 respektiv 100%, jee nodeem wat fir eng Strukturen et sinn, vum Stat mat finanzéiert. 80% bei deene Strukturen, déi sech ëm déi handicapéiert eeler Leit bekëmmern, an 100% bei deem Beräich Dezentraliséierung vum CHNP. D'Bauweis ass eng pavillonnaire, wat eng gewëssen Intimitéit garantéiert. Et ass gesot gi 56 Leit kënne maximal opgeholl ginn.

Wat elo de Projet an d'Realitéit um Terrain uginnt, esou sinn dat zwou Saachen. Mir stëmmen haut de Projet an d'Gebailechkeeten si scho ganz schéin aus dem Buedem geschoss, esou dass et ganz gutt ass dass de Statsrot preziséiert huet, dass déi Zënsen, déi ufalen, net eréischt ufale wann...

#### (Interruption)

Neen, dass déi Zënsen net eréischt ufale wann de Projet gestëmmt ass, mä vun deem Zäitpunkt u wou...

#### (Interruption)

Voilà, très bien, mä et ass jiddefalls sécher gestallt, dass d'Zënsen mat iwwerholl gi vun deem Zäitpunkt u wou de Stat an d'Fondatioun sech eens gi sinn iwwert de Bau vun deser Infrastruktur.

Wann also alles riicht leeft, da wäert dese Projet kënnen Enn des Joers an enger éischer Etapp e Pavillon opmaachen an dann am Rhythmus vu sechs Méint déi aner Pavillonen a Betrib huelen. Et ass

eng Infrastruktur, déi selbstverstandlech eng Betreiung 24 Stonnen op 24 garantéiert, wat dann och zu enger Rei vun Ulaufsproblemer féiere wäert. D'Madame Minister weess, wann eng nei Struktur hir Aarbecht opëhëlt, dass déi Struktur hir Aarbecht nëmmen dann zerfriddstellend exécutéiere kann, wa se dat noutwendeg Personal zur Verfügung huet.

Pro Pavillon, jiddefalls bei deem éischtens, ginn néng Leit Personal gebraucht fir de Betrib sécheren ze kënnen. Duerfir mien Appel un d'Madame Familljeminister, dass mer bei der Abtribnam vun där doter Institutioun net drun hänke bleiwen, dass d'Personaldotatioun net schnell genuch nokëmt. Et ass e relativ héije personellen Opwand, mä mir sinn eis jo allegueren eens hei op der Tribün, dass et eng eminent Noutwendegkeet ass, an da soll och de Betrib kënnen esou lafe wéi d'Infrastrukturen et erlaben, an net doduerch retardéiert ginn dass d'Strukture fäerdeg sinn an d'Personal net an deem Mooss géif nokomme wéi mer et brauchen.

Wéi gesot, et ass eng excellent Initiative, wou een d'Fondatioun Kräizbiere kann a muss dofir félicitéieren. Dat wat een allerdéngs muss ervirsträchen, dat ass dass de Käschtepunkt vun deem Ganzen nach relativ rasonnabel bleift an dass een och soll oppassen, dass engem herno bei där Liewensqualität, déi noutwendeg ass bei Leit, déi awer 24 Stonnen op 24 an deenen doten Infrastrukturen sinn, net op eemol d'Finanzen ausginnt. Do soll een en A drop behalen. Ech kann elo net soen, ob et bis op dee leschten Dibbelchen duer geet, mä da kann ee gegebenenfalls iwwert de premier équipement nach en zousätzlechen Effort maachen.

Dat gesot, wäert d'LSAP all Kéiers dann d'Regierung ënnerstëtzen, wa se am Beräich vun der Prise en charge vun deene eelere Leit weider Efforte mécht. E ganze Koup vun deene Projeten, déi elo sprochräif gi sinn, sinn der, déi d'Handschrëft nach vun der viregter Regierung gedroen hunn. Wann ech mech gutt erënneren, da sinn déi éischt Schrëtt an déi heite Richtung och nach an der leschter Period gemaach ginn an ech kann des Regierung nëmmen encouragéieren, op deem Gebitt grad esou vill Initiativen ze huele wéi déi Regierung virdrun der geholl huet.

Merci.

**M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Maggy Nagel agedroen. D'Madame Nagel huet d'Wuert.

**Mme Maggy Nagel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Projet, grad ewéi deen iwwert dee mer virdrun ofgestëmmt hunn, reit sech éischtens an d'Politik vun der Ennerstëtzung vun onsen eelere Matbierger an an zweetens beweegt dese Projet sech am Kontext vun der Behënnertepolitik. Eise behënnerte Matbierger musse mir d'Recht op Betreiungsinfrastrukture kënnen garantéieren, déi hirem Handicap esou gutt wéi méiglech ugepasst sinn.

De Centre intégré pour personnes handicapées âgées zu Fréiseng ass e wichtige Pilotprojekt, well en den éischten ass, dee spezifesch op d'Besoin vu Matbierger ageet, déi bis elo an Altersheemer gelieft hunn, am Spidol, a Betreiungsinfrastrukture fir Behënnerteder oder doheem an hire Familljen, ouni dass eng Méiglechkeet fir si bestanen huet d'Betreiung an där Form an an där Ausdauer ze kréie wéi si se néideg hunn.

Den CIPA zu Fréiseng versteet sech éischtens als en Altersheim fir Behënnerteder iwwer 40 Joer. Si hunn oft keng Famillje méi oder awer Familljen a fortgeschrittenem Alter, sinn et dach meeschtens hir Eltere mat deene si bis elo zesumme gelieft hunn. Dese Projet gëtt dem Behënnerten éischtens d'Méig-

lechkeet fir sech un d'autonoom Liewen unzepassen, an engem Kader wou hien ënner Leit ass, déi ähnlech Problemer hu wéi hien. De Projet ass awer och do fir déi eeler Elteren ze entlaaschten. Ech mengen et läit op der Hand, datt souwuel de Behënnerte wéi och seng Famill duerch den CIPA vu Fréiseng kënnen hir Liewensqualität erhéijen.

Zweetens riicht sech den CIPA u Behënnerteder mat Insuffisance respiratoire, fir déi et bis elo nach keng spezialiséiert Betreiungsstruktur ausserhalb vum Spidolswiese gouf. Fir des behënnert Matbierger ass et sécherlech vu grousem Nutzen, wa si an eng Liewensgemeinschaft kënnen opgeholl ginn, wou hir Onofhängegkeet garantéiert ka ginn, si awer gläichzäitig déi Hëllef kënne kréien, déi se benéidegen.

Enfin gëtt duerch dese Projet eng Betreiungsinfrastruktur geschafen, wou deene spezifesch Besoine vun deene Leit Rechnung gedroe ka ginn, déi eng double pathologie, dat heescht souwuel e psychesche wéi och e physeschen Handicap hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den CIPA vu Fréiseng ass eng spezialiséiert Betreiungsinfrastruktur fir behënnert Matbierger mat zum Deel gravé Problemer. Et ass kee Synonyme fir eng geschlossenen Anstalt. Au contraire. De Baumeeschter, d'Fondation Kräizbiere, där ech och op deser Plaz wëll merci soe fir hiert onermiddlecht Engagement bei deene behënnerte Leit, mä awer och bei hire Familljen, definéiert d'sozial Integratioun vun de Behënnerten als eng vun de Finalitéite vum CIPA nieft der medezinescher a paramedezinescher Betreiung an der Qualitéit vum Logement natierlech.

Déi grousszúgeg ausgeluechten a gutt equipéiert Pavillonen de plein pied erlaben et de Pensionären déi néideg Autonomie léieren ze kënnen, fir mat deem aldeeglechen Uleies kënnen ëmzeogen oder domadder weiderzefueren. D'Privatsphär gëtt respektéiert, mä zugläich ass de Fréisenger CIPA op d'Zesummeliewen ausgeluecht, dat net nëmmen téschent de Behënnerten, mä och mat deene Leit vun dobaussen, déi déi Behënnert wëlle besiche kommen. Hei gëtt et beispillsweis eng Salle polyvalente, wou regelméissig gemeinsam Aktivitéite stattfanne kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den CIPA vu Fréiseng als en Attraktivitéitsspol net nëmme fir d'Gemeng Fréiseng, mä och fir d'Regioun fonctionnéiere soll, da muss net nëmmen d'Infrastruktur selwer, mä och dat wat ronderëm ass deem ugepasst ginn. Virun allem mussen d'Visiteuren ouni Risiko kënnen an den CIPA kommen.

Ech wollt an deem Kontext dro hiweisen, datt et urgent ass fir d'Verkéierssituatioun an der Gemeng Fréiseng an de Greff ze kréien an endlech déi Haaptkräizung téschent der Mondorfer an der Lëtzebuerger Strooss duerch entweder e Rond-point oder e Passage souterrain ze entschäerfen.

**M. Gast Giberyen (ADR).** - Abee jo.

**Mme Maggy Nagel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann am Januar d'nächst Joer d'Diere vum CIPA zu Fréiseng oppginn, hu mir e Schrëtt weider gemaach a Richtung adequat Betreiung fir eis eeler a behënnert Matbierger. Ech sinn iwwerzeegt, datt duerch de Projet net nëmmen d'Liewensqualität vun de Behënnerten erop geet, mä och déi vun hire Familljen. Am CIPA zu Fréiseng ginn zousätzlech Pflegebetreuer geschafen an domat bewege mer ons hei an der Kontinuitéit vun der Regierungserklärung vun 1999.

Dat hei gi spezialiséiert Fleggebetreuer fir Leit a spezifesch Situatiounen. Dat bedeit och, datt anerwäerts Better fräi gi fir Leit mat



manner schwéieren Handicapen an Infrastrukturen, déi besser op déi Fäll virbereet gi wéi déi, déi de CIPA zu Fréiseng wëllt ophuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss nach dem Rapporteur merci fir seng Rapporten. D'Demokratesch Partei begréisst selbstverständlech dëse Projet de loi duerch dee mer eis d'Méiglechkeet ginn, wéi scho bei deem Projet, dee mer elo just virdu gestëmmt hunn, dass e moderne Spidolsplang, dee vum Santéministère ausgeschafft ginn ass, ka funktionéieren.

Ech bréngen d'Zoustëmmung vun eiser Partei a soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Des voix. - Très bien.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn natierlech frou, datt mer haut dëse Projet vun dem Centre intégré pour personnes handicapées âgées zu Fréiseng stëmmen, well dat wierklech e flote Projet ass, deen eng Opwärtung net nëmme fir d'Infrastrukturen insgesamt am Land fir eis handicapéiert Matmënschen duerstellt, mä selbstverständlech och fir eis Uertschaft, eis Gemeng oder esouguer d'ganz Region.

Ech wëll dem Kolleeg Jean-Marie Halsdorf merci soe fir säin explizite Rapport an och de Virriedner, déi am Fong dee Projet vun alle Säite beliicht hunn an en och alleguer an engem richtegen a positive Liicht duergestallt hunn, esou dass ech am Fong geholl net méi brauch op de Fonctionnement, op d'Iddi vun deem Centre intégré fir eeler handicapéiert Matmënschen anzegeen.

Et ass e Projet, deen am Fong ganz innovativ ass. Et ass fir d'éischt, dass mer hei am Land e Projet an déi dote Richtung bauen. Wann een de Site gesäit wou gebaut gëtt a gesäit wéi wäit de Projet am Abléck fortgeschritt ass, ass et sécherlech e Projet dee voll Satisfactioun deene Responsabelen a virun allem de Pensionäre vun deem Haus dierft ginn.

Et war viru fënnef, sechs Joer wéi de President vun der Fondatioun, den Här Benny Berg, eng Kéier op d'Gemeng Fréiseng komm ass mat engem Projet, fir op engem aneren Terrain zu Fréiseng en ähnlech Gebai awer mat enger anerer Vocatioun ze realiséieren. Do hu mir awer misse feststellen, datt deen Terrain sech net géif eegne fir dee Projet, deen deemools virgesi war.

D'Fro war dunn, ob mer keen aneren Terrain an der Gemeng hätten. A well een nu mol als Buergermeeschter d'Terrainen e bëssen doruechter kennt an et wouss e, datt e gréisseren Terrain nach am Perimeter wär, mä wou et awer schwéier wär fir eppes drop ze realiséieren, hu mer dunn der Fondatioun Kräizbiereg proposéiert, fir deen Terrain ze huelen.

Et ass en Terrain, deen am Volleksmond de Schumannsbongert genannt gëtt. Et ass en Terrain, deen der stater Gemeng gehéiert an et war d'Fondatioun Boch-Buschmann, déi deen Terrain sengerzäit der stater Gemeng - dat war nach déi al Gemeng Eech - geschenkt hat mat dem Zil, datt aus dem Erléis vum Verkaf vun Uebst aus dem Bongert a mat der Pacht vum Bongert de manner beméttelte Kanner aus der aler Gemeng Eech all Joers e Puer Schong an e Schierlech géif kaaft ginn. Et ass also e Bongert, dee vun Ufank un eng sozial Vocatioun hat, a vu datt et awer eng Fondatioun war, war et och fir d'Gemeng Lëtzebuerg ni esou einfach fir deen Terrain ze verkafen. Dofir huet de Kräizbiereg dunn eis Proposition ugeholl fir mat der Gemeng Lëtzebuerg Kontakt opzehuelen, wou se och séier eens gi sinn, datt d'Gemeng Lëtzebuerg e Bail emphytéotique mam Kräiz-

biereg géng maachen, fir datt si deen Terrain kënne benotzen.

Mir hunn als Gemeng eise PAG och deemterspriedend emgeännert, fir datt dee Projet esou kënnt realiséiert ginn. Am Ufank war an eise PAG virgesinn, datt nëmme Maisons unifamiliales kënnten do gebaut ginn. D'Gemeng huet dunn eng Extensioun gemaach an huet derfir gestëmmt, datt dëse Projet kënnt do operéiert ginn. Mir hunn och versicht kuerzfristeg déi néideg Infrastrukturen, wéi Kanalisatioun, Waasser, Elektresch an de Gas op de Site ze leeën, fir datt terminméisseg kënnt mam Bau ugefaange ginn.

Wann elo d'Saarstrooss opgeet, an et ass jo geplangt, datt déi virun der Sommervakanz opgeet, da gëtt selbstverständlech d'Verkéierssituatioun, déi am Abléck dramatesch bei eis an der Uertschaft ass, besser. Déi derduerch fuere wëssen datt se all owes mussen zwee, dräi Kilometer Stau iwwer sech ergo loossen. D'Situatioun gëtt virun allem besser an der Hellengerstrooss, do wou dëse Projet läit.

Der Madame Nagel, déi hei eng ganz gutt Interventioun gemaach huet, géif ech awer ganz frëndschaflech recommandéieren, éischer no de Verkéiersproblemer zu Mondorf ze kucke wéi zu Fréiseng. Well weder e Rond-point nach eng Unterföhrung sinn d'Léisung an engem Duerf. Bei enger Unterföhrung muss een och Op- an Offahrten hunn, an dann hätte mer herno en Autobunnkräiz an der Mëtt vum Duerf a mir hätte keen Duerf méi. An och d'Iddi mam Rond-point an engem Duerf, wou esou vill Verkéier ass, Madame Nagel, a wou eng Schoul derbäi ass, wou all Dag 200 Kanner mussen zu Fouss eriwergoen, datt ass onméiglech. Dir wësst, datt op engem Rond-point keng rout Luuchte fir Foussgänger kënne gemaach ginn. Dat ass alles studéiert ginn. Et ass also net méiglech an engem Duerf, wou vill Foussgänger sinn a vill Verkéier ass, e Rond-point ze maachen. Dofir hoffe mer, datt duerch de Bau an duerch d'Opgoe vun der Saarstrooss d'Verkéierssituatioun zu Fréiseng verbessert gëtt.

#### (Interruption)

Dat ass richtig, Madame Nagel, mä loosse mer elo net vum Thema oflenken. Ech muss awer hei kloer stellen, well dat esou an de Raum gestallt ginn ass, datt dat keng Léisung ass.

Här President, zréck zum Projet. An dat Gebai komme 56 Pensionären, Pensionäre mat engem schwéieren Handicap, déi siwen Deeg op siwen a 24 Stonnen op 24 mussen betreit ginn. Och si vill Raimlechkeete virgesinn, wat normal ass an deem Fall, an et gëtt geschätzt datt do ëm déi 75 Leit u Personal dierft schaffen, wann d'Gebai komplett funktionsfäeg ass. D'Fondatioun Kräizbiereg ass amgang Leit ze rekrutéieren fir wann ausgangs des Joers deen éischte Pavillon dierft opgoen.

Fir eis ass et wichtig gewiescht, an ech mengen och fir déi Responsabel vun Kräizbiereg, datt dat doten e Site gëtt, dee mat de Leit a mat de Veräiner aus dem Duerf an aus der Gemeng zesumme funktionéiert. Mir hunn och versicht direkt vun Ufank un déi Zesummenaarbecht an d'Realitéit emsetzen. Esouwuel bei der Straussfeier wéi beim Grondsteen waren d'Veräiner alleguer present. Wat wichtig ass, ass datt d'Veräiner sech och bereet erkläert hunn, spéiderhin an deem Centre Aktivitéiten ze maachen, fir datt déi Leit sech wierklech als Matbiereger an eiser Gemeng fillen.

Ech war speziell frou, wéi mer esou e Centre an eis Gemeng kritt hunn, well mer an enger gewësser Hissicht e bëssen eng Ausnahmesituatioun als Gemeng hunn, an zwar an deenen 28 Joer, wou ech Gemengepolitik maachen, huet d'Gemeng nach ni Gelder vum Gemengebudget an de Budget vum

Office social missen iwwerweisen. Den Office social vun der Gemeng Fréiseng, dee gëtt finanziert mat de Fräinuechte vun de Leit déi an der Gemeng Hochzäite feieren a Baler ofhalen, an de Büro vum Office social geet souguer nach eemol d'Joer domat iessen. An anere Wieder, den Office social huet keng Dépensé bei eis an der Gemeng. Dat ass awer drop zréckzeféieren, datt mer eng Populatioun hunn, déi sech verduebelt huet. Et si lauter nei Lotissementer, a Leit, déi a Lotissementer ginn an do Terrainë kafen an Haiser bauen, dat sinn normalerweis keng déi den Dag drop op d'Gemeng an de Büro vum Office social kommen.

Duerch d'Realisatioun vun deem Centre intégré gëtt am Fong eis Gesellschaft zu Fréiseng méi komplett. Mir waren och wierklech frou, datt d'Leit an der Gemeng alleguer gesot hunn, si wiere frou datt esou e Centre intégré fir handicapéiert Matmënschen an eis Gemeng kéim a si stongen der Saach och alleguer positiv vis-à-vis. Mir sinn dovun iwwerzeegt, datt mer zesumme mat der Fondatioun Kräizbiereg dat kënne realiséieren, wat als Zil sech gesat ginn ass, an et ass och dofir selbstverständlech, datt ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deemem wichtige Projet bréngen.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo nach gefrot den Här Richterstatter, deen eis eng wichtig Matdeelung ze maachen huet. Den Här Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Här President, ech wollt a mengem mëndleche Rapport nach, Här Bartolomeo, ech wollt nach eppes Wichtige soen, an ech mengen, et wär flott wann Der géift nolauschteren, well et ass wierklech wichtig.

Am Artikel 2 vum Projet de loi, dee mir elo gläich stëmme wäerten, gëtt eng Referenz gemaach op den 1. Abrëll 2002. Et ass eng Erreur matérielle, well déi Valeur vum Indice 569,61, déi do steet, ass déi vum Oktober 2002. Dofir wollt ech de wäerte Kolleginnen a Kollege matdeelen, dass mer mussen an d'Gesetz am Artikel 2 schreiwen: „au premier octobre 2002“. Dat sollt een nach a mengem mëndleche Rapport bäifügen, an ech mengen, da kënnt mer dëse Projet de loi och evakuéieren.

Merci, Här President.

**M. le Président.** - D'Wuert huet dann elo d'Madame Renée Wagener.

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och bei deem heite Projet soen, datt mer prinzipiell kënne mat an déi Richtung goen. Allerdéngs wollt ech och hei e puer kritesch Téin umellen. Nodeems dass hei global duerch d'Bänke gekuckt éischer déi grouss Zoustëmmeg erfollegt ass, wëllt ech awer drop opmierksam maachen, dass mer hei an eng ganz bestëmmte Richtung, net nëmme vun der Alterspolitik, mä och vun der Behënnertepolitik ginn, an ech explizéiere mech.

Mir schafen hei en Altersheim fir handicapéiert Leit, an dat heescht dass mer am Fong eng spezial Struktur nëmme fir déi Leit mat deene spezifische Bedürfnisser schafen. Mir hätten och kënnt vläicht op en anere Wee goen, zum Beispill drun denken, op een net kënnt méi dezentral virgoen an esou Strukturen a méi engem klengen Mooss an aner Altersheimer integréieren. Dat ass hei net geschitt, an ech wëllt trotzdem d'Fro stellen, ob mer wierklech an déi richteg Richtung ginn. Ech wollt och an deem Sënn d'Madame Ministesch

froen, ob eigentlech dee Conseil supérieur des personnes handicapées, dee mer jo zu Lëtzebuerg zënter enger Zäit hunn, säin Avis zu deemem Projet ofginn huet, a wa jo, wéi hie sech zu där Problematik stellt, well ech mer awer ganz staark d'Fro stellen, ob een hei reell kann, esou wéi et am Text vum Projet steet, vun Intégratioun sociale schwätzen.

Et ass sécher dass Wäert drop geluecht gëtt, dass deen Zentrum hei op ass an dass Aktivitéiten och vu Leit, déi an der Gemeng wunnen, wäerten op där Plaz stattfannen, esou wéi den Här Gibéryen dat och elo virdrun nach eng Kéier widderholl huet, mä trotzdem bleift awer, dass dat hei eng Sonderstruktur ass, an ech wëllt do en Zitat bréngen vum saarländesche Statssekretär Joseph Hecken, dee bei enger iwwregens ganz interessanter Konferenz, déi am Mäerz stattfont huet, ënnert dem Titel „Chancengleichheit statt Wohltätigkeit“, folgendes gesot huet: „Sonderlösungen für behinderte Menschen, seien sie auch noch so hilfreich, sind nicht mehr der Königsweg.“ An ech mengen dass mer eis zu Lëtzebuerg déi Fro och solle stellen.

Et ass elo gesot ginn, dat ass deen éischte Projet, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, deen an esou eng Richtung geet. Vlächcht sollte mer dee Projet kritesch begleeden an och eng Evaluatioun maachen, ob dat déi gutt Richtung ass, déi mer do aschloen, zumools wann een am Exposé des motifs vum Projet liest, dass d'Fondatioun Kräizbiereg jo awer eng ganz Rei aner Projekte mécht, déi éischer a Richtung vu méi klengen Strukturen oder vun Intégratioun vu Strukturen a Quartieren och ginn.

Et ass nëmme een Aspekt vun enger Behënnertepolitik, iwwert déi mer jo dëst Joer, och am Joer vun de Behënnerten, wëllen diskutéieren. An ech wëllt drop opmierksam maachen, dass mäi Kolleeg Camille Gira och hei eng Interpellatioun ugefrot huet, fir méi global iwwert d'Thematik vun der Behënnertepolitik zu Lëtzebuerg heibannen an dëse Maueren ze diskutéieren.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „der Erfolg hat viele Väter, der Misserfolg hat meistens nur einen Vater oder eine Mutter“. Haut de Mëtteg hu mir keen hei héieren, deen net e Verdéngscht an deem Projet huet. Dat ass jo schéin, dann ass et jo eppes wat generell gutt ukomm ass. Déi eenzeg e bësse méi kritesch Froen, déi d'Madame Wagener gestallt huet, ass fir ze soen, ob et dee richtige Wee ass, fir eeler, behënnert Menschen an esou engem Haus beieenen ze setzen. Dat ass effektiv eng Fro, déi ee sech ka stellen. Ech weess och, datt eng Partie vun deene Leit, déi sollen an dat Haus do kommen, net schrecklech frou doriwwer sinn, well se net gären do erausgi wou se elo sinn.

Dat ass wahrscheinlech och zu engem Deel well, esou wéi all eeler Leit, déi an eng Institutioun mussen goen, et awer schwéier fällt fir vun doheem fortzuegoen op där enger Säit, an op där anerer Säit se do och nach zesumme si mat méi Jugendlechen, och si wou nach aner Aktivitéiten an deem Haus sinn, wou se sech da wahrscheinlech soen, mä dat ass fir eis awer méi flott wa ronderem nach méi lass ass wéi dat an engem Centre intégré onbedéngt muss de Fall sinn. Dofir ass meng Hoffnung ëmsou méi grouss, dass d'Gemeng Fréiseng mat hiren aktive Veräiner sech dann och net nëmme fir d'Grondsteeleungen a fir d'Straussfeier an och nach fir d'Eröffnung wäert afannen, mä och nach dacks duerno wäert do sinn, fir dann och wierklech dofir ze

suergeren, dass méi an deem Haus do lass ass.

Et ass fir de Rescht iwwert dee Projet alles gesot ginn, y compris nach d'Stroossebaupolitik an zwou Gemengen. Do, mengen ech, ass et net méi néideg, dass ech nach dorobber aginn.

Et ass an där Envergure dat éischt Haus, wat mir baue fir eeler, behënnert Leit, mä dat heescht awer net datt et op anere Plazen net ewell esou Haiser gëtt. Schwierig ass et ëmmer wann ee méi kleng Unitéite mécht, datt een eng ganz Partie vu Basisvoraussetzunge brauch, déi awer vill Sue kaschten, a wann een do dann nëmme fir 20 Leit dat mécht, da gëtt dat natierlech en enorme Präis, esougutt vun engem Deel vum Personal wéi och wat d'Grondinfrastrukturen, wat Kiche sinn oder wat och ëmmer déi Elementer duerstellen.

Mir kucke matzäiten, datt mer dat Personal kënne kréien a kënne bezuelen, wann dat Haus do opgeet, a wéi dat och ka funktionéieren. Dem Här Rapporteur, deen esougutt wéi och der Madame Nicklaus op de Bauindex zurecht opmierksam gemaach huet, wëll ech nach eng Kéier hei soen, datt mer ëmmer nëmme deen kënnen asetzen, dee Moment wou mer an der Chamberskommissioun doriwwer schwätzen, mä awer dat maache mat dem Accord vum Conseil d'Etat, dee jo ëmmer erëm seet, Dir musst kucken datt Der dee rezente Bauindex hut, deen awer meeschtens dann eréischt Méint duerno disponibel ass.

Mir stelle fest, datt mer hei zu Lëtzebuerg, esou wéi an alle Länner, och ëmmer méi Leit kréien, déi e schwéieren Handicap hunn, an och do huet de Rapporteur, den Här Halsdorf, d'Fro gestallt, wéi wäit iwwerschnéit dat eent sech mat deem aneren, an och mat deem medezineschen Aspekt, an do hunn ech mer soe gelooss, datt dat net am Plan hospitalier virgesinn ass, wat déi ganz Infrastrukturen, och mat där Sauerstoffanlag do ass, mä dass d'Fondatioun awer géing kucke fir déi Méiglechkeeten elo ze schafen, doduerch dass an de Gainen dat awer kann duerno nogezu ginn, ouni datt dat e grouse finanziellen Opwand ass an déi Apparate fir déi Leit souwiso iwwert d'Krankekeess zur Verfügung gestallt ginn.

Mir hunn an deemem Moment zum Beispill an dem Tricentenaire zéng schwéier handicapéiert Leit, déi net méi wëssen an eigentlech an engem Coma dépassé sinn, wann ee wëllt. Da kënnt Der lech virstellen, datt dat och fir Haiser eng ganz schwéier Erausforderung ass op där enger Säit, mä op där anerer Säit mer och ëmmer erëm mussen kucken, datt déi akut Strukturen, wéi zum Beispill de Centre de réhabilitation et de réadaptation, aner Méiglechkeete kréie fir aner Leit eranzehuelen. Dat setzt viraus datt mer Plaze fannen, wou mir déi do Leit kënnen eranhuelen, a mer, wéi gesot, ëmmer méi feststellen, datt dat och hei zu Lëtzebuerg d'Zuel vun deene Leit, déi mat Polyhandicapen, entweder well se esou op d'Welt kommen, an och ëmmer do nei Saachen dobäi kommen, datt och fir déi eenzel Associatiounen, déi sech dorëmmer këmmen, alles méi schwierig gëtt, a mer mussen kucke bei enger Populatioun vu 450.000 Leit, datt et bal all eenzelnen Handicap gëtt, mä mer awer net onbedéngt all Méiglechkeeten hunn, fir op all eenzel Situatioun ze äntwerten, mer eis trotzdem ganz vill Méi maachen, a wann déi Interpellatioun vum Här Gira eng Kéier hei an d'Chamber kënnt, da wäerte mer jo do kënne beweisen, datt mer enorm Efforten an deene leschte Jore gemaach hu wat d'Infrastruktur ubelaangt fir déi behënnert Leit, mä awer och wat d'Personal ubelaangt, wat all Formatiounen a Qualifikatiounen ugeet, déi domadder verbonne sinn.

Wéi gesot, ech hoffen datt mer mat deem heite Projet ee Steen an



deem ganze Puzzle dozou bägedroen hunn, fir och erëm aneren an neie Leit d'Méiglechkeet ze ginn an déi Haiser, déi elo bestinn, opgeholl ze ginn, an datt all déi, déi elo vläicht nach e bësse méi zweifele fir dohinner ze goen, entweder Zäit gelooss kréie fir sech dodrunner ze gewinnen a vläicht emol dohinner kucken ze goen an duerno iwwerzeegt sinn, dass et awer dat Richtegt ass an datt se sech awer gutt fillen, well et wier Schued wa mer esou vill Sue géingen investéieren an d'Leit wieren awer net frou do.

Ech soe jiddefalls der Chamber villmools merci fir dee positive Vote vun dësem Projet.

**M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4925 a mir stëmme driwwer of.

#### **Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme also elo of iwwert de virleiende Projet.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4925 ass eestëmmegeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

*Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Nico Loes), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Lydie Mutsch), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydie Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Diskussion iwwert de Projet de loi 5049, eng Konvention tëschent Lëtzebuerg an der Slowa-

kei iwwert d'sozial Sécherheet. Et ass schonn agedroen den Här Alex Bodry, soss nach keen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Niki Bettendorf.

#### **6. 5049 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République slovaque sur la sécurité sociale, signée à Bratislava, le 23 mai 2002**

##### **Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet ass eng weider international Konvention a puncto Sécurité sociale. Si gouf an der Slowakei zu Bratislava, den 23. Mee 2002 ënnerschriwwen.

Ech ka mech kuerz faassen, well dës Konvention ass zimlech identesch mat de leschte bilaterale Konventionen, déi Lëtzebuerg an de leschte Joren ofgeschloss huet. Si berout op de Prinzipie vun der internationaler Koordination a puncto sozialer Ofsécherung, Prinzipien déi do heeschen: Gläichheet am Verdéngscht, integral Exportation vun de Prestatiounen an Totalisation vun de Versécherungszäiten.

Dës Konvention geet ganz wäit. Si betrëfft Gesetzer aus den zwee Länner, wéi Assurance maladie, Assurance maternité, Assurance accident du travail, Maladie professionnelle, Alterspension, Invaliditépension, Iwwerliwensrent, Chômageprestatiounen an och d'Prestations familiales.

##### **(Coups de cloche de la Présidence)**

Wat net abegraff ass, dat ass d'Gesetzgebunge déi d'Assistance sociale ubelaangt an och d'Prestatiounen fir Krichsaffer. Am Gesetz gëtt keng Distinction gemaach a puncto Nationalitéit. Jidderene ass dovun betraff, deen an deem engem oder an deem anere Land gesetzlech ofgeséichert war, och Familljememberen an hir Iwwerliwende. Genau wéi all déi lescht Konventionen gi mer hei méi wäit wéi de Règlement communautaire 1408/71, wou d'Nationalitéit ze hu vun engem vun deene Länner aus der Europäescher Unioen ausschlaggebend ass fir d'A-Kraaft-Triede vum Règlement communautaire.

De Conseil d'Etat huet säin Avis den 28. Januar dëst Joer ofginn, e positiven Avis mat zwou Remarke. Éischt Remarque: Hie geet op d'Totalisation vun den Assurancéperioden an, déi zesumme geschloe ginn, a seet dat fir eng zimlech rezent oder nei Approche. Dat ass richtig, mä si ass identesch mat de Konventionen, déi mer an der Lescht ofgeschloss hu mat Kroatien, mat Island an och mat Slowenien.

Eng zweet Remarque vum Conseil d'Etat ass déi: Hie weist op d'Solution hin, déi en faveur vun de Réfugiés politiques getraff gouf. Hei ginn déi assuréiert Zäiten aus de Pays d'origine gezielt virun der Acquisitioun vun der Lëtzeburger Nationalitéit, also am Régime vun

Réfugié politique, wann dës Zäiten net schonn eng kéier ënner engem aneren internationalen oder auslännesche Recht gezielt goufen. D'Kommissioun weist drop hin, dass mer dës Regelung och schonn gebraucht hunn am Kader vu Konventionen, zum Beispill mam Chile oder och zum Schluss nach eng kéier mat der tschechescher Republik.

Eis Chamberskommissioun huet de schréffleche Rapport eestëmmegeg ugeholl. Fir keng Zäit ze verléiere kann ech lech och den Accord vun eiser Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, hei vermellen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

**M. le Président.** - Freet nach een d'Wuert?

#### **(Interruption)**

Ass nach een do, deen d'Wuert freet? Den Här Alex Bodry freet d'Wuert.

#### **Discussion générale**

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, ech ka mech ganz kuerz faasse bei deem heite Rapport. Ech mengen dat hei ass jo keen Neiland, wat mer hei beschreiden, an duerfir géif ech dann och am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu deem Projet de loi hei abréngen.

**M. le Président.** - Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur merci soe fir säi gudd Rapport an et ass och selbstverständlech, dass ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

**M. le Président.** - Den Här Huss freet d'Wuert.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wëll och dem Rapporteur merci soe fir deen ausféierleche Rapport, an et ass kloer datt mer dat dote stëmme kënnen.

**M. le Président.** - Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, ech kommen net derlaanscht fir mech de Konklusivum vum Här Gibéryen unzschléissen.

#### **(Hilarité)**

**M. le Président.** - Da gi mer d'Wuert un den Här Minister Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, et ass scho betount ginn, dass déi heite Konvention och an der Lignée ass vun de Conventions bilatérales am Kader vun der Coordination internationale vun der Sécurité sociale, déi mer geschloss hu mat Länner wéi Kroatien, Island oder Slowenien. Ech wëllt am Virus alleguerten deenen, déi dëse Projet stëmme, villmools merci soen.

**Une voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5049 a stëmme driwwer of.

#### **Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmme elo of iwwert de virleiende Gesetzesprojet.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

## Sommaire des séances publiques

Débat sur la politique étrangère pages 558-567

5024 - Projet de loi modifiant

1) la loi du 19 avril 1996 autorisant le Gouvernement à participer comme membre fondateur, à accorder une aide financière annuelle à la "Fondation Henri Pensis" et modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et transposition de la directive 2001/38/CE du 5 juin 2001 modifiant la directive prémentionnée

3) la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé "Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster" pages 567-570

4949 - Projet de loi relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg pages 570-574

4857 - Projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1999 pages 574-577

Ordre du jour page 577

4966A - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997;

2. de l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987 et

4966B - Projet de loi sur le transfèrement des personnes pages 577-579

Interpellation de M. Lucien Weiler sur les crues et inondations pages 579-589

4975 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, fait à New York, le 25 mai 2000 pages 589-590

Demandes en naturalisation page 590

Communications page 591

Ordre du jour pages 591-592

Heure de questions au Gouvernement:

- Question N° 283 du 29 avril 2003 de Madame la Députée Nelly Stein au sujet des seuils d'intervention en matière de contamination de dioxines et autres substances nocives, adressée au Ministre de la Santé page 592

- Question N° 284 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Georges Wohlfart au sujet de la peste aviaire et des mesures de prévention visant à éviter la contamination à l'homme, adressée au Ministre de la Santé page 592

- Question N° 285 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Robert Garcia au sujet des travaux en cours au ministère de l'éducation nationale en vue de conférer un statut plus stable à certaines catégories de chargés d'éducation de l'enseignement postprimaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports pages 592-593

- Question N° 294 du 28 avril 2003 de Monsieur le Député Jean Colombero au sujet des mesures préventives prises afin d'éviter la survenance et la propagation de l'épidémie du SARS au Grand-Duché, adressée au Ministre de la Santé page 593

- Question N° 295 du 29 avril 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany au sujet de l'indexation des salaires au coût de la vie, adressée au Ministre de l'Economie pages 593-594

4924 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la modernisation, la transformation et l'extension du Château de Heisdorf en centre intégré pour personnes âgées pages 594-595

4925 - Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes handicapées âgées à Frisange pages 595-598

5049 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République slovaque sur la sécurité sociale, signée à Bratislava, le 23 mai 2002 page 598

De Projet de loi 5049 ass eestëmmegeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmme.

*Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Marco Schank (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Jean Asselborn), Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM.*

*Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydie Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Fernand Greisen);*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 17.01 heures)**

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

#### **Supplément commun aux quotidiens:**

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal, Zeitung vum Lëtzeburger Vollek

#### **Contenu rédactionnel:**

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

#### **Conception, saisie de texte et mise en page:**

Polygraphic SA, Luxembourg

#### **Concept et coordination générale:**

media brain, agence en communication, Luxembourg



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 14 / 2002-2003

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
2014	Mars Di Bartolomeo	Construction de logements au site de la friche industrielle à Belval-Ouest	2060	Serge Urbany	Droits civiques de la population égyptienne
2023	Renée Wagener	Réseau national de pistes cyclables	2061	Lucien Lux	Forfait d'éducation
2026	Robert Mehlen	Bureau de coordination des travaux du Musée Grand-Duc Jean	2062	Mars Di Bartolomeo	Prime d'encouragement d'épargne-logement pour les nouveaux-nés
2030	Mars Di Bartolomeo	Hélicoptère mis à disposition de la police grand-ducale	2063	Mars Di Bartolomeo	Incapacité de travail et réinsertion professionnelle
2031	Mars Di Bartolomeo	Audit de la police judiciaire	2064	Mars Di Bartolomeo	Financement privé de la garantie locative
2032	Ben Fayot	Harmonisation des formalités sur le commerce ambulancier	2065	Jean Colombero	Création d'une carte européenne d'assurance maladie
2033	Gusty Graas	Responsabilité pénale des collègues échevinaux	2066	Mars Di Bartolomeo	Plan sectoriel réglant l'implantation des antennes GSM ou UMTS
2035	Ben Fayot	Conséquences des restructurations au niveau des directions générales	2067	Mars Di Bartolomeo	Implantation d'une entreprise online à Luxembourg
2036	Gusty Graas Emile Calmes	Avancement du projet "e-cadastre"	2069	Robert Garcia	Allocation de subsides aux organisations de jeunesse affiliées à un parti politique
2037	Mady Delvaux-Stehres	Projet de rattachement ferroviaire de Kirchberg et de Findel	2071	Lydia Mutsch	Transports publics au Sud du pays
2038	Jeannot Krecké	Prise en charge des patients atteints d'un accident vasculaire cérébral	2072	Marc Zanussi	Tarification des médicaments
2040	Jeannot Krecké	Instruction religieuse dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire	2073	Jean Asselborn	Etude sur le paysage médiatique luxembourgeois
2041	Alex Bodry	Intérêt personnel et direct d'un membre du conseil communal aux délibérations	2074	Jean-Pierre Koepp	Evaluation environnementale des émissions de PACs (composés aromatiques polycycliques)
2043	Lucien Clement	Elaboration d'une loi cadre sur les classes moyennes	2076	Robert Mehlen	Changements des dispositions légales concernant le remembrement
2044	Xavier Bettel	Autorisation de morcellement de terrains	2077	Alex Bodry	Profession d'avocat (Attributions réglementaires du Conseil de l'ordre des avocats)
2045	Laurent Mosar	Financement et cofinancement de projets d'infrastructures par la Banque européenne d'Investissement (BEI)	2078	Laurent Mosar	Attributions réglementaires du Conseil de l'ordre des avocats
2046	Patrick Santer	Contrôles d'accès aux chantiers de construction temporaires ou mobiles	2079	Mars Di Bartolomeo	Groupe de travail sur l'individualisation des droits de pension
2047	Jean Colombero	Vaccination contre la variole	2080	Mars Di Bartolomeo	Amélioration des prestations dans le domaine des prothèses dentaires par l'UCM
2048	Jean Colombero	Brevet sportif national	2082	Mars Di Bartolomeo	Ouverture de nouvelles pharmacies
2049	Claude Wiseler	Politique communautaire en matière de la procédure d'asile	2083	Jos Scheuer	Aide au réemploi
2051	Gusty Graas	Site Internet communal	2084	Marco Schank	Projet d'une maison médicale dans le bâtiment de l'ancienne Clinique St Louis
2053	Jacques-Yves Henckes	Nouvelle dénomination pour l'espace transfrontalier Saar-Lor-Lux-Wallonie	2085	Alex Bodry	Procédure d'expropriation
2055	Ben Fayot	Organisation du Centre de Communications du Gouvernement (CCG) et de la Permanence Gouvernementale (PG)	2086	Alex Bodry	Evolution de la délinquance
2056	Xavier Bettel	Incident technique au Centre pénitentiaire de Schressig (CPL)	2087	Mars Di Bartolomeo	Durée d'instruction des demandes en naturalisation
2057	Xavier Bettel	Transfert de la section des mineurs dans la section des femmes au Centre pénitentiaire de Schressig	2089	Camille Gira	Protection et gestion des sols
2058	Laurent Mosar	Conséquences des restructurations du RTL Group sur le site luxembourgeois	2090	Laurent Mosar	Accord européen sur le placement au pair
2059	Aly Jaerling	Relèvement de la période maximale d'un contrat conclu pour une durée déterminée	2093	Serge Urbany	Concept de double peine
			2096	Fernand Greisen	Impacts des fermes éoliennes sur l'environnement
			2097	Fernand Greisen	Introduction d'une consigne sur les boîtes boissons et les bouteilles unilatérales
			2098	Xavier Bettel	Cures de désintoxication pour toxicomanes au Luxembourg
			2099	Robert Mehlen	Présence d'amiante dans les matériaux servant à isoler le plafond de la piscine scolaire à Dreibern
			2100	Jean-Pierre Koepp	Régime d'aide pour la sauvegarde de la diversité biologique

Question 2014 (23.1.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la construction de logements au site de la friche industrielle à Belval-Ouest:

Dans le cadre du projet pour la revalorisation des friches industrielles à Belval ouest, la société de développement AGORA se propose de réaliser un certain nombre de projets, dont entre autres la construction de quelque 1.500 logements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Intérieur:

- Quels sont à l'heure actuelle les projets concrets qui ont été retenus pour être réalisés dans cette friche?
- Quels sont les prix de vente des terrains destinés à des fins économiques?
- Quelle sera la proportion de logements sociaux à construire par le biais d'un promoteur public?

- Quels sont les prix de vente des terrains destinés au logement?

Réponse (26.3.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

La société de développement AGORA a été créée le 2 octobre 2000 dans le cadre d'un partenariat entre l'Etat et l'ARBED.

Elle a pour mission de viabiliser et développer les friches industrielles situées sur d'anciens sites de sociétés sidérurgiques luxembourgeoises dans un sens favorable à l'intérêt général dans les domaines économique, social, écologique, culturel et de l'aménagement du territoire en respectant les principes de gestion et de valorisation de l'économie privée.

La société AGORA est un aménageur foncier. Elle n'a pas vocation à réaliser par elle-même des programmes immobiliers. Son action s'arrête à la commercialisation de terrains aménagés.

Le projet d'aménagement du site de Belval-Ouest est conçu pour accueillir de nombreuses activités, pu-

bliques et privées, dans un contexte de forte mixité des fonctions. L'habitat et le logement y occupent à ce titre une place importante. A terme, selon les données du projet, Belval pourra accueillir entre 5.000 et 7.000 habitants soit une capacité d'environ 2.500 logements. Une large place est donc offerte à tous les opérateurs, privés et publics, intervenants sur le marché du logement. A ce jour, des contacts soutenus sont engagés avec plusieurs investisseurs potentiels pour la réalisation de programmes d'habitat, notamment la Société nationale des Habitations à bon marché (SNBHM).

A l'heure actuelle, la situation du développement de Belval-Ouest est la suivante :

- AGORA a participé à l'élaboration du projet de Plan d'aménagement général (PAG) en concertation étroite avec les communes de Esch-sur-Alzette

et Sanem. Il convient de rappeler que le site est encore classé en zone à étude dans les documents d'urbanisme. La procédure officielle d'examen et d'approbation est engagée. Les communes doivent se prononcer prochainement à l'occasion d'un vote d'approbation.

- Parallèlement, AGORA travaille à l'élaboration de deux Plans d'aménagement particulier (PAP) sur la Terrasse des Hauts-Fourneaux. Ils sont destinés à permettre le développement rapide des premiers investissements de l'Etat (sécurisation des Hauts-Fourneaux, Centre de Musique amplifiée p. ex.) et les premiers investissements privés (Dexia-Bil et d'autres en cours de négociation).
- Dans ce même contexte, c'est-à-dire celui de l'arrivée des premiers investisseurs publics et privés, ARBED et AGORA ont engagé depuis la fin de l'année dernière d'imposants travaux de démolition sur la friche. La société

procède également au déplacement de la liaison ferrée d'ARBED présente sur son site en vue de sa relocalisation sur le site de Belval-Usine. Dexia-Bil a annoncé le début des travaux de construction pour la fin du premier semestre.

S'agissant de la commercialisation des terrains, il faut préciser que la société de développement AGORA, constituée sur les bases de l'accord Etat-ARBED de mars 2000, exerce son activité sous la forme d'une société privée. Le cadre général de son action doit à ce titre s'exprimer dans le respect des règles de la concurrence et de l'économie de marché.

Parallèlement à ce principe général et au titre de sa participation au capital de la société sous la forme d'un partenariat public-privé, il convient également de rappeler que sur les bases de ce même accord, l'Etat en tant que partenaire de la société de développement s'est, dès l'origine, négocié des conditions spéciales lors des transactions foncières avec AGORA.



Question 2023 (28.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant le réseau national de pistes cyclables:

La loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables autorise le Gouvernement à faire établir un réseau national de pistes.

- Quel est l'état actuel du développement de ce plan?
- Comment les associations cyclistes sont-elles impliquées dans ce travail? Pourquoi notamment l'entrevue demandée par la „Lëtzebuerger Vélos-Initiativ“ en date du 6 novembre 2001 pour être renseignée sur l'avancement des travaux concernant le réseau national de pistes cyclables n'a pas été prise en compte par la Ministre?
- Pourquoi est-ce que des problèmes concrets qui se posent aux cyclistes comme celui du pont J.-P. Büchler à Luxembourg-Gare, connu depuis l'agencement du pont et de la rampe vers le Mühlenweg à Gasperich, tardent à être résolus?

Réponse (27.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable députée Mme Renée Wagener il y a lieu de préciser que la réalisation du plan directeur pour la création d'un réseau cyclable national se déroule conformément à la loi du 6 juillet 1999.

Les travaux avancent de manière constante au rythme des dotations budgétaires en tenant compte des contraintes diverses régissant la matière, notamment emprises et autorisations. Quelque 500 km seront opérationnels à court terme.

Des contacts entre les services de l'Administration des Ponts et Chaussées et la L.V.I. («Lëtzebuerger Vélos-Initiativ» a.s.b.l.) ont régulièrement lieu.

Lors de la réunion du 14 mars 2003 au Ministère des Travaux publics, les représentants de la L.V.I. ont été informés sur l'évolution du projet du réseau national. Par ailleurs les doléances concernant le pont J.-P. Büchler à Luxembourg-Gare ont de nouveau été discutées.

Le raccordement du Mühlenweg au pont se fait avec des emmarchements traditionnels pour les piétons et un jeu de rampes pour la circulation des personnes handicapées se déplaçant en chaise roulante et les voitures d'enfants.

La réalisation d'un plan incliné sur une partie des marches présenterait une pente avec une dénivellée de 21% et créerait des risques d'accidents surtout avec les chaises roulantes et les voitures pour enfants.

En ce qui concerne les bacs à fleurs, il ne s'agit pas de bacs qui peuvent être enlevés de façon simple par un camion-grue, mais de bacs en béton implantés dans le trottoir et qui doivent être enlevés au marteau-piqueur. A noter que la distance entre le bac et le parapet du pont est de 2 mètres, ce qui devrait permettre le passage d'une bicyclette.

Question 2026 (29.1.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le bureau de coordination des travaux du Musée Grand-Duc Jean:

Meng Fro betrëfft déi nei Ausschreibung vun der Liwwerung vun de Steng fir de PEI-Musée, nodeems déi zwou éischt vun lech annulléiert goufen.

Mengen Informatiounen no ass am Soumissionssossier virgesinn, den interesséierte Firmen en Echantillon vun deem gewünschte Steen zur Verfügung ze stellen, fir dass et keng Problemer weinst der Faarf, der Tex-

tur asw. sollt ginn. Deeneselwechten Informatiounen no gëtt awer elo vum Koordinationsbüro den Interesséierte refuséiert, fir sou en Echantillon ausgehändegt ze kréien. Si däerfen dee gewünschte Steen nëmme kucken, awer keen Exemplar dervu mat huelen. Duerfir déi folgend Froen:

1. Sidd Dir iwwert dëse Comportement vun dem Koordinateur informéiert?
2. Fannt Dir et no all deene batteren Erfahrung vum der Vergangeneheet richteg, datt den Interesséierten net emol en Echantillon däerf zur Verfügung gestallt ginn?
3. Fannt Dir net, datt et héich Zäit ass, fir eng Enquête iwwert d'Agissementer vun dem Koordinationsbüro an d'Wee ze leeden an déi entsprecheend Conclusiounen ze zéien?
4. Sidd Dir bereet, fir Är Responsabilitéit ze iwwerhuelen, a sécher ze stellen, fir datt dëse Marché éierlech a korrekt durchgeführt gëtt, nodeems et bis elo zu enger ganzer Rei vu bedenklechen Entgleisunge komm ass?

Réponse (27.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Betreffend d'Preamble zu deenen dräi Detail-Froen sief kloergestallt, datt d'Fakten déi folgend sinn, sou wéi et och nach eng Kéier un all Soumissionnaire schréfflech matgedeelt gouf:

«D'Referenz-Echantillon, déi insbesondere laut den Dispositionen vun de Säite 64 a 65 vum Soumissionssossier virgesi sinn, stinn alle Soumissionnaire um Chantier zur Verfügung fir eng oder méi visuell Inspektiounen.

D'Referenz-Echantillon kënnen de Soumissionnaire net ausgehändegt ginn. Et steet all Entreprise awer fräi, fir seng eegen Echantillon, mat deenen déi um Chantier disponibel sinn, ze vergläichen».

All Soumissionnaire ka sech also deen nämmlechten Echantillon ukucke kommen.

Punkt 1:  
Un der Handlungsweis vum Koordinator gëtt et näischt ze beanstanden, well de Koordinator jo schlussendlech keng Echantillon aushändege kann, déi et net ginn.

Punkt 2:  
Och dës Fro gouf schonn an der Aleedung an och beim Punkt 1 beäntwert: all Soumissionnaire ka sech d'Echantillon op de Chantier ukucke kommen.

Punkt 3:  
Et ass net anzegesinn, woufir eng Enquête sollt an d'Wee geleet ginn, wou de Koordinator näischt anescht gemaach huet, wéi der Entreprise Tracol matzedeelen, datt keng Musteren disponibel sinn, fir matzehuelen, mä datt all Entreprise d'Echantillon um Chantier bemustere kann.

Punkt 4:  
Et ass net nozevollzéien, wou déi bedenklech Entgleisungen am Marché vun de Steng solle gewiescht sinn, wann een anerersäits bedenkt, datt mer well bei der drëtter öffentlecher Ausschreibung fir dësen Objet ukomm sinn. Ech erënneren och drun, datt mer en Zouschlag fir déi Aarbechte ginn haten.

Question 2030 (31.1.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'hélicoptère mis à disposition de la police grand-ducale:

Depuis l'année 2001 la police grand-ducale peut recourir à un hélicoptère pour l'assister dans ses opérations.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre selon quelle formule cet appareil a été mis à disposition de la police?

- Comment sont constitués les équipages?

- L'appareil dispose-t-il d'équipements spéciaux respectivement est-il envisagé d'acquérir des équipements spéciaux et le cas échéant lesquels?

- Selon quelles modalités la police peut-elle requérir les services de l'hélicoptère?

- Quelles sont les missions que doit accomplir l'appareil?

- Quel est le coût annuel de l'hélicoptère?

- Est-il envisagé d'acquérir un appareil et quel en serait le coût tant de l'acquisition que des opérations?

- Quels ont été les résultats palpables des opérations de l'hélicoptère?

Réponse (10.3.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Suite aux attaques lancées contre des fourgons blindés en 2000, le Gouvernement a décidé de lutter contre ce type d'actes criminels en mettant notamment un hélicoptère à disposition des forces de l'ordre.

Vu l'urgence, le Gouvernement a recouru à cet instrument de protection moyennant un contrat de location renouvelable.

L'équipage se compose d'un pilote expérimenté issu du secteur civil et d'un observateur aérien qui est policier. L'équipage peut être renforcé par un deuxième observateur en cas de besoin.

L'utilisation de l'appareil est établie suivant un planning hebdomadaire dressé par le Commandant de l'Unité de Garde et de Réserve mobile en vue d'exécuter des missions de routine tandis que les missions de recherche ou de poursuite urgentes sont ordonnées par le Centre d'Intervention national de la police.

Pour l'année 2002, l'hélicoptère de la police totalisait 926 heures de vol, dont trois quarts ont été consacrés à des patrouilles et avaient donc un caractère préventif tandis que les autres vols ont été exécutés à des fins répressives: recherches de personnes ou de véhicules suspects, escortes de transports de fonds, etc. L'hélicoptère de police a ainsi pu contribuer à 7 arrestations et à la localisation de 3 véhicules suspects.

L'appareil loué ne dispose pas de la gamme complète d'équipements spéciaux et n'est pas outillé pour voler la nuit. Or, un hélicoptère de police n'offre son plein potentiel opérationnel que lorsqu'il est équipé de systèmes électroniques et mécaniques accessoires, tels une caméra infrarouge et un phare puissant.

Il est donc nécessaire de remédier à la situation actuelle. La police grand-ducale a procédé à des analyses sur les différents scénarios d'exploitation à envisager, que ce soit sous forme d'une acquisition, d'une location ou en coopération avec des forces de police des pays limitrophes. Afin de pouvoir chiffrer les coûts exacts face aux besoins exprimés, la police grand-ducale procédera dans les prochains mois à une mise en concurrence par le biais d'une publication afférente au Journal officiel des Communautés européennes. A noter que le coût de l'hélicoptère s'est élevé pour l'année 2002 à 1.948.022 EUR.

Question 2031 (31.1.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'audit de la police judiciaire:

Il y a presque deux ans qu'un audit a été entamé sur le fonctionnement de notre police judiciaire.

J'aimerais dès lors savoir de MM. les Ministres si cette étude a été finalisée entre-temps?

- Quelles en sont les conclusions?

- Quelles sont les suites que les départements ministériels responsables entendent donner à cet audit?

- Est-ce que le personnel de la police judiciaire a été associé à l'élaboration de l'audit?

Réponse commune (7.4.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Il y a lieu de préciser tout d'abord que la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police n'a apporté aucune modification quant à l'organisation, les attributions et les missions du Service de police judiciaire (SPJ).

Si le législateur de 1999 est donc resté muet à ce sujet, les Ministres de la Justice et de l'Intérieur ont par contre, et ceci dès l'entrée en vigueur de la loi, chargé l'Inspection générale de la police (IGP) d'une «étude approfondie de l'organisation et du fonctionnement (de ce service) et de tous les domaines pouvant avoir un impact sur l'efficacité et l'efficience de ce service, que ce soit au niveau des missions lui incombant ou des relations avec les autorités et services internes et externes, nationaux et internationaux».

L'étude en question devait avoir pour but d'analyser les forces et les faiblesses de l'organisation et du fonctionnement de ce service et les méthodes d'action afin de pouvoir répondre au mieux aux obligations de plus en plus nombreuses de ce service dans la lutte contre la grande criminalité. Elle s'est déroulée en deux phases: le 14 novembre 2001, l'IGP remettait un rapport intermédiaire, rédigé à la suite d'une étude documentaire ainsi que d'une «phase de terrain» constituée d'entretiens et d'interviews avec la Direction générale de la police et la Direction du SPJ, avec le personnel des différents services du SPJ et avec tous les autres intervenants, dont les autorités judiciaires, les services du Ministère de la Justice, les responsables des services de la police censés coopérer avec le SPJ ainsi que les associations syndicales de la police.

Ce rapport intermédiaire fut ensuite discuté longuement au sein d'un groupe de travail composé de représentants de l'IGP, de la Direction générale de la police, de la Direction du Service de police judiciaire, des autorités judiciaires ainsi que des Ministères de la Justice et de l'Intérieur.

L'IGP remit son rapport complémentaire le 22 octobre 2002. Conformément aux engagements pris antérieurement, ce rapport fut remis aux associations syndicales de la police et discuté contradictoirement lors d'une réunion avec le Ministère de l'Intérieur et la Direction générale de la police.

Si, aujourd'hui toutes les conséquences définitives à tirer de l'étude de l'IGP n'ont pas encore été arrêtées par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice, essentiellement au niveau de la structure future du SPJ, il n'en reste pas moins que l'adaptation du travail de police judiciaire aux nouveaux défis reste une priorité pour le Gouvernement, non seulement au niveau du SPJ, mais également de toutes les autres unités de la police. Pour cette raison un concept en matière de police judiciaire est en cours d'élaboration au sein d'un groupe de travail de la police grand-ducale regroupant les différents acteurs en charge de missions de police judiciaire.

Dans l'intervalle, le Gouvernement a décidé d'autoriser pour l'exercice 2003 des engagements de personnel supplémentaire de vingt nouveaux postes destinés à renforcer le Service de police judiciaire et plus précisément les sections en charge de la lutte contre la criminalité économique et financière ainsi que de la criminalité organisée.

Question 2032 (31.1.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'harmonisation des formalités sur le commerce ambulants:

Il me revient que des Luxembourgeois disposant des autorisations nécessaires pour faire le commerce ambulants sur les marchés luxembourgeois se voient opposer toute sorte de procédures administratives pour faire le même commerce aux marchés d'Athus et de Longwy. Aussi aimerais-je savoir si l'autorisation d'établissement luxembourgeoise est acceptée par les autorités des régions environnantes pour faire le commerce ambulants sur les marchés de la grande région, éventuellement à quelles conditions particulières.

Etant donné la présence de commerçants ambulants étrangers sur nos marchés, les formalités sont-elles les mêmes de part et d'autre de la frontière? Y a-t-il réciprocité de la part des différentes autorités nationales dans le cadre du marché intérieur voire même harmonisation en ce qui concerne les formalités pour pouvoir exercer une telle activité ambulante sur les marchés?

Réponse (7.3.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Il y a lieu de préciser d'emblée que la notion de foire et de marché est distincte de la notion de commerce ambulants.

En ce qui concerne les foires et marchés, il convient de rappeler que le législateur luxembourgeois a abrogé la législation spéciale en matière de vente aux foires ou marchés, dans le cadre de la réforme de la législation en matière de pratiques commerciales et de concurrence déloyale par la loi du 30 juillet 2002 réglant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative.

Aux termes de l'article 28 de la prédictée loi, le législateur a entre autres abrogé l'arrêté royal du 11 avril 1822 concernant l'établissement des foires et marchés modifié par l'arrêté royal grand-ducal du 2 mars 1887, l'arrêté royal grand-ducal du 28 juin 1856 relatif à la tenue des foires, l'arrêté royal grand-ducal du 22 mai 1892 concernant la tenue des foires aux jours fériés créés par la loi du 16 février 1892, ainsi que l'arrêté de la Régence du 15 juillet 1840 concernant les transports d'approvisionnement destinés aux marchés.

En conséquence, il appartient désormais au collège des bourgmestres et échevins de chaque commune de gérer seul l'organisation et les modalités de ce type d'évènement.

Qu'il soit rappelé toutefois que si l'organisation des foires et marchés n'est plus soumise à un agrément ministériel ou grand-ducal, les dispositions de la loi modifiée du 28 décembre 1988 dite loi d'établissement sont toujours d'application, de sorte que les participants à des foires ou marchés au Grand-Duché de Luxembourg, qu'ils soient établis au pays, ou au contraire viennent pour la circonstance d'un autre Etat membre de l'Union européenne dans lesquels ils sont établis, restent soumis à la condition d'être titulaires d'une autorisation d'établissement établie à cette fin.

De même, l'abrogation en question n'a pas ôté aux foires et marchés leur caractère par essence cyclique et répétitif dans le temps et l'espace (date et lieux fixes).

L'octroi d'une autorisation d'établissement pour les foires et marchés pour les prestataires de services établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne heurte pas le principe de libre prestation des services en matière commerciale consacré par le droit européen et repris à



l'article 20 de la loi d'établissement du 28 décembre 1988 dans la mesure où l'autorisation est délivrée automatiquement à tous les requérants après simple vérification de leur honorabilité professionnelle et de leur établissement en qualité de commerçant dans leur pays de provenance.

La nature même de cette activité pour laquelle le commerçant ne dispose pas d'établissement fixe rend donc nécessaire, par précaution du consommateur et pour des raisons fiscales et sociales, cette vérification sommaire matérialisée par l'octroi d'une autorisation.

Les Etats voisins sont tenus, au choix, de procéder de même ou de laisser l'accès de leurs marchés totalement libre de tout agrément de leur part. Tout agrément à solliciter par des commerçants établis au Grand-duché de Luxembourg pour accéder aux foires et marchés des Etats voisins doit se limiter à la même procédure sommaire.

S'agissant du commerce ambulancier, il a lieu de rappeler que la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes décrit la vente ambulante comme, soit la vente ou l'offre de vente dans les rues et places publiques des produits en nature de la terre, des jardins et des vergers faite par les producteurs, soit la vente de journaux. Ces activités peuvent se faire sans autorisation de commerce.

Les boulangers pâtisseries, les dépositaires de boissons, les épiciers et les laitiers, exploitant un établissement dûment autorisé peuvent vendre ou offrir en vente certaines marchandises les concernant à partir d'un véhicule circulant dans les localités dont le stationnement est limité au temps nécessaire pour l'approvisionnement du voisinage immédiat.

Ce dernier cas de figure est donc tout à fait distinct des foires et marchés, puisque les commerçants concernés doivent d'abord disposer à titre principal d'un établissement de commerce de détail fixe, donc un siège d'exploitation dûment autorisé dans l'Etat membre, et à partir duquel ils peuvent proposer s'ils le désirent et à titre accessoire la vente ambulante de leurs produits.

Pour ce qui est des conditions d'exercice de l'activité de colporteur dans des Etats membres différents de celui dans lequel une licence ou autorisation d'exercer a été obtenue et d'après l'interprétation communiquée par la Commission européenne, elles sont réglées comme suit: Lorsque l'Etat membre d'accueil exige des qualifications professionnelles spécifiques pour l'exercice de la profession de commerçant ambulancier, la directive 1999/42/CE du 7 juin 1999 sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles s'applique. Au titre de l'article 4 de cette directive, l'Etat membre d'accueil ne peut refuser l'accès à l'exercice de ladite profession pour manque de qualifications à une personne qui a exercé la même profession dans un autre Etat membre pendant six années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise. Compte tenu du fait de la mise en œuvre par les Etats membres de la directive citée ci-dessus, elle peut être invoquée par les professionnels migrants.

Cependant, il y a également des Etats membres qui imposent d'autres conditions et formalités pour l'exercice d'activités professionnelles sur leur territoire, telles que l'obtention d'une licence ou autorisation d'exercer. Il s'agit essentiellement d'une question de droit interne des Etats membres, pourvu que leurs dispositions soient conformes aux articles 43 et 49 du Traité CE en ce qui concerne la liberté d'établissement et la libre prestation de services.

Ainsi, pour ce qui concerne la liberté d'établissement, si les Etats membres qui réglementent la profession de colporteurs ne peuvent refuser l'accès à cette profession aux personnes qui remplissent les conditions d'expérience professionnelle

prévues par la directive 1999/42/CE, ils peuvent néanmoins exiger l'observation des autres exigences et formalités prévues par la législation de l'Etat membre d'accueil, telles que l'inscription à un registre professionnel ou l'obtention d'une licence professionnelle, dès lors que les ressortissants du pays d'accueil sont de même tenus de satisfaire à ces exigences et que celles-ci respectent le principe de proportionnalité prescrit par le traité CE.

**Question 2033 (31.1.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la responsabilité pénale des collèges échevinaux:**

Par voie de presse, un ancien membre du collège échevinal de la commune de Junglinster a rendu attentif le grand public quant au problème des citations personnelles des bourgmestres et échevins sur le plan pénal. En effet, d'anciens membres du collège échevinal de la commune de Junglinster ont été cités par deux habitants de la commune devant les juridictions répressives au motif d'avoir violé un article du règlement communal sur les bâtisses.

Alors qu'en matière civile une jurisprudence relativement constante dénie la responsabilité personnelle des bourgmestres et échevins, il semble en être autrement en matière pénale. La responsabilité pénale étant individuelle, les actions pénales ne peuvent être dirigées contre une commune en tant qu'organe. Par conséquent, les actions pénales dirigées contre une commune doivent être dirigées contre les membres d'un collège échevinal. Cependant, en vertu du principe de la personnalité des peines pénales, seules des personnes physiques peuvent être pénalement poursuivies, de sorte que le bourgmestre et les échevins deviennent personnellement responsables au plan pénal des faits commis dans l'exercice de leur mandat.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que M. le Ministre est conscient de ce problème?
- Quelle est l'appréciation de M. le Ministre concernant la responsabilité pénale des collèges échevinaux, respectivement de la responsabilité individuelle des bourgmestres, voire des échevins?
- Est-ce que M. le Ministre est de l'avis que cette responsabilité peut être étendue, suivant les circonstances, aux membres des conseils communaux?
- Est-ce que, selon M. le Ministre, il serait envisageable de limiter la responsabilité pénale des membres de collèges échevinaux ou de conseils communaux dans l'exercice de leur fonction en cas de citations sur le plan pénal?

**Réponse (27.2.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

1. Le principe des poursuites contre les fonctionnaires publics pour faits de leur administration est ancré dans notre loi fondamentale (art. 30). Les membres des collèges des bourgmestre et échevins sont bien évidemment à considérer comme fonctionnaires publics au sens de cette disposition constitutionnelle, de sorte que tout un chacun „revêtu à un degré quelconque d'une portion de la puissance publique” (cf. Rigaux et Trousse, Les crimes et délits du code pénal, T VI, p. 266) tombe sous l'application de l'article 30 susmentionné.

En tant que Ministre de l'Intérieur j'ai connaissance de cette disposition constitutionnelle qui, à mes yeux, ne constitue pas un «problème», mais bien plutôt un droit fondamental garanti à tous les citoyens luxembourgeois.

2. Il ne m'appartient guère de commenter, de critiquer, voire

d'émettre des avis au sujet de décisions de justice coulées en force de chose jugée.

Le jugement du 30 avril 2002 rendu en appel par le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg est on ne peut plus clair dans son argumentation en statuant tout d'abord que l'article 57-1 de la loi communale pose le principe que „le collège des bourgmestre et échevins est chargé de l'exécution des lois, des règlements et arrêtés grand-ducaux et ministériels”.

Une jurisprudence bien établie depuis 1990 (affaire MP/Zirves du 27 juin 1990) est ensuite rappelée par le tribunal qui conclut que „l'action dérivant de faits posés illégalement par les membres du collège échevinal doit dès lors être dirigée contre chaque membre personnellement, et non contre la commune qui ne peut être actionnée en justice au pénal, la responsabilité pénale étant individuelle”.

Ce raisonnement repose sur le principe de la personnalité des peines consacré par le droit pénal qui admet que seule une personne physique, agissant avec conscience et librement, peut être l'auteur pénalement responsable d'une infraction. „En effet, une personne morale de droit public ou de droit privé est dépourvue d'intelligence et de volonté, de sorte qu'elle ne peut délinquer”.

3. Comme je l'ai déjà indiqué sub 2) ci-dessus, il ne m'appartient pas d'émettre d'avis quant à une éventuelle responsabilité pénale des membres des conseils communaux. Cependant, et au vu du cadre juridique actuel, il existe une distinction fondamentale entre le collège échevinal, organe exécutif de la commune, et le conseil communal, organe délibérant de la commune.

En effet, le conseil communal ne dispose pas de pouvoirs propres en dehors des séances du conseil communal. Il me semble dès lors difficilement concevable de mettre en œuvre la responsabilité pénale des conseillers pris isolément, alors qu'ils n'interviennent pas dans l'exécution des décisions prises lors des séances du conseil.

Or, une faute pénale ne saurait être commise que lors de l'exécution d'une décision, de sorte que la mise en jeu de la responsabilité pénale des membres de l'organe délibérant me paraît exclue.

4. Une limitation de la responsabilité pénale des membres des collèges échevinaux reviendrait à une forte restriction d'un des droits fondamentaux garantis par la Constitution aux citoyens et enlèverait la protection contre l'arbitraire des pouvoirs publics, élément de base de notre civilisation.

**Question 2035 (5.2.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les conséquences des restructurations au niveau des directions générales:**

D'après une note du Secrétaire général du Parlement européen au Bureau en date du 23 janvier 2003 le Parlement européen projette de dissoudre sa DG IV (Etudes et recherches) installée à Luxembourg et d'affecter les fonctionnaires de cette DG à des tâches à l'intérieur de deux nouvelles directions générales qui seraient installées à Bruxelles. Le nombre de fonctionnaires concernés est de 174. Ce nombre s'ajouterait aux 99 fonctionnaires transférés en 2001 de Luxembourg à Bruxelles. Les restructurations en question prendraient place de juin 2003 à la moitié de 2005 et comporteraient en outre la création de nouveaux postes à Bruxelles.

de juin 2003 à la moitié de 2005 et comporteraient en outre la création de nouveaux postes à Bruxelles.

Mme le Ministre peut-elle me dire si elle est au courant de ces restructurations? Dans l'affirmative, est-elle d'avis que le nombre des transferts soit de postes soit de fonctionnaires de Luxembourg à Bruxelles est toujours conforme à celui qui a été retenu dans les accords Juncker-Hänsch et Juncker-Fontaine depuis mai 2002? En effet, les effectifs de cette institution à Luxembourg se sont situés à 1.997 fonctionnaires en 2002, alors que les seuils minima prévus dans ces accords sont de 2.086 jusqu'en 2004 et de 2.060 au-delà de 2004?

Etant entendu que la procédure pour engager ces restructurations est dans sa phase finale, Mme le Ministre peut-elle me dire si l'échange régulier d'informations entre le Secrétariat général du Parlement européen et le Gouvernement ainsi que les procédures de contact et d'échange d'informations arrêtées en 1996 avec le Président Hänsch ont fonctionné à propos de ces restructurations? Le Parlement européen informe-t-il le Gouvernement sur les conséquences que celles-ci auront pour l'ensemble des directions générales encore implantées à Luxembourg?

**Réponse (9.4.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:**

Le Ministère des Affaires étrangères est au courant du projet de restructuration préparé par le Secrétaire général du Parlement européen, qui comporte un démantèlement de la DG IV (Etudes et recherches).

Sachant que cette question figurait à l'ordre du jour du Bureau du Parlement européen le 11 mars 2003, j'avais écrit une lettre au Président du Parlement européen le 28 février 2003 pour lui faire savoir que le Gouvernement luxembourgeois ne pourra pas accepter une réorganisation des services du Parlement européen qui ne serait pas conforme aux accords entre le Parlement européen et le Luxembourg.

Avant que je ne m'adresse au Président du Parlement européen, le Gouvernement luxembourgeois avait déjà fait connaître son avis au Parlement européen moyennant des lettres que l'ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Alphonse Berns, et l'actuel Secrétaire général, M. Georges Santer, ont écrit à leur homologue, le Secrétaire général du Parlement européen, M. Julian Priestley. Le sujet a également été évoqué lors des rencontres régulières entre les Secrétaires généraux du Parlement européen et du Ministère des Affaires étrangères.

Vu les inquiétudes du Gouvernement luxembourgeois face à ce projet, j'avais demandé au Président du Parlement européen de reporter la question afin de permettre une étude plus approfondie du dossier et la tenue de consultations entre le Parlement européen et le Gouvernement luxembourgeois. Je regrette dès lors que le Bureau ait décidé le 11 mars 2003 d'incorporer la direction A de l'actuelle DG IV dans des nouvelles directions générales créées à Bruxelles, et de transférer les postes concernés à Bruxelles.

Dans ma lettre au Président du Parlement européen, j'avais rappelé l'importance que le Gouvernement luxembourgeois attache à l'évolution qualitative de la présence européenne à Luxembourg, raison pour laquelle le Gouvernement ne peut pas admettre que le site ne soit démantelé et les activités d'un niveau élevé et de qualité transférées à Bruxelles.

Je reste en attente d'une réponse par le Parlement européen à ma demande de tenir des consultations. D'ores et déjà, j'ai donné instruction à ce que la situation nouvellement créée par le Parlement européen soit élucidée par une étude sur base des textes pertinents qui régissent les relations entre le Luxembourg et le Parlement européen et partant les obli-

gations de cette assemblée. Au vu de la réponse donnée par le Parlement européen et des résultats de cette étude engagée, le Gouvernement prendra les mesures qui s'imposent.

En ce qui concerne le nombre de postes du Parlement européen à Luxembourg, le Secrétaire général du Parlement européen vient de répondre à la lettre du Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères du 19 février 2003 en indiquant que le nombre de postes du Secrétariat général du Parlement européen à Luxembourg s'élève actuellement à 2.427 postes.

**Question 2036 (6.2.2003) de MM. Emile Calmes et Gusty Graas (DP) concernant l'avancement du projet „e-cadastre”:**

L'Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT) a notamment comme tâche la délivrance aux notaires professionnels de l'immobilier et aux particuliers toutes sortes de documents tels qu'extraits ou feuilles entières du plan cadastral, bulletins et listes de propriétaires, provenances des parcelles, années de construction, plans de mesurages officiels ou encore cartes topographiques. Certaines de ces pièces peuvent être délivrées à la demande, tels les extraits cadastraux et les bulletins de propriété afférents. Il nous revient qu'apparemment depuis 1999 les fichiers et plans cadastraux n'ont plus fait l'objet d'une mise à jour.

Dans le cadre du programme «e-Lëtzebuerg» s'inscrit le projet «e-cadastre» de l'Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT), qui s'est proposé de procéder à l'installation d'un site Internet destiné à desservir le public avec les données, produits et services à caractère officiel, aussi bien les produits cadastraux que les produits cartographiques. Les objectifs fixés étaient les suivants: informer le public sur les produits et services offerts par l'ACT, permettre l'accès rapide et facile aux informations à caractère public, automatiser autant que possible l'extraction de données des banques de données et leur mise à disposition aux demandeurs, faciliter les échanges d'informations entre les services internes de l'ACT et entre l'ACT et les administrations et services étatiques externes, selon les principes de la réforme administrative, réaliser une solution «e-commerce» pour la vente de produits. Au cours de l'année 2002 une étude de faisabilité a été menée, alors que la phase de réalisation devrait être entamée après l'examen de ses résultats.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes:

- Est-ce que M. le Ministre a connaissance d'une absence de mise à jour des fichiers et plans cadastraux depuis 1999? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?
- Quel est l'état d'avancement du projet «e-cadastre»?

**Réponse (18.3.2003) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

1) Actualisation des fichiers cadastraux.

Aux termes de l'art. 2, point a) de la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie, celle-ci a dans ses attributions „la publicité en matière de propriété et de copropriétés foncières, sur la base de la documentation cadastrale et se composant des registres et des fichiers fonciers, ainsi que du plan cadastral se présentant sous forme analogue, numérisée et numérique”.

Le système traditionnel des mutations «cycliques» des droits réels immobiliers, effectuées par exercice et par commune comportait, de par sa nature, un certain délai incompréhensible. En raison surtout du dévelop-



pement rapide du nombre des transactions immobilières effectuées sur notre territoire, ce retard a pris, au fil des années, une envergure qui ne s'avère plus compatible avec les exigences éprouvées par les citoyens, les autorités publiques et les acteurs économiques dans un domaine aussi sensible qu'est la propriété immobilière.

Afin de remédier à cette situation et de garantir la disponibilité de données foncières à jour, les travaux se développent pour le moment d'après deux axes de priorité, à savoir:

- la réalisation du projet d'informatisation de la «Publicité foncière» entre le Notariat, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration du Cadastre et de la Topographie (dont le volet est à ce jour terminé, de sorte que le volet de l'Enregistrement se trouve actuellement en phase d'analyse et entrera bientôt en phase de développement). Le nouveau système informatique permettra e.a. de remplacer le régime de mutation cyclique annuel par un régime de mutation électronique par acte individuel. La mise en place de cette réforme administrative nécessitait en 2002 une période transitoire de six mois dans les services du Cadastre en vue de pouvoir migrer vers le nouveau système et de former le personnel concerné. Cet exercice a certes été indispensable, mais a agi, dans le court terme, négativement sur les délais de mutation;

- deuxièmement, l'administration a été autorisée à lancer un appel aux services d'un tiers spécialisé sous forme de soumission publique, en vue d'éliminer le stock des actes se trouvant actuellement en suspens. C'est ainsi que depuis automne 2001, une société momentanée a été engagée avec un effectif de 22 unités, qui agissent sous le contrôle des mutateurs de l'administration. A l'heure actuelle, presque la moitié des retards a déjà été résorbée et il est à prévoir que le problème des retards des mutations sera définitivement résolu en automne 2004. Il ressort ainsi du rapport d'activité de l'administration (publié sous peu), que le retard moyen a connu l'évolution favorable suivante:

31.12.2000:4 ans et 4 mois;

31.12.2001:4 ans;

31.12.2002:2 ans et 4 mois.

2) e-Cadastre.

Relevons dès le départ que, même si les données ne sont pas encore disponibles sur Internet, l'administration a réussi à informatiser toute la documentation cadastrale et cartographique du pays, effort qui place le Grand-Duché dans une situation enviable par rapport aux autres Etats membres de l'UE. Il y a, en effet, lieu de souligner que les produits classiques du PCN (plan cadastral numérisé), de la base de données topo cartographique, de l'ortho photo numérique et les produits dérivés connaissent un franc succès auprès de tout utilisateur intéressé.

Concernant la deuxième étape, à savoir la mise à disposition directe des informations directement par Internet, l'étude détaillée «e-Cadastre» a été autorisée par la CNSI le 1er août 2001, travaux qui ont pris fin en 2002. Une demande concernant la première phase de développement de ce projet vient d'être soumise à la CNSI qui, compte tenu de l'envergure et de l'impact du projet, arrêtera sa position dans les meilleurs délais.

**Question 2037 (7.2.2003) de Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP) concernant le projet de rattachement ferroviaire de Kirchberg et de Findel:**

Lors d'une récente présentation du projet du rattachement ferroviaire de

Kirchberg et de Findel devant plusieurs commissions de la ville de Luxembourg, les représentants du Ministère des Transports ont montré des tableaux représentant les flux de passagers depuis différentes directions vers le Kirchberg.

Par ailleurs le Ministère présente dans l'exposé des motifs du projet de loi un tableau visualisant la prévision du développement de la demande totale de trafic et de transport public pour la région de Kirchberg, toutefois sans indication de la provenance des passagers.

Je présume que les flux actuels, aussi bien que les prévisions, ont été établis par la cellule modèle de trafic pour toutes les régions du pays et pour les différents quartiers de la ville de Luxembourg. En effet, le modèle de simulation de trafic, établi en 1998, avait quadrillé le pays et avait distingué 711 zones, dont 73 pour la ville. Il serait intéressant pour la discussion sur les futurs investissements dans l'infrastructure ferroviaire de disposer de données relatives à la provenance et à la destination des usagers actuels et potentiels des transports en commun.

J'aimerais donc demander au Ministre de mettre à disposition du public intéressé et en premier lieu de la Chambre des Députés les données établies par la cellule modèle de trafic renseignant sur la provenance et la destination des passagers.

**Réponse (4.3.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

La question parlementaire sous objet a trait aux évolutions de trafic ayant servi de base pour le projet de loi portant autorisation du projet de raccordement de Kirchberg et de Findel au réseau ferré (projet N°5098 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire).

Déférant au désir exprimé par l'honorable députée, je vous prie de trouver ci-joint 5 dossiers comprenant les estimations de flux de passagers établies par la CMT pour l'année 2006 afin de les mettre à la disposition de la Chambre des Députés (*les 5 dossiers en question peuvent être consultés au Greffe de la Chambre des Députés*).

Les données figurant dans ces dossiers se trouvent être à la base du concept d'exploitation du réseau ferré à l'horizon 2006. Dès que le concept d'exploitation aura pu être finalisé, je me proposerai de publier les données annexées sous forme de synthèse avec les conclusions qui seront retenues pour le schéma de desserte du réseau ferré national pris dans son ensemble et distinguant les horizons 2006, 2012 et 2020.

**Question 2038 (10.2.2003) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant la prise en charge des patients atteints d'un accident vasculaire cérébral:**

Lors d'une conférence organisée par le service neurologique du Centre hospitalier de Luxembourg, des experts étrangers et luxembourgeois ont référé sur les conséquences et les thérapies relatives aux attaques d'apoplexie. Il ressortait des discours que les thérapies effectuées dans une unité spéciale, „stroke unit”, seraient non seulement en mesure de réduire le taux de mortalité lié à ces attaques, mais également le taux de dépendance des personnes concernées. Selon mes informations, les infrastructures nécessaires pour ces formes de thérapies ne sont qu'embryonnaires au Luxembourg. La Société luxembourgeoise de neurologie a proposé la création de trois unités telles que décrites à Luxembourg-ville, à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck, afin de garantir une prise en charge optimale des patients.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Quelle est l'opinion de M. le Ministre quant à la prise en charge de patients atteints d'un accident

vasculaire cérébral au sein d'unités spécialisées („stroke units“)?

- Est-ce que les propositions de la société susdite pourraient être réalisées?
- Est-ce que des réflexions sur ce sujet ont été entamées?

**Réponse (11.3.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Des expériences scandinaves ont montré qu'une rééducation commençant très tôt dans des services spécialisés avec des collaborateurs spécialement formés et de ce fait très motivés et entraînés influence positivement le taux de survie, la récupération et la capacité de vie autonome après accident vasculaire cérébral.

Une étude randomisée d'Evans et Kalra traitant de la prise en charge, pendant la phase aiguë, des patients souffrant d'un accident vasculaire cérébral, montre pour les patients pris en charge en stroke unit un meilleur taux de survie et une meilleure récupération que pour les patients pris en charge dans d'autres services, non spécialisés, malgré l'aide d'une équipe mobile spécialisée.

Aussi suis-je tout à fait en faveur de la prise en charge de patients atteints d'un accident vasculaire cérébral au sein d'unités spécialisées. C'est dans cette optique que le plan hospitalier du 18 avril 2001, s'il constate la couverture des besoins par les services hospitaliers existants, énumère à titre dérogatoire parmi les services nouveaux susceptibles d'être agréés des services relevant du domaine «prévention de la dépendance».

Etant donné que les urgences sont amenées à l'hôpital sur une base régionale, de tels services seront créés dans les trois régions hospitalières du pays, et cela dans le cadre de la révision des services hospitaliers existants à laquelle il sera procédé, conformément à la loi hospitalière, à la fin de l'année en cours.

**Question 2040 (12.2.2003) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant l'instruction religieuse dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire:**

La loi du 12 juillet 2002 portant modification de l'enseignement secondaire et secondaire technique, et plus particulièrement réforme de la division supérieure prévoit que toutes les branches à option auront le coefficient de promotion 2. D'un autre côté, cette loi rend également obligatoire un des cours d'éthique, soit celui d'instruction religieuse soit celui de formation morale et sociale. Ces cours sont dotés du coefficient 1. Or, d'après la nouvelle grille horaire de l'E.S., l'instruction religieuse ne figure plus au programme des classes de 2e et de 1ère. Théoriquement, il est parfaitement possible que l'instruction religieuse soit offerte en tant qu'option dans certains bâtiments.

Dans ce contexte, les questions suivantes s'imposent.

Mme la Ministre peut-elle confirmer la possibilité d'offrir un cours d'instruction religieuse en tant qu'option dans les classes de 2e et de 1re? Pourquoi ce cours continue-t-il à figurer au programme des classes de 4e et de 3e, classes qui font partie du cycle supérieur de l'enseignement secondaire?

Si ce cours peut effectivement être offert aux classes de 2e et 1re en tant qu'option, sera-t-il également doté du coefficient 2 et comptera-t-il pour la promotion des élèves?

Dans l'affirmative, qui sera responsable du contrôle des contenus des cours en question?

Toujours dans cette hypothèse, comment Mme la Ministre justifie-t-elle que cette branche qui ne sanctionne

pas un savoir mais une conviction religieuse entre dans le calcul de la promotion des élèves?

**Réponse (4.3.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

Il importe que, tout comme dans la division inférieure, un enseignement des valeurs soit également offert aux élèves de la division supérieure. Ce rôle est assumé dans les classes de première et de deuxième principalement par le cours de philosophie et, dans les classes de quatrième et de troisième, par le cours de formation morale et sociale ou le cours d'instruction religieuse et morale.

Le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 déterminant les matières obligatoires et les matières à option, la répartition des matières sur les différentes classes ainsi que le nombre de leçons hebdomadaires de chaque cours dans les classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire prévoit que, dans le cycle de spécialisation des cours à options peuvent être offerts. Etant donné que le programme de ces cours peut être déterminé par les différents établissements, il leur est loisible d'offrir, en cas d'intérêt d'un nombre suffisant d'élèves, un cours optionnel en instruction religieuse et morale. D'après les critères de promotion en vigueur, ce cours, comme tout autre cours optionnel, sera doté du coefficient 2.

Le contrôle des contenus des cours d'instruction religieuse et morale incombe à l'archevêché. Toutefois, le règlement grand-ducal précité prévoit que l'organisation des cours à options offerts par les différents établissements nécessite une autorisation ministérielle.

Mis à part le fait qu'un cours optionnel en instruction religieuse et morale ne sanctionne pas nécessairement une conviction religieuse, il faut relever que dans chaque établissement plusieurs cours optionnels sont offerts et que l'élève peut choisir librement le cours qu'il entend fréquenter.

**Question 2041 (12.2.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant l'intérêt personnel et direct d'un membre du conseil communal aux délibérations:**

D'après l'article 20 de la loi communale du 13 décembre 1988 il est interdit à tout conseiller communal «d'être présent aux délibérations du conseil communal sur des objets auxquels il a un intérêt direct ... ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct».

J'aimerais savoir de la part du Ministre si cette interdiction légale englobe également l'hypothèse où le conseiller communal ayant un intérêt direct, sans participer au vote, n'a pas quitté la salle lors des débats et du vote sur l'objet litigieux. Est-ce que par sa simple présence, même dans la partie réservée au public, il n'a pas pu influencer le cours des débats et le vote des autres membres du conseil communal?

Quelle est la sanction d'une telle irrégularité éventuelle tant au niveau de la régularité de la délibération du conseil communal qu'au regard du droit pénal?

**Réponse (10.3.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

L'article 20 de la loi communale interdit à tout membre du corps communal d'être présent aux délibérations du conseil communal sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'aux votes sur les affaires visées.

Lors des réunions publiques du conseil communal les conseillers ayant un intérêt direct concernant un point de l'ordre du jour ne sont pas tenus de quitter la salle lorsque le conseil délibère sur ce point. Ils sont uniquement obligés de se retirer dans l'enceinte réservée au public.

En effet, le conseiller communal, lorsqu'il a un intérêt direct dans une affaire, doit être mis à pied d'égalité avec tout autre citoyen qui a un intérêt concernant un point de l'ordre du jour d'une séance du conseil communal. Or, le citoyen qui se trouve dans cette situation peut être présent dans la salle de réunion et assister à la séance publique du conseil communal. Il doit donc en être de même pour le conseiller communal intéressé dans une affaire, ceci dans le respect du principe de l'égalité devant la loi.

En ce qui concerne la crainte exprimée par M. le Député Alex Bodry que le conseiller communal, par sa simple présence dans la salle de réunion, pourrait influencer le cours des débats et le vote des autres membres du conseil communal, j'estime que cette crainte n'est pas justifiée. En effet, je conçois mal qu'un détenteur d'un mandat politique local se laisse guider dans ses paroles et lors de son vote par d'autres valeurs que celles relevant de l'intérêt communal. Par ailleurs la même crainte devrait alors exister à l'égard de la présence parmi le public de citoyens ayant un intérêt dans l'affaire en délibération et qui, dans nos petites communes, font aisément partie des proches connaissances de l'un ou de l'autre membre du conseil communal.

Si malgré tout une irrégularité était constatée, il appartiendrait aux tribunaux de juger de la sanction à appliquer le cas échéant.

Pour être complet, il convient de préciser que lorsqu'un conseiller communal a un intérêt dans une affaire sur laquelle le conseil communal délibère à huis clos, alors l'intéressé est obligé, comme le public, de quitter la salle de réunion lors de la délibération sur l'objet en question.

**Question 2043 (12.2.2003) de M. Lucien Clement (CSV) concernant l'élaboration d'une loi cadre sur les classes moyennes:**

Le Ministère des Classes moyennes est en train de finaliser le projet de loi cadre concernant les classes moyennes. Dans le contexte de l'actuelle situation économique de notre pays, et dans la suite de l'interpellation sur les faillites, j'aimerais savoir de M. le Ministre:

- quel est l'état d'avancement des travaux de rédaction de ce projet de loi et quand il sera vraisemblablement déposé;
- quelles sont les grandes modifications que ce projet apportera à la législation existante et
- si ce projet doit également être conçu dans une optique d'encadrement renforcé des petites entreprises en vue de l'endigement du nombre élevé de faillites?

**Réponse (4.3.2003) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

1. Le projet en question se trouve actuellement au stade d'avant-projet de loi et fait l'objet d'une concertation avec les Chambres professionnelles en vue de la finalisation du projet. Je compte déposer le projet définitif à la Chambre des Députés avant la fin du premier trimestre 2003.

2. L'orientation générale du texte est définie par le Plan d'action en faveur des PME que j'ai eu l'occasion de présenter à la Chambre des Députés le 14 mars 2001:

«Le Gouvernement renforcera les instruments publics de soutien financier actuels et développera de nouveaux moyens afin de stimuler la création d'entreprises et l'expansion économique des entreprises existantes. Il mettra un accent particulier sur les aspects qualitatifs de la croissance et sur le caractère durable du développement économique, social et écologique».



Le projet de réforme vise à réorganiser en profondeur le régime des aides d'Etat en faveur de nos entreprises du secteur des classes moyennes. Il s'agit de remplacer par un texte entièrement nouveau la loi du 29 juillet 1968 ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat. En effet, si la loi de 1968 a indubitablement fait ses preuves au cours des trois décennies d'application, force est de constater qu'elle doit être mieux adaptée à la structure et aux besoins actuels du secteur des PME et qu'elle se trouve également en déphasage par rapport à l'évolution de la réglementation européenne en matière d'aide d'Etat et de politique de l'entreprise.

Il s'agit donc d'innover par rapport à la loi de 1968, notamment en élargissant la liste des dépenses éligibles aux immobilisations incorporelles, de sorte qu'un grand nombre d'investissements vitaux pour les PME, tels que les droits de brevet, licences, savoir-faire ou connaissances techniques non brevetées, pourront à l'avenir bénéficier d'un soutien financier public.

En outre, afin de doter l'Etat d'un instrument supplémentaire pour développer l'esprit d'entreprise et de favoriser la création et la reprise d'entreprise, il est prévu d'introduire des conditions particulières de traitement des aides destinées à accompagner les créateurs d'entreprises et les repreneurs d'entreprises existantes lorsqu'il s'agit de leur premier établissement.

Un autre volet important en matière d'investissements pour nos entreprises sont les équipements nécessaires pour répondre aux réglementations environnementales ou permettant l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Voilà pourquoi le projet de réforme prévoit d'encourager et de soutenir les entreprises luxembourgeoises en matière de protection de l'environnement en rendant éligibles les dépenses liées à des actions visant à réparer ou à prévenir une atteinte au milieu physique ou aux ressources naturelles ainsi qu'à encourager une utilisation rationnelle de ces ressources.

Il s'agit également de créer un outil d'encouragement de nos PME à s'engager dans des projets de recherche, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement pré-concurrentiel.

Enfin, il est prévu d'introduire un régime spécial dit de «sécurité alimentaire» destiné à soutenir et à encourager les entreprises artisanales et commerciales du secteur de l'alimentation à investir dans des instruments ou méthodes permettant d'assurer ou d'accroître la traçabilité et la qualité des produits.

3. Pour ce qui est de l'endiguement des faillites, le projet de réforme ne peut agir, par la force des choses, que sur le champ de la prévention. Dans cette optique il est prévu que pour l'attribution de certaines aides, les dossiers de demandes devront s'appuyer sur un plan d'affaires détaillé ou des pièces équivalentes, afin de documenter la viabilité du projet de création ou de reprise d'entreprise.

**Question 2044 (13.2.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'autorisation de morcellement de terrains:**

Il me revient que les délais pour l'obtention d'une autorisation pour pouvoir procéder au morcellement des terrains sont assez longs.

De ce fait, j'aimerais savoir de la part de M. le Ministre de l'Intérieur:

- Si M. le Ministre peut me confirmer ces informations?
- Si M. le Ministre peut me donner les raisons de ce retard?
- Si M. le Ministre peut m'informer de la procédure à suivre pour ob-

tenir une autorisation de morcellement?

- Si M. le Ministre peut m'informer des délais actuels pour obtenir une telle autorisation?
- Si M. le Ministre peut m'informer du nombre de dossiers actuellement traités pour une telle autorisation?
- Comment M. le Ministre compte remédier à la situation?

**Réponse (26.3.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

En réponse à la question de l'honorable député Xavier Bettel, je tiens de prime abord à souligner que la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, seule loi régissant au Grand-Duché de Luxembourg l'aménagement communal, ne prévoit aucune disposition spécifique relative à des «autorisation de morcellement».

En revanche, certains plans d'aménagement généraux communaux, respectivement certains règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites communaux, tel que par exemple celui de la ville de Luxembourg, prévoient des modalités spéciales concernant de telles «autorisation de morcellement».

Une telle autorisation relevant cependant strictement de la sphère de compétence des autorités communales, et la procédure afférente pouvant varier de commune à commune, le Ministre de l'Intérieur ne saurait et ne voudrait pas se prononcer sur des questions ne relevant pas de ses compétences propres.

**Question 2045 (13.2.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le financement et cofinancement de projets d'infrastructures par la Banque européenne d'Investissement (BEI):**

Dans un article paru le 13 février 2003 dans l'hebdomadaire „Le Jeudi“, le président de la Banque européenne d'Investissement Philippe Maystadt a déclaré que l'aéroport de Luxembourg aurait décliné d'emblée toute offre de financement de la BEI, alors que cette dernière n'aurait pas encore formulé une proposition concrète.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre des Transports:

- Est-ce que M. le Ministre peut me confirmer la position de l'aéroport de Luxembourg?
- Dans l'affirmative, est-ce que cette décision tombe dans les compétences de la direction de l'aéroport? Dans quelle mesure le Ministère des Transports a été associé à la décision?
- Est-ce que M. le Ministre peut me fournir les raisons de cette décision, qui me semble pour le moins discutable, si on considère que la BEI contribue au financement et au cofinancement de nombreux projets d'infrastructure en Europe?

**Réponse (13.3.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:**

L'honorable député se fait l'écho d'une publication parue dans un organe de presse indigène et rappelant la déclaration du président de la Banque européenne d'Investissement selon laquelle l'Aéroport de Luxembourg aurait décliné l'offre de sa banque en vue du financement de la nouvelle aérogare.

D'abord, je voudrais préciser qu'en vertu de la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, l'Etat a confié à lux-Airport, société de l'Aéroport de Luxembourg, la mission d'assurer la construction et le financement de la nouvelle aérogare.

Le projet de la nouvelle aérogare comprend la construction de l'aérogare proprement dite ainsi que la réa-

lisation d'un terminal petits porteurs, d'un parking souterrain, d'une centrale de cogénération et l'aménagement des alentours.

Le financement se fait par le biais de la loi modifiée du 13 avril 1970 - dite loi de garantie - fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

En vue de l'emprunt à placer en la matière les responsables de lux-Airport ont contacté en début de septembre 2002 la Banque européenne d'Investissement pour évaluer la possibilité d'un financement du projet avec l'aide de la BEI. Dans la perspective d'une intervention compétitive de la BEI face aux offres susceptibles de provenir du secteur bancaire local un appel de candidatures a été publié le 26 octobre 2002 tant dans le Journal officiel des Communautés européennes que dans la presse locale dans le respect de la réglementation communautaire et nationale en matière des marchés publics.

Le 5 novembre 2002 la BEI a remis sa candidature parallèlement à d'autres instituts bancaires.

Le 7 mars 2002 lux-Airport a lancé un appel d'offres avec remise d'un cahier des charges à tous les établissements bancaires ayant fait acte de candidature, dont également la Banque européenne d'Investissement qui a remis son offre le 20 novembre 2002.

Après des négociations supplémentaires menées avec les différents soumissionnaires, lux-Airport a soumis un état comparatif de toutes les offres lui parvenues à M. le Ministre des Finances le 28 novembre 2002. Par courrier du 27 janvier 2003 celui-ci a informé la société de l'Aéroport de la décision retenue pour placer l'emprunt requis. Comme l'offre d'un établissement bancaire privé de la place s'est avérée la plus intéressante, les soumissionnaires non retenus, dont la Banque européenne d'Investissement, ont été informés du choix intervenu le 28 janvier 2003.

Dans les conditions précitées, il faut admettre qu'en formulant la déclaration citée par l'honorable député, le président de la Banque européenne d'Investissement a probablement été la victime d'un problème de communication interne dans sa banque. Par ailleurs, au vu du déroulement de la procédure publique appliquée par lux-Airport, je ne vois pas en quoi la décision de M. le Ministre des Finances d'écarter les offres de la Banque européenne d'Investissement et d'un certain nombre d'autres soumissionnaires au profit d'une offre économiquement plus intéressante serait discutable.

**Question 2046 (14.2.2003) de M. Patrick Santer (CSV) concernant les contrôles d'accès aux chantiers de construction temporaires ou mobiles:**

Dans une circulaire du 16 décembre 2002 „concernant les contrôles d'accès aux chantiers de construction temporaires ou mobiles“, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a rappelé l'obligation légale d'instituer un coordinateur sécurité-santé lequel doit tenir un registre des personnes habilitées à avoir accès au chantier. D'après cette circulaire „les entreprises et/ou les travailleurs ne disposant pas des preuves de conformité avec les législations susmentionnées (à savoir la loi du 17 juin 1994 et le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994) sont à considérer comme 'non autorisées' et l'accès devra péremptoirement leur être refusé.“

Si, dans le cadre de la lutte contre le travail au noir, les entreprises établies au Luxembourg qui n'ont pas d'autorisation de faire le commerce, qui ne

payent pas les cotisations de la sécurité sociale et/ou qui n'ont pas de numéro de TVA doivent être écartées de tout chantier, la question se pose cependant quant au respect ou plutôt à la capacité qu'ont des entreprises ou des professions libérales (p. ex. ingénieurs, architectes) établies dans un autre Etat membre mais qui viennent prester leurs services au Luxembourg, de respecter les dispositions précitées.

Des entreprises ou professions libérales établies dans un autre Etat membre et qui prestent des services au Luxembourg ne doivent pas être discriminées par rapport aux entreprises ou professions libérales établies au Luxembourg. L'accès au chantier devrait donc leur être accordé s'ils fournissent au coordinateur sécurité-santé les documents établissant leur numéro TVA, paiement des cotisations sociales, autorisations d'exercer leur profession, etc. qui leur sont délivrés par les autorités du pays de leur établissement.

Est-ce que M. le Ministre du Travail et de l'Emploi partage mon raisonnement?

Dans la négative, le Luxembourg ne court-il pas le risque de se faire condamner pour discrimination illicite au regard du droit communautaire?

**Réponse (14.4.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

La finalité de ma circulaire du 16 décembre 2002 concernant le contrôle d'accès aux chantiers de construction fut de limiter l'accès aux seuls professionnels. Ces professionnels sont des travailleurs formés d'entreprises déclarées et dont les obligations sociales sont en règle. Ceci vaut de même pour les sociétés étrangères.

Le moyen pour contrôler est donné par le maître d'ouvrage au coordinateur sécurité-santé, afin d'assurer le pilotage administratif, en tenant à jour un dossier regroupant les pièces des demandes d'accès aux chantiers des différentes sociétés et mentionnant les travailleurs appelés à intervenir.

L'exactitude et l'actualité de ces données ne peuvent cependant pas être vérifiées par le coordinateur, mais se feront à l'occasion d'un contrôle par les administrations compétentes.

**Question 2047 (11.2.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la vaccination contre la variole:**

La guerre en Iraq semble inévitable. Cette situation augmentera également le danger d'actions de groupes de terroristes et ainsi l'usage éventuel d'agents biologiques comme le virus de la variole. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

Des vaccinations contre la variole auront-elles lieu dès le début d'une éventuelle guerre en Iraq ou seulement après apparition des premiers symptômes au sein de la population? Quelle est la durée entre l'administration du vaccin et la protection efficace du vaccin?

Afin de garantir la meilleure efficacité du vaccin, est-ce qu'un rappel est nécessaire? Quel est le stock disponible en vaccins au Luxembourg?

Au cas où une épidémie de variole se déclarait, la vaccination d'environ 450.000 personnes pourrait-elle être assurée endéans de 3 ou 4 jours, par quels moyens et par quel personnel médical?

Est-ce que M. le Ministre publiera une brochure afin d'informer la population sur les démarches à suivre et de renseigner la population sur cette maladie et les effets collatéraux de la vaccination?

Est-ce qu'une concertation avec les autres ministres européens de la santé a eu lieu?

**Réponse (25.2.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Dans le cadre de l'heure de questions du 11 février 2003 M. le Député Jean Colombero a déposé une question relative à la vaccination préventive contre la variole en prévision d'éventuels attentats terroristes.

Finalement l'ordre du jour chargé de la Chambre n'a pas permis de traiter la question susvisée. Etant donné cependant que l'honorable parlementaire a insisté pour avoir une réponse rapide et que la question soulevée peut être mise en rapport direct avec la question ayant trait à la situation internationale actuelle qui a largement retenu l'attention de la Chambre le même jour, j'ai décidé, en accord avec l'honorable parlementaire, de formuler ma réponse par écrit.

Aucune preuve d'existence d'armes biologiques et notamment de variole n'ayant été apportée à ce jour, nous ne commencerons pas les vaccinations dès le début d'une guerre éventuelle en Iraq. Comme les autres pays européens, avec lesquels nous sommes en contact permanent par l'intermédiaire du réseau BICHAT, coordonné par la Commission, nous attendrons la confirmation d'un cas de variole dans la région pour déclencher le programme de vaccination qui pourra être un programme de «ring vaccination» (autour d'un cas), ou tout de suite un programme national pour toute la population.

Vu les effets secondaires graves du vaccin - décès de minimum trois, probablement plus, pour 1 million, sans parler des séquelles graves dans de nombreux cas - on ne peut actuellement, en l'absence de danger prouvé, prendre la responsabilité de réintroduire la vaccination.

Le vaccin sera efficace s'il est administré endéans les 4 jours après l'apparition d'un cas de variole; il ne nécessite qu'une seule injection (scarification par multipuncture).

Nous avons actuellement en stock 450.000 doses de vaccin pour une vaccination de masse de toute population en cas d'urgence. Ce vaccin ne dispose pas d'un enregistrement en bonne et due forme (actuellement aucun vaccin officiellement enregistré n'existe au monde); c'est le vaccin qui a fait ses preuves d'efficacité lors des programmes de vaccination à 1977, année où la variole a été officiellement éradiquée au niveau mondial.

Vacciner 450.000 personnes en 4 jours n'est certes pas facile: nous sommes en train de mettre en place les structures nécessaires (centres de vaccination, personnel médical, paramédical et administratif). Des formations sont en cours d'élaboration (CD-Rom, cours pratique).

Un dossier très détaillé a été élaboré pour les médecins et sera distribué incessamment. L'information de toute la population, par voie d'un dépliant ou d'autres moyens est à l'étude.

Nous sommes en contact permanent avec les autorités sanitaires responsables des autres pays européens; le point figure régulièrement à l'ordre du jour des Conseils des Ministres de la Santé de l'Union européenne.

En dehors d'une campagne collective de vaccination, le vaccin qui, comme dit ci-dessus, n'est pas officiellement enregistré, ne saurait être administré à un particulier individuellement qui en ferait la demande. Il faut savoir en effet que la personne vaccinée constitue un certain risque pour son entourage. Or, en l'absence de faits justifiant un programme de vaccination aucun risque ne doit être couru.

**Question 2048 (14.2.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le brevet sportif national:**

Le brevet sportif national jouit de plus en plus de sympathie au niveau du grand public et notamment chez les enfants. Or, le Ministère vient de décider (voir le calendrier du sport loisir) que le gros des épreuves, à savoir les épreuves d'athlétisme et les



épreuves d'endurance se dérouleront samedi, le 14 juin 2003 à 9.30 heures. Vu que beaucoup de classes ne suivent pas le rythme du samedi libre, un grand nombre d'élèves sera exclu de la possibilité de participer aux épreuves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Pourquoi les épreuves auront-elles lieu dans la seule matinée du samedi du 14 juin 2003?
2. Est-ce qu'une deuxième date sera proposée par le Ministère pour les «enfants» qui suivent un autre rythme scolaire?

Réponse (18.3.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Les épreuves d'athlétisme et d'endurance du brevet sportif national ont été programmées pour la matinée du samedi, 14 juin 2003. Cette date a été fixée à la suite d'un sondage effectué auprès des concernés. La journée du samedi a été retenue étant donné qu'un grand nombre de volontaires doivent être disponibles pour aider au bon déroulement des épreuves d'athlétisme.

Il n'est pas envisagé de proposer une deuxième date pour les enfants qui suivent un autre rythme scolaire.

Toutefois, la LASEP a prévu de réserver des après-midi du mardi et du jeudi pour permettre aux autres enfants de participer aux épreuves d'athlétisme et de natation. Les enfants qui ne sont pas membres d'une section de la LASEP seront également admis à participer à ces épreuves. Les dates et lieux seront publiés par voie de presse en temps opportun. Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus auprès du Service du Sport-loisir du Ministère (téléphone: 478-3411).

De cette façon aucun enfant ne risque d'être exclu pour des raisons d'organisation scolaire des épreuves du brevet sportif national.

Question 2049 (17.2.2003) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant la politique communautaire en matière de la procédure d'asile:

D'après des informations lues dans la presse internationale, le Gouvernement britannique aurait décidé d'ajouter l'Albanie, la Serbie et le Monténégro et la République de Macédoine à la liste des pays pour lesquels les demandes d'asile sont infondées. Cela implique que des ressortissants de ces pays ne sont plus admis dans la procédure d'asile au Royaume-Uni.

- M. le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Quelles sont, le cas échéant, les répercussions de cette décision sur la politique communautaire en la matière et sur le Luxembourg?
- Est-ce que cette démarche britannique a fait l'objet de discussions au sein du Conseil JAI? Dans l'affirmative, quelle fut l'attitude des autres pays membres?
- Quelle est, de manière générale, l'appréciation que porte M. le Ministre envers la démarche britannique?

Réponse (6.3.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Je confirme que début février 2003, le Gouvernement britannique a arrêté une liste de sept pays qui sont considérés par lui comme étant des pays d'origine sûrs. Il s'agit des pays suivants: Albanie, Bulgarie, Macédoine, Moldavie, Jamaïque, Roumanie et Serbie-Monténégro.

Cette décision a pour effet, en vertu de la législation britannique, qu'il y a une présomption que les demandes d'asile émanant de personnes en provenance de ces pays sont non fondées. En principe, ces personnes ne peuvent introduire un recours

contre la décision de refus d'examen de leur demande. Le Gouvernement britannique estime que ces pays sont des «democracies with effective criminal justice systems, from which it is frankly not credible to suggest people routinely fear for their lives».

Tout en remarquant que le Royaume-Uni est en droit d'adopter une telle liste de pays d'origine sûrs, je regrette que l'adoption d'une telle liste n'ait pas été précédée d'une consultation au niveau européen, ceci d'autant plus que l'Union européenne a récemment considéré que les dix pays candidats à l'Union européenne sont à considérer comme pays sûrs. Il est évident que l'adoption unilatérale d'une telle liste, combinée avec l'absence de procédures judiciaires, peut avoir pour effet que les demandeurs d'asile en provenance de ces pays choisissent d'autres Etats-membres de l'Union pour déposer leur demande, dans l'espoir de pouvoir y entrer dans la procédure administrative et judiciaire prévue en matière d'asile. Or, le but d'une politique européenne en matière d'asile doit justement être de traiter en commun les problèmes d'asile et d'éviter les mouvements de demandeurs d'asile en fonction de la durée et des modalités de la procédure.

J'ai fait part des observations du Gouvernement luxembourgeois à cet égard au cours du Conseil des Ministres de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union en date du 27 février 2003. J'ai souhaité notamment que l'Union européenne examine s'il n'y a pas lieu d'adopter au niveau européen la même liste que celle adoptée par le Royaume-Uni. Ces questions, de même que celle relative à la procédure applicable dans de telles situations, seront examinées par un groupe de travail du Conseil des Ministres.

Question 2051 (20.2.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant le site Internet communal:

L'Internet est sans doute devenu un moyen de communication intéressant et efficace. Ainsi la majorité des communes luxembourgeoises utilisent leur propre site afin d'élargir leur éventail de sources d'information. Les citoyens disposent donc d'un outil supplémentaire pour faire connaissance avec les services offerts par une commune. De surcroît les associations locales disposant d'une homepage sont souvent reliées au site de leur commune leur permettant ainsi de toucher une plus grande partie de la population. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'une commune offrant à ses associations locales la possibilité de faire un lien avec sa homepage n'est pas censée offrir ce service également à une section locale d'un parti politique, qui d'ailleurs peut être qualifié comme un pilier de l'institution communale?
- Dans la négative, quels arguments justifieraient alors une telle décision?
- Dans l'affirmative, quelles actions devraient être intentées contre une commune refusant le lien d'un parti politique à sa homepage?

Réponse (21.3.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais rappeler que l'évolution technologique dans le domaine de l'Internet est de loin plus rapide que l'adaptation législative aux nouvelles technologies.

Comme la loi communale est muette au sujet de l'Internet comme moyen d'information, les considérations ci-après développées relèvent plutôt du bon sens et de la logique et ne se basent point sur un texte légal ou réglementaire permettant de fournir une réponse qui serait valable pour tous

et applicable à toutes les situations pouvant se présenter à l'avenir.

En premier lieu la décision de créer un site officiel pour la commune relève de la compétence du conseil communal en vertu de l'article 28, alinéa 1, de la loi communale.

Il s'agit, outre la décision de créer un site Internet, de déterminer les options stratégiques du site: le site communal a-t-il pour objectif de présenter la commune, d'être un lieu d'information d'intérêt communal, d'être un lieu d'échange avec le citoyen? Quels sont les services informatiques qui vont être offerts aux citoyens par la commune, correspondent-ils à des missions de service public, à l'intérêt communal?

Il appartiendra ensuite au collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre cette décision et ce, conformément à l'article 57, N°2, de la loi communale.

Les responsables communaux pourraient utilement s'inspirer des pratiques en matière de bulletins d'information au niveau communal. Si les autorités communales ont permis par le passé l'insertion d'informations de la part d'une section locale d'un parti politique dans le bulletin communal, rien ne s'oppose dorénavant à rendre ces informations disponibles sur Internet.

Je me dois néanmoins de remarquer que les sections locales des partis politiques ne sauraient être qualifiées de „pilliers de l'institution communale“ alors que la loi communale ne connaît pas la notion de parti politique. Les sections locales de ces derniers sont donc à considérer comme des associations locales pures et simples et à traiter comme telles.

Il serait dès lors recommandable d'adopter un règlement communal fixant les conditions et modalités d'établissement de liens entre le site de la commune et les sites d'associations locales en tenant compte notamment des paramètres suivants: le contenu de l'information, l'identification sans équivoque de l'association par l'indication éventuelle du webmaster, un droit de regard permanent de la commune sur les informations diffusées et les liens ou hyperliens proposés par l'association en question, le droit de la commune de supprimer un lien en cas de non-respect du règlement.

Au cas où un conseil communal décide de ne permettre aucun lien avec des associations locales, il s'agit d'une décision souveraine du conseil qui décide en toute autonomie sans avoir à se justifier.

Au cas où le conseil permet à des associations locales d'établir des liens avec le site communal il doit veiller à respecter le principe de l'égalité de traitement des personnes physiques et morales.

Question 2053 (24.2.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant la nouvelle dénomination pour l'espace transfrontalier Saar-Lor-Lux-Wallonie:

D'lescht Joer ass an der Groussregioun e Concours organiséert ginn, fir en neien Numm fir d'Saar-Lor-Lux-Regioun ze fannen. Énnert den 3.000 Virschléi war awer keen dee richtig a Fro koum, fir deen alen Numm ze ersetzen.

Um Saar-Lor-Lux-Gipfel Enn Juni soll elo den Numm „Maas-Mosel-Saar“ virgeschloen an zréckbehale ginn. Dese Virschlag trifft awer net iwwerall op Zoustëmmung. Sou huet z. B. déi saarlännesch SPD sech dogéint ausgeschwat, well de Begrëff Saar-Lor-Lux sech souwuel an der Bevölkerung, wéi och an der Wirtschaft agebiert gëtt. Den Numm Saar-Lor-Lux wier llicht an all Sprooch ze iwwersetzen an et kéint ee sou eng Decisioun net iwwert d'Käpp vun de

Leit ewech huelen, wann déi naischt mat deem neien Numm ufänke kënnen. Doniewent missten all d'Institutionen an d'Firmen hire Logo änneren, wat mat vill Fraisé verbonnen ass. Zousätzlech misst eng käschtenintensiv Werbekampagne gestart ginn, fir deen neien Numm bekannt ze maachen.

Kann d'Mme Ausseminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéi ass d'Haltung vun der lëtzebuergescher Regierung an dëser Fro? Énnerstëtzt d'Regierung de Virschlag „Maas-Mosel-Saar“ oder ass se och dofir, fir deen alen Numm bäizebehalen?
2. Wéi héich war de Käschtepunkt vun dem Concours, fir en neien Numm ze fannen a wéi grouss ass den Undeel vu Lëtzebuerg un dëse Fraisén?
3. Gëtt et schnonns Estimatioune wéivill d'Afféiere vun engem neien Numm géng kaschten? Wéi géng do d'Bedeegung un de Fraisé vu Lëtzebuerg ausgesinn?

Réponse (29.4.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*:

1. Déi aktuell saarlännesch Présidence vun de politeschen Exekutiven, déi sech vum 1. Januar 2002 bis zum 30. Juni 2003 erstreckt, hat d'IPI (Interregional Presse) gefrot, en Appel un d'Populationen an der Groussregioun ze maachen, fir en neien Numm ze fannen. Hie sollt historesch a geografesch Referenzen enthalen. Et konnt durchaus och en artifiziellen Numm sinn. Aus den ongeféier 3.000 Äntwerte sinn an enger Préselectioun ongeféier zéng Nimm vun der IPI an der Statskanzlei Saarbrécken zréckbehal ginn. Den 1. Dezember 2002 hu sech déi politesch Responsabel an enger informeller Réunioun getraff, fir énnert anerem iwwert dat Thema ze schwätzen (ech selwer an de President vum Conseil régional vun der Lorraine ware verhënnert).

Bei där Diskussioun huet de Begrëff «Meuse-Musel-Saar» e Minimalkonsens kritt. Et huet sech awer séier erausgestallt, dass dësen Numm alles anescht wéi populär ass. Sou hu sech an enger spontaner Émfro vun der Saarbrécker Zeitung wäit iwwer 80% vun de Saarlänner dogéint ausgeschwat. Och zu Lëtzebuerg sinn d'Reaktiounen éischter negativ. De President vum nächste Sommet, de Ministerpräsident Peter Müller, vertritt zu Recht d'Meenung, dass d'Politik der Populatioun keen Numm duerf opzwéngen. Deem schléissen ech mech selbstverständlech aus Lëtzeburger Siicht un. Et soll een an deem Kontext och bedenken, dass de Begrëff «Groussregioun Saar-Lor-Lux» bei eis eng Gewunnecht ginn ass. Dat ass a bleift fir mech e wichtege Kritär.

2. De Concours ass, wéi gesot, organiséert gi vun der saarlännescher Présidence a vun der Journalistenorganisatioun IPI. D'Lëtzebuergescher Regierung war weder inhaltlech nach finanziell direkt doru bedeelegt.

3. Estimatioune, wéivill d'Afféiere vun engem neien Numm géng kaschten, gëtt et net. Ech sinn awer der Meenung, dass dat och en Thema ass, wat an déi Diskussioun do soll eragräifen. D'Lëtzebuergescher Regierung wäert jiddfalls keen Euro ausgi fir en abstruse Phantasiumm.

Question 2055 (24.2.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'organisation du Centre de Communications du Gouvernement (CCG) et de la Permanence gouvernementale (PG):

Différentes modifications doivent survenir dans l'organisation du Centre de Communications du Gouvernement (CCG) tout comme dans la sécurité de la Permanence gouvernementale (PG) au sein de ce Centre. Dans ce contexte, il me revient toutefois que ces modifications remanieraient profondément le système de travail et compromettraient notam-

ment la continuité du service de la PG par du personnel qualifié.

Il va sans dire que ces modifications paraissent incompréhensibles à un moment où la situation politique internationale est tendue et où les mesures de sécurité préconisées par l'OTAN sont renforcées à tous les niveaux.

A la lumière de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre d'Etat:

- Est-ce que les changements intervenus au sein du service de la PG, notamment l'abolition du principe de la présence obligatoire de deux agents par quart de travail, se fondent sur une décision du Ministre de tutelle ou du moins avec l'accord du Ministre de tutelle, à savoir le Ministre d'Etat?
- Si oui, est-ce que M. le Ministre d'Etat peut m'informer sur les raisons qui sont à l'origine d'une telle décision?
- Est-ce que le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de la Défense, directement concernés par les changements intervenus, ont été informés?
- Dans la négative, qu'est-ce que M. le Ministre compte entreprendre pour remédier d'urgence à une situation qui va à l'encontre des mesures élémentaires de sécurité?

Réponse (24.3.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*:

1. Contrairement à ce que laisse entendre M. le Député, le principe de la présence de deux agents par quart est maintenu. Si à certains moments la présence de deux agents n'a pas pu être garantie, la cause en réside dans l'absence pour cause de congé de récréation ou de maladie d'un nombre d'agents plus élevé qu'en moyenne. Même dans ces cas-là la continuité du service n'est cependant pas menacée vu la présence sur les lieux d'autres personnels qui peuvent prêter main-forte aux agents de la Permanence gouvernementale en cas d'urgence.

2. Il reste que le fonctionnement du Service de la Permanence gouvernementale pose un certain nombre de problèmes au niveau notamment de la mise au point des plans de travail ou encore de la durée des quarts de travail. Dans le cadre de l'accord salarial dans la fonction publique du 21 mars 2002, il a été retenu que le travail par équipes successives - modèle sur lequel est organisé le Service de la Permanence gouvernementale - ferait l'objet de négociations entre la Confédération générale de la Fonction publique et le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative en vue d'une réglementation générale. C'est par rapport à cette réglementation générale que le Service de la Permanence gouvernementale sera le moment venu réorganisé en vue de remédier aux problèmes susvisés. Il est par ailleurs évident que la sécurité des installations, des informations qui y sont traitées et du personnel constituera le fil conducteur de cette réforme.

Question 2056 (25.2.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'incident technique au Centre pénitentiaire de Schressig (CPL):

Il me revient que le 24 et 25 février 2003, il y a eu un problème technique au Centre pénitentiaire de Schressig (CPL) et qu'ainsi les portes à l'intérieur du CPL se sont bloquées (plus de 3 heures le 24 février et plus d'une heure le 25 février). Ainsi les visiteurs se sont retrouvés bloqués, les gardiens n'ont pu travailler normalement et, en cas d'incendie, les détenus, les visiteurs et le personnel du CPL n'auraient pas pu quitter l'enceinte de la prison.



Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce que M. le Ministre peut me confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative, M. le Ministre peut-il me faire connaître les raisons de cet incident?
- Dans le cas d'un incendie quelle serait alors la procédure à suivre?
- Comment M. le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (19.3.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Le problème technique auquel M. le Député Xavier Bettel se réfère était dû à une panne du système informatique de gestion du CPL. Même si la commande des portes électriques était défaillante pendant cet incident, il n'en restait pas moins que les portes électriques ont pu être déverrouillées mécaniquement, de sorte à permettre, avec certaines restrictions, un déroulement quasi-normal des activités dans la prison.

En cas d'incendie, le plan d'intervention aurait été appliqué, l'accès dans toutes les parties des bâtiments ayant été possible à tout moment grâce au déblocage mécanique des portes électriques.

Question 2057 (25.2.2003) de M. Xavier Bettel (*DP*) concernant le transfert de la section des mineurs dans la section des femmes au Centre pénitentiaire de Schressig:

Il me revient que depuis quelques jours la section des mineurs au Centre pénitentiaire de Schressig a été transférée dans la section des femmes.

Cependant, il a toujours été retenu que les mineurs d'âges placés au Centre pénitentiaire de Schressig devaient dans leur intérêt être isolés des détenus majeurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Justice:

- M. le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative, M. le Ministre peut-il me faire connaître les raisons cette décision?
- M. le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que les mineurs doivent rester séparés des détenus majeurs au Centre pénitentiaire de Schressig?

Réponse (19.3.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Depuis le 21 février 2003, les mineurs placés au CPL sont logés de façon provisoire et temporaire au rez-de-chaussée de la section des femmes où ils occupent sept cellules.

Les femmes majeures sont logées au premier étage de la section des femmes. La séparation des mineurs et des majeurs est donc garantie au sein de la section des femmes conformément aux prescriptions de l'article 329 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 sur l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires.

Au courant du mois d'avril 2003, après achèvement des travaux de peinture, la section des mineurs sera installée au premier étage du bâtiment C qui a une capacité de 22 cellules; les mineurs disposeront de salles de classe au rez-de-chaussée du même bâtiment. L'installation au bâtiment C garantira une capacité d'accueil suffisante ainsi que la séparation des mineurs et des majeurs et offrira une infrastructure adaptée aux besoins éducatifs des mineurs.

Question 2058 (25.2.2003) de M. Laurent Mosar (*CSV*) concernant les conséquences des restructurations du RTL Group sur le site luxembourgeois:

D'après les articles récemment publiés dans la presse luxembourgeoise, le RTL Group serait sur le point d'afficher d'excellents résultats pour l'exercice 2001. En même temps, le groupe subit actuellement de graves secousses suite au départ de son administrateur délégué Didier Bellens vers le groupe Belgacom. Ce départ aurait comme origine des divergences entre les actionnaires du groupe en ce qui concerne sa future stratégie. Il semblerait que le groupe Bertelsmann entendraient se concentrer sur les secteurs de la télévision et de l'édition et abandonner le secteur multimédia. Dans ce contexte se pose par ailleurs la question de la nomination du futur administrateur délégué.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre délégué aux Communications:

- Le Gouvernement est-il au courant de ces restructurations?
- Quelles sont les conséquences de ces restructurations sur le groupe en général, et pour le site luxembourgeois en particulier?

Réponse (13.3.2003) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*:

Le Gouvernement a été régulièrement informé par l'administrateur délégué M. Didier Bellens de l'évolution des activités de RTL Group et plus particulièrement des activités sur le site luxembourgeois.

Par ailleurs, des entrevues sont programmées avec les responsables du Groupe Bertelsmann au rythme de l'évolution de l'actualité. C'est ainsi que le Premier Ministre, accompagné du Ministre délégué aux Communications, a eu en date du 4 mars 2003 une entrevue avec les responsables du groupe Bertelsmann.

Les entretiens ont plus particulièrement porté sur les changements à la direction de RTL Group. A cette occasion, le groupe Bertelsmann a reconfirmé son attachement aux accords conclus dans le passé. Le contenu de ces accords a été exposé à différentes occasions aux membres de la Commission des médias et des communications de la Chambre des Députés.

Question 2059 (26.2.2003) de M. Aly Jaerling (*ADR*) concernant le relèvement de la période maximale d'un contrat conclu pour une durée déterminée:

D'Aarbechtsgesetz ass kloer, wat d'Dauer vun zäitlech begrenzten Aarbechtskontrakter ueget:

«(...) la durée du contrat conclu pour une durée déterminée (...) ne peut, pour un même salarié, excéder 24 mois, renouvellements compris.» (Art. 8 vum Gesetz vum 24. Mee 1989 iwwert d'Aarbechtskontrakter)

Och d'Erneuerung vun esou Kontrakter ass kloer geregelt:

«Le contrat conclu pour une durée déterminée peut être renouvelé deux fois pour une durée déterminée.» (Art. 9 vum genannte Gesetz)

D'Gesetz gesäit awer och eng notabel Ausnahmeregel vir. Den Artikel 8. (3) seet, datt den Aarbechtsminister kann «exceptionnellement autoriser le relèvement de la période maximale». D'Gefor déi bei esou Ausnahmeregel besteet ass, datt se mat der Zäit mëssbraucht ginn.

Dofir dës Froen:

1. Wéi heefeg gouf den Aarbechtsminister 2002 gefrot, fir esou eng speziell Verlängerungsméiglechkeet vun zäitlech begrenzten Aarbechtskontrakter ze accordéieren?
2. Wéivill d'ar Demandé koumen aus dem Privat- a wéivill aus dem öffentleche Secteur?

3. Wéivill vun dësen Demanden huet den Aarbechtsminister accordéiert?

4. Wéivill vun dëse Salarié si schonns widderholl d'Affer vun esou enger Ausnahmeregelung ginn?

5. Wéi ass zueleméisseg d'Evolution, iwwert déi lescht siwe Joer, vun dëse spezielle ministeriellen Ausnahmenautorisationen - am staatleche, wéi private Secteur?

Réponse (1.4.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Den Artikel 8 (3) vum Gesetz iwwert den Aarbechtskontrakt vun 1989 gesäit fir, dass den Aarbechtsminister kann a verschidene Situatiounen eng Ausnahm zu der Limitatioun vun de 24 Méint ginn. Säit dem Bestehe vum Gesetz stellt sech eraus, dass relativ wéineg dovunner Gebrauch gemach gëtt an dass een och net ka feststellen, dass et zu iergendwelchen Abusen an deem Kontext komm wär. Wann een iwwert déi lescht Jore kuckt, stellt ee fest, dass zum Beispill am Joer 2000 eng Autorisation ausgestallt ginn ass fir de Privatsektor a sechs fir den öffentleche Sektor, am Joer 2001 waren et der dräi fir de Privatsektor an néng fir den öffentleche Sektor, am Joer 2002 waren et der nëmmen fënnf fir den öffentleche Sektor a kee fir de Privatsektor an am Joer 2003 sinn et der elo aacht fir den öffentleche Sektor an zwee fir de Privatsektor.

All dës Demandé sinn accordéiert ginn, well se dem Sënn vum Gesetz entsprechen.

Et ass des Weideren net de Fall, dass deen nämlechte Salarié méi wéi eng kéier vun där Situatioun betraff war. Wat déi zueleméisseg Evolution an deene leschte siwe Joer ueget, kann ee keng Ofweichunge feststellen. Et beleeft sech ëmmer ongeféier an der nämlechter Grëssenerdnung wéi vum Joer 2000 bis d'Joer 2003.

Question 2060 (27.2.2003) de M. Serge Urbany (*déi Lénk*) concernant les droits civiques de la population égyptienne:

Il me revient que onze jeunes Egyptiens ont été arrêtés après leur participation à une manifestation place Sayyida Zeinab contre la guerre en Irak le 18 janvier dernier et seraient encore actuellement - plus d'un mois après leur arrestation - détenus sur base d'une loi d'urgence qui leur enlève tous les droits de la défense.

Le 8 février 2003 M. Ibrahim al-Sahari, journaliste au quotidien financier „al-Alam al-Yawma“, ainsi que M. Sabri Al Sammak, directeur de production auprès de l'entreprise du célèbre cinéaste Youssef Chahine, Misr al-Alamiyya Films, ont été arrêtés. Le journaliste récemment relâché a témoigné avoir été la victime de coups au quartier général de la Sûreté générale.

La disparition restée sans nouvelle depuis le 19 février de l'ingénieur Kamal Khalil, activiste antiguerre bien connu et directeur du Centre d'Etudes socialistes m'est également signalée.

Amnesty international a lancé une campagne urgente (appels au Président de l'Egypte Hosni Mubarak) sur ces arrestations et relève dans un communiqué que le Comité des Nations Unies contre la Torture lors de sa 29<sup>ème</sup> session du 22 novembre 2002 se déclara „préoccupé par la large évidence de torture et de mauvais traitements dans des bâtiments administratifs se trouvant sous le contrôle du département d'Etat de Sécurité et d'Investigation ce qui est facilité par le manque de tout mandat d'inspection de ces localités par un organisme indépendant“. En 1995 déjà le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture aurait appelé à une interdiction totale de la pratique de la

détention sans moyen de communication.

Il me semble évident que ces pratiques en violation des droits de l'Homme sont intolérables dans un pays voisin de l'Irak à un moment où des millions de personnes manifestent librement pour la paix à travers le monde.

Le sort réservé à ces personnes est de nature à me préoccuper fortement, et je vous prie de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement entend intervenir auprès des autorités égyptiennes afin de faire toute la lumière sur la situation de ces détenus et pour insister qu'ils soient relâchés s'il est établi qu'aucune charge ne peut être retenue contre eux.

Je voudrais également savoir si le Gouvernement entend intervenir auprès du Gouvernement égyptien afin que celui-ci mette un terme à la loi d'urgence nationale qui lèse ouvertement les droits civiques de la population et applique les recommandations du Comité contre la Torture des Nations Unies en supprimant toute forme de détention administrative et de détention au secret par le département de la Sécurité égyptien.

Réponse (2.4.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

L'honorable député soulève la question de l'arrestation de manifestants et de leurs conditions de détention, de l'usage de traitements inhumains et dégradants à l'égard d'un journaliste ainsi que de la disparition involontaire d'un activiste opposé à la guerre, en Egypte au cours des mois de janvier et février 2003.

L'honorable député souhaite savoir si le Gouvernement luxembourgeois entend intervenir auprès des autorités égyptiennes afin de faire toute la lumière sur la situation de ces détenus et pour mettre un terme à la loi d'urgence nationale.

Le Ministère des Affaires étrangères vient de prendre note du rapport d'Amnesty international du 21 février 2003 intitulé «Egypt: Anti-war activists at risk» auquel se réfère l'honorable député.

La situation des droits de l'Homme en Egypte n'est pas exempte de tout reproche et est examinée régulièrement par l'Union européenne. L'état d'urgence (proclamé en 1981 et qui est toujours en vigueur) que vous citez, le maintien de la peine de mort, les allégations de l'usage de la torture et les carences en matière de droits civils et politiques figurent parmi les thèmes de préoccupation majeure des Quinze et sont suivis de près par les Chefs de Mission de l'Union européenne au Caire.

En plus des déclarations des 15, l'Union européenne dispose d'autres instruments pour faire valoir ses préoccupations. L'UE effectue ainsi régulièrement des démarches confidentielles sur des cas individuels qu'elle juge particulièrement préoccupants.

Le Partenariat euro-méditerranéen («Processus de Barcelone») qui regroupe les douze pays de la Méditerranée et les Etats-membres de l'Union européenne offre également un forum de discussion pour aborder le respect des droits de l'Homme des deux rives de la Méditerranée.

Le Luxembourg restera attentif à d'éventuelles violations des droits de l'Homme et ne manquera pas de les soulever dans ses contacts bilatéraux avec des représentants égyptiens. Dans ce contexte, je tiens à rappeler que lors de la session de la Commission des Droits de l'Homme à Genève, le Luxembourg a mis l'accent sur le plein respect des droits civils et politiques dans le monde et a refusé toute atteinte à ces droits sous le couvert de la lutte contre le terrorisme.

Pour ce qui est plus précisément de l'état d'urgence, le Parlement égyptien vient malheureusement de décider tout récemment de proroger l'état d'urgence pour une durée de trois ans, c.-à-d. jusqu'au 31 mai 2006. Inutile de signaler que la communauté

internationale a, à maintes reprises, fait part de ses préoccupations face au maintien de l'état d'urgence en Egypte.

L'UE ne manquera certainement pas de réagir à la nouvelle décision du Parlement égyptien.

Question 2061 (27.2.2003) de M. Lucien Lux (*LSAP*) concernant le forfait d'éducation:

Le forfait d'éducation introduit par la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation prévoit le paiement de cette prestation à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002. Pour des raisons d'organisation et compte tenu du nombre élevé de bénéficiaires, les premiers paiements ont été prévus pour la fin de l'année 2002, respectivement pour le mois de janvier 2003.

Or, selon mes informations, les paiements n'ont même pas commencé à être effectués jusqu'à cette date et les responsables du Fonds national de Solidarité estiment que le forfait d'éducation pourrait être versé au plus tôt au cours du mois de mars et que les paiements s'étendront sur plusieurs mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre de la Famille:

- Est-ce que Mme la Ministre peut confirmer les délais indiqués?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent ce retard supplémentaire?

Réponse (18.3.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

Les premiers paiements de la prestation «forfait d'éducation» ont pu démarrer seulement après la mise en place de l'application informatique par le Centre informatique de la Sécurité sociale auprès du Fonds national de Solidarité.

Cette mise en place du programme informatique était terminée au mois de janvier 2003 de sorte que les premiers 860 dossiers ont été liquidés pour le 1<sup>er</sup> mars 2003.

A la date du 12 mars 2003 le nombre total des dossiers traités par le Fonds national de Solidarité s'élève à 5.133. Sous réserve des dossiers qui seront encore gérés d'ici le 24 mars prochain, toutes ces demandes feront l'objet d'une liquidation à la date du 24 mars prochain.

Question 2062 (28.2.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*) concernant la prime d'encouragement d'épargne-logement pour les nouveaux-nés:

La loi du 8 novembre 2002 concernant l'aide au logement prévoit en son article 14 ter une nouvelle prime devant encourager l'épargne-logement.

La loi prévoit que l'Etat versera en faveur de chaque nouveau-né un montant de 100 euros sur un compte d'épargne-logement.

Comme depuis le vote de la nouvelle loi nous sommes sans nouvelles sur les modalités pratiques de cette prime, j'aimerais savoir de M. le Ministre quelles sont les démarches à suivre en vue de l'obtention de cette nouvelle aide?

Quelles sont les modalités pratiques de cette nouvelle mesure et qui pourra en profiter?

A partir de quelle date les «nouveaux-nés» pourront-ils en profiter?

Réponse (8.4.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La loi du 8 novembre 2002 ayant modifié et complété la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement a introduit une aide d'épargne-logement généralisée. Il s'agit d'une mesure destinée à réac-



tiver la garantie de l'Etat, prévue par la loi de 1979, laquelle est actuellement très peu sollicitée (seulement 22 garanties sont accordées en moyenne par an). En effet, en vertu des articles 3 et suivants de ladite loi de 1979, au cas où un emprunteur ne peut fournir aux organismes prêteurs des garanties propres jugées suffisantes par ceux-ci, l'Etat est autorisé à garantir partiellement le remboursement de prêts hypothécaires consentis à des personnes physiques en vue de l'acquisition, de la construction, de la transformation ou de l'amélioration d'un logement servant d'habitation principale et permanente à l'emprunteur, à son conjoint ainsi qu'à leurs ascendants et descendants respectifs qui vivent dans le même ménage.

Dans beaucoup de cas, les ménages n'ont pas suffisamment épargné pour pouvoir faire appel à la garantie de l'Etat. Pour que les ménages soient à l'avenir plus à même de remplir les conditions relatives à l'épargne exigées pour l'obtention d'une garantie de l'Etat et pour rendre les gens plus conscients de l'importance d'épargner, cette aide d'épargne-logement généralisée a été introduite dans la législation.

Dès que les pourparlers avec les banques intéressées à mettre en place un tel produit d'épargne approprié, seront achevées, les modalités de détail seront inscrits dans un règlement d'exécution sur base duquel il sera possible à l'Etat de verser en faveur de chaque nouveau-né et ceci à partir de l'entrée en vigueur de la prédictive loi du 8 novembre 2002 un montant de 100 euros sur un compte d'épargne-logement, ceci en vue de le faire bénéficier, le cas échéant, d'une garantie de l'Etat lui permettant de contracter un prêt hypothécaire en vue d'accéder à la propriété d'un logement.

**Question 2063 (28.2.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle:**

La nouvelle loi sur l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle est entrée en vigueur le 1er octobre 2002.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre si les infrastructures prévues pour l'exécution de la loi prémentionnée ont été mises en place entre-temps et quelles sont le cas échéant les premières expériences qui ont été faites avec la nouvelle réglementation?

**Réponse (9.4.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, qui a été arrêtée à la suite des propositions du comité de coordination tripartite, est entrée en vigueur le 1er octobre 2002. L'exécution de cette loi fait appel à l'intervention de nombreux administrations et services, tels les caisses de maladie, les caisses de pension, le contrôle médical de la sécurité sociale, les services de santé au travail, la commission mixte nouvellement mise en place et l'administration de l'emploi. Par ailleurs, la réinsertion interne exige la collaboration des entreprises concernées.

Aussi est-il évident que le caractère innovateur des mesures mises en place connaît des problèmes de démarrage. Conjointement avec le Ministre du Travail et de l'Emploi, j'ai demandé aux administrations et services concernés d'établir l'inventaire des problèmes constatés, de tirer les conclusions des premières décisions jurisprudentielles et de proposer des solutions en vue de les soumettre en temps opportun au comité de coordination tripartite.

**Question 2064 (28.2.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le financement privé de la garantie locative:**

La loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit en son article 2g la création d'une aide de l'Etat pour soutenir le financement privé de la garantie locative réclamée aux locataires de logements à usage d'habitation principale et atteignant la contre-valeur de plusieurs loyers mensuels.

Comme les modalités de cette nouvelle mesure devraient être définies par un règlement grand-ducal, j'aimerais savoir de M. le Ministre si cette aide devant faciliter l'accession à un logement locatif est opérationnelle entre-temps?

Quelles sont les conditions et les modalités pratiques en vue de l'obtention de la nouvelle aide?

**Réponse (8.4.2003) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

Il est vrai que la loi du 8 novembre 2002 ayant modifié et complété la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement a introduit dans la législation une nouvelle aide, à savoir une aide étatique pour soutenir le financement de la garantie locative.

En effet, beaucoup de ménages à revenu modeste se trouvent dans une situation financière où il est quasiment impossible pour ceux-ci d'accéder à la propriété d'un logement. Ils doivent, par conséquent, louer un logement sur le marché locatif privé au cas où ils n'obtiennent pas - à court ou à moyen terme - un logement du secteur locatif subventionné. A l'heure actuelle, il s'est révélé que de tels ménages, bien que disposant d'un revenu leur permettant de payer régulièrement un loyer, éprouvent surtout des difficultés à payer la garantie locative (dans la plupart des cas, elle s'élève à trois mois de loyer; en plus, le loyer pour le 1er mois et éventuellement une commission d'agence doivent être payés d'avance) exigée par le bailleur au moment de la conclusion d'un bail à loyer.

Par la nouvelle aide, l'Etat entend faciliter l'accès au parc locatif privé à ces ménages. L'aide consiste dans le cautionnement direct ou indirect par l'Etat de la totalité ou d'une partie du montant du contrat de prêt contracté entre le candidat-locataire et l'établissement financier en vue de l'émission d'une garantie locative au sens de la législation en matière de bail à loyer et exigée par le bailleur lors de la conclusion du bail.

Un groupe de travail interministériel est en train de finaliser le projet de règlement d'exécution, document qui sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais.

**Question 2065 (28.2.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la création d'une carte européenne d'assurance maladie:**

La Commission a proposé le 1er juin 2004 comme date de lancement de la carte européenne commune d'assurance maladie. Cette carte, unique et personnelle, est destinée à remplacer l'ensemble des formulaires papier actuels requis lorsqu'un traitement médical est nécessaire lors d'un séjour temporaire dans un autre Etat membre. Elle facilitera la vie des citoyens, des prestataires de soins et des institutions de sécurité sociale de l'Union. La carte européenne simplifiera les procédures sans modifier les droits et les obligations des citoyens de l'UE. Il est proposé d'introduire cette carte en trois étapes.

Le sommet a invité la Commission à présenter une proposition avant sa prochaine réunion, qui se tiendra à Bruxelles le 21 mars 2003.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- 1) D'après quel critère le Luxembourg participera à cette carte européenne et quels seront les délais à respecter?
- 2) Dans quel stade les travaux préparatoires se trouvent-ils?
- 3) Quelles conclusions y aurait-il à tirer pour les membres des caisses de maladie du Luxembourg?

**Réponse (26.3.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La carte européenne d'assurance maladie qui fait l'objet de la question parlementaire est une initiative de la Commission européenne qui, après consultation des Etats membres au niveau technique a présenté une communication dans laquelle elle propose la création d'une carte européenne commune d'assurance maladie. Cette carte, unique et personnelle, est destinée à remplacer l'ensemble des formulaires papier actuels requis lorsqu'un traitement médical est nécessaire lors d'un séjour temporaire dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

1) A l'instar des autres Etats membres de l'Union européenne le Luxembourg participera à cette carte européenne. Quant aux délais la Commission suggère que le remplacement du formulaire E111 soit effectif le 1<sup>er</sup> juin 2004, compte tenu des exigences techniques et administratives nécessaires à l'introduction de la carte. Par dérogation il est prévu que les Etats membres qui aujourd'hui n'utilisent pas de carte dans leur système d'assurance maladie et de santé, puissent choisir une période transitoire, pendant laquelle ils continueront d'émettre des formulaires E111 en version papier.

La diffusion de la carte européenne devrait se réaliser en deux étapes successives:

- La première étape, débutant le 1er juin 2004, verrait l'introduction de la carte en remplacement du formulaire E111. Les formulaires papier cessent d'être reconnus dans les autres Etats membres, sous réserve des périodes transitoires éventuelles.

- La seconde étape, s'achevant le 31 décembre 2005 au plus tard, signifierait la fin des périodes transitoires et le remplacement de l'ensemble des formulaires utilisés pour un séjour temporaire.

Il sera ainsi mis fin à la circulation parallèle des cartes et des formulaires. Seule la carte d'assurance maladie européenne permettra en principe l'accès aux soins des assurés dans un autre Etat membre dans le cadre d'un séjour temporaire.

Un passage à un support électronique est prévu ultérieurement.

Le remplacement des formulaires par la carte européenne, la simplification des procédures, l'alignement des droits et les projets pilotes de dialogue entre différentes cartes électroniques, forment un ensemble cohérent qui prendra son sens et sa portée véritable avec l'utilisation généralisée d'un support électronique et parallèlement d'une gestion automatisée des formulaires et des procédures. Ce passage à un support électronique représente une dernière phase qui pourrait être réalisée en 2008.

2) Actuellement les travaux préparatoires sont en cours, notamment au niveau de la Commission administrative pour la Sécurité sociale des travailleurs migrants. Parallèlement à l'introduction de la carte, la Commission européenne proposera une modification du règlement 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants prévoyant un alignement des droits pour les soins médicalement

nécessaires quelle que soit la catégorie des ayant droits en cause (actuellement les droits diffèrent selon certaines catégories: personnes en séjour temporaire, bénéficiaires de pensions, travailleurs détachés, indépendants, étudiants...).

3) Pour les modalités d'introduction de la carte, une certaine marge de manœuvre est laissée aux Etats membres. Ainsi ils pourront opter soit pour une diffusion générale et immédiate, soit pour une diffusion progressive. Par ailleurs, les cartes nationales existantes pourront, soit être modifiées pour tenir compte des nouvelles exigences communautaires, soit être doublées par une carte européenne. Par ailleurs, les nouvelles cartes pourraient comporter, à l'instar des pièces euros, une face nationale et une face européenne.

Pour le moment il est encore trop tôt pour le Luxembourg pour retenir une option définitive, les modalités techniques et les choix en résultant devront se clarifier dans un avenir proche lors des groupes techniques qui s'occuperont de cette matière.

**Question 2066 (28.2.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le plan sectoriel réglant l'implantation des antennes GSM ou UMTS:**

Les communes se voient de plus en plus souvent confrontées, d'un côté, à des demandes en vue de l'implantation d'antennes GSM ou UMTS et, d'un autre côté, à des interventions de la part de la population guidées par le souci de l'impact des rayonnements des antennes sur leur santé.

En l'absence de critères clairs et nets tant législatifs que réglementaires, j'aimerais connaître de M. le Ministre les directives à l'adresse des communes confrontées à cette problématique.

Quelles sont les formalités et conditions à respecter lors de la procédure d'instruction des dossiers?

Quelles sont les idées-forces du plan sectoriel en voie d'élaboration devant régler l'implantation des antennes?

Quelle est l'attitude que M. le Ministre conseille aux communes en attendant la mise en vigueur du plan sectoriel?

**Réponse (26.3.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

En réponse à la question de l'honorable député Di Bartolomeo je me permets de prime abord à relever que le projet de plan directeur sectoriel, intitulé plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles» est en voie de communication à l'ensemble des communes luxembourgeoises, conformément à l'article 9.2 de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire.

Le contenu du plan directeur sectoriel devrait par conséquent être sous peu connu de toutes les communes.

D'ores et déjà, l'on peut retenir que le texte tel qu'actuellement projeté repose sur dix principes:

1. Toute station de base autorisée conformément à la législation sur les réseaux et services de communications électroniques relève de l'utilité publique.
2. La construction de toute nouvelle installation de téléphonie mobile, mais aussi l'adjonction d'antennes ou d'installations techniques sur des constructions ou installations existantes, sont soumises à l'autorisation du bourgmestre.

Il s'agit là d'un point important, les autorités locales, censées mieux connaître les circonstances locales particulières, et conformément à la législation relative à l'aménagement communal seules compétentes pour accorder des permis de bâtir, demeurant compétentes pour appliquer le règlement au niveau local.

3. Une autorisation de construire ne peut être accordée que si l'installation projetée est conforme à l'affectation de la zone telle que définie par le PAG ou si le requérant peut bénéficier d'une dérogation.

4. Lorsque l'installation de téléphonie mobile projetée n'est pas conforme à l'affectation de la zone telle que définie par le PAG, le bourgmestre peut néanmoins et par dérogation autoriser l'installation si celle-ci s'impose par des impératifs opérationnels (à prouver par l'opérateur) et qu'aucun intérêt prépondérant relevant de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire ou de la protection de la nature ne s'y oppose.

5. Le bourgmestre peut refuser toute dérogation (c'est-à-dire une autorisation) dans des zones explicites de protection définies par le PAG ou par d'autres textes législatifs ou réglementaires.

6. Le bourgmestre peut encore d'une manière générale soumettre l'autorisation de l'installation mobile à des conditions spécifiques basées sur des critères spécifiques (principes d'implantation, prescriptions techniques, prescriptions esthétiques, nécessité d'une assurance), le cas échéant en coopération avec l'Institut luxembourgeois de Régulation (ILR).

7. Les opérateurs sont soumis à une obligation d'information préalable des autorités communales, portant sur l'ensemble de leurs projets pour le territoire communal. Parallèlement, toute installation projetée doit faire l'objet d'une publicité adéquate à l'attention des tiers intéressés.

8. Des dispositions transitoires permettent au bourgmestre le cas échéant et sous certaines conditions de régulariser les installations existantes.

9. L'application du règlement sera encadrée par un groupe interministériel qui a pour mission de guider les communes et les opérateurs dans son application.

Ce groupe interministériel d'accompagnement sera composé des personnes suivantes:

- un représentant du Ministre de l'Intérieur,
- un représentant du Ministre ayant l'Aménagement du Territoire en ses attributions,
- un représentant du Ministre de l'Economie,
- un représentant du Ministre de l'Environnement,
- un représentant du Ministre de la Santé,
- un représentant du Ministre du Travail,
- un représentant du Ministre délégué aux Communications.

Le rôle de ce groupe sera également de déceler à l'avance les éventuels problèmes de localisation (incompatibilité du site choisi avec l'affectation de la zone; projets futurs préjudiciables ou préjudiciant à l'installation prévue etc.) et d'en avertir tant les communes que les opérateurs, afin que ceux-ci adaptent le réseau et les installations projetées.

Cette fonction permettra de remédier à l'impossibilité technique d'une planification rigide préalable des différents sites pouvant ou devant accueillir les installations de communication mobile.

Le règlement attache de ce point de vue une grande importance à l'échange d'informations entre les exploitants et les autorités qui doit permettre à ces dernières de préparer et de fonder de manière adéquate leurs estimations et leurs décisions.

Par ailleurs, la composition du groupe devra également permettre une première discussion entre les opérateurs, les représentants de l'Inspection du Travail et des Mines, de l'Administration de l'Environnement et du Ministère de la Santé ainsi que les autorités communales en ce qui concerne le choix de sites particuliers au regard des prescriptions de la loi du 10 juin 1999 concernant les établissements classés et d'éventuelles incidences sur la santé.



10. L'ILR enfin établira et tiendra à jour un inventaire cartographique et informatique des emplacements des stations de base qui sera accessible aux autorités communales.

En attendant l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel en question, il appartient aux autorités communales d'appliquer la législation et la réglementation en vigueur.

Il appartient plus particulièrement aux autorités communales de vérifier que toute installation fasse - conformément au règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites local - l'objet d'une demande en autorisation de bâtir.

Dans le cadre d'une telle demande, les autorités locales vérifieront - à l'instar de la procédure appliquée à toute demande de permis de bâtir - la conformité de l'installation projetée avec les dispositions en vigueur et notamment avec le zonage tel que défini par le plan d'aménagement général.

Je tiens en encore à rappeler que parallèlement à ces questions d'aménagement communal et d'urbanisme, les problèmes de sécurité et de santé sont et doivent être couverts par les autorités compétentes dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 concernant les établissements classés, et les problèmes d'environnement pris en compte dans le cadre de cette même loi ainsi que par la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Je ne saurais cependant, au-delà de ces considérations générales, adresser de quelconques «directives» aux autorités communales, une telle compétence n'appartenant pas au Ministre de l'Intérieur.

Bien au contraire, il appartient à chaque bourgmestre de prendre ses responsabilités, alors que tant l'exécution des plans d'aménagement généraux que celle de la police des bâtisses relèvent strictement de ses compétences. Il va de soi que mes services se tiennent dans ce contexte à la disposition des autorités communales pour les conseiller et les assister.

Question 2067 (28.2.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'implantation d'une entreprise online à Luxembourg:

En date du 15 mai 2002, M. le Premier Ministre avait fait l'annonce suivante dans le cadre de sa déclaration sur l'état de la Nation:

«Mir sinn elo amgaang - et soll een dat iwwerhaapt net soen, well mir sinn nach net fäerdeg domat - e groussen Online-Betrieb op Lëtzebuerg ze kréien, dee seng sämtlech Weltserver vun hei aus wëllt maachen. Dat bréngt net gewaltig vill Aarbechtsplazen, dat bréngt awer an engem onwahrscheinleche Mooss Valeur ajoutée op Lëtzebuerg, an et ass an dee Beräich, wou mer goe wëllen: Wirtschaftswuesstum halen, mä respektabel fir d'Ëmwelt, fir d'Mënschen a fir d'Zukunft ze gestalten».

Comme depuis lors neuf mois se sont passés sans éléments nouveaux, j'aimerais savoir de M. le Ministre si les négociations ont pu aboutir entre-temps?

De quelle entreprise s'agit-il?

Quelles sont les activités qui seront localisées à Luxembourg?

Quelle est l'étendue des plus-values que M. le Premier Ministre a annoncées?

Réponse (17.3.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Les négociations auxquelles j'ai fait allusion n'ont pas encore pu être finalisées.

Pour le reste je n'ai pas annoncé des „plus-values“, comme l'honorable député s'exprime, mais j'ai fait référence à la „valeur ajoutée“ qu'entraînerait la localisation en question.

Question 2069 (4.3.2003) de M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG) concernant l'allocation de subsides aux organisations de jeunesse affiliées à un parti politique:

Il me revient que le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse dispose d'une ligne budgétaire pour allouer des subsides aux organisations de jeunesse, notamment celles affiliées à des partis politiques. Dans ce contexte j'aimerais soulever les questions suivantes:

- Quelles organisations de jeunesse affiliées à un parti politique ont bénéficié d'un subside lors des trois dernières années budgétaires? De quels montants les différentes organisations ont-elles bénéficié?
- Selon quels critères est déterminé le montant de ces subsides?
- Ces subsides sont-ils en relation avec le degré d'activité des différentes organisations? Si oui, comment le Ministère évalue-t-il le besoin financier de ces dernières? Prend-il en compte d'éventuels budgets et décomptes financiers?

Réponse (1.4.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Un subside de 7.450 € est alloué annuellement à chacune des organisations de jeunesse des partis politiques CSV, LSAP et DP.

Cette somme a été définie et retenue selon un accord commun avec les organisations concernées en 1993 et ne sont en aucune relation avec le degré d'activités des différentes organisations. C'est seulement pour la deuxième moitié de l'exercice budgétaire 2002 que les «Jonk Gréng» ont déposé leur première demande de subside. Dans le cadre des limites budgétaires disponibles un subside de 500 € leur a été attribué.

Question 2071 (5.3.2003) de Mme Lydia Mutsch (LSAP) concernant les transports publics au Sud du pays:

Hiermit möchte ich folgende Fragen an den Transportminister im Hinblick auf die Erschliessung der Industriebrache Esch-Belval und die dort geplanten Bauprojekte (Rockhalle, Kinokomplex, usw.) stellen:

1. Wann soll der in direkter Nachbarschaft zur Rockhalle im südlichen Teil des Standortes Esch-Belval gelegene „Südbahnhof“ erschlossen werden?
2. Welche Erschliessungs-, Anschluss- und Verbindungsmöglichkeiten (inkl. Fahrplankontakt) ergeben sich durch die Inbetriebnahme dieses Bahnhofs?
3. In welchem Zeitraum soll die im Rahmen des Masterplans „Belval Ouest“ festgehaltene und in den von den Gemeinden Esch und Sanem abzustimmenden Amenagementplänen enthaltene „Train-Tram“-Verbindung über die Gesamtfläche des Standortes realisiert werden?
4. Inwieweit werden die angekündigten Richtlinien des integrativen Verkehrs- und Landesplanungskonzeptes (IVL) die Zeit- und Raumplanung im Hinblick auf die zukünftige Erschliessung von „Belval Ouest“ beeinflussen?
5. Ist dem Transportminister ebenfalls bekannt, dass in direkter Nachbarschaft zum südlichen Teil von „Belval Ouest“ ein grosser Park&Ride Aufgangparking geplant ist? Falls ja, welches ist die Grössenordnung des

genannten Projektes, in welchem Zeitraum wird diese Infrastruktur zur Verfügung stehen und inwiefern

rn wird sie nach der Auffassung des Transportministers die geplanten Arbeiten im Bereich des öffentlichen Transportes und Personalverkehrs beeinflussen?

6. Über welche zusätzliche Massnahmen kann nach Auffassung des Ministers der öffentliche Transport im Süden des Landes gefördert werden und dadurch ebenfalls der zukünftige Kultur-, Ausbildungs-, Wohn- und Wirtschaftsstandort Esch-Belval besser an die gewachsenen Strukturen in der Südregion angebunden werden?

Réponse (11.4.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Die parlamentarische Anfrage betrifft die geplante Anbindung der Industriebrache Belval-West an das Schienennetz.

Ich beehre mich die aufgeworfenen Fragen wie folgt zu beantworten:

1) Die geplante Haltestelle von „Belval-Süd“ wird so ausgelegt, dass sie dem Zufluss an Reisenden, der durch die Schaffung der neuen Infrastrukturen auf dem Standort Belval-West entsteht, gerecht wird. Diese Etappe wird voraussichtlich im April 2005 abgeschlossen sein.

Dieses Stichdatum entspricht auch dem Datum der Fertigstellung der ersten Gebäude, die auf dem Standort vorgesehen sind. Da die bestehende Überführung nicht den nötigen Anforderungen entspricht, hat sich ARCELOR gegen die Idee ausgesprochen, diese für die Öffentlichkeit zugänglich zu machen. Bis zur Einrichtung eines endgültigen Zugangs zum Standort wird es notwendig sein, eine provisorische Überführung zu errichten. Dieser provisorische Zugang wird nach der derzeitigen Planung für Anfang 2004 verfügbar sein. Der endgültige Zugang für die Fussgänger wird Ende 2005/Anfang 2006 verwirklicht. Die Einreichung des Gesetzesentwurfs für den Bahnhof Belval-Süd sowie für die Eisenbahnantenne bis Belvaux-Mairie ist für Mai 2003 geplant.

2) Angesichts der Anpassung der Verkehrsnetze im Rahmen der Entwicklung von Belval-West wurde eine Verkehrsstudie in der Südregion in Auftrag gegeben, die als Basis für die Planung des öffentlichen Transports in der Region dient.

In dieser Studie hat sich herausgestellt, dass sich rund ein Drittel des motorisierten Inlandverkehrs im lokalen Bereich bewegt (Verkehr innerhalb einer Kommune). Das zweite Drittel setzt sich aus den Verkehrströmen innerhalb der Region (interkommunaler Verkehr in der Region Süden) zusammen. Das letzte Drittel bezieht sich auf den Verkehr mit den anderen Teilen des Landes, insbesondere mit der Stadt Luxemburg und deren Umgebung (Referenzjahr 1997). Die Anbindung an das Eisenbahnnetz erfolgt über die Linienführung Pétingen-Esch-Bettemburg-Luxemburg und über die neu geplante direkte Eisenbahnlinie Luxemburg-Esch. Für die geplante Eisenbahnlinie werden durch die Einführung des neuen Betriebskonzeptes durchgehende Verbindungen zwischen Belval-West und Luxemburg-Stadt angeboten, die eine direkte Anbindung von Kirchberg beim Einsatz von Train-Tram-Material ermöglichen. Belval-West wird also direkt an das Eisenbahnnetz im Dreieck Kirchberg-Rodingen-Bettemburg und bei einem einzigen Umsteigevorgang an den Rest des Landes angebunden.

3) Eine Studie, die im Auftrag von Agora durchgeführt wurde, hat ergeben, dass das Preisleistungsverhältnis einer internen Train-Tram-Erschliessung des Standortes Belval-West äusserst negativ ausfällt. In der Tat ist der Zugang der Train-Tram zum Standort sehr komplex, da die Tramzüge die interen Gleisanlagen von Arbed-Belval zweimal niveaufrei

kreuzen müssen. Aus diesem Grund wäre eine Rampe (auf Höhe der aktuellen Haltestelle von Belval-Usines) von mehreren 100 Metern notwendig, um den Zugang der Train-Tram zum Standort Belval-West und die Anbindung in Richtung Belvaux-Mairie zu ermöglichen. Ausserdem führen die für die künftige Durchfahrt des Train-Trams zu reservierenden Flächen zu einem bedeutenden Anstieg der Realisierungskosten des Standortes.

Das auf Belval-West bezogene Verkehrskonzept, welches im Auftrag der Agora ausgearbeitet wurde, beruht auf einer leistungsfähigen inneren Erschliessung des Standortes durch Busse, die die Anbindung der südlichen Viertel von Belval-West an das Eisenbahnnetz vervollständigen. Diese Busse ermöglichen eine problemlose Anbindung der „Terrasse des Hauts-Fourneaux“ sowohl in Richtung Belvaux als auch in Richtung Esch/Alzette.

Soweit ein City-Bus zum Einsatz kommt, muss erwähnt werden, dass die Betriebskosten nicht vom Transportministerium getragen werden, sondern ausschliesslich zu Lasten der Gemeinde sind.

Eine Anbindung des Standortes an das regionale Busnetz wird hingegen vom Staat getragen.

4) Die IVL-Studie, die momentan vom Innenministerium in Zusammenarbeit mit dem Transportministerium, dem Bautenministerium, dem Wirtschaftsministerium, dem Wohnministerium sowie dem Umweltministerium durchgeführt wird, hat im Frühling 2002 begonnen.

Es wurde im gegenseitigem Einverständnis zurückbehalten, auf ein Moratorium der Projekte des öffentlichen Verkehrs und der Strassenprojekte zu verzichten, um die Umsetzung der entsprechenden Studien und Projekte nicht zu verzögern. Zu diesem Zweck wurde zwischen „Basisfall“, „Basisfall+“ und „Planfall“ unterschieden. Das Projekt „Schaffung einer Eisenbahnantenne nach Belvaux-Mairie ab Belval-Usines entlang des südlichen Viertels von Belval-West“ wurde als Basisfall zurückbehalten (Quelle: Anhang 3 des Zwischenberichts vom Januar 2002 der Arbeitsgruppe „concept global de mobilité“). Die IVL-Studie wird also dieses Projekt nicht beeinflussen. Das Projekt „Reservierung einer Trasse für die Erschliessung des Standortes durch Bus und Train-Tram“ gehört dahingegen zum „Basisfall+“. Diese Kategorie von Projekten sollen einer ersten Bewertung unterzogen werden, bevor sie in die untersuchten Szenarien im Rahmen des IVL einbezogen werden.

5) Im Rahmen der künftigen Gestaltung der Industriebrache „Belval-West“ wird darauf geachtet, die neu entstandenen oder neugestalteten grenzüberschreitenden Verkehrsachsen auf die Punkte nahe der Grenze zu fokussieren, wo eine Verbindung mit dem öffentlichen Transport möglich sein wird. Zu diesem Zweck ist ein P&R, nahe der neuen Haltestelle Belval-Süd vorgesehen. Dieser Parking bietet gute ÖV-Verbindungen in die ganze Südregion sowie nach Luxemburg-Stadt. Um einer Nutzung des Parkings nur als Parkraum für den Standort Belval-West entgegen zu wirken, wird ein Parkraummanagement organisiert, um die P&R-Strategie an der Grenze wie laut „mobilité.lu“ geplant, zu fördern.

Die Verwirklichung dieses P&R wird hauptsächlich von den verfügbaren Geldern des Fonds du Rail sowie von dem französischen Genehmigungsverfahren abhängen, da dieses P&R sich vollständig auf französischem Territorium befindet. Zur Zeit befindet sich das betreffende Projekt noch in der Entwurfsphase und ist für eine Kapazität von 1.500 Stellplätzen ausgelegt.

6) Da das Projekt der inneren Erschliessung des Standortes Belval-West durch eine Train-Tram aufgrund der vorher erwähnten Gründe vorläufig nicht weiter verfolgt wird, wird ein auf Linienbusse und Züge fussender öffentlicher Verkehr äusserste Priorität haben (Aussenanbindung und

interner Anschluss). Die Busererschliessung umfasst einen doppelten Buskorridor, der Belvaux-Mairie, den Bahnhof Belval-Süd und die N31 im Nordosten des Standortes miteinander verbindet.

Parallel hierzu befindet sich ein neues landesweites Buskonzept in Ausarbeitung. In dieser Hinsicht wurde eine Arbeitsgruppe von Transportministerium und TICE geschaffen, welche zusammen an der Ausarbeitung der für die Südregion wichtigen Aspekte arbeitet.

Neben eines leistungsfähigen Eisenbahn- und Busangebotes, welches sich in Ausarbeitung befindet, ist es von entscheidender Bedeutung, dass eine Ratio der Parkplätze, analog zu den geplanten neuen Entwicklungszonen der Stadt Luxemburg, respektiert wird (Ratio eines Parkplatzes für 100 Quadratmeter Bürofläche), um den Erfolg des öffentlichen Verkehrs innerhalb des Standortes Belval-West zu gewährleisten.

Question 2072 (5.3.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la tarification des médicaments:

La tarification des médicaments faisant l'objet de négociations entre les différents laboratoires pharmaceutiques et l'Union des Caisses de Maladie, des exemples concrets m'amènent à m'interroger sur les critères retenus pour la détermination de ces prix.

1er exemple: La disparité importante entre les prix de certains médicaments possédant pourtant les mêmes principes actifs, dosages et conditionnements.

Citons comme exemple l'Acyclovir (dénomination commune internationale), un anti-viral dosé à 800 mg et conditionné en quantité de 35 comprimés est vendu en pharmacie d'une part sous le nom de Doc Aciclo 800 au prix de 24,02 euros alors que sous le nom de Zovirax, le patient paye 146,29 euros, soit plus de six fois plus cher, pour une même valeur thérapeutique!

M. le Ministre peut-il me fournir des explications à ce sujet?

Le remboursement par les caisses de maladie étant le même dans les deux cas, M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait intéressant à la fois pour les caisses de maladie et pour les patients - surtout les plus défavorisés - de demander aux médecins de prescrire le médicament le moins onéreux?

2ème exemple: Depuis la décision prise le 1<sup>er</sup> janvier 2000 de ne plus rembourser certaines classes de médicaments, certains produits pharmaceutiques ont vu leur prix de vente en pharmacie baisser considérablement.

Je cite le cas du Venoruton, médicament veinotonique dont le prix est passé de 41,40 euros/60 comprimés lorsqu'il était remboursé à 40% à 22,29 euros maintenant.

Il est vrai que certains laboratoires, informés que les médicaments qu'ils distribuent ne sont plus remboursés, ont réduit considérablement leurs prix de vente. Si cette décision est honorable, M. le Ministre ne pense-t-il pas que l'on puisse s'interroger sur la marge bénéficiaire réalisée auparavant par lesdits laboratoires, laquelle était de plus négociée et acceptée par nos caisses de maladie?

Réponse (24.3.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Les prix des médicaments ne font pas l'objet d'une négociation entre l'Union des Caisses de Maladie et les laboratoires pharmaceutiques comme le fait sous-entendre la question parlementaire sous examen. En fait, la fixation des prix au public des médicaments relève au Luxembourg de la compétence du Ministère de l'Economie et se fait d'après les dispositions légales et réglementaires appliquées par ce département.



Dans le cadre de la nouvelle législation relative à la liste positive des médicaments applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, l'Union des Caisses de Maladie dispose de la possibilité d'écarter du remboursement des médicaments dont le coût, à service médical rendu égal, est jugé trop élevé par rapport à des médicaments de comparaison. La mise en œuvre de cette disposition est susceptible d'influer sur la politique des prix des laboratoires désireux d'écouler des produits concurrentiels sur le marché luxembourgeois, mais ne renferme pas pour autant les éléments d'une véritable négociation des prix par l'assurance maladie.

La différence de prix notée dans l'exemple citée par l'honorable député tient du fait que dans le cas du médicament le moins cher, il s'agit d'un générique. Il convient de relever toutefois que la différence de prix entre produits génériques et produits originaux n'est pas toujours aussi spectaculaire que dans ce cas précis. Parfois même, les génériques sont plus chers que les produits originaux et sont de ce fait écartés de la prise en charge. L'assurance maladie s'efforce actuellement à encourager tant au niveau de la configuration de la liste positive qu'au niveau de la sensibilisation des prescripteurs une politique favorisant la prescription, à service médical rendu égal, des produits les moins coûteux.

L'exemple fourni par l'honorable député dans le cas de certains médicaments veinotoniques montre que la politique poursuivie par l'Union des Caisses de Maladie dans ce domaine permet de maintenir sur le marché des médicaments sans que la charge financière devant être supportée par les assurés désireux de les utiliser n'augmente, malgré un déremboursement total des ces médicaments.

Question 2073 (5.3.2003) de M. Jean Asselborn (LSAP) concernant l'étude sur le paysage médiatique luxembourgeois:

Je me réfère à une réunion qui a eu lieu entre le Conseil national des Programmes et les représentants de la presse écrite et audiovisuelle en date du 27 février 2003. Lors de cette réunion a été discutée la réalisation d'une étude par l'Université de Trèves ensemble avec le Conseil national des Programmes sur le paysage médiatique luxembourgeois ayant pour objectif d'éclaircir la façon dont est traitée l'information au Grand-Duché de Luxembourg dans les principaux médias audiovisuels en comparaison avec la presse écrite.

A ce sujet, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Qui est à l'origine de la décision de faire élaborer l'étude en question? Au cas où le Conseil national des Programmes en est l'initiateur, une telle démarche tombe-t-elle dans ses attributions déterminées par la loi, alors que l'étude portera sur l'ensemble des médias du Grand-Duché de Luxembourg?
- Quelles sont les raisons ayant amené à décider la réalisation d'une telle étude?
- Quel est le but par ailleurs de charger également l'université en question de la réalisation d'un code de conduite pour les journalistes?
- D'après mes informations, l'étude devrait surtout se consacrer à l'analyse du paysage médiatique de l'année 2004. Etant donné que l'année 2004 sera marquée par les élections législatives et européennes, M. le Ministre n'est-il pas d'avis que l'étude risquera de manquer d'objectivité eu égard aux élections?
- Quel est le coût prévu pour la réalisation de ladite étude et qui le supportera?

- Quels sont les arguments pour charger une université allemande et plus particulièrement celle de Trèves de la réalisation de l'étude prémentionnée, sachant bien que le paysage médiatique luxembourgeois est plutôt proche de celui des pays francophones?
- Pouvez-vous confirmer ou démentir si partie de cette étude sera élaborée voire rédigée par un acteur de la scène médiatique luxembourgeoise?

Réponse (20.3.2003) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*:

En réponse à la question parlementaire N°2072 de l'honorable député M. Jean Asselborn, je voudrais tout d'abord rappeler que le Conseil national des Programmes est un organe indépendant dont les missions sont définies à l'article 31 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. Il est notamment chargé «de conseiller le Gouvernement en matière de surveillance des programmes visés aux articles 9, 12 et 13» de cette loi. Il arrête ses positions en toute indépendance vis-à-vis du Gouvernement et dans le respect des objectifs définis à l'article 1er, alinéa (2) de ladite loi.

Au vu de ces considérations, je me suis permis de solliciter l'avis du CNP sur la question parlementaire sous rubrique, avis que vous trouverez ci-après:

- 1) Le CNP est l'initiateur de l'étude en question. Le Conseil est bien évidemment conscient du fait que ses compétences se limitent aux seuls médias audiovisuels. La demande d'étendre les résultats de l'étude sur l'ensemble de la presse a été formulée par les représentants du monde médiatique lors de la réunion d'information du 27 février 2003.
- 2) Comme vous l'avez indiqué dans votre introduction, l'étude a pour objectif d'éclaircir la façon dont est traitée l'information au Grand-Duché dans les principaux médias audiovisuels en comparaison avec la presse écrite.
- 3) C'est un des volets de l'étude en question.
- 4) L'information est inexacte dans la mesure où le projet de l'étude comporte un volet «analyse des programmes» aussi bien en été 2003 qu'en 2004. Il ne saurait donc être question d'un manque d'objectivité eu égard aux élections.
- 5) Le coût prévu pour l'an 2003 est de 42.630 €. En ce qui concerne le deuxième volet de l'étude, prévu pour l'an 2004, il incombera à la nouvelle autorité de régulation de prendre la décision pour entamer cette dernière étape des travaux ou, par défaut, qu'il y aura lieu en 2004 de prendre une décision sur le sort du deuxième volet. Le Service des Médias met à disposition du CNP les moyens budgétaires nécessaires.
- 6) Que le paysage médiatique luxembourgeois soit plutôt proche de celui des pays francophones est une appréciation de votre part que le CNP ne saurait partager.
- 7) L'Université de Trèves est à elle seule en charge de l'élaboration de l'étude. Votre question relève par conséquent du domaine spéculatif.

Pour autant que de besoin, je confirme que l'étude est réalisée à l'initiative du CNP qui m'a informé de son projet. Le coût est pris en charge par l'article budgétaire 2003 00.8.12.345 Ministère d'Etat, Médias et Communications.

Je voudrais y ajouter que la Chambre des Députés avait exigé dans sa motion du 13 juin 2002 la mise en place d'une autorité de régulation indépendante qui doit disposer de moyens humains et financiers adéquats et de compétences étendues. Je vous rappelle que j'étais très content que la Commission des Médias et des Communications a renoncé à vouloir confier à la future autorité indépendante la mission de surveiller le contenu éditorial des programmes, mission qui doit à mon avis être assurée par le Conseil de Presse, organe

composé par les représentants des éditeurs et des journalistes.

A propos d'indépendance: c'est à la suite de la question N°47 de l'honorable député M. Ben Fayot relative au Conseil national des Programmes posée le 28 novembre 2000 à la Chambre des Députés (*cf. compte rendu N°5/2000-2001*), que M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre ayant dans ses attributions les médias, a déclaré que le CNP devrait garder son indépendance, avec son propre secrétariat au lieu d'un secrétariat assuré par le Service des Médias et des Communications du Ministère d'Etat, qu'il devrait, en cas de surveillance d'éléments de programmes, procéder suivant un catalogue transparent de critères avec une méthode également accessible aux rédactions de RTL. Le Conseil national des Programmes me semble avoir respecté ces critères.

Je ne voudrais pas conclure sans attirer l'attention de l'honorable député sur la composition du Conseil national des Programmes: «Le Conseil national se compose de 25 membres au maximum, délégués pour cinq ans par les organisations les plus représentatives de la vie sociale et culturelle du pays, y compris les cultes reconnus, les groupes politiques parlementaires, les syndicats les plus représentatifs sur le plan national et les organisations patronales, ainsi que les fédérations nationales d'associations actives notamment dans le domaine culturel, sportif, familial, caritatif, écologique, des jeunes et des immigrés» (article 31, 4 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques). A l'heure actuelle, une des deux vice-présidences est exercée par le représentant du groupe parlementaire socialiste.

Je suppose que le groupe parlementaire auquel vous appartenez a été dûment informé des éléments que je vous viens de livrer. Enfin, dans le cas où vous entendiez voir infirmer totalement ou partiellement la décision sous rubrique, je vous conseillerais de vous adresser directement au représentant de votre groupe parlementaire.

Question 2074 (6.3.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant l'évaluation environnementale des émissions de PACs (composés aromatiques polycycliques):

Laut engem Pressecommuniqué vum Ëmweltministère zur Sidescsproblematik uganks Januar vun dësem Joer kéinte beim Stroossebelag, dee fréier gebraucht gouf, méi héich Wäerter u PAK (polyaromatische Kohlenwasserstoffe) gemooss ginn. Dëst gouf an der Presse folgendermoossen ëmschriwwen: „Lokal sehr hohe PAK-Emissionen könnten bei Straßen-decken auftreten, die Pech aus Steinkohleer enthalten, das früher ständiges Bestandteil des Walzbitumens war“.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Ëm wéivill sinn am Summer d'Wäerter vun dëse PAK-Emissionen beim Stroossebelag méi héich wéi zu anere Joreszäiten a wéini ginn dës Wäerter gesondheetsbedenklech, resp. wat sinn déi gesetzlech erlaabt Maximalwäerter?
- 2) Wéivill Weeër, resp. wéivill Kilometer u Weeër hu mir nach haut hei am Land wou dës Qualitéit u Goudron verschafft ginn ass?
- 3) Wann d'PAK-Wäerter am Summer wesentlech méi héich sollt sinn, misst dann dëse gesondheets- an ëmweltbedenkliche Stroossebelag net duerch en aneren, manner schiedleche Belag ersat ginn?

Réponse (26.3.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

Bis ca. 1960, vor allem aber in der Zeit bis zum zweiten Weltkrieg, wurden Asphalt auf Mineralölbasis in Mitteleuropa mit Steinkohlenteerbestandteilen versetzt. Außerdem wurden zur Verbesserung der Haftung zwischen Straßeneuropaweit auch dem Asphaltbelag Teeröle aufgespritzt. Bis zu diesem Zeitpunkt war das Bewusstsein, dass die den Steinkohlenteer bildenden polyaromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) umwelttoxisch und karzinogen sind, wenig entwickelt. Demgemäß sind die Beläge alter Straßen europaweit auch heute noch häufig mit PAK verunreinigt.

Durch das Wiederaufarbeiten alter Straßenbeläge könnten PAK in neue Straßentragschichten verschleppt werden. Laut Auskunft der Strassenbauverwaltung wird bei begründetem Verdacht auf PAK-haltiges Altmaterial in den Ausschreibungen vom Anbieter der Nachweis unbedenklicher PAK-Gehalte gefordert. Ausserdem wird kein Recyclingbitumen in der oberen Fahrschicht eingesetzt. Gebrochener oder abgefräster Strassenaufbruch wird in den unter der Fahrschicht liegenden 5 bis 15 cm dicken Binderschichten verwendet. In dieser Form sind die PAK in den unteren Schotterschichten der Straßen eingeschlossen, so dass gasförmige oder staubförmige PAK-Emissionen in die Luft quasi ausgeschlossen sind.

Der Umweltverwaltung liegen zur Zeit keine Informationen vor, in welchen Straßen und Feldwegen PAK in relevantem Umfang enthalten sind oder sein könnten.

Wegen der hohen Siedepunkte der PAK kann ein Ausdünsten aus der Straße heraus nur dann in messbarem Umfang auftreten, wenn durch intensive Sonneneinstrahlung die Oberfläche des Straßenbelags im Sommer auf 40 bis 60°C aufgeheizt wird und in diesem heißen Asphalt verdampfbare PAK enthalten sind. Gesundheitliche Schäden von Anliegern, Passanten und Straßenbenutzern sind über diesen Immissionspfad unwahrscheinlich, da die verdampfbaren PAK wie Naphthalin, Acenaphthen und Fluoren ein nur geringes toxisches Potential besitzen. Die kritischen cancerogenen PAK, wie z.B. das Benzo(a)pyren, verdampfen auch bei Temperaturen um 50°C nicht merklich und stellen deshalb bzgl. der Ausdünstung aus Straßenbelägen durch wetterbedingte Einflüsse kein Problem dar. Im Rahmen der Entwicklung von europäischen Luftqualitätsrichtlinien wird auf EU-Ebene ein Benzo(a)pyren-Grenzwert in der Luft (Immissionsgrenzwert) von 1 ng/m³ als Jahresmittelwert diskutierte.

Aus der deutschen technischen Regel „Luftgrenzwerte bei der Heißeverarbeitung von Bitumen“ ist allerdings bekannt, dass eine mögliche Belastung der Straßenarbeiter stattfinden könnte, wenn belastete Asphalt und Straßentragschichten im Rahmen von Baumaßnahmen bewegt und aufgeheizt werden.

Question 2076 (7.3.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les changements des dispositions légales concernant le remembrement:

Am (ofgeännerte) Gesetz vum 25. Mee 1964 iwwert d'Duerchféierung vum Remembrement sinn d'Modalitéiten iwwert d'Ofstëmmung an der Generalversammlung festgehalen. Well verschidde vun dëse Modalitéiten ëmmer erëm zu Kontestatioune Ulass ginn, géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Fannt Dir et mat den allgemeng gültigen demokratesche Spillregelen am Aklang, datt déijéinech, déi net un der Ofstëmmung deelhuele oder sech enthalen, d'office zu deene gezielt ginn, déi derfir gestëmmt hunn? Sidd Dir eventuell bereet, eng Ännerung vun dëser gesetzlecher Dispositioun an d'Wee ze leeden?

2. Wéi et schénngt, ginn och déijéinech, deenen hir Stëmmziedelen aus iergendengem Grund fir ongültig erkläert ginn, als „Jo-Stëmmen“ gezielt, obschonn dat net am Gesetz autoriséiert ass. Wéi sinn dës Fall an der Vergaangenheet gehandhaabt ginn? Wéi gi se an Zukunft gehandhaabt? Wuerfir äntwert Dir net op entsprecheend schréfflech Ufroen vu betraffene Propriétairesen?

3. Et ass zur schlechter Gewunnecht ginn, mat Hëllef vun öffentlechem Terrain, z. B. vu Gemengebëscher, Majoritéite bei der Ofstëmmung erbäizeféieren, wou ze fäerten ass, datt d'Privatpropriétaire majoritär géife géint e Remembrement stëmmen. Sidd Dir bereet, an Zukunft drop ze uechten, datt nëmmen esou Parzellen an de Remembrementsperimeter mat erageholl ginn, déi am Sënn vum Artikel 1 vum Gesetz (une exploitation plus économique des biens ruraux) eppes dra verluer hunn?

Réponse (24.4.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. L'article 20, alinéa 2, de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux dispose que «les voix non représentées et les abstentions comptent les unes et les autres affirmativement, tant pour le calcul de la majorité des personnes que pour celui de la majorité des surfaces».

Dans l'exposé des motifs du projet de loi en question, le Gouvernement d'antan avait justifié cette procédure de vote par les termes suivants: «Il y a lieu d'approuver ce principe, jugé nécessaire dans une loi d'intérêt général. Tous les intéressés doivent partant s'incliner devant ce principe. S'ils ont des raisons sérieuses à faire valoir contre cet intérêt général, ils devront marquer leur opposition par un vote négatif émis, soit personnellement au cours de l'assemblée générale, soit par procuration spéciale.»

Cette justification à laquelle s'est jadis rallié le Conseil d'Etat dans son avis du 14 avril 1964 et qui a trouvé sa concrétisation dans le vote du projet de loi par la Chambre des Députés est toujours d'actualité de sorte qu'une modification n'est point envisagée.

J'ajoute que dans la législation afférente des pays limitrophes, dont la loi du 25 mai 1964 s'est largement inspirée, la procédure de vote pour l'adoption d'un projet de remembrement a été remplacée, entre-temps, par une simple consultation, la décision de réalisation d'un projet de remembrement revenant aux seules autorités administratives.

2. Les bulletins de vote nuls sont effectivement considérés comme des voix affirmatives. En effet, à défaut de disposition spécifique à cet égard dans le texte de la loi et compte tenu de la procédure de vote particulière prévue à l'article 20, une assimilation des bulletins nuls à un vote non représenté qui est considéré comme vote affirmatif répond certainement le mieux à la volonté des auteurs du texte de l'article 20.

Ceci dit, j'ajoute qu'on peut raisonnablement admettre que cette façon de procéder n'a pas eu d'influence déterminante sur l'issue du vote, compte tenu du faible nombre de bulletins de vote nuls.

Bien plus, rien ne s'oppose à une non prise en compte de tels bulletins lors des prochaines assemblées générales.

3. Mises à part les suppositions émises par M. le Député au sujet de l'inclusion de surfaces boisées dans le périmètre d'un projet de remembrement, je voudrais constater qu'en vertu de l'article 4 de la loi du 25 mai 1964 que l'inclusion de telles surfaces est subordonnée à un accord préalable des propriétaires concernés si elles dépassent un hectare.

L'inclusion de telles surfaces boisées dans certains projets de remembrement s'est justifiée pour différentes raisons, à savoir la réalisation d'un remembrement rationnel, la confection



et l'amélioration d'un ensemble cohérent de chemins ruraux ou la mise en place d'une nouvelle numérotation cadastrale pour l'ensemble d'un ban.

**Question 2077 (10.3.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la profession d'avocat (Attributions réglementaires du Conseil de l'ordre des avocats):**

Le 7 mars 2003, la Cour constitutionnelle vient de déclarer non conforme à la Constitution l'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Par cette décision de la Cour constitutionnelle, tous les systèmes de réglementation concernant les professions organisées sont remis en question.

Quelles conclusions le Gouvernement tire-t-il de l'arrêt de la Cour?

Les ordres reconnus par la loi seront désormais réglementés par voie de règlement grand-ducal au lieu d'être auto-réglementés par la profession elle-même?

**Question 2078 (11.3.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les attributions réglementaires du Conseil de l'ordre des avocats:**

L'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat confère au Conseil de l'ordre le pouvoir d'arrêter des «règlements d'ordre intérieur qui déterminent les règles professionnelles...». D'après mes informations, un arrêt de la Cour constitutionnelle, rendu le 7 mars 2003, aurait déclaré l'article 19 précité comme contraire à la Constitution. Plus particulièrement, cette disposition serait contraire, d'une part, à l'article 11 réservant au pouvoir législatif le droit d'établir des restrictions à l'exercice de la profession libérale et, d'autre part, à l'article 36 conférant au Grand-Duc le pouvoir d'exécution des lois.

1. Est-ce que M. le Ministre peut confirmer mes informations? Dans l'affirmative, quelles sont les circonstances de l'affaire tranchée par la Cour constitutionnelle?
2. Quelles sont les conséquences de cette affaire pour les avocats, leurs clients et le Conseil de l'ordre?
3. Est-ce que M. le Ministre entend déposer un projet de loi modifiant l'article 19 de la loi précitée? Dans l'affirmative, quelle sera la teneur de cette modification?
4. Est-ce que l'arrêt de la Cour constitutionnelle a des conséquences pour d'autres professions, comme par exemple les notaires, les huissiers de justice et les médecins?

**Réponse (26.3.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Par un arrêt du 7 mars 2003 la Cour constitutionnelle a dit que l'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat n'est pas conforme à l'article 36 de la Constitution.

Le Gouvernement est d'avis qu'il serait souhaitable que les professions dites réglementées puissent aussi à l'avenir procéder elles-mêmes à la réglementation de leur profession, du moins pour autant que leurs membres sont concernés.

Il s'ensuit qu'un changement de la Constitution s'impose pour avoir la base juridique nécessaire pour ces règlements professionnels.

**Question 2079 (11.3.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le groupe de travail sur l'individualisation des droits de pension:**

Une des conclusions de la table ronde sur les pensions de l'année 2001 prévoyait l'instauration d'un groupe de travail sur l'individualisation des droits de pension. Par ailleurs, nous sommes toujours en présence d'un projet de loi du 8 mars 1994 relatif au partage des pensions dans le régime contributif en cas de divorce ainsi que certaines mesures tendant à compléter la carrière d'assurance du conjoint ayant abandonné ou réduit son activité professionnelle pendant le mariage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Sécurité sociale:

Est-ce que le groupe de travail susmentionné a commencé ses travaux et quel en est l'état actuel? Existe-il un bilan intermédiaire? Sinon, dans quel délai le groupe aura-t-il terminé ses travaux?

**Réponse (20.3.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

L'individualisation des droits fait actuellement l'objet d'un groupe de travail institué à la suite du «Rentendesch» et composé de représentants du Ministère de la Sécurité sociale, du Ministère de la Promotion féminine, du Ministère des Finances, des partenaires sociaux et du Conseil national des femmes.

Les travaux dudit groupe se concentrent sur deux grands thèmes: le premier thème consiste à analyser les dispositions légales existantes notamment la mise en compte des baby-years, la mise en compte des périodes pendant lesquelles des soins ont été assurés à un bénéficiaire d'une allocation de soins, le congé parental, le placement familial, les périodes d'éducation, l'assurance complémentaire, continuée ou facultative ainsi que l'achat rétroactif, afin de voir si des améliorations doivent y être apportées pour mieux tenir compte des interruptions de carrière pour raisons familiales ou éducatives.

L'analyse portera plus précisément sur les points suivants:

- l'évolution de la situation des femmes en matière de droits individuels et en matière de droits dérivés dans les domaines de l'assurance pension et de l'assurance maladie;
- les différences entre l'évolution des droits des hommes et des femmes en matière d'assurance pension et d'assurance maladie;
- sous l'aspect du genre, l'étude analysera en outre les corrélations éventuelles entre le revenu personnel ou le revenu des ménages et l'affiliation individuelle;
- le potentiel des femmes rentrant sur le marché du travail.

A cet effet le groupe de travail a chargé un institut de recherche d'une étude qui est actuellement en cours.

Le deuxième thème a trait au divorce. Le groupe de travail analyse les modalités de restitution de carrière du partenaire ayant interrompu son activité professionnelle pendant le mariage. Il existe deux possibilités: le système du partage des droits acquis pendant le mariage et le système de l'achat rétroactif (à charge de la communauté en liquidation) de la somme des cotisations manquantes dans le chef d'un des partenaires. Il convient de détailler les avantages et les désavantages de chaque système et ceci en tenant compte, aussi bien en droit de la sécurité sociale qu'en droit civil, des dispositions légales existantes.

Il serait pour le moment prématuré de préjuger du délai de conclusion des travaux du groupe.

**Question 2080 (11.3.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'amélioration des prestations dans le domaine des prothèses dentaires par l'UCM:**

Comme dans le domaine de la médecine dentaire et surtout dans le domaine des prothèses dentaires les prestations de nos caisses de maladie ne correspondent plus au coût réel de ces prothèses jugées aujourd'hui comme «utiles et nécessaires», l'Union des Caisses de Maladie avait décidé lors de son assemblée générale de l'année 2001 de charger un expert international de l'analyse des tarifs et des prestations en vue de l'amélioration des prestations de l'UCM.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si cet expert a pu être désigné entre-temps, quelle est exactement sa mission, dans quels délais on peut s'attendre à ses conclusions et quel sera la démarche future?

**Réponse (26.3.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

L'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, tenue en novembre 2001, avait envisagé une expertise en vue du réexamen de la nomenclature dentaire.

Les partenaires sociaux, ensemble avec l'Administration de l'Union des Caisses de Maladie et avec le concours du Contrôle médical de la Sécurité sociale ont pu définir une démarche concrète et ont obtenu le concours d'un médecin dentiste français, spécialiste en la matière. L'Union des Caisses de Maladie attend actuellement une proposition écrite de l'expert relative au concept général de cette expertise et aux délais et modalités nécessaires à sa réalisation.

La visée finale de cette expertise est d'aboutir à des propositions concrètes pour une modernisation de la nomenclature des médecins dentistes.

J'aimerais insister sur le fait que dans le stade actuel du projet conduit par l'Union des Caisses de Maladie, une discussion sur la place publique des issues est prématurée. Ce n'est qu'après les partenaires sociaux auront pu apprécier les propositions de l'expert que celles-ci feront l'objet d'une saisine de la commission de nomenclature et d'un examen contradictoire par les parties intéressées.

**Question 2082 (11.3.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'ouverture de nouvelles pharmacies:**

Lors de la réception de Nouvel An du 8 janvier 2002, M. le Ministre de la Santé avait annoncé l'ouverture de huit ou neuf nouvelles pharmacies au cours de l'année 2002.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

- Quel est l'état d'avancement de la réalisation de ce projet d'extension du nombre des pharmacies?
- Où seront localisées les nouvelles officines? Est-ce que la commune de Roeser aura droit à une pharmacie?
- Quel sera le nombre d'habitants par pharmacie?
- Quels sont les projets du Gouvernement en ce qui concerne l'exercice de la profession de pharmacien?

**Réponse (18.3.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

L'annonce de la création de huit ou neuf nouvelles concessions de pharmacies faite par le soussigné en janvier 2002 ne s'entendait pas pour l'année 2002 mais bien pour toute la législature en cours.

Sauf pour les grandes agglomérations les concessions de pharmacies seront désormais créées sur une ba-

se cantonale, c'est-à-dire que le concessionnaire aura le choix d'implanter son officine à l'intérieur d'une des localités de tout un canton, voire de deux cantons.

A ce jour trois nouvelles concessions ont été créées, à savoir dans les cantons de Capellen, Remich et Mersch. Les deux premières ont été ouvertes par les concessionnaires respectifs dans les localités de Mamer et de Mondorf. Pour la troisième la procédure de désignation du concessionnaire est en cours.

La procédure de consultation, comprenant un avis du collège médical et des communes concernées, est en cours pour la création d'une nouvelle concession dans les communes limitrophes des cantons de Rédange et de Wiltz, à l'exception de la localité de Rambrouch, déjà pourvue d'une officine.

D'ici la fin de l'année la procédure sera encore entamée pour deux nouvelles concessions, la première à implanter dans le canton d'Echternach à l'exception de la ville d'Echternach et la seconde dans le canton de Capellen, à l'exception des communes de Mamer, de Bascharage et de Steinfort.

Je me réserve de lancer la procédure pour la création d'officines supplémentaires au début de l'année 2004.

S'agissant de la commune de Roeser je ne puis que répéter ce que j'ai déjà fait savoir par lettre datée de juillet 2002 à M. le Bourgmestre de cette commune, à savoir que celle-ci ne figure pas sur la liste des premières priorités, mais qu'une implantation à moyen terme est envisageable, alors qu'au fur et à mesure des nouvelles créations la commune de Roeser avance sur la liste des priorités.

La politique suivie par mon Ministère est conforme à la déclaration gouvernementale. La ligne directrice prévoyant une pharmacie pour environ 5.000 habitants est maintenue. Les créations en cours ont pour but, compte tenu de l'augmentation des chiffres de la population, d'amener le nombre des concessions à cette proportion.

Jusqu'à la fin de la législature le Gouvernement n'envisage pas d'autres initiatives dans le domaine de la pharmacie.

**Question 2083 (11.3.2003) de M. Jos Scheuer (LSAP) concernant l'aide au réemploi:**

L'article 14 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1995 portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1994 fixant les modalités et conditions d'attribution: 1. des aides à la mobilité géographique; 2. d'une aide au réemploi; 3. d'une aide à la création d'entreprises; 4. d'une aide à la création d'emplois d'utilité socio-économiques dispose qu'«une aide au réemploi peut être attribuée par le Fonds pour l'Emploi au salarié faisant l'objet d'un licenciement pour un motif économique (...), à condition qu'il accepte d'être reclassé dans un emploi comportant un niveau de rémunération inférieur à sa rémunération antérieure».

Par ailleurs, l'article 16 du même règlement grand-ducal prévoit l'octroi de l'aide en question pendant les 48 premiers mois du reclassement.

Or, dans la pratique, il s'est avéré que le règlement grand-ducal manque de clarté en ce qui concerne l'interprétation de l'article 16. En effet, selon les explications de l'Administration de l'Emploi, l'aide au réemploi ne peut être accordée qu'une seule fois pour 48 mois, alors que les personnes compétentes du Ministère de l'Emploi n'en sont pas convaincues.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre si l'article en question ne devrait pas être interprété de manière à l'accorder à chaque fois qu'une personne se trouve dans une des situations décrites à l'article 14?

**Réponse (14.4.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Je souscris entièrement à l'analyse de l'honorable député telle que formulée dans sa question d'ailleurs combinée à une proposition de réponse.

Après analyse du texte, il est effectivement aberrant de limiter l'octroi de l'aide au réemploi à 48 mois par vie professionnelle.

Le texte ne le dit d'ailleurs nullement et ne permet pas non plus une telle interprétation.

L'article 14 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1995 vise chaque situation dans laquelle le salarié peut tomber, au cours de sa vie professionnelle, correspondant aux critères de cet article.

Par ailleurs, il a droit, à chaque nouvelle fois correspondant aux critères légaux de l'article 14, aux 48 mois prévus par l'article 16 du règlement précité.

L'approche inverse ne tient nullement compte de la finalité de l'aide.

L'Administration de l'Emploi appliquera désormais les dispositions du règlement grand-ducal du 31 juillet 1995 portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1994 fixant les modalités et conditions d'attribution d'une aide au réemploi dans ce sens.

L'Administration de l'Emploi rectifiera également son approche dans une autre situation: le salarié vient d'une entreprise éligible et se trouve reclassé dans une entreprise B où il gagne moins. L'aide au réemploi joue évidemment. Si le salarié quitte, de son propre gré, l'entreprise B, non éligible, pour entrer dans l'entreprise C, sans transiter par une période de chômage, c'est à tort que l'Administration de l'Emploi continue à verser actuellement l'aide au réemploi. Elle part de la même analyse, fautive, de la période des quatre années qui est un simple maximum possible par situation de réemploi, et n'ouvre pas un droit absolu à quatre années d'aide si les conditions d'éligibilité changent, ni ne constitue une période de versement absolue et unique.

**Question 2084 (11.3.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant le projet d'une Maison médicale dans le bâtiment de l'ancienne Clinique St Louis:**

Les travaux concernant le nouvel hôpital d'Ettelbruck sont sur le point d'être achevés. L'inauguration du nouvel hôpital est programmée pour novembre 2003. Dans ce contexte se pose un certain nombre de questions relatives à la réaffectation des anciens bâtiments de la Clinique St Louis et au parking.

Quant à la réaffectation des anciens bâtiments de la Clinique St Louis, une décision n'a pas encore été trouvée. Il est vrai que depuis l'an 2000, un certain nombre de réflexions ont été menées par les autorités communales et par le Ministère de la Famille. Certains médecins ont par ailleurs proposé l'idée de prévoir la mise en place d'un campus hospitalier ou d'une Maison médicale qui rassemble en un lieu précis des médecins spécialistes oeuvrant dans des domaines distincts. Une telle structure aurait le mérite de répondre aux exigences croissantes des patients de la région. Ces médecins ont par ailleurs fondé une association qui entend faire avancer le dossier entre autres auprès des autorités communales, qui se sont montrées très réticentes à l'égard du projet d'une Maison médicale.

Or, il s'avère qu'à ce jour les efforts en vue d'une réaffectation judiciaire n'ont pas abouti et que le sort de l'ancienne Clinique St Louis reste incertain. Pour rappel, la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, ainsi que celui de la Santé et de la Sécurité sociale ont estimé en mars 2000 que la question du sort



réservé aux bâtiments de la Clinique St Louis aurait été prématurée (cf. *compte rendu N°10/1999-2000 - question parlementaire N°414*). Il en est autrement aujourd'hui, étant donné que la nouvelle Clinique va ouvrir ses portes dans un futur plus ou moins proche, et que la commune d'Ettelbruck entend conserver l'ancien bâtiment.

A cela s'ajoute la question relative aux emplacements prévus sur le nouvel site de la Clinique d'Ettelbruck, qui s'avéreront sans doute insuffisants à la lumière des besoins du personnel et des visiteurs de la Clinique, une fois que le fonctionnement de tous les services médicaux sera assuré.

Dans ce contexte, je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement à l'égard du projet d'une Maison médicale dans le bâtiment de l'ancienne Clinique St Louis?
- Quels sont les projets concrets du Gouvernement en matière de réaffectation des anciens bâtiments de la Clinique St Louis, au cas où l'idée d'une Maison médicale ne trouve pas l'approbation du Gouvernement?
- Existe-t-il un moyen de prévoir d'autres emplacements en toute proximité de la nouvelle Clinique? Est-il par ailleurs possible d'agrandir le parking actuellement prévu?

Réponse (18.3.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La réaffectation des bâtiments actuels de la Clinique St Louis, après mise en service de la nouvelle construction, a déjà fait l'objet de pas moins de quatre questions parlementaires antérieures, dont deux posées par l'honorable parlementaire Marco Schank lui-même.

Il convient dès lors de rappeler à l'honorable parlementaire le message essentiel des réponses précédentes, à savoir que l'Etat, n'étant pas propriétaire des bâtiments en question, n'a pas de décision à prendre en la matière. Ce n'est que si une nouvelle destination relevant elle aussi de la loi hospitalière était envisagée qu'une autorisation du sous-signé serait requise, en vertu de la loi hospitalière. Je n'ai cependant pas connaissance de pareilles intentions des propriétaires des lieux.

L'honorable parlementaire relance une nouvelle fois l'idée d'une «Maison médicale» à installer dans l'ancien bâtiment. J'ai qualifié cette idée d'intéressante dans ma réponse du 7 janvier 2002 à la question antérieure de l'honorable député (cf. *compte rendu N°3/2001-2002 - question parlementaire N°1435*), tout en rendant attentif au fait qu'il s'agirait là d'un investissement privé ne relevant pas de la loi en matière de financement des hôpitaux.

S'agissant du parking, je rends l'honorable parlementaire attentif au fait que le parking ne fait pas partie du programme de modernisation subventionné par l'Etat conformément à la loi hospitalière. Il appartient donc à l'exploitant du nouvel hôpital de régler cette question, le cas échéant ensemble avec les autorités locales.

Question 2085 (11.3.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la procédure d'expropriation:

Le 7 février 2003, la Cour constitutionnelle a rendu un arrêt déclarant anti-constitutionnelles certaines dispositions (articles 28 et 32) de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Quels enseignements le Gouvernement tire-t-il de cette décision de justice?

Quelles sont les répercussions de la nouvelle jurisprudence sur les procédures d'expropriation en cours?

Ne faut-il pas légiférer à brève échéance pour apporter de la sécurité juridique au droit de l'expropriation?

Réponse (26.3.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Suite à un examen rapide de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 7 février 2003 le Gouvernement est arrivé à la conclusion que la durée de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique à la suite de cette jurisprudence deviendra désormais plus longue. Pour prévenir cela, le Gouvernement vient d'instituer un groupe de travail ayant pour mission d'analyser cet arrêt et de proposer au Gouvernement, notamment à la lumière du droit applicable dans nos Etats voisins, les conclusions qu'il faut en tirer au niveau de la législation et des procédures d'expropriation en cours.

Question 2086 (11.3.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant l'évolution de la délinquance:

Au cours du mois de février les forces de l'ordre procèdent à l'établissement des statistiques annuelles sur l'évolution de la délinquance au pays.

Quelles sont les tendances générales de l'évolution du nombre des contraventions, délits et crimes enregistrés par la police grand-ducale pour l'année 2002?

Qu'en est-il plus particulièrement dans le domaine des infractions au code de la route?

Quels enseignements le Gouvernement tire-t-il de ces différents relevés statistiques?

Réponse (24.4.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

26.046 infractions ont été commises en 2002 au Grand-Duché, ce qui représente une augmentation de 15% par rapport à l'année précédente. Différentes raisons sont à la base de cette hausse.

D'abord, la mise en place d'une police de proximité a eu pour conséquence d'augmenter les chiffres en raison d'une présence et d'une activité accrues de la police. Les résultats enregistrés par les forces de l'ordre se rapprochent donc davantage de la délinquance «réelle», la population étant sensibilisée à porter plainte à chaque fois qu'elle constate des atteintes aux biens ou aux personnes. L'instauration progressive des centres d'intervention à travers le pays - qui sont opérationnels 24 heures sur 24 - a aussi généré une hausse des constats d'infractions, notamment en matière de stupéfiants.

Ensuite, les affaires constatées par le service de police judiciaire sont intégrées, pour la première fois, dans les statistiques engendrant de cette façon une augmentation de 850 affaires.

Enfin, l'accroissement de certains types de délinquance, souvent associés à la délinquance juvénile, a été significatif. Ainsi les actes de vandalisme (+294 affaires) sont en augmentation ainsi que les vols avec violence (+122 affaires, dont 120 vols ont été commis sans armes) où 68,8% des auteurs avaient moins de 25 ans. Il s'agit essentiellement de vols de sacs à main perpétrés à l'encontre de personnes âgées et de vols de téléphones portables entre adolescents. De même, les vols à l'étalage, les vols simples et les vols à la tire connaissent une augmentation sensible de 1.260 affaires. 19,7% des auteurs étaient mineurs.

Pour ce qui est des infractions commises contre des personnes, elles sont aussi en hausse (+418 affaires), essentiellement au niveau des coups et blessures volontaires. Mais ce phénomène reste largement en dessous de la criminalité perpétrée

contre les biens (10,6% par rapport au total des infractions constatées).

Les accidents de la circulation constatés en 2002 par la police sont par contre en baisse par rapport à l'année 2001, les accidents mortels ayant même diminué de 18,75%. Ce phénomène s'explique sans doute par l'introduction de nouvelles mesures législatives, comme le permis à point, et par le renforcement des contrôles policiers.

Question 2087 (12.3.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la durée d'instruction des demandes en naturalisation:

Selon mes informations la durée d'instruction des dossiers de demandes en naturalisation est excessivement longue.

Malgré la réponse de M. le Ministre à une question parlementaire de ma part il y a trois ans (cf. *compte rendu N°6/2001-2002 - question parlementaire N°1582*), suivant laquelle le délai de la procédure de naturalisation se situerait entre un et deux ans, il s'avère que dans un nombre non négligeable de cas la procédure nécessite trois, quatre, voire cinq ans.

Si les différentes étapes de la procédure me sont bien connues, je voudrais savoir de M. le Ministre quelles sont les raisons de ces délais injustifiables et inacceptables et ce qu'il entend entreprendre afin de garantir aux demandeurs des délais raisonnables?

Réponse (27.3.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Les délais inacceptables cités par l'honorable député ne semblent exister que dans un petit nombre de dossiers introduits sous la législation en vigueur avant l'an 2002.

La cause principale de ces délais semble se situer au niveau de la transmission et du traitement des dossiers vers l'autorité décisionnelle.

Dans la mesure où certains services relèvent de la compétence du Ministère de l'Intérieur, d'autres du Ministère de la Justice, des discussions sont en cours entre les deux ministres en vue d'accélérer la procédure, voire de réduire le nombre d'intervenants dans la procédure.

Par ailleurs, la nouvelle loi sur la nationalité entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002 a pour effet pour les demandes introduites après cette date, une réduction de la durée de procédure.

Question 2089 (12.3.2003) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant la protection et gestion des sols:

Suivant la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 le Gouvernement envisage d'élaborer une loi sur la protection et la gestion des sols.

M. le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement d'un tel projet?

Réponse (9.4.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

Conformément à la déclaration gouvernementale le Ministère de l'Environnement avait élaboré un avant-projet de loi relatif à la protection des sols, avant-projet qui a été présenté tout récemment au Conseil de Gouvernement. Constatant d'une part que les différents aspects de la protection des sols sont déjà actuellement couverts par six textes de loi et au moins dix règlements grand-ducaux et que d'autre part une proposition de directive en la matière va être soumise au Conseil européen des Ministres dans les mois à venir le

Conseil de Gouvernement a décidé de tenir en suspens l'avant-projet de loi toute en se prononçant pour une exécution adéquate des dispositions existantes visant la protection des sols.

Question 2090 (17.3.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'accord européen sur le placement au pair:

Un nombre important de jeunes, surtout de jeunes filles, se rendent au Grand-Duché pour être placés au pair. Par la loi du 6 avril 1990, le législateur luxembourgeois a approuvé l'accord européen sur le placement au pair, élaboré au sein du Conseil de l'Europe et signé le 24 novembre 1969 à Strasbourg. D'après mes informations, le Grand-Duché aurait dénoncé cet accord européen en date du 23 septembre 2002 et la dénonciation jouerait avec effet au 24 mars 2003.

1. Combien de personnes ont été placées au pair dans notre pays au cours de l'année 2002, respectivement y sont placées au pair en ce moment? Quelle est la nationalité de ces personnes?

2. Est-ce que M. le Ministre peut confirmer mes informations relatives à la dénonciation de l'accord européen sur le placement au pair? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à dénoncer cet accord?

3. Quelles sont les conséquences de cette dénonciation pour les personnes placées au pair dans notre pays au moment où la dénonciation sortira ses effets?

4. Quel sera le régime juridique applicable aux personnes placées au pair à partir du moment où la dénonciation aura sorti ses effets? En d'autres termes, quel sera leur statut au niveau du droit des étrangers, du droit de travail, du droit fiscal et de la sécurité sociale?

Réponse (14.4.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le Gouvernement du Grand-Duché a dénoncé l'accord européen sur le placement au pair avec effet au 24 mars 2003 (Mém. A 130 du 3 décembre 2002).

Le placement au pair consistait en l'accueil temporaire, au sein de familles, en contrepartie de certaines prestations, de jeunes étrangers venus dans le but de perfectionner leurs connaissances linguistiques et, éventuellement, professionnelles et d'accroître leur culture générale par une meilleure connaissance.

L'expérience des années précédentes a révélé que la plupart des jeunes filles étaient amenées à s'occuper principalement de la garde d'enfants à bas âge durant toute la journée, alors que les membres de la famille d'accueil travaillaient tous les deux à plein temps.

Bien qu'elles étaient inscrites à des cours de langue, leur taux de participation à ces cours était très restreint.

Au cours de l'année 2002, douze personnes étaient placées en au pair. Actuellement sept personnes restent placées en au pair, à savoir: deux finlandaises, une française, une suédoise et trois danoises. Sept demandes de personnes non UE sont pendantes. Il s'agit de deux polonaises, trois roumaines, une bulgare, une russe et une ukrainienne.

Les familles visées ont été averties que depuis le 24 mars 2003, les personnes placées en au pair sont soumises aux dispositions de la législation de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Pour les personnes non ressortissantes des pays de l'Union européenne, la législation concernant l'entrée et le séjour des travailleurs étrangers et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère au Grand-Duché de Luxembourg leur est applicable.

Question 2093 (17.3.2003) de M. Serge Urbany (*déi Lénk*) concernant le concept de double peine:

En France, le concept de double peine est fortement discuté au point que le Ministre de l'Intérieur veut y remédier.

L'expulsion d'un étranger ayant purgé sa peine est perçue en effet comme une peine supplémentaire qui brise des vies.

Dans ce sens, j'aimerais savoir combien d'expulsions ont été prononcées au Luxembourg suite à des condamnations par les tribunaux luxembourgeois en 2001 et 2002, avec la durée de séjour au Luxembourg des concernés.

Réponse (8.4.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

En réponse à sa question au sujet du concept de la double peine, j'aimerais renvoyer l'honorable député à ma réponse à la question parlementaire N°1890 du 7 novembre 2002 de l'honorable député Laurent Mosar dans laquelle les critères applicables en la matière sont décrits (cf. *compte rendu N°9/2002-2003*). Pour le surplus mon Ministère ne dispose pas de statistiques en relation avec les expulsions décidées suites à des condamnations par les tribunaux luxembourgeois.

Question 2096 (18.3.2003) de M. Fernand Greisen (ADR) concernant les impacts des fermes éoliennes sur l'environnement:

Wandenergie ass zesumme mat aneren erneierbaren Energiequellen eng wichteg Sail vun enger ëmweltbewosster Energieversuergung an der Zukunft. D'Notzung vu Wandkraaft muss och zu Lëtzebuerg nach weider ausgebaut ginn.

Allerdéngs triede bei der Plangung an dem Opriichte vu Wandkraaftanlagen ëmmer erëm Konflikter mat der lokaler Bevölkerung an dem Natur- a Landschaftschutz op. Wann een dést Konfliktpotenzial schonns am Virfeld entschäerft, klëmmt d'Akzeptanz vun der Wandenergie.

De saarlänneschen Ëmweltministère huet dowéinst Flächen eraus gesicht, wou keng vun deneen éinescht genannte Konflikter ze erwaarde sinn. Do kënnen Wandkraaftanlagen ouni Problemer installéiert ginn.

Kritäre sinn ënner anerem e Mindestofstand zu Uertschafte vun iwwer 1.000 Meter an eng Héichlag vun iwwer 250 Meter. Vullen- a Naturschutzgebieder, Industriezonen a Bëscher sinn dobäi och Ausschlusskritären. Dës Moosnamen erlaben et am Saarland den Undeel u Wandenergie an Zukunft ze verfënneffachen, ouni datt d'Natur an d'Awunner negativ betraff sinn.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Huet de lëtzebuergeschen Ëmweltministère och schonns esou eng Erfaassung vu méigleche Standuerter vu Wandkraaftanlage gemaach?

2) Wa neen, gedenkt den Här Ëmweltminister sou e Projet wéi dee vu sengem saarlännesche Kolleg an Ugrëff ze huelen?

3) Bestinn de Moment Projekte fir Wandkraaftanlagen zu Lëtzebuerg op ze riichten? A wa jo, wéi eng?

4) Wéi héich ass de Moment den Undeel u Wandenergie zu Lëtzebuerg?

Réponse (2.4.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1) an 2)

Den Ëmweltminister huet schonns 1994 ee „groupe d'experts“ agesat, deen hie soll beroden, wat d'Kritäre fir d'Ausweise vu méigleche Standuerter fir Wandmille betrëfft.



Dëse Grupp, deen aus Verrieder vum Ëmweltministère, vun der Forstverwaltung, der Ëmweltverwaltung, der Agence de l'Energie an der Cegedel bestong, huet deemools 21 potenziell Standuerter ausgewisen, déi sech géifen eegenen, fir Wandmillen opzehuelen.

D'Kritären, déi dëser Auswiel zu Grond louchen, waren déi folgend:

- Proximitéit zu engem Aspeisungspunkt an d'öffentlecht Elektrizitéitsnetz;
- Méiglechst gréisst Distanz zu bewunnte Gebidder (op d'mannst 600 Meter) fir dass d'Wandmillen net zu enger visueller an akustescher Belaaschtung fir d'Bevölkerung ginn;
- Standuert mat méiglechst grousem Wandpotenzial (am Wandatlas ausgewisen);
- Lag ausserhalb nazionalen an europäesche Schutzgebidder;
- Standuert wou d'Wandmillen ee méiglechst geréngen Impakt op d'Landschaft, op déi natierlech Ëmwelt an op d'Fauna hätten

Bis haut huet den Ëmweltministère versicht, interesséiert Investisseuren op dës Siten ze dirigéieren.

Et ass awer virgesinn, an d'Préparatioun lafen, fir deene Gebidder eng legal Basis ze verschafen, iwwer een Instrument vun der Landesplanung, wat de Plan directeur sectoriel ass.

Dee Moment wou dësen ugeholl ass kënnen Wandmillen dann nëmme méi an deenen ausgewisene Gebidder opgeriicht ginn, an net méi ausserhalb.

Ad 3) Weider Projeten déi an der Planung sinn:

- Ausbau 3 zu Héngischt: 3 Maschinnen à 1800 kW (am Bau)
- Bourscheid/Kehmen: 7 Maschinnen à 1800 kW
- Freckesen: 6 oder 7 Maschinnen à 1800 kW
- Mompach: 4 Maschinnen à 1800 kW
- Garnich: 3 Maschinnen à 600 kW
- Lentzweiler: 2 Maschinnen à 1000 kW + 2 Maschinnen à 1500 kW
- Kanton Réiden: 7 – 14 Maschinnen à 1800 kW

Ad 4) Am Joer 2002 goufe 24,73 GWh vun den aktuell bestehende 24 Wandrieder produziéiert, dat wor een Undeel vun 0,44% vum ganze Verbrauch un elektrescher Energie vu Lëtzebuerg am Joer 2002.



Question 2097 (18.3.2003) de M. Fernand Greisen (ADR) concernant l'introduction d'une consigne sur les boîtes boisées et les bouteilles unirota-tion:

Zënter dem 1. Januar 2003 gëtt et an Däitschland den Dousepfand. D'Zil ass et en Undeel vun 80% vu sou genannte „Mehrweg- oder ökologisch vorteilhaften Einwegverpackungen“ ze errechen. Dës Iddi ass awer bei der Bevölkerung net grad op grouss Géigeléift gestouss a gëtt och weiderhi berechtigten Ulass zu enger ganzer Rei vu Kritiken.

Vum 1. Oktober 2003 u soll dëse System elo méi verbraucherfrëndlech organiséiert ginn. Da gëlt d'Pfandpflicht op sämtlechen Eeweegedränksverpackungen, mat Ausnahm vun de Gedrénkskartonen, de Mël-lechtuten an de Wäin- a Spirituosefläschen. Och diätetesche Liewensmëttel falen net ënnert déi nei Bestëmmungen.

De lëtzebuergesche Grenzcommerce profitéiert de Moment nawell zolidd vun der däitscher Regelung. Vill däitsch Bierger kommen hir Eeweefläschen a Béchsen elo op Lëtzebuerg akafen. D'Resultat ass, datt déi grenzno Supermarchéen elo vill méi Béchsen an Eeweefläsche verkafen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1) Wéi ass der Regierung hir Meinung zu der Iddi vun engem Pfand op den Eweefläschen an op de Béchsen? Besti schonns Pläng fir dëse System och zu Lëtzebuerg anzeféieren?

2) Ass geplangt esou eng Regelung op europäeschem Niveau anzeféieren?

Réponse commune (7.4.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie* et de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable député M. Fernand Greisen, les Ministres ont l'honneur de vous informer qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement d'introduire une consigne obligatoire sur les emballages non rereplissables. L'opportunité de mettre en place une telle mesure donne lieu à des discussions contradictoires tant du point de vue du rapport coût/efficacité que du point de vue de la rationalité économique. Qui plus est le gain escompté pour l'environnement est loin d'être assuré, ceci tout particulièrement à la lumière de l'efficacité énergétique.

Le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages prévoit notamment que des accords volontaires peuvent déterminer les conditions et modalités de promotion de la production et de la mise sur le marché d'emballages réutilisables.

Ces considérations précitées nous amènent à relever que l'introduction d'une consigne obligatoire n'est donc envisagée ni au niveau de l'Union européenne ni au niveau national.

Question 2098 (19.3.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les cures de désintoxication pour toxicomanes au Luxembourg:

Au Grand-Duché de Luxembourg un toxicomane a actuellement la possibilité de suivre un sevrage dans un des hôpitaux du pays. D'autre part une cure de désintoxication peut être suivie à Manternach.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

- Est-ce que M. le Ministre peut m'indiquer le nombre de lits disponibles pour pouvoir suivre un sevrage?
- Est-ce que M. le Ministre dispose des chiffres concernant l'occupation de ses lits?
- Est-ce que M. le Ministre peut m'indiquer le nombre de places existantes au Centre de Manternach et son taux d'occupation?
- Est-ce que M. le Ministre dispose des chiffres concernant le délai d'attente pour pouvoir suivre une cure de désintoxication à Manternach?
- Est-ce que M. le Ministre dispose des chiffres concernant le nombre de toxicomanes qui sont soignés à l'étranger?
- Est-ce que M. le Ministre peut m'informer du coût des différents traitements (hôpital au Luxembourg, Manternach, traitement à l'étranger) et m'informer qui en a la charge?

Réponse (11.4.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Il existe actuellement quatre hôpitaux généraux et un établissement hospitalier spécialisé qui fournissent des prestations de désintoxication physique en cas de toxicomanie.

Il s'agit des établissements suivants:

Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL)

Clinique Ste Thérèse (Luxembourg)

Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette (HVEA)

Clinique St Louis (Ettelbruck)

Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP - Ettelbruck) - Unité BU-5

Le CHNP dispose d'une unité spécialisée de désintoxication (BU-5) de 15 lits, alors que les autres hôpitaux mentionnés incluent les traitements de désintoxication dans l'offre de leurs départements neuropsychiatriques respectifs, sans pour autant réserver les lits psychiatriques à cette seule fin.

En 2001 un total de 295 personnes ont subi des traitements de désintoxication au sein des établissements en question. Ce chiffre reste assez stable depuis 1994.

Le Centre thérapeutique de Manternach (CTM) dépend du Centre hospitalier neuropsychiatrique. Les personnes admises au CTM sont tenues de se soumettre avant leur admission à un sevrage physique dans un établissement de leur choix. L'offre du CTM est de nature psychothérapeutique et vise en premier lieu la réintégration psychosociale et non la désintoxication physique. L'infrastructure et la dotation en personnel du CTM sont conçues pour gérer une capacité de 18 lits. En 2002, le taux d'occupation moyen était proche de la saturation. Il convient d'ajouter que le CTM dispose d'une série de lits supplémentaires pour gérer des situations de crise ou pour pouvoir réagir aux aléas des procédures d'admission.

Selon les informations fournies par les responsables du CTM, le délai d'admission à partir de la formulation de la demande se situe autour de trois semaines pour une personne qui respecte les démarches à suivre. Le délai en question n'est pas un indicateur de disponibilité dans la mesure où il est en premier lieu fonction du respect des démarches d'admission (entretiens préliminaires, démarches administratives) et du début et de la durée du sevrage physique qui varient en fonction des clients et ce indépendamment du CTM.

Le nombre d'ouvertures de dossiers pour un traitement à l'étranger pour cure de désintoxication s'élève à 302 cas en 2000, dont 89 se sont désistés ou ont refusé la cure, 264 cas en 2001, dont 63 se sont désistés ou ont refusé la cure et 259 cas en 2002, dont 71 se sont désistés ou ont refusé la cure.

Ces chiffres sont tirés des rapports annuels respectifs du Contrôle médical de la sécurité sociale. A noter que ces rapports contiennent encore d'autres données ventilant différentes affections psychiatriques.

Actuellement le coût spécifique des différents traitements de désintoxication au Luxembourg ne saurait être déterminé parce que, dans le cadre de la budgétisation notamment du CHNP et des autres infrastructures hospitalières délivrant des soins de ce genre, l'agrégation des données économiques et comptables ne permet pas la détermination du coût par pathologies spécifiques.

Le coût des cures de désintoxication à l'étranger ne pourrait être obtenu que par une fusion des données diagnostiques personnelles des malades, avec les décomptes de frais soumis par les régimes d'assurance maladie étrangers dans le cadre des procédures E112 et E125, qui accusent souvent des retards considérables.

Concernant la charge de ces prestations, il convient de préciser qu'elles sont supportées par l'assurance-maladie dans le cadre de la budgétisation des établissements nationaux et, en cas de cure passée dans un éta-

blissement conventionné à l'étranger, dans le cadre de la tarification appliquée par les régimes d'assurance maladie légaux étrangers.



Question 2099 (19.3.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la présence d'amiante dans les matériaux servant à isoler le plafond de la piscine scolaire à Dreibern:

Den 20. März 2002 ass, op Uerder vun der Division de l'Inspection sanitaire, d'Schoulschwemm vun Dräibuer zougemaach ginn. Dorop hin ass vun deenen zwou betraffene Gemengen decidéiert ginn, d'Schwemm ze renovéieren an d'hygienesch Mängel ze behiewen.

Mengen Informatiounen no huet d'Firma Luxcontrol am Optrag vun der Gemeng Wuermer an de Joren 1995 an 1999 d'Schwemm vun Dräibuer och op Asbest ënnersicht. Wéi et schéngt ass an der Plafongsverkleedung Asbest enthalen, deen duerch äusserlech Awierkungen, wéi Vibratiounen, z. B. wann e Ball dowidder geschoss gëtt, ka fräigesat ginn.

Obwuel dës Risike bekannt sinn, soll déi asbesthaltig Plafongsverkleedung awer net ewech geholl ginn. Zu Schéffleng ass z. B. virun e puer Joer an engem ähnelche Fall séier reagiert an eng Asbestsanéierung duerchgefouert ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un déi zoustänneg Ministeren:

1. Stëmmeën dës Informatiounen, resp. si si der Regierung bekannt, a wéi gedenken déi zoustänneg Ministeren dorobber ze reagéieren?
2. Wat gesäit eis Legislatioun resp. Reglementatioun an esou engem Fall vir?
3. Sidd Dir bereet, wann et dann esou ass, zesumme mat de Gemengeresponsablen no enger Léisung ze sichen, a wa jo, wéi kënn déi ausgesinn?

Réponse (7.4.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Contrairement à l'affirmation de l'honorable parlementaire ce n'est pas sur ordre de l'Inspection sanitaire que la piscine scolaire à Dreibern a été fermée en mars 2002. S'il est bien vrai que dans un rapport daté au 14 mars 2002 l'Inspection sanitaire recommande la fermeture, c'est cependant le syndicat intercommunal lui-même qui a pris la décision. Je précise encore que ce n'est pas l'amiante qui était à l'origine de cette fermeture, mais bien la teneur en chlore de l'eau.

Des analyses faites par Luxcontrol en 1999 ont révélé la présence de fibres d'amiante dans la dalle au-dessus du faux-plafond de la piscine. Toutefois des fibres d'amiante n'ont pas été détectées dans des prélèvements d'air ambiant opérés à la même époque en divers endroits de la piscine.

Dès novembre 2002 l'architecte chargé des travaux de réfection actuellement en cours a commandé auprès de Luxcontrol de nouvelles analyses en matière d'amiante dans l'enceinte de la piscine. Il sera procédé à ces analyses vraisemblablement dans la deuxième moitié du mois d'avril, à la fin des travaux encore en cours. En effet les analyses ne pourront donner des résultats concluants qu'après que tout travail ait cessé pendant un ou deux jours sur le chantier.

Les règlements en vigueur en matière d'amiante basés sur des directives communautaires, pris l'un à l'initiative du Ministère du Travail et l'autre à l'initiative du Ministère de l'Environnement, tendent plutôt à la protection respectivement des travailleurs et de l'environnement contre l'amiante. Toutefois, en vertu de la loi sur la Direction de la Santé, mes services ont une compétence générale en matière d'hygiène du milieu. Je compte dès lors suivre de près le présent dossier.

Aussi, si le nouveau rapport à établir par l'organisme de contrôle recommandait la solution du désamiantage de préférence à celle de la pose d'un deuxième faux-plafond étanche ou d'une surveillance régulière de l'air ambiant, je ne manquerais pas de préconiser fortement au syndicat intercommunal de s'engager dans cette voie.



Question 2100 (20.3.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant le régime d'aide pour la sauvegarde de la diversité biologique:

Le règlement grand-ducal du 22 mars 2002, concernant un régime d'aide pour la sauvegarde de la diversité biologique, publié au Mémorial N°36 du 4 avril 2002, prévoit à l'article 21 un régime d'aide, destiné à aménager des couloirs de liaison écologiques en forêt, constitués de bandes boisées ripicoles et alluviales reliant entre eux des îlots d'habitats dispersés et isolés. Les indemnités sont inscrites dans l'article 23 de ce règlement.

En outre, selon l'article 50, «Il est institué une commission à laquelle sont soumises pour avis, préalablement à la signature de la convention, les demandes d'aides introduites en vertu du règlement». Or semble-t-il, d'après mes informations, que cette commission fait défaut actuellement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Où est-ce que les personnes intéressées peuvent s'adresser pour percevoir les formulaires et des renseignements nécessaires et où doivent-elles remettre leurs demandes?
2. Est-ce que pour l'année 2002 le rapport prévu à l'article 50 (9) a déjà été établi et publié? Si oui, quel est, en résumé, l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes du règlement?
3. Si non, quand est-ce que M. le Ministre compte pouvoir présenter ce rapport?

Réponse (23.4.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

ad 1. Conformément à l'article 43 du règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique, l'Administration des Eaux et Forêts est compétente en matière d'exécution des régimes d'aides et donne dès lors tous les renseignements y relatifs.

Néanmoins, la préparation technique des demandes moyennant des formulaires types se fait par l'intermédiaire de quatre stations biologiques, deux fondations et deux bureaux d'études selon la localisation géographique des terrains de l'exploitant. Par après, l'exploitant présente sa demande au Ministre de l'Environnement conformément à l'article 44 du règlement précité. Ensuite, toutes les demandes sont centralisées à l'Administration des Eaux et Forêts qui les transmet à l'Administration des Services techniques de l'agriculture chargée du contrôle administratif (contrôle parcellaire, recoupement avec les mesures agri-environnementales du Ministère de l'Agriculture).

ad 2. et 3. Le rapport prévu à l'article 50 (9) est en cours d'élaboration et sera présenté lors de la prochaine réunion de la commission «biodiversité» prévue au courant du printemps 2003.

En ce qui concerne l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes du règlement, 2355 ha de surfaces agricoles ont été mis sous contrat en 2002. Les programmes en milieu forestier commenceront probablement dès 2004.